

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

## DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

### Séparation des parents: les enfants en première ligne



Les représentants de l'ORK remettent le rapport annuel au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Suite à la séparation de leurs parents, les enfants éprouvent souvent des difficultés à se rapprocher du parent avec lequel ils ne cohabitent plus. «Un enfant est en droit de pouvoir contacter et fréquenter ses deux parents», a rappelé la Présidente de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand», Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch, à l'occasion de la traditionnelle remise du rapport annuel de l'ORK au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. «Dans les

conflits entre parents, c'est l'intérêt de l'enfant qui doit primer». La Convention internationale relative aux droits de l'enfant mentionne textuellement la liberté d'expression et le respect des opinions de l'enfant.

Lors de la remise du 8<sup>e</sup> rapport annuel le 22 novembre à la Chambre des Députés, les représentants de l'ORK ont saisi l'opportunité pour revendiquer

- l'inscription des droits de l'enfant dans le texte de la Constitution

- l'institution d'un juge aux affaires familiales

- la mise en place du 116000 comme numéro de téléphone unique pour les enfants disparus.

Parmi sa population, le Luxembourg compte actuellement 113.000 enfants. En 2009, 1.001 d'entre eux étaient concernés par un divorce parental, sans compter les enfants nés hors mariage qui ne sont pas repris dans les statistiques. Entre novembre 2009 et novembre 2010, l'ORK fut saisi à 91 reprises pour des problèmes d'anxiétés, d'insomnie, d'anorexie ou de tentative de suicide d'enfants dont les parents vivent séparés.

Le rapport annuel de l'ORK est traditionnellement remis à une date proche de la commémoration de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cette année encore, l'Ombuds-Comité a formulé dans son rapport 12 recommandations à l'adresse de la Chambre ainsi qu'aux membres du Gouvernement. Le rapport fera l'objet d'une analyse approfondie dans la commission parlementaire compétente en la matière.

### Urbanisation durable au Benelux

L'urbanisation durable a été le sujet de la conférence organisée par le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux le 26 novembre dernier à Bruxelles. Les trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) ont en commun l'exiguïté de leur territoire caractérisé par une grande concentration de villes.

Cette situation urbanistique particulière contraint la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg à repenser le développement et la construction de leurs zones urbaines de manière durable pour contrer les effets négatifs du changement climatique sur l'environnement. Le but est d'atteindre une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020, comme le vou-

drait l'Union européenne dans son paquet climat et énergie.

L'urbanisation durable passe tout d'abord à travers la mise en place d'un programme directeur de l'aménagement du territoire qui favorise un équilibre de l'espace entre structure urbaine et milieu rural dans le respect de l'environnement, comme le précise M. Romain Diederich, directeur de l'Aménagement du territoire du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Le projet de développement urbain durable de la ville de Riga, capitale de la Lettonie, présenté par l'architecte letton Jānis Dripe, illustre ce qui précède. En effet, à Riga le défi principal à relever était celui de protéger le centre

historique, d'harmoniser les projets urbanistiques des quartiers avoisinants tout en évitant en même temps une expansion de la ville.

En second lieu, l'avenir de l'urbanisation durable réside dans la construction de bâtiments énergétiquement neutres en émissions de CO<sub>2</sub>. Pour l'architecte néerlandais Thomas Rau cela suppose la création d'une nouvelle forme de concevoir la construction basée sur des matériaux renouvelables et recyclables dans un esprit de durabilité du produit. En fin de compte, l'urbanisation durable passe aussi par un changement de comportement de la part des consommateurs et des producteurs. L'architecte belge Sebastian Moreno-Vacca a pour sa part présenté des exemples concrets de bâtiments passifs avec une consommation énergétique mensuelle équivalente au prix d'un café. Ceci est obtenu en attachant le plus grand soin à l'isolation, à l'étanchéité de la maison ainsi qu'à un système de ventilation à haut rendement. La conférence s'est terminée par la visite d'un bâtiment administratif de construction passive à Bruxelles.

La délégation luxembourgeoise se composait de M. Marcel Oberweis, président de la délégation et coorganisateur de la conférence, M. Roger Negri, vice-président du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, et M. Félix Braz, membre de la délégation.



(de gauche à droite) M. Marcel Oberweis (CSV), M. Romain Diederich, directeur du département de l'Aménagement du territoire, M. Roger Negri (LSAP)

6 <sup>e</sup> séance	mardi	16 novembre 2010
7 <sup>e</sup> séance	mercredi	17 novembre 2010
8 <sup>e</sup> séance	jeudi	18 novembre 2010
9 <sup>e</sup> séance	mardi	30 novembre 2010

### Assermentation de nouveaux fonctionnaires



C'est en jurant fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État et en promettant de remplir leurs fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - trois nouveaux fonctionnaires de l'administration parlementaire ont été assermentés le 26 novembre 2010 par le Secrétaire général de la Chambre,

M. Claude Frieseisen. L'assermentation de M. Frédéric Bohler, nommé aux fonctions d'attaché, de M. Marcel Goedert, nommé aux fonctions d'artisan, et de M. Georges Roth, nommé aux fonctions de huissier, a eu lieu en présence de M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra, Secrétaires généraux adjoints, de M. Jean Grotz, chef de service et de Mme Chantal Hoffmann, chargée des Ressources humaines.

### Conférence interparlementaire européenne sur l'espace

En sa qualité de Président de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace de la Chambre, M. Lucien Thiel (CSV) s'est rendu fin octobre à Bucarest. Le député y a assisté à la 12<sup>e</sup> Conférence interparlementaire européenne sur l'espace (CIEE) dont la principale vocation est de mettre en place un réseau parlementaire européen au service du secteur spatial.

À côté de la Chambre des Députés, qui fut admise comme nouveau membre lors de cette conférence, la CIEE regroupe les parlements de neuf autres pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Pologne, Répu-

blique tchèque, Royaume-Uni et Roumanie) qui à eux seuls représentent 90% du budget de l'Agence spatiale européenne (ASE).

À l'ordre du jour de la 12<sup>e</sup> CIEE ont notamment figuré les points suivants:

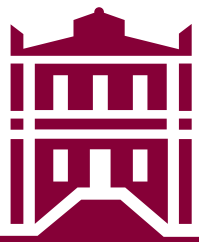
- le statut de la Russie dans la CIEE qui, pour le moment, n'y bénéficie que du statut d'observateur. La Russie sollicite un statut de membre permanent, notamment en vue d'instituer une collaboration entre son propre système de positionnement par satellite (Glonass) et celui de l'UE (Galileo).

- le renforcement des structures et du fonctionnement de la CIEE.

#### DANS CE NUMÉRO

Politique étrangère et européenne	
- déclaration	p. 67
- débat	p. 72
Ban de Gasperich	p. 86
École Française et Lycée Vauban	p. 90
Sommaire des séances publiques n <sup>os</sup> 6-9	p. 115
Sommaire des questions parlementaires	p. Q67





## Comptabilité des entreprises

**5976 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant**

**1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;**

**2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;**

**3. l'article 13 du Code de commerce**

### 1. Contexte

D'une manière générale, le projet de loi s'inscrit dans la logique de la réforme opérée par la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (ci-après la loi du 19 décembre 2002) qui prévoit la création d'une centrale des bilans et uniformise le schéma de présentation des comptes sociaux (bilan et comptes de profits et pertes). Cependant, afin de laisser un plus grand degré de liberté aux entreprises luxembourgeoises faisant partie de grands groupes internationaux au sein desquels les comptes annuels desdites entreprises sont consolidés, le projet de loi introduit certaines flexibilités supplémentaires (suppression de l'obligation de dépôts des comptes sociaux suivant le schéma défini par la loi du 19 décembre 2002 si l'entreprise est dispensée d'établir ses comptes selon le schéma de cette loi, possibilités élargies de dérogations individuelles et par voie de règlement grand-ducal)<sup>1</sup>.

Les flexibilités introduites par le projet de loi ne sont pas nécessairement d'origine luxembourgeoise, mais constituent le corollaire de la transposition ainsi que de la mise en œuvre des normes européennes en la matière.

### 2. Mise en œuvre du règlement 1606/2002/CE

Le projet de loi met en œuvre dans la loi du 19 décembre 2002 et dans la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (ci-après la loi du 10 août 1915), le règlement 1606/2002/CE du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (ci-après le règlement 1606/2002/CE) et en particulier les articles 5 et 9 de ce règlement. Conformément à ces articles, les États membres sont habilités à obliger ou à autoriser les sociétés non cotées à publier leurs états financiers conformément aux mêmes normes que les sociétés cotées. L'application des normes comptables internationales (les «*International Accounting Standards*» ou «*IAS*») sera obligatoire pour les comptes consolidés des sociétés cotées. Les États membres pourront autoriser ou exiger que ces normes soient également utilisées dans l'établissement des comptes sociaux<sup>2</sup>, une telle option ayant d'ailleurs déjà été retenue pour les établissements de crédit dans le cadre de la loi du 16 mars 2006<sup>3</sup> et pour les entreprises d'assurance et de réassurance dans la loi du 27 avril 2006<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Voir résumé du projet de loi, doc. parl. 5976, page 25.

<sup>2</sup> Voir Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'application des normes comptables internationales, COM(2001) 80 final, 31 février 2001, point 4.2, page 6.

<sup>3</sup> Loi du 16 mars 2006 relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements, Mém. A-N°55, 28 mars 2006, page 1145.

<sup>4</sup> Loi du 27 avril 2006 sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances, Mém. A-N°92, 29 mai 2006, page 1769.

### 3. Modalités d'application des directives 2001/65/CE et 2003/51/CE

Les directives 2001/65/CE<sup>5</sup> et 2003/51/CE<sup>6</sup> visent notamment à autoriser l'évaluation de certains actifs et passifs financiers à leur juste valeur. Cette évaluation se réfère le plus souvent au prix auquel l'élément de l'actif ou du passif considéré s'échange sur le marché au moment de l'évaluation, et non pas à son coût initial ou à son coût de remplacement. Ces directives font partie du droit positif depuis l'entrée en vigueur respective des règlements grand-ducaux du 24 juillet 2006 et du 11 septembre 2006 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002.

Les États membres devraient avoir la possibilité de modifier la présentation du compte de profits et pertes et du bilan en fonction de l'évolution de la situation au niveau international, telle que la reflètent les normes élaborées par l'«*International Accounting Standards Board*» (IASB) qui émet les normes IAS et les «*International Financial Reporting Standards*» (IFRS).

### 4. Transposition de la directive 2006/46/CE

La Commission européenne a introduit le 8 janvier 2010 un recours en manquement contre le Luxembourg pour défaut de mise en œuvre de toutes les dispositions nécessaires au respect de la directive 2006/46/CE<sup>7</sup>.

La directive 2006/46/CE vise à adapter les seuils définissant les petites et moyennes sociétés; à imposer aux sociétés cotées la publication dans leur annexe ou dans un document séparé des informations relatives au code de gouvernement d'entreprise utilisé; à introduire le principe général d'une responsabilité collective des organes d'administration, de gestion ou de surveillance de se conformer aux exigences de la future loi et des normes comptables telles qu'adoptées conformément au règlement 1606/2002/CE quand l'entreprise a décidé de recourir à ces normes pour la tenue de sa comptabilité et l'établissement de ses comptes annuels.

### 5. Transposition des mesures de simplification résultant de la directive 2009/49/CE

Suite aux amendements adoptés par la Commission juridique, le projet de loi a pour objet de transposer en droit interne les mesures de simplification résultant de la directive 2009/49/CE<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Directive du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers.

<sup>6</sup> Directive du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance.

<sup>7</sup> Directive du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers, et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance.

<sup>8</sup> Directive du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 09.01.2009

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

21.07.2010 Désignation d'un rapporteur

03.08.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.10.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

10.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.11.2010

## École Française / Lycée Vauban

**5993 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban**

Le projet de loi sous rubrique tient à la volonté de mettre à la disposition de l'École Française de Luxembourg (enseignement fondamental) et du Lycée et Collège Vauban (enseignement secondaire) de nouvelles infrastructures nécessaires aux enseignements dispensés par les deux structures scolaires, compte tenu de l'évolution prévue de la demande d'ici la rentrée scolaire 2015.

Les infrastructures dont disposent à l'heure actuelle l'École française de Luxembourg ainsi que le Lycée et Collège Vauban, infrastructures implantées à Luxembourg-Limpertsberg, s'avèrent en effet trop exiguës pour répondre aux besoins d'accueil d'un nombre grandissant d'élèves et d'élèves fréquentant les deux établissements en question. Est ainsi prévue la construction de nouveaux bâtiments adaptés aux besoins futurs sur un site qui a été retenu à cet effet sur le ban de Gasperich et qui a une superficie de 5,4 hectares.

Selon l'article 29 de la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé et portant abrogation des articles 83 à 87 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de

l'enseignement primaire, l'État est censé contribuer aux dépenses engendrées par l'agrandissement, voire le remplacement d'infrastructures créées par les structures porteuses des établissements scolaires visés ou mises à la disposition de ceux-ci par l'État ou un propriétaire privé. La participation étatique ne peut pas excéder 80% de la dépense globale, l'État prenant en charge les intérêts en cas de préfinancement des investissements par le biais d'un emprunt contracté par l'établissement scolaire privé.

Le coût global de l'investissement s'élève à 158,3 millions d'euros, correspondant à la valeur 673,64 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1<sup>er</sup> octobre 2008. La contribution de l'État étant, en vertu de l'article 29, paragraphe 2 de la loi précitée du 13 juin 2003, limitée à 80% du coût réel, la dépense étatique représente un montant de 126,64 millions d'euros. Étant donné que ce montant dépasse le seuil légal de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 modifié de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, version en vigueur depuis la modification de cet article par la loi du 29 mai 2009, une loi spéciale est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution pour autoriser la dépense en question.

La dimension du projet a été évaluée sur base de l'évolution prévue des besoins d'accueil auxquels les structures scolaires en projet sont censées répondre d'ici la rentrée scolaire 2015.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.02.2009

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

15.10.2009 Désignation d'un rapporteur

29.10.2009 Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12.11.2009 Continuation des travaux

03.12.2009 Continuation des travaux

28.10.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.11.2010

## Ban de Gasperich

**6137 - Projet de loi relatif à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du Ban de Gasperich**

Le projet de loi 6137 a pour objectif d'autoriser le Gouvernement à procéder à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer. Le coût de ces aménagements ne devra pas dépasser le montant de 70.295.000 euros et sera à imputer sur les crédits du Fonds des routes.

Le projet de construction du réseau du Ban de Gasperich a été élaboré en vue du développement urbain de ce quartier de la Ville de Luxembourg. En effet la création de la nouvelle zone d'activité, du Lycée Vauban et du Centre d'intervention de la Ville de Luxembourg demande une optimisation du réseau routier en place afin d'y intégrer ces nouveaux bâtiments. Dans ce contexte, le réseau routier sera réorganisé avec deux épinges dorsales, à savoir le futur boulevard Raiffeisen qui sera aménagé en partie sur le tracé existant de la rue Raiffeisen et qui reliera le plateau de Howald aux quartiers nord-ouest de la ville et le futur boulevard Kockelscheuer qui re-



liera le rond-point Gluck au rond-point Kockelscheuer en traversant le nouveau quartier de l'est vers l'ouest. Par ailleurs, une réorganisation de l'échangeur autoroutier

s'impose dans l'intérêt d'une meilleure lisibilité du trafic par les automobilistes et afin d'augmenter sa capacité et d'améliorer son intégration dans un site urbanisé.

prévue à la phase 2, mais prévoit aussi du point de vue du concept d'exploitation future la réalisation préliminaire des installations suivantes:

- raccordement des voies 10 et 11 par l'installation d'un appareil de voies supplémentaire au sud de la gare centrale;

- des adaptations au triage de Luxembourg par un renouvellement des installations ferroviaires (voies 150-154) à Luxembourg sud.

La gare périphérique de Howald constitue selon la version actuellement disponible du projet de plan directeur sectoriel «Transports» un élément clef dans le concept de mobilité urbaine et périurbaine et ceci notamment pour le futur tissu urbain «Ban de Gasperich». Elle ne devrait

pas se limiter à constituer un raccordement performant au réseau ferré classique, mais servir de base pour la desserte des transports en commun en assurant la jonction entre le train classique et les moyens de transports urbains que seront le tram et le bus.

Le quai à voyageurs unique, prévu dans le cadre du projet 6146, sera accessible par le biais d'une passerelle provisoire censée être remplacée par un bâtiment voyageurs donnant accès à la fois au quai qui fait l'objet de ce projet et à un deuxième qui sera construit dans la phase 2 ensemble avec le bâtiment voyageur, une gare routière, une dépose-minute pour les voitures individuelles, une prise en charge taxis ainsi qu'un arrêt pour le tram.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.05.2010

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

07.07.2010 Désignation d'un rapporteur

07.07.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.10.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.11.2010

### Gestion de l'infrastructure ferroviaire

#### 6146 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet de loi 6146 a pour but de compléter l'article 10 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infra-

structure ferroviaire par un point 25 permettant à l'État via le Fonds du rail de financer la première phase de l'aménagement d'une gare périphérique à Howald pour un montant de 42.878.500 euros.

En fait, la première phase de cet investissement d'envergure que sera la gare périphérique ne concerne pas uniquement l'aménagement d'un quai qui fera partie intégrante de la gare proprement dite et

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.06.2010

Rapporteur: M. Lucien Clement

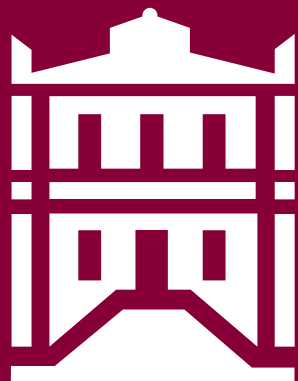
Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

18.10.2010 Désignation d'un rapporteur

20.10.2010 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.11.2010



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all  
öffentlich  
Sitzung  
live an integral

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen  
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

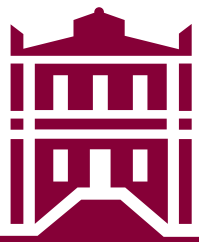
Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz





Présidence: M. Laurent Mosar, Président

## Sommaire

- Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (document COM (2010) 475 final)
  - M. le Président
  - Vote sur la résolution (adoptée)
- Résolution relative à la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le premier programme en matière de politique du spectre radioélectrique - COM (2010) 471
  - M. le Président
  - Vote sur la résolution (adoptée)
- Ordre du jour
  - M. le Président
- Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères
  - M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Romain Schneider, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.31 heures)**

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

### 1. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (document COM (2010) 475 final)

An hirer Réunioun vum Donneschdeg, den 11. November, huet d'Commission du Développement durable eestëmmeg décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten. D'Nohaltegkeetskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft den Espace ferrovière unique européen. D'Nohaltegkeetskommissioun kolum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritätsprinzip verletzt ginn ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am neien Artikel 168 vun eise Remglement. Den Avis motivé vun der Commission du Développement durable läit lech a Form vun enger Resolutioun vir. E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission du Développement durable a été saisie d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (document COM (2010) 475 final), proposition législative émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission du Développement durable a adopté, lors de sa réunion du 11 novembre 2010, à l'unanimité un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission du Développement durable ayant la teneur suivante:

«La Commission du Développement durable exprime ses réserves au sujet de la proposition sous rubrique pour les raisons suivantes:

1. Remarques préliminaires

1. Situation atypique du Luxembourg

La Commission du Développement durable souhaite attirer l'attention sur la petite taille du pays et, partant, de son réseau ferroviaire. Celui-ci ne comporte en effet que 274 km de voies ferrées. Elle souhaite donc mettre en avant que sur plusieurs points, qui seront développés ci-dessous, cette situation atypique du Grand-Duché a servi de fil conducteur aux réflexions ayant abouti au présent avis.

#### 2. Exercice de la délégation

L'article 60 de la proposition de directive confère à la Commission européenne pour une durée indéterminée le pouvoir d'adopter des actes délégués. Cette disposition permet notamment des modifications de nombreuses annexes de la proposition de directive qui contiennent, du moins pour ce qui est des annexes II à X, des éléments essentiels.

De l'avis de la Commission du Développement durable, la Commission européenne devrait utiliser le processus législatif de la codécision mis en place par les textes communautaires pour ce faire, étant donné que l'article 290 du Traité n'autorise le recours au pouvoir de l'acte délégué que pour compléter ou modifier certains éléments non essentiels de l'acte législatif.

#### 2. Les objectifs de la proposition de directive

##### 1. Objectif général

L'exposé des motifs de la proposition de directive retient que: «Le principal objectif de la politique de l'Union européenne en matière de transports consiste à mettre en place un marché intérieur en élaborant des politiques communes visant à promouvoir un degré élevé de compétitivité et un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques. En complétant et renforçant les mesures existantes adoptées à l'échelle de l'UE dans le secteur ferroviaire, la proposition de refonte du premier paquet ferroviaire contribuera à cet objectif en facilitant l'intégration et le développement du marché ferroviaire européen.»

##### 2. Objectifs spécifiques

L'exposé des motifs dispose en outre que: «La proposition de refonte du premier paquet ferroviaire couvre a) le financement et la tarification adéquats des infrastructures ferroviaires, b) les conditions de concurrence sur le marché ferroviaire et c) les réformes organisationnelles nécessaires pour assurer la surveillance appropriée du marché.

a) L'objectif premier de la refonte consiste à assurer un financement adéquat, transparent et durable de l'infrastructure et, grâce

à une meilleure prédictibilité du développement de l'infrastructure et des conditions d'accès, à faciliter les investissements des entreprises ferroviaires, à ajuster le niveau et la structure de la tarification des infrastructures, à améliorer la compétitivité des opérateurs ferroviaires par rapport aux autres modes de transport et à contribuer à l'internalisation des coûts environnementaux.

b) La deuxième série d'objectifs consiste à éviter des distorsions de concurrence dues à l'utilisation de fonds publics dans le cadre d'activités commerciales, à empêcher les opérateurs historiques de collecter des informations commercialement sensibles et de les utiliser au détriment de leurs concurrents potentiels, à éliminer les conflits d'intérêts affectant la direction des services liés au rail, à améliorer la disponibilité de ceux-ci pour les nouveaux entrants et à rendre le marché plus transparent pour assurer une concurrence effective.

c) En ce qui concerne le contrôle réglementaire, la proposition de refonte vise à permettre aux organismes de contrôle de mener leurs missions efficacement grâce au renforcement de leur indépendance, à une extension de leurs compétences et à l'augmentation des moyens mis à leur disposition.»

#### 3. Justification de l'action de l'Union

L'action de l'Union est justifiée et le respect du principe de subsidiarité motivé comme suit dans l'exposé des motifs de la proposition de directive:

«Les problèmes qui affectent le secteur ferroviaire comportent des aspects transnationaux qui requièrent que des mesures soient prises à l'échelon UE. Le manque de coordination entre les États membres et les autres acteurs réduit l'efficacité du transport ferroviaire international, ce qui entraîne un risque d'augmentation du transport routier au détriment du chemin de fer et, par conséquent, une aggravation des problèmes d'encombrement du trafic et de pollution. L'Union est mieux placée que les États membres pour clarifier le cadre réglementaire sur l'accès au marché ferroviaire de manière à faciliter l'entrée et la concurrence et à favoriser le développement du marché des services ferroviaires, y compris ceux liés à l'exploitation du transport ferroviaire.»

#### 4. Analyse de la compatibilité des dispositions de la proposition de directive avec le principe de subsidiarité

Si la Commission du Développement durable peut se déclarer d'accord avec la justification générale de l'action de l'Union afin de favoriser le développement du marché ferroviaire - les problèmes qui affectent le secteur ferroviaire comportent en effet des aspects transnationaux qui requièrent que des mesures soient prises au niveau de l'Union -, la Commission du Développement durable estime cependant que certaines dispositions de la proposition de directive sous examen ne sont pas compatibles avec le principe de subsidiarité:

##### 1. Gestion des entreprises ferroviaires selon les principes commerciaux (article 5)

L'article 5 introduit des dispositions qui tendent à assurer que les entreprises ferroviaires bénéficient d'un statut juridique et d'une gouvernance d'entreprise leur permettant de se comporter selon des modalités commerciales et de s'adapter aux nécessités du marché. L'article 5 dispose ainsi in fine:

«Si l'État membre détient ou contrôle directement ou indirectement l'entreprise ferroviaire, ses droits de contrôle en matière de gestion n'excèdent pas ceux que le droit national des sociétés confère aux actionnaires de sociétés anonymes privées. Les lignes directrices de politique générale mentionnées au premier alinéa du présent paragraphe, que l'État peut établir pour les entreprises dans le cadre de l'exercice du contrôle par les actionnaires, sont uniquement de nature générale et n'interfèrent pas dans les décisions commerciales de la direction.»

Si l'on peut être d'accord que l'État en tant qu'actionnaire d'une entreprise ferroviaire ne devrait pas avoir plus de droits de contrôle en matière de gestion que ceux que le droit national des sociétés confère aux actionnaires de sociétés de droit privé, le conseil d'administration de toute société et donc également d'une entreprise ferroviaire doit cependant pouvoir représenter les droits et défendre les intérêts de l'actionnariat et doit avoir le pouvoir de surveiller les décisions commerciales de la direction qui sont parmi les plus importantes.

Au Luxembourg, le droit commercial prescrit que le conseil d'administration d'une société commerciale, dont les membres sont désignés et reçoivent décharge par l'assemblée générale des actionnaires, est investi des pouvoirs les plus étendus pour non seulement décider des actes de gestion mais également pour agir en toutes circonstances au nom de la société. La gestion journalière peut être déléguée à un administrateur délégué, voire à un comité de direction présidé en principe par un directeur général.

Il ressort de ce qui précède que la disposition précitée, suivant laquelle les lignes directrices de politique générale que l'État peut établir pour les entreprises dans le cadre de l'exercice du contrôle par les actionnaires ne devraient pas interférer dans les décisions commerciales de la direction, est susceptible de ne respecter ni le principe de subsidiarité ni celui de proportionnalité et risque d'ailleurs de s'avérer contre-productive à l'égard des objectifs de la Commission alors que les principes de gouvernance communément admis tout comme d'ailleurs la législation y relative imposent un devoir de surveillance du conseil d'administration d'une société à l'égard des actes de gestion de la direction.

Notons finalement qu'au Luxembourg, dans les sociétés anonymes dans lesquels l'État est actionnaire, les personnes qui sont appelées aux fonctions d'administrateur représentent l'État, doivent transmettre toutes les informations utiles dont ils ont pu obtenir connaissance et sont tenus à exécuter les instructions de leur supérieur hiérarchique.

##### 2. Stratégie de développement de l'infrastructure (article 8)

Cet article obligera les États membres à publier une stratégie de développement du secteur ferroviaire qui devra couvrir une période d'au moins cinq ans. Par ailleurs, il est prévu que le gestionnaire de l'infrastructure adopte un plan d'entreprise incluant des programmes d'investissement et de financement, compte tenu de ladite stratégie de développement. «L'organisme de contrôle visé à l'article 55 émet un avis non contraignant indiquant si le plan d'entreprise permet de réaliser ces objectifs.»

Cette disposition est susceptible de ne respecter ni le principe de subsidiarité ni celui de proportionnalité alors que l'Union européenne ne devra agir que si les objectifs ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres (critère de la nécessité) et s'ils peuvent être mieux réalisés par l'Union (critère de la valeur ajoutée ou efficacité comparée).

À l'instar des autres États membres, la programmation pluriannuelle des investissements est adoptée au Luxembourg par le Gouvernement dans le cadre de l'établissement du budget de l'État, sur proposition du gestionnaire de l'infrastructure et sur avis d'une commission spéciale instituée à cet effet, la commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire. Elle est ensuite votée par la Chambre des Députés.

Les attributions de l'organisme de contrôle visé à l'article 55 de la proposition de directive devraient en effet se limiter à celles qui reviennent communément à un régulateur et non pas s'étendre à la rédaction





d'avis portant sur l'opportunité de plans d'entreprise incluant des programmes d'investissement et de financement établis sur base d'une stratégie de développement adoptée par les instances gouvernementales et parlementaires habilitées à cet effet.

### 3. Conditions d'accès aux services (article 13)

La proposition de directive introduit à l'article 13 des exigences d'indépendance d'ordre juridique, organisationnelle et décisionnelle vis-à-vis des entreprises ferroviaires à position dominante sur le marché national pour l'exploitation des installations de service. De l'avis de la Commission, cette mesure contribuera à garantir un accès non discriminatoire aux installations de service qui sont reprises à l'annexe III:

- a) les gares de voyageurs, leur bâtiments et les autres infrastructures, y compris pour les billets et les informations;
- b) les terminaux de marchandises;
- c) les gares de triage;
- d) les gares de formation;
- e) les gares de remisage;
- f) les centres d'entretien et les autres infrastructures techniques;
- g) les infrastructures portuaires liées à des activités ferroviaires;
- h) les infrastructures d'assistance, notamment le remorquage.

La disposition en question se lit comme suit: „Lorsque l'exploitant de l'installation de service dépend d'un organisme ou d'une entreprise qui sont également actifs et occupent une position dominante sur au moins un des marchés de services de transport ferroviaire pour lesquels l'installation est utilisée, il est organisé de manière à assurer son indépendance juridique, organisationnelle et décisionnelle vis-à-vis de cet organisme ou de cette entreprise.”

Ceci équivaut à dire que les huit activités susmentionnées ne pourraient plus être exercées au Luxembourg par une entreprise ferroviaire à position dominante sur le marché national.

De l'avis de la Commission du Développement durable, ces exigences sont disproportionnées face à la poursuite de l'objectif d'un accès non discriminatoire à ces installations de service, et mettent en péril les structures et activités actuelles alors qu'elles répondent à un besoin et ont donné entière satisfaction dans un pays de petite taille qu'est le Luxembourg.

Par ailleurs, elles ne sont pas compatibles avec le principe de subsidiarité, car la législation nationale prescrit déjà aujourd'hui aux termes d'un règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 qu'en leur qualité de gestionnaire d'infrastructure ferroviaire, „les CFL s'engagent à exercer ce rôle dans le respect de la réglementation européenne ainsi que des critères d'indépendance y prévalant, afin de garantir un accès équitable et non discriminatoire à l'infrastructure ferroviaire et d'assurer l'utilisation optimale de celle-ci”. L'Union ne devra en effet agir que si les objectifs ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres (critère de la nécessité) et s'ils peuvent être mieux réalisés par l'Union (critère de la valeur ajoutée ou efficacité comparée).

Nul besoin dès lors d'imposer cette indépendance juridique, organisationnelle et décisionnelle, exigence qui ne se retrouve même pas dans d'autres secteurs autrement plus libéralisés, à savoir celui de l'aviation, et qui mènerait d'ailleurs à une restriction de la liberté du commerce. Or, l'article 11 de la Constitution dispose en son paragraphe (6) que: „La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi.” La Constitution garantit donc la liberté du commerce, sauf les restrictions établies par la loi. Ces restrictions étant l'exception, elles sont, d'après le tribunal administratif, d'interprétation stricte.

### 4. Principes généraux des accords transfrontaliers (article 14)

Les dispositions introduites par l'article 14 prévoient notamment des procédures de notification et de coopération devant permettre à la Commission européenne de garantir la conformité des accords transfrontaliers avec le droit européen. Le cas échéant, des accords transfrontaliers peuvent être déclarés nuls et sans effet. Le texte afférent se lit comme suit:

„Toute disposition d'un accord transfrontalier entre États membres qui discrimine entre des entreprises ferroviaires ou qui restreint la liberté des entreprises ferroviaires d'exploiter des services transfrontaliers est nulle et sans effet.

La Commission est informée de ces accords. Elle examine leur conformité avec la présente directive et décide, conformément à la procédure visée à l'article 64, paragraphe 2, s'ils peuvent continuer de s'appliquer. La Commission communique sa décision au Parlement européen, au Conseil et aux États membres.

Sans préjudice de la répartition des compétences entre l'Union et les États membres, conformément au droit de l'Union, la négociation et la mise en œuvre d'accords transfrontaliers entre États membres et pays tiers relève de la procédure de coopération entre les États membres et la Commission.

La Commission peut adopter des mesures d'exécution détaillant la procédure à suivre pour l'application du présent paragraphe. Ces mesures, destinées à assurer l'application de la présente directive dans des conditions uniformes, sont adoptées sous la forme d'actes d'exécution conformément à l'article 63, paragraphe 3.”

De l'avis de la Commission du Développement durable, cette disposition est contraire aux principes de subsidiarité et de proportionnalité, alors que ces accords sont destinés en premier lieu à organiser la mobilité transfrontalière. Les accords transfrontaliers devraient continuer à relever de l'autonomie des États et rester de leur compétence. L'Union européenne ne devra en effet agir que si les objectifs ne peuvent être réalisés de manière suffisante par les États membres (critère de la nécessité) et s'ils peuvent être mieux réalisés par l'Union (critère de la valeur ajoutée ou efficacité comparée).

Notons par ailleurs qu'un accord transfrontalier fait partie du domaine du droit international public. En droit luxembourgeois, conformément à l'article 37 de la Constitution, „le Grand-Duc fait les traités. Les traités n'auront d'effet avant d'avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois.” La Constitution ne fait aucune distinction entre des conventions qui entraînent des effets juridiques obligatoires et des conventions qui n'obligent que moralement, voire entre des traités proprement dits et des conventions, arrangements, ou accords. Par conséquent, un accord transfrontalier tel que visé par la proposition de directive entre le Luxembourg et un autre État membre de l'Union doit respecter la procédure prévue par la Constitution. Dans ce cas, un tel accord acquiert juridiquement force exécutoire entre parties.

L'applicabilité en droit interne d'un traité dure aussi longtemps que le traité déploie ses effets dans les relations internationales et à l'égard du Luxembourg. Toute dénonciation, suspension ou inexécution de l'autre partie fera cesser son applicabilité en droit national. Cependant, il n'existe aucun système en droit commun, ni d'ailleurs en droit international, qui „annule et rend sans effet” une disposition par le simple fait qu'elle soit contraire à une autre norme ou disposition. Même si ni l'article 37 de la Constitution, ni aucune autre disposition ne soumettent l'exercice du droit de dénoncer les traités à une condition particulière, il est unanimement admis que seul le Grand-Duc peut, sans l'intervention de la Chambre, dénoncer les traités.

Il est ainsi impossible de concevoir, aussi bien d'un point de vue juridique que politique, qu'une simple décision de la Commission puisse annuler l'application d'un accord transfrontalier approuvé en bonne et due forme. D'une manière générale la Commission veille conformément à l'article 17 du Traité sur l'Union européenne „... à l'ap-

plication des traités ainsi que des mesures adoptées par les institutions en vertu de ceux-ci. Elle surveille l'application du droit de l'Union sous le contrôle de la Cour de Justice de l'Union européenne.”

La Commission peut ainsi constater qu'il existe une incompatibilité entre un accord transfrontalier et une disposition de droit communautaire. Elle ne peut cependant pas invalider de sa propre initiative un accord transfrontalier, mais entamer tout au plus un recours en manquement devant la Cour prévu par l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne pour violation du droit communautaire.

### 5. Surveillance du marché (article 15)

La Commission européenne veut considérablement étendre sa surveillance du marché. Alors qu'actuellement cette surveillance se limite à juste titre à l'évolution des conditions cadres comme notamment la tarification de l'infrastructure, la répartition des capacités, le système d'octroi des licences et le degré d'harmonisation entre États membres, la Commission européenne vise à présent également: „les investissements dans l'infrastructure ferroviaire, l'évolution des prix, la qualité des services de transport ferroviaire et des services de transport ferroviaire couverts par des contrats de service public.”

La disposition projetée enfreint de l'avis de la Commission du Développement durable les principes de subsidiarité et de proportionnalité. Les investissements dans l'infrastructure ferroviaire, l'évolution des prix et la définition de la qualité des services offerts relèvent clairement de la compétence des États membres.

La promotion et le développement de services de transport en nombre suffisant, sûrs et de qualité incombent de l'avis de la Commission du Développement durable aux États membres. Dans cet ordre d'idées les autorités nationales fixent les objectifs en matière de mobilité et d'aménagement du territoire qui visent notamment une amélioration de la qualité de vie des résidents et des usagers transfrontaliers, le développement économique du pays et finalement la protection de l'environnement. Ces objectifs impliquent la mobilisation de moyens financiers et la mise en place d'un cadre cohérent pour le développement du service public de transport de voyageurs par chemins de fer et par route au niveau national. Dans ce même ordre d'idées, les autorités nationales définissent l'offre des services qui comprennent notamment les relations ferroviaires et routières à desservir, les circulations et les arrêts, les fréquences, la tarification, l'accueil, l'information et la qualité de service tout court.

### 6. Contrats de gestion de l'infrastructure ferroviaire (article 30)

Les modifications proposées détaillent le processus d'élaboration et d'exécution des accords contractuels entre les autorités compétentes nationales et les gestionnaires d'infrastructure. En particulier, l'organisme de contrôle (ILR) serait obligé de vérifier l'adéquation de l'enveloppe budgétaire envisagée au regard des objectifs de performance de l'infrastructure. La Commission européenne estime que cette évaluation indépendante pourra réduire le risque que les entreprises ferroviaires historiques usent de leur pouvoir politique pour influencer les contrats.

Deux remarques principales s'imposent à cet égard: Premièrement, cet article devrait prévoir des mesures transitoires pour les contrats existants. Deuxièmement, le régulateur risque d'outrepasser ses compétences en procédant à une évaluation de la programmation pluriannuelle du Fonds du rail qui relève exclusivement de la compétence du Gouvernement, voire de la Chambre des Députés.

À l'instar de l'article 8, l'article 30 sous examen est donc susceptible de ne respecter ni le principe de subsidiarité ni celui de proportionnalité alors qu'au Luxembourg, la programmation pluriannuelle des investissements est adoptée par le Gouvernement dans le cadre de l'établissement du budget de l'État, sur proposition du gestionnaire de l'infrastructure et sur avis d'une commission spéciale instituée à cet effet, la commission d'analyse des projets d'infrastructure ferroviaire.

### 7. Principes de tarification (article 31)

Le présent article vise notamment à introduire une différenciation des redevances d'accès aux voies en fonction de caractéristiques d'émissions sonores du matériel roulant.

Bien que cette initiative doive en principe inciter les entreprises ferroviaires à investir dans des technologies ferroviaires plus durables, elle risque toutefois de pénaliser encore davantage le transport de fret ferroviaire par rapport au routier étant donné que la proposition de directive „Eurovignette” relative aux droits d'usage des routes applicables aux poids lourds ne prévoit pour l'instant que des avancées modestes pour ce qui est de l'internalisation obligatoire des coûts externes et que la durée de vie du matériel roulant ferroviaire, et partant d'amortissement, en est un multiple.

Dans le cadre de la proposition de directive dite „Eurovignette”, les États membres peuvent appliquer une nouvelle redevance pour coûts externes sur les poids lourds qui vient en complément de la redevance d'infrastructure existante, mais ne sont pas obligés de le faire, par respect du principe de subsidiarité. Par analogie, la Commission du Développement durable demande à ce que l'introduction et la perception de redevances correspondant au coût des effets du bruit causé par l'exploitation des trains suivent la même logique et traitent du moins à pieds d'égalité les secteurs des transports routiers et ferroviaires pour ce qui est de la différenciation des redevances en fonction des caractéristiques d'émissions sonores.

### 8. Organisme de contrôle (article 55)

La Commission européenne propose de moderniser les dispositions relatives à l'indépendance des organismes de contrôle en stipulant qu'ils doivent être indépendants de toute autre autorité publique.

Alors qu'actuellement le régulateur, dans son organisation, ses décisions de financement, sa structure juridique et ses prises de décisions, doit à juste titre être indépendant de tout gestionnaire de l'infrastructure, organisme de tarification, organisme de répartition ou candidat et par ailleurs fonctionnellement indépendant de toute autorité compétente intervenant dans l'attribution d'un contrat de service public, le régulateur devrait maintenant pouvoir fonctionner comme „autorité autonome juridiquement distincte et indépendante sur les plans organisationnel, fonctionnel, hiérarchique et décisionnel, de toute autre autorité publique”.

Au Luxembourg, le régulateur est constitué sous forme d'un établissement public placé sous l'autorité du Ministère d'État. La loi organique y relative prévoit une certaine indépendance vis-à-vis du Gouvernement qui ne peut, par exemple, pas proposer au Grand-Duc la révocation de la direction ou d'un membre de la direction.

La disposition projetée porte, de l'avis de la Commission du Développement durable, atteinte aux principes de subsidiarité et de proportionnalité et s'avère d'ailleurs impossible à transposer en droit national si l'on part de l'hypothèse que le régulateur devrait lui-même continuer à bénéficier d'un statut d'autorité publique, à moins de prévoir d'élever le régulateur dans le domaine ferroviaire au rang d'un organe de l'État institué par la Constitution à l'instar du Grand-Duc, de la Chambre des Députés, du Gouvernement, du Conseil d'État, de la Cour des Comptes ou encore des différents Cours et Tribunaux.»

(s.) Fernand Boden, Eugène Berger, Félix Braz, Roger Negri, Marc Spautz.

### Vote sur la résolution

Wien elo mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl. Ech soen lech Merci, an ech leeden dann och den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.



## 2. Résolution relative à la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le premier programme en matière de politique du spectre radioélectrique - COM (2010) 471

An hirer Réunion vum Méindeg, den 8. November, huet d'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace eestëmmeg decidéiert, en Avis politique un d'europäesch Instanzen ze riichten iwwert d'Proposition de directive COM (2010) 471, déi den éischte Programm iwwert de radioelektresche Spektrum betrëfft. D'Héichschoulkommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, esou wéi et den nationale Parla-menter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vum eisem Chambersreglement. Den Avis vum der Héichschoulkommissioun ass lech a Form vum enger Resolution verdeelt ginn. Hei gëtt och e Vote sans débat virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace a été saisie d'une proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le premier programme en matière de politique du spectre radioélectrique - COM(2010)471 -, proposition émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace a adopté lors de sa réunion du 8 novembre 2010 à l'unanimité un avis politique au sujet de l'initiative précitée;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications et de l'Espace ayant la teneur suivante:

«La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications et de l'Espace exprime ses réserves au sujet de la proposition sous rubrique pour les raisons suivantes:

- Si la proposition confirme la compétence nationale en matière de fréquences et vise une coordination plus poussée des politiques nationales, elle ne cache pas l'ambition des autorités communautaires de se substituer aux États membres dans les négociations internationales;

- L'approche à la fois globale et détaillée de la proposition fait qu'elle empiète sur la législation existante en la matière et risque ainsi de créer une insécurité juridique susceptible d'entraver le développement souhaité du spectre radioélectrique;

- Bien que les auteurs de la proposition estiment nécessaires des études plus fouillées sur le rôle des services satellitaires dans le domaine du haut débit, le programme anticipe en se prononçant d'ores et déjà sur les conditions pour l'harmonisation des bandes de fréquences prévues pour le haut débit via satellite.

Pour les raisons reprises ci-dessus, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace est d'avis qu'il faudrait revoir la proposition de décision, y apporter les ajustements qui s'imposent et veiller à un équilibre aussi bien judicieux qu'efficace entre les différents intervenants dans le spectre radioélectrique.»

(s.) Lucien Thiel, Eugène Berger, Félix Braz, Jean Colombara, Ben Fayot, André Hoffmann.

### Vote sur la résolution

Wien elo mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Och déi Resolutioun wär domadder à l'unanimité ugeholl. Ech soen lech Merci, an ech leeden och dës Resolutioun un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.

► **Une voix.** - Très bien!

### 3. Ordre du jour

► **M. le Président.** - An hirer Réunion vum 9. November huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Deklaratioun iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik vum Här Ausseminister Jean Asselborn. Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik, nom Modell 2.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6137 iwwert den Aménagement vum de Boulevard Raiffeisen a Kennedy an de Projet de loi 6146 iwwert d'Gestioun vum der Eisebunnsstruktur - dës Projekte ginn zesummen an enger Diskussioun debattéiert, dëst nom Modell 1 -; de Projet de loi 5993 iwwert de Bau zu Gaasperech vu Gebailechkeete fir de Lycée Vauban, nom Basismodell; dann de Projet de loi 5976 iwwert d'Norme-comptables, och nom Basismodell; duerno eng Aktualitéitsstonn vum der DP-Fraktioun ugefrot iwwert de Plan d'action en matière d'énergies renouvelables; duerno eng Aktualitéitsstonn vum der Fraktioun vum deene Gréngen iwwert d'Strategie vum Stat bei der Reorganisatioun vum den Energieverdeelerréseauen, a schlussendlech eng Question avec débat N°15 vum Här Robert Weber iwwert de Conseil supérieur de la mutualité.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir héieren haut de Mëtteg d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Aussepolitik vum der Regierung. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

## 4. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - Här President, léif Kollegeen, d'Aussepolitik vum engem Land, grad wéi déi vun all souveränem Stat, huet verschidden Dimensionen. Fir d'Éischt emol ass se eng Manifestatioun vu Souveränitéit no bausen an huet als Zil, eis Onofhängegkeet an eis Sécherheet ze erhalen. Gläichzäiteg soll se duerch eis wirtschaftlech Aussebeziungen zu eisem Wuelstand bäidroen. Dat ass virun allem wichteg fir e Land wéi eist, deem säin nationale Maart esou begrenzt ass.

D'Erausforderungen, mat deene mir konfrontéiert sinn, si paradoxerweis zënter dem Enn vun der existenzieller Menace, déi am Kale Krich op der Welt louch, nach méi komplex ginn. Als Éischt falen engem do d'Konsequenze vum enger onkontrolléierter Mondialisatioun an, déi mat un der Wéi vun der Wirtschafts- a Finanzkris stinn an duerfir als eng diffus, mä schlëmm Menace fir d'Zukunft vum eisem soziale Modell a souguer vum eisem Liewensstil ageschat ginn. D'Resultater si verstärkt Tensiounen, Egoismus an allerlee och identitär Replien.

Här President, och brauch déi ganz schlëmm Aarmut, déi et nach ëmmer an zum Deel verstärkt a verschiddenen Deeler vun der Welt gëtt, weider eis ganz Opmierksamkeit a selbstverständlech och eist Engagement. Aner Menacé schéngt vläicht manner direkt, sinn awer trotzdem net manner reell. Dës sinn: d'ökologesch Kris, den Terrorismus, d'Verbredung vum Atomwaffen, d'organiséiert Verbrechen, den Drogenhandel, déi ganz Regiounen, wéi mer wëssen, destabiliséieren.

D'Ausmooss vum de Phenomeener, déi ech grad opgezielt hunn, ass esou, dass se eis

elo scho méi oder manner beréieren an dass nëmmer eng aktiv Kooperatioun mat ville Partner am Kader vum internationalen Organisatiounen eis hoffe loosse kann, si ze meeschteren.

Ze mengen, eleng säin eegent Schicksal als Land kënnen ze meeschteren, ass selbstverständlech eng Illusioun, déi sech just nach ganz weéng Staaten erlabe kënnen, a mir gehéiere sécherlech net do derzou. Deemno ass e Land wéi eist besonnesch ofhängeg vu senge Beziunge mam Rescht vum der Welt, an deemno vu senger Aussepolitik.

Och dowéinst läit et mer um Häerz, dass mer och an Zäite vu budgetäre Restriktiounen trotzdeem déi néideg Ressourcé bereetstelle fir déi verschidden Instrumenter vum dëser Politik, sief dëst eisen diplomateschen Apparat, eis Entwécklungshëllef oder eisen Effort am Beräich vun der Défense.

Um Spill steet hei net nëmmer d'Verdeedegung vun eisen Interessen, mä och vläicht virun allem d'Erhale vun eise Wäerter. Well eng Aussepolitik, déi just vum enger enker Visioun guidéiert gëtt a just wëllt kuerzfristeg d'Interesse vum engem Land verdeedegen, ass zynesch, an hirer Échec ass virprogramméiert.

Ech weess, dass den Zynismus dëser Deeg wäit verbreet ass. Mä ech bleiwe voll a ganz dovunner iwwerzeegt, dass d'Aussepolitik sech muss op fundamental Wäerter beruffen, déi och d'Regierungspolitik als Ganzt guidéieren.

D'Mënscherechter, d'Solidaritéit an de Rechtsstat sinn d'Eckpunkte vun eiser Politik. An der internationaler Gesellschaft drécke se eist Engagement fir multilateral Beziungen an d'Völkerrecht aus, dat eenzege Bollwierk géint d'Gesetz vum Dschunge an d'Recht vum deem méi Staarken.

D'international Rechtsuerdnung, déi mir ustriewen, protegéiert natierlech net nëmmer d'Staten, mä integréiert och d'Rechter vun all Eenzelnem. An deem Kontext ass och eisen onermiddlechen Asaz fir d'Ofschafe vum der Doudesstrof ze gesinn.

Mir setzen eis natierlech och a fir d'Fräi-losse vun deenen dausende politesche Gefaangenen op der Welt. Duerfir wëll ech ausdrécklech d'Opfiewe vum jorelaangen an onjustifiéierten Hausarrest vum der Madame Aung San Suu Kyi, der Symbolfigur vun der Oppositioun géint de Militärregime a Birma, begrëissen.

Mir sinn also mat engem Bild konfrontéiert, an deem de Changelement vu Situatiounen an de Fortbestand vu Wäerter zesummen existéieren. D'Défien ännere sech a verlaange vun eis, dass mir eis och änneren. Eis Fäegkeet, eis unzepassen, an och déi vun deenen Organisatiounen, wou mer Member sinn, ginn op d'Prouf gestallt. Gläichzäiteg bleiwen eis fundamental Wäerter déiselwecht, also: d'Demokratie, d'Mënschlechkeet an d'Toleranz.

Lëtzebuerg huet sech op d'mannst grad esou vill geännert wéi d'Welt, an där mer draliewen. Fir weiderzebestoen, muss mer eis upassen an do präsent sinn, wou et wierklech wichteg ass. Dësen Ännerungsprozess betrëfft och eisen diplomateschen Déngscht a Réseau, deem eng essenziell Wichtigkeet zoukënn, well hien iwwert d'Capacitéit verfügt, sech wider un d'nei Donnéeën vun der internationaler Gesellschaft ze adaptéieren.

Mir müssen eis Aufgabe stelle wéi eiser Kontributioun innerhalb vum engem europäeschen auswärtigen Déngscht. Mir müssen nei Regiounen an nei Prioritéiten, ob politescher oder wirtschaftlecher Natur, berücksichtegen. Déi zwee hänke jo ganz dacks zesummen.

Aus deem Grond hunn ech eng Reflexioun iwwert den zukünftigen Opbau vum eisem Réseau lancéiert, fir dass mer notament a Regioun wéi dem Balkan, am Mëttleren Osten, an der Türkei oder och a Latäinamerika besser representéiert sinn.

Lëtzebuerg wäert kuerzfristeg eng permanent diplomatesch a konsularesch Struktur zu Abu Dhabi an de Vereenegten Emiraten opmaachen. Et wäert eng Ambassade si mat enger stänneger Lëtzeburger Präsenz, obwuel den Ambassadeur hei zu Lëtzebuerg residéiere wäert.

An der Türkei gëtt am Laf vum nächste Joer och eng Ambassade opgemaach. De Chef de poste wäert an deem Fall zu Ankara wunnen. Firwat d'Türkei? Ganz einfach, well sech an deem Land, an emol onofhängeg vun de Baitrëtsnegociatiounen mat der Europäescher Unioun, ëmmer méi Dieren opmaachen um politeschen an och um wirtschaftleche Plang. Lëtzebuerg kann net als eenzege EU-Land an der Türkei net präsent si mat enger Ambassade.

De System vum de Coaccréditiounen, dat heescht, dass een Ambassadeur e puer Länner zugläich ofdeckt, dierft eis vill méi Präsenz erlaben an enger Partie Länner, déi wichteg fir eis sinn oder och geschwé ginn. Ech denken do fir d'Alleréischt u Länner vun Exjugoslawien an och u Albanien. Fir prezis ze sinn, bedeit dat, dass mer a Kroatien, a Bosnien-Herzegowina, a Montenegro, a Serbien, an der Fréierer Jugoslawescher Republik Mazedonien an an Albanien een net résidenten Ambassadeur nennen, sief et vu Lëtzebuerg aus oder vum enger Ambassade, déi sech geographesch dozou eegent. Am Kosovo denke mer drun, mëttelfristeg och een net résidenten Ambassadeur ze akkreditéieren.

Esou problematesch d'Situatioun am Noen Osten och si mag, de Fait ass, dass och mir Lëtzeburger an där Regioun müssen diplomatesch méi staark representéiert sinn. Dës Regioun stellt een Défi duer fir eng nohalteg Sécherheet och hei an Europa a si bitt och vill Méiglechkeeten an zukunftssträchtege Beräicher fir eis Wirtschaft, fir eisen Handel. Do denken ech besonnesch u Länner wéi Ägypten, wéi Jordanien oder och de Libanon.

Ech hoffen, dass mer an engem Joer zu New York op der UNO ee palästinensesche Stat wëllkomm heesche kënnen an dann a béide Länner, Palästina an Israel, gläichzäiteg een Ambassadeur akkreditéieren kënnen.

A Brasilien, wat a villen Hisiichten eng wichteg Roll fir Lëtzebuerg spillt, akkreditéiere mer en Ambassadeur vu Lëtzebuerg aus a mir envisagéieren ee Generalkonsulat zu São Paulo.

Ech wollt awer och hei ënnersträchen, dass d'Käschte fir dës Moosname strikt iwwerwaacht ginn an esou niddreg wéi méiglech gehale ginn. An deem Zesammenhang gëtt zu Wien eis Vertriebung bei der OSZE erëm an d'Ambassade integréiert. Dat erlaabt eng substanzuell Économie. Dës Moosname sinn Deel vum engem Effort, eise Réseau diplomatique nach méi performant ze maachen, an dat mat de Mëttelen, déi mir zur Verfügung hunn, a mat Synergien, déi wierklech sënnvoll sinn.

Ier ech méi detailléiert op eis aktiv Roll an den internationalen Organisatiounen ze schwätze kommen, géif ech gär kuerz op eis direkt Noperschaft agoen. D'Benelux, déi, wéi mer alleguerte wëssen, jo an däischteren Zäiten entstanden ass, ënnerläit och engem Aktualiséierungsprozess, dee jo an engem neien Traité réaliséiert gëtt, dee geschwënn, esou hoffe mer et, a Kraaft ass. D'Benelux ass allerdéngs vill méi wéi en Traité. Déi europäesch Integratioun weiderbréngen, ass jo am Fond d'politescher Essenz nieft der konkreter Zesammenaarbecht am Interesse vum de Bierger an den dräi Grënnungsstaten.

Eis belsch Noperen, Här President, sinn an enger zimlech spezifischer Situatioun zënter de leschte Wahlen. Eis hollännesch Frënn hu viru kuerzem eng nei Form vu Koalitioun agesat. Perséinlech hoffen ech an hëllef an mat aller Kraaft, fir dass och an Zukunft Holland, d'Belsch a Lëtzebuerg eng Bastioun vu politescher Stabilitéit bleiwen, wou déi europäesch Wäerter vun der Multikulturalitéit, vun der Toleranz an der Netdiskriminéierung héichgehale ginn.

D'Benelux wäert och an Zukunft mat de baltische Länner wéi och mat de Visegrád-Länner ganz enke Kontakt fleegen. Estland, Lettland, Litauen, Polen, d'Slowakei, Ungarn, d'Tschechesch Republik weise groussen Interessi fir dës Zesammen-



aarbecht, déi um Niveau vun den Ausseministeren och gutt funktionéiert.

An der Groussregioun ginn eng Abberzuel un Initiativen a Kooperatiounen ëmgesat, déi den Alldag vun all deenen a grousssem Mooss beaflosst, déi - Lëtzebuenger oder Netlëtzebuenger - zum wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Liewe vun eisem Land bäidroen. Dowéinst ass d'Politik vun der Groussregioun ee wichtegt Element vun eiser Politik vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner - och, wa si net virgëtt, eis ganz Politik an deem Zesammenhang ze sinn. Selbstverständlech geet d'Partnerschaft mat dësen dräi State wäit iwwert d'regional Froen eraus.

Et ass kengem entgaangen, dass an der Lescht d'Relatioun mat eise groussen Noperen am Weste wéi am Osten heiansdo duerch méi schroff Téin gekennzeechent waren. Interessant ass, dass dës Diskussiounen net op eis bilateral Bezéiungen zréckzeféiere waren, mä op eng bestëmmten Usicht vun eiser Partnerschaft am Kader vun der Europäescher Unioun. Op alle Fäll läit et mir um Häerz, ze ënnersträichen, dass eis exzellente Relatioun mat deenen zwee Noperen, Partner a Frënn net un de Fundamente duerch déi eng oder aner onglécklech Ausso gelidden hunn.

D'Europäesch Unioun erlaabt net nëmmen Differenzen ënner hire Memberen, si brauch heiansdo konstruktive Sträit, fir dee richteg Wee à la fin du compte ze fannen. Am Fong si Meenungsverschiedenheeten an der Europäescher Uniounkeng klasesch diplomatesch Reiwereien téschent zwee oder méi souveräne Staten. Et sinn argumentéiert Meenungswisselen, déi am Kader vun der Unioun ëmmer mat dem Gläichgewicht téschent den nationalen Interessen an den europäeschen Interessen ze dinn hunn.

Lëtzebuerg erfëllt seng Roll, Här President, wann et sech fir EU-Positiounen staark mécht, wann et sech alt och emol wiert, fir d'europäesch Regeln an de Geescht vun der Unioun ze verdeedegen. Mir hu selbstverständlech och national Interessen. Déi kënnen a wëlle mer nëmmen ëmbauen, wann dës der ganzer Europäescher Unioun och dénglech ass - net, wann et ëm stur Prinzipien geet, déi eis zum Beispill a Saache Bankeplaz an eng ontragbar Konkurrenzverzerrung par rapport zu europäeschen Net-EU-Länner bréngt, wou mir un eischer Plaz, an d'EU gradesou, Verléierer sinn.

Duerfir kann net ëmmer alles geschléckt ginn, wat zum Beispill vu Paräis, vu Berlin oder vu London eriwuerkënt. Sech wieren heescht, Argumenter opgräifen, déi un Geescht vun den Traitée berouen, net méi, awer och net manner. Speziell an dëser onroueger Post-Lissabon-Phas ass dës Astellung onbedéngt ubruucht.

Ouni Zweifel, Här President, ass d'Europäesch Unioun dee weltwäit gréisste Fridens- a Prosperitéitsprojet, un deem eist Land deelhält. Dës Europäesch Unioun leit zurzäit un enger Solidaritéits- an och Vertrauenskrise. Et ass un all Europäer, ze hëllefen, dës Moment ze meeschten. Also sollt een dat Essenziellt virun allem héichhalen.

En éischt wichtegt Element ass sécherlech den Euro, dee gemeinsame Projet par excellence, deen en direkten Afloss op de Wuelstand vun honnerte Milliounen Europäer huet. D'Wirtschafts- a Finanzkrise huet net nëmme Milliounen Leit a Misär an Nout gestierzt, mä si huet och d'öffentlech Finanzen vun enger ganzer Rei Länner, och an der Eurozon, ganz, ganz staark belaascht. Dës Memberstate si mat grousser budgetären Defiziter an enger ëmmer méi grousser Verschëldung konfrontéiert.

Den extreemste Fall, mir wëssen et, ass Griichenland, dat säin Defizit a seng Statschold net méi konnt iwwert de Wee vun de Kapitalmäer finanzéieren a keen aneren Auswee gesinn huet, wéi sech u seng Partner ze riichten.

Duerch d'griichesche Kris hätten aner Länner aus der Eurozon kënnen matgerappt ginn, an eng nei Bankekrise hätt kënnen

ausbriechen, well d'europäesch Banken der öffentlecher Schold vu Griichenland ausगत waren. D'Kris vun den iwwerschëlte Länner huet gewisen, dass den Euro am Fong interpretéiert gouf als Garantie fir eng onbegrenzten national Verschëldung. Si huet och gewisen, dass de Stabilitéits- a Wuesstumpakt, deen eigentlech eng iwwerméisseg Verschëldung hätt misse verhënneren, net gegräff huet an dass wichteg Variabele wéi Kompetitivitéit an d'Zahlungsbilanzen an der Koordination vun de Budgets- a Wirtschaftspolitik gefeelt hunn.

Haut weess keen, wat mat Irland muer ka geschéien. Mir wëssen awer, dass - éischters - et dramatesch ass, dass innerhalb vun der Eurozon déi sougenannten „spreads“, dat heescht d'Zënssënnscheeder op Statsobligatiounen, du simple au triple sinn, jee no Land, an - zweetens - dass et wesentlech méi wichteg ass, sech op e permanente Krisemechanismus ze konzentréieren, wéi drop ze pochen, dass d'Defizitländer hiert Stëmrecht ewechgeholl sollte kréien.

D'Propos vum Lëtzebuenger Premier, fir sougenannten „Euro-Bonds“ anzeféieren, wou d'Euroländer zum Deel hir Statschold géifen zesummeleeën a gemeinsam verwalten, ass eng gutt Iddi. Dës Instrument géif hëllefen, esou Krise virzebeugen, well esou „Euro-Bonds“ manner Risiko beinhalte wéi national „Bonds“. Duerch d'Opdeele vun der nationaler Schold an ee gemeinsam an een national verwaltenen Deel bréngt si och eng Incitatioun mat sech, fir dass d'Länner hir Scholde reduzéieren.

„Euro-Bonds“ kéinten direkt hëllefen an agéieren och preventiv. Ob den ongebuere permanente Krisemechanismus dat fäerdeg bréngt, weess haut keen.

Här President, d'Koordinéierung vu Wirtschafts- a Budgetpolitik huet e wichtegen Adaptatiounsprozess fir d'Europäesch Unioun an d'Eurozon ausgeléist a souguer hir Fundamente a Fro gestallt. Fir dës Défi unzegoen, sinn an der Eurozon eng Rei Mesurë geholl ginn, fir op dréngend Krisensituatiounen ze äntworten a Précautiounen fir d'Zukunft ze huelen. Bal all Memberstat huet sech solidaresch gewisen.

Esou koum et, dass fir d'éischte Kéier an der Geschicht vum Euro d'Regierungen, d'Kommissioun, d'Europäesch Zentralbank, de President vum Conseil, d'Commentateuren an d'Investisseuren zur selwechter Analys komm sinn: Et ass héich Zäit, d'Gouvernance vun der Eurozon ze reforméieren.

Et kann een déi adoptéiert Modifikatiounen eigentlech nëmme begrëssen, well si e qualitative Sprong am Beräich vun der wirtschaftlecher Integratioun vun der Europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun erlaben. Changementer, déi, wéi mer wëssen, virun engem Joer nach ondenkbar waren.

Eng Reflexioun iwwert d'Schwächte vun der wirtschaftleche Volet vun der Wirtschafts- a Währungsunioun gouf endlech ageleet. Si huet zur Schafung vun enger Task force iwwert d'wirtschaftlech Steuerung vun der Europäescher Unioun gefouert, un där déi 27 Memberstaten deelgeholl hunn. Hiert Mandat war et, Empfehlungen ze veröffentlechen, fir d'budgetär Disziplin ze verbessern, andeems d'preventiv a korrektiv Volet vum Stabilitéits- a Wuesstumpakt verstärkt ginn. D'EU-Kommissioun huet am September e ganze Pak legislativ Virschléi abruucht, deen déi wichtegst Stärkung vun der wirtschaftlecher Steuerung vun der EU an der Eurozon säit dem Lancement vun der Europäescher Wirtschaftsunioun virgesäit.

Bis elo war d'Aféierung vum „europäesche Semester“ ee vun de visibelsten Elementer vun der Verdéiung vun der wirtschaftlechen Deel vun der Europäescher Währungsunioun. Dës „europäescht Semester“ gesäit jo vir, dass vun 2011 un all d'Memberstaten am Fréijoer, am Kader vun hire Stabilitéits- a Konvergenzprogrammer, d'Haaptorientatiounen vun hire Budgete fir dat Joer duerno virstellen, an dat, ouni d'Virrecht vun hire nationale Parlamenter selbstverständlech unzetaaschten. Eng Neierung, déi, wéi mer wëssen, op Initiativ vu Lëtzebuerg ugeholl gouf.

Dës nei Steuerung vun de Budgetspoliken, grad wéi eng méi grouss Berücksichtigung vum Kritär vun der Verschëldung a makroökonomeschen Ongläichgewichter sollen dozou bäidroen, dass sech eng Situatioun wéi déi vu Griichenland an Zukunft net méi widerhëlt.

Anert wichtegt Element, fir mat den Turbulenzen an der Eurozon fäerdeg ze ginn, war d'Ariichte vun engem Hëllefplang fir Griichenland duerch d'Eurozon-Länner an den Internationale Währungsfong. D'Kreatioun vum Europäesche Finanzstabiliséierungsfonds mat Sëtz zu Lëtzebuerg war jo eigentlech déi konkret Äntwert dorobber. Dës sinn zwëschestaatlech Instrumenter ausserhalb vum bestoenden institutionelle Kader. Den aktuelle Stabiliséierungsfonds soll dräi Joer bestoe bleiwen, fir dann duerch ee permanente Mechanismus ersat ze ginn an domat eventuelle Finanzkrisen a Länner vun der Eurozon Paroli ze bidden. De Conseil européen soll - a mir hoffen et - am Dezember iwwert d'Virschléi vum Herman Van Rompuy an deem Kontext Positioun bezéien.

Eist Land verdeedegt mat Nodrock eng verstärkt Iwwerwaachung vun de Memberstaten, déi datselwecht Schicksal duerch d'gemeinsam Währung deelen. De Succès vun der Eurozon hängk onëmgänglech vun enger méi grousser wirtschaftlecher Integratioun of.

D'Staten aus der Eurozon hunn eng formidabel Solidaritéit bewisen - ausser der Slowakei, déi decidéiert huet, net beim Hëllefplang fir Griichenland matzemaachen - an hunn esou de Mäert gewisen, dass d'politescht Festhalten um Euro kee Millimeter a Fro gestallt ass. Et kann ee sech net virstellen, d'massiv Käschte rechnen ze mussen, déi op e Land duerkéimen am Fall vun engem Austrëtt aus dem Euro. D'Auswierkungen op seng Statsverschëldung an op d'Struktur vun dëser Verschëldung wiere jo katastrophal, vum Ustiechrisiko net ze schwätzen.

Ech erënneren drun, dass virun allem déi sozial méi schwach Schichte vum Euro profitéiert hunn, dat duerch eng niddreg Inflatión an och niddreg Zënssätz. D'Wichtigkeet vum Euro als europäeschen Integrationsfacteur däerf net ënnerschat ginn, grad wéi de Fait, dass hien dozou bäidréit, géint eng gewëssen Integrationsmiddegekeet unzekämpfen. De Bäitritt vun Estland zu der Eurozon den 1. Januar 2011 an de konstante Wëlle vun anere Staten, dem Euro bäizetrieden, si jo de beschte Bewäis dofir.

Länner, déi virun zéng Joer zu den ärmste vun der Europäescher Unioun gehéiert hunn, konnten hire wirtschaftleche Réckstand dank dem Kohäsionsfonds ophuelen, mä och dank der monetärer Stabilitéit, déi hinnen hir Affiliatioun zu der Eurozon ginn huet. Leider hunn ze vill Länner d'Virdeeler vun der Eenheitswährung net genuch genotzt, fir hir Budgeten ze festegen an hir Wirtschaft ze reforméieren. Si hunn oft d'Virdeeler genotzt an d'Responsabilitéit vun hirer Affiliatioun zu der Eurozon vernoléisseg. Hei muss wierklech fundamental ëmgeduecht ginn.

Mir si ganz sécher nach net um Enn vun eisen Efforten ukomm.

Allerdéngs däerf Pessimismus doudsécher net dominéieren. Et gëtt och Positives am Euroraum ze verzechnen. Zum Beispill an Däitschland, wou de Wuesstem ëm 3,5% am Joer 2010 leie wäert, wou och d'Gehaltspolitik Signaler no uewe weist. A ville Länner mat schwachem Wuesstem an héije Chômagetauxen, grousser Verschëldung a Budgetsdefiziter sinn dramatesch Aschneidungen um Niveau vun de Sozialbudgeten a Steiererhéijunge Moosnamen, déi politesch a sozial Tensiounen ausléisen.

An dëser Chamber, wéi mer wëssen, steet an engem Mount mam Budget 2011 a mam Moosnamepak d'Äntwert vun eiser Regierung zur Debatt a Saache Krisenbewältigung. D'Zil ass et, ze verhënneren, dass muer oder iwwermuer dramatesch Aschnëtter och bei eis musse gemaach ginn.

Et ass néideg, dass e gutt Gläichgewicht téschent budgetärer Konsolidéierung a wirtschaftlechem Opschwung fonnt gëtt, fir sozialpolitesch keng Abréich ze provozéieren. Dat ass awer just nëmme méig-

lech, wa jiddwereen de Stabilitéits- a Wuesstumpakt anhält. Just wann an der Eurozon zesumme gehandelt gëtt, kënnen d'Défien ugaange ginn, déi sech den eenzelne State stellen an en Afloss op d'Stabilitéit vun der Eurozon als Ganzes hunn. Déi verstärkte Gouvernance vun der Eurozon, déi ech grad beschriwwen hunn, wäert dobäi hëllefen.

Dës gemeinsam Handele brauche mer net nëmmen an der Eurozon, mä och an der ganzer Europäescher Unioun. E gutt Beispill heivunner ass den Échec vun der leschter Nuecht iwwert der Europäescher Unioun hire Budget fir 2011. Well besonnesch e puer Memberstaten net d'accord waren, fir mat dem Europäesche Parlament eng gemeinsam Method - ech schwätzen net vun Zuelen - ze definéieren iwwert d'gemeinsam Diskussioun fir déi nächst Finanzperspektiven, muss d'Unioun elo héchstwahrscheinlech mat 12<sup>e</sup> provisoires d'Joer 2011 ufänken.

Dass et esou wäit huet misse kommen, ass engersäits zréckzeféieren dorobber, dass verschidde Memberstaten net wëllen, dass d'Parlament op déi eng oder aner Manéier an déi zukünfteg Diskussioun mat agebonne gëtt, an op där anerer Säit dës Memberstaten - déi eigentlech déi gréisste Ristournen hunn - sech schéngen enger seriöser Diskussioun iwwert d'Adaptatioun vun der Struktur vun den Eegemëttele bei deenen nächste Finanzperspektive carrément wëlle widdersetzen. Et ass eng Défaite fir d'Unioun als Ganz, mä och fir de Vertrag vu Lissabon, dee bei dem alljährleche Budget dem Parlament ee vollt Matsproocherecht gëtt an elo op dësem Punkt fir eng éischte Kéier jo applizéiert gouf.

Wéi mer gesinn - an et wier naiv dat unzehuelen -, limitéiert sech d'europäesch Kris net eleng op d'Auswierkungen vun der weltwäiter Finanzkrise op den Euro an d'national öffentlech Finanzen. Loosse mer eis näischt vermaachen: Et gëtt unzuechen, dass d'Vertrauen an den Integrationsprozess net méi 100%teg ass, fir mech emol fein auszedrécken. Europa, laang Synonym fir eng besser Zukunft, Wuulstand, gëtt elo fir vill Leit e Symbol fir all Ängscht virun der Zukunft vun der Gesellschaft, déi fir vill Leit ze séier changéiert.

Um Ordre du jour steet leider net méi ëmmer esou kloer d'Ouverture, de gemeinsame Projet, eng gemeinsam Zukunft. Et ass dacks e Réckzuch, en identitaire Repli, Intoleranz an ëmmer méi groussen Egoismus an de Memberstaten an och téschent de Memberstaten, esou wéi mir et bei der griichescher Kris jo och kloer konnte gesinn. Dës Phänomene ass elo schonns däitlech an de Wahleresultater och vun eenzelne Memberländer ze gesinn, wou d'Diskriminéierung vu Minoritéiten, vu Kulturen oder Reliounen Tromp ass.

Ech muss net ënnersträichen, wéi wäit dës Entwécklung beonrouegend si fir e Land, dat esou vum Integrationsprozess ofhänkt wéi eist Land. Fir dergéint unzekommen, geet et net duer, nostalgesch un d'visionär Begeescherung vun de Fondateuren an d'aussergewéinlech Verwandelung vum Kontinent säit de physychen a psychologische Ruine vun der Nokrichszäit ze erënneren. Och wann dës Realiséierung weider, a mat Recht, an Europa an an der Welt selbstverständlech bewonnert gëtt. Et muss een den Europäer virun Ae féieren, dass d'Europäesch Unioun dat eenzegt Émfeld ass, an deem d'europäesch Bierger sech wirtschaftlech kënnen entwéckelen a wou se hir sozial Rechter an d'kollektiv a perséinlech Sécherheet, wou déi respekéiert ginn.

Dat ass d'Haaptzil vum Verännerungs- an Adaptatiounsprozess an der Europäescher Unioun. Et ass net limitéiert op d'Steigerung, op d'Steuerung, pardon, vun der Eurozon. D'Europäesch Unioun ass en Haus, wou Wäerter, also Mënscherechter als ondeelbar an absolut mussen ugesi ginn. Alles anescht huet an deem Haus näischt verluer.

D'Europäesch Unioun huet sech mat Lissabon méi effikass Strukturé ginn, fir op der internationaler Bühn notamentend dës Wäerter besser verteidegen ze kënnen.

Den Enjeu ass e ganz konkreten: D'Mondialisatioun, déi an Europa esou vill Suerger ervirriff, wäert, op laang Weil, an





Europa eréischt akzeptéiert ginn, wann d'Bierger d'Gefill hunn, dass d'fundamental Wäerter vum europäesche Modell, an ech denke virun allem do un d'sozial Kohäsion, effikass verdeedegt ginn, do wou d'weltwäit Gouvernance definéiert gëtt.

Ee Beispill an deem Zesummenhang ass d'Welthandelspolitik. Wéi e Beräich kristalliséiert besser d'Hoffnungen an d'Ängscht am Zesummenhang mat der Weltwirtschaft an der Entwécklung vum internationalen Handel eraus wéi d'OMC? D'Hoffnung, ze gesinn, dass sech nei Mäert opmaachen, géint d'Ängscht, dass eis gesellschaftlech Systemer vun der staarker Konkurrenz vun neien Acteuren erdréckt ginn.

De Bilan vun der Europäescher Unioun ass nuancéiert. Mir hunn erreicht, dank konstanten Efforten a konstantem Drock, dass évitéiert konnt ginn, dass d'Wirtschafts- a Finanzkris, wéi an den 30er Joren, zu engem batteren Handelskriech gëtt, an deem mir all Verlëierer gewiescht wieren, virun allem oppe Wirtschafte wéi déi vun der Europäescher Unioun, selbstverständlech och déi vu Lëtzebuerg. Hei huet d'Europäesch Unioun offensichtlech ee positive Punkt ze verzechnen.

Op där anerer Säit schéngt den Afloss (*lire: Ofschloss*) vun der Doha-Ronn nach ëmmer wäit ewech. Ech bedauern dat ëmsou méi, well des Ronn och am Interessi vun deenen Äermste lancéiert ginn ass. Multilateral Bezéiunge sinn déi eenzeg Organisationsform vum weltwäiten Handel, déi d'Potenzial hunn, fir fir all d'Leit gerecht a vu Virdeel ze sinn. Duerfir muss d'Doha-Ronn endlech ofgeschloss ginn, esou wéi de G20 dat d'lescht Woch zu Seoul ugeeregt hat.

Trotz engem mangelnde Fortschritt bei de multilaterale Verhandlungen huet d'Europäesch Unioun zum Beispill en extrem ambitiëst Fräihandelsafkommens, wéi mer wëssen, mat Südkorea ënnerschriwwen. Mir hoffen, dass d'Europäesch Parlament, dat jo zënter dem Akraafttriede vum Traité vu Lissabon an Zukunft e Wiertche bei der gemeinsamer Handelspolitik matzeschwätzen huet, deesen Accord d'nächst Joer kann ofseenen. D'Europäesch Unioun huet och d'Verhandlungen iwwer e Fräihandelsafkommens mat villen anere Partner lancéiert, ënner anerem mat Indien, Brasilien; Länner, wou d'Zuele vum Statec weisen, dass si och ëmmer fir eis Wirtschaft méi wichteg ginn.

D'Europäesch Unioun huet sech domat beschäftegt, hir Handelsbezéiunge mat hiren traditionelle Partner, den AKP-Staten, unzepassen. Dowéinst huet si d'Verhandlung fir e Wirtschaftspartnerschaftafkommens ageleet, dat e wichtege Unhaltspunkt an der Entwécklung fir méi ausgeglachte Bezéiunge mat dese Partner bedeit. Wuel verstan wäert d'Europäesch Unioun och weider hir speziell Situatioun berücksichtigen an hire Besoin, gehollef ze kréien, fir sech un des nei Lag unzepassen.

Och wann eis also d'Beispill vun der Handelspolitik weist, dass d'Europäesch Unioun wierklech capabel ass, am Sënn vun hire Wäerter an Interessen ze handelen, esou kann dat leider net ëmmer am Fall vun all den internen an externen Aktiounen vun der Unioun behaupt ginn.

Et muss ee feststellen, dass d'Europäesch Unioun, Här President, bal ee Joer nom Akraafttriede vum neien Traité Méi huet, hiert neit institutionellt Gläichgewicht ze fannen. Nei Acteuren, wéi d'Héich Vertrieederin fir Aussen- a Sécherheitspolitik oder de President vum Europäesche Rot, oder awer d'Roll vum Europäesche Rot als nei Institutionen konnten Tensiounen téschent de verschiddenen Institutionen net verhënnern. D'Kohäsion an d'Effizienz vun der Europäescher Unioun leiden ënnert der lueser Ëmsetzung vun hirem neie modus operandi. Am Fong war dat awer alles virauszugesinn.

Dës dréit onweigerlech zum rezenten Opdauche vun neien zwëschestaatleche Reflexer bäi, déi riskéieren dem Gescht vun der gemeinschaftlecher Solidaritéit ze schueden. D'Europäesch Unioun mécht eng net ganz einfach Zäit duerch: eng Zäit mat budgetäre Restriktionen, eng Zäit mam Risiko vun nationalen Tendenzen, an engem allgemenge Kontext vun Inte-

gratiouns- an och Erweiterungsmitdegkeet.

Mä dat Europa, an deem mir liewen, wat jo entstanden ass aus den Äsche vun de Kricher am 20. Jorhonnert, ass ëmmer mat de politeschen oder wirtschaftleche Krise geräift. Erlaabt mer hei de Jean Monnet ze zitieren, e Visionär, deem seng Iwwerzeugungen nach ëmmer zäitgeméiss sinn. Hie sot: «L'Europe se forgera à travers des crises, et l'Europe sera la somme des solutions adoptées pendant ces crises.» Et ka kee perfekt Europa entstoen aus der Ënnerschréft ënner en oppen ofgestëmmt politescht Konzept, mä eng komplex politesch Konstruktio, déi sech den internen an externen Entwécklungen entsprechend verännert.

No engem Jorzéngt Debatten iwwer een neien Traité ass et Zäit ginn, sech op de Fong ze konzentrieren, d'zukünftge geopolitisch a geowirtschaftlech Entwécklungen ze kucken an ze handelen. Europa muss als politesch Entitéit funktionéieren, wann et wëllt mathale mat internationalen Entwécklungen an enger Welt, déi sech permanent ännert.

Aus Lëtzebuerg Siicht bleift de Respekt vun der gemeinschaftlecher Method, der méthode communautaire, d'Instrument vun der Integrationsdynamik, dee beschte Garant fir d'Verdeedegung och vun eise Lëtzebuerg Interessen. Dobäi dierf déi fundamental Roll vun der Kommissioun ni verwässert ginn. Si ass ganz kloer de Garant, fir déi horizontal Interesse vun der Europäescher Unioun ze verdeedegen an och ze entwéckelen.

Während dem leschte Joer huet Lëtzebuerg méi wéi eng Kéier d'Roll vum Verfechter vun der gemeinschaftlecher Method iwwerholl. Zum Beispill während dem Festleë vun den zukünftge Aufgaben vum President vum Europäesche Rot, am Hierscht 2009, wou Lëtzebuerg mat senger belschen an hollännesche Partner e Benelux-Pabeier veröffentlecht huet iwwert d'Ëmsetze vum Traité vu Lissabon.

Tatsächlech gesi vill Staten den Europäesche Rot elo op eemol als déi eenzeg Institution, déi d'europäesch Konstruktio ka weiderféieren. Dës Visioun bréngt awer Spannung mat sech, déi d'institutionellt Gläichgewicht duerjerebréngen. Dës Visioun riskéiert de Keim vun engem Directoire vun de Groussen a sech ze droen, well dann dat Intergouvernemental forcément iwwerweit. Engersäits ginn am Conseil européen, wou jo d'Estëmmegkeet de facto d'Regel ass, d'Ouverturen, fir mat qualifizierter Majoritéit am Conseil operéieren ze kënnen, eigentlech ausgehiewelt. Anersäits dierf de Conseil européen net zu enger Mäschinn ginn, wou déi national Interesse vu verschiddene Groussen - Beispill: Deauville - coûte que coûte zu europäeschen Interessen déclaréiert ginn.

Lëtzebuerg wäert sech och weider engagieren fir eng Bedeelegung vun all den Institutionen an all de Staten um Entscheidungsprozess, am Respekt vum Traité an der gemeinschaftlecher Method. Lëtzebuerg wëllt op kee Fall, dass d'Haaptroll vum Conseil européen doranner besteet, der Kommissioun hir Kompetenzen anzéengen.

Mam Traité vu Lissabon ze schaffen heescht awer och, déi nei Roll vum Europäesche Parlament ze akzeptéieren an ze respektéieren. Duerch säi Statut als Co-Législateur, am Kader vum Matentscheidungsprozess oder bei der Erweiterung vu senger Kompetenz beim Budget, ass d'Parlament en onëmgängelechen Acteur am europäeschen Entscheidungsprozess. D'Parlament ass sech senger ëmmer méi grousser politescher Roll bewosst a benotzt se och, wéi am SWIFT-Dossier zum Beispill. Andeems et sech politesch positionéiert an d'öffentlech, innereuropäesch Debatt undreift, wäert d'Parlament eng europäesch politesch Meenung konsolidéieren. Ech denken, dass eng verstärkten europäesch Sensibilitéit am Zesummenhang mat Sujeten, déi d'Bierger interesséieren, der europäescher Integratioun och neien Elan ka ginn.

D'Biergerinitiativ, Här President, eng weider Neiheet, déi vum Traité vu Lissabon agefouert ginn ass, geet an déiselwecht

Richtung vun engem verstärkten Abanne vun de Bierger an d'politesch Debatt. Et handelt sech ëm eng nei Form vu politescher Bedeelegung, déi et den europäesche Bierger erlaabt, wa si op d'mannst eng Millioun sinn, aus enger bedeitender Unzuel vu Memberstate kommen, d'Kommissioun opzufuerderen, e Virschlag iwwer prezis Froen ze maachen, déi fir d'Kompetenzberäicher vun der Europäescher Unioun relevant sinn.

Ech soen duerfir der Chamber Merci fir hire wäertvollen Input zu deemem Sujet während der öffentlecher Konsultatioun, déi d'Kommissioun jo gefouert huet, fir d'Initiativ dann ze konkretiséieren. D'Europäesch Parlament äussert sech am Dezember iwwer de Virschlag fir eng Veruerdnung vun der Kommissioun.

Ech soen lech elo och Merci, Här President, dass Dir lech organiséiert hutt, fir där wichtege Roll, déi den Traité vu Lissabon den nationale Parlamenten zougesprach huet, esou gutt wéi méiglech nozekommen. Dir wäert ëmmer méi gefrot sinn am Kader vum europäeschen Entscheidungsprozess, an notament wat d'Kontroll vum Subsidiaritätsprinzip ugeet.

Ënnert der Responsabilitéit vun der Héijer Vertrieederin ass den neien europäeschen auswärtigen Déngscht natierlech dat neit Aarbechtsinstrument par excellence, fir d'Stëmmen vum Europa an der Welt ze stäerken.

Och wann d'Ariichte vum Déngscht nach ëmmer Géigestand fir Tensiounen téschent den Acteuren, der Kommissioun, dem Rot, de Memberstaten an dem Europäesche Parlament ass, wier et awer falsch, d'Wéie vu senger Gebuert als Indice vun engem Échec ze gesinn. Den neien Déngscht ass en diplomatesche Corps en devenir, mä e wäert wuessen. Dës brauch Zäit. E wäert nei Dynamik kreéieren, déi deenen entwëschchen, déi probéiere se ze bremsen; Dynamiken, déi op europäesche Reflexer baséieren, déi d'Diplomatie kréie wäert, dorënner och Lëtzebuerg, op déi mer ganz houfreg sinn, déi an deemem Déngscht wäerte schaffen. Seng Ariichtung verankert eng Iddi an enger juristescher Realitéit; ass se emol asazfäeg, wäert si d'Entfale vum Gescht erlaben, deen d'Grundlag war fir hir Kreatioun, e Gescht vu Solidaritéit, dee sech méi ausserhalb vun de Grenze vun der Europäescher Unioun nach muss manifestéieren.

Dës Grenze wäerten och an den nächste Jore changéieren, well den Erweiterungsprozess vun der Europäescher Unioun ass zesumme mat der Verdeiwung och weiderhin ee vun de wichtege politesche Piliere vun deser Unioun, eng Politik, déi eist Land nach ëmmer ënnerstëtzt huet an och weider ënnerstëtzt.

Tatsächlech ass den Erweiterungsprozess e leeschtungsfäege Motor, dee Verännereungen an de Baitrëtslänner bewierke kann. E Motor, deen et hinnen erlaabt, e Rechtsstat ze ginn, d'Anhale vun de Mënscherechter ze festegen an d'Ëmsetze vu wirtschaftleche Reformen ze förderen, an esou hire Bierger eng méi héich gestallte sozialpolitesch Dimensioun ze garantéieren.

D'Europäesch Unioun hirsäits muss sech awer och änneren an aus der aktueller Atmosphär vun Erweiterungsmitdegkeet erauskommen an dese Länner weider eng europäesch Perspektiv ubidden, souwäit des Länner natierlech d'Bedéngungen erfüllen.

Ech weess, dass des Politik vill Skepsis a villen EU-Länner an och an eisem Land ausléist. Mä et ass och an eisem Interessi, dass des Länner eng Dynamik vu Wuelstand a vu Sécherheit kréien, eng Dynamik, déi den Integrationsprozess iwwerall bewierkt, do, wou e Wuerzele schléit. Eis Interessen an eis Wäerter schreiw eis vir, des Erweiterung an des Festegung vum Rechtsstat an der Demokratie ze ënnerstëtzen.

Am Moment hu véier Länner, wéi mer wëssen, de Status vun engem Baitrëtsland, nämlech déi Fréier Jugoslawesch Republik Mazedonien, Kroatien, Island an d'Türkei. Dräi aner Länner vum westleche Balkan hunn hir Demande, fir der Europäescher Unioun bäizetrieden, gestallt: Montenegro am Dezember 2008, Albanien am Abrëll 2009, Serbien am Dezember

2009. Den Erweiterungsprozess ass allerdéngs zimlech komplex, vu dass all Land an engem schwieere Stadium vum Prozess ass an e Kader „op Mooss“ brauch, fir am Baitrëtsprozess virunzekommen, dee jo nom Prinzip vun de Mérité vun all Baitrëtsland oder méiglech Baitrëtsland weidergeet.

D'Land, wat am Moment am wäitesten ass, ass Kroatien. D'Kroatien hu beträchtlech Fortschritte an de leschten zweielef Méint gemaach, fir hir Législatioun un den Acquis communautaire unzepassen. Efforté sinn nach onbedéngt noutwendeg a Saache Justizreform, Schutz vun de Minoritéiten, Kampf géint d'Kriminalitéit an och géint d'Korruptioun. Um Gebitt vun der Zesummenaarbecht mam TPI zu La Haye ass nach net alles honnertprozenteg.

D'Türkei huet och beträchtlech Reformefforten ënnerholl. Eist Land wäert duerfir och weider fir eng Fortsetzung vun dese Verhandlung plädéieren, ënnert dem strikten Anhale vun de festgeluechte Kritären, och wann et heiansdo Stëmme gëtt, déi fir en Ofbroch vun de Verhandlung sinn. Mä d'Kredibilitéit an d'Interesse vun der Europäescher Unioun stinn um Spill. Eng Türkei, déi europäesch Standarden an den Acquis communautaire unhëlt, ass e Gewënn fir d'Europäesch Unioun. Eng europäesch Türkei wäert e groussen Atout si fir d'Europäesch Unioun.

Och wann de Wee vun der Türkei nach laang ass, d'Europäesch Unioun muss weider d'Reformefforten ënnerstëtzen a gläichzäitig d'Türkei drun erënneren, zum Beispill seng Flichten ze erfëlle beim Ëmsetze vum Zousazprotokoll vum Associationsaccord, dem sougenannten Ankara-Otkommes. Mam politeschen a wirtschaftleche Potenzial vun der Türkei kéint d'Europäesch Unioun eng strategesch Roll op der Welt anhuelen, déi aussepolitisch gesinn eenzegaarteg wier.

De 27. Juli hunn d'Baitrëtsverhandlung mat Island ugefaang, a Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'europäesch Perspektiv vun Island. Et muss ee wëssen, dass Island e spezielle Fall duerstelt. Dës duerch de Fait, well et schonns säit méi wéi 15 Joer duerch seng Participatioun um Europäesche Wirtschaftsraum enk Relatiounen mat der Europäescher Unioun huet an duerch d'Beräicher, déi duerch deesen Traité ofgedeckt sinn. Elo schonns respektéiere méi wéi 98% vun den islännesche Gesetzer d'europäesch Législatioun. Et ass deemno méiglech, sech virun allem op déi méi schwieereg Sujeten ze konzentrieren, déi et hei gëtt: d'Fëscherei an och d'Finanzservicer.

Vun de véier Länner vum westleche Balkan, déi hire Wëllen, der Europäescher Unioun bäizetrieden, manifestéiert hunn, kann d'Fréier Jugoslawesch Republik Mazedonien, déi scho säit 2005 de Statut vun engem Baitrëtsland huet, hoffen, dass d'Baitrëtsverhandlungen deemnächst kéinten ufänken. Leider, wéi mer wëssen, bleift nach ëmmer den delikaten Dossier vum Numm vun deemem Land. Dës Meenungsverschiddenheet téschent Griichenland an der Fréier Jugoslawesch Republik Mazedonien ass dat eenzeg Hindernis fir d'Lancement vun de Verhandlungen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Efforté vun den zwee Länner, fir séier eng Léisung ze fannen, mat där se allen zwee liewen kënnen.

D'Efforté vu Montenegro, Albanien a Serbien, fir der europäescher Famill bäizetrieden, kënnen a solle seriö geholl ginn. Serbien huet déi éischt Etapp de leschten Oktober geholl, wou seng Baitrëtsdemande vum Rot jo - wéi mer wëssen -ugeholl ginn ass. D'lescht Woch huet d'Kommissioun hire Rapport iwwert d'Erweiterung publizéiert a schléit vir, Montenegro de Statut vum Pays candidat ze ginn. Si konnt déi Recommandatioun net fir Albanien ginn, opgrond vun der nach ëmmer blockéierter politescher Situatioun an deem Land.

Wat Serbien am Speziellen ugeet, wëll ech d'Wichtigkeet vun de rezenten Entwécklungen an der Fro vum Kosovo ervirsträichen. Ech kann hei déi nei a méi praktesch Approche vun de Belgrader Autoritéiten





nëmme voll a ganz ënnerstëtzen, déi de Wee fir eng praktesch direkt Zesummenaarbecht tëschent Serbien an dem Kosovo opmécht. Kee muss drun erënnert ginn, wéi wichteg eist Engagement an där Region ass, ob et eis Entwécklungshëllef ass oder och de KFOR-Bäitrag - ob et sech ëm deen handelt.

Mir bliwen natierlech och am Fall vu Bosnien implizéiert duerch eis Participatioun un der Althea-Missioun vun der Europäescher Unioun. Dëst Land huet am Moment nach Méi, vill Méi, d'intern Kohäsion ze fannen, déi onbedéngt noutwendeg ass, fir bei senger Integratioun an d'euroatlantesch Strukture weiderzuekommen. Et ass méiglech, dass d'rezent Wahlen eng méi konstruktiv Approche vun den eenzelne Parteien erméiglechen, mä de Wee wäert immens laang nach do sinn.

D'Ausdehne vum europäesche Fridden an der europäescher Solidaritéit iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun eraus betrëfft awer net nëmme d'Fro vun der Erweiderung. D'europäesch Noperschaftspolitik op där enger Säit, d'östlech Partnerschaft op där anerer mussen och eis ganz Opmierksamkeet kréien.

D'europäesch Noperschaftspolitik ass de Garant fir eng eenheetlech a kohärent Approche vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vun hiren östlechen a südlechen Noperen. Et muss évitéiert ginn, dass d'Politik vun der EU vis-à-vis vun deene 16 Länner opgedeelt gëtt jee no de privilegierte bilaterale Bezéiungen tëschent verschiddenen EU-Memberen a verschiddenen Noperschlänner. D'Ariichte vu multiple Prozesser an Institutione produzéiert just Duerjaner, Verschwendung an och Ineffizienz. Wat hei um Spill steet, ass d'Fäegkeet vun der Europäescher Unioun, hir berühmt „soft power“ ze projézieren an den Atout vun hirem attraktive Modell ze betounen.

D'Ufuerderunge vun Eenheet a Kohäsion schléissen net d'Ausschaffe vu spezifeschen Initiativen aus, wann d'Ëmstänn et rechtfertigen.

Sou erlaabt d'Östlech Partnerschaft, déi am Mee 2009 gestart ginn ass, déi speziell Situatioun vun de Länner vun der Exsowjetunioun (nämlech Armenien, Aserbaidschan, Wäissrussland, Georgien, Moldawien an d'Ukraine) ze berücksichtigen. Hei brauch dee wirtschaftlechen, sozialen a politeschen Iwwergangsprozess d'fortlafend Hëllef vun der Europäescher Unioun. Dës Ënnerstëtzung besteet net nëmme aus finanzieller Hëllef, mä och aus verstärkten Handelsbezéiungen, Kontakten tëschent den Zivilgesellschaften an aus der Zesummenaarbecht tëschent deene sechs Länner.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass de Fait, dës Länner an d'Richtung vum europäesche Standard ze féieren, net nëmme eis moralesch an historiesch Verpflichtung ass. Et ass och wuelverstanen an eisem politeschen an an eisem wirtschaftlechen Interessi. Weder Lëtzebuerg nach d'Europäesch Unioun kënnen drop hoffen, en Hafe vu Fridden a Wuelstand ze sinn, wann eis direkt Noperschaft an hire wirtschaftlechen a politesche Schwierigkeeten ënnergeet a sech als ohnmächtig erweist, hirer Populatioun a virun allem hirer Jugend positiv Perspektiven ze bidden.

A Saache Mëttelmierunioun - mir wëssen et: Union pour la Méditerranée - gesäit et de Moment duerch d'Blockaden an den direkte Verhandlungen tëschent den Israelen an de Palästinenser net gutt aus. Sou ass gëschter och de Sommet, deen Enn dëser Woch virgesäit war, eigentlech schonn eng zweete Kéier - well deen éischte war virgesinn am Juni - annulléiert ginn. D'arabesch Länner sinn net bereet, sech ëm deen Dësch ze setzen ouni Perspektiven op politesch Ausweeër a Resultater, wat een onbedéngt verstoe muss!

Den Impakt, Här President, vun der vum Traité gewollter institutioneller Stärkung d'äerf sech awer net nëmme op d'direkt Noperschaft vun der Europäescher Unioun limitéieren. Ganz au contraire: Ee vun den essenziellen Ziler vum Traité ass et, der Eu-

ropäescher Unioun ze erlaben, hire Modell, hir Wäerter an hire Bezéiunge mat hire strategesche Partner besser ze verdeedegen. Staten, deenen hire potenziellen Impakt op eis aktuell an zukünfteg Welt am gréissten ass.

Vun dese Partner ass den natierlechen Alliierten, souwuel fir Lëtzebuerg wéi och fir d'Europäesch Unioun, selbstverständlech Amerika. Trotz den Ënnerscheeder tëschent der europäescher an der amerikanescher Gesellschaft deele si déiselwecht Visioun vu Fräiheet an och vun Demokratie.

Et ass am Numm vun dese gemeinsame Wäerter zum Beispill, dass Lëtzebuerg den USA seng konkret Hëllef beim Zoumaache vum Guantánamo-Prisong ugebueden hat.

Amerika huet virun Deeg gewielt. Et kënt an deem Land zu enger Cohabitatioun vun engem demokratesche President an engem republikanesche Kongress. Komplizéiert, mä net aussergewöhnlech.

Als Europäer wënschen ech mir, dass éischten Enn der Woch zu Lissabon déi richteg Messagë kënnen dem President Obama beim Sommet iwwermittelt ginn: zum Beispill, eis Disponibilitéit am Noen Osten ze weisen, fir den Drock op Israel ze verstärken, den Ausbau vu Siedlungen opzehiewen an de Friddensgesprécher eng Chance ze ginn. An zweetens, dass mir als Europäer eis eens sinn, de President Obama a senge Beméiungen ofzerüsten ze ënnerstëtzen. Hei kéinte riseg Potenzial fräigemaach ginn, fir un éischer Plaz an d'Millenniumsziler ze investéieren.

De NATO-Sommet zu Lissabon - och Enn der Woch - wäert eng Deeläntwert bréngen. Amerika plädéiert net méi, dass déi eng gutt sinn an déi aner schlecht. Dës Astellung passt besser och zu eiser europäescher Politikultur. Et ass ze hoffen, dass béid Säiten dovunner profitéiere kënnen.

Russland ass en anere Partner, mat deem d'Europäesch Unioun nach méi effikass kann a muss zesummeschaffen, fir d'Sécherheet an de Wuelstand vum europäesche Kontinent ze verbesseren. An deem Zesammenhang spillt d'Partnerschaft fir d'Moderniséierung eng essenziell Roll. Mat dëser Partnerschaft probéieren d'Europäesch Unioun an hir Memberstaten - an do och Lëtzebuerg -, zu der net just wirtschaftlecher an technologescher Modernisatioun vu Russland bäizedroen, mä och zu enger sozialer an institutioneller Dimensioun. An engem Wuert: Mir wëlle Russland als e strategesche Partner gesinn, och a Saache Verdeedegung.

A schlussendlech, keng Region interesséiert (*lire: illustréiert*) besser d'Ausmooss vun der Globaliséierung wéi Asien am Allgemengen a China am Besonneschen. Selbstverständlech wëll ech hei op kee Fall d'Wichtigkeet vun der Kooperatioun mat Japan minimiséieren, respektiv muer mat Indien, mä ech denken, dass Der mer erlaabt, haut vläicht mat e puer Gedanken op China méi spezifesch anzegoen.

Ass et méiglech, net vum Ausmooss u Potenzial an vun den Défië vun deem Land beandrockt ze sinn? Seng rasant wirtschaftlech Entwécklung huet aus China op Basis vu sengem Bruttosozialprodukt weltwäit déi zweet Wirtschaft gemaach. Déi chineesesche Exporter si virun allem interessant fir d'europäesch an d'americanesch Konsumenten, an den ëmmer méi grouse Wuelstand vun deem risege Land mécht ëmmer méi attraktiv Marché fir déi europäesch Exportateuren op.

Gläichzäiteg muss een awer och feststellen, dass dës Medalj och eng Récksäit huet, mat villere Aspekte. Déi ökologesche a sozial Konsequenze vun dëser Expansioun sinn heiansdo beonrouegend. Verschidde Regioner an China leiden ëmmer méi ënnert de staarke wirtschaftlechen, sozialen, mä och politeschen Tensiounen. An der Fro vun de Mënscherechter si Fortschreitter wënschenswäert. Déi offiziell Reaktioun beim Friddensnobelpräis fir den Dissident Liu Xiaobo waren haart a waren defensiv. D'Europäesch Unioun huet Afloss op China a mir sollten och mat der Lëtzebuurger Stëmm determinéiert den Dialog a Saache Mënscherechter fuerderen, ouni dobäi Professorer ze spillen. China huet Ouere fir richteg Argu-

Ech zweifelen net drun, dass Ännerungen an der chineesescher Astellung komme wäerten. Zil muss et sinn, esou vill wéi méiglech dozou bäizedroen, dass China op eng harmonesch Aart a Weis an déi international Gemeinschaft integréiert gëtt. Eng op d'Zukunft ausgerichtete Aussepolitik muss Changementer antizipéieren a begleeden.

De Fall vun Afrika, Här President, ass dat beschte Beispill fir dës Tatsaach. Dese Kontinent gehéiert der Jugend an der Zukunft: Haut ass ee Mënsch vu sechs Afrikaner, muer wäert et ee vu fënnf sinn.

Ech weess, dass d'Situatioun an Afrika gär extrem pessimistesche duergestallt gëtt an ech wëll sécherlech net d'Ausmooss vun de Problemer hei ofstreiden. Ee Bewäis hefir sinn d'Schwierigkeeten, Fortschreitter bei de Millenniumsziler am Beräich vun der Entwécklung ze maachen.

Mä ech géif gär emol och eng Rei positiv Elementer hei ervirsträichen. Trotz der Fortdauer vu verschidde schlëmme Konflikter am Darfur, a Somalia, am Nordoste vun der Demokratescher Republik Kongo - RDC - d'äerf mer net vergiessen, dass d'Zuel vun de Konflikter an Afrika awer konstant ofhëlt.

Et gëtt och Courage an Hoffnung feststellen, dass d'Afrikaner selwer, duerch d'Afrikanesch Unioun, eng ëmmer méi grouss Roll spille bei der Gestiou an der Resolutioun vun de Konflikter an Afrika. Andeems si refuséiert, Autoritéiten, déi aus engem Putsch ervirgaange sinn, unzëerkennen, spillt d'Afrikanesch Unioun eng ofschreckend a fir d'Preventioun och eng wichteg Roll. Ee weidere Punkt ass, dass si elo d'Gestiou fir d'Erhale vum Fridden, zum Beispill a Somalia, selwer wëllt an d'Hand huelen.

D'Europäesch Unioun ënnerstëtzt dese Prozess, virun allem duerch d'Missiounen, fir déi somalesch Sécherheetskäfte auszebilden oder de Sécherheetssektor am Kongo ze reforméieren, Missiounen, un deenen och Membere vun eiser Arméi - wéi mer wëssen - deelhuele.

An deem Kontext wëll ech och eis Participatioun un der EU-Missioun am Kampf géint d'Piraterie virun der Küst vu Somalia net unerwähnt loossen. Sou droe mer eise klengen Deel beim Kampf vun der internationaler Gemeinschaft géint den Terrorismus a fir d'Schëffsverkéierssécherheet bäi.

Afrika steet net nëmme fir Aarmut a fir Misär. Scho säit enger Partie Jore verzechent et e Wirtschaftswuesstem, dat hoffe léisst, Synonym fir d'Chancë fir déi lokal Populatioun an och fir d'Lëtzebuurger Entrepreneuren, vun deenen der elo schonn eng ganz Rei Aktivitéiten an Afrika hunn. Déi éischt Lëtzebuurger Handelsmissiounen an Afrika an deem Joer sinn een Zeeche fir den Interessi vun eisen Entrepreneuren.

Fir eisen Engagement an där Region vun der Welt ze ënnersträichen, hu mer dëst Joer - wéi Der wësst - en Ambassadeur bei der Union africaine zu Addis Abeba akkreditéiert.

Engagement gëtt och gefrot selbstverständlech an aneren Deeler vun der Welt, wéi zum Beispill am Noen Osten. An de leschte Méint sinn zwar déi direkt Gesprécher, wéi mer wëssen, tëschent Israel an de Palästinenser erëm opgeholl ginn, ënnert der Schiermherrschaft vun den USA a mat dem Engagement vun der Europäescher Unioun. Leider ass de partielle Moratoire iwwert d'Kolonisatioun, iwwert d'Siedlungen am besate Westjordanland kuerz duerno ausgelaf, wat d'Palästinenser eigentlech gezwongen huet, d'Gesprécher ofzebriechen. Kaum goufen d'Vehandlungen erëm opgeholl, gesäit haut erëm alles aus, wéi wa se komplett ofgebrach géifen. Et ass ze hoffen, dass déi jéngste Virschléi vun den USA, déi iwwert de Weekend gemaach goufen, een oppent Ouer an der israelischer Regierung fannen.

Ech erënneren drun, dass Lëtzebuerg, zesumme mat senger Partner aus der Europäescher Unioun, d'Siedlungspolitik als eng Violatioun vum internationale Recht ugesäit, en Hindernis fir Fridden a fir d'Realisierung vun engem viabele palästinensesche Stat. Doriwwer eraus ass et a mengen Aen eng permanent Erniddregung fir d'palästinensescht Vollek.

Wat d'Situatioun am Gaza ugeet, esou bleift se weider desastré, trotz der Lockerung vum Accès vun de Wueren. Baumaterial ass nach ëmmer extrem knapp, mä onerlässlech, fir de Schued duerch d'Gefechter vun der israelischer Invasioun ze flécken. Exporter sinn onméiglech, wat all wirtschaftlechen Opschwung verhënnert, an de Persounverkéier ass och weiderhi beeinträchtigt.

Et ass net ze rechtfertigen, esou d'ganz Populatioun vun der Gazasträif ze bestrofen, ënnert dem Virwand vun de Méfaité vun der Hamas.

Ech sinn dee Leschten, deen den israelische Besoin no Sécherheet net unerkenne wëllt. Mä d'Sécherheet vun Israel gëtt net doduerch verbessert, andeems Verzweiwelung an Haass geschürt gëtt. Ganz am Géigendeel! Just en Accord mat de Palästinenser erlaabt et, d'Bedéngungen ze schafen, an deenen Israel sécher ass.

Trotz de Schwierigkeete maachen d'palästinensesch Autoritéiten hiren Deel vun der Aarbecht a schaffen aktiv um Opbau vun zukünftige staatleche Strukturen, déi onbedéngt noutwendeg sinn, fir dass eng Koexistenz mat Israel enges Daags méiglech ass. An ech géif hei gär dës Efforté würdegen, déi déi voll Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg an och vun der Europäescher Unioun hunn.

Ech war déi lescht Woch zu Dubai op enger informeller Sitzung vun arabeschen an europäeschen Ausseministeren, wou och de Palästinenser-President Abbas an de Premier Fayyad präsent waren. Dës moderat Palästinenser-Leader, déi Fridde wëllen, sinn d'accord, fir, zesumme mat der ganzer arabescher Liga, direkt Négociatiounen op d'Minutt opzehuelen, wann Israel de Prinzip vun de Grenze vu 1967 unerkennt an e Siedlungsstopp dekretéiert. Et ass fir d'ganz international Communautéit net novollzéibar, dass dëst net ka geschéien. Dës Chance kënt net erëm. An ëmmer méi kloer gëtt et, dass d'Palästinenser an de Sécherheetsrot drängen, wa bis Enn dës Joers d'Äis net gebrach ass.

Mir wëssen all, dass et op der UNO schwéier ass, eng fäerdeg Léisung erbäizeféieren, an dass, wéi am Fall vum Kosovo, et extrem komplex ass, och duerch UNO-Resolutiounen praktesch Léisungen ze fannen. Allerdéngs wäert dëst de Wee sinn, deen héich probabel ass, well et an den Ae vun de Palästinenser - an dat versteet een - déi eenzeg Sortie aus dem Tunnel ass.

Dës israelesch Regierung, wann ech dat d'äerf soen hei, Här President, bräicht couragéierte Leadership a Wäitsicht. Ech soen dat net eleng, dat seet och de Vizepremier vun Israel, den Här Meridor. Ech zweiwelen net als Eenzegen, ob dës Qualitéiten de Moment gi sinn.

Vill Observateuren am Mëttleren Oste si sech eens, dass eleng eng Léisung vum israelesch-palästinensesche Konflikt dem heitegen iranesche Regime de Wand aus de Segelen huele kéint. Weder Sanktiounen nach Drohunge bréngen kuerz- a mëttelfristeg Changementer am iranesche Regime, dee sech au contraire wäert verhärden a senger Bevölkerung nach vill méi zoomudde wäert, wéi dat schonns elo de Fall ass.

Elo an der Resolutioun 1929 vum Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen huet d'international Gemeinschaft e véierte Pak vu Sanktiounen beschloss, déi d'onzou-länglech Zesummenaarbecht vum Iran, virun allem mat der Internationaler Atomenergie-Organisatioun erëmispigelt. Lëtzebuerg steet voll a ganz hannert dese Moosnamen.

Nom Beispill vun den USA a Japan huet d'Europäesch Unioun - Dir wësst et - beim Ëmsetze vun der Resolutioun weider Moosname geholl, déi strategesch Interessi vum iranesche Regime, fir déi ze viséieren.

An deem Kontext huet Lëtzebuerg ëmmer op zwee Punkten insistéiert: D'agesate Moosname sollen net d'iranesch Populatioun als Ganz treffen, just déi aus dem Regime, déi verantwortlech si fir d'Aktivitéiten, déi géint d'international Flichten am Iran verstoussen. De Wee fir e méiglechen Dialog muss och, zweetens, ëmmer opbleiwen. D'international Gemeinschaft, an d'Europäesch Unioun am Besonneschen, stinn och hei weider bereet, fir zu





all Moment Verhandlung mam Iran opzehuelen, fir aus der aktueller Sakgaass erauszekommen.

Ech wëll awer och net déi grouss Suerge vergiessen, déi eis d'intern politesch Situation am Iran mécht, notament déi schlëmm Violatiounen vun de Mänscherechter, grausam öffentlech Stengegungen, Exekutiounen oder och d'Verfolgung vun de Baha'ien am ganz Besonneschen.

Ech hat d'Geleeënheet, mat mengem iraneschen Homolog während senger Visite zu Lëtzebuerg d'lescht Fréijoer dorwäert ze schwätzen an dës Virgoensweis ze condemnéieren. Et bleift. Den iranesche Regime respektéiert weder d'Mänscherechter nach d'internationaalt Recht. Schued, dass ee Land mat där Kultur a mat där Geschicht elo dës Wee ageschloen huet! Et gëtt keng einfach Léisung a Saachen Iran, fir ee Changement ze provozéieren.

Just, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sidd Dir mat mir vläicht d'accord, et muss ee wëssen, dass den iranesche Mullah-Regime haut ee vun de grouss Gewënner vun Irak-Krich ass. Et ass ze hoffen, dass déi Léier och iwwerall d'nämlecht gezu gëtt.

Changementer an Adaptatiounen sinn an Afghanistan ze spieren, trotz de weideren Défien, déi um Wee zu engem stabilen a séchere Stat weider bestinn, engem prosperéierende Stat, wéi dat gesot gëtt, an deem d'Mänscherechter respektéiert ginn. Dës Wee muss d'international Communautéit zesumme mat den Afghane goen. Lëtzebuerg ass jo hei duerch seng Entwécklungshëllef an och duerch säi Bäitrag zu den internationalen Truppen, déi d'Mandat vum Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen ëmsetzen, engagéiert.

Säit de Konferenz vu London a vu Kabul ass d'Afghanisierung d'Leitmotiv vun der Strategie, déi vun der internationaler Gemeinschaft ëmgesat gëtt. Konform mat dem Uleies vun den afghaneschen Autoritéiten hu mir e Prozess an d'Wee geleet, fir d'Veantwortung no an no deenen ze iwwerdroen, déi den Optrag kritt hunn, selwer d'Sécherheet vun der Populatioun ze garantéieren. D'international Truppen hëllef den dës ze erreechen, virun allem andeems se ëmmer méi Membere vun der afghanescher Arméi an der nationaler Police ausbilden, sou dass 2014, an dat ass wierklech d'Zil: 2014, d'Zil vun der Londoner Konferenz, keng auslännesch Truppe méi brauchen an Afghanistan ze sinn.

Een dauerhafte Fridde muss vun engem Réconciliatiouns- a Reintegratiounsprozess begleet ginn, virun allem zesumme mat Diskussiounen mat deenen Opstännegen, déi bereet sinn, op Gewalt ze verzichten an d'afghanesch Constitutioun ze akzeptéieren. Et ginn eischt Unzeechen do derfir.

Mir hoffen, dass dat ka weidergefouert ginn.

Op laang Siicht brauch Afghanistan sozial, wirtschaftlech, institutionell Verännerungen. D'Europäesch Unioun an hir Membere, grad wéi aner Partner, stellen heifir bedeitend finanziell a personell Ressourcen zur Verfügung.

Selbstverständlech, Här President, falen d'Défien, wéi d'Situatioun um Balkan oder och an Afghanistan, net nëmmen ënnert d'Zoustännegkeet vun der Europäescher Unioun. Eng décisiv Roll spillt an deem Kontext och d'NATO.

Leider ass d'Kooperatioun téschent deenen zwou Organisatiounen, déi esou vill gemeinsam Membere hunn, paradoxerweis net ëmmer déi bescht. D'Beziung EU-NATO ass och haut nach ëmmer e kollateraal Affair vun engem nach ëmmer net geléiste Konflikt téschent de verschiddene Partner.

Wat wichteg ass, ass, datt de Changement an d'Upassung, déi ech virdu schonns ugeschwat hunn, am Moment och bei der NATO passéieren. An e puer Deeg wäerte mer - wéi Dir dat wësst -, d'Allianz op hirem Sommet zu Lissabon iwwert dat neit strategesch Konzept diskutéieren. Mir hunn dat virun e puer Wochen hei gemaach.

Déi fundamental Wäerter vun der Allianz sollen net a Fro gestallt ginn. Hir Missiounen, Instrumenter, Strukture mussen awer ugepasst ginn, fir weider kënnen dës Wäerter an engem Kontext, dee permanent ännert, gerecht ze ginn. D'kollektiv Verdeedegung bleift d'„raison d'être“ vun der NATO.

Mä gläichzäiteg hu mer awer och nei Äntwerten op nei Menacen. Esou bleift der Allianz hir Zweckmëssegkeet, och 20 Joer nom Enn vum Kale Krich, weider bestoen. Dat neit Konzept besteet allerdéngs net nëmmen aus enger Opzielung vu Menacen, mä et illustréiert och de Wëlle vun der Organisatioun, nei Geleeënheeten, déi sech bidden, ze ergräifen. Virun allem den neien Impuls fir d'nuklear Ofrüstung duerch dem President Obama säin Discours vu Prag an duerch den Accord START II als Folleg heivunner, dës ass fir d'NATO e kloert Signal. D'Allianz ass et sech schëlleg, eng esou sécher a kleng wéi méiglech Rüstung ungestriewen an esou zu der Ofrüstung an der Netverbreedung vun den Atomwaffe bäizetroen.

Lëtzebuerg huet sech jo aktiv un der Virbereedung vun neie strategesch Konzept bedeelegt. Virun allem jo mat der Belsch, mat Holland, mat Däitschland, mat Norwegen hu mir d'Initiativ geholl, eng Diskussioun ze lancéieren iwwert d'Zukunft vun der Organisatioun - virun allem - hiren taktischen Atomwaffen. Dës Fro ass eng

vun deenen, deene sech d'Allianz muss an Zukunft stellen.

Dës Initiativ stëmmt voll a ganz mat der Prioritéit iwwereneen, déi Lëtzebuerg scho laang der Netverbreedung an der Ofrüstung am Allgemenge gëtt. An deem Sënn engagéiert sech jo eist Land aktiv zugonschte vum Atomwaffensperrvertrag an och am Kader vun der Konventioun iwwert d'Streemunitioun a Landminen, gradesou wéi och fir d'Organisatioun fir de Verbuet vu chemesche Waffen, an där mer am Conseil exécutif sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech probéiert hunn ze illustréieren, stellen eis d'Veännerungen am Beräich vun der Aussepolitik souwuel viru Chancé wéi virun Défien. Eist Land stellt sech dës zesumme mat senge Partner an och dank senge Partner.

Mä de Fait, dass mir kënnen am Kader vu verschiddene Organisatiounen op d'Ënnerstëtzung vu ville Partner zielen, entbënn eis natierlech net dovunner, all déi néideg Efforten ze maachen, déi ee vun engem engagéierten a vertrauenswürdege Member vun der internationaler Gemeinschaft erwaart. Trotz eise limitéierte strukturelle Méiglechkeete gëtt et keng Alternativ fir eng aktiv, fir eng engagéiert Aussepolitik.

Mir hunn héich Erwaardungen un eis Partner. Et ass logesch a legitim, dass dat ëmgedréit och de Fall ass. Dowéinst wäerte mer och weider all déi néideg Efforté maachen, fir mam europäeschen Integratiounsprozess matzehalen, andeems mer eis selwer voll a ganz an déi gemeinschaftlech Projeten abannen.

Et geet net duer, an dësem Kontext just un d'Hauptprojeten, wéi den Euro oder de Schengen-Raum, ze erënneren. E regelmëssegt Engagement bei vill méi bescheidenen an diskrete Projeten, an deenen d'Europäesch Unioun hire Modell ubitt an hir Wäerter projezéiert, ass mindestens gradesou wichteg. Aus deem Grond hält eist Land un all de militäresche Missiounen vun der Europäescher Unioun deel. Aus deem Grond engagéiere mer eis fir Saachen, déi esou verschidde sinn, wéi d'Reform vum Sécherheetssecteur a Somalia oder am Kongo, d'Ausbildung vun de Riichter an de Polizisten am Irak - déi ech mer iwwerens am Ministère no eiser Debatt hei empfänken, Riichter, déi mer hei zu Lëtzebuerg elo während Woche mat ausgebildt hunn -, awer och nach den neie wirtschaftlechen, sozialen an institutionellen Opbau vum Kosovo.

Eist Engagement vis-à-vis vun der Europäescher Unioun manifestéiert sech natierlech och bei eiser Politik als Gaaschtland vu villen europäeschen Institutionen. D'Regierung ënnerhëlt och weider grouss Efforten, fir den europäeschen Institu-

tiounen zu Lëtzebuerg eng gutt Liewensqualität an optimal Aarbechtsbedéngungen ze bidden, déi fir en effikassen a kohärente Fonctionnement néideg sinn.

Projete wéi d'Vegrësserung an d'Renovatioun vum Konferenzzentrum um Kierchberg, déi zweet Vergrësserung vun der Cour des Comptes, d'Renovatioun an d'Vegrësserung vum Gebai vum Europäesche Parlament oder nach déi nei Gebaier fir d'Kommissioun si fir eis eng Chance, trotz enger staarker Konkurrenz ze weisen, dass Lëtzebuerg och weider als Stad an als Sëtz vun den Europäeschen Institutionen à même ass, dës ënnert de beschte Bedéngungen opzehuelen.

Ech brauch hei net ze ënnersträichen, dass eis Politik bei der Entwécklungshëllef - d'Madame Jacobs, ech si frou, dass se hei ass -, déi mir trotz Kris an am Géigesaz zu aneren op hirem aktuelle finanziellen Niveau halen, en zentraalt Element ass vun enger präzenter an engagierter Politik.

Dës Wëllen, als verantwortungsvollen an engagéierte Member vun der internationaler Gemeinschaft ze handelen, ergëtt sech souwuel aus eise Wäerter wéi och aus eisen Interessien. Et ass d'Äntwert, déi mir an der Europäescher Unioun an an der UNO a soss anzwousch all deene ginn, déi mengen, dass d'Richtung vum gemeinschaftleche Projet sollt fir eng kleng Zuel vun Auserwielte reservéiert sinn. Dës ass net eis Vue. Mir stellen eis bescheiden, mä determinéiert fir en (*lire: net*) permanente Sëtz 2013-2014 am Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen. Eng Operatioun, wéi mer alleguere wëssen, déi vill Kraaft kascht, mä eis scho ganz vill Sympathien abruucht huet.

Duerch dës Geste hu mir eisem Bekenntnis zum internationale Recht e ganz konkreten Inhalt ginn.

Mat dëser Kandidatur, grad wéi mat eiser ganzer Aussepolitik, beméie mir eis ëm eise Ruff an der Welt als Verfechter vu Rechtsstaatlechkeet a Solidaritéit. Vill Länner, zumools klenger a mëttlerer vun alle Kontinenter, mudden eis zou, dës Erausforderung gewuess ze sinn, an zielen op eis.

Ech soen lech Merci, Här President.

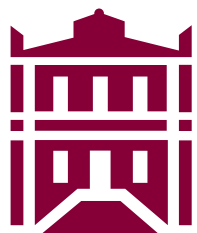
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Ausseminister. Muer de Mëtteg féiert d'Chamber d'Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik.

Domadder si mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(*Fin de la séance publique à 16.16 heures*)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

## Sommaire

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés  
- M. le Président
2. Communications  
- M. le Président
3. Débat sur la politique européenne et étrangère  
- Débat: M. Norbert Hauptert, Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Ferdinand Kartheiser, M. André Hoffmann, M. Marc Angel  
- M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. le Président.** - Dat schéngt net de Fall ze sinn.

### 1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Présidentkonferenz sech derfir ausgeschwat, den

**5821** - *Projet de loi visant l'interdiction de la fabrication, de la vente, de l'acquisition, du stockage, du transport, de l'utilisation et du financement des armes à sous-munitions*

vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber heimadder averstane?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou decidéiert.



## 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert a gëtt un d'Fraktioun verdeelt.

2) Folgend Projekte goufen um Greffe vun der Chamber déposéiert: den 19. Oktober vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6211 iwwert d'Loftverschmutzung; den 22. Oktober vum Ausseminister de Projet de loi 6212, eng Konventioun iwwert den Dédouanement; de 26. Oktober vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6213, eng Direktiv iwwer e System communautaire de management environnemental et d'audit; den 3. November vun der Erzéiungsmistesche de Projet de loi 6215 iwwert d'Personal am Enseignement secondaire a secondaire technique; de 4. November vum Justizminister de Projet de loi 6216, eng Direktiv iwwert den Assurancësecteur; de 5. November vum Minister vun der Sécurité sociale de Projet de loi 6217 iwwert den Ajustement vun de Pensionen; den 9. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6218, e Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Bewegungsfräiheet vun de Leit an iwwert d'Immigratioun; den 12. November vum Ausseminister de Projet de loi 6219, e Protokoll iwwer en Accord de transport aérien tëschent de Vereenegte State vun Amerika an der Europäescher Unioun; a schliesslech de 16. November vum Ausseminister de Projet de loi 6220, eng Convention-cadre iwwert de Wäert fir d'Gesellschaft vum Patrimoine culturel.

3) Den 21. Oktober huet de Collectif «Si je veux - pour l'autodétermination de la femme» d'Petitioun N°300 iwwert d'Ofdreiwung iwwerrecht.

4) Den 22. Oktober ass d'Petitioun N°301 iwwert d'Sécherheet op der N7 vun de Responsabele vun dem LCGB Norden iwwerrecht ginn.

5) De 25. Oktober huet den OGB-L d'Petitioun N°302 iwwerrecht, déi sech mat der neier Léiglatioun iwwert d'Kannergeld a Studentebäihëllefe befaasst.

6) D'Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales, d'FLLAM huet de 16. November d'Petitioun N°303 géint de Projet de loi n°6196 portant réforme du système de soins de santé et modifiant le Code de la Sécurité sociale, la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ofginn.

7) Vum 24. bis de 26. Oktober 2010 war zu Bréissel déi 44. Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires. D'Chamber war vertrueden duerch déi Häre Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz a Gast Gibéryen.

8) Déi 12. European Interparliamentary Space Conference huet vum 25. bis de 26. Oktober zu Bukarest stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch den Här Lucien Thiel a gouf bei dëser Réunion offiziell als Member vun dësem Gremium opgeholl.

9) Vum 12. bis de 16. November huet zu Warschau déi 56. Session annuelle vun der Assemblée parlementaire de l'OTAN stattfonnt. D'Madame Nancy Arendt an déi Häre Marc Angel a Claude Adam hunn d'Chamber do vertrueden.

### Communications du Président - séance publique du 17 novembre 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

**6211** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 19.10.2010

**6212** - Projet de loi portant approbation de la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'UE, signée à Bruxelles, le 10 mars 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 22.10.2010

**6213** - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 26.10.2010

**6215** - Projet de loi portant modification

1. de l'article 3, paragraphe a) de la loi du 27 mai 2010 portant

1. modification de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique,

2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. modification de la loi du 9 juillet 2007 portant

1) création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

4. abrogation de la loi du 10 août 1991 portant

1) création de la fonction d'instituteur d'économie familiale;

2) modification de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire;

3) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

4) modification de la loi du 6 septembre 1983 portant

a) réforme de la formation des instituteurs;  
b) création d'un Institut supérieur d'études et de recherches pédagogiques;

c) modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

2. des articles 42 et 46 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 03.11.2010

**6216** - Projet de loi portant:

- transposition, pour le secteur de l'assurance, de la directive 2009/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines obligations de publicité pour les sociétés de taille moyenne et l'obligation d'établir des comptes consolidés;

- transposition de l'article 36 du règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit;

- modification de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois,

- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;

- modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 04.11.2010

**6217** - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2009

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 05.11.2010

**6218** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la circulation des personnes et l'immigration et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 09.11.2010

**6219** - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 24 juin 2010 modifiant l'Accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé les 25 et 30 avril 2007

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 12.11.2010

**6220** - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro, le 27 octobre 2005

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 16.11.2010

3. La pétition n°300 sur l'interruption volontaire de grossesse a été déposée en date du 21 octobre 2010 par le collectif «Si je veux - pour l'autodétermination de la femme».

4. La pétition n°301 en faveur d'une sécurité accrue sur la N7 a été remise par les responsables de la circonscription nord du LCGB en date du 22 octobre 2010.

5. L'OGB-L a remis en date du 25 octobre 2010 la pétition n°302 contre la nouvelle législation sur les allocations familiales, le boni pour enfants et les aides financières pour étudiants universitaires.

6. La Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales (FLLAM) a remis, en date du 16 novembre 2010, la pétition n°303 contre le projet de loi n°6196 portant réforme du système de soins de santé et modifiant: 1. le Code de la Sécurité sociale; 2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

7. La XLIV<sup>e</sup> Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSACV) s'est tenue à Bruxelles du 24 au 26 octobre 2010. La Chambre des Députés fut représentée par MM. Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz et Gast Gibéryen.

8. Du 25 au 26 octobre s'est tenue à Bucarest la XII<sup>e</sup> réunion du European Interparliamentary Space Conference (EISC). M. Lucien Thiel y a représenté la Chambre des Députés. Au cours de cette réunion, le Luxembourg a été approuvé en tant que membre de l'EISC.

9. La 56<sup>e</sup> Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a eu lieu à Varsovie du 12 au 16 novembre 2010. La Chambre des Députés y était représentée par M. Marc Angel, Président de la délégation, ainsi que par Mme Nancy Arendt et M. Claude Adam, membres de la délégation.

Les différentes commissions de l'AP-OTAN étaient réunies, à savoir la Commission permanente, la Commission sur la dimension civile de la sécurité, la Commission de la défense et de la sécurité, la Commission de l'économie et de la sécurité, la Commission politique et la Commission des sciences et des technologies. M. Karl A. Lamers fut élu nouveau Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ce matin et succède à M. John Tanner. M. Angel fut désigné Vice-Président de la Commission sur la dimension civile de la sécurité.

M. Marc Angel intervenait au sujet de son rapport: «Les Balkans occidentaux, 15 ans après Dayton: réalisations et perspectives».

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Mir kommen dann elo zu der Debatt iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Haupt, d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Braz, den Här Kartheiser, den Här Hoffmann an den Här Angel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Norbert Haupt agedroen. Här Haupt, Dir hutt d'Wuert.

## 3. Débat sur la politique européenne et étrangère

### Débat

► **M. Norbert Haupt** (CSV).- Merci, Här President. Här Ausseminister, léif Kolleeginnen a Kollegen, a senger Deklaratioun zur Aussepolitik gëschter de Mëtteg hei an der Chamber huet den Ausseminister e gréissert Kapitel der Europapolitik consacréiert. Dofir kënnen et zwee Grënn ginn:

Éischstens, d'Europapolitik stellt e wichtege Deel vun der Aussepolitik vun den EU-Länner duer an den Impakt vun der Europapolitik op déi national Politiken hält bestänneg zou. Dofir kann een déi national Politik ëmmer manner national an et muss ee se ëmmer méi am Kader vun der europäescher Politik behandelen.

Zweetens, dëst Joer war fir déi Europäescher Unioun e wichteg Joer, well am Laf vum Joer eng Partie Evenementer geschitt sinn, déi d'Entwécklung vun der EU ganz staark markéiert hunn an eis fir déi nächst Joren och nach weider beschäftege wäerten.

Zwee Evenementer hunn d'europäescher Politik besonnesch geprägt. An éischter Linn den Traité vu Lissabon, dee virun engem Joer a Kraaft getrueden ass. Dëse Vertrag bedeit net nëmmen ee weidere Schrëtt a Richtung vu méi europäescher Integratioun, mä e steet fir méi Demokratie an Transparenz. Dee Vertrag huet besonnesch vill um institutionelle Plang verännert. D'Europaparlament huet méi e grousst Matsproocherecht kritt an déi national Parlämenter si méi enk an den europäeschen Entscheidungsprozess agebonne ginn. Deen neie Conseilspresident souwéi och den Héije Verrieder fir Aussepolitik sollen der Europäescher Unioun e Gesiicht an eng Stëmm no bausse ginn.

Dernieft krut d'Europäescher Unioun awer och ganz staark énnert de Konsequenze vun der Finanzkris ze leiden, déi fir d'Unioun zu enger Kris vun der öffentlecher Verschëldung ginn ass. Dës Kris huet d'EU méi wéi eng kéier viru ganz schwieereg Décisiounen gestallt. Et goufe kruzial, fir d'Zukunft decisiv Schrëtt um europäesche Plang gemaach. Dës Entscheidung weise kloer drop hin, datt d'Europäescher Unioun decidéiert ass, fir als géeeenten Acteur an eng Zukunft ze kucken, déi schwéier vir-ausschaubar ass.

Här President, ech wëll och meng Interventioun vun haut ganz der europäescher Politik widmen. Wat huet sech um institutionelle Plang duerch den Traité vu Lissabon fir d'Europäescher Unioun an hir Memberstate geännert? Wéi ass am Moment d'Position vun der europäescher Aussepolitik an der Weltpolitik? Wéi huet d'EU zu engem gemeinsame Krisekonzept fonnt? An zum Schluss wëllt ech kucken, wat d'Roll an d'Position vu Lëtzebuerg an där gesamteuropäescher Politik ka sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kollegen, eng vun de wichtegsten Neierunge vum Vertrag vu Lissabon ass ouni Zweifel d'Afféiere vun engem europäeschen aussepolitischen Dëngscht, deen énnert der Féierung vun der Héijer Verriederin vun der EU fir Aussen- a Sécherheetspolitik funktionéiert. Et war fir d'Auteurs vum Lissabonner Vertrag ganz wichteg, datt d'Europäescher Unioun et fäerdeg bréngt, mat engem Gesiicht an enger Stëmm no bausse opzetrieden. Besonnesch zënter dem Balkan-Krich an den 90er Jore war d'Unioun beméit, fir eng crédibel, kohärent an ambitiéis Aussen- a Sécherheetspolitik op d'Been ze setzen, déi iwwer hir wirtschaftlech a kommerziell Dimension erausgeet.

Mat dem Schafe vum neien aussepolitischen Dëngscht gouf versicht, déi aussepolitischen Dimension vun der EU am wäiteste Sënn méi kohärent a méi crédibel duerstellen. An där Optik gouf och de Poste vum Héije Verrieder geschaf, dee gläichzäitig Vizepräsident vun der Kommissioun ass an och den aussepolitischen Conseil presidéiert. All dës nei Elementer stellen eng weider Etapp zu enger méi integréierter europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik duer, déi awer net de fundamentalen intergouvernementale Charakter vun der europäescher Diplomatie a Fro stellt.





D'Schafe vun deem Service huet der Madame Ashton net vill Handlungsspillraum fir déi inhaltlech Aarbecht gelooss, esou datt een doriwwer och haut nach net ka befannen. Et muss een nämlech bedenken, datt dësse Service aus dem Nächst entstane ass, à terme awer ëm déi 7.000 Fonctionnaires ziele soll an datt déi puer allgemeinen Virlagen aus dem Vertrag hu misse konkret an am Detail ausgeschafft ginn.

Hei wéilt ech d'Initiativ vun eisem Ausseminister, deen zesumme mat senger Kollegen aus der Benelux eng Virlag iwwert d'Ausfeiere vun deene wichtigsten institutionellen Innovationen aus dem Lissabon-Vertrag erschafft huet, besonnesch ervirhiewen. Et war och net ëmmer einfach fir d'Madame Ashton, fir Kompromësser tëschent deene betroffenen Acteuren, dem Europaparlament, der Kommissioun an der Memberstaten ze fannen.

Besonnesch d'Europaparlament, dat dem neie Service säi Personalstatut souwéi och seng Finanzen huet missen unhuelen, huet sech als ganz zéie Verhandlungspartner gewisen.

D'Madame Ashton, déi ëmmer erëm ënerstrach huet, datt et hir bei der Zesummesetzung vum Personal virun allem dorëms goug, déi beschte Leit fir dësse Service ze kréien, huet vill Kritik vum Europaparlament missen astiechen, dat bei der Astellung vum Personal léiwer Quote gehat hätt.

Bei de rezenten Nominatioune krut Lëtzebuerg zwee Posten zougedeelt. Lëtzebuerger Diplomate wäerten an Zukunft d'EU-Delegatioune zu Singapur an zu Haiti leeden, wat fir den héijen Niveau vun eiser Diplomatie sprécht a wourop mer als Lëtzebuerger houfreg kënnen sinn.

Här President, alles an allem kann ee sech awer éischter zefridde weise mam Resultat vun der Madame Ashton hirem Kraaftakt. Besonnesch ze begréissen ass an den Ae vun eiser Fraktioun de Fait, datt déi nei Orientierung an Organisatioun vun där gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik net dozou gefouert hunn, fir verschidden Elementer vun der europäescher Aussepolitik, fir déi virun d'Kommissioun zoustänneg war, ze décommunautariséieren. Esou bleift den Aussenhandel an den Hänn vun der Kommissioun a beim Volet Coopération - aide d'urgence kënnen d'Memberstate vläicht elo méi einfach agräifen. D'Kommissioun bleift awer weiderhin de Pilot an deem Beräich.

Am Kader vun der Organisatioun vum neie politeschen Aussendéngscht hu sech eng Rei Froe gestallt iwwert d'Zukunft vun eisem diplomateschen Déngscht an iwwert d'Plus-value, déi dës Déngscht fir déi national Diplomatie kann duerstellen. Mir ware frou, gëscht hei vum Ausseminister gewuer ze ginn, wéi hien d'Evolutioun vun eisem diplomateschen Déngscht an Zukunft gesäit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, de Lissabonner Vertrag huet d'Roll vum Europaparlament staark opgewäert, andeems d'Parlament eng sëllech nei legislativ Prärogative krut. Vill Beräicher falen neierdéngs an d'Prozedur vun der Codécioun, wou d'Europaparlament an der Conseil déiselwecht Décisiounskraaft hunn. D'Europaparlament huet sech esou iwwert dat lescht Joer zu engem ganz selbstbewussten Acteur an der europäescher Konstruktioun entwéckelt, dee sech um institutionelle Plang behaupten kann. Dës kann eis Fraktioun nëmme begréissen.

Besonnesch am Moment, wou sech an der europäescher Unioun nei intergouvernemental Reflexer breetmaachen, ass et wichteg, datt d'Europaparlament, deem virun allem déi europäesch Interessen um Härz leien, e gewëssent Gewicht huet, fir sech géint dës national Tendenzen ze wieren an esou dem communautaire Geescht ze déngen, am Intérêt vun der europäescher Unioun.

Och fir déi national Parlamenter huet sech esou munches zënterdeem de Lissabon-Vertrag a Kraaft getrueden ass geden. Besonnesch duerch de sogenannte Subsidiaritätsprinzip sinn déi national Parlamenter méi enk an den europäeschen Décisionsprozess mat agebonne ginn. Fir deem gerecht ze ginn, gouf am Laf vum Joer eist internt Chambersreglement en ligne gesat mat den neien Attributiounen, déi de Lissabon-Vertrag dem Parlament

gëtt.

An deem Kontext muss een awer betounen, datt d'Organisatioun vun der Aarbecht, déi ee méi enk Abanne vun dem Parlament an déi europäesch Dossiere viraussetzt, scho vill éischter vun eise Servicer an der Chamber ugepaakt ginn ass. Hei wéilt ech déi minutiéis Aarbecht, déi all Dag vun de Mataarbechter hei an der Chamber an deem Beräich geleescht gëtt, besonnesch ervirhiewen. Eisen internen Internetsite ass an der Tëschenzäit esou ausgebaut, datt jiddwereen Accès zu allen Informatiounen zu deene verschiddenen europäeschen Dossieren huet. Sou gëtt eis parlamentaresch Aarbecht an deem Beräich e gutt Stéck méi einfach gemaach.

Wat déi inhaltlech Aarbecht betrëfft, wéilt ech bei dëser Geleeënheet besonnesch ervirhiewen, datt ënnert dem Impuls vum President vun der zoustänneger Kommissioun, dem Kolleg Ben Fayot, déi europäesch Dossieren op eng ganz seriö Manéier vun deene concernéierte Kommissiounen begleet ginn. Sou ginn all Woch eng zéng Kommunikatiounen, Rapporten, Direktivvorschläg oder och nach Gréng- a Wäissbicher, déi d'EU-Kommissioun produzéiert, un déi verschidde Kommissiounen vun der Chamber verdeelt, fir datt se op hir Répercussiounen op eis national Politike gepréift kënnen. Ném Dokumenter goufen dem Contrôle vum Subsidiaritätsprinzip bis elo ënnerworf.

Net méi spéit wéi gëscht huet d'Chamber hei zwou Resolutiounen gestëmmt, wou se déi europäesch Kommissioun opfuerdert, hir Propositionen aus den ënnerbreeten Dokumenter ze iwwerdenken. Op dem Ben Fayot seng Initiativ ass dës Joer fir d'Alleréisch an der Chamber eng Orientatiounsdebatte iwwert den Aarbechtsprogramm vun der europäescher Kommissioun fir dat lafend Joer organiséiert ginn. Doriwwer eraus goufen och nach zwee aner wichteg europäesch Dossieren hei an der Chamber diskutéiert, an zwar d'Strategie 2020 souwéi de Programm vu Stockholm.

D'Organisatioun vun den europäeschen Orientatiounsdebatten ass fir eis ganz wichteg. Hei geet et haaptsächlech drëms, datt mer eis am Fong mat den europäesche Sujeten auserneeetzen, déi wichteg Auswierkungen op d'Politik vun eisem Land kënnen hunn. Déi Debatte sollen awer och dozou bäidroen, de Bierger dobaussen d'Europapolitik méi no ze bréngen.

Och d'Zesummenaarbecht tëschent den zoustänneger Ministären a Chamberskommissiounen, wat déi europäesch Dossiere betrëfft, ass an deem leschte Joer verstärkt ginn. An deem Kontext wéilt ech och nach deen excellenten a detailléierte Rapport vum Ausseministère iwwert der Regierung hir europäesch Politik ernimmen, deen eleng schon en Débat hei an der Chamber verdéngt hätt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een iwwert d'Roll vum nationale Parlament an der europäescher Politik schwätzt, kënn een net derlaanscht, fir och e puer Wieder iwwert den interparlamentaresche Suivi an der Contrôle vun der europäescher Verdeedegungspolitik ze verléieren, déi bis dato duerch d'UEO, d'Westeuropäesch Unioun, assuréiert goufen.

Dës militäresch Allianz, déi am Kale Krich an d'Liewe geruff gouf, gouf den 31. Mäerz dës Joer opgeléist. D'Opléisung vun der UEO geheet awer d'Fro vum parlamentaresche Contrôle a Suivi am Beräich vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik op, besonnesch well de Lissabon-Vertrag dem Europäesche Parlament souzese keng Kompetenzen an deem Beräich gëtt. Déi europäesch Verdeedegungspolitik bleift och no Lissabon eng intergouvernemental a keng supranational Politik.

D'Europaparlament huet keng Kontrollkompetenz iwwert den Europäesche Conseil. D'Regierung leet virun hiren nationale Parlamenter Rechenschaft iwwert d'Décisiounen, déi um europäesche Plang geholl ginn, of. Déi national Parlamenter stëmmen de Verdeedegungsbudget vun hiren Regierungen an decidéieren iwwert den Asaz vun hiren Zaldoten an internationale Missiounen. Eng intergouvernemental Politik brauch en interparlamentaresche Contrôle a Suivi, dee vun den nationale Parlamenter assuréiert gëtt. D'Particulari-

téit vun enger interparlamentarescher Versammlung läit virun allem an der direkter Réckkopplung, duerch d'Duebelmandat, vun de Parlamentsdelegéierten an hir national Parlamenter, wou se gläichzäitig als national Mandatairen eng méi global Vue an Handlungsmethod am Beräich vun der Sécherheets- a Verdeedegungspolitik matbréngen.

Mat der Opléisung vun der UEO verléieren déi national Parlamenter en onofhängegt Organ, fir dee parlamentaresche Contrôle iwwert déi europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik ze garantéieren. Fir dësse Contrôle an engem nationale Kader oder duerch en onregelméissege Meinungsaustausch oder Konferenzen tëschent de verschiddene Memberstaten auszeüben, kann net duergoen, besonnesch net an esou engem delikate Beräich.

Dësse Contrôle kéint awer an engem permanenten interparlamentaresche Forum, an deem niift den nationale Parlamenter d'Europaparlament och vertruete wier an an deem d'Net-EU-Länner e Statut vun associéierte Membere kriterien, erëm opgefaange ginn. Sou eng Struktur kéint ähnlech wéi d'COSAC am Kader vum Europaparlament funktionéieren. D'Diskussionen an deem Forum missten awer iwwer Rapporte gefouert ginn, déi vun de Membere vun deem Forum, dat heescht den nationale Parlamentarier, a permanente Kommissiounen ausgeschafft ginn. Dofir missten d'Rapporteurs vun deem Forum op déi administrativ Ënnerstützung vum Europaparlament ziele kënnen.

Ech wier frou, wann Dir, Här Ausseminister, lech um europäesche Plang fir esou eng Struktur asetze géift, fir d'Weiderfeiere vun engem effikasse parlamentaresche Contrôle vun der europäescher Verdeedegungspolitik ze garantéieren. Ech wier och frou, Här Ausseminister, wann eis Regierung sech fir e gerechte Sozialplang fir d'Entloosse vun dem Personal vun der parlamentarescher Assemblée vun der UEO géif staarkmaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen neien europäeschen aussepolitischen Déngscht wäert mat Sécherheet d'Organisatioun vun der europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik dätlich verbessern. An dach ass et menger Meinung no illusoresch ze mengen, datt d'Ausrichtung vun der europäescher Aussepolitik sech vun engem Dag op deen anere fundamental verännere géif, nëmme well den aussepolitischen Déngscht elo untrierte wäert.

An enger Zäit, wou d'Relatiounen tëschent de Weltmuechte séier evoluéieren, missten déi europäesch Staten awer kuerzfristeg strategesch Choixen iwwert d'Ausrichtung an d'Feierung vun hirer Aussen- a Sécherheetspolitik treffen, wa se mat deenen anere Weltmuechten op deene Pläng mat halle wëllen.

Et ass e Fait, datt, trotz hirem wirtschaftleche Gewicht, d'Europäesch Unioun global nach ëmmer net mat hirem volle Wäert wouergerollt gëtt. Esou war zum Beispill de gescheiterte Kopenhagener Klima-Sommet am Dezember d'lescht Joer eng batter Erfahrung fir d'Europäesch Unioun, an hir eege Schwächte sinn hir hei drastesch virun Ae gefouert ginn. Eng weider depriméierend Erfahrung fir d'Europäesch Unioun war den Échec bei der UNO-Vollversammlung dës September, wou d'Europäesch Unioun via eng Motioun ëmsoss versicht hat, hire Beobachterstatus liicht opzewäerten.

Datt d'Europäesch Unioun elo schon um internationale Plang eng bedeitend a ganz dacks souguer eng féierend Roll fir méi Sécherheet a méi Gerechtegkeet a ville Beräicher spillt, ass deene weineste bewosst, well d'Europäesch Unioun sech ganz schwéierdeet, hirem Asaz an der Welt déi néideg Resonanz ze ginn. Firwat deet d'Europäesch Unioun sech momentan esou schwéier, fir sech als déi gréisste wirtschaftleche Muecht, als gréissten Donateur weltwäit, als dat demokratescht Virbild an der heiteger Welt ze behaupten an och esou vun deenen anere groussen Acteuren op der Weltbühn eescht geholl ze ginn?

Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt d'Antwort op dës Fro net ganz wäit ze sichen ass. Esou di sech eng Partie vun den europäesche Memberstaten domat ganz schwéier, anzegesinn, datt déi Roll, déi se fréier gespillt hunn, haut net méi gëllt. Esou huet eng ëmmer méi globaliséiert

Welt nei Muechtverhältnisse geschaf, an där Europa, an innerhalb vun Europa besonnesch déi einzel Memberstaten hir Wichtigkeet verléieren a riskéieren um internationale Plang an den Abseits ze gerdnen.

Kee vun den EU-Memberstaten, och net dee gréissten, huet haut nach déi néideg Gréisst, sief et wat d'Finanzen, d'Wirtschaft, déi technologesch Innovatiounscapacitéit, d'Bevölkerung oder och nach d'Arméi betrëfft, fir kënnen um internationale Plang an d'Gewicht ze falen. Datt besonnesch déi grouss Länner sech mat dëser Tatsaach schwéierdinn, schéngt normal. An dach misse mir alleguerten d'Realitéit vun haut erkennen an agesinn, datt eleng nëmme d'Europäesch Unioun capabel ass, fir sech um Niveau vun deene Groussen an der Welt ze behaupten.

Et ass wichteg, datt sech d'EU-State bewosst ginn, datt si der europäescher Unioun do d'Prioritéit misse ginn, wou en eenheetlecht Optriede vun der EU eng Plus-value fir Europa an hir Memberstaten duerstellt. Duerfir misse déi europäesch Memberstaten et fäerdeg bréngen, hir gemeinsame Interessen zesummen ze definéieren an hire gemeinsame Wëllen, dës Interessen ze verrieden, duerch méi Unitéit a Kohärenz ze behaupten.

Besonnesch an dëser Hisiicht leeft momentan nach ganz villes parallell op verschiddene Schinnen. Rezent Beispiller wéi den däitsch-franséische Pakt vun Deauville sinn an där Optik kontraproduktiv.

Een anere Problem besteet doranner, datt d'EU-Memberstaten et nach ëmmer net fäerdeg bréngen, méi integréiert Strategie festzeleeën, wat engersäits d'Formulatioun vun hiren aussepolitischen Positionen, an anerersäits awer och hiert aussepolitisch Optrieden no bause betrëfft. Esou droe paradox Positionen, wéi zum Beispill déi géintwärtig der Türkei oder Kuba, oder och nach, wat de Waffenembargo géint China betrëfft, net dozou bäi, datt d'Europäesch Unioun als seriöse Gespächspartner an der Welt gesi gëtt.

An dëser Hisiicht kéinten eis d'Denkusatz vun der Madame Ashton souwéi och vum Conseilspresident, dem Här Van Rompuy, als Modell déngen. Esou ass d'Madame Ashton der Meinung, datt et den Objektiv muss sinn, fir eng gemeinsam europäesch Aussepolitik ze entwéckelen, wou et net drëm geet, fir d'Aktiounen vun deenen eenzelne Memberstaten ze konkurrenzéieren oder ze duplizéieren. Et soll virun allem drëm goen, fir no enger richteger Valeur ajoutée an eiser gemeinsamer Aussepolitik ze sichen.

Méi konkret nach ass den Här Van Rompuy der Meinung, datt eng gemeinsam ausgeschaffte Position vun der europäescher Unioun zu engem internationale Sujet och a bilateralen Treffen iwwerholl muss ginn, fir datt widderstreechlech Äusserungen an Zukunft esou wäit wéi méiglech verhënnert kënnen ginn.

Här President, ech denken, datt, wa mer et fäerdeg bréngen, dës puer Denkusatz ze verdéieren, a wa mer tatsächlech déi logesch Konsequenzen aus dem Opbau vum europäeschen aussepolitischen Déngscht zéien a versichen eis um internationale Plang besser ze organiséieren an ze grupéieren, mer dann an eisen Handlung vill méi aflossräich kënnen sinn. Da wäert et och méiglech ginn, Échecen, wéi déi vu Kopenhagen oder New York, ze verhënnern an eis verdéngte Plaz niift deenen anere grouss Länner um Verhandlungsdéisch ze fannen, wann et drëms geet fir iwwer Krich a Friden am Noen Osten oder soss aner pertinent internationalen Sujeten, wéi den Iran, den Irak oder Afghanistan, mat ze diskutéieren.

Här President, Kolleeginnen a Kollegen, wat d'Moosnamen um wirtschaftlechen a Währungsplang betrëfft, esou huet d'Europäesch Unioun méi séier zu engem kohärente Konzept fonnt, fir Europa aus der Kris erauszeféieren, a Mëttele virgeschloen, fir an Zukunft ähnlech Krisen ze verhënnern.





D'Strategie 2020, déi mer am Juni hei diskutéiert hunn, beschreift Weeër, fir op eng douce Manéier aus der Kris erauszukommen. Se mécht Virschléi, fir de Finanzsystem ze reforméieren a schléit strategesch Usätz vir, fir engersäits déi öffentlech Finanzen ze sanéieren an anerersäits eng besser Koordinatioun am Beräich vun de Wirtschaftspolitikten tëschent de Länner aus der Eurozon ze kréien an doduerch d'Stabilitéit vun eiser gemeinsamer Währung besser ze schützen.

D'Finanzkris huet gewisen, datt et um Plang vun der Finanzwäerungwaachung grave Lacunë gi sinn. Dat souwuel, wat eenzel Fäll betrëfft, wéi och de Finanzsystem am Ganzen. Dee ganzen europäeschen Iwwerwaachungssystem soll duerfir radikal iwwerschaaft ginn, fir de System méi effikass, méi integréiert a méi nohalleteg ze maachen.

En europäesche Conseil vum systemesche Risiko soll geschaf ginn, deen d'Risiken, déi d'Stabilitéit vum Finanzsystem allgemeng belaschten, iwwerwaacht an analyséiert. Dese Conseil soll am Fall vun engem prévisibele systemesche Risiko séier Warnung ginn a wann néideg Virschléi maachen iwwer Moosnamen, déi geholl solle ginn, fir déi Risiken ze bekämpfen.

Dernieft soll en europäesche Finanzwäerungwaachungssystem an d'Liewe geruff ginn, fir d'Finanzinstituter selwer ze kontrolléieren. Déi national Finanzkontrollinstanzen sollen an engem Réseau enk ennereneen a mat deenen neien europäesche Kontrollautoritéiten zesummeschaffen. Dese Réseau soll d'Regelen harmoniséieren an derfir suergen, datt si kohärent applizéiert ginn. Dernieft soll déi europäesch Kontrollautoritéit fir d'Finanzmäert als zousätzlech Aufgab den Accord vun de Lizenzen un europäesch Ratingsagencë kréien.

Fir an Zukunft eng Währungskris, esou wéi mer se am Fréijoer mat Griichenland bal erlieft hätten, ze verhënneren, schléit d'Kommissioun Moosname vir, déi zu enger méi strenger Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitikten vun de Memberlänner féiere sollen. Och schléit d'Kommissioun vir, déi national Budgetpolitikten a Reformprogrammer am Virfeld vun hirer Diskussioun an den nationale Parlamenten ze iwwerpräieren, dëst am Kader vun engem sougenannten „semestre européen“.

Domat soll assuréiert ginn, datt déi national Budgete mat den europäesche Politiken a Verpflichtungen iwwereneestëmme a se net d'Stabilitéit vun der Eurozon an deenen anere Memberstaaten a Gefor bréngen. Eng Moosnam, déi eng Proposition vum President vum Eurogroup, dem Jean-Claude Juncker, war, déi am leschte Juni vum Conseil européen uegeholl ginn ass.

Wat d'Ënnerstëtzung fir Griichenland betrëfft, esou hunn d'Regierung vum der Eurozon ee Rettungspak vu 750 Milliarden Euro fir dat Land decidéiert. 60 Milliarde fléissen direkt un d'griichesche Regierung iwwer d'EU-Fong, 250 Milliarde komme vum Internationale Währungsfong a 440 Milliarde sollen iwwer Prêtë fléissen, déi vun deenen anere Länner aus der Eurozon cautionnéiert ginn.

Och an deem Fall hunn d'Länner vun der Eurozon sech schweiergedoen, fir séier eng gemeinsam Decisioun ze fannen, wat zu schwéiere Konsequenze fir d'europäesch Währung hätt kënne féieren. Hei hunn national Partikularinteressen eng Zäit d'Plus-value vun engem séiere gemeinsamen Handelen a Fro gestallt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am drëtten a leschten Deel vu menger Ried wéilt ech versichen eng Äntwert op déi Fro ze ginn, wat fir eng Roll déi lëtzebuergesch Aussepolitik an Zukunft an engem Europäescher Unioun spille kann, a wéi eng Bäitrag mer leeschte mussen, fir datt d'Visibilitéit vun eisem Land an der gesamteuropäescher Politik bei eis heeem an och dobausse wougerholl gëtt.

D'Aussepolitik vu Lëtzebuerg - wéi iwwergens déi vun all Land - gëtt vun zwee Facteure bestëmmt, an zwar déi geographesch Situatioun an déi historesch Entwécklung. Dernieft gëtt eis Aussepolitik an

engem grouse Mooss vun der Tatsaach beaflosst a bestëmmt, datt Lëtzebuerg e klengt Land ass. An des kleng Gréisst huet ëmmer dozou gefouert, datt eist Land permanent versicht huet seng aussepolitesch Visibilitéit dobaussen, am Kader vu wirtschaftleche Kooperatiounen oder Währungsunionen, méi dätlech ze maachen. Duerfir huet eist Land zënter senger Onofhängegkeet ëmmer eng Devisen kannt, nämlech déi vun der internationaler Kooperatioun.

Lëtzebuerg huet duerch seng Decisioun, fir enner anerem vun Ufank u beim europäeschen Integrationsprozess matzemaachen, op internationalem Niveau e Mat-sproocherecht a Matwirkungsméiglecheete kritt, déi et nimools als isoléierte Klengstat kritt hätt. Dëst Bestriewen zu méi Integratioun muss eist Land verstärkt an der Europäescher Unioun förderen, fir datt den europäeschen Eenengungsgeescht, esou wéi en an dem Traité festgehal ginn ass, och vu jiddwerengem respektéiert gëtt, a mir enner anerem enger gemeinsamer europäescher Aussepolitik e Schratt méi no kommen.

D'Förderung vun deem Prinzip, deen zu enger Verbesserung an enger Optimiséierung vun der europäescher Zesummenaarbecht féiere kann, bestëmmt den Afloss, deen eist Land op d'Entwécklung vun der EU huele kann. Duerfir gesi mir als CSV-Fraktioun an deser Förderung déi Roll, déi eis Aussepolitik an deene vergaangene Jore mat Erfolleg gespillt huet an och an deenen nächste Jore am Kader vun der gemeinsamer europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik weider spille soll.

Mir mussen deenen aneren EU-Memberstaaten d'Erkenntnis vermëttelen, datt et grad déi multilateral Organisatiounen sinn, déi et den Nationalstaaten erméiglechen, hir Interessen effikass ze erfëllen. Grad d'Europäesch Unioun bitt eng optimal Plattform, fir zentral nationalrechtlech Interessen ëmzesetzen, egal ob et sech do-bäi ëm e groust oder e klengt Land handelt. Fir dat ze errechen, mussen mer selwer d'gutt Beispill ginn, doduerch, datt mer engersäits proaktiv eist Engagement an deene verschiddensten internationale Gremië méi staark ervirdinn, andeem mir do Verantwortung a souguer eng Virreideroll iwwerhuelen, an op där anerer Säit d'Stärkten, déi e Land aus esou engem Engagement entwéckele kann, méi kloer no bausen duerstellen.

An deem Zesammenhang kënn eiser Aussepolitik déi wichteg Roll zou, dëst Bild vun eisem Land op europäeschem an internationalem Plang verstärkt ze vermëttelen. Mir mussen méi dätlech no bausen weisen, datt mer als klengt Land an allen internationalen Institutiounen, an deene mer Member sinn, méi wéi just finanziell Flichten erfëllen, mä au contraire eis an allen Hisiichten aktiv bedeelegen.

Ech wéilt dat kuerz unhand vun eisem Engagement innerhalb vun der UNO an der NATO verdäitlechen. A béide Vereenigung leeschte mir natierlech als Éischt emol eng finanziell Kontributioun. Et sief drun erënnert, datt Lëtzebuerg, wat d'UNO betrëfft, an absoluten Zuelen, dee 50. Bäitragzueler zum reguläre Budget an zum Budget vun der UNO, dee fir Friedensmissiounen gebraucht gëtt, duerstellt.

Doriwwer eraus bedeelegt sech Lëtzebuerg awer aktiv, wann och mat enger klenger Zuel vun Zaldoten a Polizisten, un den UNO- an NATO-Operatiounen, déi de Frieden an der Welt séchere sollen, sief dat elo an Exjugoslawien, an Afghanistan, am Tschad, am Kongo oder an Zentralafrika. Am Kader vun der UNO mécht Lëtzebuerg awer virun allem duerch eng aktiv Kooperatiouns- an Entwécklungspolitik op sech opmierksam. Esou läit eist Land haut mat 1,04% vum PIB fir d'Entwécklungshëllef, wat ëmmerhi ronn 300 Milliounen Euro ausmaachen, wäit iwwer dem Zil, dat d'UNO virginn huet. Domat leeschte mir e wäertvolle Bäitrag zum Erfëlle vun de Millenniumsziler vun de Vereenegten Nationen.

Och Initiativen, wéi déi vun eisem Statsminister wat den „semestre européen“ betrëfft, oder déi vun eisem Ausseminister, zesumme mat senger Kolleegen aus der Benelux, wat d'Ausféiere vun de wichtegsten institutionellen Innovatiounen aus dem Lissabon-Vertrag, oder och nach déi Kom-

promëssbereetschaft vun eiser Regierung, wat d'Ernennung vum Här Van Rompuy zum Conseilspresident, a besonnesch déi Vermëttleroll, déi eis Ministeren oft an delikaten europäeschen Decisiounen spillen, awer besonnesch d'Presidentschaft vun eise Statsminister am Eurogroup droen zum positive Bild bäi, wat eist klengt Land am Kontext vun der europäescher Gesamtpolitik vermëttelen kann.

Här President, all des Beispiller weisen, datt Lëtzebuerg, obwuel mer e klengt Land sinn an domat bäi Wäitem net iwwer déi Mëttele verfüge wéi déi grouss Länner, an den internationalen Institutiounen alles anescht wéi just stëllen Trëttbrieffuerer sinn. Mat deem aktiven Engagement stelle mir deemno e Beispill fir aner Länner an der Europäescher Unioun duer.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass wichteg, datt d'Europäesch Unioun um politesche Plang dee Stelwäert op der internationaler Bühn kritt, deen hirer wirtschaftlecher Stärkt, hirer demographescher Realitéit an hirem technologeschen Innovationspotenzial entsprécht. Duerfir muss d'EU no bausen méi géeeent kënnen oprieden. Duerfir mussen déi europäesch Staaten esou séier wéi méiglech strategesch Choixen iwwer d'Ausrichtung an d'Féierung vun hirer Aussen- a Sécherheetspolitik treffen. Duerfir mussen sech d'EU-Memberstate bewosst ginn, datt si der EU do d'Prioritéit mussen loosse, wou ee gemeinsam Opriede vun der Unioun eng Plus-value fir Europa an hir Memberstaaten duerstellt.

An deem Kontext ka Lëtzebuerg duerch seng laangjäreg Ouverturen no bausen, duerch säin Asaz vun Ufank u fir eng europäesch Integratioun, duerch seng Kompromëssbereetschaft fir déi Integratioun weider ze förderen an duerch d'Qualitéit an d'Aarbecht vu senger Ministeren a Vertrieder op europäeschem Niveau een duerchaus wäertvolle Bäitrag zur Réussite vun deser gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik leeschten.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Norbert Hauptert Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Ausseminister, wéi all Joer ass d'Deklaratioun vum Ausseminister hei an der Chamber e wichtige Moment. Jo, ech géif souguer soen, en erfëschende Moment, well et ass ee vun deene Momenter, wou mer am Fong an engem grouse Konsensus kënne feststellen, wéi wichteg d'Aussepolitik fir ee Land ass, fir all Land, mä besonnesch natierlech fir e klengt Land wéi onst. A wou mer och kënnen zesummen onse Partner weisen - an ech sinn duerfir ëmmer frou, wann eben déi och hei sinn, fir nozelauschteren, wéi ons Positiounen sinn -, fir hinne kënnen ze weisen, datt mer geschlossen hannert deenen Ziler vun onser Aussepolitik stinn.

An et muss ee soen, mat deem, wat den Här Ausseminister gëschter gesot huet, kann een am grouse Ganze mat allem d'accord sinn. Firwat? Mä well et d'Weiderféierung ass vun enger laangjäreger Politik, fir engersäits d'Intérète vun onsem Land ze verteidigen, an awer och fir sech fir ons Wäerter anzusetzen, esou wéi Der et gëschter nach eng kéier ganz richtig ënnerstrach hutt.

D'Wäerter vun dem Rechtsstat, d'Wäerter vun der Demokratie, d'Wäerter vun der Solidaritéit, an natierlech eist Bekenntnis, eist onerschütterlecht Bekenntnis zum europäeschen Integrationsprozess.

An et ass wichteg oder et wier wichteg, wann eben och déi Eenegkeet, déi mer heibanne jo op deene meeschte Punkte fannen, och duerch d'Präsenz vun der Regierung ënnermauert wier. Ech hat dat d'lescht Joer schonn hei ënnerstrach, datt ech am Fong e bëssen enttäuscht war, datt Dir deen éischten Dag just mat engem Minister do waart, an deen zweeten Dag, esou wéi haut, eleng op der Bühn souzt. Gëschter ware wéinstens véier Ministeren do. Et ass also schonn eng Besserung. Mir kommen d'nächst Joer vläicht also nach méi wäit. Haut sëtzt Der nees eleng.

Dir hutt mer d'lescht Joer geäntwert, dat géif vun deem grouse Vertrauen zeugen, dat Är Kolleegen lech géifen entgéintbréngen. Ech muss soen, ech wier frou, an et wier wichteg, fir ze weisen, datt dat, wat an der Aussepolitik gemaach gëtt, datt dat net nëmme Aussepolitik ass, mä dat betrëfft ganz vill, jo bal all d'Ministere vun deser Regierung, an hir Präsenz géif dat ënnermauern. Mä wéi gesot: De Mënsch lieft vun der Hoffnung, dann hoffe mer also, datt mer d'nächst Joer nees nach méi eng Präsenz vun der Regierung hei kënnen hunn.

Fir Aussepolitik ze maachen, brauch ee Mëttele. Et muss ee Leit hunn. An Dir hutt ons gëschter e ganz ambitiöse Programm virgeluecht, fir lech, fir ons besser Méiglecheeten ze ginn, fir ons Interessen an der Welt ze verteidigen.

Ech wéll vläicht direkt hei eng Klammer opmaachen. Wa Lëtzebuerg, wa mir soen „eis Intérète verteidigen“, da brauch do keen ze mengen, dat wier eng aggressiv Positioun. Verteidigen ass hei keng aggressiv Positioun. Mä ons Intérète verteidigen, heescht och un alleréischer Stell, op sinn, en Ouer op hunn, fir ze héieren a fir ze wëssen, wat an der Welt leeft. Well nëmme, wa mer dorop opmierksam sinn a wa mer esou flexibel an esou schnell an esou agil an esou géeeent wéi méiglech dorop kënnen äntwerten, hu mer déi bescht Chancen, fir net nëmme eis Independenz, mä och eise Wuelstand ze sécheren.

Fir also méi en oppent Ouer an der Welt ze hunn, hutt Der ons eng ganz Rei Moosname virgeschloen, wou mer an der Zukunft méi präsent wäerte sinn. Ech brauch se net nach eng kéier allegueren hei opzeféieren. Dat ass eng verstärkte Präsenz um Balkan bei deene Länner, déi entweder elo scho Kandidat sinn oder déi d'Ambitioun hunn, et ze ginn. Dat fënnt ons Ënnerstëtzung. Grad wéi eng verstärkte Präsenz a Südamerika a Brasilien, mat engem Generalkonsulat zu São Paulo. Och dat ass gutt fir d'Intérète vun eisem Land. An dann natierlech e résidente Botschafter an der Türkei. Mir haten en akkreditéierte Botschafter schonn an der Türkei zënter enger ganzer Zäit. Elo soll et mat Residenz zu Ankara sinn. Och dat ënnerstëtze mer voll a ganz. An zu Abu Dhabi, do soll och en Ambassadeur akkreditéiert gi mat souguer der Präsenz vun engem Mataarbechter.

Jo, jo, et ass wichteg, datt mer an der arabescher Welt méi präsent sinn. Mä, an ech froen lech: Wier dat net och elo de Moment gewiescht, fir eben d'Gläichgewicht ze halen, eng méi eng grouss Präsenz an der arabescher Welt ze hunn, fir eng Accreditatioun an Israel virzegesinn? Wësend, datt mir dat eenzegt vun deene 27 europäesche Länner sinn, déi net an Israel akkreditéiert sinn?

Dir hutt eppes anescht an Aussicht gestallt, mä nach wéll ech drop hiweisen, datt am Sënn vun engem Gläichgewicht tëschent deenen engen an deenen aneren Intérèten, an hei wësse mer jo, datt mer an enger grousser Konfliktsregioun sinn, ob et net de Moment gewiescht wier, fir dorun ze denken?

Dat ass also en ambitiöse Programm, wann ee bedenkt, datt mer och Kandidat si fir ee Sëtz am Weltsécherheetsrot bei der UNO fir 2013 a 14, an Dir wësst, wéi vill ech lech doranner ënnerstëtzen, vu datt ech 2001 d'Initiativ fir des Kandidatur geholl hat. Mir wëssen, datt dat eng ganz grouss Erausforderung ass. Dat heescht, datt d'Leit gebraucht ginn. A wann ech dat do alles zesummerechnen, da geet et bestëmmt net duer mat dem Zoumaache vun eiser Verriedung oder d'Agglidderung vun eiser Verriedung vun der OSZE an d'Ambassade vu Wien, fir deem do gerecht ze ginn.

Duerfir froen ech lech: Sidd Der sécher an hutt Der wierlech d'Versécherung vun Äre Kolleegen aus der Regierung, fir datt Der och a même sidd, dat heescht um Niveau vun dem Personal, fir deene wichtige - an ech ënnersträchen et - Ziler, déi mer ënnerstëtzen, fir deene gerecht ze ginn?

Ech wënschen et, an ech fannen, dat wier eng logesch Konsequenz, mä wéi gesot, ech wier frou, wann Der mer dorop kéint äntwerten. An och, ob gekuckt ginn ass, wéi vill Leit mer do brauchen. Ech sinn och





frou, datt déi Leit allegueren akkreditéiert ginn, an ech ginn also dovun aus, datt se iwwert den diplomateschen Déngscht, dat heescht iwwert d'Affaires étrangères genannt ginn. Well et ass ganz wichteg, datt, fir déi oppen Oueren ze hunn, ee wirklech eng komplett Ausbildung als Diplomat huet.

Wat heescht dat, als Diplomat? Dat heescht eng villfälteg Ausbildung, net nëmmen um politeschen an net nëmmen um wirtschaftlechen, mä och um kulturelle Plang. Well an deene Länner, wou mer besonnesch elo ginn, do wesse mer, datt een déi do Feinfühlegkeet muss hunn, wann een net ganz schnell wëllt vill Parzeläin zerschloen.

Duerfir, Här Minister, sidd Der sécher, datt Der genuch Leit kritt, fir déi wichteg Aufgaben do an der Zukunft och kënnen ze erfëllen? Mir ënnerstëtzen lech op alle Fall an deem do Bestriewen.

Nun, d'Häerzstéck vun onser Aussepolitik läit natierlech beim europäeschen Eeneigungsprozess. An et ass duerfir och net erstaunlech, datt zwee Drëtzel vun Ärer Deklaratioun sech ëm Europa a mat Europa beschäftegen. Dat ass ganz normal. An an deem Kontext ass et ee Constat: Dat ass dee vun der Kris. Där vun der schwiereger Situatioun, an där Europa ee Joer nom Akraafttriede vum Lissabon-Traité ass.

Et gëtt gesot, et ass eng Vertrauenskrise, et ass eng Finanzkrise, et ass eng Wirtschaftskrise, déi sech kennzeechent duerch e méi Réckbesënnen op national Interessen, fir net ze soen nationalistesch Tendenzen, an domat verbonnen och ëmmer manner Bereitschaft zu Solidaritéit vis-à-vis vun deem aneren. Dat gesi mer um Niveau vun der Europäescher Unioun. Dat gesi mer leider och an Nopeschlänner innerhalb souguer vun engem eenzege Land; engersäits manner Solidaritéit an op där anerer Säit ëmmer méi Bereitschaft zu Attacken. A sief et nëmme verbal Attacken, mä do gëtt sech net méi dovun gescheit.

Ech wëll elo hei net méi in extenso op déi extraordinär Ausrutscher vun engem französische Sénateur zrëckkommen, well «tout ce qui est exagéré est insignifiant». Mä ech muss awer festhalen, datt ech bei deene verschiddene Stellungnahmen an deem Kontext och zum Deel op där anerer Säit déi néideg Sachlechkeet vermësst hunn.

Ech menge ganz einfach, an dann halen ech domat op: D'Vergläicher mat dem Zweete Weltkrich an eisen heitege politeschen Auseinandersetzungen sinn net méi ubruecht.

#### (Interruption)

An d'Äntwert op eng Provokatioun mat enger anerer Provokatioun, dat kann nëmmen zu enger Eskalatioun féieren,...

#### (Interruption)

...dat kann nëmmen zu enger Eskalatioun féieren, déi onsem Land net kann dengen an au contraire schueden. An dëst géllt natierlech souwuel fir national Vertrieeder, awer och Vertrieeder bei europäeschen Institutiounen. Et kann an et muss een haart sinn a kloer sinn, wat de Fong ubelaangt, wann een a sengem Kompetenzberäich ass, mä et soll an et muss een awer och korrekt an der Form bleiwen.

Wéi seet dat aalt Lëtzebuurger Spréchwuert: „Sou wéi een an de Bësch ríft, sou schaalt et zrëck.“ Dat ass och hei an deem Fall wouer.

Nun, komme mer zrëck zu der Krisensituatioun an der Europäescher Unioun. Wéi konnt et esou wäit kommen? D'Finanz- a Wirtschaftskris, déi 2008 op eis eragebrach ass an déi 2009 hir Effete gewisen huet an déi d'Intern Kohäsioun vun der Europäescher Unioun staark strapazéiert huet, ass och haut nach net iwwerwonnen.

D'Exitstrategien hunn eis nach net aus dem Krisentunnel erausgefouert, och wann d'Prognose schéng manner negativ ze sinn, obschonn een haut de Moien nees an den Zeitunge konnt liesen, datt den Här Van Rompuy warnt virun engem Zesummebroch vun der Eurozon.

Erënnere mer kuerz drun, datt no der aussepolitischen Debatt d'lescht Joer bekannt gouf, a wéi enger katastrophaler finanzieller Situatioun eent vun deene 27 Memberstate vun der Europäescher Unioun a Member vum Euro - Griichenland - géif

stiechen. Dës griichesche Tragédie huet op der europäescher Bühn e Schock provoziert an eng Kris vum Euro ausgeléist, déi eigentlech kee sech esou richteg méi konnt virstellen. Mir haten eis all un eng staark gemeinsam Währung gewinnt a vergiess, datt den Euro eigentlech nëmmen esou staark ass wéi säi schwächstent Glidd.

Dës griichesche Kris huet dann och eng europäesch Kris ausgeléist, wou sech d'Memberstate laang net eens waren, wéi ee mam schlechte Schüler Griichenland soll ëmgoen: en am Stach loosson oder awer solidaresch sinn an hëllef? Wat schlussendlech, an dat wësse mer allegueren, am europäeschen Intérêt ass. No engem hallwe Joer Zickzackkris, bei deem eis däitsch Noperen, fir et emol esou auszedecken, sech manner solidaresch gewisen hu wéi anerer, ass du finalement décidéiert ginn, de Griichen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir hinnen iwwerhaupt eng Perspektiv ze ginn, sech aus deser desolater Situatioun kënnen erauszschaffen. Eng aner Léisung hätt wahrscheinlech e ganz déiwe Rass an der Europäescher Unioun provoziert an hätt och nach anerer kënnen matrappen.

An ech muss soen...

#### (Interruption)

An ech muss soen, et léisst een zimlech sprachlos, déi Aussoen a posteriori vum Chef vun der Eurogroup, dee gesot huet, hien hätt dat alles scho gewost a komme gesinn. Dat, wär dëst wouer, géif jo heeschen, datt en nogekuckt hätt, wéi e Stat an de Gruet rennt a riskéiert déi aner Länner matzerappen!

#### (Interruption)

Do muss ee sech awer wirklech froen: firwat? Wéi kann dat sinn? Firwat esou vill Leit esou vill Leed undoen? Well do soll jo kee sech heibannen eppes virmaachen, datt ganz vill Griichen, griichesche Bierger duerch déi dote Situatioun an eng ganz, ganz béis Situatioun gerode sinn no un der Aarmut oder an d'Aarmut. An et muss een nëmme feststellen, datt een do de Gruet tèschent de Bierger, sief et d'Griichen oder muer d'Irlänner oder anerer an Europa, nëmme ka méi grouss maachen.

Déi griichesche Kris huet kloer gewisen, datt an engem schon ekonomesch morosen Ëmfeld d'Solidaritéit net deen éischte Reflex ass, mä éischter kuerzfristeg national Intérëten, an Dir hutt et, Här Minister, an Ärer Ried gëschter och ënnerstrach.

Déi griichesche Kris huet awer och de Besoin no méi Kontroll a méi Rigueur a Finanz- an a Budgetsfrage kloergemaach. Et gouf nogeduecht, wéi een esou griichesche Verhältnissen an Zukunft kéint vermeide respektiv wéi verschäerfte Sanktiounen kéinte getraff ginn, wann e Land sech net un d'Maastricht-Kritären hält.

Wat zu Deauville geschitt ass, wësse mer jo, wou de französische President an déi däitsch Bundeskanzlerin proposéiert hunn, engem Land, wat sech géif iwwerdréiwwe verschellen, d'Stëmmrecht fir eng gewëssen Zäit ewechzezéien.

► **Une voix.** - D'Stëmmrechter!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - D'Stëmmrechter - d'Stëmmrechter! - ewechzezéien. Ech sinn do ganz frou, datt souwuel de Premier wéi den Ausseminister sech kloer géint esou eng Léisung ausgeschwat hunn. Och fir ons ass esou eng Léisung inakzeptabel.

Firwat? Majo, well dat do géif bedeuten, datt ee Land net méi kéint mat um Dësch setzen, wou Décisiounen géife getraff ginn, déi si awer, d'Bierger vun deem Land, betreffen. Dat wier jo also eppes, wéi engem Land a senge Bierger d'Majoritéit ewechhuelen, ënner Tutelle stellen. Esou stelle mir ons en Europa, an équilibréiert Europa net vir. Do mussen aner Méiglechkeete geschaf ginn, fir dee wirtschaftleche Volet vun der Wirtschafts- a Währungsunioun ze stäerken. A vill Hoffnungen leien elo bei der „task force“, déi geschaf gouf, fir Propositionen ze maachen, fir d'budgetär Disziplin ze verbesseren a preventiv kënnen ze wirken, well ech mengen, dat ass dat Allerwichtigst. Wann d'Kand bis am Pëtz läit, dann ass et vill méi schwéier, em ze hëllef, wéi ze verhënnern, datt et drafällt.

Mir sinn och elo gespaant op d'Propositionen, déi den Här Van Rompuy jo bis Enn Dezember soll maachen, fir dann den Traité awer ze änneren. Et gëtt gesot, nëmme minimal, mä ech muss lech soen, fir vill vun deenen Ännerungen oder fir e puer vun deenen Ännerungen do matgemaach ze hunn iwwer eng ganz Zäit: Wann ech vun Traitésännerung héieren, da lafe mir d'Schudder de Réck erof.

#### (Interruption)

An ech muss soen, wann ee sech op deen do Wee wëllt beginn, da muss ee wëssen, datt een e grouse Risiko ageet. Well mir wësse jo an ech hunn iergendwéi d'Impressioun, et wëllt een einfach aus de Feeler vun der Vergaangenheet net léieren. Ech erënnere drun: Knapps hate mer Nice ënnerschriwwen, dat war am Februar 2001, do décidéiere mer um Enn vun deem nämlechte Joer eng nei Revisioun ze maachen; de Constitutiounsvertrag ass an Ugrëff geholl gi mat der Konventioun. Jiddwereen heibanne weess, wat d'Schicksal vun deem Traité wor. En ass ersat ginn duerch de Lissabon-Vertrag, dee mat vill, vill Méi - ech ginn net méi op d'Péripétien an, Dir kennt se alleguer - dann elo den 1. Dezember 2009 a Kraaft getrueden ass.

Wann ee sech dat also nach eng Kéier wëllt undoen, da muss een effektiv scho ganz vill Courage hunn.

Ech menge jo nach ëmmer, datt viles ka gemaach ginn, och ouni Texter ze änneren, wann, jo wann de politesche Wëllen do ass. An d'Proposition, déi jo - mengen ech souguer - vun eisem Premier gemaach sinn ass, fir de Semestre européien vun 2011 anzeféieren, dat heescht, datt am Fréijoer schon all d'Länner vun der Eurozon hir Budgetorientatiounen solle virleeën, ass ebe just ee vun deene Moyenen, déi gemaach kënnen ginn, ouni datt d'Traité muss geännert ginn, an déi komplett an Harmonie si mat deene bestehenden Texter.

An deem Kontext wëllt ech awer och nach ee Wuert soen zur Strategie „Union européenne 2020“, déi de Conseil jo op Proposition vun der Kommissioun am Juni 2010 ugeholl huet mam Objektiv, fir de Wuesstum vun der europäescher Wirtschaftsunioun ze favorisieren, andeems dann eng ganz Rei strukturell Reformen duerchgezu géife ginn, an dat baséierend op fënnf Haaptpilleren: d'Wirtschafts-, d'Sozialpolitik, Ëmwelt a Wëssensgesellschaft.

Här Minister, kënt Der eis soen, wéi ass et hei mat de Lëtzebuurger Objektivier fir d'Realisatioun vun desen Ziler? Kënt Dir ons haut schon eppes méi Prezises dorüwer soen?

Well loosse mer net vergiessen, dass bei der europäescher Politik a bei all deenen Objektivier, déi festgehale ginn, et net drëm geet, theoretesch Objektivier ze setzen, mä et geet drëm an et geet virun allem drëm, se och ëmzesetzen. An dat esou schnell wéi méiglech.

Erlaabt mer an deem Kontext nach eng Kéier kuerz un d'Ëmsetze vun de GAFI-Fuerderungen hei ze erënnern. D'Regierung, mir wëssen et, huet déi Saach schleefe gelooss. An dunn hu mer missen hei am Oktober an enger onméiglecher Hetz, mat vill Asaz gewëss, mä an enger onméiglecher Hetz versichen, dat dann ëmzesetzen. An nach haut wësse mer awer net, ob mer dann elo wäissgewäsch ginn oder net. Et wäert dauere bis de Februar, fir do Gewëssheet ze kréien. Déi do Feeler dierfe mer net méi nach eng Kéier maachen, a mir mussen zur Zäit ons abréngen, wann Décisiounen geholl gi sinn, fir déi ëmzesetzen.

Wann ech drun denken, wëssend ëm d'Wichtigkeet vun onser Bankeplaz, déi ech jo och heibanne kengem muss nach eng Kéier erklären, kann een nëmmen der Regierung uroden, sech un d'Häerz ze leeën, an Zukunft méi proaktiv an net nëmme reaktiv ze handelen. Well aner Länner maachen dat. An ech huelen nëmmen ee Beispill: d'Schwäiz, d'Schwäiz an d'Bankgeheimnis.

Här President, ech stelle fest, datt d'Schwäiz de 27. Oktober en Duebelbesteuerungsofkomme mat Däitschland ënnerschriwwen huet, an ech stelle fest, datt d'Schwäiz a Verhandlung mat England an Däitschland duerchgesat huet, datt och an

Zukunft d'Anonymitéit vun däitschen an engleschen Investore gewahrt bleift. Dat ass, muss ee soen, d'Resultat vun enger exzellenter diplomatescher Aarbecht, an där d'Schwäiz den internationalen Drock opgefaangen huet, andeem se selwer Programmer a Propositionen gemaach huet, wéi een déi Zesummenaarbecht kéint gesinn. Doru solle mer eis roueg inspiréieren. Dat présupposéiert natierlech eng ganz enk a gutt Zesummenaarbecht vun deenen involvéierte Ministeren. An dat sinn der eng ganz Rei. An, Här Minister, ech ginn dovun aus, datt Der eis verséichert, datt et déi gëtt.

Ech wëll d'ailleurs an deem Kontext och drop hiweisen, op déi Promotiounsreesen, déi de Wirtschaftsminister mécht. Dat ass ganz wichteg. Dorun huet keen eppes auszesetzen.

Nëmmen, se kënnen awer hiren Zweck nëmmen erfëllen, wa se an enker Zesummenaarbecht mat eben och deenen aneren Acteurs vun der Plaz gemaach ginn, un alleréischter Stell mat dem Ausseministère, dem Finanzminister. Well soss weess op eemol déi lénks Hand net, wat déi riets Hand mécht, an da gi ganz vill Zäit a ganz vill Suen - well mir wëssen, dat geet jo net fir näischt - an de Sand gesat. Dofir sinn eis Mëttele haut - souwuel u Leit wéi och u Suen - awer ze begrenzt.

Erlaabt mer, dann elo nach kuerz de Fazit vun engem Joer Akraafttriede vum Lissabon-Vertrag ze maachen an - leider, muss ech soen - feststellen, datt bis elo déi Hoffnungen, déi dora geluecht goufen, net erfëllt sinn. Gewëss, gewëss ass et ze fréi, fir en definitiven an detailléierte Bilan ze zéien. An dach mengen ech, kann ee soen, datt Europa net wirklech en neien Impuls an deem Joer krut.

D'EU sollt méi en eenheetlech Gesiicht kréien, andeems zowen nei Fonctiounen agefouert goufen: déi vum europäeschen Ausseminister, deen een allerdéngs awer net esou däreft nennen, an déi vum permanente Conseilspresident. Ech war ëmmer där Meenung an hunn dat och ëmmer gesot, datt des Posten nëmmen eng Plus-value duerstelle kéinten, wa se vu Leit - Perséinlechkeeten - besat ginn, déi nei Akzente wellen a kënnen setzen, a wann hir Kompetenzberäicher och ganz kloer definiert wieren.

Nun - ouni wëllen iergendengem ze no ze trieden - muss een awer feststellen, datt dat, wat bis elo agetrueden ass, net wirklech deem gerecht gëtt, wat mer eis erhofft hunn. Oder mengt vläicht heibannen een, datt, wann den Här Kissinger dann elo géif erëmkommen an e géif froen, wem e soll telefonéieren, fir Europa ze errechen, datt en elo do géif méi kloer gesinn? Wer's glaubt, zahlt einen Taler!

Säit dem leschte Joer huet Europa dann och eng nei Kommissioun. Allerdéngs ass se net wirklech esou nei, well jo eng ganz Rei Kommissäre schon an där viregter Kommissioun vertruede waren, a mat hinnen an un hiner Spëtzt den Här Barroso. Den Här Barroso krut vum Europaparlament d'Vertrauen ausgesprach - jo - fir en zweet Mandat. Ech géif gär soen: bal eng zweet Chance, fir dann elo endlech déi Versprechen anzuléis, déi hie während sengem éischte Mandat net konnt halen.

Well den Här Barroso, dee während der Finanz- a Wirtschaftskris 2008 an 2009 zougelooss huet, datt d'Méthode communautaire mat Féiss getrëppelt ginn ass, datt nogekuckt ginn ass, wéi d'Égalité statutaire vun engem G4 iwwer Bord geworf ginn ass: Alles dat sinn net onbedéngt déi beschte Viraussetzungen, fir Europa nei Impulser ze ginn.

Op der internationaler Bühn deet Europa sech nach ëmmer schwéier, geschlossen opzotrieden a mat enger Stëmm ze schwätzen. Beispiller ginn et der genuch. Dorunner huet och leider eng Lady Ashton net vill geännert. Mir brauchen en Europa - jo, dat wësse mer, dozou sti mer -, dat selbstbewusst optrëtt, dat sech am internationale Kontext fir Friden an d'Erhale vun de Mënscherechter asetzt. Dann, wa mer dat kéinte maachen, da géife mer och





Ouere fannen - wéi den Här Minister ganz schéi gëschter sot: China huet Ouere fir nozelauschteren -, da géife mer och Ouere fannen, mä nach muss mir mat enger bestëmmter Stëmm an enger klorer Stëmm kënnen schwätzen.

Europa muss och am Kampf - an et ass scho gesot ginn - géint de Klimawissel weiderhin eng staark Roll spillen. Am Dezember d'lescht Joer gouf de Sommet zu Kopenhagen mat vill Spannung an Hoffnung erwaart. Wéi mer wëssen, ass dese Klimasonnet mat engem Échec zu Enn gaangen. Déi grouss Acteure konnte sech net eens ginn. Et huet een d'Gefill, wéi wann an där schwieriger Wirtschaftslag d'Klima-an d'Émweltfroen ëmmer méi marginaliséiert géifen, obwuel et jo awer kloer ass, datt de Klimawandel an d'Net-reagéieren eis an nächster Zukunft e ganze Batz wäerte kaschten, dovunner ofgesinn, datt mer déi zukünfteg Generatiounen be-laschten.

Den Term Nohaltegkeet, deen an deene leschte Joren oft benotzt ginn ass, jo, vun deem souguer abuséiert ginn ass, schéngt op eemol aus dem politesche Vocabulaire verschwonne ze sinn. Sou huet - ech erënneren nëmmen drun - de Finanzminister bei der Presentatioun vum Budget dat Wuert Nohaltegkeet net eng Kéier an de Mond geholl. D'DP ass awer der Mee-nung, datt och an enger wirtschaftlech manner gudder Situatioun - oder grad just an esou engem Kontext - Émwelt- a Klima-schutz net dierfen aus den Ae verluer ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Nun nach ee Wuert zum Élargissement: Eng Rei Kandidaten oder potenziell Kandidaten, wéi - nieft Island, Kroatien an der Türkei - d'FYROM, d'Fréier Republik vu Mazedonien, Montenegro, Albanien a Serbien, hunn un der Dier vun der Europäescher Unioun ugeklappt. Mir kënnen als Europäesch Unioun den Interessi an de Wëllen, fir der Europäescher Unioun bäizetrieden, net ignoréieren an et soll een deene Länner, déi gewëllt sinn, d'Kritären ze erfëllen - an all d'Kritären ze erfëllen -, och eng realistesch Perspektiv ginn.

An dach, an dach: Muss een an deser schwieriger Phas net awer d'Fro stellen, ob een net sech soll eng Kéier eng Denkpaus ginn, fir der Unioun d'Méiglechkeet ze ginn, sech ze festegen an d'Potenzialitéite vum Lissabon-Vertrag emol ëmzesetzen, ier een nach weider Staten an d'Europäesch Unioun ophëlt?

De Minister ass a sengen Erklärungen dann nach op eng ganz Rei Acteuren agaange vun der Weltbühn. Et bleift mir net genuch Zäit, fir dat ze maachen. Ech wëllt vläicht just déi zwee gréisst huelen: Amerika a China.

Jo, de Friddensnobelpräis vum leschte Joer, den amerikanesche President Obama, an deen héich - wahrscheinlech ze héich - Hoffnungen gesat goufen, mécht och eng schwierig Zäit de Moment duerch. Guantánamo ass nach net definitiv zou an am Noen Oste koun nach kee Fridden zustanen. De President Obama - an dat ass normal - ass an der Realpolitik ukomm. D'USA sinn nach ëmmer an Afghanistan an och am Irak präsent. Sécherlech kann een och vun engem Barack Obama net verlangen, a kierzester Zäit all seng Versprieche anzéleisen. Mä et spiert een awer - an ech géif bal gär soen: leider - eng gewëssen Enttäuschung, och wann d'Relatiounen, notament téschent der Europäescher Unioun an den USA, méi entspaant si wéi ënnert der Bush-Administratioun.

Gëschter ass de Minister dann och nach kuerz op dee fulguranten Développement vu China agaangen. China, mat enger Wirtschaft, déi boomt wéi keng aner. China ass awer net nëmmen eng wirtschaftlech Groussmuecht, mä och eng politesch, an et ass ganz kloer en „global player“. Mir wëssen, datt China a verschiddenen afrikanesche Staten omnipräsent ass, wou massiv investéiert gëtt, ouni datt awer op de Respekt vu Mënscherechter geuecht gëtt.

China ass och amgaangen, an Europa - wéi soll ech soen - anzeklammern, andeems d'Finanz- an d'Wirtschaftskris genotzt gëtt, fir dat ze maachen. Sou huet China wëlles, Griichenland finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen an huet neierdénge och Portugal seng finanziell Hëllef ugebueden. Dëst wäert natierlech net ouni Géigeleschtung zustane kommen. Mir sinn allerdénge hei an engem anere Kontext wéi am afrikaneschen, mä de Phenomeen ass awer - dat Mannst, wat ee ka soen - interessant. Ech géif hoffen, datt sech och do um europäesche Plang Suergen an Iddien driwwer gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zur Konklusioun vu mengen Aussoen. D'Deklaratioun vum Ausseminister ass ee ganz wichtige Moment, fir eise Partner dobaussen ze erklären, wéi eis Positiounen sinn zu deene verschiddene Punkten an der Aussepolitik, a fir hinnen och ze soen an ze weisen, datt mir gewëllt sinn, Verantwortung ze droen iwwerall do, wou mer matmaachen a besonnesch och - den Här Hauptert huet et elo just nach zu Recht ënnerstrach - an der Entwécklungspolitik an och an der Verteidigungspolitik.

Mä wa mer dat no bausse soen, esou ass déi Deklaratioun awer op d'mannst grad-esou wichtig, fir hei no bannen doraus déi richteg Konsequenzen ze zéien. Dat heescht: fir eise Bierger bewosst ze maachen, wéi vill mir vum Ausland ofhängeg sinn a wéi wichtig et ass, permanent drop opzepasst, wat dobausse geschitt, a fir sech dorop ze adaptéieren. A virun allem dat justifiéiert jo och deen Apparat, dee mer opbauen.

Mir sinn nun eemol keng Insel a mir kënnen och nëmmen eis Independenz an eise Wuertstand verteidigen, wa mir eis däers bewosst sinn a wa mer och deem-entsprechend dann handelen. Do ass bei eis nach e groussen Handlungsbedarf.

Nëmmen esou erklären ech mer dann och déi Aussoen an déi Haltung vum Minister Krecké vu virun e puer Deeg, wou hie sech jo ganz kloer beklot huet iwwert d'Situatioun hei am Land: datt alles esou schwéier ass, datt alles esou schwéier weidergeet. A wou en zur Konklusioun koun, datt, wann hie sech géif eescht huelen, hien am Fong misst demissionéieren. Ech huelen un, datt hien domat wollt soen, datt d'Regierung net dat mécht, wat misst gemaach ginn.

Ech muss lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, esou e Fatalismus, jo, esou en Zynismus kënnen mer eis ganz einfach an desen Zäiten net leeschten. Do-fir muss ech ganz kloer d'Regierung opfuere - an natierlech den Här Krecké, mä en ass net hei -, fir ze soen, wat hien domat gemengt huet, fir ze soen, u wem et hänt, u wat et hänt, datt déi Situatioun dann esou schlecht ass. Man nenne Ross und Reiter! An da solle mer dorop handelen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Wann dat net geschitt a wann en dat net wëllt oder wann en dat net ka maachen, da soll e konsequent sinn an dat maachen, wat e gesot huet, an op d'mannst fir sech selwer eben engem aneren d'Chance ginn, dee mat neiem Dynamismus a mat neiem Engagement wierklech déi Affären à bras-le-corps hëlt. Dat huet dëst Land verdéngt. Esou eng Haltung, wéi hie se ageholl huet, net!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Polfer Merci.

**(Interruption)**

Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **Une voix.** - Den Här Fayot wäert lech Recht ginn, Madame Polfer.

**(Interruptions diverses)**

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, d'Madame Polfer huet ons gewisen, dass an der Aussepolitik och vill Innenpolitik ass. An ech mengen, den Här Krecké als Wirtschaftsminister huet och gewisen, dass e wierklech e ganz gudden Ausseminister um wirtschaftleche Plang ass a vill gemaach huet, fir d'Land a fir seng Wirtschaft ze dévellopiéieren.

Här President, ech wëll fir d'Éischt dem Ausseminister Merci soe fir seng ëmfaasend an engagéiert Ried iwwert den Zustand vun der Welt an Europa. Meng Fraktioun, d'sozialistesche Fraktioun fënnt sech voll a ganz an deser Ried vum Ausseminister erëm. Ech fannen déi Ried - dat wëll ech soen - kritesch, kritesch positiv. Op engem Gebitt wéi d'Aussepolitik an och d'Europapolitik an dese Méint a Wochen an Deeg ass et schwéier, fir net an de Katastrophismus ze falen, mä fir och positiv Saachen ze soen. Et gëtt vill Schwaarz-molerei all Dag och an den Zeitunge gemaach, et gëtt vill vu Krise geschwat, mä ech mengen, wann een dat op eng méi laang Zäit kuckt, dann ass och munch Positives derbäi, an den Ausseminister huet ons dat och gewisen.

D'Leit dobausse froe sech selbstverständlech, wat Lëtzebuerg als Aussepolitik iwwerhaupt kann a wat dobäi fir Lëtzebuerg kann erauskommen. Ech mengen, Aussen- an Europapolitik ass fir ons Sozialisten net nëmmen e Mëttel vun nationaler Behauptung oder nationaler Duerstellung. Si ass virun allem e Mëttel, fir den Opbau vun enger gerechter a friddlecher Welt matzestëmmen. Dëst ass d'Konditioun, fir an onsem eegene Land Wuertstand, Fräiheet, Fridden, Sécherheet ze festegen.

De Message, deen den Ausseminister eriwuerbréngt wëllt, ass dee vun enger enker Verknéppung vun all Land an enger globaler Welt. All Länner - an onst vläicht méi wéi iergenden anert - brauchen eng friddlech, oppen a geregelt Welt. Zoue Grenzen a Protektionismus sinn ëmmer Expressioun vun engem extremen Nationalismus. An den Nationalismus ass de Krich, wéi de François Mitterrand 1995 am Europaparlament gesot huet, Krich ënnert de verschiddenste Formen.

Wann d'Eurozon net méi fonctionnéiere géif, géife muer national Währungen sech iwwer Devaluatiounen Virdeeler verschaffe wëllen, bei deenen all Land Perdant wier. A wann, wéi elo beim Budget 2011 vun der Europäescher Unioun, trotz engem Accord zwësche Rot a Parlament iwwer eng Progressioun vun 2,9%, dräi Länner, nämlech Schweden, Groussbritannien an Holland, eng Eenegung verhënnere, well d'Europaparlament wëllt, dass wéinstens iwwert d'Ressources propres an d'Finanzperspektiven no 2013 diskutéiert gëtt, dann ass dat e schwéiere Réckschlag fir d'europäesch Konstruktions an iwwerhaupt fir d'Émsetzung vun deene Bestëmmungen vum Traité vu Lissabon.

Esou Krise sinn natierlech schwéier ze verdaue fir eng Europäesch Unioun, déi „work in progress“ ass, déi an der Konstruktions ass an déi muss weidergoen. A wann d'Solidaritéit mat den Äermsten op der Welt net fonctionnéiert, wann d'Entwécklungshëllef aus nationalem Egoismus zréckgefuert gëtt, geet domat och d'Ideal vun der Solidaritéit an Europa an och an der Welt flecten.

Här President, europäesch an international Organisatiounen si Mëttelen, fir duerch Zesummenaarbecht Vertrauen an d'Zukunft a Sécherheet ze schafen. E Krich zwëschen europäesche Länner ass haut wéineg wahrscheinlech. Dëst ass op dem europäesche Kontinent eng epochal Errungenschaft. Dëst ass awer keen definitiven a verbrëferten Acquis. De Krich a Georgien a virdrun de Krich am fréiere Jugoslawien hunn et gewisen.

Et gëtt nei Gefore vun Terrorismus an internationaler Kriminalitéit. Nach muss ee bei all deene Gefore Mooss halen. Si dierfen net gebraucht ginn, fir e Klima vu permanenter Onsicherheit eropzubeschwieeren an d'Fräiheet vum Eenzelnen anzuschranken. Dese sécuritaire Conditionnement kéint dozou féieren, dass Mënschen ausgegrenzt an ons Gesellschaften zréck zum Rassismus, zum Friemenhaass an zur permanenter Bedrohung vun deem anere ginn.

Här President, d'Sozialiste verschléisse sech enger virsiichteger Sécherheitspolitik selbstverständlech net. Mä si mengen net, dass bei all Attentat iergendwou an der Welt d'gesamt Sécherheitsarsenal iwwerall muss verschäerft ginn. Mir begrëssen an deem Sënn, dass ons Regierung vun der NATO eng Strategie vun atomarer Ofrüstung a friddlecher Zesummenaarbecht mat Russland fuerdert. D'NATO muss

d'Kéier kréie vun engem Instrument vum Kale Krich hin zu enger neier transatlantischer Allianz vun Zesummenaarbecht mat de fréiere Géigner.

Mir begrëssen och an deem Sënn ausdrécklech, dass de Rôle vun der UNO strikt respektéiert gëtt. An ob dee Rakéiteschild géint den Iran wierklech néideg an iwwerhaupt finanzéierbar ass, bleift mat enger seriöser Dosis Skepsis ofzewarten. Schliesslech verlaangt d'Spuersamkeet a schwierigen Zäiten eng seriö an effikass Zesummenaarbecht vun NATO an Europäescher Unioun um Plang vun der Verdeedegung an der Sécherheet vun onse Länner. Mir kënnen ons net einfach eng Rivalitéit zwëschen den Acteuren - zwëschen deenen zwee Acteuren - mat der Konsequenz vun héije Rüstungsausgaben an Ineffikasitéit leeschten.

Här President, den Ausseminister huet d'Vuë vun der Lëtzebuurger Regierung zu de Konflikter an der Welt an engem Sënn duergestellt, dee mer deele kënnen. Dëst ass ee Sënn vu Virsicht an dem Jugement iwwer aner Länner an Hoffnung, dass Dialog, Solidaritéit a Frëndschaft villes bewege kënnen. Op Sanktiounen a militäresch Mëttele ka sécher a verschiddene Fäll net verzicht ginn.

Dëst ass d'Approche vun engem Land, wat seng Interesse vertritt, mä ausser der europäescher Agenda international keng Hannergedanken huet, wéi déi vu Fridden a Stabilitéit an Zesummenaarbecht. Ech deelen déi Virsicht an der Approche.

Mir si gewinnt - dat wëll ech trotzdem hei rappeléieren -, all Dag an de Medien definitiv Statements vu Politiker an Experten iwwer all méiglech Länner ze liesen. Ech bewonneren ëmmer erëm, wéi rapid - an Zäit vu Minutten - gescheit an definitiv Analysen iwwer Evenementer iwwerall an der Welt iwwert d'Tickere vun de Medië ginn. Der Komplexitéit vun den Ereignesser dréit dat meeschtens net Rechnung. D'Behauptungen um Gebitt vun der Aussepolitik si meeschtens ganz schwarz oder ganz wäiss a jiddweree weess, dass et an der Wierklechkeet net esou ass.

Domat wëll ech natierlech keen allgemenge Relativismus prônéieren. Et soll kloer gesot sinn, wat ons Wäerter sinn, an et soll roueg kënnen jugéiert ginn, wou ons Wäerter mat Féiss getrëppelt ginn. Et gëtt genuch luguber Diktaturen uechtert d'Welt, wou dat geschitt a wou mer dat mat leschter Däitlechkeet mussen soen.

Här President, ech wëll net am Detail op déi Konflikter zréckkommen, déi den Här Ausseminister ugeschwat huet. Just fir déi kloer Sprooch ze begrëissen, déi hien an der Fro vum Israel/Palästina-Konflikt schwätzt: Et ass kloer, dass vun der Léisung vun deem Konflikt de Fridden an där Géigend, an natierlech och d'Sécherheet an d'Stabilitéit an der direkter Noperschaft vun der Europäescher Unioun, dass och dovunner dat alles ofhänkt, an dovun hänkt och e bessert Liewen an d'Zukunftsperspektive fir d'palästinensesch Bevölkerung an d'Sécherheet vun Israel of.

Ass elo deser Deeg Bewegung am Israel/Palästina-Konflikt? D'USA setze sech derfir an, mat Versprieche fir d'Sécherheet vun Israel. De Moratoire vun der Kolonisatioun soll weidergoen. D'Europäesch Unioun huet do wéineg ze bestellen. Ons Chamber, ech rappeléieren dat, huet z'joert an enger Motioun opgeruff, de Gazastraße fir d'Bevölkerung opzemaachen an d'Liewensbedingungen definitiv ze verbesseren. Si huet och opgeruff, d'Sécherheet vun der israelischer Bevölkerung ze garantéieren. Déi Fuerderunge gëllen haut och nach. D'Verhandlungen zwëschen Israel a Palästina kommen net weider, wann de Bau vu Siedlungen um Palästinenser-Gebitt weidergeet.

Mir wënschen ons all, dass eng Zweek-Staate-Léisung der palästinensescher Bevölkerung eng Heemecht gëtt an d'Existenz vun Israel endlech ofséichert. Dat geet nëmmen iwwer Verhandlungen. An dobäi mussen déi gemässegt Kräfte op béide Säite sech géint d'Extremisten op béide Säiten duerchsetzen. Vun deem Fridden hänkt d'Zukunft vun der Demokratie an där Géigend of. An et gëtt genuch Länner an där Géigend ebe just, déi weder Fridden nach Toleranz nach Eegebestëmmung wëllen, mä déi eng Strategie vu militär-





escher Konfrontatioun a reliéiser Intoleranz ustriewen.

Här President, iwwert d'Europäesch Unioun a mat der Europäescher Unioun hunn ons Beméiungen an der Welt en Impakt, dee mer soss ni hätten. Duerfir musse mer alles maachen, dass d'Europäesch Unioun gutt fonctionnéiert, an hiren Zesammenhalt verbesseren.

Nach ëmmer wëllen nei Länner an d'Europäesch Unioun eran. Mir hunn an der Chamber am Virfeld dovunner Stabiliséierungsaccordon ouni grouss Diskussioun duerchgewéckt. Nach viru 14 Deeg. Dës Accordé sinn d'Virettapen fir d'Erweiterung vun der Europäescher Unioun um Westbalkan. Viru e puer Deeg huet d'Europäesch Kommissioun hir Berichter zu de Länner vum Westbalkan virgeluecht. Doduerch, dass dës Länner eng europäesch Perspektiv hunn, also fir an d'Europäesch Unioun opgeholl ze ginn, solle se sech esou intern festegen, dass se an der Europäescher Unioun politesch a wirtschaftlech bestoe kënnen.

Et ass derwärt, trotzdeem hei un eppes ze erënneren: D'Europäesch Unioun huet 2004 zéng nei Länner opgeholl an 2007 zwee weider nei Memberlänner. Bei deenen zéng war 2004 Zypern derbäi, a mat deem Land huet d'Europäesch Unioun den interne Konflikt an Zypern selwer a mat der Türkei zu hirem eegene gemaach. Rumänien a Bulgarien ware weder 2004 nach 2007 ganz prett. Se si mat e puer Ausnahmeregelungen - géint all Behauptung, et géif jiddwereen no senger Mérites propres opgeholl ginn - zesammen opgeholl ginn.

E puer sinn exzellent Membere ginn. E puer hunn awer bis elo nach net bewisen, dass se hir Problemer wëlle léisen oder dass se d'Unioun weider wëlle bréngen. Sécher kann d'Europäesch Unioun mat der Diversitéit vun hire Memberlänner liewen. Si ass eng Unioun vu souveränen, onofhängege Länner. Et gétt awer natierlech do d'Erweiterung nëmme deelweis mat der Verdéiwung zesummegeet. Sécher huet de Vertrag vu Lissabon d'Unioun institutionell weiderbruecht, wa mer dann de politesch Wëllen hunn an all Land, fir den neien institutionelle Kader mat enger gemeinsamer neier Politik ze beliewen.

Ech erënneren och drun, dass 1993 zu Kopenhagen d'Kritären, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen, festgeluecht goufen. Demokratie, Rechtsstaatlechkeet, Maartwirtschaft, Kompetitivitéit, de Wëllen, d'Unioun weiderzebréngen, dat waren d'Kritären, an dozou huet och gehéiert d'Opnahmefäegkeet vun der Europäescher Unioun. Si gétt awer haut relativ wéineg évoquéiert, déi Opnahmefäegkeet. A leider ginn oft Versprache vun de Stats- oder Regierungschefe gemaach, déi dann herno net agehale kënnen ginn.

Bei de Länner um Westbalkan kënn nach eppes Spezielles derbäi: Et ginn nach vill ethnisch, reliéis an national Konflikter an deem Streech vun Europa. D'Unioun an d'international Stategemeinschaft hu scho munches do fäerdeg bruecht, fir déi Konflikter ze léisen. An et ass och richteg, et brauch e gewëssene Voluntarismus, fir déi Länner ze iwwerzeegen, dass se hir Plaz an engem stabilen, entwéckelten a friddlechen Europa hunn. Vill Sue fléissen dohin. D'Reesfräiheet ass viru kuerzem erwidert ginn, fir d'Kontakter ze förderen. Mä wann déi eigentlech Verhandlungen ufänke mat deene Länner, fir an d'Europäesch Unioun eranzekommen, mengen ech muss kloergemaach ginn dës Kéier, dass mat Konsequenz all eenzelt Land d'Kritäre voll a ganz erfëlle muss, éier se an de Club erakommen.

Ech mengen, dass ons Chamber hei selwer och déi Perspektive ganz eescht soll huelen. An d'uerfir solle mer och emol eng Kéier, déi eng oder aner Kéier, en Débat hei an der Plénière iwwert dat eent oder dat anert vun dese Länner ofhalen. Och kloer soen, dass zum Beispill Bosnien-Herzegowina nëmme fonctionnéiert, augenblécklech, wa vu baussen Décisiounen geholl an iwwerwaacht ginn; och soen, dass a Serbien eréischt den Ufank vun enger moderner Maartwirtschaft opgebaut gétt; oder dass a Kroatien, déi, déi am nootste

bei dem Zil sinn, nach vill um Justizapparat ze verbesseren ass a géint d'Korruptioun unzékämpfen ass.

Här President, d'Europäesch Unioun ass mat enger hallwer Milliard Awunner an dem héchste PIB sécher net dee globalen Acteur wéi d'USA oder China, well se eben eng Unioun ass, an där d'Souveränitéit vun de Länner ausgeprägt ass, an déi sech och schwéierdeet, mat enger Stémm no bausen ze schwätzen.

Mä d'Europäesch Unioun huet Interessendrun, global matzeschwätzen. Fir dat ze erreechen, d'äerf se net einfach e geopolitische Raum sinn, dee reng intergouvernemental fonctionnéiert. Si muss politesch op deene Pläng effikass zesummeschaffen, wou se d'Kompetenzen huet. Well an der Unioun, erënneren mer ons dorun, och wa mer iwwer Erweiterung schwätzen, mussen déi Gesetzer, déi se sech gétt, iwwerall d'selwecht respektéiert ginn, ob a klengen oder a grouse Länner, ob un der polnesch/russescher Grenz oder zu Teneriffa am extreme Süden oder am finnesche Lappland.

Här President, wéi den Här Jerzy Buzek, de President vum Europaparlament, bei sengem Besuch an der Lëtzebuurger Chamber gesot huet, ass de Lissabon-Vertrag e Vertrag fir Parlamenten. Den neie Vertrag stäerkt souwuel d'Europaparlament als Colégislature wéi och d'national Parlamenten als Kontroll- an Impulsorgan. Ech si mam Ausseminister eens, dass ee sech Suergen iwwert dat politesch an institutionell Gläichgewicht vun der Europäescher Unioun maache muss.

D'national Interessen an Éieren, et muss ëmmer eng Bereitschaft fir dat Gemeinsamt sinn. A mir sinn iwwerzeegt, dass d'Akzeptanz vun der Europäescher Unioun an onser Bevölkerung dovunner ofhänkt, wéi seriö d'Lëtzebuurger Politik d'EU un d'Biergerinnen an d'Bierger eriwwerbréngt. Souguer an engem Member-, an engem Grënnerstat hu mer do nach vill ze dinn. Héchstwahrscheinlech vill méi, wéi an anere Länner, déi vill méi spéit an d'Europäesch Unioun erakomm sinn.

Här President, ons Chamber hält déi Roll eescht. An ech soen och deene Kollege Merci, déi dat hei öffentlech unerkannt hunn, wat mer an der aussepolitescher Kommissioun - net nëmme de President, mä all déi Kollegen, déi doranner schafften - zesumme maachen.

Ons Chamber wëllt, zesumme mat allen Acteuren zu Lëtzebuerg, déi nei Politik an der Europäescher Unioun besser no bausse bréngen. Si wëllt dat mat den Europadeputéierten, de Beruffschamberen, dem Conseil économique et social, de wirtschaftlechen an de sozialen Acteuren zesumme maachen.

Ech erënneren drun, dass de Protokoll Nummer 2 vum Vertrag virgesäit, dass all Parlament en Avis iwwert de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip bei Gesetzesvirlagen un d'Kommissioun schécke kann. Mir kënnen och en Avis politique un d'Kommissioun schécken no deem Bréif vum Här Barroso.

Ech begréissen, dass an de leschte Méint dräi Avisen un d'Kommissioun geriicht goufen. Ech erënneren drun, et war en Avis politique - also iwwert d'politesch Ausrichtung vun engem Text - vun der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace iwwert den éischte Programm en matière du spectre radioélectrique. Et war och een Avis politique vun der Commission de l'Agriculture iwwert d'Proposition vun der Kommissioun en matière vun OGMen, an et war een Avis iwwert, onser Meenung no, den Netrespekt vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit an der Proposition de directive fir en Espace ferroviaire unique.

Ech wollt e Wuert zu deem Avis soen. Nom Traité mécht d'Europäesch Unioun eng gemeinsam Transportpolitik, déi déi verschidden Transportarten dynamiséieren an entwéckele soll. Bekanntlech ass dës Proposition de directive eng Suite vum zweete Paquet ferroviaire. D'Lëtzebuurger Regierung huet all Kéier bei den Diskussiounen iwwert d'Eisebunn am Conseil e Bilan mat enger Evaluatioun gefrot, fir feststellen, ob den ageschloene Wee dee richteg wier. Well et geet hei ëm e wichtege of-

fentlechen Déngscht, deen ausgebaut soll ginn, an net zu Doud liberaliséiert soll ginn.

Dee Bilan ass ni vun der Kommissioun komm. Déi Evaluatioun huet d'Kommissioun net bruecht, och iwwregens net bei de Postservices. Bei dëser Direktiv nun iwwert den Eisebunnsréseau geet d'Kommissioun onser Meenung no ze wäit. Den Avis vun onser Chamber stellt verschidden Aspekter vun deem Text wéinst Netrespekt vum Subsidiaritätsprinzip a Fro, sou zum Beispill, dass de Régulateur sech ëm d'Strategie vun der Transportentreprise, an d'Strategie vun der Entreprise soll mëschen. Oder dass déi ganz CFL-Entreprise ze zerschloen an hir eenzel Aufgabegebieder an acht verschidden onofhängege Entrepreneuren opzesplécke wier. De Régulateur schliesselech soll zu enger onofhängeger Autoritéit entwéckelt ginn, déi vu kenger anerer Autoritéit méi ofhänkt.

Dat, wat mer an deem Avis soen, ass wichtig, well d'Chamber vun der Kommissioun de Respekt vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit och op dësem Plang afuerdert. Duerfir waarde mer mat Spannung op d'Antwort vun der Kommissioun.

Ech wëll awer hei de Kollegen alleguerten nach eppes aneschtens soen. Mir sollen ons bei onsen Interventiounen an Zukunft drun erënneren, dass zwar den Délai, fir ze intervenéieren, acht Woche sinn, nodeem dass en Text aus der Kommissioun erauskënnt, mä dass ons Interventiounen nëmme eng Influenz hunn, wann aner national Parlamenten matmaachen, wann aner national Parlamenten an déiselwecht Richtung ginn. Nëmme zu vill kënnen mer d'Kommissioun dozou forcéieren, e Gesetzesvorschlag ze änneren.

Ech erënneren drun, eng giel Kaart fir d'Kommissioun gétt et, wann een Drüttel vun de Länner e Problem mat der Subsidiaritéit umellen. An ee Véirels nëmme, wann et sech ëm Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet handelt. An eng orange Kaart gétt et, wann eng Majoritéit vun den nationale Parlamenten esou e Problem umellen, an da muss d'Kommissioun wierklech aktiv ginn.

Ech wëll och drun erënneren, wa se dann net géif aktiv ginn an deem Text géif awer ofgestëmmt ginn, dann huet herno d'nationale Parlament och nach e Recht, un d'Cour de justice ze goen. Sou dass et wichtig ass, natierlech schnell ze schéissen an net ze waarde bis déi acht Wochen eriwwer sinn. Et geet drëm, och aner Länner mat onsem Avis ze bewege matzemaachen. An d'uerfir soll natierlech onsen Avis esou fréi wéi méiglech kommen, fir iwwert den interparlamentaresche Réseau, den IPEX, un déi aner Parlamenten ze goen an déi also ze bewege matzemaachen. Ech wollt dat hei soen, fir dass jiddweree weess, wou mer do dru sinn a wat onst Mëttel ass, zesumme mat anere Parlamenten Influenz op déi Législatioun ze kréien.

Här President, erlaabt mer an deem Zesammenhang nach zwou Remarquen, déi eng un d'Regierung, déi aner un d'Chamber. Wat d'Regierung ugeet, wëllen a kënnen mer hëllefen, fir d'Europapolitik am Interesse vun de Mënschen, de Betriber, dem öffentlechen Déngscht ouni eng iwwerdriwwe Liberaliséierungspolitik ze gestalten. Mir hunn an der Zesummenarbeit zwëschen Chamber a Regierung Fortschritte gemaach. An ech begréissen déi gutt Kommunikatioun iwwert de Site europaforum.lu an dee jährléche Rapport iwwert d'Europapolitik vun der Regierung. Et ass schonn hei ënnerstrach ginn.

Besonnech interessant ass d'Bestandsopnahm vun all den europäeschen Dossieren, an deenen onst Land wichtege Interessen ze verdeedegen huet. An dës Rapport weist onse Chamberskommissiounen, an enger geraffter Form, wou déi Dossieren alleguerten dru sinn.

Mir hu jo och, fir dat nach eng Kéier ze rappelléieren, en Aide-mémoire iwwert d'Kollaboratioun zwëschen Chamber a Regierung. An deem Aide-mémoire verflucht d'Regierung, Här President, der Chamber Ried an Antwort ze stoen, wa se et freet. E verflucht natierlech och d'Regierung, proaktiv op d'Chamber zuzugehen.

Mir kënnen haut bal all Informatiounen iwwer Europa iwwert den Internet ofruufen. Et gétt eng Mass vun Informatiounen,

déi een nëmme muss ukucken. Dat Eenzeigt, wat mer net am Internet fannen, dat ass am Virfeld ze wëssen, wat d'Regierung an der Europäescher Unioun u Positionen vertrieed wëllt, ons Regierung, an der Europäescher Unioun zu präzise Punkten. Do hu mer nach kee kloer System vun Échange fonnt. Dee misst eigentlech automatesch sinn.

An techneschen Dossieren ass d'Chamber oft manner gutt informéiert wéi verschidde Lobbyen. An dat ass, mengen ech, net akzeptabel. Dat muss mer och verbesseren. Ech bedauern och an deem Zesammenhang, dass bei der Bewältigung vun der Finanzkris wéineg Diskussiounen iwwert déi nei Démarche, déi do ageschloe gétt, hei an der Chamber waren. Émsou méi - ech ginn der Madame Polfer do ganz Recht - ware mer erstaunt ze héieren, dass elo de Vertrag soll geännert ginn.

Här President, ech géif d'Regierung froen, gutt opzepasst, sech gutt ze iwwerleeën, wat se do mécht, wann esou eppes soll gemaach ginn. Ech mengen net - ech hu gehéiert, dat soll eng ganz liicht Émänerung vum Traité ginn -, mä nach, souguer wann et eng ganz liicht ass, weess een, dass all Land seng eege Mëttelen oder seng eege Ratifizierung muss maachen. An déi Ratifizierung kënnen mir net vun uewen erof bestëmmen. A wann ee wëllt e Referendum doriwuer maachen, da mécht en dat, ob mer dat wëllen oder net, oder ob dat elo eng liicht Modifikatioun vum Traité ass oder net.

Op dem Gebitt vun der wirtschafts- a finanzpolitescher Koordinatioun muss mer als Chamber - ech soen dat un d'Adress besonnech vun deene Kollegen, déi am Finanzberäich täteg sinn - e Plang opstellen, wéi ons Chamber am sougenannten europäesche Semester mat der Regierung zesummeschafft.

D'parlamentaresch Budgetsautoritéit, en Häerzstéck vum Parlamentarismus, steet um Spill, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen. Et kann och net sinn, dass d'Regierung mam Patronat a mam Salarat iwwer wirtschaftlech Reforme schwätzt, ouni dass se mat der Chamber doriwuer schwätzt.

Mir hunn net méi spéit wéi haut de Moien eng interessant Note vun der Chambre des Salariés krut, an där se déi Reglementer alleguerten analyséiert, déi elo fir d'Surveillance budgétaire, fir de Kampf géint „déséquilibre macroéconomique excessif“ an der Eurozon, an iwwert d'Ufuerderungen un déi national Budgeten, wéi se déi analyséiert. Ech kann hei net op d'Detailer agoen - dat sinn aner Leit, déi méi kompetent do sinn, déi dat solle maachen -, mä déi Note vun der Chambre des Salariés stellt richteg Froen, souwuel iwwert d'Ausrichtung vun der Politik wéi och iwwert d'Methoden.

Ons Chamber, Här President, kënn net derlaanscht, fréiestens an de Budgetdebatten, déi mer elo hu fir 2011, sech domat auserneezen. An ech sinn och iwwerzeegt, dass déi Kollegen, besonnech aus der Finanzkommissioun an och aus der Wirtschaftskommissioun, dat hei wäerte maachen.

Dann nach un d'Adress vun der Chamber dat hei. Et huet kee Sënn, sech iwwert d'Regierung ze bekloen, wann d'Deputéierten net selwer an de Kommissiounen Initiativen um europäesche Plang ergräfen. Fir d'Visibilitéit vun der interner Kommissiounsaarbecht iwwer europäesch Froen no bausen ze bréngen, brauche mer och méi oft kuerz a prägnant Debaten iwwer europäesch Dossieren hei an der Plénière. Mir hunn der e puer gemaach, an ech mengen, dat ass en Ufank, e gud-den Ufank.

Ech weess och, dass d'europäesch Debaten iwwer spezialiséiert Theme vu munchen éischer als lästeg Pflichtübung ugesi ginn. Och hei am Haus.

Ech mengen awer, Europapolitik als reng regierungsinter Bürokratiepolitik geet de Leit dobaussen net méi duer. Mir müssen déi Politik mat hire Konflikter op d'öffentlech Plaz kréien. Och hei zu Lëtzebuerg.





Här President, de Vertrag vu Lissabon stäerkt déi gemeinsamen Aussepolitik vun der Europäescher Unioun an erméiglecht eng gemeinsam Verdedegungs- a Sécherheetspolitik. Och déi soll enger parlamentarescher Prüfung ënnerleien. D'Verdedegungs- a Sécherheetspolitik ass a bleift eng intergouvernemental Politik. D'national Souveränitéit bei de Militärausgabe bleift voll bestoen. Och bei der Verschéckung vun Zaldoten. An duerfir mussen d'national Parlamenter zesumme mam Europaparlament hir Verantwortung iwwerhuelen. An ech si ganz mat deenen Ausféierungen, déi den Norbert Hauptert hei gemaach huet an deem Sënn, d'accord.

Ech halen - ech wëll dat awer hei och gesot hunn -, ech halen dobäi net vill vun dem Konkurrenzdenken zwëschent dem Europaparlament an den nationale Parlamenter. Wichteg ass d'Stärkung vun der parlamentarescher Dimension insgesamt an Europa. Et geet ëm eng onbürokratesch... Et geet och elo bei der Kontroll vun der Sécherheets- a Verdedegungs- a Sécherheetspolitik net ëm eng nei Institutioun, déi soll geschaf ginn, mä et geet ëm eng onbürokratesch an effikass Zesummenaarbecht zwëschent Nationalparlament an Europaparlament.

D'europäesch Aussepolitik wäert sech nëmme lues entwéckelen, well all souverän gréissert Land op deem Gebitt seng eege Prioritéiten huet. Wéinstens wär ze wënschen - dat wär wierklech de Minimum -, dass iwwerall do, wou europäesch an national Interessen niewentenee bestinn, e Maximum vu Koordinatioun geschitt a mat enger Zong geschwat gëtt, ob dat an der UNO, am Weltwährungsfond ass a soss iwwerall, wou europäesch Länner bedeelegt sinn an eng Roll kënnen spillen, wou déi handelen.

#### (Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Eng gläwieder europäesch Aussepolitik muss natierlech och kohärent sinn.

Wa mer zum Beispill an engem Land d'Ménscherechtsverletzungen uprangeren, muss mer selwer irrefröchabel sinn. Wann Europäer bei frieme Länner d'Rechter vun de Minoritéiten akloen, kréie se dann och emol de Roma-Problem an Europa duergetässelt. All Land pocht op seng Eegestännegkeet, an de Respekt dofir verlaangt Fangerspëtzegefäll.

Sou zum Beispill China. Regelméisseg ginn do Leit wéinst hirer Meenung an de Prison gespaart. China huet e Problem mam Tibet, wëllt dat Land koloniséieren a komplett a China integréieren. Et huet e Problem mat Minoritéiten.

Mir hu virun e puer Méint hei an der Chamber eng Resolutioun iwwert de Liu Xiaobo ugeholl. Mir wëssen och, dass e regelméisseg Dialog zwëschen China an der Europäescher Unioun iwwert d'Ménscherechter stattfënnt. China ass e wichtege Handelspartner vun Europa, mat deem keen et wëllt verdierwen.

Mäi Gefill ass insgesamt, dass mer ons ustreng mussen, friem Länner besser ze verstoen. Villes ass weder schwaarz nach wäiss, mä dozwëschent. Sécher, wann et ëm Länner geet, déi wëllen an d'Europäescher Unioun erakommen, da muss mer op ons Wäerter an op ons Regele pochen. Mä mir kënnen déi ganz Welt net no onse Virstellungen absolut gestalten. Wichteg ass, wéi Länner sech op mëttel oder laang Dauer entwéckelen.

Fir op China zréckzekommen: Et ass e Land, wat sech ëmmer méi opmécht, wat Ëmwelt a Klimaschutz, Entwécklungspolitik bedreift - e bëssen op seng eege Manéier -, wat seng Verfassung fir Ménscherechter opgemaach huet, wat d'Aarmut bei sech systematesch bekämpft, mä wat sécher - wësse mer - en autoritäre Stat ass, keng parlamentaresch Demokratie no westlech Muster. D'Manéier, wéi mer mat deem Land ëmginn, net nëmme um Plang vun der Wirtschaft, mä och op allen anere Pläng, besonnesch op deem vun de Ménscherechter, muss eng si vu partnerschaftlech Dialog, vun Unerkennung vun den Differenzen zesumme mat der Betonung vun onse Wäerter an der Wich-

tegkeet, déi mer op déi Wäerter och an dem Handel, dem wirtschaftlechen Handel, an an der wirtschaftlecher Zesummenaarbecht leeën.

Här President, fir ofzeschléissen e puer allgemeng Remarquen. An der Gouvernance vun der globaler Welt huet d'Aussepolitik vill Dimensionen: Et ass Ménscherechts- an Entwécklungspolitik; et ass Politik géint Aarmut an Honger; et ass Klima- a Migratiounspolitik; et ass Politik géint d'organiséiert Verbrechen, Waasser-, Weltgesondheets- an Ernährungspolitik; et ass Aarbechtspolitik, Anti-Aids-Politik, Kultur-, Erziehungspolitik an esou weider. Et ass Handels-, Wirtschafts- a Währungspolitik selbstverständlech.

An esou Dimensionen vernetzt ze denken an ze handelen, ass schwéier, mä indispenabel. Et mécht ons d'Welt op an domat fir dat Neit an de Rächtkum vun der Ménschheit. A fir weiderzekommen, muss mer ons all deenen Erausforderungen stellen. An deem Sënn ass Aussepolitik primär am Déngscht vu Mënsche grad wéi iergendeng Politik um nationale Plang. An international Politik ass duerfir en onverzichtbaren Aspekt vun onser nationaler Souveränitéit a Politik.

Duerfir, mengen ech, muss een all deene Leit, déi op deem Gebitt aktiv sinn, fir hiren Asaz Merci soen. Et gëtt oft net gesinn a genügend ervirgehewen. Dem Ausseminister drécken ech natierlech meng Unerkennung fir säi rastlosen Asaz um internationale Parquet aus. Mä och deenen anere Ministere vun der Regierung, an ech hunn am Ufank schonn och een dobäi besonnesch ënnerstrach, mä all déi aner Ministeren, ob et Finanzminister, Statsminister, all déi Ministeren, déi besonnesch Responsabilitéiten um internationale Plang hunn, muss ee fir hiren Asaz Merci soen. Et muss een och deene Leit Merci soen, déi hannendrustiechen, déi hannendru schaffen. Déi Diplomaten, Entwécklungshëllef, all déi Leit, déi op deene Pläng fir Lëtzebuerg an der Welt täteg sinn.

An natierlech wëll ech och déi Leit, déi hei an der Chamber lues a lues ons europäesch Cellule opbauen an ons Mëttele ginn, fir doranner ze schaffen, mat doranner begräifen an hinnen och Merci soen. Si alleguerten solle wëssen, besonnesch d'Regierungsmemberen, dat wëll ech dann nach besonnesch hei ënnersträchen, dass mer ons Unerkennung, Här Ausseminister, am beschten ausdrécke kënnen, wa mer genee an extensiv iwwer hir Aarbecht informéiert an dobäi konsultéiert ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem honorabelen Här Fayot Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Braz d'Wuert ginn.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Här Ausseminister, och am Numm vun der grénger Fraktioun wollt ech lech Merci soe fir Är Interventioun an Är Explikatiounen gëschter hei an der Chamber, déi wéi all Joer net nëmme eng Flichtübung duerstellen, mä e wichtege an en noutwendegen Exercice fir eis Chamber a fir eis Demokratie.

Dir hutt gesot, dat 21. Jorhonnert misst eent ginn ouni Honger, Ëmweltverschmutzung - sou hutt Der lech ausgedréckt - a Krich. Dat ass eng Visioun, fir déi et sech en effet géif lounen, ze streiden. Dat hutt Der awer net an Är Ried gesot. Dat hutt Der an engem Interview am „Lëtzebuurger Wort“ gesot, engem Interview, wat och begleet war vun engem Leitartikel, wou lech bäigeflicht ginn ass, dass ee soll d'Ménschereason - sou huet de Leitartikel geschriwwen - iwwert d'Statsraison stellen.

Är Ried, Här Ausseminister, hunn ech e bësse manner visionär fonnt. Déi war e bësse manner begeeschtert, méi terre à terre, duerchaus realistesch, huet awer net immens vill Optimismus, esou zumindest hunn ech fonnt, ausgestrahlt.

Et ass och net einfach, wann een als Lëtzebuurger Ausseminister sech theoretesch mat all de Froen vun der Welt muss kënnen beschäftegen. Et ass och net einfach, well mer eng Rei där Ausseministeren hunn: Mir hunn ee richtege - den Här Asselborn -, mä Dir hutt Der eng ganz Partie,

dei op hirem Plang e Stéck och vun deem iwwerhuelen, wat an anere Länner vläicht klassesch Aussepolitik wier, wat hei awer vun anere matgemaach gëtt.

Ob dat elo de Premier ass, oder den Här Halsdorf fir d'Armée, oder d'Madame Jacobs fir d'Kooperatioun, den Här Frieden fir de ganze Volet Finanzen, oder den Här Krecké fir d'Wirtschaftspolitik - och, wann deen am Moment, wéi e sech selwer ausgedréckt huet, e bëssen d'Flemm huet a vläicht och emol d'Kraaft net opbréngt, fir da konsequenterweis dat ze maachen, wat e selwer suggéiert.

Mä muer hu mer jo den Här Krecké hei am Haus. Da kënnen mer eis mat him doriwwer ënnerhalen am Kader vun engem Projet de loi. An déi gréng Fraktioun wäert dat och mat Sécherheet maachen.

Är Ried, Här Ausseminister, huet viles ugeschnitten. An ech wëll, wéi ech dat och an de leschte Jore probéiert hunn, op déi meescht vun deene Saachen och eng Äntwert ginn, lech ënnerstëtzen do, wou mer mengen, dass Der richtege läit, an eventuell och kritiséieren do, wou mer mengen, dass Der net richtege läit, oder wou Der Saachen net gesot hutt.

Wat ech bewosst wëll ausklammern, dat sinn déi Volete ronderëm d'NATO an Afghanistan. Dat hu mer virun e puer kuerze Wochen hei an der Chamber, mengen ech, ausgiebig diskutéiert an dat bréngt net vill, déiselwecht Argumenter mat véier Wochen Intervalle nach eng Kéier ze widderhuelen.

Dir hutt an Är Ried, esou wéi se och heescht, vill zu der Europapolitik gesot. Dir waart an Ären Aschätzungen an eisen Ae realistesch. Dir waart awer trotzdem och relativ gemässegt an der Aart a Weis, wéi Der lech iwwer verschidde Mësstänn geäussert hutt. Elo mag dat d'Sprooch vun der Diplomatie sinn, mä heiansdo muss Diplomatie och direkt sinn a kloer d'Saache kënnen mam Numm benennen. A mir mengen, dass Der dat gëschter op deem engen oder anere Punkt vläicht net kloer genuch gesot hutt.

Mir hu gëschter, mengen ech, alleguerten héieren, wéi den Här Van Rompuy sech ausgedréckt huet zu der Eurokris, deen op eng ganz sec Aart a Weis gesot huet, wa mer en Enn vun der Eurozon géifen erliewen, an dat ass am Moment net just eng theoretesch Debatt, da géife mer och d'Enn vun der Europäescher Unioun erliewen.

Mir fannen, dass dat eng Ausso ass, déi vun lech eng Reaktioun verlaangt. Wann den Här Van Rompuy mat deem Amt, wat e bekleet, Wieder an de Mond hëlt wéi „Enn vun der Eurozon“ an doriwwer eraus „Enn vun der Europäescher Unioun“, da kann ech mir net virstellen, dass dat am Här Van Rompuy sengem Verständnis en Exercice de style war. Den Här Van Rompuy ass net dofir bekannt, haart Wieder ze gebrauchen. En ass net dofir bekannt, Stëmmung ze maachen. En ass dofir bekannt, op eng extrem pedantesch Aart a Weis sech u Fakten ze halen an all déi Nuancen, déi een nëmme ka maachen, och effektiv ze maachen.

Duerfir ass dat a sengem Mond awer eppes, wat dach misst wéi en Opschräi duerch all d'Memberlänner vun der Unioun goen, an et misst een dach do kënnen erwaarden, dass eng Reaktioun kënnt. Den Här Van Rompuy, mengen ech, huet dat och gesot, well en eng Äntwert dorobber wëllt kréien.

Ech wëll vun Lëtzebuurger Ausseminister wëssen, wéi en déi Aussoen do vum Här Van Rompuy aschätzt, a wat Der mengt, wat ee misst maachen, fir déi Äntwert ze ginn, déi et méiglech mécht, dass dee Cri d'alarme bei engem Cri d'alarme bleift, an dat, wat e seet, keng Realitéit gëtt.

Mir mengen, dass an der europäescher Politik am Moment - an ech wëll dat un e puer Beispiller festmaachen - et ee groussen essenziellen Enjeu gëtt. Et gëtt vill Enjeuen, mä eist Gefill ass et, dass et am Moment een Enjeu gëtt, deen iwwert deenen anere steet: Et geet ëm d'Méthode communautaire. An dat ass emol net nei. Dat ass scho mam Ausbroch vun der Kris ugaangen, an d'Méthode communautaire, déi jo vill Gewicht op d'Kommissioun leet, ass ënner anerem doduerjer am Moment a Fro gestallt, well d'Kommissioun jo och

selwer dozou bäigedroen huet. Duerch déi, wéi mir fannen, zimlech encouragéiert Attitud vun der Kommissioun Barroso virun de leschte Wahlen am Juni 2009 huet se selwer en Deel vun deene Konditiounen geschaf, déi noutwendeg waren, fir kënnen elo hire Rôle och nohalteg a Fro gestallt ze gesinn.

Mä dat gesäit ee mëttlerweil bei praktesch alle wichtege Dossierer um Niveau vun der Europäescher Unioun. An den Enjeu hannendrun, hannert der Méthode communautaire ass dee vum Zréckfallen op d'Méthode intergouvernementale, op d'Renationalisierung vun der europäescher Politik. Deen Enjeu ass awer kee klengen. Dat ass dramatesch u Konsequenzen fir d'gesamt Europäesch Unioun, a grad fir déi mëttel a ganz besonnesch fir déi kleng Länner.

Wa mer vun deem Geescht eis ewechbewegen an der Europäescher Unioun, deen d'Europäesch Unioun eréischt zu deem gemaach huet, wat se haut ass, nämlech dass do all Stëmm gläich vill Wäert ass an dass jiddwereen natierlech weess, wéi staark aner Partner sinn a wéi wichtege dass aner grouss Partner sinn, mä am Gespréich huet awer d'Aenhéicht gollt. An dat ass zënter enger Rei Joren net méi de Fall. An dat degradéiert sech weider. An dat gesäit een och elo bei enger Rei vu kruzialen Enjeuen.

D'Diskussioun ronderëm d'Eurokris, de Virschlag vum Lëtzebuurger Premier a Chef vum Eurogroup, den Här Juncker, vun den „Euro-Bonds“: Dat war jo dach och am Geescht, an dofir ënnerstëtze mer dat och als eng gutt Saach, eppes, wat jo erëm eng Kéier e Solidaritéitsgedanke jo awer hat, wat grondsätzlech geduecht huet, dass déi grouss „spreads“ um europäesche Marché keng gutt Saach wieren. Dass een net soll soen, mir iwwerloossen all Land sengem Schicksal, fir sech mat sengen eegene Problemer herno ze beschäftegen. Déi Iddi hei war eng, déi geduecht huet, dass een zesumme besser kéint handelen an dass et méi wichtege wier, ze hëllefen an ze prevenéieren, wéi jiddweree seng Strofen eleng ofsätzen ze loosse.

En anert Beispill, wat an déi dote Richtung geet, wou mer eis - mengen ech - awer och e bëssen duerchgesat hunn, dat ass déi Iddi vum Semestre européen, wou och do probéiert gëtt, méi preventiv, méi zesummen, méi kooperativ sech mat de Schwierigkeiten ausenannerzusetzen am Respekt - bien entendu - vun den nationale Parlamenter, awer och do, ier d'Problemer erëm eng Kéier entstinn. Well mer och do gemengt hunn, dass d'Strofen eigentlech doduerch net vill hëllefen, well se ze spët kommen.

Natierlech verlaangt d'Gerechtegkeet e bëssen, dass déi Länner, déi sech u Saachen net halen, sanktionéiert ginn. Mä ass et net vill méi richtege, derfir ze sierge virudrun, dass et net zu Sanktiounen kënnt, well déi jo och de Problem net aus der Welt schafen? Déi verschäerfen en zum Deel an deene Länner.

Duerfir menge mer, dass dat zum Beispill eng Initiativ war, déi zwar duerchkomm ass, wou et awer genuch Resistenze gouf, well der genuch mengen, dass dat eigentlech haut net méi dee richtege Wee sollt sinn, mä dass all Land vill méi responsabilliséiert nees misst ginn an enger Rei vu Konflikter. Et gesäit een och deen dote Phänomen bei der Reaktioun vu Frankräich am Kontext vun der Diskussioun ronderëm hiren Émgang mat Romén, woubäi ech do dem Ben Fayot bäiflichte. Et gëtt der wéineg, déi mam Fanger kënnen weisen. Mä et muss een awer driwwer schwätzen, a wann ee besonnesch iwwerdreift, muss een et awer dierfe soen.

Mä d'Aart a Weis wéi Frankräich reagiert huet, huet mech net berouegt. Dat ass en anere Geescht, an deem am Moment d'Dirigenté vu Länner reagieren, wéi dat nach virun enger Rei Joren de Fall war.

D'rezent Beispill Nummer 4: De Sommet - wéi e genant gëtt - vun Deauville tëschent Frankräich an Däitschland. Och dat, wat fréier ganz normal Concertatioun war a wat duerchaus legitim ass, Concertatioun tëschent eenzelne Länner um bilaterale oder trilaterale Plang, déi hu jo Traditioun. Mä d'Aart a Weis, wéi dann duerno probéiert gëtt, déi Konklusiounen op de Som-





met ze bréngen, déi huet awer geännert. An do muss ee reagéiere kënnen. An ech vermessen an Europa d'Reaktioun vu villen. Ech vermësse se. Si ginn net daitlech genuch gesot.

Ech wär frou, wann den Här Ausseminister eis géif herno dozou soen, wann et Reaktioun gëtt, wéi déi da sinn. Well et geet net duer, Här Ausseminister, dass Dir déi Reaktioun kennt ronderëm den Dësch zu Bréssel. Et gëtt 500 Milliounen Leit an Europa, an eng europäesch Meenung, déi bilt sech net nëmme ronderëm den Dësch vun de Statschefen, mä déi bilt sech och am Alldag vun den europäesche Bierger. An dofir brauch een Informatioun. An dofir brauch een Transparenz.

Lescht awer ganz rezent Beispill: de Budget 2011. Déi éischte Kéier, wou deen no den neie Regele vum Traité vu Lissabon soll opgestallt ginn, Regeln, déi vläicht net op alle Punkten esou prezis sinn, dass se hätte kënnen all Dissens aus dem Weeraumen. Mä si sinn awer do. An et ass schued, dass et net zu engem Accord konnt komme bis elo tëschent dem Europaparlament an de Länner.

Et gëtt gesot, dass déi, déi am meeschten dorunner responsabel wieren, England, Schweden an awer och d'Hollänner gewiescht wieren. Déi Diskussioun si jo net ëmmer licht gewiescht, och an der Vergaangenheet net. Et gouf scho Blocagen - de leschten 1988, wou du mat deenen Douziëmen huet misse geschafft ginn um Niveau vum Joer virdu. Och dat riskéiert elo esou ze goen. Dat arrangéiert déi Länner, déi blockéieren, net nëmme. Dat nenne se zwar eng nullprozenteg Steigerung. Dat ass richtig.

Mä et arrangéiert se awer net nëmme, well och eng ganz Rei Gelder dann net kënnen ausbezuelt ginn un d'national Staaten, beispillsweis am Agrarsektor. Dofir hu mer glécklecherweis nach en Équilibre de la terreur, deen et vläicht erlaabt, dass mer an der Diskussioun an deenen nächstten Deeg kënnen weiderkommen. Mä vill Plaz hu mer jo och net. Wat stéiert bei deem „Netaccord“, dat ass net nëmme de Fait, dass et keen Accord gëtt - d'Liewe geet jo weider -, wat stéiert, mengen ech, dat ass d'Aart a Weis, wéi Verschiddener och argumentéieren, notamment d'Hollänner.

D'Aart a Weis, wéi déi argumentéieren, ass fir mech eng zimlech inakzeptabel. Déi huet näischt méi, glat näischt méi mat der Méthode communautaire ze dinn. Do ginn um Réck vum Budget aner politesch Matcher vun enger Regierung ausgefecht, mat enger Stoussrichtung, déi an eisen Aen - als gréng Fraktioun - eng komplett falsch ass. A mir mengen, dass d'Europaparlament absolut Recht huet, wann et insistéiert um Festschreiwung vun enger Method, um Institutionalisiéierung vun enger Method.

Et geet hei och erëm eng Kéier ëm de Match tëschent der europäescher, der kommunautärer Method am Kader vun den Institutionen oder awer erëm d'Decken e Stéck zréckzezéie bei d'Regierungen, bei d'Nationalstaaten: wat an eisen Aen net nëmme dem Traité net entsprécht, mä wierklech der Dimensioun vun den Erausforderungen net ugepasst ass.

Déi, déi haut nach aus kuerzfristegem elektoralen Intérêt mengen, dass et e Gewënn wier fir dat eegent Land oder fir Europa, sech zréckzezéien, déi gesinn dach net méi, wat de Rôle vun Europa an der Welt ass. Dee Rôle, dee gëtt all Dag méi kleng. De Rôle vun Europa an der Welt, dee wiest net, dee geet zréck. Mir stellen an der Welt ekonomesch a vun der Populatioun hier an och politesch tendenziell am Moment éischter all Dag manner duer wéi méi. An et ass nëmme duerch d'Zesummeschaffen an engem wierklech oppenen europäesche Geescht, dass Europa do kann erëm eng nei Vitesse kréien.

Déi doten Zorte vu Blockaden, déi doten Zorte vun Argumenter féieren eis riicht ewech vun där doter Perspektiv; éischter an déi aner Richtung an d'Mauer. Ech wëll och ënnersträichen, dass laut eisen Informatiounen d'Lëtzebuurger Regierung bei där do Diskussioun eng gutt Roll gespillt huet: eng Roll, déi ënnerstëtzt war am Sënn och, mengen ech, vum Europaparlament an déi sech net gescheit huet, sech ze beméien, zu engem Konsens ze kommen.

Dofir fannen ech awer, Här Ausseminister, dass Der da gëschter an Ärem „wording“ och erëm eng Kéier e bësse fein waart. Notamment, wou Der vun eisen Nopere geschwat hutt, wou Der vu Benelux geschwat hutt. Ech denken, Dir hätt duerch aus och gëschter dierfen e puer Wieder gebrauchen, déi méi kräfteg gewiescht wieren, fir ze beschreiwen, wéi eigentlech total inakzeptabel déi Argumentatioun vun eise laangjähregen holländesche Frënn am Moment op deenen doten Dossier ass.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Den Här Ausseminister ass en Diplomat.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech hu jo aganks...

► **Mme le Président.** - Sidd Der d'accord, datt den Här Minister eng kleng Intervioun mécht?

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Selbstverständlech.

► **M. Jean Asselborn, Vive-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.** - En fin de compte waren nach véier Länner richtig op der Spur, dorënner Lëtzebuerg, Italien, Portugal an d'Belsch. Ech mengen, dat weist effektiv - wéi Der dat richtig sot - e wéineg den Zoustand vun der Europäescher Unioun. Och deen Débat, wéi e leeft, a wat fir eng Richtung dass e ka lafen: Wann net déi, déi wierklech un d'Méthode communautaire gleewen - wéi Dir et gesot hutt -, wann déi net oppassen, da gi se iwwerdubbelt, an dofir muss mer eis wierklech staarkmaachen do derfir.

► **Mme le Président.** - Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Do si mer d'accord. Den Här Fayot huet interjetéiert, den Här Asselborn wier en Diplomat. Mä ech sot jo aganks, Här Fayot, dass ech der Meenung wier, dass och en Diplomat sech heiansdo muss kënnen ganz prezis a konkret an och méi kräfteg ausdrécken. D'Diplomatie ass jo net nëmme d'Konscht vu Saachen net soen, et ass och d'Konscht vu Saachen heiansdo och verständlech maachen. An deem heite Fall - mengen ech - wier et absolut ubruucht gewiescht.

Dir hutt och geschwat vun eise Relatioun mat den däitschen a franséischen Nopere an och, wéi gesot, mat der Benelux. Och do muss ee soen, dass an de leschte Joren d'Richtung jo net onbedéngt nëmme nach stëmmt. Dat ass elo kee Grond, fir déi Frëndschaften do a Fro ze stellen, déi si vital fir Lëtzebuerg. Et ass evident, dass mer eis muss weider beméien, an enger éischter Ronn mat eisen direkten Nopere kënnen eens ze ginn.

Mä wann een awer gesäit, a wéi eng Richtung dass sech zënter e puer Joer déi Relatioun do entwéckelt - an et sinn de Mëtteg schonn e puer Beispiller genannt gi vu méi oder manner seriösen Ausrutscher am Émgank, dee mer matene fleegen, woubäi mir net déi waren, déi keng Rücksichte geholl hunn -, da muss et awer och erlaabt sinn, Här Ausseminister, dass Dir lech d'Fro stellt iwwert d'Plaz vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun, och an aneren Terme wéi nëmme an eiser Relatioun mat den direkten Nopere.

Mir mengen, dass Lëtzebuerg sech duerch aus dierf Gedanke maachen iwwer eng nei Definitioun vu senger Plaz an der Europäescher Unioun: Dat, wat historesch gewuess ass, déi direkt Noperschaft, déi bis haut eis europäesch Aarbecht jo nach ëmmer ganz vill prägt a wou mer och an Zukunft net kënnen ouni déi Länner eens ginn, dat schéngt mer ganz evident, dat wëll ech domadder net soen. Mä ech mengen, dass eise Positionnement an Europa haut an och muer méi muss si wéi nëmme d'Stärke vun den traditionellen Allianzen, déi mer kennen. Europa ass méi komplizéiert ginn, d'Allianze si manner kloer ginn.

Mir mengen, dass och Lëtzebuerg sech mat sengem diplomatesche Réseau an iwwer seng Regierung och am Positionnement Saache misst ausdenken, net nëmme, fir machtpolitesch Aspekter ze bedéngen, mä och, fir an der Saach eng Rei thematesch Aspekter kënnen ze bedéngen op Dossier, déi eis richtig schéngen, op Dossier, déi eis wicteg schéngen - ënner anerem, fir déi Méthode communautaire awer erëm do ze pushen, bei bestëmmten Inhalter, wou et wicteg

ass -, an awer doriwwer eraus, dass mer weider eng Roll kënnen spillen an dass mer net an Ermangelung vun eisen traditionelle Partner bei ëmmer méi Froen op eemol keng Partner méi hunn. Do muss mer méi villschichteg ginn, méi breet streeën. Mir hunn d'Gefill, dass dat am Moment net de Fall ass an dass dat och net geschitt iwwer eise Réseau diplomatique an engem Mooss, dat ech als ausräichend géif ugesinn.

Mir mussen eis och zu Lëtzebuerg, mengen ech - dat huet de Kolleg Hauptert och schonn de Mëtteg ugeschnitten -, iwwerleeën, wéi mer eis ustellen, fir an der wesentlecher an an der wicteger Fro vun der europäescher Défense als nationaal Parlament eng Roll ze spillen. Mir ënnerstëtzen och dee Virschlag, deen eise President, den Här Mosar, formuléiert huet an dee seet, dass d'COSAC am Wesentlechen als bestehend Institutioun - zumindest bestehend Institutioun - deen dote Rôle soll iwwerhuelen.

Allerdéngs menge mir och, wéi anerer, dass et wicteg wier, dass ee géif d'Obligatioun festschreiwung vun engem järeliche Rapport iwwert d'Politique européenne de défense. Dat soll e gemeinsame Rapport och ginn idealerweis tëschent der COSAC an dem Europaparlament, wou ee sech misst beméien, zu gemeinsamen Haltungen ze kommen.

Et ass net zefridde stellend, dass mat der Sträichung vun der UEO, der Assemblée parlementaire, nëmme d'Europaparlament sech mat där do Fro géif ofginn. Dat geet net duer. Mir brauche weiderhin e Gremium, an deem d'national Parlaementer sech kënnen iwwert d'europäesch Politique de défense austauschen, an do soll een effektiv dee Virschlag vun der COSAC unhuelen. Mä mir hänke wierklech drun: un der Iddi vun engem järeliche gemeinsame Rapport tëschent COSAC an Europaparlament, deen och da misst zesummen diskutéiert ginn, fir dass een och doraus nees eppes kann opbauen.

Här Ausseminister, mir ënnerstëtzen lech als gréng Fraktioun ausdrécklech bei Ärem Plädoyer iwwert d'Erweiterungsperspektiven an der Europäescher Unioun. D'Europäesch Unioun huet wuel eng Rei Erweiterungen nach ze verkraaften. Dat ass nach net eriwuer. Déi nohaltig politesch Secoussen, déi no deenen Erweiterunge geschitt sinn, sinn och nach net fäerdeg. Däers si mer eis bewosst. Mä et kann net sinn, dass d'Europäesch Unioun all Erweiterungsperspektiv op den Dag vun haut géif blockéieren. Dat wier e gravé politesche Feeler. Et gëtt der genuch, déi dat awer esou gesinn, déi mengen, dat misst ee maachen, déi mengen, dat kéint ee maachen.

Mir ënnerstëtzen lech ausdrécklech dobäi, Här Ausseminister, dass een déi Perspektiven ophält. Déi Perspektiven, dat si keng „Selbstläufer“. Déi Perspektiven, dat si keng Diskussiounen ouni Argumenter. Do mussen Tatsaache geschaf ginn. Déi Länner, déi wëllen an der Europäescher Unioun opgeholl ginn, mussen sech och zu där Wäertergemeinschaft do ganz seriöstellen an och bekennen. Si mussen Amplificateure gi vun där Wäertergemeinschaft. An däers muss mer eis alleguerter sécher sinn, wann déi Erweiterung do stattfënt.

Mä mir mengen, dass mer dofir d'Moyenen an d'Instrumenter hunn, fir déi Diskussiounen ze féieren an eis wierklech kënnen ze vergewässeren, dass et nach ëmmer méiglech ass, d'Unioun ze erweiden, ouni se ze schwächen, mä am Géigendeel, andeems mer den europäesche Kontinent éischter stäerken. Dat ass wouer fir Island, do gëtt et wéineg Kritik. Dat ass och wouer fir Mazedonien, fir et elo emol esou ze nennen an ouni een ze trëppelen. Et ass och wouer fir Kroatien, ganz besonnesch wouer fir Kroatien!

Mä et ass och wouer fir d'Türkei, a mir hunn et gären héieren, dass Der op der Fro vun der Türkei en offenen Toun un den Dag leet, dass Der probéiert, en offenen Émgank - deen Émgank, deen all déi aner och kritt hunn - un den Dag ze leeën. Et ka jo net sinn, dass d'Türkei anescht behandelt gëtt wéi all déi Länner. Et soll ee vun der Türkei datselwecht kënnen froe wéi vun all deenen aneren an och deeselwechten Émgank bidden.

D'Türkei ass schonn e laangjährege Partner vu Lëtzebuerg op enger Rei vu Punkten, a mir mengen, dass ee mat enger Türkei, iwwer Jorzéngten no vir gekuckt, immens Perspektive kann opbauen. Déi Perspektiven, déi dierf een net muttwëlleg zerstéieren um Altor vu ganz kuerzfristegen demagogesche Parolë vun deem engen oder vun deem aneren.

Mir waren och frou ze héieren, dass den Här Frieden och scho virun e puer Wochen do mat engem ganz oppenen Discours sech mat der Fro vun der Türkei beschäftigt huet. Mir wësse jo, dass an de Reie vun der CSV dat an deene leschte Joren net ëmmer esou ganz evident war op der Türkei-Fro. Do gouf et net onbedéngt Eestëmmegkeet. Déi Diskussioun ass och net illegitim.

**(Interruption)**

Déi Diskussioun ass och net illegitim.

**(Interruption)**

Mä mir si frou ze constatéieren, dass haut...

**(Interruption)**

...den Här Frieden sech ouni ze zécken an ouni ze wackelen zu enger méi déiwer Kooperatioun mat der Türkei bekannt huet. Dat ass jo och déi offiziell Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung an der Aussepolitik, wéi Dir, Här Asselborn, se gëschter virgedroen hutt. Eis ënnerstëtzung hutt Der dobäi. Déi Diskussioun sinn „open end“. Mä mir mengen, dass se méi Potenzial hunn, wa se géifen zu engem gudden Enn kommen, wéi wa se géife scheitern. Mä wéi gesot: D'Zukunft wäert eis et weisen.

Dir hutt eis och gëschter ënnerhalen iwwer eisen diplomatesche Réseau, wou mer à la fois politesch an ekonomesch Intérète verteidegen. Dat ass richtig. Mir mengen allerdéngs, dass déi Verteidegung vun Intérèten net hallef politesch an hallef ekonomesch ass. Wann een éierlech ass, verfolge mer - mengen ech - wéinstens 50 plus x wirtschaftlech Intérèten. Mir hunn eis déi Sitë schonn esou ausgesicht, notamment am Noen Osten, notamment zu Abu Dhabi, wou mer ganz grouss an important wirtschaftlech Intérète verfolgegen. Et ass och net illegitim, mä et ass kloer, dass mer hei och iwwert de Réseau diplomatique e ganz zolidd Stéck Wirtschaftspolitik probéieren ze realiséieren.

Mir ënnerstëtzen d'Iddi vun enger Ambassade an der Türkei - och dat gehéiert zu där Diskussioun vu virdu - an halen dat och fir de richtige Wee. Ech sinn och frou, dass d'Chamber op Invitatioun vum türkesche Parlament elo am Januar 2011 och op Visite wäert an d'Türkei fueren, fir do mat dem türkesche Parlament och eng Rei Austausch ze hunn. Och dat ass e sënnavollen Déplacement vun der Lëtzebuurger Chamber.

Zum Israel/Palästina-Konflikt: Och do hutt Der ugekënnegt, dass mer géife gläichzäitig - gläichzäitig an der Hypothees, dass mer geschwë kéinten an der UNO e Palästinerterstat ophuelen - an Israel an a Palästina eng Ambassade opmaachen. Dat hale mer fir e ganz gudd Virschlag. Net nëmme, well et och Zäit gëtt, dass mer an Israel eng diplomatesch Verriedung hunn, mä well et natierlech och d'Hoffnung ausdréckt, dass ee kéint béides gläichzäitig realiséieren.

Och wann et am Moment schwierig ass, sech virstellen, well d'Diskussiounen immens verfuere sinn, esou menge mer awer, dass mat deenen neien amerikanesche Virschléi awer och erëm eng Kéier vernünfteg Virschléi um Dësch leien, déi jo probéieren, mat engem neien Usaz - dës Kéier vum Här Obama an der Madame Clinton - un d'Saach erunzegoen an ze soen: Kommt, mir leeën als Éischt emol d'Grenze fest, dann hu mer jo de fait automatesch d'Siedlungspolitik mat beäntwert. Wann d'Grenze kloer sinn, da weess een och, wou Siedlung kënnen dann toleréiert ginn. Dee Virschlag ass eigentlech e Virschlag de bon sens.





Mä mir hunn awer och leider misse feststellen, dass déi aktuell israelesch Regierung - déi ech net wëll ugesinn als ganz Israel, et gëtt immens vill Leit an Israel, och héich responsabel Politiker, déi mat enger ganz anerer Vue déi Gespréicher bereet wieren unzegoen - leider keng Regierung vum Friden ass. Dofir ass den Optimismus gedämpft, och wann d'Amerikaner - wéi ech fannen - elo en neie Virschlag formuléiert hunn, deen awer duerchass sännvoll heescht.

Dobäi wier et wichteg, an deem Konflikt weiderzuekommen. Well dat géif och enger ganzer Rei arabesche Länner dee Spillraum ginn, dee se brauchen, fir dass den Iran kéint méi staark isoléiert ginn, fir dass déi Politik, déi den iranesche President op ville Felder féiert, wierklech kéint a Fro gestallt ginn, och mat regionalem Drock aus der arabescher Welt. Am Moment ass dat natierlech vill méi schwierig fir déi Länner, virum Hannergrond vum net geléiste Konflikt mat Israel a Palästina.

Wann ech scho beim Thema Iran sinn, Här Ausseminister, wier ech och frou, eng Reaktioun vun lech haut ze kréien zu enger Firma, déi „Metal and Mineral Trade“ heescht, déi hei zu Lëtzebuerg zënter '97 aktiv ass oder war an déi op enger Lëscht vum amerikaneschen Trésor vum 3. August 2010 opgedacht ass. Eng Firma, déi virgeworf kritt, si géif fir den iranesche Regime eng ganz Rei Geschäfte maachen, déi eigentlech net zoulässig sinn. Ech wier frou, wann Dir, Här Ausseminister, am Numm vun der Regierung kéint op dee Presseartikel an „Quotidien“ reagieren an eis kéint soen, wou déi Firma am Moment drun ass. Laut mengen Informatiounen ass kuerz drop reagiert ginn, mä ech wier nawell frou, am Detail och eng Reaktioun vun Ärer Säit ze kréien.

E Luef och un Är Adress, Här Ausseminister - dat hate mer zwar scho gesot virun e puer Wochen, mä ech soen et hei gären nach eng kéier, well Dir hutt dat och an Ärer Ried ugeschnidden -, dat ass fir d'Debatt ronderëm de Camp vu Guantánamo. Deen ass leider nach ëmmer net zou. De President Obama konnt säi Versprieche bis haut net ganz aléisen. Dat ass méi wéi bedauerlech. Et ass e Schandfleck fir all Rechtsstaatlechkeet an deen ass nach ëmmer net aus der Welt geschaf.

Dir hutt et zumindest, Här Ausseminister, probéiert! Och wa mir net schold sinn un deem Camp, och wann nëmme d'Amerikaner d'Responsabilitéit droe fir d'Schaffung vun deem Camp, hunn eng Rei europäesch Länner uegebueden, eng Léisung kënnen zu engem Stéck mat ze iwwerhuelen. Lëtzebuerg huet dat och probéiert. Dat ass lech virgeworf ginn. Mir hunn lech dobäi ënnerstëtzt, well mir halen dat, wat Der probéiert hutt, fir eng méi responsabel Attitüd wéi d'Attitüd vun den dräi Afen, déi näischt wëlle gesinn, näischt wëllen héieren an näischt wëlle soen.

Dir hutt dat anescht wëlle maachen. Dat ass näischt ginn aus Grënn, déi méi un den Amerikaner leie wéi un den Amerikaner. Mä vun dieser Plaz aus wollt mer als gréng Fraktioun lech och nach eng kéier bei där Démarche do ënnerstëtzen. Si ass esou ausgaangen, wéi se auszegoen hat. Mä Lëtzebuerg huet do gewisen, dass och e klengt Land bei groussen a schwierigen Dossieren ka Verantwortung iwwerhuelen. Dat ass net falsch. Dat ass mat Sécherheet richtig.

Lescht Stéchwuert an de Relatiounen mat Amerika: Am Kader vum NATO-Sommet zu Lissabon ass och en neie Versuch vun engem Sommet US-EU, eng Iddi vum 2007 vun der Madame Merkel. Dee fënnt jo och den 20. November zu Lissabon statt, wou nees probéiert gëtt, deen transatlantesche Wirtschaftsforum ze beliewen. Bis elo -muss ee jo soen - huet en net terribel vill Mémorabeles produzéiert an deenen dräi Joer, wou et e gëtt. Mä dat ass awer kee Grond, fir net drun ze gleewen. Et huet een och e bëssen d'Gefill, dass d'Amerikaner eis Europäer vläicht net esou total eescht huelen, dass se eisen Dynamismus e bësse méi kleng gesi wéi dee vun anere Regiounen vun der Welt - ass och net falsch.

Mä trotzdem ass et derwäert, fir mat den Amerikaner och op deem dote Punkt eng Diskussionsplattform ze déelopéieren, déi Gehalt huet, déi Kader huet, déi Struktur huet. Ech wier frou - well doriwuer hutt Der näischt gesot -, Här Ausseminister, wann Der eis géift soen, wéi eng Erwaardungen dass Der stellt un den US-EU-Sommet am November zu Lissabon a mat wéi engen Iddien dass Der mengt, dass mer sollen dohinne goen.

Manner Luef, Här Ausseminister, hu mer zu Ären Äusserungen iwwer eis Relatiounen mat China. D'Lëtzebuurger Chamber - de Ben Fayot huet et rappéléiert - huet virun e puer Méint eng Motioun, déi vun de Gréngen déposéiert gi war, ugeholl, laangier den Här Liu Xiaobo de Friddensnobelpräis kritt huet. Zënterhier hunn der vill sech eräifert. Mir kënnen - mengen ech - drop verweisen, dass mer dat gemaach hunn zu engem Zäitpunkt, wou en de Friddensnobelpräis nach net hat, wou et och vläicht méi schwierig war, esou vill Ënnerstëtzung auszedrécken.

Mir hunn dat gemaach! Net ouni Diskussiounen, mä mir hunn et awer gemaach, an ech weess emol net, ob et eestëmmege war oder net wäit dovun. An déi Motioun, déi huet awer och en Inhalt gehat an eng Opfuerderung un d'Regierung. Mir hunn Erwaardungen gestallt un d'Regierung. Dir hutt och an Ärem Interview - wat ech viru drun schonn zitiiert hunn - am „Lëtzebuurger Wort“, och am Kontext vu China zimelech kloer geschwat: D'Menscherechter missten an alle Fäll iwwer de Wirtschaftsinteréte sinn. An Ärer Ried hutt Der och gesot, Lëtzebuerg misst an deene Froen mat enger determinéierter Stëmm schwätzen. Dat ass alles richtig.

Et ass just am totalen Désaccord mat Ärem Wirtschaftsminister, dem Här Krecké, deen zu Schanghai an och scho bei anere Geleeënheeten awer eng ganz nette Separatioun mécht téschent de wirtschaftlechen Interéten an engem Dialog iwwer d'Menscherechter an deen och kloer seet, dass dat eent en interesséiert an dat anert iwwerhaupt net. En huet et notament virun e puer Wochen nach eng kéier op der Antenn vun RTL gesot. Dat ass - et deet mer leed, Här Ausseminister - komplett am Désaccord mat deem, wat Dir sot.

Wat eis elo interesséiert, dat ass, wat dann do d'Positioun vun der Regierung ass. An da muss dat och fir jiddweree gellen!

Ech ginn emol dovunner aus, dass an diese Froen den Ausseminister fir d'Regierung schwätzt. Mä da wëll ech wëssen, Här Ausseminister, wat Der vun den Deklaratiounen vun Ärem Wirtschaftsminister haalt. Well et ass net datselwech an dat kann net sinn! Hei hu mer zwou Regierungen, op där doter Fro. Et ass eng wesentlech Fro. Dat ass definitiv, Här Ausseminister, eng Positioun, déi net akzeptabel ass, d'autant plus, wou Der jo politesch Ënnerstëtzung am Parlament hutt opgrond vun där Motioun, déi och kloergemaach huet, wat d'Haltung vun der Regierung ass, déi hei am Parlament erwaart gëtt.

Mir erwaarden eis als gréng Fraktioun, dass, nodeems de Friddensnobelpräis un de Liu Xiaobo verdeelt ginn ass, China eng aner Attitüd anhëlt wéi dat, wat se gemaach hunn. Direkt hannendru sinn iwwer 100 chineesesch sougenannt Dissidenten ënner Hausarrest gestallt ginn. A fir d'éischte kéier ass och dee weltwäit bekannte Künstler, den Ai Weiwei, agespaart ginn. Engem vun dem Liu Xiaobo sengen Affekoten ass et verbuede ginn, op London auszereisen, kuerz nodeems en de Friddensnobelpräis attribuéiert kritt huet.

Mir mengen, dass et hei um europäeschen Niveau eng gemeinsam an eng däitlech kritesch Reaktioun vun all de Memberstate misst ginn. Eng gemeinsam China-Politik vun der Europäescher Unioun an deenen dote Froen, am Gescht och vun deem Dialog, deen et jo mat de Chinesen soll ginn, deen zwar nach net schrecklech produktiv war, mä wou awer och dann d'Europäesch Unioun sech muss mat gemeinsamen Haltungen op dese Froen do artikulieren. An dat ass net de Fall.

Et ass och net akzeptabel, Här Ausseminister, dass China am Moment verschidde Länner probéiert ënner Drock ze setzen, fir dass keng europäesch Diplomaten zu Oslo

présent sinn, wann den Här Xiaobo oder deen, deen e vertritt, säi Präis iwwerrecht kritt. Mir mengen, dass et wichteg wier, dass grad hei d'Europäesch Unioun eng eenzeg Positioun huet a kloermécht, zum Beispill iwwer d'Madame Ashton, awer net eleng, dass d'Europäesch Unioun zu Oslo vertrauen ass deen Dag, wou dat geschitt.

Ech wier frou, wann och do den Här Ausseminister eis kéint soen, wéi e gedenkt eng Lëtzebuurger Stëmm am Kader vun där doter Diskussioun ze hunn. Wäerte mir do präsent sinn? A wa jo, ënner wat fir enger Form? Well laut mengen Informatiounen hu mer jo keen Ambassadeur direkt an Norwegen. Wat awer net verhënnert, dass mer eis der Fro musse stellen an idealerweis, wéi gesot, eng gemeinsam europäesch Haltung op där doter Fro.

Dräi Dossieren hu mer vermësst, Här Ausseminister. An da kommen ech zum Schluss, well ech hu just nach annerhalfe Minutt Riedezäit. Dossieren, déi awer ganz wichteg sinn. Mir mengen, dass mir wuel en dichtege Bäitrag leeschte mat eiser Kooperatiounspolitik duerch hire Volumen, awer och duerch d'Aart a Weis, wéi mer se praktizéieren, och wann net alles perfekt ass. Mä mir mengen awer och, dass Lëtzebuerg kéint an der Aussepolitik Saache maachen, déi aner net maachen oder déi aner vläicht manner gutt maachen. Eng Zort Nischepolitik an der Aussepolitik.

E Sëtz am Sécherheetsrot unzestriewen, ass schéin a gutt. Doriwuer dierf een och gedeelter Meenung sinn. Mä mir mengen, dass Lëtzebuerg wierklech kéint zwee, dräi Secteuren déelopéieren, wou et géif probéieren, weltwäit Allianzen ze schmiede fir nei Positiounen. An ech erwähne se allen dräi just kuerz, ouni se ze déelopéieren.

Éischtens, den Asaz fir weltwäit d'Handelsbeziungen, déi méi fair sinn, a fir wierklech eng Lutte géint den Hunger am Sënn vun den „Millennium goals“. Dat bedéngt awer, dass bei verschidde Gremien, wéi der OMC oder dem FMI, kohärent géif geschafft ginn, dass net mat där enger Hand eppes gi gëtt, wat mat där aner geholl gëtt, dass net iwwer den FMI nëmme Suen accordéiert ginn u bestëmmte Länner, fir dass déi Suen hunn, fir Produiten ze kafen, déi dann aus anere Länner importéiert ginn an da just hir lokal Strukturen vernicht ginn, well se net amstand sinn, regional ze fonctionnéieren. Do muss eng Kohärenz drakommen. Do ka Lëtzebuerg eng Stëmm sinn, déi op déi Defiziter do hiweist.

Mir mengen och, dass - an doriwuer hutt Der och kee Wuert gesot - am Beräich vun der Lutte géint de Klimawandel et kënn politesch Initiative vu Länner ginn. An notament, wann een doheem seng Hausaufgabe mécht, wat mer hei zu Lëtzebuerg net maachen, wann een déi Cohérence de politique natierlech net huet, ass een e schlechten Ambassadeur an der Welt. Dat muss awer net esou sinn, dat kann anescht sinn. Lëtzebuerg huet do eng Kaart ze spillen.

An drëtten a leschte Punkt, mir mengen, dass och Lëtzebuerg am Beräich vun der Ofrëschtung, wou d'Welt net virukënn, kann Initiativen huelen. Dir hutt selwer an Ärer Ried gesot, dat wär fir lech eng absolut Prioritéit, d'Ofrëschtung. Dir hutt awer net gesot, wat Der lech vun Initiative weltwäit virstelle kënn, déi Lëtzebuerg kéint ënnerhuelen. Mir mengen, dass Lëtzebuerg ka wierklech e Rôle do spillen. A mir géifen lech dobäi ënnerstëtzen, Här Ausseminister, an encouragéieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Braz och Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Kartheiser d'Wuert ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, eng wichteg Fro, vläicht souguer déi wichtegst an der Baussepolitik ass déi, firwat e Land steet, wéi eng Prinzipien a Wäerter et op der internationaler Bühn vertritt a verdeedegt. Traditionell woren dat fir Lëtzebuerg de Virrang vun internationalen öffentleche Recht an d'Menscherechter. Et ass dofir och net ouni eng

gewësse Suerg, dass ech viru drun héieren hunn, dass den Här Fayot d'universell Validitéit vun dese Menscherechter a Fro stellt. Dat ass op jidde Fall en neit Element.

Den Här Minister Asselborn huet seng Ried och mat...

**(Interruption)**

Jo dach, Här Fayot.

Den Här Minister Asselborn huet seng Ried och mat just där Fro ëm d'Wäerter uegfaangen. Dofir loosst mech vläicht hei fir d'Éischt dorobber äntwerten, well hien a mir verstinn net ëmmer dat nämleche ënner deem Begrëff.

Hien zitiiert zum Beispill d'Multikulturalitéit ënnert den europäesche Wäerter. Fir eis ass dat awer kee Wäert u sech, mä dacks verstoppt dee Begrëff just nëmme e gesellschaftlechen Zoustand, deen d'Resultat vun enger inkonsequenter an dofir verfeelter Integratiounspolitik duerstelt. D'Wäerter sinn awer vill éischter en demokratesche Rechtsstat, eng Sprooch an eng Kultur an där hir Traditiounen a Bräich.

Mir verlaangen de Respekt virun deene Wäerter. Mir fuerderen dee Respekt net nëmme vun Immigranten hei am Land an och soss, mä virun allem och vun eiser eegener Regierung. Well déi refuséiert zum Beispill an Europa iergendeppes fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze maachen, well, wéi si et an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro seet, dat wär hir ze deier.

Gläichzäiteg gëtt déiselwech Regierung awer vill méi fir d'Entwécklungshëllef aus, wéi si misst. An dat an Zäite vu risegem Budgetdefiziter.

**(Interruption)**

D'ADR verlaangt, dass d'Entwécklungshëllef, esou wéi d'UNO selwer et proposéiert, op 0,7% vum Brutto-Nationalakommes limitéiert gëtt an dass déi Suen och eiser Ekonomie direkt zuguttkommen. D'Politik vun der Regierung ass onverantwortlech, zemoos wann een d'Entwécklungspolitik net mat ideologescher Verblendung verherlecht, wéi eis Regierung dat mécht, mä hir Effete ganz objektiv analyséiert.

Den Här Minister Asselborn schwätzt vill vun de Menscherechter. Abee, d'ADR wor schockéiert, an ech gesinn, eis gréng Kollegen och, wéi schwaach d'Regierung a verschidde prominent LSAP-Politiker reagiert hunn, wou den Här Liu Xiaobo de Friddensnobelpräis krut. Och gëschter huet den Här Minister nëmme ganz evasiv doriwuer geschwat.

D'ADR verfollegt besonnesch genee, wéi den Här Ausseminister sech selwer fir Demokratie a Menscherechter asetzt. An och do maache mir eis Suergen. Wa politesch oder ekonomesch Interessen et verlaangen, schéngt den Här Ausseminister wichteg westlech Wäerter ouni Problemer ze sacrificéieren, wéi zum Beispill d'Meenungsfreiheet an d'Fräiheet vun der Press. Hei zou e Beispill.

Ufank November huet déi däitsch Kanzlerin Angela Merkel de Courage vun dänesche Mohammed-Karikaturist Kurt Westergaard gewierdegt. Dee krut d'est Joer de Mediepräis vu Potsdam. Mir erënneren eis, dass den Här Westergaard zënter 2005 muss vun der Police virun islamistesche Fanatiker protegéiert ginn. D'Madame Merkel sot zu Recht: D'Geheimnis vun der Fräiheet ass de Courage.

Et deet engem dann als Patriot an als Demokrat wéi, wann ee gesäit, wéi de Lëtzebuergeschen Ausseminister deemoos reagiert huet a wéi hien dofir an der Literatur zitiiert gëtt. Deen däitsche Publizist Henryk Broder huet a sengem Buch „Hurra, wir kapitulieren!“ - eleng dovunner fillt Der lech vläicht schonn ugeschwat, Här Minister - „Hurra, wir kapitulieren!: Von der Lust am Einknicken“ den Här Minister Asselborn paradigmatisch zitiiert als een, deen aknickt. An en huet en zitiiert mat deem Wuert - ech mengen, et ass d'Säit 17, wann Der et wëllt noliesen -: „Dänemark habe die Gelegenheit, den Konflikt selbst zu lösen, verpasst“.

Dat ass also déi traureg Realitéit vum Lëtzebuergeschen Engagement fir Fräiheet a Menscherechter. Net nëmme, dass mir keng Solidaritéit mat engem anere klengen Land gewisen hu wéi Dänemark, mä mir krauche virun de Fanatiker. Här Asselborn, d'Meenungsfreiheet an d'Fräiheet vun der





Press, dat si Wäerter, déi musse verdeedegt ginn, an zwar an der Praxis, an net nëmmen heibannen a Rieden.

Elo wäerte mir vläicht als Äntwert kréien, datt et jo hei drëm gaange wär, fir Respekt virun dem Islam als Relioun ze weisen. Dorëm geet et awer net. Et geet drëm, sech enger politescher Interpretatioun vum Islam entgéintzestellen, déi Gewalt aus reliöse Grënn propagéiert. D'politesch korrekt Zensur an Europa ass déi falsch Äntwert un islamistesche Fanatiker.

Loosse mer emol éierlech sinn: Firwat respektéieren eis Lénk Zeitungen dann den Islam, mä awer weder d'Chrëschtentum nach de Judentum? Et muss een als Katholik schonn eng Engelsgedold hunn, fir all déi Hetz an deen Haass ze liesen, dee géint de chrëschtliche Glawe verbreet gëtt. Nach méi Suerge mécht eis awer déi Manéier, wéi speziell d'„Tageblatt“ hei am Land sech zum Instrument vun engem kaum bis guer net méi verstoppten Antisemitismus mécht.

**(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)**

Hautdésdags sinn et déi politesche Lénk - fréier woren et déi Riets -, dacks a Verbindung mat propalästinensescher Gruppen an islamesche Mouvementer, déi juddefeindlech sinn. Mir hunn där Beispiller a Schweden zum Beispill zu Malmö, mä och zu Amsterdam an ebe leider och hei.

Op ville Plaze fille sech d'Juden an Europa net méi sécher. Dat ass vollkommen inakzeptabel. A mir sollten hei zu Lëtzebuerg deenen antisemitische Kreesser däitlech soen, datt mir dat Behuelen op keng Manéier toleréieren oder akzeptéieren. Antisemitismus verstoppt sech politesche och gär an enger eesäiteger Kritik géint Israel, wéi mir se och hei ze bekloen hunn.

Är Ried vu gëschter, Här Minister Asselborn, wor eng vollkommen eesäiteg Israel-Kritik. Eng Successioun vun Ongerechtegkeeten a politesche Verdréungen. Natierlech, natierlech hätt och gär d'ADR, datt Israel dat internationaalt Recht respektéiert, de Fridde sicht, a besonnesch elo, wou de Friddensprozess nees mat vill Méi weidergeet, keng nei Schwieregkeete provozéiert.

Awer mir wëssen och, dass d'Schuld fir d'Problemer am Noen Oste mat Sécherheet net nëmme bei Israel leien, engem klengen Land, dat muss Dag fir Dag em säin Iwwerliewe kämpfen an dat déi eenzeg Demokratie an där ganzer Regioun ass. Eisen israelesche Frënn muss ee kënne verschidde Wourechte soen, dat ass wouer, mä si sinn awer fir eis och en natierleche Partner an en Alliéierten.

Wann de Friddensprozess net virugeet, läit dat och u Problemer tëschent de Palästinenser um Gruet tëschent der Fatah an der Hamas. Israel huet dacks probéiert, e gerechte Fridde mat de Palästinenser ofzeschlëssen. Erënnert lech dach nëmmen un déi generéis Proposition vum Premier Olmert.

Mir kënnen Är eesäiteg Approche net novollzéien. Weder Israel nach d'Geschicht vun de Konflikter am Noen Oste loosse sech op déi aktuell Politik vum Här Netanjahu reduzéieren. D'Wourecht ass, datt den Här Minister Asselborn remarquabel visuell Defizienzen huet, wann et drëm geet, Mënscherechtsverletzungen an der islamescher Welt ze erkennen, esou zum Beispill an der Gazasträif.

Mir héiere keng Kritik vun eisem Ausseminister un där radikaler terroristescher Clique, déi am Gaza un der Muecht ass, der Hamas, déi d'Mënscherechter vun hirer eegener palästinensescher Populatioun mat Féiss trëppelt, keng Kritik un där Hamas, déi oppe seet, datt si kee Fridde wëllt, net drun denkt, Israel unzëerkennen, weder direkt nach indirekt, an d'Friddensverhandlung souwiesou boykottéiert.

D'Hamas foltert an ermuert! D'Hamas ass dee verlängerten Aarm vum Iran un Mëtlemier, eng permanent Gefor fir Israel, mä och fir eis! Souwuel d'Hisbollah am Libanon wéi och d'Hamas hu Waffen, déi eis Interesse kenne menacéieren.

Wéi kann een ënnert deenen Ëmstänn d'Accréditioun vun engem lëtzebuergeschen Ambassadeur an Israel ofhängeg maache vum Entstoe vun engem palästinensesche Stat, deen am Erbléck eleng

schon duerch déi Dissensiounen tëschent de Palästinenser selwer, jiddefalls op Basis vun de Grenze vun 1967, onméiglech ass? Dat ass weder realistesch nach entsprécht et eisen nationalen Interessen. Et ass einfach e konfuust Weltbild.

A senger Ried gëtt den Här Minister och nach Israel eng Matschold um Bestoe vum iranische Regime. Här Asselborn, huet den iranischen Ausseminister Mottaki, deen Dir hei interessanterweis empfaang hutt, lech dat esou erklärt? Firwat war hien eigentlech hei zu Lëtzebuerg? An do wëll ech mech der Fro vun de gréng Kolléegen erschléissen: Wéi eng Geschäfte huet den iranischen Ausseminister hei wierklech gemaach? En ass jo wahrscheinlech net nëmme komm, fir Ären Erklärungen nozelauschteren. Wat wouss Dir vun den Aktivitéite vum Iran hei am Land?

Jiddefalls wësse mir, datt dem Här Minister Asselborn säin Engagement fir Mënscherechter an der Praxis net esou grouss ass, wéi hien et hei behaupt. Mir erënnere eis zum Beispill un de Fall vun der Madame Sakineh Mohammadi Ashtiani, déi am Iran soll gestengegt ginn. Fir déi, déi sech nach d'Méi maachen, déi dacks lakonesch Äntwerte vun eise Ministeren op eis parlamentaresch Froen ze liesen, déi gesinn, datt den Här Asselborn do éischter duerch vornehm Passivitéit gegläntzt huet.

D'selwecht wahrscheinlech elo och nees am Fall vun der Madame Asia Bibi a Pakistan, enger chrëschtlicher Mamm vu fënnf Kanner, déi elo wéinst Blasphemie soll erhaange ginn. Wat huet den Här Ausseminister gemaach, fir der Madame Bibi hiert Liewen ze retten? Bis elo wahrscheinlech och näischt.

Madame President oder Här President, pardon, a senger Ried huet den Här Minister eis och alt nees iwwert d'Tierkei geschwat. Net ganz esou däitlech wéi virun him den Här Frieden huet hien ukléngelooss, datt d'Lëtzebuurger Regierung fir eng tierkesch Adhësioun wär. Et wär awer schéin, wann den Här Minister eis emol kéint soen, wien an der Regierung iwwerhaapt déi Fro vun der Tierkei decidéiert: den Här Juncker, den Här Frieden, den Här Krecké oder hien?

Jiddwereen huet eng Meenung a seet déi och. Mä wat ass d'Meenung vun der Regierung? Et wär dach schéin, wa mir dat hei an der Chamber emol eng kéier däitlech kéinte gesot kréien.

A wat nach derbäikënn, dat ass jo eng wichteg Fro, mir sollten dat och hei open debattéieren: Ass d'Regierung sech iwwerhaapt bewosst, wéi eng Konsequenzen den tierkesche Baitrëtt net nëmmen op de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun hätt, mä och national op Lëtzebuerg? Ass déi Analys gemaach ginn? Wat heescht den tierkesche Baitrëtt zum Beispill fir d'Immigratioun hei am Land? Ass et net esou, datt, fir kuerzfristeg ekonomesch Interesse mat der Tierkei ze befriddegen, eis Regierung eis laangfristeg national Interessen an och eng ganz Rei vun eise Prinzipien einfach sacrificéiert?

D'Position vun der ADR zu der Tierkei ass jiddefalls kloer an däitlech. D'ADR seet decidéiert neen zu engem Baitrëtt vun der Tierkei zu der Europäescher Unioun. Wann d'Regierung eis esou ee Gesetz virléit, dann hätte mir gären e Referendum. Eng sougenannte privilegiéiert Partnerschaft mat der Tierkei ass den absolute Maximum, dee mir als ADR kéinten akzeptéieren.

Madame... Här President, pardon, Dir Damm an Dir Hären, mir héiere vum Här Ausseminister, datt Lëtzebuerg zwou nei Ambassaden opmécht: eng resident zu Ankara an eng net resident zu Abu Dhabi. Mat Ankara si mer d'accord, och wann ee muss bedauern, dass dowéinst de Poste bei der OSZE personalméisseg Verloschter huet missen erliden. Dat wär net néideg gewiescht.

Mä Abu Dhabi? Wa mir och ekonomesch Interessen zu Dubai hunn, da freet et sech awer, ob eis diplomatesch Präsenz am Noen Osten net hätt missen anescht ugepaakt ginn. Firwat net eng Ambassade zu Kairo, wou och de Sëtz vun der Arabescher Liga ass, an deen Ambassadeur dann an de Vereenegten Arabeschen Emiraten koakkreditéieren, amplaz en net residenten Ambassadeur mat Sëtz zu Lëtzebuerg?

Gläichzäiteg hätt een da kënnen den Ambassadeur vun Athen an Israel akkreditéieren. A Georgien vun Ankara aus couvréieren. Leider si mir et jo awer vun der Sozialistescher Partei scho gewinnt, datt falsch Décisiounen iwwert d'Implantatioun vun Ambassade getraff ginn. Mir erënnere eis un den Dossier Kuala Lumpur.

Mir sollten endlech eng Logik an d'Organisatioun vun eisem diplomatesche Réseau erakréien an déi aktuell Schwaachpunkten eliminéieren. Dozou gehéieren och e Vollzäitambassadeur bei der NATO. Südkorea, e G20-Member, mat deem mir ausgezechent Bezéiungen hunn, well mir am Korea-Krich matgemaach hunn, verdéngt eng eegen Ambassade. Et ass historesch eng Beleidegung fir d'Koreaner, vun Tokio aus, där aler Puisseance occupante, couvréiert ze ginn. E politesche Feeler.

Schued och, datt no där ungarescher och déi schwedescher Ambassade hei zu Lëtzebuerg zougemaach huet an datt mir nach ëmmer keng indescher Ambassade hei am Land hunn.

Här President, mat vill Méi huet den Här Minister probéiert, déi aussepolitisch Irritatioun vum leschte Joer als eng Verdeedegung vun europäeschen Interessen duerch eis Regierung ewechzeretouchéieren. Mä esou einfach ass dat net! Eis Problemer hunn och ganz vill mam Stil vun eiser Aussepolitik ze dinn. Eis Hauptvertrieber am Ausland, de Premier an den Ausseminister, verursaachen allen zwee dacks onnéideg Problemer fir eist Land. Datselwecht gëllt och fir d'Madame Reding.

Dem Här Ausseminister säin diplomatesche Vokabular schéngt sech an der Lescht op dräi Ausdréck ze limitéieren: „je condamne“, „je condamne fermement“. An zënter kuerzem qualifizéiert hien d'Positionen vun eisen Nopeschlänner och nach als „politisch irrsinnig“. Op de Fong wëlle mer elo net agoen, wuel awer op d'Form.

Mir hunn en Ausseminister, dee sech offensichtlech net bewosst ass, wéi staark déi Ausdréck sinn, mat deenen hien do permanent ronderëm sech gehäit. Tatsaach ass, dee Stil kënn am Ausland ganz schlecht un. Mir sinn nun eemol e klengt Land a mir sinn a bleiwen op dee gudde Wëlle vum Ausland ugewisen. Wa mir mat eppes net d'accord sinn, wat jo eist gutt Recht ass, da musse mir dat och soen, awer wann ech gelift am Stil an am Kader vun deenen diplomatesch akzeptéierten an akzeptabele Begrëffer.

Mir brauchen a mir wëllen als Lëtzebuurger Land keng Ministeren a keng Kommissären, déi sech am Ausland jee nodeem als Clownen oder als Rowdyen opféieren, keng sozialistesche oder chrëschtliche-sozial Hooliganen hannert dem Schëld Lëtzebuerg.

Mir notéieren, datt eisen Ausseminister och nach d'Flemm mat de Lëtzebuurger selwer huet, déi jo awer seng Pai bezuelen, déi hie gewielt hunn an déi hie soll am Ausland vertrieben. Mir liesen, dass den Här Asselborn d'Flemm mat der Lëtzebuurger Mentalitéit hätt, well d'Lëtzebuurger kee Prisonnéier vu Guantánamo hei wollten. Dat ass de klassesche Problem vun deene verkannte Genien an der Politik: Hiert Vollek versteet se net.

De Premier huet iwwerdeems seng eege Suergen. Mir waren all enttäuscht, datt hien net op Brëssel gaangen ass, wéi hien a mir et gehofft haten, a seng eege Partei bestëmmt am meeschten.

**(Interruption)**

De Problem ass, datt e seng Verbattertheet an ëmmer méi grouss Isolatioun all Mënsch spiere léisst. Hien huet kee richtege Beroderstab, dee kéint wierklech konzeptuell schaffen an op deen hien och géif lauschteren. Et gi sech dacks Iddiën vun auslännesche Thinktanken ugeliess, dann einfach iwwerholl, praktesch onreflektéiert an ondiskutéiert iwwert de Wee vun Interviewen an d'Welt erausgedroen.

Sou zum Beispill och bei deene sougenannten „Euro-Bonds“, déi net kënne funktionéieren, well mat Sécherheet kee Land bereet ass, fir eventuell fir d'Schulde vun anere Memberstate misse mat opzekommen. Esou Pabeiere géifen d'Verschëldung éischter nach erliichteren, wéi se limitéieren. Déi Iddi gëtt elo schonn

international als Uspilling op dem Här Juncker säin Numm als „junk bonds“ verspott, op Lëtzebuergesch: Schrott-Scholdschäiner.

De Premier setzt sech a säi Land domadder liichtfankeg der internationaler Kritik aus. Och spuert hie selwer net u Kritik un anere Länner, an domadder hu mir alt nees e Koup Problemer weider, déi mir als Lëtzebuerg iwwerhaapt net bräichten.

Jiddefalls ass d'Resultat vun deene leschte Joren dat, datt mir international net méi gutt opgestallt sinn. Déi belsch Zeitung „Le Soir“ huet zum Beispill iwwer eise Premier gesot: «En perdant la présidence européenne, Juncker a aussi perdu sa baraka, sa magic touch, sa capacité de persuasion.» Besonnesch als klengt Land brauche mir awer e Premier mat politeschem Gespier, op deen nach gelauschert gëtt, an net nëmmen een, dee bei de Journaliste bekannt ass. Mir kënnen eigentlech de Kolléeg vun der CSV nëmme roden, emol eng kéier eng Personaldebatt unzufänken.

Här President, d'ADR steet fir en Europa vu souveränen Natiounen...

**(Interruptions)**

...a géint en europäesche Superstat.

A wann Der gären e puer Ministeren hätt, mir stellen lech der zur Verfügung. Mir hu jo e Koup gudder.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Dir brauch keng Personaldebatt an der ADR: Jiddweree schwätzt do fir sech.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- A fir déi Position kréie mir och ëmmer méi Zoustëmmung vun de Leit. D'EU ass an den Ae vu ville Mënschen ëmmer méi eng Gefor fir eist Land, fir eis Fräiheet a fir eis Identitéit.

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Ech bieden lech nozelauschteren!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, gitt mer wann ech gelift herno déi Zäit bäi, déi déi Häre vun der CSV mer duerch hiert onziviliséiert Behuele geholl hunn.

**(Interruption)**

► **M. le Président.**- Fuert Dir elo emol virun, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Si mussen den Här Juncker verteidegen, well se liewe vun deem.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo.

**(Hilarité et interruption)**

Stéck fir Stéck gëtt eis Souveränitéit ënnergruwen a ginn eis Rechter a Fro gestallt. Dat hu mir och elo nees gesinn, wou Frankräich an Däitschland sech iwwer Reformpropositionen zu Deauville eens goufen. Iwwer eng vereinfacht Vertragsännerungsprozedur sollen zentral Ännerungen an der europäescher Architektur duerchgeboxt ginn. Memberlänner solle souguer kënnen hiert Stëmrecht an Europa verléieren. Et ass alt nees e Putsch vun uewe géint dat demokratescht Europa. A well esou Sanktiounen sech an der Praxis nimools géife géint déi grouss Natiounen dréien, ass et och e Putsch vun deene Grouse géint déi Kleng.

**(Interruption)**

Schrëtt fir Schrëtt...

Här Minister Asselborn, wann Der eng Fro stellt...

**(Interruption)**

► **M. le Président.**- Jo, den Här Minister wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma, da kréien ech d'Zäit erëm, Här...?

► **M. le Président.**- Jo, mä neen, elo waart emol, datt den Här Minister lech eng Fro stellt an dann äntwert Der drop.

**(Interruption)**

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.**- Här Kartheiser, ech wollt lech net stéieren.





► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ech bieden lech.

► **M. Jean Asselborn**, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères*.- Dir hutt elo déi ganzen Zäit plädéiert, dass mer géifen eist Land mat deene schlechte Wieder, mat deene schlechte Parolë verrieden. Elo sot Der selwer, dass dat, wat zu Deauville geschitt ass, net ze schlechte war, also hu mer misse ripostéieren.

Wat hätt Der elo gären?

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Ma ech hätt gär, dass Der ripostéiert, awer anstänneg. Well hei si mer elo am Lëtzebuerger Parlament an hei kënne mer oppe schwätzen. Mä wann een am Ausland an enger diplomatescher Fonctioun ass, do seet een daitlech, wat een denkt, et seet een et an der diplomatescher Form. Hei si mer an der Politik. Hei kënne mer oppe matenee schwätzen, Här Minister. Dat deet lech bestëmmt gutt, dass emol eng Kéier een oppe seet, wat lass ass.

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Ech mengen, hei gétt et nëmmer een, dee kéint Ausseminister sinn an dësem Sall.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Schrëtt fir Schrëtt gi mir entmündegt. An eis Regierung kapituléiert all Kéiers. Dëst Joer hate mir schon d'Diskussioun, d'Budgeten, déi mussen der Kommissioun gewisse ginn, ier déi nationaler Parlamentar se ze gesi kréien. Dat ass kee Respekt virun der Demokratie.

An elo, mir gesinn, wéi dat europäesch Recht all Dag méi verdréit a manipuléiert gétt, fir deene kleng Mamberlänner och nach hir lescht Rechter ewechzehuelen.

Mir si jo d'accord mat enger Gouvernance économique, fir d'Stabilitéit vum Euro ze erhalen. Mä Europa hält dat Argument zum Virwand, fir laanscht déi bestehend Vertrag seng Pouvoiren op d'Käschte vun der Memberstaten a géint de Wille vun der Majoritéit vun der europäescher Populatioun permanent auszubauen. A mir beschäftegen eis hei an der Chamber mat Miniprozeduren, déi sollen d'Illusioun vermëttelen, als hätte mam Lissabonner Vertrag déi nationaler Parlamentar méi Rechter kritt. Den Här Fayot huet d'Problemer jo selwer domadder beschriwwen. Dat ass net méi wéi eng interessant Beschäftigungstherapie.

Mir hunn hei an dësem Parlament eng Naivitéit an der Europapolitik, déi fir ze kräischen ass. Mir mussen Europa endlech Grenze setzen. Mir brauche manner Europa, vill manner Bréisseler Bürokratie an nees vill méi nationaler Kompetenze fir d'Memberstaten. Mir bestinn als ADR op eiser nationaler Souveränitéit an op engem Europa vun den Natiounen.

Et ass eng Zoumuddung, dass d'Europäesch Parlament an enger Zäit, wou all Memberstat muss spueren, eng enorm Erhéijung vum Uniounsbudget fuerdert. Wéi och déi britesch Konservativ fuerdert d'ADR, dass de Budget vun der Unioun limitéiert gétt op maximum 1%. D'Lëtzebuerger Regierung ass awer wéi ëmmer nees an d'Knéie gaang a wär souguer mat enger Augmentatioun vum Budget d'accord.

Et sief kloer gesot, dass d'ADR op kee Fall mat neien EU-Steieren a mat méi Eegemëttele fir d'Unioun averstanen ass. Éischtens aus prinzipielle Gränn: Fir déi Bréisseler emol och iwwerhaapt nach kënne ze kontrolléieren, ass et wichteg, dass déi fir hire Finanzement vun den Europa-Memberstaten ofhängeg bleiwen. Mä awer och, zweetens, well mir hei am Land schon de Leit, elo d'Regierung - net mir, mä d'Regierung - de Leit Steiererhéijungen an onnéidege Sozialofbau zoumutt.

► **M. le Président**.- Här Kartheiser, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Ech maache just drop opmierksam, dass d'CSV laang geschwat huet an den Här Minister Asselborn, an ech bieden lech, mer déi Minutt ze ginn, déi ech brauch, fir elo fäerdeg ze ginn.

► **M. le Président**.- Déi hunn awer net iwwerzunn, Här Kartheiser.

(*Interruptions*)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Also, Här President, ech halen op, mä ech wëll awer all deene Leit, déi dobaussen nokuken, soen, dass d'CSV nach ëmmer eng Maulkuerfmentalitéit huet, an dass d'Oppositioun hei am Land Problemer huet, fir souguer an der Chamber kënne hir Positionen duerstellen, well d'Riedezäit vun de Parteien hei esou limitéiert ass.

Ech mengen, d'CSV huet genuch Zäit, fir ze schwätzen, d'Regierung huet genuch Zäit, fir ze schwätzen. An dësem Land huet d'Oppositioun net genuch Zäit, fir ze schwätzen.

(*Interruption*)

► **M. le Président**.- Här Kartheiser, Dir hutt elo schon 20 Minutten. Dir hätt elo kënne déi Zäit profitéieren, fir zum Schluss vun Ären Ausféierungen ze kommen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Da kommen ech zum Schluss, well ech mengen, et wor e schéine Schluss, Här President, fir ze soen, dass d'Demokratie hei am Land och nach verbesserungswürdeg ass.

Ech soen lech Merci, dass Der mer d'Geleeënheet ginn hutt, dat nach eng Kéier hei daitlech ze soen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!

(*Interruption*)

► **M. le Président**.- Sou, elo kënnt als nächste Riedner den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Här President, ech beschränke mech a meng fënnf Minutten...

(*Hilarité*)

...op een Thema, an dat ass dat vun där neier europäescher ekonomescher Gouvernance. Et geet do jo drëm, schwéier Ongläichgewiichter an der europäescher Unioun ze vermeide respektiv ofzubauen. Dobäi läit de Schwéierpunkt, gesi mer dann, awer haaptsächlech op enger rigoureser a restriktiver budgetärer Politik. Net nëmme Gewerkschaften, och eng gutt Partie vun Ekonomisten warnen elo schon, dass eng eesäiteg Austeritéitspolitik geféierlech ass, net nëmme a sozialer Hissicht, mä och fir eng nohalteg ekonomesch Entwécklung.

Ech si souwuel d'accord, dass eng staatlech Budgetpolitik ëmmer eng seriö Virsiicht verlaangt, wéi och, dass mer an Europa eng systematesch Koordinatioun an der Budgets- an der Wirtschaftspolitik brauchen. Déi misst awer gebonne ginn un eng sozial an eng ekologesch Koordinatioun an no demokratesche Prozeduren oflafen.

Wann dat net de Fall ass, da geet et weider mat den net kooperative Strategien, déi mer an deene leschte Joren erlieft hunn an de soziale Beräicher, bei der Steierpolitik; dat heescht also mat Sozial- a Steierdumping zum Beispill.

Bei der Diskussioun iwwert den europäesche Verfassungsvertrag krute mer ganz hefteg ëmmer erëm eng horizontal Sozialklausel ëm d'Ouere gehaen, déi méi eng sozial Orientéierung vun der europäescher Unioun géif garantéieren mat engem héije Beschäftigungsniveau, enger ugemeinsener sozialer Protektioun, dem Ofbau vu sozialen Ausgrenzungen an esou weider.

Elo misst ee jo unhuelen, grad wann et ëm déi makroekonomesch Entwécklung an Europa geet, missten déi horizontal Klauselen, virun allem och déi Sozialklausel, déi an de Lissabonner Vertrag mat iwwerholl ginn ass, eng wesentlech Roll spillen.

Mir hunn ëmmer dorunner gezweifelt. Ech hu mat grousser Opmierksamkeit déi europäesch Reglementsverschléi, déi elo virleien am Kader vun der ekonomescher Gouvernance, gelies; ech hu gesicht no där berühmter Sozialklausel - ëmssos!

Souguer vun deene sozialen Impaktstudien, déi zum Beispill vum Europäesche Wirtschafts- a Sozialrot gefuerdert gi sinn, wou iwwregens och d'Patronat drasetzt,

hunn ech näischt fonnt. Fonnt hunn ech par contre zum Beispill, dass bei der Iwwerwaachung vun der ekonomescher Entwécklung besonnesch och op d'Léin sollt gekuckt ginn. Dat heescht fir mech näischt anescht wéi do eng restriktiv Lounpolitik. Dobäi wär et europawäit onbedéngt noutwendeg, als Lektioen vun der Kris den Undeel vun de Léin um geschafene Räichtum erëm ze erhéien.

Eisen Index hei zu Lëtzebuerg gétt am Kader vun der ekonomescher Gouvernance méi wéi a Fro gestallt. An de Recommandatioun vum Eurogroup - do ass jo de leschte Kommunist President, wann ech mech gutt kann erënneren -, an där Recommandatioun steet ausdrécklech, zu Lëtzebuerg misst eng Prioritéit bestoen an der Suspensioun vun der automatescher Indexpassung.

Fonnt hunn ech nach...

(*Interruption*)

Jo, jo! Jo natierlech, de President war natierlech domadder averstanen och.

Fonnt hunn ech nach en expliziten Encouragement fir déi dräi berühmte Peiler an der Sécurité sociale, wat näischt anescht heescht wéi eng allmählech Privatiséierung, also den Ofbau vun der universeller, obligatorescher, solidarescher Sécurité sociale.

Amplaz dass eng europäesch Sozialpolitik endlech en héije Stellenwert kréich, besteet d'Gefor, esou warne menger Meinung no zu Recht déi europäesch Gewerkschaften, dass ëmgedréit mat reng finanzielle Kriterien an déi nationaler Kompetenzen agegraff gétt, fir um nationale Plang de Sozialstat ofzubauen. Et kann een och net soen, déi Prozeduren, déi virgesi sinn, déi wär gëeegent, den demokrateschen Defizit an der Europäescher Unioun ofzubauen.

Do sollen elo sougenannten Tableaux de bord opgestallt gi mat Indicateuren, déi Alarm kënne auslësen, déi och zu Sanktiounen kënne féieren, wann Déséquilibere ze befäerte sinn oder kommen. Op déi Indicateuren hu mir keen Afloss. An et ass richteg, dass déi budgetär Souveränitéit duerch déi do Prozeduren an deenen eenzelne Länner a Fro gestallt gétt.

An ech froe mech, wat fir ee Wäert deen oft gebrauchte Begrëff vun der Subsidiaritéit nach huet, wann ee gesäit, wat fir Prozeduren am Kader vun där ekonomescher Gouvernance do virgesi sinn.

Här President, den nationale Stat huet aus dem sozialstaatleche Kompromëss, virun allem nom Zweete Weltkrich, eng relativ staark Legitimitioun gewonnen. Dat wësse mer allegueren, mengen ech. Wann Europa et net fäerdeg bréngt, en europäesche Sozialstat opzubauen, mä am Géigendeel derzou féiert, dass an den nationale Staaten déi sozialstaatleche Acquisen ofgebaut ginn, da kritt d'Europäesch Unioun ni déi néideg Legitimitioun an déi national State riskéieren se ze verléieren. An dat ass och politesch gesinn eng héchst geféierlech Entwécklung, wéi mer et jo och schon a bestëmmt europäesche Länner mat Bedauere mussen feststellen.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Hoffmann. Als leschte Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als zweete Riedner vun der LSAP schléissen ech mech selbstverständlech dem Ben Fayot un, un alles, wat e gesot huet. An ech wëll dem Minister Merci soe fir seng exzellente Deklaratioun gëschter Mëtteg.

Ech a meng Fraktioun begrëssen et, dass Dir an Ärer Ried bewisen hutt, Här Minister,...

► **Plusieurs voix**.- Meng Fraktioun an ech!

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Meng Fraktioun an ech. Pardon!

(*Hilarité*)

Ech wollt soen, dass ech et begrëssen, an ech hu meng Fraktioun net gefrot, mä ech si sécher, dass se an där Fro d'accord mat mer sinn, dass mer et begrëssen, dass Der Är Ried op Wäerter baséiert hutt. D'Madame Polfer huet se schon och opgezielt.

Den Här Kartheiser huet do e ganz aneren Discours gefouert iwwert déi Wäerter. Mä ech hunn d'Körpersprache vu sengen dräi anere Kolleegen genau observéiert: Si hunn an de Buedem gekuckt. Duerfir mengen ech, kritt éischter d'ADR eng Personal...

(*Interruption*)

Duerfir mengen ech, kritt éischter d'ADR eng Personaldebat wéi aner Parteien hei am Sall.

► **Une voix**.- Richteg!

(*Interruption*)

► **Une autre voix**.- Bravo!

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Här President, ech wollt och lech an och dem Här Frieseisen am Numm vum Greffe Merci soen, dass Dir déi europäesch Aarbecht, déi mer versichen an der Kommissioun ze maachen ënnert dem Impuls vum Ben Fayot, ënnerstëtzt. Et ass gesot ginn, dass mer och vill Débaten hei haten. Dat ass eng gutt Saach.

Ech wollt och drun erënneren, dass mer op Bréissel waren als Chamber, wou mer bei d'Europakommissioun waren an och vum Här Van Rompuy vun der Présidence empfaange gi sinn. Et ass also wichteg, dass mer, wa mer iwwer Europa schwätzen, net nëmme op Dokumenter schafafen, mä dass mer och perséinlech Kontakter maachen, dass mer Erfahrung kréien, dass mer Theme kënne uschwätze mat Leit, déi fir Lëtzebuerg wichteg sinn.

Duerfir begrëssen ech et och, dass mer d'Kommissioun, eis aussepolitisch Kommissioun ëmmer esou opmaache fir Gäschter aus dem Ausland. An der Diskussioun iwwert d'strategesch Konzept vun der NATO hate mer e Verrieder do vun der Grupp vun der Madame Albright, vun der Expertegrupp; mir haten de Generalsekretär Rasmussen do. Mir hunn aner Leit empfangen, de President vum Europaparlament. Alles dat hëlleft eis, besser op deenen europäeschen Dossieren ze schafafen an déi europäesch Dimensioun, déi de Ben Fayot seet, déi all Deputéierte soll kréien, besser ze verinhaltechen.

Niewent där europäescher Dimensioun hunn och eng Rei Deputéierten d'Chance, um internationale Plang aktiv ze sinn an anere parlamentareschen Assembléien. Do bedauern ech et heiansdo, an dat läit wahrscheinlech och un eis selwer, dass mer déi Aarbecht, déi mer do maachen, do, wou mer déi parlamentaresch Diplomatie spille loosse, dass mer déi hei vläicht net genuch am Haus verkafen. Ech mengen, do mussen mir selwer nach dru schaffen.

Ech hunn lech emol hei zwee Rapporte matbruecht vu Seminären a vu Versammlungen, wou ech war, wou ech Riede gehalen hunn, da kënnt Der déi um Sekretariat ofginn.

Als Parlamentarier, mengen ech, ass et besonnesch wichteg, dass mer an d'Informationsweeër ageschalt ginn. Dat géllt hei zu Lëtzebuerg tëschent aussepolitischer Kommissioun an dem Ausseministère. Den Här Fayot huet jo deen Aide-mémoire ugeschwat, an ech ginn him do Recht, dass et net nëmme de Ministère ass, deen do méi proaktiv gi muss, mä och mir.

Mä dat nëmlecht géllt an Zukunft och tëschent den nationale Parlamentar an deem neie Service européen d'action extérieure vun der Madame Ashton. Ech war do op zwou Réuniounen zu Bréissel vun den nationale Parlamentar mat dem Europaparlament, wat iwwregens och ganz interessant Réuniounen si fir hinzugeen. Bréissel ass net wäit, dat kascht net vill an et léiert ee ganz vill. Mir hunn och iwwert dat Thema an eiser Kommissioun geschwat.

Ech wollt awer soen, dass d'Madame Ashton trotzdem eng Jorhonnertaufgab do realiséiert huet, fir dee Service op d'Been ze setzen. Et gouf dofir kee Modell, och wa sech elo liicht um franséische Modell vun engem franséische klassische Ministère des Affaires étrangères orientéiert ginn ass mat engem staarke Secrétaire général, zwee stellvertredend Sekretären.

D'Europaparlament, den Här Hauptert huet et jo gesot, déi ware ganz zéi, déi hate sech éischter an d'äitsche Modell virgestallt mat zwee politesche Verrieder, déi och an d'Europaparlament hätte kënne goen. Mä de Service steet, dat muss een der Ma-





dame Ashton urrechnen. Si hat net vill Leit, fir hir dobäi ze hëllefen, an ech mengen, dat muss een och eng Kéier soen, a mir hoffen, dass dee Service sech och an dat institutionellt Gefüge vun der Unioun appendelt.

Ech wëll een Detail soen, dee fir eis national Parlamenter wichteg ass. An deem Service gëtt et eng Abteilung, déi fir d'Relatioun mat den nationale Parlamenter zoustänneg ass. An dee Service wäert och an all den Delegatiounen - dat sinn déi sougenannten EU-Ambassaden an de Pays-tiersen - e Vertrieber hunn. An och do ass et da wichteg, muss mir als national Parlamenter proaktiv ginn a suergen, wéi gesot, dass mer an déi Informatiounsweeër vun der europäescher Aussepolitik mat agebonne ginn.

Dee Service soll 1.200 bis 1.300 Beamte kréien. Mam Personal, Chauffeuren a Personal an deenen Delegatiounen sollen dat 4.000 bis 4.500 Leit sinn. Dee Service vun den 1.250 bis 1.300 Leit, dee jo aus engem Drëttel Kommissioun, engem Drëttel Rot an engem Drëttel nationalen Diplomate besteet, soll jo och budgetsneutral sinn.

Zu den nationalen Diplomate wollt ech just soen, an dat ass och an deene Réunionen gesot ginn, dass se nach weider europäesch forméiert ginn, dass se europäesch denken an dass se wëssen, wa se an deem Service sinn, dass se dann net Lëtzebuurger, Fransous oder Belsch sinn, mä dass se Europäer sinn.

Här Minister, Dir hutt den diplomatesche Réseau ugeschwat. Ech begrëssen d'Co-accréditation, d'Eröffnen Türkei, São Paulo an Abu Dhabi.

An obschonn ech elo vum Aussendéngscht geschwat hunn, hätt ee jo kënne soen, majo, d'EU kritt elo déi Delegatiounen, déi sougenannt quasi EU-Ambassaden. Firwat maache mir elo nach Ambassaden op?

Ech wollt soen, et gëtt nämlech an deenen EU-Delegatiounen keng national Kompetenziwwerdroungen an et sinn eenzeg an eleng d'Lëtzebuurger Ambassaden, déi eis Interessen, eis ekonomesch an eis national Interesse kënne verteidegen am Ausland. Et sinn eenzeg an eleng si, déi an der Türkei, an den Emirater an a Brasilien no Investisseure kënne sichen, déi op Lëtzebuerg investéiere kommen.

Ech wollt nach e puer Wuert zur europäescher Erweiderung soen. Do ass jo dee Paquet Élargissement erauskomm d'lescht Woch mat all deenen „progress reporten“. Mir wäerten an der Kommissioun och nach dorop zrëckkommen. Ech hunn elo leider dofir net méi vill Zäit, fir am Detail dorop anzugeen.

Ech wollt awer drun erënneren, dass um Balkan, wou mer elo 15 Joer no Dayton sinn - de 14. Dezember sinn dat 15 Joer hier, dass dat ënnerschriwwe ginn ass -, do si vill Verännerunge geschitt. Och d'UNO, d'NATO an d'EU hunn hir Roll nei definiéiert an hir Interventiounsmethoden duerch hir Erfahrung um Westbalkan geännert. D'Ingérence humanitaire ass erfondt ginn. D'Kreatioun vum Internationale Geriichtshaff fir d'Crimen a Jugoslawien. D'UNO huet Erfahrung kritt an internationaler Administratioun. Fir d'NATO war et déi éischt „out-of-area operation“, déi éischt „use of force“, och déi éischt Erfahrung mat „crisis management“.

Fir d'EU war et d'Entstoe vun där sougenannt ESDP, der europäescher Sécuritéts-an Défense-Politik, déi éischt zivil Missiounen vun der EU a Bosnien an och déi éischt militäresch Operatiounen a Mazedonien. Si hunn also geléiert, déi dräi Institutiounen. An ech hoffen, dass se dorauer Léiere gezunn hunn, fir an Zukunft besser an der Preventioun vu Krisen ze ginn.

E lescht Wuert zum Balkan. Wann een 20 Joer no hanne kuckt, kann ee soen, mir hatten do e Jorzéngt - d'90er Joren - vu Krich. Mir hatten dat zweet Jorzéngt, vun 2000 bis 2010; et kéint ee resüméieren, d'Jorzéngt vun der Normaliséierung. A mir sinn elo am Joer 2010, 15 Joer no Dayton. Elo gëtt et Zäit fir d'Jorzéngt um Balkan vun der Consolidatioun, vun der Konsolidéierung, vun de Changementer a vun den Erregungschaften. Dat géif där Region hire Wee vum Krich zum europäesche Mainstream komplettéieren.

Ech gesinn, et bleift mer net vill Zäit, fir op de Kosovo a Bosnien anzugeen, wat den Här Fayot schon ugeschwat huet, wat d'Problemer sinn. Mä ech wollt awer nach... Zur Türkei bleift mer och keng Zäit.

Ech wollt just soen, Här Kartheiser, Dir maacht ëmmer esou Angscht do. Dir wësst genau, dass mer an deenen nächste Joren hei nach kee Gesetzesprojet kréien iwwert de Baitrëtt vun der Türkei. Dir wësst genau, dass dat Verhandlung sinn, déi 15 bis 20 Joer daueren.

#### (Interruption)

A souwisou, deen Dag, wou dee Gesetzesprojet hei an d'Chamber kënnt, gëtt et keen Här Kartheiser méi an et gëtt keng ADR méi!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hohoho!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dat kann ech lech elo scho soen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ass dat Äert Argument?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- An den Här Angel ass Minister!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här Angel, ech wënschen lech awer e laangt Liewen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech woll lech drun erënneren, dass der Sozialistescher Aarbechterpartei hir Riedezäit ofgelaf ass.

► **M. le Président.**- Den Här Angel muss esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Ech wëll just d'EU/NATO-Relatiounen uschwätzen. Déi sinn ugeschwat ginn...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hunn déi méi Zäit, Här President, wéi mir?

► **M. le Président.**- Ech hunn elo just dem Här Angel gesot, e misst zum Schluss kommen. Gitt dem Här Angel och d'Chance, zum Schluss ze kommen, Här Gibéryen!

#### (Interruptions)

► **M. Marc Angel (LSAP).**- D'NATO-Relatiounen, ech mengen, do muss mer iwwert den „Berlin Plus Agreement“ erausgoen. Do muss dee politeschen Dialog renforcéiert ginn, en neie Sécherheetsaccord. Besonnesch elo, wou d'Amerikaner och déi europäesch Sécherheets- an Défensepolitik méi seriö huelen, keng Méfiance méi dovur hunn. Duerfir ass dat wichteg.

Russland, e lescht Wuert. Déi „reset policy“, déi d'USA an d'NATO do maachen, fir ze soen, andeems se jo och de President vun Russland op de Sommet invitéiert hunn, fir e Conseil ze hunn, mengen ech, ass gutt. Déi renforcéiert Kooperatioun um praktesche Plang huet déi nämlech Menacen: Terrorismus, Drogenhandel an esou weider, d'Proliferatioun vu Waffen. An duerfir wär e Geléiere vu Relatiounen wéinst Georgien déi falsch Saach. Et muss een also den Dialog erëm ophuelen an och déi delikat Sujeten do traitéieren.

Wéi gesot, ech hunn net méi genuch Zäit. Ech wär nach gär op de Rôle vun den zivile Missiounen agaangen. Ech wäert dann e Bréif un de President vun der Kommissioun schreiwen a soen, dass ech dat Thema vun den Zivilmissiounen, wou ech fannen, Lëtzebuerg misst méi proaktiv ginn, da mam Minister an eiser Kommissioun beschwätze kann.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir sidd nach ganz laang hei, Här Angel. Dir kënnt dat nach maachen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Angel, an elo kritt den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Deen iwwerhëlt d'Türkei.

► **M. le Président.**- An den Här Gibéryen lauschtert elo ganz opmierksam no.

#### (Hilarité)

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.**- Här President, also ech mengen, léif Kolleegen, ech maachen elo net net ganz séier, mä

ech versiche konzis ze sinn. A fir gutt virunzekommen, géif ech mech vläicht bei all Orateur fir d'Éischt bedanken a bei deem éischten ufänken, dem Norbert Hauptert vun der CSV.

Eng vu sengen Haaptsuerge war jo d'UEO. Déi ass opgeléist. Ech mengen, am Juli 2011 besteet d'UEO net méi. Et sinn 32 Fonctionnaires, wou da muss gekuckt ginn, wéi hir Existenz ofgeséichert gëtt. Lëtzebuerg, kann ech lech soen, Här Hauptert, mir ënnerstëtzen dee Plang, deen élaboréiert ginn ass, och vläicht nach e bessere Plang wéi deen, deen elo besteet, e Sozialplang, fir dass doranner näischt geschitt. Déi aner Propositionen, déi Der an deem Kontext gemaach hutt, schéng mer interessant, an et muss een do kucken, wat ee kann do fäerdeg bréngen.

D'Madame Polfer huet geschwat fir d'Demokratesch Partei. Ech wëll hir fir d'Éischt nach eng Kéier Merci soe fir deen Engagement fir de Conseil de Sécurité. Wat d'Leit do ugeet, déi mer brauchen, et muss ee jo en Ennerscheid maachen elo virun der Kandidatur, an da gëtt ofgestëmmt, an da kënnt nach eng Kéier eppes no der Ofstëmmung. Virdrun ass et net eis Intentioun, elo grouss opzestocken.

Wa mer do sinn, mir hu mat den Irlänner geschwat, ech mengen, dass mer do géife gutt iwwert d'Bühn kommen, wa mer eng zwielef Leit hu fir déi Zäit, wou mer dra sinn, an dass een och déi Leit kéint huelen, fir herno d'Présidence vun der Europäescher Unioun - hei ass... `13, `14 wiere mer am Conseil de Sécurité, wa mer drakommen, a `15 hu mer d'Présidence -, dass een dann och kéint vun där Erfahrung profitéieren, fir dann do dat drunzehänken.

Dann, ech mengen, eng Regierung, Här President, déi fonctionnéiert solidaresch, onofhängeg vun deenen zwou Parteien, déi elo hei dra sinn. Dir hutt gesot, dass den Här Juncker an der Griichenland-Kris gesot hätt, dass en dat doten hätt komme gesinn. Ech wëll dat do awer wierklech kloerstellen. En huet dat zu engem Zäitpunkt gesot, wou déi nei Regierung knapps am Amt war. En huet dat a Bezunn op déi Regierung gesot, déi um Rudder war, dass dat géif entgleisen.

Mä d'Ausmooss vun deem, mat deem mer konfrontéiert waren, wéi déi nei Regierung um Rudder war, wéi d'Zuelen op den Dësch komm sinn, dat huet kee kann, dat huet och kee gewosst. Duerfir muss een déi Ausso wierklech op déi viereg Regierung projézéieren, déi a Griichenland war.

Wat Der gesot hutt, Madame Polfer, iwwer Deauville. Ech mengen, dat muss ee ganz kloer an de Raum stellen. Hei hunn déi Däitsch an d'Fransouse sech getraff. Wat war de Problem vun deenen Däitschen? Si hu misse fir hir national Politik eng Vertragsännerung an de Raum stellen. Wat war de Problem vun de Fransousen? Si wollte keen Automatismus bei de Sanktiounen.

Also, zwou Optiounen, déi do waren. Déi sinn ausgehandelt ginn. Et ass en Handel gemaach ginn. An et ass Drock gemaach ginn op engem Gebitt, dat mer kennen, wann et ëm d'Geld geet, wann et ëm den Euro geet, wann et ëm d'wirtschaftlech Intérêt geet, dass dann déi zwee stärkste Länner, déi an der Europäescher Unioun sinn, eng immens Force hunn. A si hunn deklaréiert, dass dat doten eng gutt Position wier fir d'Europäesch Unioun mat all deem, wat dann hannendru komm ass.

Dat ass net esou, wéi, mengen ech, hei an deem Parlament, a wéi jiddwereen, deen e wéineg europäesch agestallt ass, dat akzeptéiere kann. Mä duerfir muss een dat dénoncéieren. An ech hoffen, dass ech elo hei déi richteg Wieder dofir fonnt hunn.

Wat d'Schwäiz an Däitschland ugeet. Et ass ganz interessant. Ech mengen, eise Chamberspresident war d'lescht Woch mat enger Delegatioun, wann ech richteg informéiert sinn, an Däitschland. An ech mengen, do huet déi Delegatioun och dee richtegen Toun fonnt, deen och...

#### (Interruption)

...dës Regierung huet.

Dat Ofkommen, wat gemaach ginn ass tëschent Däitschland an der Schwäiz, ass och en Ofkommen, wourunner Lëtzebuerg selbstverständlech e groussen Intérêt huet.

Wann et méiglech ass, fir et fäerdeg ze bréngen, tëschent Däitschland an der Schwäiz a Saachen Zënsertrag eng fix Tax anzusetzen a sech dorobber eens ze ginn, da kann et jo net sinn, dass dann dat nämlech Land, wat Däitschland heescht, Drock op eis mécht an der Europäescher Unioun, fir dass mir sollen den Échange d'information ginn, wann d'Schwäizer den Échange d'information behalen.

Dat ass also eng Position, déi mir als Lëtzebuerg net kënnen akzeptéieren, dass do eng Diskriminatioun, eng Diskrepanz géif bestoen. Well wat wier d'Konsequenz? D'Konsequenz wier déi, dass eis Bankeplaz hei géif ausbludden zu Gonschte vun der Schwäiz oder vun anere Bankeplazen.

Waart, ech sinn direkt fäerdeg! Wann Der just nach e puer Minutte kéint lauschteren. Ech sinn direkt fäerdeg.

► **M. le Président.**- Ech géif lech just bieden, dem Här Ausseminister nozelauschteren.

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.**- Et ass also kloer, dass dat heiten een Deal ass, wou Lëtzebuerg e ganz, ganz staarken Intérêt drun huet an deenen eis Positionen stäerkt. Loosse mer et soen, wéi et ass.

Dann, Madame Polfer, Dir hutt iwwert den Här Krecké geschwat. Also, ech mengen, dass den Här Krecké weder en Zyniker ass nach e Fatalist. Et ass e Politiker aus Fleesch a Blut, wéi Dir an ech. E weess hoergenee, dass e sech e wéineg onkonventionell ausgedréckt huet. Dat ass bei engem Politiker, deen net e Roboter ass, heiansdo de Fall. Ech mengen, wat bleift, ass, dass en d'Hand op eng Wonn opgeluecht huet, déi effektiv do ass a wou mer muss besser ginn. Ech mengen, dat ass d'Zil, wat mer müssen errechen.

#### (Interruption)

Ech géif och mengen, Madame Polfer, wat den Här Fayot alles hei am Parlament leescht, fir deem Parlament hei wierklech aussepolitisch eng Nues ze ginn, wou d'Parlament ka mathalen a gradesou wichtig ass wéi d'Regierung am europäesche Prozess, duerfir muss een him e grouse Merci soen. An ech mengen, vun alle Fraktiounen gëtt dat beluewend ervirgestrach. An duerfir, dat, wat e seet, muss mer natierlech och eescht huelen a wëlle mer eescht huelen, dass nach méi Debatten heibanne stattfannen iwwer Problemer, déi Europa uginn an déi d'Land forcément uginn.

Wou mer eis nach ëmmer net richteg eens sinn, an en huet et och nach eng Kéier gesot, dat ass: Wat sinn d'Positionen vu Lëtzebuerg an de Virverhandlungen? An de Verhandlungen? Wéi geet Lëtzebuerg op Bréssel? Mat wat fir Positionen, fir do ze verhandelen?

Ech géif mengen, Här Fayot, dass dat eppes ass, wat extrem schwierig - wann ee richteg europäesch denkt - ze fannen ass. Well kuckt emol, wat an Däitschland elo geschitt mat där Interpretatioun, déi Karlsruhe gemaach huet, wou vu virera gesot gëtt: „Wa mer op deenen Terrain ginn an de Verhandlungen, da muss Däitschland sech ausschalten a mer muss kucken en Dialog ze hu mat eisem Parlament.“

D'Verhandlung - wéi ech et gesinn als Europäer - an Europa muss ëmmer Sputt loosser, fir dass ee ka selbstverständlech an der Perspektiv zu Resultater kommen. Wann dat net de Fall ass, mir kennen de Binnenhof, dat ass eppes, wat dacks, dacks erëmkënnt, wou d'Hollänner, d'hollännesch Regierung sech hannendru verstoppt, dat respektéiere mer alles. Déi Däitsch soen dat och systematesch elo a verschidde Gebidder.

An ech mengen, mir als Lëtzebuurger, déi awer fir den Integrationsprozess sinn, kënne keng fix Positionen hei zu Lëtzebuerg an der Chamber oder och ausserhalb der Chamber definéieren an dann ouni Sputt a Verhandlung goen. Dat brénge mer net fäerdeg, dat packe mer net.





Duerfir géif ech mengen, dass dat Eenzegt, wat géllt, dat ass all Kéiers, wann d'Chamber, an all Kéiers, wann ee Minister - an ech hunn och meng Kolleeg Ministeren dat gesot -, wa se mengen, si kommen elo an eng wierklech wichteg Négociatioun eran, dass dann de Kontakt iwwert d'Kommissiounen stattfénnt. Dat ass deen eenzege Wee, deen ech do gesinn.

Den Här Braz fir déi gréng huet selbstverständlech fir d'Éischt gesot, meng Ried, déi wier vill ze vill méll gewiescht. En aneren huet gesot, se wier ze haart gewiescht. Mä ech deelen Är Kritik, déi Der gemaach hutt, dass ech wierklech hei och d'diplomatesch Sprooch, ob ee se wëllt oder net, selbstverständlech muss akzeptéieren. Ech mengen net, dass ech gëschter eppes gesot hunn, wou ech hei ausfällg war, an ech dat och net soen an der Réunioun an och net bei der Press zu Bréissel.

Allerdéngs, Dir hutt eng fundamental Fro gestallt. Den Herman Van Rompuy seet, an e seet dat jo an engem gewëssene Kontext, e seet dat an der Nuecht oder no der Nuecht, wou Europa kee Budget op d'Bee kritt huet. Wat eng grave Saach ass! Dir hutt et selwer gesot. '88, dat war déi leschte Kéier, dass dat geschitt ass. Dat heescht, Europa muss mat grousser Wahrscheinlechkeet Januar, Februar vläicht nach souguer mat Douzièmes provisionnels fueren.

Wat heescht dat, Douzièmes provisionnels? Dat heescht, dass de Budget vun 2010 zielt. Net de Budget vun 2011. Dat heescht, dass d'ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) zum Beispill eppes ass, déi eng interesséiert et, déi aner net, vläicht ass dat och net esou wichteg. Mä de Service d'action extérieure, deen ass blockéiert. Deen ass blockéiert an deem Sënn...

#### (Interruption)

ITER, ah okay. Mä, jo ech hunn dat gutt Beispill virgesot, an da kënnt dat schlecht.

Mä ech wollt awer soen, dass beim Service d'action extérieure verschidde Posten, wou schonn elo d'Europäesch Unioun involvéiert war, als Kommissioun elo net spillt, mä alleguerten déi nei Posten, déi spillen, fir et emol op Lëtzeburgeresch ze soen. Singapur, wou de Marc Ungeheuer, wat e Lëtzeburger Diplomat ass, soll hikommen, déi huet bestanen, dat ka gemaach ginn. Mä all déi nei, déi derbäikommen, déi nei Posten, déi geschaf ginn, wieren alleguerte blockéiert. Mir kommen zesummen e Méindeg zu Bréissel, an da muss ee kucken: Wat ass d'Konsequenz do dervunner fir Europa? An deem Kontext huet en et gemaach.

Elo kann een d'Ausso - ech weess net, wéi Der dat gesitt, Här President - heibannen natierlech esou oder esou interpretéieren. Wann de President vum Conseil européen esou eng Ausso mécht, dann ass dat natierlech vläicht och eng Ausso, déi ka vun de Spekulanten, vun de Bourssen op der Welt, déi op esou eppes lauerer, ugesi ginn, fir do anzeheizen a wierklech op eng falsch Pist ze kommen.

Ech kritiséieren elo net den Herman Van Rompuy. Hien ass responsabel fir dat, wat e seet. Mä dat kéint eng vun de Konsequenze sinn. Duerfir huet jo den Olli Rehn, dat ass de Kommissär, gebremst a gesot: „Halt, mir sinn hei net virun enger Kris vun Euro an och net vun Europa. Mir si virun enger Kris, mat där Irland konfrontéiert ass, a wou den Euro selbstverständlech näischt ass, wat elo un d'Wackele kënnt.“

Et ass also eppes, wou politesch et kann anescht interpretéiert ginn, wéi et vläicht finanztechnesch interpretéiert gëtt. Duerfir, dee Cri d'alarme - an der Rei, mä et muss ee virsichteg sinn, wann een esou Cri-d'alarme mécht, wat kënnen d'Konsequenzen dovunner sinn.

Bei den „Euro-Bonds“, Här Braz, Här President, also dat ass eppes, wat misst alichten. Natierlech muss mer wëssen, an ech hunn dat gëschter gesot, dass déi eng Länner an Europa nëmmen een Drëttel bezuele vun den Zënslaschte vun anere

Länner. A wa mer „Euro-Bonds“ hunn, da mussen déi, déi enne sinn, och e wéineg eropkommen.

An dat Land, wat stur ëmmer géint d'Diskussioun iwwert d'„Euro-Bonds“ war, war Däitschland. Egal, och déi viregt Regierung. Duerfir ass dat eng Debatt, ech weess net, ob se laang féiert, mä menger Meenung no ass et richtig, wat och de Premier gesot huet, dass et méi realistesch ass, iwwer esou eppes ze debattéieren, wéi wierklech ze debattéieren, dass all Länner sollen d'Stëmmrechter ewechgeholl kréien, déi eben eng gewësse Period Defizitsünder sinn.

Deauville - hunn ech gesot. Budget 2011 - hunn ech och gesot.

Ech wollt lech nach eppes soen, Här Braz, wat wichteg ass. D'Benelux-Länner - Dir hutt geschwat: „Wéi kënne mir eis besser abréngen als Lëtzeburger?“

Ech kann lech nëmme soen, all sechs Méint ass jo eng Présidence an der Benelux. Mir Ausseministere vun de Benelux-Visegrád-Länner si virun e puer Wochen zesummekomm. Mir kommen als Benelux-baltesch Länner e Sonndeg zesummen - déi dräi baltesch Länner. Mir probéieren also, iwwert d'Benelux eraus wierklech och eis Prinzipien, déi déi Länner jo och alleguerten hunn, meeschtens hunn, fir ze kucken, dass mer d'Institutionen respektéieren, dass mer d'Regele respektéieren.

An, eppes Neits, wat derbäikënn, an ech fannen dat interessant, Dir wësst, dat zweet Semester 2011 huet Polen d'Présidence. De polneschen Europaminister huet mech kontaktéiert iwwert de Weekend an e wëllt erëm les amis de la méthode communautaire zesummeruffen, fir dass vu Polen aus - a mer hu vun Deauville do geschwat, a mer hu geschwat vum Budget vun 2011 -, dass mer erëm dat Gemeinschaftlecht, dat, wat d'Méthode communautaire ass, dass mer dat op déi Manéier erëm promovéieren.

Wat den Iran ugeet, hutt Der och eng Fro gestallt, bon, wat eng Fro ass, déi méi an den Detail geet, mä ech hunn natierlech och gelies gehat am „Quotidien“ an ech hu mech informéiert. Et ass esou, fir do... Wëllt Der, dass ech prezis elo dorobber äntwerten? Dann hu mer dat hannerun eis.

Also, déi Firma, déi heescht „Metal and Mineral Trade“ S.à.r.l. Si ass de 26. Mee '97 gegrënnt ginn. An déi Sociétéit, déi hënk vun enger däitscher Sociétéit of, déi „ASOTEC“ G.m.b.H. heescht. Bon, déi Firma, déi ass den 3. August 2010 vun den Amerikaner geléicht ginn, also op eng Léicht gesat ginn als eng Firma, mat där keen Amerikaner - dat muss een emol soen -, keen Amerikaner däerf „trade“ maachen, däerf Handel maachen, well déi léiert ass un de Ministère vun der Industrie vum Iran. Sou!

Mir hunn nogekuckt, an déi Informatioun, déi mir hunn als Ausseministère, ass, dass déi Firma, vun un dass se hei zu Lëtzebuerg ass, keng Activité d'exportation, d'importation ou de transit auserhalb vun der Europäescher Unioun gemaach huet. Auserhalb vun der Europäescher Unioun gemaach huet! Sou.

De Chiffre d'affaires vun där Sociétéit, dee louch ëm fënnf Milliounen Euro 2006/2007. Deen ass awer erofgaangen 2008 op 50.000 Euro. Also, domadder kann een, mengen ech, d'Welt net akafen.

Eis Ambassade zu Washington ass informéiert ginn am Abrëll 2010 vum amerikaneschen „Treasury“, dass déi Firma do net suspectéiert war léiert ze sinn un ee Financement vun der Terrorismus oder implizéiert war an Aktiounen, déi d'Acquisitioun vu Waffen oder Massevernichtungswaffe géifen ugoen. Dat waren d'Amerikaner selwer, déi eis dat gesot hunn.

Nieft där MMT sinn 20 aner Firmaen op déi Léicht gesat ginn den 3. August. Dovunner sinn der néng an Däitschland - do ass déi MMT derbäi -, eng an Italien, eng a Japan. Et ass also breet gespreet ginn.

Nun, wat elo wichteg ass, mengen ech hei, dat ass, dass déi Firma do keng Handelsmächtegung méi zu Lëtzebuerg huet. Dat sinn awer elo d'Classes moyennes, déi eis dat matgedeelt hunn. Déi Firma, mat deem Numm, deen ech

lech genannt hunn, „Metal and Mineral Trade“, ass révoquéiert ginn de 6. September 2010. Déi Firma huet also keng Handelsmächtegung méi hei am Land an huet och kee Sëtz méi hei zu Lëtzebuerg. Dat sinn déi Informatiounen, déi ech lech kann an deem Fall do ginn.

Ech kann awer en général soen, dass Lëtzebuerg selbstverständlech sech staark do engagéiert. Mir hunn ëmmer plädéiert an alle Sitzunge vun den Ausseministere, dass ee muss versichen, beim Iran e méiglechst héijen Drock ze behalen doduerch, dass een net Soloe gemaach huet, mä dass een d'Resolutioun vum Conseil de Sécurité respektéiert, fir China a fir Russland u Bord ze behalen.

Elo sinn Décisiounen geholl ginn, déi ziele fir déi ganz Europäesch Unioun. Japan huet se geholl, Amerika huet se geholl, Südkorea huet se geholl an esou weider. Déi respektéiere mer hei. Mir si ganz minutiéis doran. Wann do Verfeelunge sinn, déi festgestallt ginn, da ginn Enquête gemaach an et gëtt deementspreechend, wéi d'Gesetz et virschreift, gehandelt.

Vu China wollt ech lech och nach eppes soe selbstverständlech. Also, ech mengen, wann een eng Kéier oder schonn e puer mol a China am Ausseministère souz an et huet een do d'Geleeenheet gehat, mam Ausseminister ze schwätzen - dat ass op deem Niveau, wou ech ka mech artikuléieren: Mir war et nach ni verbueden, iwwert d'Evolution vun de Mënscherechter ze schwätzen. Ech mengen, d'Madame Polfer war viru mir Minister a kann dat och bestätegen.

Wat ee muss maachen, Här Braz, an do hutt Dir eng aner Fonctioun wéi ech: An der Form muss een eng gewëssen Dignitéit behalen, soss erreecht ee guer näischt. Da kann ee guer net ufänken.

Duerfir géif ech mengen, an dat géif ech och meng Kolleegen an der Regierung soen, dass et net inkompatibel ass, wann ee wirtschaftlech Interessen huet mat China, a wirtschaftlech Interessen hunn: Wat heescht dat? Dat ass jo näischt Negatives. Et ass jo näischt Pejoratives. Dat heescht jo och, Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg behalen. Mä, dass ee wierklech net däerf fäerten, iwwert d'Doudesstrof ze schwätzen, iwwert d'Mënscherechter ze schwätzen, wann een deen idealen Toun - wann een deen idealen, bah, dee richtigen Toun fënn, fir net Professor ze spillen, mä dat kann ee steteg maachen. Dat kann ee maachen, an den Här Fayot huet dat richtig och gesot, Här Braz.

Ech mengen, mir mussen och mat deene Wäerter, déi mir verteidigen - an dat ass jo falsch, dass hei da gesot gëtt, mir géifen net d'Mënscherechter... -, mä dass mer wierklech eis och erafflen an e Land vun 1,3 Milliarde Leit, mat där Geschicht, déi dat Land huet, an da probéieren, do e Maximum vun eise Wäerter eriwwerzebréngen an och Ännerunge fäerdeg ze bréngen.

Ech kann lech just soen - et ass nach net esou laang hier, bon, dach, et ass scho laang hier, dass ech Ausseminister gi sinn -, 2004 war nach kee Recours bei der Doudesstrof a China méiglech. Mat der Europäescher Unioun a mat de Länner aus der Europäescher Unioun ass debattéiert ginn. Elo ass emol wéinstens bei der Doudesstrof e Recours, wou scho vill Leit dovunner profitéiert hunn.

Mir sinn och op engem Punkt, wou et net ausgeschloss ass, dass déi Konventioun iwwert d'Droits civiques et politiques, déi China ënnerschriwwen huet, dass déi och ka ratifizéiert ginn. An dat ass, wat mer ëmmer gefrot hunn. Mir këinten eis jo och virstellen, wa se dat géife maachen, dass een deen „arms embargo“ géif ophiewen. Dat wier jo eng Méiglechkeet, fir dat ze maachen.

Natierlech hir Reaktioun beim Liu Xiaobo, déi war äusserst defensiv. Dat wësse mer. Mä gutt, ech géif mer virstelle kënnen, dass den Dag eng Kéier kënnt, wou een dee Waffenembargo kéint ophiewen, an dass si géife ratifizéieren déi Konventioun iwwert d'Mënscherechter. Da bei der Ambassade...

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Sot dem Jeannot Krecké dat dann och, dass en dat däerf, gellt!

► **M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.- En héiert dat jo.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Jo, jo.

#### (Hilarité)

► **M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.- Sou, wat ech...

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Seng Ouere sinn net esou gutt wéi de Chineesen hir dann.

#### (Interruption)

► **M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.- Ech wollt...

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Sot em et nach eng Kéier.

► **M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.- Also lauschtert, ech soen hei d'Meenung vun der Lëtzeburger Regierung iwwert d'Mënscherechter. Dir hutt mech gefrot. Neen, loosse mer nach eng Sekonn seriö bleiwen.

Wat d'Verdeelung ugeet vun dem Nobelpräis. Mir sinn als net résidenten Ambassadeur - dat si mer, mir hu jo eng Ambassade an Dänemark, mir sinn net zu Oslo - nach ni invitéiert ginn als Lëtzebuerg. Och net, wéi den Här Obama de Präis kritt huet. Ech weess net, wéi dat dëst Joer ass.

Mä Dir hutt Recht, déi Fro opzeweeren. Ech wäert dat och e Méindeg maachen, wa mer zesumme sinn, dass d'Europäesch Unioun eng Position huet. Et ass evident. Wat de Pierre-Louis Lorenz mer gesot huet, dat ass eisen Ambassadeur, en huet mer gesot, hie wier net démarchéiert gi bis elo vun de Chineesen, fir net op déi Verdeelung ze goen.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Anerer jo.

► **M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.- Anerer jo. Also, do solle mer schonn eng eenheetlech Position hunn. Sou, et deet mer leed, dass ech awer elo nach e wéineg méi laang war.

Här Hoffmann, vläicht ee Wuert, Här Hoffmann. Also, wat Der sot, ech géif hoffen, dass mer et kéinte fäerdeg bréngen, Här Hoffmann, eppes, wou eis Regierung jo komplett hannendrusteet, dat ass ee Mindestloun an der Europäescher Unioun fäerdeg ze bréngen par rapport zum PIB. Ech mengen, dass een déi Relatioun kéint hierstellen. Do gi mer net op. Dat wier eng Initiativ, déi d'Kommissioun kéint huelen an déi och kéint transportéiert ginn. Dat ass e Punkt, wou ech lech komplett Recht ginn, dass een, wann een esou eng Dimension géif fäerdeg bréngen, dass do och Europa um sozialpolitesche Plang besser verständlech wier, a wat absolut och machbar wier.

Dem Här Angel nach, fir ofzeschlëssen, wëll ech soen, dass et richtig ass a wichteg, dass Lëtzebuerg selbstverständlech vertraueden ass an deem neie Service d'action extérieure an nämlech esou vertraueden ass, dofir hu mer eis och staark gemaach, dass déi Diplomaten, déi dohinner ginn, dass déi véier, fënnf Joer, vläicht och siwe Joer, aacht Joer bleiwen an da kënnen erëm réintégréiert ginn an eisen Déngscht. Well dat bréngt jo vill. Déi Expérience, déi se do kréien, kënne se erëm mat erëmbrengen.

Bon, bei dem virleschte Riedner, do fannen ech den Toun net. Do soen ech léiwer näischt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères.- Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Ausseminister. Domat wäre mer um Enn...

► **Une voix**.- En ass mat allem d'accord, wat den Här Kartheiser gesot huet.

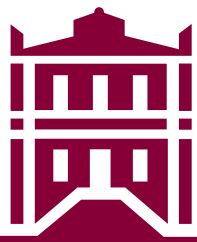
#### (Interruption)

► **M. le Président**.- ...vun eiser Diskussioun an och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.57 heures)





## Sommaire

- 1. Communication**
  - Remplacement d'un Conseiller à la Cour des Comptes
  - M. le Président
- 2. Question urgente n°1014 de M. Félix Braz relative au budget de l'OLAI**
  - M. Félix Braz - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
- 3. 6137 - Projet de loi relatif à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du ban de Gasperich**  
**6146 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire**
  - *Rapports de la Commission du Développement durable:* M. Lucien Clement
  - *Discussion générale:* Mme Martine Mergen, M. Paul Helminger, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann
  - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - *Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel*
- 4. Constitution de la «Sous-commission Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises de la Commission juridique (SCC)»**
  - M. le Président
- 5. 5993 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban**
  - *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:* M. Claude Haagen
  - *Discussion générale:* M. Mill Majerus, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
  - M. Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
  - M. André Hoffmann (motive son abstention)
- 6. 5976 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant**
  1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
  2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
  3. l'article 13 du Code de Commerce
  - *Rapport de la Commission juridique:* M. Gilles Roth
  - *Discussion générale:* M. Xavier Bettel
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
  - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 7. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables**
  - *Exposé:* M. Eugène Berger
  - *Débat:* M. Emile Eicher, M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann
  - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- 8. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la stratégie du Gouvernement en relation avec la réorganisation des réseaux de distribution d'énergie au Luxembourg**
  - *Exposé:* M. Henri Kox
  - *Débat:* Mme Martine Mergen, M. Paul Helminger, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Haagen
  - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
- 9. Question avec débat n°15 de M. Robert Weber relative au Conseil supérieur de la Mutualité (CSM)**
  - M. Robert Weber - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale - M. Robert Weber (parole après ministre)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt also net de Fall ze sinn.

### 1. Communication - Remplacement d'un Conseiller à la Cour des Comptes

Par contre hunn ech folgend Kommunikatioun ze maachen:

Conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et

aux dispositions des articles 114 à 126 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés au 23, rue du Marché-aux-Herbes à Luxembourg, jusqu'au 9 décembre 2010, l'estampille de la poste faisant foi.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

- 1) être de nationalité luxembourgeoise,
- 2) jouir des droits civils et politiques,
- 3) offrir les garanties de moralité requises,
- 4) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,
- 5) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques, études de réviseur d'entreprises ou droit.

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par l'Administration parlementaire.

Mir kommen elo fir d'Éischt zur Question urgente N°1014 vum Här Félix Braz iwwert de Budget vun der OLAI. Den Här Félix Braz huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

### 2. Question urgente n°1014 de M. Félix Braz relative au budget de l'OLAI

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Madame Minister, an deene leschte Méint hunn ech lech e puermol iwwert den OLAI interpelléiert, well ech mengen, dass dat e ganz wichteg Gremium ass, wat och wierklech eng speziell Bedeutung huet hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun den Efforten, déi gemaach gi fir Intégréatioun oder Inclusioun, oder wéi een och ëmmer dat haut wëllt nennen.

Den OLAI huet zënter senger Grënnung eng Rei Aktivitéiten opgeholl. En huet notamment am Kontext vun der Inscriptioun op d'Wielerléschten e Budget ze géréieren. D'Inscriptioun op d'Wielerléschten huet jo géännert. Si war bis elo ëmmer esou organiséiert iwwert d'Gesetz, dass et méi wéi ee Joer am Virus eriwwer war mat der Inscriptioun, wat e relativ staark dissuasive Charakter hat oder zumindest en net encourageanté Charakter hat.

Duerch dat neit Gesetz ass et esou, dass ee bis weéneeg Woche virum Wahltermin sech nach kann aschreiwten. Duerfir kritt och déi Prozedur vun der Inscriptioun eng nei Bedeutung, well se potenziell wesentlich méi Leit kann dozou befäegen an encourageieren, sech op d'Wielerléschten anzuschreiwten.

Den OLAI huet dat och richtig erkannt an huet e Budgetsposten, fir am Kontext vun der Inscriptioun op d'Wielerléschten eng gewësse Promotioun fir d'Iddi a fir d'Saach kënnen ze maachen. Dee Posten ass op 2010 an Héicht vun 100.000 Euro. En Deel dovun - 40.000 - gétt den OLAI direkt aus duerch eegen Aktivitéiten a 60.000 Euro waren zur Verfügung gestallt gi fir Projeten am Beräich vun der Sensibiliséierung fir d'Inscriptioun op d'Wielerléschten. Déi sinn ausgeschriwwen ginn. Et hunn och eng Rei Leit Projeten déposéiert an et sinn och eng Partie zrëckbehale ginn. Ech mengen, fënnf am Ganzen.

Déi Projeten, déi zrëckbehale gi sinn, couvréieren awer an deem Montant, deen hinnen allouéiert ginn ass am Total, net déi 60.000 Euro, déi zur Verfügung stinn. Et sinn der 47.925 allouéiert ginn. Et bleiwen der also 12.075 nach disponibel. Mir géifen dat schued fannen, wann een déi net géif kënnen affectéieren.

Duerfir eis Fro un d'Ministesch an duerfir och d'Urgence, well wierklech do d'Zäit fortleft: Gi mer déi Suen awer nach lass fir deen doten Zweck, wou se virgesi sinn?

Firwat hu mer net deene Projeten, déi zrëckbehale gi sinn, entweder e bësse méi Kredit allouéiert? Firwat hu mer bei deene Projeten, déi agereecht gi sinn, awer net

zrëckbehale gi sinn, net déi Leit gefrot, hire Projet nach eventuell nozebesseren? Mam Zil awer, dass déi Suen - well et ass jo elo scho kee Risemontant, déi 100.000 Euro, dat ass sécher net näischt, dat ass scho Geld, mä et ass och elo net en enorme Montant -, an duerfir wär et gutt an eisen Aen, wann dee Montant kéint komplett verschafft ginn, idealerweis eventuell nach op een oder zwee Projete weiter.

Duerfir d'Fro un d'Regierung an un d'Madame Minister: Wéi gedenkt Der virzegoen, dass mer déi Kreditter, déi verfügbar sinn, awer idealerweis kéinte komplett engagéieren, nach duerch eng zweet Ronn oder aneschtens?

Ech si ganz interesséiert un Ärer Äntwert. Merci un d'Madame Minister.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. D'Familljeministesch Marie-Josée Jacobs kritt elo d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Här President. Den Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration huet eng Strategie fir ebe just déi Campagne d'information et de sensibilisation do fir d'Aschreiwung an d'Wielerléschten definiéiert, an dat zesummen an engem Comité restreint mat de politesche Parteien, mat den Organisatiounen, déi fir d'Ausländerintegratioun zu Lëtzebuerg schaffen, mat de Sozialpartner an och selbstverständlech mat deene concernéierte staatléche Verwaltungen.

Fir d'Éischt ass et drëm gaangen, fir emol e Slogan ze definéieren. An deen heescht elo: „Je peux voter, alors je m'inscris.“ An deem Kader goufen dann eng Partie vun Instrumenter geschaf: eng Kéier een Dépliant, deen op Däitsch, Franséisch, Portugisesch an Englesch zur Verfügung steet. Dir fannt zweetens e Guide um Internet, deen och an deenen dote Sproochen ze kréien ass. Da sinn Affichen, déi gemaach gi fir haaptsächlech um Niveau vun de Gemengen. An da fënneftens och e Logo, deen, fir eben déi verschidden Aktivitéiten dann och ze „earmarken“, ka gebraucht ginn, a vu Leit, déi och zum Beispill op eng Foire ginn oder op soss Plaze ginn, fir sech eben domadder ze weisen, déi kréien dann och T-Shirts, wou deeselwechte Logo do drop ass, respektiv och Pins zur Verfügung gestallt an och Präsentatiounen.

An deem Kader sinn och zwéin Appels à candidature en abrogé lancéiert ginn. Deen een, dee wor am September 2010 an deen nächste geet bis de Januar 2011.

Den Här Braz huet zu Recht gesot, dass mer e Budget vun 100.000 Euro zur Verfügung hate fir 2010; 40.000 Euro ebe fir déi verschidde Moosnamen do, d'Kreatioun an d'Konzept, dat Graphesch, fir déi verschidde Moosnamen doran ëmzesetzen, a 60.000 Euro, déi bliwwen si fir eben déi verschidde Projeten, déi erakomm sinn.

Et woren zielef Projeten, déi erakomm sinn, an et sinn der sechs, déi zrëckbehale si ginn. Do hat den Jury déi selektionéiert, deen zesumme gestallt wor vu Leit aus dem Service Information et Presse aus dem Intérieur an aus dem OLAI. Et goufen zwee Plaffongen, eng Kéier ee vu 5.000 Euro, wou een e Projet konnt presentéieren, deen do eng eenzeg Organisatioun presentéiert hat. Et gouf awer e Maximum vu 15.000 Euro, an da muss dat geschéien am Kader vun engem Partenariat mat anere Leit zesummen.

D'Selektiounskritäre woren eng Kéier, dass een och gesinn huet, dass se alleguete mussen vu deeselwechten Objektiv selbstverständlech äntwerten, dass awer och d'Prioritéit vun der Strategie géife respektéiert ginn, dass wéi gesot bei deene 15.000 Euro net een eleng et kéint maachen, mä datt dat an engem Partenariat



gëif geschéien, an dann awer eng Complémentaritéit muss sinn deen een zu deem aneren, datt een doriwwer éischters gëif iwwer d'ganz Land eraus wierken an och méiglechst vill vun deene verschiddene Publics cibles gëif domadder kënne couvréieren.

Wéi gesot, déi sechs Projeten, déi zréckbehalte goufe fir de Montant vu 47.925 Euro, sinn dofir elo engagéiert. Richteg ass, datt den Här Braz seet, datt 12.075 Euro net affectéiert gi sinn, déi mer awer wëlle gebrauchen. An duerfir behale mer se net iwwer, obschonn ech och nach net gëif fannen, datt dat eng Katastroph wier, wann ee Suen net alleguerter gëif ewechginn. Et ass jo och heiansdo gutt, wann ee Sue spuert.

#### (Interruption)

Wann een eppes Guddes domat kann ufänken, hu mer gemengt, datt dat och esou wier. Duerfir maache mer dann och en zweete Flyer, an et gëtt och nach zousätzlech Traductionen, déi doriwwer finanziert ginn.

Déi drëtt Fro, déi Der gestallt hutt, ob een net hätt kënne nach eng Kéier mat deene Leit do Récksprooch huelen, mat deenen, déi Projeten haten, déi an de Kader gepasst hunn. Et ass och deenen nogeluecht ginn, eng Kéier laanschtzuekommen. Leider ass awer bis haut just een, dee sech gemellt huet, fir nach eng Kéier mat dem OLAI zesammenzuekommen an ze kucken, datt dee Projet, dee se eraginn hätten, och esou kéint finaliséiert ginn, datt dann nach eng Kéier och bei deem zweeten Appel de candidature dee ka berücksichtegt ginn.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Ministesch. Domadder ass dese Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6137 iwwert den Aménagement vun de Boulevards Raiffeisen a Kennedy an zum Projet de loi 6146 iwwert d'Gestioun vun der Eisenbahninfrastruktur, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt ginn. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Helminger, den Här Negri, den Här Bausch, den Här Henckes an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen zwee Projeten, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

### 3. 6137 - Projet de loi relatif à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du ban de Gasperich

#### 6146 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

#### Rapports de la Commission du Développement durable

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutieren haut de Mëtteg zwee Gesetzestexte, wat wichteg Projete si wat déi zukünfteg Entwécklung vun der Stad Lëtzebuerg am Ban de Gasperich ugeet. A well dës zwee Projeten alle béid eppes mat Infrastrukturen, Verkéier, Transport an Transportmëttelen ze dinn hunn, ass och decidéiert ginn, wéi Dir et elo selwer gesot hutt, Här President, fir se haut de Mëtteg mateneen ze diskutieren.

Den éischte Projet handelt iwwert den Aménagement vun Boulevard Raiffeisen an dem Boulevard Kockelscheier an deen zweete Projet iwwert déi éischt Phas vun Bau vun der Gare périphérique um Houwald.

Ee vun de Quartieren, wou d'Stad Lëtzebuerg an Zukunft wëllt a soll weider wuesen, ass deen zu Gasperich, a fir genee ze sinn um Ban de Gasperich. Nieft enger neier Aktivitéitszon mat engem groussen Centre commercial, dem zukünftige Bau

vum Lycée Vauban, deem säi Finanzement mer herno diskutiere wäerten - an, ech denken, och stëmme wäerten - soll och de Bau vun engem neien Interventionszentrum fir Hëllef- a Rettungsdéngschter vun der Stad Lëtzebuerg op dëser Plaz realiséiert ginn.

All dës Projete brénge mat sech, datt de bestehende Stroosseréseau un dës nei an zukünfteg Entwécklung ugepasst respektiv erweidert muss ginn. D'Verkéisersituatioun zu Gasperich ass am Moment folgend: Op där enger Säit hu mer den CR231, dee vun Hesper hierkommend de Plateau Houwald mat de Quartieren am Südweste vun der Stad verbënnt. Op där anerer Säit hu mer d'Nationalstrooss 4, déi vu Leideleng respektiv der Kockelscheier aus d'Industriezon vun der Cloche d'or desservéiert, fir schlussendlech op der Héicht vum Kreesverkéier bei der „Gamme Vert“ an den CR231 ze stoussen. Ausserdeem gëtt et an deem Eck och nach den Autobunnverdeeler vun der Rocade vun der Stad Lëtzebuerg, an dat mat direktem Zougang zu den Industriezonen um Houwald a vun der Cloche d'or souwéi de Quartieren Zéisseng a Gaasperech.

Des Weideren huet den Utilisateur vum Échangeur och nach d'Méiglechkeet, iwwert dës CR231 op Hesper ze fueren. Datt dës Achsen ëmmer ganz vill Verkéier hunn, brauch ech heibanne jo sécherlech net ze erzielen.

Duerch déi virgenannte Projete muss dese bestehende Stroosseréseau nei definéiert ginn, deemno och reorganiséiert ginn. Dës Neigestaltung geschitt mam Bau vun zwee neie Boulevarden, déi de Ban de Gasperich an der Nordsüdachs an an der Ostwestachs duerckräize wäerten. Dës zwee nei Verbindungsweeër sollen et erlaben, den Trafic op dëser Plaz an Zukunft besser ze reguléieren a virun allem awer méi flësseg ze gestalten.

De Boulevard Raiffeisen gëtt deelweis um bestehenden Tracé vun där heiteger Rue Raiffeisen aménagéiert a soll de Plateau Houwald mat de Quartieren am Nordweste vun der Stad verbannen. De Boulevard kritt zweemol zwou Bunne fir deen normale Verkéier, op all Säit jeeweils eng Bunn, déi integral fir den öffentleche Verkéier reservéiert ass. Och sinn op béide Säite Weeër fir Foussgänger souwéi Vëlofuerer virgesinn. Dese Boulevard kritt eng gesamt Breet vun 48,50 Meter tëschent der Kräizung Route d'Esch, Rue Raiffeisen an dem Échangeur op der Héicht vun der Rocade.

Ausserdem gëtt bei dësen Aarbechten och vun der Situatioun profitéiert, fir de bestehenden Autobunnverdeeler an de Kreesverkéier bei der „Gamme Vert“ och nei ze aménagéieren.

De Boulevard Kockelscheier fir säin Deel verleeft vum Rond-point Gluck bis zum Kreesverkéier Kockelscheier. Laanscht dës Achs ginn all déi nei Infrastrukturen, wéi de Lycée Vauban an den Interventionszentrum, ugesiedelt. Op der Héicht vum geplangten neien Akafszentrum kräize sech déi zwee Boulevarden dann. Do soll de Verkéier mat roude Luuchte geregelt ginn. No der Iwwerquerung mat enger neier Bréck vum Autobunnverdeeler Gaasperech hier geet et da weider a Richtung Rond-point Kockelscheier.

Beim Kreesverkéier hannert der Autobunnbréck, wou et a Richtung Leideleng geet, ginn des Weideren zwee Bypass gebaut, fir d'Capacitéit vun deem Kreesverkéier ze héijen. De Boulevard Kockelscheier gëtt zum gréissten Deel op zweemol zwou Spure fir de Privatverkéier gebaut, woubäi fir den öffentlechen Transport zousätzlech zwou Spure an der Mëtt vun deem Boulevard virgesi sinn. Och hei an deem Abschnitt sinn op all Säit Vélospisten an Trottoire virgesinn.

Just südlech vum Contournement gëtt et jeeweils nëmmen eng Spur op all Säit fir d'Autoen, awer zwou fir d'Busse bleiwen, déi och erëm an der Mëtt vum Boulevard zirkuléieren sollen. Och elei, wou de Boulevard Kockelscheier méi schmuel gëtt, gëtt de Besoinë vun de Foussgänger an de Vëlofuerer awer Rechnung gedroen, allerdings nëmmen op enger Säit, nämlech op där Säit, wou deen zukünftige Park&Ride geplangt ass. Nieft enger Bréck iwwert d'Autobunn müssen och nach verschidde

Baachen ëmgeleet, iwwerbréckt respektiv ënnertunnelt ginn.

Wat den techneschen Deel vun all dese Bauwierker betrëfft, verweisen ech op den Exposé des motifs vum Projet de loi selwer. Et sief nach gesot, datt dësen neie Boulevard Kockelscheier eng Breet kritt, déi tëschent 28,50 m zur Säit vum Rond-point Gluck an 41,5 m zur Säit vum Contournement variéiert.

Wat d'Terrainen ugeet, wou déi zwee Boulevarden sollen drop verlafen, esou sinn déi meescht Terrainen am Besëtzt vum Stat an am Besëtzt vun der Stad Lëtzebuerg respektiv am Besëtzt vu privaten Investisseuren.

Et sief awer drop higewisen, datt verschidde Parzelle laanscht de Boulevard Kockelscheier nach musse kaaft ginn, an et wier wünschenswäert, Här Minister, datt dat esou séier wéi méiglech gëif geschéien. Et wier wichteg, datt dës Emprisé virun dem Ufank vun den Aarbechten ënner Dach und Fach wieren, well déi Unannehmlechkeeten, déi soss op eis zoukomme kéinten, kenne mer jo aus der Vergaangenheet zur Genüge. Net am Besëtzt si vun deenen néidegen Terrainen am Moment vum Début vun den Aarbechten kann, wéi gesot, zu Problemer féieren. An dës Problemer géifen d'Aarbechten dann zwangsleefeg onnëtz och nach verzögeren.

De Käschtepunkt vun deem ganze Projet, deen de Statsrot positiv aviséiert huet, beleef sech fir de Stat op 70.295.000 Euro. D'Stad Lëtzebuerg selwer participéiert un de Käschte mat engem Montant vun ongeféier oder net grad eelef Milliounen Euro.

Esou vill zum éischte Projet.

Ech wiesselen elo eriwuer vun der Strooss op d'Schinn. Beim zweete Projet geet et nämlech ëm d'Autorisatioun fir de Bau vun der éischter Phas vun der Gare périphérique Houwald. Wat d'Prinzipië vun der Gare périphérique betrëfft, esou goufe se am Plan sectoriel «Transports» definéiert. Dës Grondprinzipië sinn doriwwer eraus zum Deel wichteg Puzzlestécker, fir an Zukunft e globalen, also e landeswäiten „modal split“ vu 25/75 ze errechen.

D'Gare um Houwald ass eent vun den zentralen Elementer am ganze Konzept vum Ban de Gasperich a soll wesentlech derzou bäidroen, dese Quartier qualitativ weider ze entwéckelen an dat politesch Zil vun deem „modal split“ vu 40/60 elei op deem Site ze errechen. Op laang Sicht gesi soll dës Gare d'Veerdeelergare vun där neier Zuchlinn Lëtzebuerg/Beetebueg duerstellen. Och déi national Zich aus deenen anere Regionen aus dem Minette souwéi déi international Zich aus Richtung Metz sollen elei an Zukunft hiren Terminus kréien.

Opgrond vun där zukünftiger Entwécklung, wéi se elo am Ban de Gasperich virgesinn ass, ass et wichteg an noutwendeg, datt elo direkt déi éischt Phas vun dëser Gare gebaut ka ginn. Eng éischt Phas, déi kuerzfristeg en héije Stonnentakt zouléisst, déi awer déi final Ausrichtung vun dëser Gare net hypothekéiere wäert.

Konkret heescht dat, datt dese Bau vun der éischter Phas mat allen Optionen, déi d'Réalisation finale virgesäit, och kompatibel ass a bleift. Dat virun allem, wat déi öffentlechen Transportmëttelen Tram a Bus ugeet.

Konkret gëtt elo an der éischter Phas e Quai fir Voyageuren, déi mam Zuch kommen, gebaut, mat allen Aarbechten un de Gleiser, déi och dofir noutwendeg sinn. Den Zougang zu deem Quai gëtt assuréiert duerch de Bau vun enger provisorescher Passerelle. D'Ausrichtung vum Quai entsprécht, wéi schonns gesot, där vun där definitiver Fäerdegstellung. Ausserdeem gëtt déi nei Gare ugebonnen un d'Industriezon Rue des Scillas souwéi un de Busarrët Howald-Ronneboesch. Wat déi zweet Bauphas vun der Gare betrëfft, esou ass dat net den Objet vun deem Gesetzestext. An ech verweisen dofir dann och op den Exposé des motifs.

Déi ganz Aarbechte ginn iwwert de Fonds du rail finanziert an hunn e Käschtepunkt vun 42,8 Milliounen Euro. De Statsrot approuvéiert de Projet, bedauert awer, datt hien am ganze Projet selwer keng Indica-

tioune fonnt huet, wat dat Gesamtkonzept vun der Gare périphérique kaschte soll.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, mat dësen Detailer zu deenen zwee Gesetzestexte ass mäin Exposé dann eriwuer. Als Rapporteur denken ech, oder, besser gesot, hoffen ech, datt dës zwee Projeten eng grouss Zoustëmmung heibannen an der Chamber fanne wäerten.

Zum Schluss ginn ech dann nach den Accord vun der CSV-Fraktioun an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Lucien Clement Merci. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi de Rapporteur et exposéiert huet a wéi et och a sengem Rapport festgehalten ass, handelt et sech bei dem Projet d'urbanisation um Ban de Gasperich ëm e Projet vun nationaler Envergure, deen et net nëmmen enger Stad Lëtzebuerg erméiglecht, sech ze erweideren, mä och dem Lëtzeburger Stat wichteg Garantië fir d'Zukunft gëtt, wéi zum Beispill d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen, zousätzlech Steuerrecetten, international Gesellschafte fir de Standuert Lëtzebuerg kënnen ze gewannen oder heizehalen.

De Projet d'urbanisation huet en Entwécklungspotenzial vun 690.000 m<sup>2</sup> bebaubarer Fläch, déi sech an den nächste Joren opdeele wäerten an d'Funktiounen Wunnen, Schaffen, Akafen a Fräizäit. Kompletéiert ginn déi privat Projeten duerch öffentlechen Projeten...

#### (Interruption)

...wéi de Lycée Vauban, vun deem mer haut jo nach wäerte schwätzen, de Centre d'intervention vun de Pompjeeën an den neie Park zu Gasperich, net ze vergiessen och dat neit Déierenasyl e bësse méi wäit ewech, mä wat awer do soll entstoen.

Déi direkt Proximitéit an d'Ubannung zu de bestehende Wunnquartiere vu Gasperich an Zéisseng mat hiren Neibauprojete an Wunnberäich muss am Zesammenhang vun der Mixitéit bei der urbaner Planung ënnerstrach ginn. De Projet schreift sech och an an d'Linn vun engem kohärenten an integrierte Konzept, wou an deenen eenzelne Planungsetappe Masterplang, Plan d'aménagement général, Plan directeur, Plan d'aménagement particulier duerch eng Equipe vun Urbanisten, Architekten an Ingenieuren, begleet duerch déi concernéiert staatlech a Gemengeverwaltungen, ausgeschafft gi sinn.

Vun 80 Hektar Bauland ginn zum Schluss 40 Hektar an zesammenhängend Gréngflächen zréckgewonnen. Méi wéi 20 Hektar fir deen neie Park a knapp 20 Hektar fir e Couloir écologique an eng Ceinture verte. Den neie Stater Quartier ass also an d'Gréngs agebett an un d'Nopeschquartieren ugebonnen. D'Prioritéit beim Ausschaffe vun de Verkéisersinfrastrukture gouf op den öffentlechen Transport geluecht mat dem Zil, en „modal split“ vu 40 zu 60 am neie Quartier ze errechen.

D'Navetteuren aus dem Süde vum Land respektiv aus Frankräich kënnen den neie Quartier optimal iwwert d'Gare périphérique errechen. D'Haaptboulevarden verfügen iwwer getrennte Spure fir den öffentlechen Transport, déi et erlaben, dese géigeniwwer dem Individualverkéier ervirzestrichen.

En anere wichtegen Aspekt ass dee vun der Mobilité douce. De Ban de Gasperich verfügt iwwer e kohärente Réseau vu Vélos- a Foussweeër an an ausserhalb vum Stroosseraum. Hei soll ënnerstrach ginn, datt de Réseau baulech getrennt vum Stroosseraum geplangt ass, wat onser Meenung no wichteg ass, fir datt et net zu deene bekannte geféierlechen Duellen tëschent engem schwaachen an engem staarke Géigner kennt.

D'Prioritéit bei der Planung gouf op d'Ubannung vun den Nopeschquartieren geluecht, an un de bestehende Réseau vun der Stad Lëtzebuerg.





D'Infrastrukture fir den Accès vum Individualverkéier goufen iwwerschaaft an eng méi einfach an effikass Ubannung un den Autobunnréseau ass ausgeschafft ginn. Der restriktiver Parkraumpolitik vun der Stad Lëtzebuerg ass domadder Rechnung gedroen.

D'Thematik Waasser huet awer eng ganz wichteg Roll bei der Planung gespillt. D'Renaturéierung vun der Drosbach, wat bei ons an der Gemeng scho säit laange Joren en Thema ass, d'Fräileeë vun der Weierbach, d'Retentionskonzepter vum Reewaasser an de Bauterraine selwer oder am Park, d'Benotze vu Reewaasser fir d'Bewässerung vun den Aussenanlage respektiv an de Gebaier sti fir eng nohalteg Planung.

Gaasperech wäert domadder sécher dee gréngste Quartier vun der Stad ginn, awer och ee vun deene gréissten. An d'Argumenter fir dese Plang haten onse Grupp och scho bei den Diskussiounen op dem kommunalen Niveau iwwerzeegt. Et ass ganz kloer fir d'Awunner vun deem jëtzege Quartier Gaasperech e grouse Plang, e Plang, deen och bei hinnen Ängschten ausléist, datt si hir Identitéit kéinte verléieren. Mä déi Diskussiounen iwwert d'Liewensqualität am Quartier, esou wéi se vun den Awunner a mat den Awunner mat ons zesumme gefouert ginn, d'Diskussioun iwwert d'Gestaltung vun der Surface commerciale wäerte mer op enger anerer Plaz wiederféieren a mat Opmierksamkeet verfollegen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Paul Helminger (DP).** - Här Präsident, villmools Merci. Ech ginn net méi op d'Detailer vun deenen zwee Projeten an, déi mer haut sollen diskutéieren. Déi huet de Rapporteur ganz ausféierlech duergeleucht, an ech kann deene Wieder an deem Sënn nëmmen zoustëmmen, wéi ech mech och driwwer freeën, datt d'CSV schonn ugekënnegt huet, datt se bien entendu och fir dese Projet ass. Dat ass d'Demokratesch Partei nämlech och.

Déi Projeten, déi zwee, déi mer haut diskutéieren, sinn am Fong eng Confirmatioun vun enger Entwécklung, déi an der Stad zënter enger Rei Joren amgang ass an déi d'Physiognomie, ech géif soen d'Geographie vun der Stad ganz wesentlech wäert veränneren.

Mir hate laang Joren eng Stad, déi zwee Zentren hat: eng Uewerstad, eng Alstad, an de Garer Quartier. Mir hunn zënter de 60er Joren en neie Quartier derbäikritt, eng ganz nei Dimensioun mam Kierchbiérg, dee jo entre-temps nach eng Kéier an den 90er Joren eng ganz aner Nues kritt huet mat deem neie Konzept vun Densificatioun, fir dorauer wierklech en urbane Quartier ze maachen.

Domat hate mer dann eng Strépp, déi praktesch vum Kierchbiérg iwwert d'Alstad, d'Uewerstad bis op d'Gare gaangen ass. An et geet elo am Fong ëm den Développement vun südliche Rand vun der Stad, wou mer jo zwee grouse Projeten hunn: engersäits d'Porte de Hollerich an anerersäits eben de Ban de Gasperich.

De Ban de Gasperich, wou jo schonn eng Rei Saache stinn, ech denken un d'Cloche d'Or, déi Zone d'activité, déi do ass, mä déi och amgang ass sech gewaltig ze veränneren. Dat war am Fong eng Zon, déi an der Zäit geduecht war, fir hauptsächlich handwierklech Betriber opzehuelen. Mir gesinn haut, datt dat wesentlech changéiert ass, datt wuel nach deen een oder aneren Handwierksbetrib do ass, mä datt et largement eng Géigend ginn ass, wou och Banken, Réviseurs an ähnlech Déngschtleeschungsbetriber sech néiergelooss hunn. An dee Quartier soll haut eben eng ganz aner Dimensioun kréie mat dem Ban de Gasperich.

Ech géif gär drop hiweisen, datt de Masterplang vum Ban de Gasperich, wou déi Ausaarbechtung iwwer zéng Joer gedauert huet, am Fong e flott Gemeinschaftswierk ass vun der Stad Lëtzebuerg an der Gemeng Hesper, de Ban de Gasperich also. Obschonn dee ganz um Territoire vun der

Stad Lëtzebuerg war, war do vun Ufank un och d'Gemeng Hesper mat abezunn, grad wéi d'Stad Lëtzebuerg haut mat abezunn ass, wou et drëm geet, fir de sougenannten „midfield“ strategesch ze orientéieren, deen zum gréissten Deel um Territoire vun der Gemeng Hesper läit.

Ech géif mengen, déi beispillhaft Zesummenaarbecht vun zwou Gemenge wär sécherlech net méiglech gewiescht, wann d'Regierung net iwwert déi verschidde Ministèren, iwwert déi verschidde Ministeren, déi zoustänneg ware fir d'Landesplanung - dat huet an der Zäit mam Michel Wolter ugefaangen an et geet haut mam Claude Wiseler weider -, mat um Dësch gesiess hätt a gehollef hätt, déi ganz Diskussiounen ze steieren.

Wéi iwwerhaupt beim Ban de Gasperich, wa mer do zu deem Resultat komm sinn, wat d'Madame Mergen elo nach just erëmmt huet vun engem harmonesche Quartier, wou alles zur Geltung kënn - Wunnen, Schaffen, Handel, mä och d'Ëmwelt -, dann ass et haaptsächlech deem ze verdanken, datt vun Ufank un all zoustänneg Ministèren - den Transportministère, den Ëmweltministère, de Landesplanungsministère - alleguete mat agebonne waren an duerfir och, wéi gesot, Hiert derzou konnte bäileeën.

Wéi gesot, haut geet et elo drëm, fir déi éischt konkret Schrëtt anzeleeden, fir dann déi Entwécklung, déi sech sécherlech wäert iwwer eng ganz Rëtsch Joren histrecken, och ze maachen. An dozou gehéiert eben d'Stroosseninfrastruktur. Ouni déi Stroosseninfrastruktur kann nämlech näischt gebaut ginn. An ouni d'Gare, déi e wesentleche Bäitrag dozou leescht, datt den öffentleche Verkéier anstänneg op der Plaz fonctionnéiert, géif dat Ganzt herno net kënnen fonctionnéieren.

Déi öffentlech Stroossen, déi virgesi sinn, also déi Stroossen, déi virgesi sinn, de Boulevard Raiffeisen an de Boulevard Kockelscheuer, déi, mengen ech, droen och där neier Ausrichtung vun der Mobilitéitspolitik an a ronderëm d'Stad voll Rechnung. Well si gesinn engersäits eng ugemiesse Plaz vir fir den Individualverkéier, gesinn awer op där anerer Säit och generéis Plaz vir fir den öffentlechen Transport. Esou soll zum Beispill de Boulevard Raiffeisen véierspueg ginn, wou wuel zwou Spure fir d'Autoe virgesi sinn, mä awer och zwou Spure fir den öffentlechen Transport. Mir ginn emol dovunner aus, datt dat haaptsächlech d'Busser wäerte sinn, déi dann do zirkuléieren.

Wa mer wëllen - och dat hu meng Virriedner schonn ervirgetrach -, datt um nationale Plang deen „modal split“ vu 25% öffentlechen Transport a 75% Individualverkéier erreicht gëtt, dann ass et noutwendeg, datt mer um Territoire vun der Stad, an ech géif souguer soen doruwwer eraus um Territoire vun der Agglomeratioun ronderëm Lëtzebuerg, do en „modal split“ ustriewen, dee wäit doruwwer läit. A wéi gesot, hei fir de Ban de Gasperich gëtt jo en „modal split“ vu wéinstens 40 zu 60 ugestriekt.

Dat erreeche mer awer nëmmen, wa mer eng sougenannt Politik vum „push and pull“ maachen. Mir mussen et onbedéngt fäerdeg bréngen, fir nach méi eng grouse Zuel vun deene Leit, déi den Auto benotzen, fir op d'Aarbecht ze fueren, déi also relativ regelméisseg Aarbechtszäiten hunn an dobäi och relativ regelméisseg Zäiten hunn, wou se sech bewegen, fir e méiglechst groussen Deel dovunner op den öffentlechen Transport ze kréien.

Dat ass den „push“: aus dem Auto eraus an den öffentlechen Transport. An den „pull“, dat ass natierlech deen, fir hinnen dann awer och eng Offerte unzëbidde vun öffentlechem Transport, déi et erlaabt, fir deene Besoinen, déi do dann dee Moment geschaf ginn, gerecht ze ginn.

Ech sinn och frou, datt ervirgetrach ginn ass, wéi eng wichteg Roll do e Parkraum-Management spillt. An och do si mer jo grad just am Südwestraum vun der Stad mat den Nopeschgemenge vu Stroossen, Bartreng, Leideleng an Hesper a Gespriecher, an net nëmmen a Gespriecher, mä net méi wäit ewech vu Konkluusiounen, fir e gemeinsam Konzept ze dévelloppéieren, wéi een där Problematik ka gerecht ginn.

Ech sinn och frou, datt unerkannt gëtt, datt d'Stad Lëtzebuerg do mat engem ganz restriktive Parkraum-Management vun nëmmen nach enger Parkplaz fir 125 m<sup>2</sup> Bürofläch eng, géif ech soen, net encouragéiert Virreideroll gespillt huet. Well et läit jo no, datt dann dorauer Konkurrenz entsteet an datt Betriber, déi nach ëmmer an där aler Mentalitéit vum ganzen Auto rasonnéieren oder vum Statussymbol, datt een, fir datt een eppes ass, muss eng Parkplaz op senger Aarbechtsplaz hunn, datt déi sech do dann eventuell fir aner Standuerter entscheeden, wou esou eng restriktiv Parkraum-Managementregel nach net besteet.

Ech muss awer och soen, datt ech lescht hin nach d'Geleeënheet hat, mat engem Promoteur ze schwätzen, deen e groussen Deel vu sengem Gebai fir d'europäesch Institutiounen verlount huet mat dann och enger ganz ugemiesener Zuel vu Parkplazen. Nu wëssend, datt mer grad just mat den europäeschen Institutiounen, jedeffalls mat verschiddeenen, Accorde konnten ofschléisse vun der Stad, sief et fir de Véloleihsystem, sief et fir de Bustransport, déi ganz staark genotzt ginn. Mä déi ginn därmoosse staark genotzt, datt dee Promoteur mer selwer gesot huet, datt vun deene puer honnert Parkplazen, déi en extra gefrot hat fir d'europäesch Communitäten, d'Halschent all Dag total eidel géif stoen, ganz einfach, well d'Leit fonnt hunn, datt et gradesou gutt geet, fir sech mam öffentlechen Transport op d'Aarbecht ze déplacéieren.

Wéi gesot, duerfir wa mer do nach déi zousätzlech Efforté maachen, déi elo hei zur Diskussioun stinn, sinn ech och iwwerzeegt, datt och déi Politik nach weiderhi ka Succès hunn. Deen Houwalder Arrêt, dee jo dann och eng Kéier soll eng Gare ginn, dat ass jo déi éischt Gare périphérique, déi am Fong - ech vergiessen elo emol ee Moment déi vum Findel; déi och amgang ass gebaut ze ginn, mä wou nach keng Schinne leien; hei leien d'Schinnen awer schonn, quitte datt se mussen licht modifizéiert ginn - een Deel vun deem ganzen integrierte Verkéierskonzept ass, ob dat elo Mobilitéit.lu oder „mobil 2020“ heescht, dee jo wëllt soen, datt de ganze Verkéier an d'Mobilitéit an a ronderëm d'Stad eigentlech érischt richtig ka fonctionnéieren, wa mer ronderëm d'Stad op deene Plazen, wou sech d'Aktivitéiten dévelloppéieren, déi Gare-périphérique hunn.

Wéi gesot, déi Houwalder Gare, dat ass déi éischt. Mir ware besuergt, datt déi zur gläicher Zäit géif gemaach gi wéi de Boulevard Raiffeisen an de Boulevard Kockelscheuer. Mir si frou, datt de Minister dat Versprechen agehalen huet. A mir hoffen, datt dat och fir de Rescht vun deenen anere Gare-périphérique gëllt, quitte datt do d'Urgence vläicht de Moment net gradesou grouss ass.

Da wollt ech awer och nach ee Wuert zu deem „midfield“ soen. Well et ass jo nun eben esou, datt de Moment deen Houwalder Arrêt, wat net ze änneren ass, um Territoire vun der Gemeng Hesper läit. En ass awer eigentlech nach de Moment nëmmen zur Houwalder Säit bequem ugeschloss.

Eben, well wann ee kuckt, wéi dat de Moment ausgesäit tëschen deem geplangten Houwalder Arrêt an do, wou dann eng Kéier sollen déi nei Gebaier vum Ban de Gasperich entstoën, da muss een zouginn, datt dat de Moment nach total onattraktiv ass, well do läit nach déi ganz Eisebunn dertëscht, plus dee ganze Spaghetti vun der Croix de Gasperich.

Do muss onbedéngt eng Léisung fonnt ginn, quitte datt dat alles eng länger Zäit wäert daueren, mä datt awer deen Zougang, wann d'Leit aus der Gare do erausfueren a si géife sengerliewe gären an de Ban de Gasperich goen, wat mer jo hoffen, datt se dann awer méi en agréabelen, komfortabele Wee dohinner kréie wéi deen, dee sech de Moment undeit.

Ech si frou, datt déi Aarbechten um „midfield“ och schénge gutt weiderzecommen. Dat ass erëm datselwecht, et ass d'Stad Lëtzebuerg, d'Gemeng Hesper an de Ministère, déi do mat um Dësch setzen, fir ze kucken, wéi mer do deen urbanen Développement oder deen Développement vun där Zon wierklech an echt urban Bunne

kéinte leeën, an datt Ufank 2011 och do scho sollen éischt Konkluisiounen wierklech um Dësch leien.

Wann dat alles eis géif réusséieren, da sinn ech iwwerzeegt, datt de Ban de Gasperich an och op där anerer Säit den Houwalder Bann - wann ech dat emol esou däerf nennen - sech wierklech wäerten zu modernen urbane Quartieren dévelloppéieren, déi e Virbildcharakter kéinten hu fir aner Projeten am Land.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Helminger. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech dem Rapporteur Lucien Clement e grouse Merci soe fir seng exzellente Rapporten. Hien ass op déi wichtegst Punkte vun deenen zwee Gesetzesprojeten agaan, iwwert déi mer haut ofstëmmen. An ech wëll virun allem op d'Gesamtkonzept vun deenen zwee Projeten agoen.

Zu der Landesplanung. Zu Lëtzebuerg gëtt et oft da vill Kritik: Déi néideg Instrumenter leien net vir, wann ee se brauch; d'Prozedure sinn ze komplizéiert; d'Ausschaffe vu Pläng dauert ze laang; a parallel dozou ginn oft Fait-accompléi geschafen, déi net mat de Prinzipie konform sinn, déi mer ëmsetze wëllen, mä nach net gesetzlech verankert hunn.

Wann een awer dergéint déi zwee Projete vun haut kuckt, déi hei virleien, da gesäit een awer, dass sech d'Aart a Weis, wéi mer plangen, geännert huet, och wann et net ëmmer esou schnell a konsequent geschitt, wéi ee sech dat kéint wënschen.

D'Urbanisatioun vum Ban de Gasperich enthält all Elementer, iwwert déi mer zënter Jore schwätzen. Et soll hei en neie Quartier entstoen mat enger grouser Diversitéit un Aktivitéiten, wou Wunnen, Schaffen a Fräizäit op relativ klengem Raum kënnen kombinéiert ginn. Et ginn Terrainen genotzt, déi sech souwisou tëschen staark urbanisierte Staddeeler befannen, ouni dass déi zesummenhängend Gréngzon, déi d'Stad Lëtzebuerg am Süden ofgrenzt, beréiert gëtt.

Am Sënn vun enger besserer Liewensqualität gouf den Aspekt vum Schutz géint de Kaméidi mat berücksichtegt. Déi zwee grouse Boulevarden, déi ausgebaut ginn, generéieren natierlech vill Verkéier a Kaméidi, an et ass net einfach, d'Virdeeler vun enger optimaler Verkéiersubannung ze notzen, ouni ze vill Nodeeler durch den zousätzleche Kaméidi mussen a Kaf ze huelen.

Héich Gebaier op enger dicht bebauter Fläch laanscht d'Haaptverkéiersoderen, an deene virun allem Büren a Kommerz kënnen ugesiedelt ginn, bidden awer och eng Zort Schutzwall fir déi manner dicht bebaute Wunnquartieren, déi laut Masterplang, wéi elo gesot, vun 2004 virgesi sinn.

Wat d'Energieversuergung ugeet, ass virgesinn, de Quartier un d'Fernwärmenetz unzeschleissen, esou dass och den Aspekt vum Développement durable an d'Konzept integriéiert gouf. Am wichtegsten ass awer de Fait, dass mer aus de Feeler vun der Vergaangenheet geléiert hunn an als Alleréischten en tragfäeg Verkéierskonzept ausgeschafft hunn, an déi Infrastruktur och elo als Éischt soll realiséiert ginn.

Well mer eis hei an engem dicht bebauten, besiedelte städtesche Raum befannen, muss alles esou geplangt ginn, dass et herno méiglech ass, mindestens en „modal split“, wéi elo gesot, vu 40/60 ze erreechen. Mir stëmmen haut net nëmmen iwwer e Stroossebau- an iwwer en Eisebunnprojekt of, neen, déi zwee Projete si vun hirem Schwiéripunkt hier ganz daitlech en Ausbau vun der Infrastruktur fir den öffentlechen Transport.

Den Ausbau vum Boulevard Raiffeisen an den Ausbau vum Boulevard Kockelscheier reservéiere grousszügig Korridore fir de



Bus respektiv, an enger spéiderer Phas, fir den Tram. D'niicht sollen duerchgehend Vélosweeër a breet Trottoirë fir d'Foussgänger en Ureiz schafen, kuerz Weeër ze Fouss oder mam Vélo zréckzeleeën. E restriktive Parkplaz-Management dréit zousätzlech dozou bäi, dass et fir vill méi Leit méi komfortabel wäert sinn, Alternativen zum Privatauto ze notzen.

Eng zentral Roll an deem Verkéierskonzept spillt natierlech déi geplangte Gare périphérique um Houwald. An enger éischter Etapp gëtt hei just e Quai ugeluecht an déi néideg Raccordementer dozou gi gemaach. Et ass wichteg, dass dës Phas schnell realiséiert gëtt, fir dass eng gutt Offer vum öffentlechen Transport vun Ufank un do ass, wann den neie Quartier amenagéiert gëtt.

Zu de Spëttestonne kann de Beruffstrafic entlaascht ginn, wann e gudden Deel vun de Leit, déi an deem Quartier a ronderëm schaffen, den Zuch huelen an dann net méi musse bis op d'Zentralgare fueren a vun do aus erëm mam Bus zréck an de Ban de Gasperich. Spéider gëtt d'Gare périphérique zu enger multimodaler Plattform ausgebaut, wou ee ka vum Zuch op den Tram ëmklammen. Méi allgemeng gekuckt sinn d'Gares périphériques Schlësselementer am Konzept „mobil 2020“, déi eng polyzentresch Entwécklung vun der Haaptstad ënnerstëtze sollen.

Den Neibau vun enger zousätzlecher Zuchstreck vu Lëtzebuerg op Beetebuerg steet fir d'Regierung ganz uewen op der Prioritéitléischt. Éischt Etappvun dëser neier Streck ass den Uschloss un eng Gare, wou déi bestehend an déi nei Strecken zesummelafen an d'Gare périphérique vum Houwald; dem Projet de loi also vun haut.

Eisebunnstehesch ass eng héich Exploitationsproduktivitéit optimaalst genotzt, wann do, wou zwou Strecken zesummenkommen, se duerch e Quai interoperabel matenee verknäppt ginn, woubäi éischters déi aktuell bestehend Streck fir de lokalen oder nationale Verkéier weider genotzt gëtt, fir domadder d'Desserte vun der Gare Berchem weiderhin ze erhalen an eventuell spéider en Uschloss zu Léiweng un den neie Futtballstadion ze erméiglechen. Déi sënngeméis quasi entspreichend Pläng sinn an der Zäit schon op der Léiwenger Barrière erstellt ginn, bei der Planung vum deemolegen drëtte Gleis, parallel zur aktueller Streck.

An dann zweetens, déi nei an och duebelgleiseg Streck, zum Deel parallel zur Autobunn vu Beetebuerg op Gaasperech, déi prioritär fir den internationalen Trafic Richtung Frankräich reservéiert gëtt an déi domat konkret fir den TGV an de Frontalierstrafic optimaalst kann exploitéiert ginn an och tracéméisseg mat héijer Vitesse ka befuer ginn.

Op deem aneren Enn vun dësen zwou Strecken, zu Beetebuerg, hu mir de facto déi elo beschriwwen Interoperabilitéit duerch d'Konfiguratioun vun der ganz noer Beetebuurger Gare zu de Strecke vu Beetebuerg op Lëtzebuerg. Domat wier och nach eng zousätzlech eisebunnstehesch Argumentatioun gi fir de Bau vun enger Gare périphérique um Houwald, an der Entrée vun der laanger Gare Lëtzebuerg, niewent selbstverständlech hei der urbanistescher Desserte fir den neie Quartier vum Ban de Gasperich.

Här President, et ass deemno richteg, dass d'Gare périphérique Houwald prioritär gebaut gëtt, während aner Projeten no hanner geréckelt ginn. De Konzept „mobil 2020“ gesäit eng laang Lëscht vu Projete vir, déi zesummegeholl ganz vill Geld kaschten an déi iwwer e laangen Zäitraum Stéck fir Stéck realiséiert ginn. D'Zil vun esou engem Konzept ass et jo, ënner anere, fréi genuch Terrain fräizehalen a bestëmmte Korridore fir d'Transportinfrastruktur ze reservéieren, och wann d'Projeten eréischt vill méi spéit ëmgesat ginn.

De Fait, dass mer d'Ausgabe vum Stat mussen am Grëff behalen, bréngt natierlech Verzögerunge mat sech, well et net responsabel wier, ze vill Projeten unze-

goen, déi nei sinn, esou dass mer kéinte Problemer kréien, déi ze finanzéieren, déi schon amgaang si gebaut ze ginn. Wa mer awer e Projet als prioritär betruechten, esou wéi déi zwee, iwwert déi mer haut ofstëmmen, da sollte mer se och esou schnell wéi méiglech ugoen. De Käschtpunkt gëtt jo mat der Zäit net méi kleng. A wat déi Infrastruktur éischer zur Verfügung steet, wat mer éischer méi eng grouss Plus-value fir d'Liewensqualitéit dorauer kënnen zéien.

An deem Kontext wier ech frou, wann den Här Minister eis herno kéint eng Aschätzung ginn iwwert den zäitlechen Oflaf vun deene geplangten Aarbechten, an dat besonnesch am Zesammenhang mat anere Projeten um Ban de Gasperich, wéi zum Beispill dee vum Lycée Vauban a vum Centre d'intervention de secours, iwwert dee mer de Mëtteg jo nach wäerte schwätzen.

Dëst zemoos, wann ee gesäit, dass am Budget fir de Ban de Gasperich fir d'nächst Joer nëmme 6,5 Milliounen virgesi sinn. An dann eréischt ab 2015 a spéider 41 Milliounen, bei engem Gesamttotal vu 70 Milliounen. An dass fir de Projet vun der Gare périphérique Houwald fir d'nächst Joer nëmme 2,4 Milliounen virgesi sinn, bei engem Gesamttotal vun 43 Milliounen. Dann hoffen ech jo, dass bei der planungstechnesch positiver Bewäertung, déi mer als LSAP deenen zwee Projete ginn, deementsprechend och dat e finanziellen Nidderschlag am Budget fanne wäert.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projets de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass mer wichteg, am Ufank nach eng Kéier ze betounen, dass mer frou driwwer waren, dass d'Regierung sech decidéiert huet, fir déi zwee Projeten hei zesummen an d'Chamber ze bréngen. Dat heescht engersäits déi zwou Erschleissungsstroossen, déi zwee Boulevarden, an awer och gläichzäiteg d'Gare périphérique Houwald.

Dat ass wichteg, fir och kloerzemaachen, dass mer eigentlech bei deem, wat an dem Quartier Gaasperech geplangt ass fir d'Zukunft, wat d'Mobilitéit ubelaangt, op e ganz neie Wee ginn, nämlech, dass mer en „modal split“ virgesinn hu vu 60/40. 60/40, et ass virdru scho gesot ginn, dass dat am Fond deem „modal split“ ass, wou mer mat grousser Wahrscheinlechkeet mussen an der Stad an och ronderëm d'Stad, an de Randgemengen, errechen, fir dass mer iwwerhaupt national op den Niveau 25/75 kommen. Duerfir, wéi gesot, si mer frou, dass déi zwee Projeten haut och zesummen diskutéiert ginn, well si gehéieren einfach zesummen.

Déi zwee Boulevarden, déi hei gebaut ginn, de Boulevard Raiffeisen an de Boulevard Kockelscheier, sinn eigentlech Erschleissungsstroosse fir ee vun deene wichtigste Quartieren aus der Stad. Ee vun de Quartieren aus der Stad, deen dat gréissten Entwécklungspotenzial huet. Ech wëll net nach eng Kéier alles widerhuelen, wat scho vu verschiddene Virriedner hei gesot ginn ass zu deem Quartier.

Ech wëll vläicht nach just eppes derbäi ergänzen, wat awer net onwichtig ass, fir festzehalen, dass bei deem Quartier do eng Rei Sënnen, déi an der Vergaangene oft gemaach gi sinn, bei Entwécklungen, ee versicht déi réckgäנגeg ze maachen, nämlech, dass mer eng ze vill grouss raimlech Trennung kréie vun de Fonctiounen: Wunnen, Schaffen a Fräizäit, a genau eben hei, an deem dote Quartier versicht gëtt, déi Fonctiounen erëm zesummenbréngen.

Et ass jo net nëmme esou, dass hei vill nei Aarbechtsplaze virgesi sinn, mä et ass och en Deel fir Fräizäit virgesinn. Mä et ass och e ganz groussen Deel fir nei Wunnengen an deem Quartier virgesinn. Dat heescht, mir kréien eng besser Mixitéit, mat Sécherheet, wéi mer et haut hunn an deem doten Deel vun der Stad. Mä mir kréien och doriwwe eraus e ganze Koup manner Problemer, wéi vläicht an anere Quartieren,

well mer eben déi Trennung, déi mer haut, oder déi mer zu Lëtzebuerg vill ze vill hunn tëschent Wunnen, Schaffen a Fräizäit zu engem Deel opgehuewen hunn hei.

Et ass och esou, dass effektiv an deem Quartier do en neie Park derbäikënn, eng nei Gréngfläch; d'Madame Mergen huet dat hei schonns betount. Et ass net nëmme, dass dee Quartier eng nei Gréngfläch kritt, et gëtt dee gréissten zesummenhängende Park, deen iwwerhaupt an der Stad Lëtzebuerg besteet. Dat heescht, och vun deem Standpunkt hier ass sécherlech ervirzehiewen, dass de Quartier an där Hिसicht gutt geplangt ass.

Mä wichteg ass, an dat betrëfft dat, wat mer haut hei virleien hunn, dass déi Stroosseninfrastrukturen esou gebaut gi sinn, dass d'office den öffentlechen Transport an d'Mobilitéit douce, dat heescht de Foussgänger, mä och de Vélo, genügend Raum huet. Mir hunn zwou Busspuren an zwou Vélospisten op deene Boulevarden virgesinn.

Ech géif mer eigentlech, oder eis Fraktioun géif sech eigentlech wënschen, dass an Zukunft bei alle Stroossen, déi de Stat baut, haaptsächlech all Stroossen och am urbane Raum, ëmmer d'office géif esou geplangt ginn an dru geduecht ginn, dass et net nëmme ee Mode de transport gëtt an eiser Gesellschaft, mä dass et der méi gëtt. An dass et virun allem och eng Rei gëtt, wéi zum Beispill de Vélo, de Foussgänger, déi vill ze vill oft an de leschte Joren a Jorzéngte carrément vergiess gi sinn. Mir mussen dat awer souwisou och maachen, wa mer wëllen dat Zil vu 60/40 errechen.

An dann dee leschte Punkt ass de Parkraum-Management; och deen ass schon ugeschwat ginn. Ech wëll vläicht hei nach drop hiweisen, dass mer jo och an enger Konventioun si mam Südwesten, also mat dem Minister vum Aménagement du Territoire, mat der Stad Lëtzebuerg a Gemengen aus dem Südwesten - also Bartreng, Stroossen an Hesper - an do de Parkraum-Management ee vun de groussen Themen ass, déi do diskutéiert ginn.

Et ass effektiv wichteg, dass mer, wa mer déi Entwécklung do um Houwald elo kréien, well et ass jo net nëmme um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, wou déi Entwécklung sech wäert maachen, mä och um Territoire vun der Gemeng Hesper - an déi Zesummenaarbecht effektiv mat der Gemeng Hesper war och do ganz gutt -, mä dass mer et do fäerdeg bréngen, an deem gesamte Südwesten de Parkraum-Management, deen do an der Diskussioun ass, dee méi restriktiven duerchzékriegen.

Well, fir dass mer ophalen, tëschent de Gemengen hei zu Lëtzebuerg eng onlauter Konkurrenz ze kréien, déi sech zu engem groussen Deel baséiert op eben iwwerméissege Parkraum, deen dann déi eng Gemeng zur Verfügung stellt, wat dann natierlech op d'Käschte vun deene Gemenge geet, déi ufänken aner Weeër ze goen, nämlech méi restriktive Parkraum-Management ze maachen an donc méi wëllen op den öffentlechen Transport setzen.

Déi Gare vum Houwald kritt sécherlech eng ganz, ganz wichteg Bedeitung an Zukunft, virun allem och, wa se eng Kéier ganz fäerdeg gestallt ass als intermodal Gare, dat heescht, wou wierklech dann net nëmme - elo an engem Provisorium - tëschent Zuch a Bus Changementer, also muss ëmgestige ginn, mä och wann den Tram eng Kéier an Zukunft kënn. Dat heescht, déi kritt eng ganz, ganz wichteg Fonctioun, well se och wierklech extrem gutt läit, ugebonden ass un déi wichtigst Strecken no Süde vum Land, souguer iwwert d'Grenzen eraus, an awer op engem ganz wichtige Punkt läit, wou e ganz grousst Entwécklungsgebitt ass am Zentrum.

Wat ech mer géif wënschen, oder wat mir eis géife wënschen, dat ass, dass an där Iwwergangsphas - wou jo eigentlech nëmme e provisoiresche Quai elo emol installéiert gëtt, en attendant, dass déi definitiv Gare do gebaut gëtt -, dass do dat Ëmsteigen - tëschent am Ufank elo just Zuch a Bus - esou einfach an esou bequem an esou gutt wéi méiglech organiséiert gëtt. Esou gutt, wat also elo d'Quaien an d'Installatiounen dovunner ubelaangt, wéi

d'Leit och op de Bus kommen, mä awer och zum Beispill Saache wéi Informatiounen - dass ech meng Korrespondenzen ka kucken, de part et d'autre -, dass dat alles virgesinn ass.

Stéchwuert Leitsystem, wéi mer en elo an der Stad installéiert hunn, dass och do missten zum Beispill dann DFlen higestallt ginn, dass d'Leit kéinte gesinn, ob hir Busse kommen oder net. Also dat heescht, all déi Saache si wichteg, fir dass deen Transportement och ka ganz gutt fonctionnéieren. An enger spéiderer Phas, wéi gesot, ass jo virgesinn, dass d'Tramslinn soll och op den Houwald erop verlängert ginn, an da wäert den Tram och e gudden Deel do vun deem Ëmsteige mat iwwerhuelen.

Ech ka mer eigentlech duerfir elo zum Schluss nach villes spueren, well anerer dat scho gesot hunn. Ech hunn awer nach eng Remarque, déi ech mer net kann erspieren, an dat ass, dass ech immens erfreut sinn driwwer, iwwert d'Ried vu mengem Virriedner, dem Här Negri vun der LSAP, well op alle Fall déi Ried, déi hien hei gehalten huet, déi kann ech nëmme ënnerschreien. Déi ass zwar diametral entgéintgesat zu deem, wat d'LSAP am Stater Gemengerot zu deene Projeten hei seet, mä dat si mer jo entre-temps bei der LSAP gewinnt.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh! Aaahhh!

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Bausch, Dir hutt och eng Vergaangeneheit am Gemengerot dozou. Dir hutt och eng Vergaangeneheit, vergiesst dat net!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här Fayot, ech hunn an der Gemeng näischt anescht gesot wéi dat, wat ech elo hei soen.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dass Dir just dat musst soen, awer just Dir, dat ass e staarkt Stéck!

(Interruptions)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, wéist Der, wéi et ass? Et ass ëmmer, wann ee mat engem Steen an e Koup Hënn geheit, da billt deen, deen e getraff huet. An dat huet sech elo hei gutt bewisen. Den Här Fayot ass direkt nervös ginn op senger Plaz.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Den Här Angel huet sech...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Den Här Angel ass iwwerhaupt net heibannen, well et ass jo hien, deen d'Ried gehalten huet fir d'LSAP. En huet geduecht, géi dech alt emol léiwer verstoppen entre-temps. Mä mir sinn, wéi gesot, frou, dass d'LSAP sech dann elo, dass d'LSAP sech hei am Parlament konnt duerchréngen, fir déi verstänneg Haltung anzehuelen a fir de Projet matzestëmmen, well et ass e gudder Projet.

Ech soen lech Merci.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Bausch, hutt Dir ni dergéint gestëmmt?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Am Gemengerot?

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen.

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. An elo kritt d'Wuert den Här André Hoffmann. Entschëllegt, den Här Henckes hunn ech vergiess. Den Här Henckes kënn nach drun.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut den Nomëtteg, wou mer niewent dem Gaasperecher Réseau routier an der Gare périphérique vum Houwald och nach d'École française an de Lycée Vauban, déi Projete solle stëmmen, dat mécht en Total vu ronn 240 Milliounen Euro. Et ass also schon e ganz wichtige Nomëtteg, wat eng etlech Investitiounen, alleguerten an dem Raum selwer vun dem Südrand vun der Stad, vum Ban de Gasperich, bedéngt. An duerfir ass et och wichteg, dass mer dës Gesetzgebungen alleguerde stëmmen, well se sinn alleguerten noutwendeg a se passen an e globaalt Konzept eran.



Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Clement, Merci soe fir säi Bericht. En huet hei schonn déi meescht Problematiken oppgeworf. An et ass och elo e Konzept, wat zesumme mat der Stad Lëtzebuerg an dem Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg diskutéiert ginn ass, wat haut zur Debatt steet, a wou ech direkt wëll soen, dass mir als ADR deene Projeten do wäerten zoustëmmen.

Wat d'Terrainen ugeet, do wollt ech just de Minister e puer Informatiounen froen, dat heescht, wéi déi Situatioun sech do regelen kann. Ass do e Remembrement virgesinn? Sinn d'Diskussiounen fir den Ukaf vu verschiddenen Terrainen fir Emprisen... wéi soll déi Prozedur virgoen? Net dass de Projet duerch esou, wat ech géif soen, Niewesächlechkeete kënn ganz staark retardéiert ginn. Duerfir wier ech also frou ze wëssen, wéi dat soll goen, wéi d'Regierung dat virgesäit an ob se eventuell gedenkt souguer op de Wee vun der Expropriatioun ze goen, wann et sollten ze vill Schwierigkeete sinn.

Well d'Wichtigkeet ass och, an do kommen ech op déi logesch Schlussfolgerung... Wéi ass an Ären Aen de virgesinnene Zäitplang, wéi dat soll iwwert d'Bühn goen, dee ganze Projet? Et gëtt vum Joer 2014, 2015 geschwat, wou dat Ganzt alles soll dorëmmer fäerdeg sinn. Vu dass mir net Member si vun der zoustänneger Kommissioun, wier ech frou, wann den Här Minister ons kënnt weinstens undeitungswies - ech weess, dass dat heiansdo schwéier ass -, mä e puer Indikatiounen ginn, wéi si et an dem Zäit-Planning gesinn.

Wat een och muss festhalen, dat ass, well op där Plaz do e Centre commercial och nach soll entstoen - niewent dem Sall fir d'Pompjeeën an dem Déierenasyl an aneren Infrastrukturen -, kann et natierlech och esou sinn, dass dee wichtegen Center, deen do gebaut gëtt, iwwer eng vun deene grouse fransésische Supermarchéchainen, dass et dann och wäert dozou féieren, dass viraussichtlech dee Projet vu Léiweng wäert an d'Waasser falen, well deen Éischt ass normalerweis an der Konkurrenz vir.

A wann esou e wichtige Projet mat dëselwechten Infrastrukturen fir dëselwecht Leit virgesinn ass, dass en anere Projet deen Ablack net méi rentabel ass. A vu dass dat deeselwechte private Promoteur ass, huelen ech un, dass et héchstwahrscheinlech och wäert an déi Richtung do goen. Et ass also do, wat dee ganze Plang vum Ban de Gasperich ugeet, eng positiv Saach.

Wat déi Gare périphérique um Houwald ugeet, och do wollt ech de Minister eppes froen, wat vläicht dobausse kënn méi einfach verständlech sinn. Wat bréngt déi Gare um Houwald dem normale Bierger? Dat ass, dat heescht, wie soll do, wat fir eng Avantagen huet een, wann een op déi Gare um Houwald do geet? Ech sinn dat gefrot ginn, an ech muss éierlech zouginn, Här Minister, dass ech konnt e puer Explikatiounen ginn, mä ech sinn awer net onbedéngt sécher, dass ech all d'Finessen vum deem Projet do erfaasst hunn. An duerfir wier ech frou, well ech net an der Kommissioun sinn, wann Der mer weinstens do kënn e puer Informatiounen ginn.

Dann, Här Minister, ass et och esou, dass mer, well mer hei an engem Projet vun der Eisebunn sinn, erënneren ech mech, dass Dir an enger Kommissioun, Comexbu, wéi dat bei eis genannt gëtt, der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, dass Der do ervirgestrach hutt, dass an der Vergaangenheet déi Projete vun der Eisebunn - wéi soll ech soen? - e bësse liicht, oder e bëssche staark ënnerschat gi woren, an dass herno, wéi Der elo, wou Der Responsabilitäten iwwerholl hutt, déi Saachen nees eng Kéier nei berechent hutt, d'Resultat gewiescht wier, dass eng etlech Dépensé sech ongeféier verduebelt hätten. Duerfir wollt ech elo froen, ob dat esou ass an ob bei deemem Projet net och esou e Risiko besteet, ob Der och do déi richteg Rectificatiounen virgeholl hutt. Net, dass mer an déi Situatioun kommen, déi Der bei anere Projeten dénoncéiert hutt.

Déi drëtt Problematik, déi ech wollt an deem Kontext opwerfen, ass déi, dass, wann een eng Promotioun vun öffentliche Transport wëllt maachen, Här Minister, da sinn ech frou, dass d'Regierung decidéiert

huet, bis 2014 den Tram net wëllen ze realisieren, an dass een also d'Chance huet, dass de City-Tunnel énnert der nächster Legislatur kënnt realiséiert ginn.

Dat gesot, wëll ech awer den Accord vun der ADR-Fraktioun och zu deenen zwou Gesetzgebungen ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Elo kritt dann awer d'Wuert den Här André Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, mir sinn hei beschäftigt mat engem...

(*Interruptions diverses*)

Ech hunn nach net ugefaangen, Här President, ech hunn nach net ugefaangen...

► **M. le Président.**- Loosst dem Här Hoffmann och emol hei eng Chance!

(*Interruption*)

Ech géif lech em Är gréisstméiglech Opmierksamkeit bieden. Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, mir sinn hei konfrontéiert mat engem typesche Projet, wou staatelech Kompetenzen a kommunal Kompetenz sech iwwerschneiden: Well et kann ee jo de Stroosseprojet net trennen vum Projet als Ganzt, a fir de Projet als Ganzt ass awer d'Stad Lëtzebuerg mindestens esou kompetent wéi de Stat. Do gesäit een dann och elo hei an där klenger Polemik, déi virun ausgebrach ass, dass d'Positiounen vun de Parteien, jee nodeem, ob se sech um nationale Plang oder um kommunale Plang ausdrécken, net ëmmer dëselwecht sinn. Dat kenne mer awer och, dass ass kee Reproche, dat kenne mer.

Et muss awer och erlaabt sinn, hei drun ze erënneren, dass dee Projet do emstridde war a nach ëmmer ass, an zwar vun ënnerschiddleche Säiten, a net nëmme vun enger Fraktioun am Stater Gemengerot. De Projet huet och Kritik kritt vun Ëmweltschutzorganisatiounen, vun den Awunner, an dorunner därerf een erënneren.

Et ass gesot ginn, de Projet wier ze grouss - ech hale mech do zréck, well ech eben an déi kommunal Kompetenzen net ganz heftig wëll agräifen -, et ass gesot ginn, et wieren net genuch Wunnenge par rapport zum gesamten Areal. Et ass gesot ginn, dee Supermarché, deen dohinner kënn, deen Auchan, deen dohinner kënn, dat wier e Mastodon.

Vum Mouvement écologique ass ugemahnt ginn - an ech mengen, den Här Minister huet d'Geleeënheet, herno dorobber ze äntwerten, well dat ass awer eng relativ wichteg Fro -, d'Promoteuren géifen net bedeelegt ginn un den Infrastrukturkäschten, an dat wier e Cadeau, deen an der aktueller Situatioun vun de staateleche Finanzen net ze justifiéiere wier. Mir waarden also do op dem Minister seng Äntwert respektiv seng Kloerstellung.

Ech muss lech soen, ech hunn och e Problem: Am Zesammenhang mat der nohalteger Entwécklung, mat de Kritären vun der nohalteger Entwécklung hunn ech wierklech e Problem mat dem Opriichte vun esou risege Konsumtempelen. A wa mer dann ufänken, iwwert d'Indicateuren an d'PIB du bien-être ze schwätzen, da versiche mer, de Leit anzerieden, se misse manner konsuméieren oder besser konsuméieren. Do schéngt mer gewësse Widersprécher awer ze liien, iwwer déi ee misst probéieren ewechzekommen.

Ech si selbsterständlech d'accord mat der Gare vum Houwald. Ech bewonneren Äert Zil vun dem „modal split“ vu 60:40 an ech wünschene lech eigentlech vill Erfolleg do derbäi. Och, well ech mech froen, ob - net déi Leit vläicht, déi do schaffen, mä déi Leit, déi an dee Quartier kommen, fir anzekaft beispillsweis -, ob déi wierklech déi Gare benotzen. Dat froen ech mech awer relativ staark, jiddefalls am aktuelle Moment, dat heescht, soulaang wéi mer den Tram nach net hunn.

Ech fannen och - muss ech lech éierlech soen -, dass dat alles vill ze lues geet, well et ass jo och elo emol nach net déi Houwalder Gare, déi mer do bauen, sondern et ass e Stéck vun där Houwalder Gare, wou mer bauen. Si ass nach net fäer-

deg! Dat ass also eréischt eng Etapp, an déi aner Etappe kommen. Ech mengen, wa mer d'Energiefro esou seriö huelen, wéi mer et herno wahrscheinlech hei alleguer deklaréieren, wa mer bei där Aktualitéitsdebatt sinn, da misste mer vläicht an de Froen vum öffentliche Transport e bësse méi rapid sinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur an der Kommissioun villmools Merci soe fir déi flott, konstruktiv, schnell Aarbecht, déi mer am Kontext vun deenen zwee Texter hei gemaach hunn. Ech wëll och nëmme e puer Wuert soen, well déi technesch Descriptioun, déi ass jo elo kloer an däitlech e puermol gemaach ginn. E puer Remarquen awer zu deem Projet.

Fir d'Éischt ass dat hei e Projet, dee sech an dat landesplanerescht Konzept, wat am IVL entwéckelt ginn ass, eraschreift. Et ass net deen eenzege Projet, dee mer esou maachen, mä et ass awer ee vun deene wichtegen, déi mer esou maachen. Déi aner Projeten, déi sech em deeselwechte Kontext handelen: Dat ass evidentereis Belval, dat ass méi uewe vun eis d'Nordstad, wat och esou en Entwécklungsgebitt an deenen nächste Jore muss a soll ginn, an dat ass hei an der Stad Lëtzebuerg d'Weiderféiere vum Kierchbierger Quartier an dann d'Neientwécklung vum Ban de Gasperich, wat elo an deemem Moment déi zentral Entwécklungsfelder sinn, déi mer am Land hunn.

Eppes war fir mech kloer, a verschidde Virriedner hunn dat och gesot: Déi zwee Projeten, déi mer haut stëmmen, souwuel de ganze Ban de Gasperich, Stroossenentwécklung, wéi de Projet vun der Houwalder Gare sinn einfach Projeten, déi zesummegehéieren. Et war net méiglech, et war net denkbar, deen een ouni deen aneren ze stëmmen, an dat - mengen ech - ass eng Politik, déi net nëmme hei gëllt, mä dat ass och eng Politik, déi an anere Quartiere gëllt, déi mer ähnlech entwéckelen.

Sou - zum Beispill - gëtt jo genau datselwecht um Belval gemaach, wou mer och elo konnten déi nei Gare opmaachen, eng vun deenen éischten neie Garen, déi säit 50 Joer hei an deemem Land gebaut gi sinn. Mir hunn och virun e puer Wochen eng nei Gare zu Ettelbréck an der Nordstad virgestallt, well do och en ähnlech Entwécklungsgebitt soll entstoen.

Wa mer da vu Garé schwätzen, da muss ee soen, dass dat hei jo net nëmme just eng Gare ass, déi mer maachen. Den Här Hoffmann huet gesot: „Et ass nëmme déi éischt Etapp.“ Dat ass richteg: Et ass elo an deemem Moment nëmme déi éischt Etapp, mä et ass awer eng éischt Etapp, déi fonctionnéiert an déi eis erlaabt, schonn de primären Zweck ze erfüllen. Dofir hätt ech emol gär déi éischt Etapp gehat, well da si mer wierksam, an dat anert kënn mer dann duerno maachen, wann eis Finanzen do sinn a wa mer d'Méiglechkeet hunn.

Mä fir d'Éischt hätt ech gär en öffentliche Transport, dee fonctionnéiert. Et ass net nëmme eng Gare, well et och eng ganz Haltestell, eng ganz Busgare ronderëm ass, well et och ganz Réseaux vu Véloes sinn, déi do münden an déi vun do ausginn an de Quartier desservéieren, déi op separate Piste lafen. Datselwecht gëllt fir d'Foussgänger an - well mer och d'Méiglechkeeten hunn - separat Weeër fir de Bus an, deemno wéi, fir den Tram, wann en da kënn dohinner, wat mer och als Méiglechkeet an deem Quartier hunn. Also genau dat, wat mer brauchen: eng intermodal Plattform mat der Méiglechkeet, den Échange vun deem engen zu deem aneren ze maachen.

Et ass natierlech och kloer, dass mer hu missen am grouse Ganzen de Verkéiersaccès garantéieren. Dofir ass elo manner geschwat gi wéi vum öffentlichen Transport, mä dat ass awer wichteg. Och wa mer et fäerdeg bréngen, dann en „60:40-modal-split“ hinzebréngen, heescht dat nach ëmmer, dass mer awer 60% Individualverkéier mussen bewältegen. A mat deem, wat an deemem Quartier wäert an deenen nächste Joren entstoen, sinn déi

60% vill Leit a vill Gefierer, déi mussen uerdentlech bewältegt ginn.

Dofir déi ganz Konzeptioun vun de Stroossen, vun den Haaptboulevard, déi awer eng gewësse Gréisst hunn, wou mer probéieren, d'Rietsofbieger an d'Lénksofbieger schéi propper ze trennen, dass awer eng Fluiditéit an e gewëssen Trafic soll erakommen, wou och d'Accès frësch gestalt ginn: e neie Südaccès. Et gëtt och an der zweeter Etapp nach iwwerluecht, wéi dee Rond-point Gluck soll anescht gestalt ginn. Haaptsächlech awer och en Iwwerkucke vun dem ganzen Échangeur, deen elo do ass: Dee muss eng méi urban Gestalt hunn, mä dee muss awer eng genügend Capacitéit hunn, fir de Volume an de Grëff ze kréien a fir ze évitéieren, dass mer duerno op der Autobunn Stau kréien, wat jo eng Gefor ass, wa mer dat net uerdentlech an de Grëff kréien.

Alles dat si Froen, déi sech hei stellen an déi mer zu engem groussen Deel an dese Projete geléist hunn. Hannendru kënn...

► **Une voix.**- De Stau ass jo do!

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Hannendru kommen - an dat ass och nach dat, wat mer am PST wäerte gesinn - déi Iwwerleeungen iwwert d'Verbannung tëschent der Autobunn an der Hesperstrooss, fir u sech de ganzen Trafic aus der Hesper Gemeng erauszehalen. Dat ass och eng Iwwerleeung, déi an deenen nächste Jore sécherlech muss gefouert ginn.

De Buergermeeschter vun der Stad huet et och kloer gesot: Dat hei ass deen éischten Deel, an hannendru direkt kënn déi Iwwerleeung iwwert den „midfield“, wou zesumme mat der Hesper Gemeng eng grondleeënd Iwwerleeung gemaach gëtt, wéi déi Transition tëschent der Hesper Gemeng an tëschent der Stad Lëtzebuerg geschéie soll, wou am Fong eng Autobunn an eng Zuchlinn dozwëscheleien, déi mer awer mussen esou iwwerbrécken, dass mer déi zwee Quartieren als een zesummewuesse loosse, dass mer d'Perméabilitéit assuréieren an dass mer op där anerer Säit awer och deen ekologesche Facteur - déi gréng Schneis, déi do erageet an d'Stad -, dass mer deen och bäibehalen.

Do si mer amgaangen, drun ze schaffen, zesumme mat deenen zwou Gemengen, an ech mengen, dass mer relativ gutt virkommen a korrekt Aarbecht an deene leschte Wochen an an deene leschte Méint do gelescht hunn.

Wann ee par ailleurs kuckt, wéi dese Projet ekologesch ugepaakt ginn ass, mat der Renaturatioun vun der Drosbach, mat enger ganzer Rei anere Relatiounskonzepter, Retentiounskonzepter - pardon - fir d'Reewaasser an Ähnlech, da muss ee soen, dass och do extrem grouss Efforté gemaach gi sinn.

Wann een de Verglach mécht tëschent deem zukünftege Gaasperecher Park, deen 22,5 Hektar wäert hunn, dann ass dat effektiv - wéi et gesot ginn ass - dee gréisste Parkensembel, deen an der Stad entstoe wäert: méi grouss wéi de Stater Park, deen nëmme 21,55 Hektar huet. Just fir lech eng Kéier d'Gréisstenuerdnung ze weisen vun deem, wat do entsteet, a vun deem, wat souwuel fir deen neie Quartier wéi fir dat aalt Gaasperech als zousätzlech Liewensqualität an de Quartier wäert erakommen. Dofir brauch ee sech sécherlech net ze schummen, och wa Kritike komm sinn. Mä ech mengen, dass ee sech sécherlech net brauch ze schumme fir déi Liewensqualität, fir déi Ëmweltfrëndlechkeet, déi een hei an de Quartier eraféiert.

Da muss ee sech och iwwerleeën, wat ekologesch hei amgaangen ass ze entstoen. Well mir schwätzen elo vill iwwer öffentliche Transport, mir schwätzen elo vill iwwer Ëmwelt. Mä schlussendlech: Wat maache mer hei? Hei maache mer en neie Quartier, fir dass d'Leit kënn wunnen, fir dass d'Leit kënn schaffen. Wann een, wéi den Här Hoffmann - ech muss dat awer soen -, wierklech déi Gare elo flott féint an den öffentliche Transport flott féint an deen anere Punkt méi kritesch ugeet, da muss ech awer soen: Wa mer dat Schaf-





fen an dat Wunnen do net bauen, jo, da brauche mer d'Gare och net! Et ass entweder dat eent an dat anert. Mir baue just eng Gare, well mer hei vill Leit schaffe kréien a vill Leit wunne kréien. Dat eent uni dat anert mécht net vill Sënn.

Privat Promotioun wäerten hei 263.000 m<sup>2</sup> einstweile scho geplangt si fir an deenen nächste Joren. Zousätzlech komme privat Investissementer, de Lycée Vauban, deen duerno hei wäert um Ordre du jour stoen, wou ech och frou sinn, datt deen och gemeinsam deeselwechten Dag mat deenen heite Projekte gestëmmt gëtt, 51.000 m<sup>2</sup>, Pompjeeskassare mat der Administration des services de secours an der Schoul, ronn 15.000 m<sup>2</sup>, déi wäerten entstoen. 4.000 bis 5.000 Aarbechtsplaze beedeit dat am Ganzen, iwwer 600 Wunnengen, déi an dëser Etapp virgesi sinn. Dat ass eppes! Dat ass eppes, wat wichteg ass fir d'Entwécklung vun eiser Stad a wat wichteg ass sécherlech fir d'Entwécklung vum Land.

E puer Froe si gestallt ginn. Dat ass déi Fro vun den Emprisen. Do hu mer mat der Stad Lëtzebuerg ofgemaach, datt d'Emprisen haaptsächlech vun der Stad gemaach ginn. Souwäit wéi meng Renseignement ginn - déi ech awer elo just confirméiert krut -, leeft deen Dossier relativ gutt virun, do si mer an de Schlussphasen. Ech kennen net all Detailer dovun, hunn awer do net héieren, datt elo gréisser Problemer an dësem Moment sech géife stellen. Wär dat de Fall, musse mer se awer sécherlech léisen.

Dat Zweet, dat ass: „Wat bréngt déi Gare Houwald...“, huet den Här Henckes gefrot, „...dem normale Bierger?“ Här Henckes, wat ass dat, den normale Bierger... hei an dësem Land?

#### (Interruptions diverses et hilarité)

► **Une voix.** - Mir zwee.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - De normale Bierger, déi Leit, déi dohinner wunne ginn a schaffe ginn, da soen ech lech: Mä Dir bréngt deem eng onwahrscheinlech Liewensqualitéit an Dir bréngt em d'Méiglechkeet, net säin Auto ze gebrauchen an den öffentlechen Transport ze gebrauchen. Ech weess net, wat fir eng aner Äntwert Der gär hätt.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ma neen,...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Falls dat awer net den normalen...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Et wor positiv gemengt.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Okay.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Et wor positiv gemengt. Mä et gëtt ëmmer hei vun Technik geschwat. Also dofir hat ech an der Haaptsaach gefrot.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech war wahrscheinlech dann ze vill erstaunt, datt Dir dat elo positiv gemengt hutt!

#### (Hilarité)

Da si mer eis eens, Här Henckes.

► **M. Gast Gibéryen.** - Et ass e schéinen Dag.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ah voilà, dee schreiw mer an d'Annalen op.

#### (Interruptions)

Dann huet den Här Henckes och nach gefrot, an ech wëll och op déi Fro hei äntwerten: Dat ass déi vun de Finanzen. Dir hutt gesot: „Ass dee Projet hei net och ënnerschat a gëtt en duerno net och vill méi deier?“

Mä wat hu mer elo hei an enger éischter Etapp bei dësem Projet gemaach? Hei hu mer genau de Contraire gemaach. Hei war e Projet, deen op 300 - eppes méi -

Milliounen emol ageschat war a senger Fäerdegstellung. Elo hu mer gesot: „Dat kënne mer elo net bezuelen. Dat wier zwar schéin an dat ass och d'Zukunftsmusek. Mä mer hätten elo emol gär eppes ganz, ganz Rudimentäres, ganz, ganz Einfaches, wat fonctionnéiert, déi éischt Etapp, déi virgesi war.“ An do hu mer elo déi éischt Etapp op de Wee ginn.

Esou vill wéi d'Aschätzungen elo hei sinn, déi mer gemaach hunn - an déi hu mer nach eng Kéier kontrolléiert -, sinn hei all déi Quaien, déi an deenen eppes méi wéi 40 Milliounen do enthalte sinn, plus och den Neibau vum Südkapp vun der Gare, dat heescht am Fong den éischten Deel, do wou duerno déi Trass - wéi den Här Negri dat vill besser erkläert huet, wéi ech dat kann -, wou duerno déi nei Beeteburger Streck sech wäert drun ubannen, an deem do Präis korrekterweis ageschat an nach eng Kéier iwwerkuckt ginn. Soss hätte mer en elo an dësem Moment net hei déposéiert!

Ech ginn also dovunner aus, datt mer och an dräi, véier Joer, wa mer d'Konklusionen heiraus zéien, bei deem Präis wäerte bleiwen.

Dat Lescht, wat ech wollt soen, dat ass ganz einfach, datt ech extrem frou sinn, datt déi Kollaboratioun, déi mer elo an deene leschte Jore mat der Stad Lëtzebuerg haten, mat der Gemeng Hesper haten, esou gutt hei fonctionnéiert huet. Mir sinn hei weiderkomm. Mir sinn eis eens ginn. Mir haten heiansdo relativ zolidd Diskussiounen, mä schlussendlech war et déiselwecht Zilsetzung, hu mer Léisunge fonnt.

Ech muss hannendrun och nach soen, datt fir déi nächst Etapp - an dat ass den „midfield“ - déiselwecht Diskussiounen an deemselwechte Geescht weidergefouert ginn. Et ass nun einfach esou, datt mer Entwécklungsgebidd fir eist Land an deenen nächste Jore brauchen, wa mer net wëlle stoe bleiwen. Wa mer eisem Land wëllen eng Chance ginn, dann ass dat hei ee vun deene Projeten, deen eng Chance fir eist Land bedeit.

Ech soen lech Merci fir d'Ennerstëtzung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegekeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6137 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Paul Schaaf), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

#### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6146.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6146 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Félix Eischen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par Mme Martine Mergen), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### 4. Constitution de la «Sous-commission Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises de la Commission juridique (SCC)»

D'Presidentenkonferenz schléit vir, op Proposition hi vun der Commission juridique eng «Sous-commission Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises de la commission juridique» ze schafen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum nächste Punkt: de Projet de loi 5993 iwwert de Bau zu Gaasperech vu Gebailechkeete fir de Lycée Vauban. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Majerus, Berger, Kartheiser an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

#### 5. 5993 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban

#### Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här Pre-

sident, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5993 „autorisant le Gouvernement à participer au financement de la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban“ ass de 17. Februar 2009 hei an der Chamber vun der Éducatiounsmintesch déposéiert ginn. De Statsrot huet den 22. September 2009 säin Avis ginn, an an der Éducatiounskommissioun ass de Rapport vum Projet de loi unanime den 28. Oktober 2010 ugeholl ginn.

Laut dem Artikel 29 vum Gesetz vum 13. Juni 2003 tëscht dem Stat an dem Enseignement privé ass de Stat gesetzlech obligéiert, Ausgaben, déi Privatschoulen am Kader vu Vergréisserungen oder Ersetze vun hire Gebaier hunn, finanziell matzedroen. Den Objet vum Projet de loi, dee mir haut hei virleien hunn, ass déi finanziell staatlech Bedeelegung ze autoriséieren fir de Bau vun enger neier franséischsproocheger Schoul, déi souwuel eng Spill- an eng Primärschoul virgesäit souwéi och een neie Lycée. Mir ginn also esou eiser Obligatioun aus dem Gesetz vum 2003 gerecht.

Ech wollt fir d'Éischt emol e puer Wieder iwwert de Financement vun dësem Projet soen. D'Gesetz vum 13. Juni 2003 iwwert d'Relatioun tëscht dem Stat an de Privatschoule gesäit vir, dass déi staatlech Bedeelegung net iwwer 80% vun der Dépense globale kann erausgoen. D'Fiche financière vum Projet de loi gesäit ee gesamten Investissement vun 158,3 Milliounen Euro vir. Déi staatlech Kontributioun wier also geméiss dem Artikel 29, Paragraph 2 vum virgenannte Gesetz 126,64 Milliounen Euro. Dat Ganzt baséiert op dem Präisindex vun de Konstruktione vum Oktober 2008. Déi franséisch Autoritéite steieren 20% bäi, also 31,66 Milliounen Euro.

Vu dass de Montant vun Lëtzeburger Stat iwwer 40 Milliounen ass, muss laut dem Artikel 99 vun der Constitutioun dëst Spezialgesetz gestëmmt ginn, dat et dem Stat erlaabt, déi néideg Dépensen ze maachen.

Zur Prozedur wollt ech Folgendes soen: Tëscht dem Avis vum Statsrot vum 22. September 2009 an dem Vote vum Rapport an der Éducatiounskommissioun ass méi wéi ee Joer vergaang. Dat ass drop zréckzeféieren, dass zwou wichteg Konditiounen vun der franséischer Säit laang net erfëllt waren. A soulaang huet d'Éducatiounskommissioun hir Aarbechten tëschtend Dezember 2009 an dem Oktober 2010 zréckgestallt.

Déi éischt Konditioun war, dass just eng Associatioun d'Responsabilitéit iwwerhëlt an déi duerno och natierlech de Lycée géréiert. D'Statute vun där nei gegrennter Associatioun École et Lycée Français du Luxembourg a.s.b.l. sinn ënnert der Nummer F834 den 30. Juli 2010 am Registre de commerce et des sociétés enregistriert an déposéiert ginn.

Déi zweet Konditioun war, dass d'Associatioun d'Garantie ka bréngen, dass si iwwert déi 20% verfügt, déi fir de Bau vun der Schoul vun der franséischer Säit muss bäigesteuert ginn. Fir dës Garantie ze liwweren, huet de franséische Stat d'Associatioun autoriséiert, een Emprunt vun 31,6 Milliounen ze maachen.

Wann dëse Projet gestëmmt ass, wäert de franséische Finanzministère een Arrêté de garantie am „Journal officiel“ publizéieren. Mëtt September 2010 huet d'Éducatiounskommissioun d'Bestätegung kritt, dass déi franséisch Säit déi finanziell Garantie ka bréngen, esou dass d'Aarbechten an der Éducatiounskommissioun konnte weitergoen. An de Rapport ass dunn, wéi gesot, den 28. Oktober vun dësem Joer ugeholl ginn.

An der Tëschenzäit huet d'Éducatiounskommissioun iwwer een Amendement nach een Avis vum Statsrot iwwerholl. Et ass em eng Emännerung am Intitulé gaang, wou ganz kloer den Aspekt vum Financement ervirgestrach ginn ass. De positiven Avis complémentaire vum Statsrot ass den 18. Dezember 2009 komm.

Nom Vote vum Gesetz hei an der Chamber gëtt, wéi d'ASFT-Gesetz et virgesäit, eng Konventioun tëscht dem Stat an de Responsable vum der Schoul ënnerschri-





wen. Dee Moment muss déi franséisch Kontributioun vun 31,6 Milliounen Euro disponibel sinn, an da ka mat den Aarbechten ugefaange ginn.

Wat elo d'Finanzéierungskonditiounen an d'Gréisst vun den Infrastrukturen ubelaangt, esou wäert déi staatlech Hëllef sech ëmmer op 80% begrenzen, an dat op engem Gesamtchiffer vu maximal 158,3 Milliounen Euro. Et ass awer evident, wann d'Gebai manner grouss géif ginn, wat de Käschtpunkt och géif erofgoen. Ëmgedréit géllt och, dass, wann de Bau méi deier wéi geplangt sollt ginn, d'Bedeelung vun der Lëtzebuurger Säit net déi 126 Milliounen wäert iwwerschneiden. D'Differenz misst an deem Fall déi franséisch Säit bezuelen.

Déi Responsabel vum Lycée Vauban hunn eis bestätegt, dass et am Moment duerno ausgesäit, wéi wann de Projet méi kleng, also och méi bëlleger wéi geplangt wäert ausfallen. De Projet ass och esou konzepéiert, dass problemlos deen een oder aneren Deel ewech ka gelooss ginn an esou a verschiddenen Etappe ka gebaut ginn, jee no Besoin.

Wat elo de Projet selwer ugeet, sollt ee wëssen, dass en op d'Besoin fir Accueil a Schoulinfrastrukture fir d'Rentrée 2015 geschat ass, an e gesäit folgend Schülereffektive vir: fir de Collège a Lycée Vauban 1.245 Schüler fir d'Schouljoer 2015/2016; fir d'École Française de Luxembourg ronn 800 Schüler fir d'Rentrée 2015 an och 2016.

Déi Schätzung vum de Schülerzuele si vun der Responsabele vum Lycée Vauban a vun der École Française du Luxembourg selwer gemaach ginn. Wat d'Zuele vun de Schüler vum Lycée Vauban ugeet, esou fällt et op, dass si bei ronn 570 Schüler bis 2012 stagnieren, fir ab 2015 mat 800 Schüler ze rechnen. Dat ass awer net onwahrscheinlech, well d'Schülerpopulatioun am Allgemengen zu Lëtzebuerg an deenen nächste Jore wäert eropgoen, an och well de Lycée Vauban elo scho laang Waardelëschten huet.

An deem Kontext wëll ech hei nach eng Kéier betounen, dass och d'Lëtzebuurger sech souwuel an der École fondamentale wéi och am Lycée kënnen aschreiw. Et ginn och elo schonn eng ganz Partie Lëtzebuurger Studenten an Elteren, déi de Choix maachen, hir Kanner an dës francophone Schoul anzuschreiw.

D'Gebaielcheeten, déi um Ban de Gasperich op 5,4 Hektar gebaut wäerte ginn, gesi 44 Klasesäll vir, École maternelle a primaire, also de Fondamental, an 51 Säll si virgesi fir de Collège a Lycée gebraucht ze ginn. Derbäi kommen nach ronn 20 Spezialsäll fir den Enseignement fondamental a 50 Spezialsäll fir den Enseignement secondaire.

Virgesi sinn och Sportssäill, administrativ an technesch Säll souwéi Structures d'accueil an een iwwerdeckte Parking mat 141 Plazen. Natierlech gesäit de Projet och Quai fir Busser, nach 200 aner Parkméiglechkeeten an „kiss and go“-Méiglechkeete fir d'Eltere vir.

D'Bâtiments publics hunn déi energietechnesch an architektonesche Aspekter vum Projet iwwerpréift a festgestallt, dass si den üblichen Normen entsprechen. Si hunn also hire Feu vert ginn.

Wat elo den Accès zum Site ugeet - an et ass scho virduer an deene Projeten, déi de Ban de Gasperich concernieren, ugeschwat ginn -, kann een nach ervirhiewen, dass d'Architekter sech mat de Responsable vum der Division mobilité urbaine des services techniques vun der Stad Lëtzebuerg ofgeschwat hunn. An och si hunn de Feu vert ginn.

En aner Fro, déi de Statsrot opgeworf hat, war déi vun der Relatioun tëschent der École Sainte-Sophie an der École Française de Luxembourg. Déi franséisch Autoritéiten haten d'École Sainte-Sophie gefrot, fir den Enseignement francophone ze garantieren, well si eng grouss Demande vu Schüler am Enseignement fondamental haten, si awer net déi Plaz haten, fir jiddwereen opzehuelen.

Mat deem heite Projet kritt d'École Française elo eng eegestänneg Infrastruktur, woumadder si elo den Enseignement maternel a primaire ka garantieren. D'École

Sainte-Sophie wäert awer den Enseignement francophone net opginn. Esou dass d'Elteren elo de Choix hunn, fir hir Kanner an d'École Française oder an d'Sainte-Sophie ze ginn.

Här President, dëse Projet ass net nëmme wichteg fir eis francophone Communauté hei am Land, mä och a virun allem fir Lëtzebuerg. Et ass also wichteg, dass esou schnell wéi méiglech ka mam Bau ugefaange ginn.

Fir d'Éischt wëll ech an deem Aspekt soen, dass déi aktuell Infrastrukturen, wou d'École Française de Luxembourg souwéi de Lycée et Collège Vauban momentan ennerbruecht sinn, ze kleng gi sinn, fir där grousser Nofro gerecht ze ginn. En plus gi si elo dréngend vum Lycée Technique du Centre gebraucht. 2003 waren d'Gebaier vu Lycée a Collège Vauban an der Avenue de la Faïencerie nei aménagéiert ginn.

Wann de Lycée Vauban op Gaasperech plënnert, kéint dëst neit Gebai direkt vum Lycée Technique du Centre genotzt ginn, wat eng grouss Entlaaschtung fir dëse Lycée bedeit. Mir stëmmen hei also net nëmme iwwert de Lycée Vauban of, mä och de facto fir eng Vergrößerung vum Lycée Technique du Centre, dee vun deene bal neien Infrastrukture vum Lycée Vauban profitiere wäert. Dëst war eng Fro, déi de Statsrot och a sengem Avis opgeworf hat.

Des Weidere bedeit d'Plënnere vum Lycée Vauban op de Ban de Gasperich och eng grouss Entlaaschtung vum gesamte Quartier Lampertsberg, dee sech ëmmer nees der Erausfuorderung vun deene ville Lycéeeën, Schoulen a vun der Uni stelle muss.

Dat zweet a wichtegst Argument ass, dass de Bau vun dësen neien Infrastrukture wesentlech zur Valorisierung vum Standuert Lëtzebuerg bäidréit. Eis Économie ass op auslännesch Investisseuren an op héich qualifizéiert Personal aus dem Ausland ugewise, déi an de Banken, Entreprises, Administratiounen, ONGen an op der Uni schaffen. Och vill Diplomate wunnen zu Lëtzebuerg.

Dat Éischt, wat déi Leit kucken, wa se op Lëtzebuerg kommen, wa se d'Qualitéit vum Standuert Lëtzebuerg fir hire Beruff kucken, dat ass, nieft hirem Beruff, awer och déi schoulesch Strukturen an Infrastrukturen, déi fir hir Kanner do sinn. Duerfir ass et wichteg, dass mir guet international Schoulen hei zu Lëtzebuerg hunn, fir dass d'Leit Loscht hunn, hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen a sécher kënnen sinn, dass si hir Kanner an enger héichwäerteger Schoul ennerdaach kënnen loossen.

Vu dass déi Leit ganz oft nëmme e puer Joer hei am Land bleiwen an da mussen erëm an een anert Land zéien, ass et fir si vu Virdeel, wa si wëssen, dass hir Kanner an engem anere Land an eng Schoul kënnen goen, déi genau deeselwechte Programm mécht, wéi an deem Land, wou si grad sinn oder wou si grad waren.

Et besteet also hei zu Lëtzebuerg eng grouss Nofro fir international Schoulen, esou wéi de Lycée Vauban eng ass. Wa Lëtzebuerg als Standuert sech weiderhi wëllt profitieren... profilieren, pardon, ass et wichteg, dass mir esou Projete wéi deen heiten ennerstëtzen.

An deem Sënn ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet an ech soen lech Merci, dass Der mer nogelasschtert hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Mill Majerus agedroen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Mill Majerus (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, au-delà des infrastructures, le projet de loi 5993 évoque deux communautés scolaires qui, en tout, accueillent quelque 1.300 enfants et jeunes vivant au Luxembourg.

Ces établissements, l'École Française pour l'enseignement fondamental, et le Lycée Vauban pour l'enseignement secondaire, ont la particularité de s'intégrer dans le système scolaire français, d'en respecter les dispositions et d'être homologués par le Ministère de l'Éducation nationale en France.

Étant gérées par des organismes différents, les deux écoles présentent les mêmes caractéristiques et adhèrent à un vaste réseau de quelque 250 écoles francophones comparables, établies dans 130 pays différents. Ce réseau permet d'assurer la continuité de l'enseignement au bénéfice d'enfants dont les familles, pour des raisons professionnelles notamment, déménagent souvent.

La laïcité étant un de leurs principes d'orientation, l'École Française et le Lycée Vauban constituent des établissements scolaires privés. La gestion en est assurée par des associations sans but lucratif dont les administrateurs sont des parents d'élèves qui s'engagent à titre bénévole. D'ailleurs, il est remarquable que ces parents acceptent un engagement financier important dans le cadre de la nouvelle construction. Tous les parents devront faire face à une augmentation de 50% des frais d'inscription, soit en tout des frais de scolarité évalués à quelque 3.000 euros par an et par élève.

La nouvelle construction présente de nombreux avantages. Les écoles concernées seront en mesure d'augmenter leur capacité d'accueil et de répondre ainsi à une demande en évolution. Notons au passage qu'actuellement 10% des élèves sont de nationalité luxembourgeoise. Notons également que beaucoup de parents ne pourront envisager un transfert professionnel au Luxembourg qu'à condition que leurs enfants puissent être scolarisés dans la continuité.

Les nouvelles infrastructures - et cela a été souligné par l'honorable rapporteur -, les nouvelles infrastructures prévues à Gasperich tiendront mieux compte des besoins pédagogiques, notamment en ce qui concerne l'éducation sportive. Enfin, le déménagement dégageera le quartier du Limpertsberg et offrira au Lycée technique du Centre des espaces requis au vu du développement de ses missions.

Nous avons d'excellentes raisons de souscrire au projet de la nouvelle construction. Au bénéfice de nombreuses familles francophones que notre pays accueille à titre définitif ou temporaire, et dont les enfants arrivent en cours de scolarité, nous contribuerons à proposer un parcours scolaire continu et performant. L'engagement financier de l'État luxembourgeois est complété généreusement par les parents d'élèves, comme d'ailleurs par la Ville de Luxembourg qui met à disposition le terrain requis à Gasperich.

Il y a lieu de féliciter les directions des deux écoles qui promeuvent l'intégration de leurs institutions et de leurs élèves dans la communauté nationale. Ainsi, le Lycée Vauban développe l'enseignement du luxembourgeois, évalué comme une passerelle d'intégration. Au niveau de son projet d'établissement, le lycée cultive des partenariats notamment avec le Lycée Aline Mayrisch et le Conservatoire de la ville de Luxembourg.

Mon groupe parlementaire adhère au projet de loi 5993 en soulignant toutefois qu'il constitue un élément dans un programme plus vaste de constructions scolaires. Dans ce programme nous rappelons notamment les projets de Clervaux, de Mondorf et de Differdange.

Pour conclure, au nom du groupe parlementaire CSV, je félicite les administrateurs des écoles de leur générosité, de leur élan; je remercie Madame la Ministre de suivre l'évolution de deux établissements scolaires qui témoignent de la diversité riche de la plate-forme scolaire luxembourgeoise; je reconnais la qualité du rapport de notre honorable collègue, M. Claude Haagen. Le CSV votera le projet de loi.

Merci de votre attention.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Majerus. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, de Rapporteur huet schonn déi wichtegst Eckdaten hei duergestallt, duerfir wëll ech mech wierklech op e puer kleng Remarquen hei beschränken.

Ech wëll och direkt virausschécken, dass d'DP-Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen, well d'Iddi respektiv d'Konzept vum Lycée Vauban wéi och vun aneren internationale Schoulen ass, fir eng adequat Schouloffir fir auslännesch Kanner ze schaffen, wou d'Elteren nëmme eng begrenzt Zäit hei op Lëtzebuerg schaffen kommen a wou d'Kanner jo normalerweis herno nees an hiert Heemecht-Schoulsystem zrëckginn.

Sou Schoule sinn duerfir och e Plus fir de Standuert Lëtzebuerg, well eng Rei Entreprises, mat héich spezialisierte Mataarbechter ganz oft, déi maachen zum Deal hire Choix fir sech hei niddereeloossen och en fonction vun de Konditiounen, déi se zum Beispill fir d'Familljenëmfeld vun hire Mataarbechter kënnen kréien oder fannen. Et brauch een also esou Schoulen och am Kontext vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert.

Dat gesot, Här President, wëllt ech e puer kleng Remarquë maachen.

Ënner anerem hunn ech jo elo gesot, dass mer dovunner ausginn, dass haaptsächlech do Kanner si vu Leit, déi hei nëmme zäitlech zu Lëtzebuerg wunnen. Et wier emol interessant, Zuelen ze kréien, wéi dann haut awer d'Populatioun sech an deem Lycée Vauban respektiv an deem Lycée Français zesummesetzt. Sinn dat nach wierklech exklusiv nëmme Schüler vu franséischen Elteren, déi hei zäitlech begrenzt schaffen, oder sinn och anerer derbäi? Wéi vill wieren dat der, a sinn dat vläicht der, déi Problemer hu mat dem lëtzeburgeresche System an dann ebe via Schoulgeld versichen, a méi en adequate Schoulsystem ëmzeklammern?

Uuni elo déi Reflexioun weiderzeféieren, wëll ech drun erënneren, dass mir och als DP derfir antrieden, dass een zum Beispill hei zu Lëtzebuerg och an eise Schoulen d'Méiglechkeet hätt, au choix en Alphabetisatioun op Däitsch oder op Franséisch ze kréien.

Eng aner Remarque, déi ech wëll maachen, betrëfft de Käschtpunkt vun dësem Schoulgebaai. De Rapporteur huet schonn op verschidde Problemer higewise, wou och Délaien entstane sinn, well do och Garantie säitens vum franséische Stat oder franséischen Autoritéite gefrot gi sinn. An déi haten och, esou hunn ech et verstan, zum Deel domadder ze dinn, dass och déi franséisch Autoritéite gesot hunn, dass Gebai do zu Lëtzebuerg ass awer relativ deier, well am Hexagon bräicht ee fir esou e Projet praktesch nëmme d'Halschent vun deem Budget, wann dat géif a Frankräich gebaut ginn.

Et wier also och eng Kéier sënnavoll, hei an der Chamber oder an de Kommissiounen emol méi en détail ze analysieren, firwat zu Lëtzebuerg öffentlech Gebai a Schoulen an esou weider am Duerchschnitt alt bis zweemol méi deier si wéi am europäeschen Ausland.

Eng lescht Remarque dann, Här President, wëll ech da méi generell zur Bauten- a Finanzéierungspolitik am Schoulberäich hei zu Lëtzebuerg maachen. Am Beräich vun de Privatschoule gi jo automatesch 80% vun de Käschte vun enger Schoul vum Stat iwwerholl, wann e Projet da presentéiert gëtt, an da kann een dann och schnell schaffen. Wéi gesot, d'DP ennerstëtzt hei dëse private Projet.

Mir wëllen awer och rappeliieren, dass fir verschidde öffentlech Schoulen och weiderhi Finanzéierungsbedarf besteet. Bei verschidde Projete wéi Clierf, wéi Mondorf oder Déifferdeng soll also dës Regierung dann deeselwechten Engagement weisen an och déi Projete schnellstens finanzieren. Oder muss et dann esou wäit kommen, dass een deene genannte Gemengen oder Regionnen de Rot soll ginn, si sollte carrément e Privatlycée op d'Schinn setzen, fir dass se dann eben och ganz schnell an automatesch 80% kréien a kéinte muer da mat hire Schoulen ufänken?

Dat gesot, Merci, Här President, a mir ginn den Accord zu dësem Projet.





► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Claude Haagen, Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt mir et, och net op den Detail vum Projet anzegoen, mä awer e puer Saachen, e puer Aspekter hei eng Kéier ze belichten, déi aus grénger Siicht interessant sinn.

Den Historique vum Lycée Vauban steet och am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet. Do gesäit een, dass de Lycée am Fong geholl e ganz jonke Lycée ass, '85 entstanen, an en ass ganz schnell ze kleng ginn.

Et stinn och d'Zuele vun de Schüler do: 777 waren et der d'lescht Joer, an et sollen der dann 2015/2016 1.245 ginn. D'selwecht ass et mat der École maternelle et primaire. Déi gëtt et eréischt vu '96 un. Och hei ass de Wee vun de Schüler..., also, et gëtt Plaz gebraucht: 570 Schüler d'lescht Joer an 800 2015/2016.

Dann eng éischt Fro, déi sech natierlech stellt: Wou kommen déi Zuelen hier? Och de Statsrot huet sech dat gefrot. De Rapporteur, de Rapport seet d'Antwort och effektiv: D'Schoul huet selwer Schätzung gemaach. Ech ginn och dovun aus, dass déi Schätzung richtig sinn, obschonn et ëmmer mat Virsicht ze genéissen ass, wann eng Privatschoul selwer virausgesäit, wéi vill Raum dat se brauch. Et wier jo och net ze erwaarden, dass se sech géif soen, si bräicht net méi Plaz.

Et soll eis awer och drun erënneren, dass mer missten hannerfroen: Firwat ass dann dee franséische Lycée esou interessant hei zu Lëtzebuerg? Verschidde Virriedner sinn drop agaangen, virun allem den Eugène Berger huet dat och e bësse méi kritesch hannerliicht. Ech wëll et och e bësse méi kritesch gesinn: de Fait, dass esou vill Schüler an déi Schoul wëlle goen, a mir wësse jo net genau - dat steet och am Rapport -, wéi eng Schüler datt iwverhaapt dohinner ginn.

11% vun de Schüler si Lëtzebuurger. Firwat ginn 11% vun deene Kanner, déi Lëtzebuurger sinn, an dee Lycée? Vlächicht kréie se do en Angebot, wat se op anere Plazen net kréien. Vlächicht misste mer... Mir sinn eis alleguerten eens: Et ass interessant fir Lëtzebuerg, wa mer en international Ém-feld hunn, wa mer deene Leit, déi kuerz zu Lëtzebuerg sinn, déi aus Diplomatekreeser kommen, déi vun hirer Aarbecht just kuerz zu Lëtzebuerg sinn, wa mer deenen eng Schoulplattform ubidden. Dofir hu mer och engleschsproocheg Schoulen. Dat ass wichteg.

An awer mussen mer eis froen, wa mer an déi heite Gréisstenerdunge ginn, ob dat da lauter Schüler sinn, déi an deenen dote Verhältnissen zu Lëtzebuerg sinn, oder ob net vlächicht ee Reformbedarf fir eis ganz Schoul do ass. Ech mengen, dat ass och interessant, wa mer iwvert d'Reform vum Cycle supérieur vun de Lycéeën an de Lycée-techniquë schwätzen, ob mer déi net müssen allgemeng zu Lëtzebuerg méi opmaachen, méi flexibel maache fir de Sproochenunterrecht. Mir wunnen an engem Land, wou 50% geschwé vun der Populatioun net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn. Ech mengen, dass mer eise gesamte Schoulsystem müssen do méi opmaachen, fir deene Schüler alleguerten eng besser Chance ze ginn.

Well wa mer och net genau wëssen, wéi eng Schüler am Lycée Vauban zum Beispill sinn, kann een awer, wann een de Minerval kuckt - dee fir d'Joer 2010, dee steet um Internet, do kaschte fir ee Joer d'Schoulgebühren 1.869 Euro fir d'Schüler vun der Sixième an 2.736 Euro pro Joer fir d'Terminalsschüler -, schon emol wëssen, wéi eng Kanner net an dee Lycée an d'Schoul ginn: an zwar Kanner, wou d'Elteren e Mindestloun oder en niddregt Akommes hunn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ganz richtig!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Also géif ech mengen - Merci, Här Hoffmann -, dass et en allgemeng Bedarf gëtt, fir eis Schoule méi international opzemaachen an net just op Privatschoulen ze setzen.

Dee Projet de loi hei, dee mer haut votéieren, dee baséiert op dem Gesetz, wat d'Rapporten tëschent de Privatschoulen an dem Stat regelt, d'Gesetz vum 13. Juni 2003. De Rapporteur huet dat richtig gesot: Mir leeën 80% bäi beim Bau. Dat sinn 126,64 Milliounen. Dat si vill Suen. Mir hu relativ wéineg matzeschwätzen, wéi déi Schoul da schlussendlech ausgesäit. Wahrscheinlech gëtt op deenen 20%, déi de franséische Partner bäileet, probéiert ze spueren, an domat spueren mir dann automatesch och mat.

Mir sinn der Meenung, dass et wierklech och wichteg wier, dass mer eis géifen déi Gesetzgebung iwvert d'Privatschoulen eng Kéier op de Leescht huelen a kucken, ob mer net misste méi Matsproocherecht kréien, wa mer esou Privatschoule finanziell an där heite Gréisstenerdunge ënnerstëtzen.

Et ass och gesot ginn, dass eng gewëssen Urgence bei deem Projet hei besteet. Virun allem geet et och drëm, fir déi néideg Plaz ze kréie fir de Lycée technique du Centre. Dofir ware mir och schon am Dezember 2009 prett, fir de Projet ze votéieren. D'franséisch Autoritéiten hunn e bëssen Zäit gebraucht. Mir sinn awer och frou, dass se da schlussendlech zu engem Ofkommen komm sinn, esou dass mer de Projet haut kënnen votéieren. Trotz där - wéi mir mengen aus grénger Siicht - berechteter Kritik liicht et eis an, dass mer dee Lycée an déi École primaire a préscolaire brauchen. Dofir wäerte mer dee Projet dann och hei matdroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, chers membres du parti chrétien-social, vous me permettez de parler luxembourgeois au parlement luxembourgeois. Am Numm vun der ADR wéilt ech dem Här Rapporteur, dem honorabelen Här Claude Haagen, villmools Merci soe fir säin ausgezeichnete Rapport an lech, Här President, an him versécheren, dass d'ADR dëst Gesetz matdréit.

Mat all deene Schwierigkeeten, déi mir onglécklecherweis an der Relatioun mat Frankräich an der Lescht kann hunn - an eis Lëtzebuurger Regierung an eis Europakommissärin si jo leider dorunner net onschëlleg -, si mer frou, fir haut en Zeeche vun der frëndschaflecher Verbondenheet mat Frankräich, anere franséischsproocheg Länner, mat der franséischer Sprooch an hirer Kultur kënnen ze setzen. Mir wënschen där neier École Française, dem Lycée an dem Collège Vauban, all senge Professeren, Mataarbechter a Schüler alles Guddes!

Mir soen awer och, dass dësen Investissement an déi franséisch Schoul eis Regierung net dovun dispenséiert, och de Bau - den Här Berger an, ech mengen, och eis gréng Kolleegen hunn et och scho gesot - vun anere Lëtzebuurger Schoule konsequent virunzudriewen. Mir wëssen, dass där och feelen, besonnesch och am Norden an an anere Géigenden.

Här President, mir freeën eis doriwwer, dass déi franséisch Schoulen hire Schüler et erméiglechen, a fakultative Coursë Lëtzebuergesch ze léieren. Dat ass e ganz wichtegt Zeechen, a mir wiere frou, wann déi Offer nach kéint ausgebaut ginn, fir dass d'Schüler alleguer kéinte vun där Chance profitéieren. Mir erënneren drun, dass an anere Länner déi franséisch Schoulen obligatoresch d'Sprooch vum Land och hire Schüler bäibréngen.

Mir géifen et begréissen, wann d'Integratioun vun de franséischsproocheg Schüler hei am Land iwvert de Wee vun der Lëtzebuurger Sprooch nach kéint weider erliichtert ginn. D'Madame Minister huet awer leider bis elo refuséiert, deene beschte Lëtzebuergesch-Schüler am Vauban wéi och

an der Europaschoul e Präis am Numm vum Lëtzebuurger Stat ze iwverreechen. Dir erënnert lech, ech hat eng Question parlementaire zu deem Thema gestallt. Mir kënnen eis nëmmen driwwer wonnen, dass Der dee Geste net wëllt maachen, fir déi Schüler ze belounen, déi wëlle Lëtzebuergesch léieren. Dir kënnt eis haut vlächicht erklären, wéi Är Haltung zu deem Thema ass.

Mir soen deene franséischsproocheg Schoulen och e grouse Merci fir all déi wäertvoll Déngschter, déi si an eisem Land leeschten, sief et als Schoul fir d'Kanner vun auslännesche Kaderen, mä och als Schoul fir vill Lëtzebuurger Kanner, zum Beispill déi vun eisen Diplomaten, déi aus dem Ausland zrëckkommen an deenen hir Kanner do dacks a franséische Schoule scolariséiert goufen.

Eis Kollege vun anere Parteien, Madame Minister, wunnere sech driwwer, firwat Lëtzebuurger Schüler an déi Schoul ginn. Mir kënnen dat nëmmen allze gutt verstoen. Vill Eltere wëllen hir Kanner virun den Entwécklungen an de Lëtzebuurger Schoule retten, fir déi Dir jo responsabel sidd: fir dee stännege Verfall vum Niveau! Einzelner schécken hir Kanner an d'Ausland. Anerer schécke se eben hei an international Schoulen zu Lëtzebuerg, fir hire Kanner nach eng anstänneg Bildung ze erméiglechen an eng Zukunft hei am Land.

Schliesslech wëlle mer awer nach Froen opwerfen am Kader vum Finanzement. De franséische Stat gëtt jo just nëmmen eng Garantie. Mir froen eis, ob Dir d'Sécherheet hutt, Madame Minister, dass wierklech déi Suen erakommen, oder ob mer net awer a Schwierigkeete vum Finanzement erakommen, oder ob d'Elteren net op eemol e ganz héije Minerval mussen bezuelen, wann d'Schülerentwécklung net de Previsiounen géif entsprechen oder wann eben Onvirhergesehene géif geschéien. Sidd Dir do sécher, dass net d'Elteren, d'Elterevereenegungen do kënnen a Schwierigkeete kommen?

Mir soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Kartheiser Merci. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

#### (Interruptions diverses et hilarité)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Meng grouss Bewonnerung fir d'franséisch Kultur a meng grouss Verbondenheet mat engem groussen Deel vun der franséischer Bevëlkerung - net mat en alleguer -...

#### (Hilarité)

...hënnere mech net drun, bei deem Projet de loi e gréissere Problem ze hunn. Et ass nach net esou laang hier, do hate mir awer hei an der Chamber eng relativ breet Fraktioun duerch all Parteien erduerch, ausser enger, déi war eigentlech der Meenung, öffentlech Gelder misste benotzt ginn, fir öffentlech Schoulen ze finanzéieren, a Privatschoule missten dann eben och privat finanzéiert ginn. Ech weess net, ob ech elo dee leschten Almouesche sinn, dee mengt, dee Prinzip, dee wier eigentlech nach ëmmer iergendwéi ze verteidegen.

Zënter dem Gesetz vum 2003 ass dat jo elo anescht. Mir leeën bei de Privatschoulen - quasi automatesch, kann ee jo bal soen - 80% bäi, dann also och hei. Ech maachen och net den Ënnerscheid bei der Fro vu private Schoulen, den Ënnerscheid net tëschent konfessionelle Schoulen oder net konfessionelle Schoulen. Privat ass privat, an öffentlech ass öffentlech. Ech sinn iwverzeegt, dass dat hei eng ganz gutt Schoul ass. Ech hu mer e bëssen ugekuckt, wat se ubidden. Wahrscheinlech vun der Qualitéit hier besser wéi eis öffentlech Schoul, géif ech mengen, oder op d'mannst a bestëmmte Beräicher besser.

Awer déi Fro, déi den Här Adam sech gestallt huet, hunn ech mer och gestallt. Wie geet an déi Schoul? Ausser dass et Leit sinn, déi e franséischen Enseignement wëllen. Wat fir Leit sinn dat, déi sech kënnen leeschten, 2.000 bis 3.000, ronn, Euro d'Joer ze bezuelen? Also Niveau Lycée wuelverstanen. An dann nach fir eng Stonn Optioun nach eng Kéier 200 Euro pro Joer, fir eng Stonn Optioun, déi muss bezuelt ginn. 200 Euro pro Joer!

Wien ass dat, dee sech dat ka leeschten? Dat ass net dee portugiseschen Aarbechter, dee säi Kand gären an eng franco-phone Schoul schéckt; mat Sécherheet net, well dee ka sech dat net leeschten! Et ass also éischter dat, wat ee kënnt nennen eng Reproduktioun vun de sougenannten Eliten, déi hei favoriséiert gëtt - egal ob se franséisch sinn oder net - an déi mir mat öffentleche Gelder finanzéieren. An ech muss lech éierlech soen, dass fannen ech eigentlech net an der Rei.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Fro muss berechtigt sinn, dass, wa mer schonn hei eng Schoul maachen, eng privat, déi dem franséischen Éducatiounsministère ënnersteet - op d'mannst indirekt ënnersteet -, da muss awer d'Fro och berechtigt sinn, wéi eng Participatioun ee vun dem franséische Stat, also vun dem franséischen Éducatiounsministère kënnt verlaange fir eng franséisch Schoul no franséischem Kursus hei zu Lëtzebuerg.

Wa mir wëllen ubidden - esou wéi de Statsrot dat och ënnerstrach huet, awer positiv vum Statsrot - eng Offer fir déi Familljen, déi heihinnerkomme mat Kanner an déi Schwierigkeeten hunn, an déi bestehend öffentlech Schoul ouni Weideres eranzekommen, da mussen mer eis d'Fro stellen, ob mer et net fäerdeg bréngen, dass Angebot ze realiséieren am Kader vun eiser öffentlecher Schoul. An zwar dann an engem Kader, wou sozial Mixitéit a Gläicheit vun de Kanner garantéiert ass. Dat ass et hei net!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Wuert d'Éducatiounsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Ech schlësse mech de Komplimenter an de Mercien un un de Rapporteur vun deem Projet. An ech wollt schonn direkt der Chamber Merci soe fir déi, wann ech richtig verstane hunn, quasi Unanimitéit zum Vote vun deem Projet de loi.

Et schéngt mir, an dat gëtt hei gedeelt am Haus, mir brauchen international Schoulen. Lëtzebuerg ass en interessante Standuert, a wa mer d'Attraktivitéit vun deem Standuert wëllen erhalen, da gehéiert dozou, dass mer fir déi Leit, déi op Lëtzebuerg fir eng kuerz Zäit oder vlächicht e bësse méi eng laang schaffe kommen, dass mer deenen hire Kanner kënnen eng Schoul offeréieren, wou se an engem Schoulsystem an enger Sprooch kënnen bleiwen.

Mir hunn net nëmmen eng franséisch Schoul zu Lëtzebuerg, mir hunn och eng, zwou grouss Europaschoulen zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng englesch „International School“ a mir hunn eng „St-George School“. Dat heescht, et ass net nëmmen eng franséisch Schoul, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen.

An ech freeë mech doriwwer, dass Lëtzebuerg nach ëmmer attraktiv, esou attraktiv ass, dass Leit op Lëtzebuerg kommen, an dass d'Nofro no Plazen an de Schoulen nach an d'Luucht geet, och wann dat eng Belaaschtung gëtt fir d'Finanzen. Do deelen ech awer alleguerten d'Aussoe vu menge Virriedner, dass dat op kee Fall eis dispenséiert, fir d'fir ze surgen, dass d'Qualitéit an der öffentlecher Schoul héich ass, well dat eent ersetzt net dat anert.

Wat d'Population scolaire ugeet...

An dass mer och, an dat wëll ech ënnersträchen, natierlech weider müssen öffentlech Schoule bauen. Mir sinn amgang um Belval, mir sinn amgang zu Jonglënster, Miersch gëtt elo gläich fäerdeg, an da ginn déi aner Projeten an fur et à mesure, wou mer Sputt kréien, ginn déi aner Projeten initiéiert.

Draï grouss Bauprojet si virgesinn an der zweeter Phas vum Plan sectoriel «Lycées», an dat ass Clief, Mondorf an Déifferdeng. Soubal wéi mer mat deenen anere Bauten usinn, ginn déi entaméiert. Mä ech gesinn awer och, dass mer net alles matenee kënnen bauen. Well mir hunn och nach eng Infirmiërschoul, déi muss onbedéngt Infrastrukture kréien. Ech brauch Infrastrukture fir d'École de la deuxième chance, ech



brauch d'CNFPCen, déi aus allen Néit plätzen. Also eis Besoinen un Infrastrukturen, déi sinn nach laang net gedeckt, a mir wäerte probéieren esou séier wéi méiglech mat all deene Projete weiderzekerzen.

D'Schüler. Et ass hei vill Rieds gaangen iwwert déi Schüler, déi an de Lycée Vauban an an d'franséisch Schoul zu Lëtzebuerg ginn. Déi Zuel geet permanent an d'Luucht, vun 2000, wou mer 286 Schüler haten, elo 2010 déi lescht Chiffere vu reell ageschriwwene Schüler, dat sinn der 815. Dat heescht, all Joer hu mer eng ganz grouss Progressioun vu Kanner, déi sech aschreiwen. An duerfir, ob déi Previsioun fir d'Joer 2020 elo plus ou moins richteg sinn, dat huet jo och vill mat der ekonomescher Situatioun vu Lëtzebuerg ze dinn.

Meeschtens, normalerweis gi Kanner dohinner, wou d'Elteren op Lëtzebuerg schaffen kommen an deenen hir Projets professionnels esou sinn, dass se dovunner ausginn, dass se nëmmen eng kuerz Zäit zu Lëtzebuerg bleiwen an dass se duerno weider an d'Ausland ginn. An och déi Lëtzebuurger Kanner, déi an de Lycée Vauban ginn... Also mir maachen net de gleserne Schüler.

Ech kann net d'Motivatioun vun all den Elteren novollzéien, firwat se hir Kanner dohi ginn, mä ech kennen der ganz vill, wou Lëtzebuurger sinn, déi aus dem Ausland kommen, déi eng kuerz Zäit zu Lëtzebuerg sinn an déi dann erëm an d'Ausland ginn, a wou et schwierig ass fir hir Kanner, fir e Schoulsystem ze wiesselen. Well, wéi mer et jo virun net allze laanger Zäit hei am Parlament gemierkt hunn, hu mir jo grouss Schwierigkeeten a ganz grouss Ambitioune, fir d'Sproochesystemer an eiser Schoul esou ze halen, dass mer an alle Sprooch gläich gutt sinn. Wat natierlech fir Leit, déi dat net esou gewinnt sinn an déi aus engem anere Sproocheraum kommen, schwierig ass.

Dat alles gesot, wëll ech nach eng kéier mech freeën iwwert de Konsens. Mir hunn d'Garantië vun der Mutuelle, vun der franséischer Mutuelle, déi fir d'franséisch Schoulen am Ausland eng Garantie iwwerhëlt, dass déi 20%, déi net vum Lëtzebuurger Stat bezuelt ginn, dass, wann d'Elterenassociatioun oder aus enger Ursach d'Schoul se net géif opbréngen, déi da géifen iwwerholl ginn. D'ANEF, d'Association nationale des écoles françaises de l'étranger, huet formell d'Garantie iwwerholl, wa finanziell Problemer waren, esou dass ech denken, dass elo der Planifikatioun, an ech insistéieren dorobber, vun deem Lycée, vun där neier franséischer Schoul zu Lëtzebuerg näischt méi am Wee steet.

Ech mengen, et ass héich néideg. Éischens brauche mir déi Plaz, well de Lycée Vauban steet am Haff vum Lycée technique du Centre. An de Lycée technique du Centre muss restauréiert ginn. Ech wier also frou, wann dee Lycée esou séier wéi méiglech gebaut wier, fir dass mer do kënne mat eise Bauarbeiten un der öffentlecher Schoul weiderkommen. Zweetens hu mer der Gemeng Lëtzebuerg versprach, dass mer déi Schoulen alleguer vum Lampertsbiereg erfrohuelen, an d'Gemeng war jo generéis genuch, fir en Terrain zu Gaasperech zur Verfügung ze stellen.

Ech wëll awer och hei net d'Illusioun opkomme loossen, dass elo muer mam Bau vun der Schoul géif ugefaange ginn, well nach eng ganz Rei Planifikatiounsarbeiten musse vun der Associatioun gemaach ginn. De Lycée Vauban an d'École Française vu Lëtzebuerg hunn eng nei Associatioun gegrënnt: „Association école et lycée français de Luxembourg“, an déi si Baumeeschter. Si musse sech un d'Gesetz vun der Soumissioun, der öffentlecher Soumissioun halen. Si hunn also och gewësse Regeln, déi hinnen imposéiert ginn. A si wäerten elo vill Aarbecht kréien an deenen nächste Méint. Mä ech mengen, si freeë sech drop.

Pour terminer, je voudrais dire ma joie aujourd'hui. Puisque depuis des années nous sommes en train de discuter du projet d'une nouvelle école française à Luxembourg, et j'ai toujours affirmé à mes interlocuteurs que le Luxembourg soutenait la présence française à Luxembourg et que nous étions... que nous sommes très fiers de notre tradition francophone et que de

tout cœur nous voulons accompagner cette présence à Luxembourg. Et je suis très heureuse aujourd'hui que vous pouvez constater que ce ne sont pas des paroles en l'air, mais que le parlement luxembourgeois en entier soutient cette initiative.

Merci beaucoup!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Ministesch. Den Här Kartheiser?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech wollt der Madame Minister nach eng Fro stellen, wann Der erlaabt.

► **M. le Président.** - Da stellt nach schnell Är Fro, Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Ech wollt der Madame Minister nach eng Fro stellen - ech hat hir se gestallt, se wollt elo sécher net drop äntwerten -, well d'Fro ass, fir et nach eng kéier ze soen, firwat d'Madame Minister net an der franséischer Schoul an och an der Europaschoul déi Schüler belount, déi esou frëndlech sinn a sech engagéieren, fir d'Lëtzebuurger Sprooch ze léieren. Ech wier frou, wann d'Madame Minister eis géif soen, firwat se fir déi Schüler näischt wëllt maachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Här Kartheiser, dat do gehéiert zwar net zum Projet de loi, an dat kënnt Der... D'Madame Minister ass awer bereet, dorobber ze äntwerten.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Et kann ee jo bei all Débat iwwer alles schwätzen, an ech sinn och ganz gär bereet, op déi Fro ze äntwerten. Ech hunn dem Här Kartheiser se och scho schrëftlech beäntwert, an ech ka se och nach eng kéier mëndlech beäntwerten.

An der Europaschoul gëtt de Ministère de l'Éducation...

(**Interruption**)

An der Europaschoul gëtt de Ministère vun der Éducation nationale de Präs fir de „meilleur élève“, an ech fannen, dass dat ganz prestigiéis ass. An ech si stolz, dass mer d'Exzellenz ënnerstëtzen, an duerfir wëll ech net en anere Präs do ginn.

Par ailleurs stellen ech fest, dass effektiv, souwuel an der Europaschoul wéi am Lycée Vauban, Coursé vu Lëtzebuergesch ofréiert ginn, wat mech fret. Mä dat si ganz wéineg Schüler, déi déi Coursé beleen. A wann ech jo ëmmer ënnerstallt kréien, ech géif keng Qualitéit hei wëlle forderen, wat de Contraire ass, an duerfir géif ech gären e prestigiéis Präs ginn, an duerfir ginn ech léiwer de Prix vum „meilleur élève“.

► **M. le Président.** - Sou, elo ass d'Diskussioun definitiv ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5993 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, Mme Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Mergen), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier*

*Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

*S'est abstenu: M. André Hoffmann.*

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(**Assentiment**)

Den Här Hoffmann wëllt se begrënnen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech wëll nach eng kéier preziséieren, dass ech d'accord sinn, dass mer eng Spezialoffer kënne hei ubidde fir déi Kanner, déi hei gemengt sinn. Ech si just der Meenung, dass dat hei eng Form ass, déi eigentlech net akzeptabel ass, well mer de Prinzip vun der Gratuitéit vun der Schoul duerchbriechen, an domadder de Prinzip vun der Egalitéit vun de Kanner.

Dat heescht, ech maachen en Appel, dass mer eis iwwerleeën, also och d'Regierung iwwerleet, ob een eng Form ka fannen, wou een iwwer eng Konventioun mat engem auslännesche Stat - also hei zum Beispill mat Frankräich - hei zu Lëtzebuerg eng öffentlech Schoul gratis, ouni Minerval, domadder also ënnert der Berücksichtigung vun der sozialer Gläichheet vun de Kanner, eppes am Kader vun der öffentlecher Schoul mécht.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Domadder ass déi Enthaltung begrënt.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 5976 iwwert d'Normes comptables. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo ageschriwwen just den Här Bettel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

## 6. 5976 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant

### 1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

### 2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

### 3. l'article 13 du Code de Commerce

#### Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dem Gesetzesprojet 5976 geet et drëms, déi international Kontabilitätsstandarde, déi sougenannten IFRS-Normen, dat steet fir „International Financial Reporting Standards“, an eist Lëtzebuurger Recht ze integréieren. Wéi maache mir dat? Mä konkret setze mir mat dësem Projet de loi duerfir gläich véier EU-Direktiven em.

Bei enger vun dësen Direktiven, si staamt aus dem Joer 2006, si mir mat der Ëmsetzung schon a Verzuch. D'Europäesch Kommissioun huet duerfir e sougenannten „recours en manquement“ bei dem EU-Gerichtshaff géint eist Land agereecht. Zäitlech besteet also akuten Handlungsbedarf.

Firwat maache mir dëst? Mir wëllen op europäischem Plang weltwäit harmoniséiert Kontabilitätsstandarde schafen. 700 international cotéiert Gesellschaften funktionéieren schon no dëse Standarden. Dës IFRS-Kontabilitätsstandarde si weltwäit vun de Kapitalmäert akzeptéiert. Well déi europäesch Konzern op der ganzer Welt agéieren, huet d'Europäesch Unioun och e wirtschaftlechen Interessi, dass international no deeneselwechte Regele gefuer gëtt. Dat ass méi transparent a mat manner Käschte fir d'Entreprisë verbonden.

Wat heescht dat dann elo genee? Déi sougenannten „comptes consolidés“, also d'Konte vum Grupp vu Bourse-cotéierte Gesellschaften, mussen no den IFRS-Normen opgestallt ginn. Dëst huet natierlech seng Auswierkungen op Lëtzebuurger Gesellschaften, déi Member vun esou engem multinationale Grupp sinn. De Gesetzesprojet gesäit duerfir eng Rei vu Flexibilitäte fir d'Opstellung vun deene Konte vun de Lëtzebuurger Entreprisë vir. Si kënnen duerfir an der Presentatioun vun hiren nationale Konten deelweis vun eisen traditionelle Kontabilitätsregelen ofwäichen. Fir net Bourse-cotéiert Entreprisën ass de Réckgrëff op d'IFRS-Norme fakultativ méiglech. Dës Optioun besteet fir eis Banken, Assurancen a Réassurance-Gesellschaften iwwregens schonns zënter 2006.

Wéi grouss ass dës Flexibilitéit dann elo an dem konkrete Fall? Si geet nawell wäit. De Gesetzesprojet erlaabt esou déi sougenannten „évaluation à juste valeur“ vu verschidden Aktiva an engem Bilan. E bestëmmt Aktiv vun enger Gesellschaft kann deemno kontabelsméissig no sengem aktuelle Maart- oder Handelswäert opgefouert ginn. Hie kann dobäi vu sengem Uschafungswäert respektiv dem Ersatzwäert, dem „prix de remplacement“, ofwäichen. Den Intérêt vun dëser Bewäertungsmethod no dem „principe de la juste valeur“ ass deen, fir de Wäert vu komplexe Finanzinstrumenter, wéi zum Beispill Optiounen oder Swapen, méi transparent an de Konten opzeféieren.

Ech verheemlechen awer net, dass mat der Bewäertungsmethod no der „juste valeur“ och kënne verschidden Aktivposten an dem Bilan méi héich bewäert ginn, wéi hire reellen Akafswäert. An dëst ass ouni Zweifel e Risiko. Bei engem Mëssbrauch vun der Bewäertungsmethod no der „juste valeur“ ass nämlech net ausgeschloss, dass d'Konte kënne verschéinert ginn. Kontabelsméissig ka méi een héije Benefiss ausgeweise gi wéi deen, deen zu deem Moment effektiv do ass.

Fir déi néideg Transparenz ze schafen, gesäit de Gesetzesprojet duerfir ausdrécklech vir, dass eng Gesellschaft op verschidde Kategorië vun Aktiva kann de Bewäertungssystem vun der „juste valeur“ uwenden. Mécht se dat, dann zielt dat awer fir déi ganz Kategorie. An de Réckgrëff op dës Bewäertungsmethod muss och dann an den Annexe vun de Konte preziséiert sinn.

Här President, de Gesetzesprojet iwwerhëlt och aus den Direktiven nach déi nei Kritären, no deenen op europäischem Plang eng PME definéiert ass, an zwar eng Bilanzumm vu maximal 17,5 Milliounen Euro, e Chiffre d'affaires vu 35 Milliounen Euro, an 250 Vollzäitbeschäftegter. Wann eng Entreprise zwou vun deenen dräi Limiten net iwwerschreit, da ka se hir Konten no engem vereinfachte Schema presentéieren.

Schliesslech féiert de Gesetzesprojet eng sougenannten „responsabilité collective“ a fir d'Membere vun engem Verwaltungsorgan oder Iwwerwachungsorgan vun enger Gesellschaft. Si sinn dem Gesetz no zesummen derfir verantwortlech, dass déi eenzel Kontabilitätsdokumenter getrei de gesetzleche Bestëmmungen opgestallt goufen.

Den urspréngleche Regierungstext ass souguer nach méi wäit gaangen, andeems e Verstouss géint dës kollektiv Verantwortung och nach stroferechtlech kënnt sanktionéiert ginn. De Statsrot huet hei awer eng Opposition formelle gemaach. Hien huet d'ailleurs mat Recht gesot, et géif sech hei em eng sougenannten „obligation de moyens“ handelen, an déi kënnt een net stroferechtlech sanktionéieren.

De Statsrot huet sech doriwwe eraus och allgemeng géint de Prinzip vun enger „responsabilité collective“ op stroferechtlichem Plang ausgeschwat. De Justizminister huet doropshin dësen Text zrëckgezunn, mat dem Argument, dass hie keng iwwerdriwwen Penalisation vun dem Droit des affaires wëllt. Dës Meenung gouf och vun de Membere vun der Commission juridique gedeelt. Am Fall vun engem schwéiere Verstouss géint d'Kontabilitäts-



bestëmmunge besteet an eisem Gesellschaftsrecht souwisou eng effikass Sanktioun doran, nämlech an der Liquidatioun vun der Gesellschaft duerch e Gericht.

Här President, de Gesetzesprojet gouf a sengen Haaptpunkte vum Statsrot, der Chambre de Commerce, dem Institut des réviseurs d'entreprises an dem Ordre des experts-comptables aviséiert. D'Fro gouf ënner anerem opgeworf, ob dese Projet keng steierlech Inzidenzen hätt, besonnesch wat de sougenannte Prinzip vum Accrochage vum Bilan fiscal op de Bilan commercial betrëfft. Dës Considérations, grad wéi verschidden aner steierlech Implikatiounen vum Gesetzesprojet, mussen deemnächst am Kontext vu punktuellen Upassungen un der Akkommessteier-Gesetzgebung gepréift ginn.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport, deen eestëmmeg an der Commission juridique ugeholl gouf an der Chamber recommandéiert, dese Projet ze stëmmen. Et ass wuel e méi komplizéiert technesche Gesetzesprojet, deem seng wirtschaftlech Implikatiounen awer net ze ënnerschätze sinn.

Dass dee Projet technesch ass, beweist och, dass mer haut mussen séance tenante nach eng Emännerung maachen, an zwar um Artikel 339bis 3. Do ass eng Erreur matérielle ënnerlaf, do muss een d'Oplëschung FGHJJ nämlech duerch d'Oplëschung ABCDE ersetzen.

#### (Interruptions)

Ech soen dem Justizminister an den zoustännige Beamten duerfir Merci fir hir Ënnerstützung bei der Analys vun dësem Projet de loi, an ech ginn d'Zoustëmmung zu dësem Projet vun der CSV-Fraktioun, a schliesslech soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. Da kritt elo d'Wuert deen eenzeg ageschriwwene Riedner, den Här Bettel.

#### Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Firwat ech d'Wuert ergräifen? Fir d'Éischt, mengen ech, fir dem Här Roth Merci ze soen, deen de Rapport gemaach huet. Mä virun allem, nach eng Kéier, Här President, kënne mer nëmme feststellen, dass dës Regierung nees vun der Europäescher Kommissioun e Recours en manquement kritt huet! Et ass net fir d'Éischt. Mir winnen eis drun elo esou lues hei an dëser Chamber, dass mer vun der Regierung Texter kréien, déi mer ze stëmmen kréien, wou mer scho laang hätte misse kréien.

Ech weess, dass mer schonn Dokumenter kritt hate vum Här Schmit, fir ze wëssen, wou mer dru ware mat den Direktiven. Dat huet en deemools gemaach. Ech wier frou, wann den Europäeminister, dee sech och elo haut drëms këmmert, eis nees eng Kéier ganz genau kéint erklären, wéi vill Recours en manquement vis-à-vis vun eis stinn.

Ech ka just soen, Här President, dass leider nees feststellen ass, dass mer hei nees virun enger Condamnatioun just laanschtkommen, wa mer den Text hei stëmmen. Ech hat geduecht, d'Regierung hätt sech virgeholl, dass mer keng Recours en manquement méi géife kréien.

Ech gesi schonn den Här Fayot, dee schonn de Fanger um Mikro huet, fir mer ze soen, dass de Minister eis au courant hält.

Här Fayot, ech verstinn, dass de Minister eis au courant hält, mä ech wier méi frou, wa méi effikass géif geschafft ginn.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech wollt am Fong vun där Legislatur 1999-2004 schwätzen, wéi et do gewiescht wier mat de Retarden, Här Bettel.

► **M. le Président.** - Sou, elo kritt de Justizminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Et ass just, dass nach ni esou vill Procédurë ware wéinst Manquement, Här Fayot, wéi am Moment. Nach ni!

#### (Interruption)

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Eigentlech wollt ech jo net schwätzen an nëmme dem Här Roth Merci soe fir dee gudden Rapport an och déi gutt Aarbecht, wou mer et effektiv fäerdeg bruecht hunn, a kuerzer Zäit, déi eis bliwwen ass, fir hei och nach deen Text an der Chamberskommissioun ze verbesseren.

Ech wollt awer, vu dass ech hei perséinlech en cause gestallt gi si vum Här Bettel, muss ech dann awer e puer Saache soen.

► **Une voix.** - Den Här Biltgen kann net responsabel si fir dat, wat tëschtent 2006 an 2009 do geschitt ass.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Ech wëll soen, dass den 9. Januar 2009 mäi Virgänger dese Projet déposéiert huet; den Avis vum Statsrot koum den 18. Mee 2010, an doropshi si mer - do wëll ech nach eng Kéier der Chamberskommissioun a virun allem hirem Rapporteur, dem Gilles Roth, Merci soen - a kierzester Zäit e ganz komplexen Dossier hei duerchgaangen.

Dat heiten ass eng Direktiv. D'Leit mengen ëmmer, d'Direktiv, dat wier eng technesch, mä do steet ganz vill hannendrun, och fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert, vu Bankestanduert, an do si ganz vill Interessen hannendrun. Duerfir si jo Aviséiert komm vun den Expert-Kontablen, awer och vun de Réviseurs. An ech mengen, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, mat enger flotter Navette vum Statsrot, wou mer ganz gutt geschafft hunn, en Text ze maachen, deen et eis erlaabt, net nëmme laanscht eng Geldzuehlung un Europa ze kommen, mä och eis erlaabt hei, eis Plaz, notamment d'Finanzplaz, ze stäerken.

Et muss een och wëssen, dass deen heite Projet d'Base ass, fir e Projet ze realisieren, deen de Wirtschaftsminister an de Justizminister gemeinsam uginn, nämlech fir hei och eng Centrale des bilans ze maachen, wat säit Laangem gefuerdert ass. Wa mer elo dat heite Gesetz hunn iwwert d'Normes comptables, kënne mer och déi Centrale des bilans maachen, déi enger-säits erméiglecht gëtt duerch d'Reform, déi mer gemaach hunn am Registre de commerce, anerersäits duerch deen heite Projet Normes comptables. Sou kënne mer dann och déi Centrale des bilans maachen, wat effektiv e grouse Punkt ass fir d'Wirtschaftspolitik.

Wat elo de Justizministère ubelaangt: D'Décisiounen vun Europa, déi si jo verschiddener Natur. Dat kënnen Direktive sinn, dat kënnen Reglementer sinn, dat kënnen et effektiv esou, dass eng vun deenen éischten Aufgaben, déi mer am Justizministère iwwerholl hunn, dat ass eng Lëscht ze maache vun all deenen Texter, déi nach ausstinn, a mir hunn eis do e Kalenner ginn, fir dat ze maachen.

Mir sinn, wat elo zum Beispill d'Zivilrecht ubelaangt, do si mer bäi. Do sinn zwee Texter, déi mer awer mussen bis de Juni 2011 ëmgesat hunn. D'Projets de loi, déi kommen elo. Dat ass engersäits d'Médiation, dat ass anerersäits awer och d'Obligation alimentaire. Do wäerte mer nach hoffentlech am Dezember, net am Januar, déi Texter déposieren. Dat sinn och alles keng einfach Texter, fir ëmzesetzen.

Wéi gesot, et geet net ëmmer drëm, „copy paste“ ze maachen; et geet ëmmer drëm, et intelligent ze maachen. Duerfir si jo déi Sätz „eent zu eent d'Direktiv ëmsetzen“, dat ass jo totale Blödsinn. Mir mussen kucken, dass mer déi Direktiven esou ëmsetzen, dass se fir Lëtzebuerg Sënn maachen, well Reglementer sinn net ëmzesetzen, Direktive mussen een ëmsetzen, an „copy paste“ geet net duer. Et muss ee kucken, dass een och dat Beschtméiglecht draus mécht, fir dass mer zu Lëtzebuerg dat kënnen uerdentlech maachen.

Wou mer méi hannendra sinn, ginn ech hei gären zou, dat ass fir déi Saachen, déi am Stofrecht sinn. Do hu mer ganz vill Décisions-cadres, wou mer nach mussen ëmsetzen. Fir e puer hu mer och do scho Retard kritt, mä och do wäerte mer kucken, mat deene beschränkte Moyens de bord, déi mer hu vu Main-d'œuvre am Haus, dat ze maachen.

Also, et ass wierklech de Wonsch vum Justizminister, fir net méi an esou Saachen ze kommen, dass mer mussen Actions en manquement kréien, mä wierklech nozekommen. Dat gesot, wëssen d'Membere vun der Commission juridique, dass se wierklech all Mëttwoch mussen untrieden, soss kréie mer dat net hin.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Justizminister François Biltgen. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5976 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: *Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Clement), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert (par M. Marc Lies) et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydia Mutsch), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

*S'est abstenu: M. André Hoffmann.*

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

#### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ech wollt lech och nach drop opmierksam maachen, datt op der Säit 20 am Artikel 339bis eng Erreur matérielle ass, wéi dat de Rapporteur och scho gesot huet. Do ass also ze liesen amplaz vun der Oplëschung FGHJ d'Oplëschung ABCDE.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert de Plan d'action en matière d'énergies renouvelables ugefrot. D'Riedezäit ass nom Artikel 84, Alinea 2 vum Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir:

Där Fraktioun, déi Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Negri, Kox, Colombera an Hoffmann. D'Wuert huet elo den honorablen Här Eugène Berger, als Verrieder vun der DP-Fraktioun. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### 7. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables

##### Exposé

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kollegen a Kolleginnen, am Juli 2010 huet den Energieminister

Jeannot Krecké am Numm vun der Regierung e sougenannten Aktiounsplang fir erneierbar Energien op Bréssel geschéckt, dat oui déi zoustänneg Chamberskommissiounen ze konsultéieren an oui e politeschen Débat am Parlament ze féieren. Dat weist eemol méi, wéi wéineg seriö - dat Wuert ass jo d'lescht Zäit anscheinend an der Moud am Energie- a Wirtschaftsministère - d'Regierung d'Parlament hëlt, wann et ëm wesentlech Aspekter vun der Zukunftspolitik vu Lëtzebuerg geet, an dësem Fall am Beräich vum Klimaschutz.

Ech mengen, en Accord oder wéinstens en Avis vun enger Chamber, vun enger gewieltener Chamber an esou engem wichtege Dossier wier sécherlech noutwendeg gewiescht a wier net nëmme eng lästeg Prozedur gewiescht.

#### (Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Wat och bedauerlech ass, dat ass, datt d'Majoritéit hei an der Chamber do matgespilt huet, well, obwuel ech do kuerzfristeg am Juli deen Débat hei ugefrot hat, ass awer dunn näischt méi geschitt, an et ass eréischt haut, ronn sechs Méint duerno, wou mer dann hei an der Chamber dat Ganz diskutieren, an - wéi een esou schéi seet - dat hei ass eigentlech praktesch Moutarde après dîner. Haut kënne mer nach just den Dossier kommentieren, mä mir kënnen eis als Chamber net méi direkt an deen Dossier abréngen.

Et muss ee sech dann och froen, wat dann iwwerhaupt nach déi ganz Initiativ vum Klimapakt vum Nohaltegkeetsminister soll. Do si jo dann Aarbechtsgruppen agesat, déi zum Sujet Klimaschutz sollen nei Strategien ausschaffen. An enger Rei wesentlechen Aspekter, wéi deene vun den erneierbaren Energien, ass awer elo schonns vun der Regierung alles décidéiert ginn an och op Bréssel geschéckt ginn.

Dat ass e bëssen de Geck gemaach mat de Leit am Klimapakt a weist, wéi wéineg eescht oder seriö d'Ministère Wiseler a Schank am Endeffekt dee Pakt huelen.

Dat, wat den Energieminister am Numm vun der Regierung am Beräich erneierbar Energien op Bréssel geschéckt huet, weist och, datt dës Majoritéit weiderhi keng kohärent Strategie am Klimaschutz huet an déi Chancë verpasst, déi sech hei besonnesch eiser Wirtschaft an eise Betriber kéinte bidden.

Madame President, ech hunn nëmme zéng Minutten, ech ginn net op den Detail vun dem Plang an, ech wëll duerfir e puer méi prinzipiell Remarquen dozou maachen.

Laut den EU-Virgäbe soll Lëtzebuerg bis 2020 seng CO<sub>2</sub>-Emissiounen ëm 20% reduzieren an 11% erneierbar Energië produzieren respektiv konsumieren. D'Fro ass: Kënne mer dës Ziler erreechen, well dat hänt och maassgeblech dovun of, wéi vill Energie mer dann insgesamt 2020 hei am Land brauchen oder verbrauchen?

Bréinge mer et fäerdeg, fir eisen Energieverbrauch erofzesetzen, heescht dat jo och logescherweis, datt mer dann déi 11% erneierbar Energien, datt dat och méi liicht gëtt als Zil. Et gëtt e manner bedeitend Zil, fir dat ze erreechen. Zudeem géif dat och da bedeuten, datt mer manner CO<sub>2</sub>-Emissiounen hätten.

Bon, d'Ambitiounen, fir den Energieverbrauch ze reduzieren, sinn awer an dësem Plang vun der Regierung quasi null an och net kohärent mat der Regierungserklärung vun 2009. Do stoung nach dran, datt ee wëllt den Tanktourismus reduzieren an d'Energieeffizienz erhéien. Dovun ass hei an dësem Plang keng Rieds méi, an et steet elo am Plang, datt den Energieverbrauch hei zu Lëtzebuerg bis 2020 net wäert erofgoen, mä nach wäert klammen.

Wéi sot d'Blanche Weber bei senger Ried op der Öko-Foire: „Et toc!“

Kuckt ee sech déi eenzel Mesuren, déi am Plan d'action derbäileien, un, da muss ee feststellen, datt hei keng nei Akzenter an der Energieeffizienz gesat ginn. Do mécht d'Regierung näischt a si verschléift do wierklech Chancen.

Fir d'DP gëtt et zwee Schlësselberäicher, wou ee kéint konsequent Energie spueren, an zwar op där enger Säit am Transport-





beräich an op där anerer Säit beim Hausbau, méi speziell dann natierlech och beim Hëtze vun de Wunnengen, vun de Gebaier an esou weider. A besonnesch an deenen zwee Beräicher sinn och Initiative gefrot, och letztendlech, fir de Leit hei zu Lëtzebuerg ze hëllefen, aus der Energiefאל erauszekommen. Well Energie huet jo hautdésdags nach ganz vill mat Pëtrol ze dinn, a wann een dovunner ausgeet, datt d'Pëtrolspräisser an Zukunft erëm wäerte massiv klammen, dann ass Energieeffizienz an Energie spueren net nëmmen eng ökologesch, mä och eng ekonomesch Noutwendegkeet.

Zum enge wëll ech erënneren un eis Propos, fir progressiv aus dem Tanktourismus erauszeklappen, an zum anere wëll ech och drun erënneren, am Beräich Energieeffizienz fuerdert d'DP säit 2007 eng grouss ugeluechten Albausanieerungscampagne oder en Albausanieerungsprogramm. Domat kéint een dann den Energieverbrauch hei zu Lëtzebuerg reduzéieren, de Verbrauch vu Pëtrol a Gas och domadder signifikant reduzéieren.

An deene genannte Beräicher hei, deenen zwee, do schléift d'Regierung komplett! Wa se net wëssen, wéi se dat wëllen ugoen, dann erënneren ech se nach eng Kéier kuerz drun, wéi een dat kéint ugoen, no Propositione vun der Demokratescher Partei.

An zwar, andeems datt een zum Beispill mat enger Klimabank oder mat Energie-spuercontracting de Bierger hëlleft, déi Embauearbechten, zum Beispill am energetesche Beräich bei hiren Haiser, virzefinanzéieren. D'Leit bezuele mat de Suen, déi se duerch manner Heizkäschen dann duerno hunn, hiren Invest zréck a spueren da laangfristeg Energie an natierlech och Geld. An hei géif et jo nëmme Gewënner ginn. Hei géif et nëmme Gewënner ginn: de Bierger, dee manner Sue misst ausgi fir d'Brennes; de Stat, dee manner Kyoto-Strofe misst bezuelen; d'Klima wier och e Gewënner; a virun allem och d'Betriber hei zu Lëtzebuerg an de Mëttelstand, déi hei nei Opdrag an Aarbecht géife kréien.

Mä wat mécht d'Regierung de Moment? Si bezilt am Kader vum Kyoto-Protokoll 30 Milliounen Euro un Estland. A wat maachen d'Estländer domadder? Majo, déi sanéieren do hir Haiser domadder, a virun allem ginn dann domadder déi estlännesch Handwierksbetriber ënnerstëtzt.

Här Krecké, Här Wiseler, d'Lëtzebuerg Betriber soen lech net Merci dofir! Net dést Joer, net d'nächst Joer, och d'iwwernächst Joer an all déi Kéieren, wou Dir 30 Milliounen un d'Estländer gitt, fir do d'Haiser ze sanéieren, soen déi lech net Merci, an och net d'Bierger hei zu Lëtzebuerg, déi da weiderhi mussen an Haiser setzen, déi manner gutt isoléiert sinn an déi méi Energie verbrauchen, déi soen och net Merci.

De Kolleg Schmit, dee seet och net Merci, well laut Rechnung vun der Chambre des Métiere kéint een hei zu Lëtzebuerg duerch e Sanéierungsprogramm ronn 2.300 gutt qualifizéiert Aarbechtspolze schafen.

Madame President, d'Dokument, dat den Energieminister op Bréssel geschéckt huet, heescht Plan d'action. Wou sinn déi Aktiounen? Ech hunn nëmmen abstrakt formuliert, onambitiéis Ziler dra gelies. A wéi soll de Wee dohinner ausgesinn?

Do geet ënner anerem vill Rieds, fir d'Hal-schent vun eisen Ziler vun erneierbaren Energien duerch Agrarkraftstoff oder de Bio-Fuel, wéi een dat nennt, ze errechen. Dat si ganz vill Milliounen Tonnen, déi mer da mussen do brauchen.

A wat misst dann do alles geschéien, zum Beispill hei zu Lëtzebuerg an der Landwirtschaft, fir déi Milliounen Tonnen ze produzéieren? Sollen d'Energieplanzen eng Prioritéit fir d'Lëtzebuerg Bauere ginn? Si genuch Flächen a Produzenten do? Ass dat mam Landwirtschaftsminister ofgeschwat, fir dat nohalteg ze vertriebe fir d'Landwirtschaft?

Ech kann d'Äntwert ginn: Si ass véiermol „neen“!

De Minister, dee setzt virun allem drop, massiv de Bio-Fuel mam Scheckheft am Ausland ze kafen, fir domat eist Zil vun erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg, déi 11%, ze errechen. Dat ass net dee rich-

tege Wee. Dat ass en Ierwee, an et ass jo genau datselwecht, wat mer do maachen, wéi bei eiser Lëtzebuerg Strategie fir d'CO<sub>2</sub>-Reduktiounen, wou mer och kucken, de Gros dann am Ausland ze maachen.

Dernieft muss een och soen, d'Produktion am groussen Ausmooss vum Bio-Fuel, wéi dat besonnesch an der Drëtter Welt geschitt, ass och net ëmmer vereenbar mat dem Klimaschutz, ass net vereenbar mat dem Schutz vun der Bio-Diversitéit, huet och net onbedéngt eppes mat Nohaltegkeet ze dinn, guer net ze schwätze vun de sozialen Aspekter - Stéchwierder Aarbechtskonditiounen an Ausbeutung vun de Landaarbechter an den Drëtt-Welt-Länner.

Madame President, mir brauchen e Programm fir erneierbar Energien an Energieeffizienz, deen den Akzent op Lëtzebuerg setzt, an dat feelt an deem Programm. Duerfir géif ech eigentlech dee Programm ëmänneren a Programme d'inaction au Luxembourg oder Programme d'inaction pour le Luxembourg.

Den Energie- a Wirtschaftsminister ass wierklech, oder dee Ministère ass jo wierklech kee Ministère vun der Aktioun, well de Minister huet dat jo virun e puer Deeg selwer bedauert oder festgestallt, an dat weist sech dann och besonnesch an deem Dossier.

Dobäi läit jo awer grad am Energieberäich immens vill Potenzial fir eis Lëtzebuerg Betriber, fir nei Wirtschaftszweiger opzebauen a letztendlech och de Leit eben hei zu Lëtzebuerg aus der Energiefאל erauszehëllefen.

Mat deem Plang, deen elo d'Regierung op Bréssel geschéckt huet, dokumentéiert se, datt se hei wierklech an dem Dossier vum Klimaschutz a vun der Energiepolitik versot huet, a virun allem och zum anere verbaut se domadder de Lëtzebuerg Betriber déi Chancen, déi sech aus enger effizienter Klimaschutzpolitik kéinten hei zu Lëtzebuerg erginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Berger. Als éischte Riedner ass den honoreabelen Här Emile Eicher agedroen, an dann hutt Dir och direkt d'Wuert, Här Eicher.

**Débat**

► **M. Emile Eicher (CSV).**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, den nationalen Aktionsplang fir erneierbar Energie gesäit fir 2020 en Zil mat engem Undeel vun 11% am Gesamtverbrauch vun der Energie vir fir erneierbar Energien. Dat ass e ganz ambitiéis Zil, virun allem, wann ee bedenkt, datt mer fir de Moment bei ronn 2% leien; beim Elektresche sinn et der 3,7.

Wat déi eenzel Ressourcen ugeet, ass Folgendes ze soen: Wat d'Waasserkraaft ugeet, si mer der Meinung, datt dat Potenzial ënnert den heitegen Aiden am grousser Ganzen ausgereizt ass.

Bei der Sonnenenergie ass ze soen, datt ee soll verstärkt op thermesch Kollektoren setzen. Déi meescht Technologie schaffe ganz effizient, wat mat der Fotovoltaik vill méi schwierig ass, well hire Rendement natierlech net esou effizient ass, wéi dat an de südleche Gefilden ass.

Zur Wandenergie ass ze soen, datt et do ganz vill gutt Usätz gëtt, wéi zum Beispill d'Wandparken zu Hengescht, zu Mompech an zu Heischent. Allerdéngs stinn d'Promoteuren oft virun engem Bierg vu Contrainten a Prozeduren, déi net nëmmen technescher Natur sinn, mä och ökologesch a landschaftsschützeresche Bedenke beinhalten.

Et ass de Leit schwéier ze vermëttelen, wa mer dann engersäits ëmmer vun erneierbaren Energie schwätzen, an op där anerer Säit an deem Beräich net esou virkommen, wéi mer eis dat wënschen. Sief et eng Biergerinitiative oder soss privat Grënn, et gëtt ëmmer Argumenter, déi esou Projekte verhënnen.

Mir sinn der Meinung, datt d'Wandenergie nach vill Entwécklungspotenzial bitt, an duerfir denke mer, datt eng Kartografie erstallt soll ginn, wann et se net ewell gëtt,

mat potenzielle Siten am Land, déi net nëmmen déi technesch Méiglechkeete vum Wandatlas opzeechnen, mä och déi ökologesch, landschaftsschützeresche Elementer mat considérieren. Nom Motto: Net op all Kopp eng Millen, mä nei Diere fir Wandparken opmaachen, wou d'Attraktivitéit vun der Landschaft am mannste gestéiert gëtt.

Och misst ee vläicht eng Kéier de Subventionnement vun der Wandenergie iwwerschaffen. Et gëtt mir nämlech zougedroen, datt déi bestehend Wandparken net ëmmer ganz ausgelascht ginn, well se soss net méi voll ënnert de Bestëmmunge vum groussherzogleche Reglement profitéieren kéinten. Dat ka jo awer net de Sënn an den Zweck sinn, an duerfir froen ech den Här Minister, vläicht dozou nach e puer Präzisiounen ze ginn.

D'Biogasanlagen zu Bréssel stinn ënner Verdacht, zu Monokulturen, besonnesch beim Mais, ze féieren. Hei am Land gehéiere si awer zu engem feste Bestanddeel vun der Offallversuergung vum Stat a vun de Gemengen. Camionsweis Gras vun eise Parkanlagen, mä och Privatgärt ginn do zu Stroum a wäertvollem Dünger verschafft a kommen dann erëm an de Kreeslaf vun der Natur zréck.

An der „pole position“ vun den nowuesende Rohstoffe steet ouni Zweifel nach ëmmer d'Holz. Duerch déi nei Vergasungstechnik an den Heizungen an deem einfachen Handling vun Holzpellets a virun allem vum Holzhackschneizel kënnt des eenheemesch Energiequell erëm zu engem onverkennbare Renouveau. D'Gemenge ginn do mat ganz guddem Beispill vir. Esou gëtt et eng Abberzuel vu Schoulen, Sports-, Veräinsgebaier a souguer Kulturzentren, déi mat Hackschneizel befeiert ginn.

An de Kannerschong dergéint steet den Opbau vu gewëssenen Energieplanze wéi zum Beispill dem Salix oder op Lëtzebuergesch Weide genannt oder Chinaschilf. Am Endeffekt muss et awer ëmmer drop ukommen, ëmweltschonend Produktiounen ze promovéieren, déi eng positiv Energiebilanz nowiese kënnen.

Virun allem muss et eis kloer sinn, wat mer wëllen. Wa mir der Meinung sinn, datt et wéinst x Grënn keng Wandmillen hei am Land soll ginn, well déi ze vill Schiet werfen, keng Biogasanlagen, well se ze vill sténken, keng Fotovoltaik, well déi ze vill blénken, da soll een ee fir alle Mol hei eng Kéier daitlech op dëser Tribün soen, wat mer eigentlech wëllen. An da muss mer natierlech och d'Konsequenzen droen, andeem mer eis an d'Ausland mussen fräikafe goen, fir deenen Ziler, déi mer op europäeschem Niveau mussen erfëllen, och nozekommen. Dat wier natierlech eng Failliteserklärung.

E puer Wuert nach zur Energieeffizienz. De Stat an d'Gemenge sollen a mussen an deem Beräich eng Virreiderroll spillen, andeems se systematesch hir eege Gebaier sanéieren. Suen, déi mer fir d'Haushalts-sanéierung zur Verfügung stellen, sollen hei am Land investéiert ginn an net exportéiert ginn. Et kann net sinn, datt mer d'Finanzéierung vun auslännesche Gebaier iwwerhuelen, ier mer heiheem eis Hausaufgaben erleedegt hunn.

Zum Schluss wollt ech nach op d'Wärmeschutzverordnung vum Joer 2008 ze schwätze kommen.

**(Interruptions diverses)**

Déi Standarde si sécher iwwerlieft, an duerfir ënnerstëtze mir d'Regierung an hire Beméiungen, d'Reglementer...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Eicher, Dir musst nees ufänken, den Här Schank huet lech net nogelasschert!

**(Hilarité)**

► **M. Emile Eicher (CSV).**- Ech mengen, den Här Schank weess, wat ech denken.

**(Hilarité)**

Dierf ech virufueren?

Déi Standarden, déi mer haut kennen, mussen an Zukunft vun der Regierung adaptéiert ginn. Duerfir ënnerstëtze mir och d'Regierung, fir d'Reglementer un déi aktuell Entwécklungen unzepassen, andeem d'Niddreg- an Nullenergiehaiser verstärkt ënnerstëtzt gi souwéi och d'Energieplusgebaier.

Niewent alle Beméiungen, erneierbar Energien ze notzen, ass a bleift d'Energiespueren awer nach ëmmer déi nohaltegst Strategie.

Ech soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Eicher. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Lëtzebuerg Aktiounsplang fir erneierbar Energie setzt sech aus dräi grousser Voleten zesammen: éischters, d'Ausnotze vun de Potenzialen um nationale Plang, fir den Undeel un erneierbarer Energie kënnen ze erhéijen; zweetens, d'Moosnamen, déi et sollen erméiglechen, am Verkéierssecteur eist Zil vun 10% Undeel erneierbar Energie ze errechen; an drëttens, eng Zesummenaarbecht mat aneren EU-Staten, bei deene Lëtzebuerg sech kéint u gréissere Projekte fir d'Produktioun vun erneierbarer Energie bedeelegen.

Wat deen éischte Punkt betrëfft, esou muss et natierlech en Uleies sinn, d'Potenzial, wat mer zu Lëtzebuerg hunn, esou gutt wéi méiglech ze notzen, och wa mer domat eleng d'Zil, wat mer am Kader vun eisen nationale Flichte mussen erfëllen, net kënnen ganz errechen. Et ass schon oft gesot ginn, dass eis Méiglechkeeten, fir am grousser Stil erneierbar Energien ze gewinnen, natierlech staark begrenzt sinn. Niewent dem Ausbau vun der Wandenergie wäerte mir zu Lëtzebuerg virun allem méi kleng dezentral Anlage kënnen asetzen, fir op eng relativ effizient Manéier kënnen Energie ze gewinnen, zum Beispill aus der Biomass.

An deem Kontext wëll ech just kuerz drun erënneren, dass d'Gemengen hei eng wichteg Roll kënnen spillen an dass si eng eendeiteg legal Basis sollten hunn, wa si där Virreiderroll wëlle gerecht ginn. Ënner anerem bei der Modifikatioun vum Gesetz iwwert den Aménagement communal an den Développement urbain besteet am Moment eng gutt Geleeenheet, fir d'Gemengen ze stäerken, wa si Promoteuren Oplagen am Sënn vu méi Energieeffizienz wëlle maachen. Och d'EU-Kommissioun wëllt jo esou Initiative vu Gemengen an Zukunft weider ënnerstëtzen.

Madame Presidentin, zum zweete Volet vum Verkéierssecteur sti mir bei eisen EU-Partner an der Flicht, bis 2020 den Undeel un erneierbarer Energie op 10% ze bréngen. An dat wäert ouni den Import vun Agrosprit net méiglech sinn. Et ass ze begrëssen, dass d'EU an hirer neier Direktiv 2009/28 Nohaltegkeetskritäre mat agebaut huet, déi mir iwwert de Projet de loi 6203 iwwert d'Droits d'accises ab 2011 iwwerhuelen.

Bis elo gëtt et bei eis just eng Obligatioun, fir dem Carburant 2% Agrosprit bäizesetzen, wat verhältnisméisseg wéineg ass. Mir wëssen awer, dass d'Ökobilanz vun dese Produiten oft net zefridde stellend ass a mer sollten um EU-Niveau derfir plädéieren, d'Ziler am Verkéierssecteur esou ze definéieren, dass d'Memberstaten net gezwonge sinn, op den Import vun Agrosprit zréckzegräifen.

Als LSAP verschléisse mer eis och net dem Asetze vum Elektroauto, wa mer de Stroum net aus zousätzlechem Atomstroum, mä aus exklusiver erneierbarer Energie, wéi Wandkraaft, Fotovoltaik an esou weider, hierhuelen. Elo kéint een dat jo dann esou flott iwwert de Wee vun enger Certificatioun maachen, wéi mer se scho bei eise Stroumverbrauch doheem an den Haushalter vun exklusiv erneierbarem Stroumverbrauch kennen. Dat wär eng formidable Reklamm fir Lëtzebuerg: Elektroautoen zu Lëtzebuerg, an dat nëmme mat erneierbarer Energie.

Wat den Tanktourismus ugeet, wollt ech just kuerz drun erënneren, dass dem Klimaschutz nëmme gedéngt ass, wann d'Leit manner tanken, an net, wa se anzwousch anescht tanken! D'Ewechhuele





vum Tanktourismus géif eis eng grouss Erliichterung bei der Kyoto-Bilanz bréngen, allerdings och e grouss Lach am Budget ausmaachen. Eng virsichteg Approche a schrëttweis Erhéijung vun de Pétrolspräisser schéngt deemno dee richtige Wee.

Madame Presidentin, als drëtter Punkt bleift nach d'Kooperatioun mat anere Memberstaaten. Lëtzebuerg importéiert dee gréissten Deel vun senger Energie, an dat wäert sech och an der nächster Zukunft net wesentlich änneren. Esou wéi wa mer verantwortlech si mat dem radioaktiven Offall, wa mer Atomstrom kafen, kënnen mer anerersäits e positive Bäitrag leeschten, wa mer eis am Ausland um Ausbau vun effiziente Produktiounsanlagen fir erneierbar Energie bedeelegen.

Hei sollte mer eis onbedéngt un de sougenannten „offshore“-Wandmiller um offene Mier bedeelegen, well des eben nun emol dee beschte Rendement hunn. Hei gesinn ech och grad eis Benelux-Partner als privilegiert Partner un am Kader vun neie Benelux-Traité, wou eisen Ausseminister Jean Asselborn dat jo virun zwee Deeg hei op dëser Plaz gesot huet am Kader vu senger Deklaratioun zur Aussepolitik.

Ech wëll drun erënneren, dass am neie Benelux-Traité de Volet vum Développement durable ee vun deenen dräi Haaptpilleren niewent der Economie a Sécurité ass.

De leschte Méindeg, de 15. November 2010, war am „Tageblatt“ ze liesen, dass viru kuerzem dee gréissten „offshore“-Wandpark, „Thanet“ genannt, virun der Küst vun England a Betrib gaangen ass, an dëst mat 100 Wandturbinen, mat enger Capacitéit vun 300 MW, wat duergeet, fir 200.000 Haushalter mat Strom ze versueren.

Zum Verglach hate mir am Joer 2001 bei där leschter grousser Volkszählung zu Lëtzebuerg 171.953 Haushalter. Wann een dat elo haut extrapoléiert, kann een der-vun ausgoen, dass deen neie Wandpark an England duer géif goen, fir d'Lëtzebuurger Haushalter integral mat erneierbarem Strom ze alimentéieren.

Madame Presidentin, als LSAP si mer der Meenung, dass mer niewent eisen Hausaufgaben hei zu Lëtzebuerg selbstverständlech de Volet vun esou enger enker Kooperatioun mat eise Benelux-Partner a Saachen „offshore“-Wandmiller esou séier wéi méiglech ugoe sollten. A vläicht kann den Här Minister eis dozou herno méi soen.

Domadder soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Negri. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, haut ass et also esou wäit: Véier Méint nodeems de Bericht op Bréssel geschéckt ginn ass, schwätze mer dann endlech hei iwwert den Aktiounsplang iwwert d'erneierbar Energien. Vlächicht als Rappel ass jo scho vir-drü gesot ginn, dass et eng europäesch Direktiv ass, dass bis 2020 an der Europäescher Unioun 20% vun der Gesamtenergie iwwer erneierbar Energie soll gedeckt ginn, also, e Förderinstrument soll geschéien.

Eist Land huet dobäi eent vun den niddregsten Ziler; am Ganzen nëmmen 11%. Et kann ee sech d'Fro stellen, firwat dat esou ass. Firwat huet e Land, wat sech jo och op de Fändel schreift, eent vun den héchst entwéckelte Länner vun der Welt ze sinn, nëmmen esou vill an deem Beräich opzeweisen? Ass eist Land wierklech ze kleng, fir méi erneierbar Energien ze produzéieren? Si vlächicht d'Käschten, wat dann oft gesot gëtt, vun den erneierbaren Energien ze héich, esou dass mer eis dat einfach net kënnen leeschten? Oder ass et einfach, wat fir eis éischer de Fall ass, dat Nethandele vun der Politik?

Dass den Undeel vun den erneierbaren Energien an deem Land sech nach ëmmer

um ganz niddrege prozentualen Niveau befénnt, huet zwou Ursachen. Déi éischt Ursach ass natierlech dee ganz massiven Energieverbrauch, dee mer hei am Land hunn. Mir hunn ee vun den héchste Pro-Kapp-Verbräich. An zweetens natierlech, dass mer eis Potenzialer hei am Land net genuch fördern.

Ouni substanzuell Reduktioun fir d'Éischt emol vun eisem Energieverbrauch erhéije mir net ganz séier eise prozentualen Undeel vun den erneierbaren Energien um Gesamtverbrauch. Ech wëll dee Punkt och am Bericht als ee vun den éischten Haaptkritikpunkte vun deene Gréngen hei ernimmen.

Et gouf ëmmer vun enger Reduktioun vum Tanktourismus geschwat. Am Bericht ass näischt méi doriwwer ze fannen. Wou bleift d'Effizienz- an d'Energiespuesstrategie? De Gesamtenergieverbrauch, souguer am Pabeier vun der Strategie 2020, geet nach ëmmer an d'Luucht, esou dass haapt-sächlich och den Transport ee vun de gréisste Verbräicher bis dohinner duerstellt.

Fir eis ass dat eng gewollte Strategie. Eng gewollte Strategie, fir kënnen de gréissten Undeel un erneierbaren Energien iwwert d'Bäimésche vun Agrarkraaftstoffen an de Bensen oder Diesel ze errechen. Agrarkraaftstoffe, déi, wéi Der mëttlerweil wësst, net déi positiv CO<sub>2</sub>-Bilanz opweisen. Et ass ze einfach, 50% vun den erneierbaren Energien iwwert dee Wee wëllen ze produzéieren. Et ass net dee Wee, dee mir eis virstellen.

Och den zweeten Deel dann, nämlech d'Ausnutzung vun eise Potenzialer, ass erschreckend. Ech hunn hei eng kleng Tabelle. Et kann een net elo direkt gesinn, mä et weist sech, dass mer a sämtlechen erneierbaren Energiequelle säit 2005 e ganz héije Retard hu par rapport zu eiser Studië, déi mer 2004, mengen ech, vun der LUXRES-Etüd gemaach hunn.

Doriwwer wëll ech net weider nach op d'Zuelen agoen, déi am Bericht ze fanne sinn, mä ech wëll éischer nach eng Kéier de Rappel maachen un déi Chancen, déi mer hunn, wa mer an déi Richtung wëlle goen. Chancen, déi mer och fir eist Land hei kënnen fannen. Well d'Potenzialer sinn do, mir brauchen et just unzepak. Kommt, mir huelen déi positiv Beispiller, déi mer am Land hunn, a mir probéieren net nëmmen am Beräich vun erneierbaren Energien, mä och déi Beispiller an der Effizienzsteigerung als Prioritéit vun dëser Regierung ze setzen!

Mir brauche kee Minister, deen da resignéiert. Mir brauchen och kee Minister, deen net handelt. E Minister, deen awer positiv Messagen no bause sollt verstreeën, an net d'Schold vlächicht der Flieermaus, den Noperen oder och de Prozedure wëllt ginn.

Et si genuch Handlungsméiglechkeeten do. Ech wëll der och hei nëmmen e puer dann ernimmen. Gitt zum Beispill iwwert d'Land a kuckt lech d'Gemengen un. Jo, gitt vlächicht op Biekerech, fir nëmmen déi dann ze nennen, a loosst lech iwwerzeegen, wat alles méiglech ass.

(**Interruption**)

Do ass Entrepreneurium. Do entsti kleng mittelstänneg Firmaen. Do entstinn Aarbechtsplazen. Do gëtt Wäertschöpfung an der Region gemaach. Do bleift den Euro esou schéin, kann ee soen, doheem a verschwennt net a Russland oder och nach bei d'Scheichen.

(**Interruptions diverses**)

Ech hëllef do. Mat Ärer Ënnerstützung kënnen mer dat natierlech och zu Réimech maachen.

(**Interruptions**)

Gitt bei de Minister Halsdorf an hëllef mat, dass d'Energie och eng wichteg kommunal Fonctioun ka ginn! Hëllef mat, dass endlech déi sëllegen Industriediecher zu Energieproduktiounsanlagen kënnen ginn! Hëllef mat, dass d'Leit u grouse Fotovoltaikanlagen kënnen participéieren! Hëllef endlech mat, dass de Wand méi Wandmille kann dréien! Macht endlech de Plan sectoriel vun de Wandmiller!

Wat jo schliesslech bei der Telekommunikatioun gaangen ass, mat deene sëllegen Antennen, déi mer mëttlerweil an de Ge-

mänge musse genehmegen, misst dach och méiglech sinn, och bei der Wandmiller ëmzesetzen. A gitt endlech de Baueren déi néideg Planungssécherheet mat deem feelende Reglement, wat nach ëmmer net do ass, fir d'Aspeisung kënnen ze garantéieren!

Ech weess, dass Der eng kleng Verletzung hutt. Ech wëll lech awer...

► **Mme la Présidente.** - Här Kox, Dir misst elo awer zu Ärer Konklusioun kommen, wann ech gilift.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, ech halen direkt op. Ech wëll dem Minister awer e positive Message mat op de Wee ginn. Dir wësst, viru kuerzem ass de Film „Die vierte Revolution“ erauskomm. Leider gëtt et en nach net als DVD. Mä mir hunn lech awer e kleng Bong gemaach, fir dass Der lech deen em Chrëschttag kënn ukucken. An do hutt Der ganz positiv Messagen dran, wéi mer dëst Land och am Beräich vun den erneierbaren Energie kënnen no vir bréngen. Mir sinn derbäi, lech ze hëllef. Ech wënschen lech heimadder vill Erfolleg.

► **Une voix.** - Pass op, wa Frënn Der Ca-deauë ginn!

(**Interruptions diverses**)

► **Mme la Présidente.** - Mir kéimen dann zum nächsten agedroene Riedner. Dat ass den Här Colombera. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen, Dir Hären, déi Problemer, déi et an der Welt gëtt, déi kënnen net mat der gläicher Denkweis geléist ginn, déi déiselwech Problemer geschafen huet. Ech mengen, mir wëssen allegueren, dass mer mat der Ressourcennutzung op en Enn kommen, a mir musse ganz nei Potenzialer entwéckelen.

Et geet net duer, fir nei Moosnamen ze treffen, mä wat hei wichteg ass, dat ass, dass d'Gesënnung, dass de Geescht ännert. Dat heescht, mir mussen allegueren ëmenden. An ech mengen, do ass et un der Regierung fir d'Éischt, fir en éische Schratt ze maachen als Virbild, als Virreider grad an der Kris elo, wou mer mussen nei Plaze schafen, grad do ass et wichteg, fir déi nei Ressourcen dann ze entwéckelen.

Ech mengen, dat Wichtigst wier dann op engem zweete Punkt, fir d'Informatioun ganz wichteg op de Fändel ze schreiwen. D'Schüler, d'Studenten, allegueren déi Jugendlech mussen informéiert ginn, dass et och aneschtters geet.

An drëtters, wat och nach ganz wichteg ass, ass, déi privat Initiativen ze ënnerstëtzen. Fir lech e Beispill ze ginn: Mir hu 16 kleng elektresch Producteuren hei am Land, an déi schafen ongeféier 2,8 Gigawatt-Stonnen. Dat mécht 0,05% vun der nationaler Consummatioun am Elektreschen aus. Déi Producteure goufe bis elo vum Stat subventionéiert duerch e Kompensatiounsmechanismus. A vum Joer 2010 u ginn elo aacht Producteuren do net méi subventionéiert. Dat mécht ganz genau fir de Stat ee Benefiss vun 30.000 Euro aus, déi de Stat net méi wëllt ginn, well do en Délai iwwerschratt ass. Ech mengen, do misst de Stat awer ëmenden an déi privat Initiativen trotzdeem nach fördern.

Een zweete Punkt, dee ganz wichteg ass, ass dee soziale Volet. Ech mengen, ech ka mech nëmme fir erneierbar Energie interesséieren, wann ech och dofir déi néideg Suen hunn. Ech mengen, ech ka gréng Energie verbrauchen, ech kann och 0,5 Euro méi bezuelen, mä ech muss awer dofir déi néideg Ressourcen hunn. An déi Leit, déi sozial schwaach sinn, déi hunn déi net.

Ech kann och meng Fassad isoléieren, wann ech d'Suen hunn. Mä wann ech awer keng hunn,...

(**Interruption**)

Wann ech keng hunn, Här Berger, wat bleift mer iwwreg? An ech mengen, esou geet et iwwerall mat all de Mesuren, och mam lessen. Ech kann och d'Landwirtschaft ënnerstëtze mat biologesche Wueren, mä wann ech keng Suen hunn, kann ech dat net maachen.

An duerfir, Madame Presidentin, Här Minister, ech mengen, de Stat, deen huet eng Virreiderroll. De Stat, deen dierf keng Kompromësser, keng faul Kompromësser agoen. Dat Wichtigst ass, éischtens, wéi gesot, fir selwer ee Virbild ze sinn, zweetens, fir d'Leit ze informéieren, drëtters, fir dann déi privat Initiativen ze ënnerstëtzen. A wa mer dat maachen, da si mer op der gewonnener Säit.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Jo. Merci, Här Colombera. Mir kéimen dann zum leschten agedroene Riedner. Dat ass den Här Hoffmann. Här Hoffmann, wann ech gilift.

► **Une voix.** - Fir Energie ze spueren.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin..., fir Energie ze spueren, also meng virun allem dann.

(**Hilarité**)

Ech schlësse mech all deenen Appeller un, fir méi grouss Efforten ze maachen a puncto Energiespuren an a puncto erneierbar Energien. Déi alleréischte Prioritéit kann nëmme sinn: manner Energie verbrauchen, déi alleréischte! An d'Zil muss sinn, dass mer progressiv ofhängeg ginn..., onofhängeg ginn - pardon - vun de fossilen Energien an onofhängeg gi vum Atomstrom, a kee Wonner ze erwaarde vun dem Biofuel an deen och nëmmen ze notzen ënner ganz restriktive Konditiounen. Den Här Berger huet vun de klimateschen a vun de soziale Problematike vum Biofuel geschwat.

Ee Punkt, dee mer missten thematiséieren - deen den Här Colombera elo indirekt ugeschnitten huet -, dat ass dee vun der Energiearmut. Energiearmut: Domadder ass thematiséiert d'Fro vum Accès un Energie an och vum Accès u Spuermoosname fir jiddwereen, dat heescht also, gewässer-moossen onofhängeg vu sengem Akommes.

An de leschte Punkt ass e puermol hei ënnerstrach ginn: d'Roll vun de Gemengen. Da wëll ech awer do och nach eng Kéier betounen, dass d'Gemengen déi Roll ëmsou besser kënnen notzen - och a puncto erneierbar Energien -, wa se selwer sief et iwwer Energieproduktioun, sief et iwwer Netzer, iwwert d'Energienetzer verfügen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Hoffmann. Domat wier d'Riednerléscht ofgeschloss, an dann huet d'Regierung d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeen, vlächicht ugefaange mam André Hoffmann senger Remarque, déi e gemaach huet iwwert d'Energiearmut. Dat war e Sujet un leschten Energie-Conseil, wou Lëtzebuerg och besonnesche Wäert drop geluecht huet, och a sengen Interventiounen, an och gewisen huet, wat mir an dat Gesetz geluecht hunn, wat mer am Juli 2007 - mengen ech - gemaach hunn, wou mer eng Rei Moosname virgesinn hunn an och gewisen hunn, dass mir iwwert d'Gemengen an iwwert d'Sozialämter en anere Wee gewillt hunn, wéi dass just ofgeschnidde gëtt. Ech mengen, dat soll een hei ënnersträichen. Et huet net direkt eppes mam Sujet ze dinn, mä ech gesti gären an, dass dat e ganz eescht ze huelende Problem ass.

Mir schwätzen hei iwwert d'Renouvelables: Mir hunn u sech 11% ze maachen. Jo, et kann ee soen: Firwat hu mir dann nëmmen 11%, wann 20% virgeschriwwen sinn? Dat ass, well d'Kommissioun och analyséiert huet, wat bei eis dran ass a wat net dran ass. A si koom zur Konklusioun, dass net méi dran ass zu Lëtzebuerg, soss - gleefft mer es! - hätt se méi gemaach.

Ech war elo a Schweden: A Schweden hu se 49%! Jo, mä firwat dann? Well se déi Barragen allegueren hunn, well se d'Mier hunn, well se déi Wandanlagen hunn a well se mëttlerweil gesinn, dass déi bis dohinner kënnen kommen. Mä si hu ganz genau gesinn, dass mir dat net capabel sinn duerch deen Territoire, dee mir eben hunn. Mir hunn ebe kee Mier, mir hu keng Bierger, fir nach nei Barragen ze bauen, mir hunn eng Rei... Wann ech d'Biomass





kucken a Schweden, kuckt emol, wéi vill Bëscher do sinn! Mä esou grouss ass eisen Territoire net, esou vill Biomass hu mir net.

► **Une voix.**- Et muss een dat proportionnel gesinn! Mir hunn der proportionnel méi wéi mer der brauchen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech kann lech just soen, mir hunn zwee déck Projeten am Beräich vun der Biomass. Wann déi géife Realitéit ginn, da si mer schonn um Punkt, dass mer mussen d'Biomass aféieren. Da si mer schonn um Punkt, dass mer Biomass mussen aféieren! Duerfir kommt, mir kommen op den Terrain zréck, fir ze soen: Wann d'Kommissioun eis 11% virgeschriwwen huet, dann huet se eis net héich gehangen, mä si woussst ganz genau, dass mir näischt anescht kéinten errechen.

Ech wëll dann och e bëssen äntwerten op dat, wat den Här Berger gesot huet an der Prozedur. Mir hunn am Januar 2010 previsionnel missen der Kommissioun matdeelen, wat mir mengen, wat mir kéinte maachen a wat mir gegebenfalls och kéinten zur Verfügung stellen. Bon, mir kënnen näischt zur Verfügung stellen, an duerfir déi Rees a Schweden. Firwat? Ma, well déi kënnen, déi hunn Iwwerschoss an déi kënnen zur Verfügung stellen, a mir sinn amgang, mat deenen ze verhandelen, fir net einfach statistesch Transferts-Énergie-renouvelable ze maachen, mä fir gemeinsam Projete mat deenen ze maachen. Duerfir war ech dohinner, duerfir si mer amgang, mat deenen dat ze kucken.

Am Januar huet u sech all Land missen emol soen, wat kënt Der maachen, fir ze kucken: Wat fir eng Länner sinn dann déi, déi anere kënnen hëllefen? Am Abrëll, Här Berger, hu mir e gréisseren Atelier de travail gehat, mat all méiglechen ONGEN a mat all méigleche Wirtschaftskresser. All eenzelne Member vun all Kommissioun, déi betraff war hei aus där Chamber, war do invitéiert. All eenzelne Member war do invitéiert!

► **Une voix.**- Am Prinzip war ech och invitéiert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Tëschent zwee a véier Leit ware regelméisseg och do - ce qui est bien! Mä wann ech gelift, sot mir dann awer net, dass ech d'Chamber net agebaut hätt. An Dir hutt mir, Här Berger, de Brëif... - wou Der wësst, dass den 30. Juni, dat woussst Der jo scho vir-drin, esou wéi ech och, den 30. Juni muss mir et eraschécken -, den 29. Juni hunn ech Äre Brëif krut, Äre Ufro fir d'Heure d'actualité.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Well mer et dunn an der Chamber matkruten.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech gesinn net, wéi ech, wann ech den 29. Juni eppes geschéckt kréien, eng Demande, fir an der Chamber virstellig ze ginn an ze diskutéieren iwwer eppes, wat ech den 30. Juni muss eraginn... A vir-drin hunn ech héieren, Der wëllt jo net, dass mer e Retard kréien. Also, mir hu kee Retard krut, mir hu matzäiten erageschéckt. Mä et ass jo awer net an engem Dag méiglech, dass ech hei der Chamber soen, dass mer elo en Débat féieren.

Doropshin hu mer gekuckt, deen Débat awer ze féieren, mä mir hunn am Juli näischt fonnt. Dunn ass gesot ginn, da gëtt et zréckverluecht an den Oktober, an dunn - bedéngt zum Deel duerch meng Krankheet, bedéngt duerch meng Déplacement - si mer elo komm. Mä ob mer et de 15. Oktober gemaach hätten oder de 15. November, et war souwisou hifällig, well, Här Berger, ech hunn Äre Ufro krut den 29. Juni.

► **Mme la Présidente.**- Här Minister, den Här Berger wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, selbstverständlech.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Madame Presidentin, ech si mer och bewusst, datt vun der Prozedur hier mat der grousser Vakanz dat do schwéier war. Mä wat ech mir gewünscht hätt: Nieft deenen Ateliers, déi sécherlech stattfonnt hunn, datt mer och hei spezifesch an der Chamber awer och eng kéier eis politesch Mee-

nungen dozou soen, net den Dossier nëmmen eleng technesch do considéiert hunn. Dat ass dat, wat ech am Fond wollt soen, datt dat e bësse gefeelt huet, datt mer hei an deenen zoustännege Kommissiounen awer och eng kéier als Chamber eisen Avis zu deem ganze Plang ginn hätten, ier en op Brëssel gaange wier.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech si mat lech d'accord, Här Berger, mä wann ech lech am Abrëll alueden alleguerten - alleguerten aus der Kommissioun hunn ech lech agelueden, déi verschidde Kommissiounen -, wann Dir mir dann am Abrëll gesot hätt: „Lauschtert, kommt mir maachen dat do an der Chamber“, dann hätt ech dat gemaach. Mä wann awer kee mech dat fret, an ech weess, dass ech den 30. Juni dat do muss schécken, da muss ech awer soen, musst Der selwer vläicht awer Äre Prozedure kucken, ob dat vläicht dee richtege Wee gelaf ass. Mä kommt, et huet jo kee Wäert, dass mer doriwver streiden! Ech wollt dat awer trotzdeem relevéieren.

Bon, dee Plang, dee mer eraginn hunn, et ass jo net, dass do keng Moosname sinn: Do si 37 verschidde Moosnamen opgeziet, dat ass hei elo am Débat ennergaangen. 37 verschidde Moosname sinn opgeschriwwen ginn, a mir hunn eng kloer, transparent Aart a Weis gewisen, wéi mir mengen, dass mir kéinten déi erneierbar Energien hei zu Lëtzebuerg förderen.

Dat Éischt: Et dierf een net vergiessen, mir si bei 0,9% am Moment. Mir si bei 0,9%! Dat, wat mir eis also elo virhuelen, dat ass zwielefmol méi - zwielefmol méi! - wéi all dat, wat geschitt ass an all deene Joren elo! Dat muss een einfach eng kéier sech duerch de Kapp goe loosson, wat dat do heescht. Wann dat net vill ass! Et ass zwielefmol méi wéi dat, wat mer haut hunn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: Mir hunn et agedeelt an dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg maachen, mat eegenen Efforten am Beräich vum Elektreschen, vun der Hëtzt a vun der Keelt. Dat Zweet: wou mer eng Obligation hunn. Hei si vill Leit, déi gesot hunn, si wieren net frou, well mir dat iwwer Biocarburant maachen. Mä mir hunn am Transport eng Obligation vun 10% ze errechen! Et ass net, dass mir dat decidéiert hunn, dat ass eng Obligation, déi mir hunn, an déi kënnen mer errechen duerch Baimésche vu Biofuel a vun Elektromobilitéit.

Den Här Schank an ech schaffen um Beräich vun der Elektromobilitéit. An do geet et och net duer, dass ee seet: „Hei zu Lëtzebuerg e klenge Projet maachen.“ Wat huet dat fir e Wäert, wann ee weess, dass eng 43%-44% vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen a gréisstendeels mam Auto op d'Schaff fueren, aus dem Ausland kommen? Also muss een e Projet maachen, deen och iwwert d'Grenz eraus tragbar ass. Mir hunn eis agesat allen zwee, fir dass mer an eng Etüd erakomm sinn, mat der Belsch a mat Holland, fir d'Faisabilitéit vun deem Projet, deen Der wahrscheinlech kennt, deen do heescht „better place“, fir deen ze analyséieren, ob deen net machbar wier.

„Better place“ ass vun engem Israeli, deen an Amerika de Projet a Kalifornien duergesunn huet, en elo an Israel duergesunn huet - deen ech selwer getraff hunn, dee Mann, deen heescht Agassi -, an ech hunn dee Projet wierklech immens fonnt. Dat ass en duergeduechte Projet, an ech hu gemengt, et wier derwärt, deen doten emol zumindest ze kucken. An déi Faisabilitéitsstudie, do huet den Här Schank derfir gesuergt, dass mir do mat erakomm sinn elo bei der Kommissioun, fir ze kucken, fir dat ze maachen.

Mir probéieren also franchement wierklech, am Beräich vun der Elektromobilitéit alles ze maachen, wat méiglech ass. Mä et huet kee Wäert, eege Projeten do eleng ze definéieren, well et eng Fro vun Infrastrukturen ass. D'Leit mussen jo dann iwwert d'Grenz goen a si mussen zu Didde-nuewen - eventuell - och déiselwech Borne fannen. Wa se do keng elektresch Borne fannen, déi ugepasst ass, dann huet dat Ganz kee Sënn. Duerfir ass et eng Saach vun Infrastrukturen; dat ass iwwer-gens e Sujet och gewiescht vun eisem Conseil Énergie.

Mir probéieren also, dorop ze schaffen, mä mir wëssen, dass dat jo also net muer an iwwermuer geschitt. Mir kënnen net direkt esou e Projet dohinnerleeën. Et kann een dat aus dem Aarm rëselen, mä da riskéiert een, total derniewent ze sinn. Duerfir probéiere mir, mat der Kommissioun zesummen a mat den Nopeschlänner, dat do ze entwéckelen. En attendant mësche mir bäi.

Dat ass net, well mir dat gär hätten. Dat ass, well dat virgeschriwwen ass, dass mir mussen 10% am Transport maachen. An dat wäerte mer och errechen. Mir wäerten och anhalen, d'Suerge vun de gréng Kolleegen. Dat hunn ech vun Ufank u gesot. Dat hu mir zu Brëssel selwer plädéiert deemools, wéi dee groussen Débat war iwwert d'Biocarburanten. Dat kann ee kucken, d'Lëtzeburger Positioun. Mir hu gesot, mir wëllen näischt importéieren, wat net deene Kritären do entsprécht.

Bon, mä domadder wëll ech soen, rechne mir, dass mer 5% kënnen maachen. Dat ass net, well mir soen, aus Liichtegkeet maache mer dat. Mir mussen dat maachen. An dat stellt 5% duer. Mir hunn haut 0,9% bei all deenen Efforten a Milliarden, déi mer dragestach hunn. Elo muss ee wëssen, dass mer elo soen, mir probéiere 4% selwer ze maachen. Dat kann een als kleng gesinn, mä dat ass vill.

Ech ginn lech e Beispill: D'Wandenergie ass mat dat Effizientst, wat mer kënnen maachen. Dir fuerdert e Plan sectoriel. Mir brauche kee Plan sectoriel. Mir hunn e Kadaster. Deen ass sonnekloer, wou d'Méiglechkeet vu Wandenergie ass. Dee Kadaster hu mir iwwerluecht mat all méigleche Plans sectoriels, fir ze kucken, dass mer net a Konflikt sinn.

Well, wéi een et richtig gesot huet, si mer hei fir d'Éischt wierklech amgang, dass eppes, wat der Ëmwelt notzt, nämlech erneierbar Energien, gebremst gëtt duerch Standarden am Ëmweltschutz. Dat muss ee gesinn, do ass e Konflikt amgang ze entstoen, well een eben agëenkt ass an op ville Plazen net dat ka maachen. Ech ginn lech e Beispill: Fuert an Däitschland, do fuert Dir laanscht Bëscher, do gesitt Dir d'Wandanlage matzen am Bësch, an dat ass hei verbueden. Dat ass hei verbueden, just fir lech ze soen.

E Beispill: Wann Dir e Flughafen hutt - mir hunn een, aner Länner hunn der e puer méi, mä enfin, se hunn och e bësse méi Territoire -, wann Dir e Radar do hutt, an dee Radar gëtt gestéiert, sou dass mir e Projet, deen zu Miersch sollt gemaach ginn, net konnte maachen, well de Radar net sollt gestéiert ginn. Dat ass d'offiziell Ausso vun deene Leit, déi do responsabel sinn.

#### (Interruptions)

Da lauschtert emol! Dann hutt Dir, wann Der e Radius zitt, dann hutt Der schonn eng riseg Fläch, déi net méiglech ass. Wann Der also all déi Pläng iwwerenee leet, da bleift op eemol, beispillsweis bei der Wandenergie, net vill iwwreg!

Bei der Biomass hunn ech lech gesot, do wou ech mengen, dass nach Sputt ass, dat ass am Offall. Obschonn déi nei Anlagen zu Leideleng elo sollen e bessere Rendement bréngen - also, ech erwaarde mer do eppes -, awer ech kann lech och keng Garantie do ginn. Mä Dir gesitt, dass mer wierklech probéieren op all deene Punkten.

Et ass jo och net muer, wou Dir domat d'accord wäert, dass mir nach e Barrage iergendwou géife maachen. Or, beispillsweis d'Schweden huelen de Gros aus de Barragen eraus. Och si bauen elo keng méi, mä si huelen de Gros vun hirer Energie - mat Ausnahm vun der Atomenergie, wou se nach ëmmer ganz vill hunn, ganz vill hunn - am Moment aus de Barragen eraus. Dat hu mir awer net. Da soll awer ee mer soen, wéi mer dat do ronkréien.

D'Solarenergie, wësst Der, huet zu Lëtzebuerg am Moment einfach... d'Effizienz ass nach net ginn. Mir maachen et. Mä et muss een awer wëssen, mir bezuelen am Moment aachtmol méi wéi de Maartpräis, fir dat do ze realiséieren, während dat bei aneren Énergies renouvelables net de Fall ass. Mir hu jo e gestaffelte Präis, dee mer bezuelen, wat d'Subsidien ubelaangt am „feed-in“, jee nodeem wéi d'Effikassitéit vun deenen eenzelnen Elementer ass. Mir

sinn also amgang, op deem Punkt ze schaffen. An dat wäert dann also fënnemol méi gi wéi dat, wat mer bis elo gemaach hunn.

Da bleiwe schlussendlech déi 2% iwwreg, déi, mengen ech, mer kéinte mam Ausland a gemeinsame Projete maachen. Et ass awer net verbueden, mat Länner wéi mat Schweden oder mat Däitschland esou eppes ze maachen. A mir sinn amgang ze kucken, wat dat Interessantst do ka sinn. Also, mir sinn net drop aus, fir en Transfert statistique, dee méiglech ass, ze maachen. Dat wëlle mer net noutgedrongen. Mir probéieren do eppes anescht ze entwéckelen.

Dann e Wuert nach zu de Biocarburanten, wat d'Flächen ubelaangt. Also, mir hunn och gekuckt do. Dat, wat mir do wëllen errechen, ass net hei zu Lëtzebuerg ze errechen. Et ass iwwerhaapt net hei zu Lëtzebuerg, emol net minimal, ze erhoffen, dass mir Flächen hätten - et sief dann, mir géifen awer wierklech an der Agrikultur elo nëmmen méi däärs maachen -, huet et iwwerhaapt keng Chance, fir iergendwéi eppes am Beräich vun de Biocarburanten ze errechen. An duerfir dierf ee sech och do näischt virmaachen.

E Wuert dann zur Efficacité énergétique. Also ech hu kee Problem, wa mer doriwver schwätzen. Do gëtt e Plan d'action, dee gëtt 2012 emgeännert. Et leeft een am Moment, dee gëtt evaluéiert, an da gëtt en emgeännert. Dir sot och: „D'Betriber géifen lech Merci soen“ - dat huet den Här Berger gesot. Ech war elo bei 300 Stéck de leschte Freideg.

300 Stéck, dat sinn Architekten, Ingenieuren an Handwerker gewiescht. Déi waren do an engem Cours, deen de ganze Mëtteg gedauert huet iwwer Passivhauser, wou mer d'„best practice“ hinne gewisen hunn, wat ee ka maachen an deem Beräich. Ech soen lech, scho laang huet d'Handwerker gemierkt - vläicht nach net an deem Mooss ausgenutzt, dat hunn ech hinne virgeworf -, dass et fir si eng Autobunn ass, fir hir Leit, hir Aktivitéiten ze entwéckelen, Leit bäizekréien, wa se an deem Beräich eng propper Berodung maachen.

Duerch den Energiepass geet et net duer, dass een de Leit just seet, wat net gutt ass, mä et misst een hinne soen, wat se wierklech besser maache kéinten. A virun allem muss derbäileien déi Säit vun den Hëllefen, déi se kënnen kréien. An do hapert et nach heiansdo. Dat gestinn ech gären an. Mä, dass awer 1.200 Leit elo mëttlerweil duerch all eis Formationen gaange sinn, dass mer do 300 Leit hunn, déi déi ganzen Zäit iwwer Passivhauser... Dir hat jo och eppes, Här Schank, e puer Deeg vir-drin. Ech weess net, wéi vill Leit do waren.

Also, ech muss soen, dass awer viles geschitt. Mir hunn am Moment jo den Energiepass, dee mer virgeschriwwen hunn. Ech soen lech, dass mer amgang sinn ze iwwerleeën - mir mussen eis do nach ofschwätzen, wéi gesot, mam Här Schank -, wouhin mer elo ginn.

Mä dat geet ganz kloer a Richtung vun Niddregenergiehaus bis Passivhaus. An am Joer 2018, 2020 ginn ech dovunner aus, dass mer Passivhaus plus Energie quasi null errechen. Dat ass, gëtt Virschreff dann. Dat gëtt de Standard, dee mir hei zu Lëtzebuerg wäerte virschreiwen, well mer wëssen, dass do e Potenzial dran ass.

Duerfir schaffe mer esou vill mat den Handwerker, mat den Ingenieuren, well et ass eng Autobunn fir déi, wierklech, fir deenen hir Aktivitéiten. An duerfir mengen ech, dass déi Kritik, d'Betriber wieren net frou... Also leet Äre Kapp a Rou, déi si ganz frou, dass se dat do hunn, an dat hu se mer nach eng kéier gesot. Dat war net méi spéit, wéi gesot, wéi dee leschte Freideg.

„My energy“ huet wëlles, elo d'nächst Joer eng sougenannte Renovationsfoire ze maachen. Dat heescht, wou wierklech eng Foire gemaach gëtt, wou nëmmen Renovationsaarbecht solle virgeholl ginn. Well dat eent ass jo de Standard bei neien Hauser, an dat anert ass, wat bréngt mer fäerdeg, op fräiwëlleger Basis, wat d'Renova-



tion ubelaangt. An duerfir mengen ech, dass dee Plang, esou wéi mer en ernaeschlecht hunn - dass een dat eent oder dat anert kann, aus senger Siicht oder duerch säi Brëll gekuckt, vläicht anescht gesinn -, mä dass dee Plang awer trotzdem e realistesch ass, een ass, deen awer vill Méiglechkeete bitt. Kuckt déi 37 Moossnamen!

An ech mengen, dass vläicht dee klengen Hickhack mam Här Berger iwwert d'Prozedur an déi Aart a Weis, wéi mer et konsultéiert hunn hei... Kommt, mir gestinn eis allen zwee an, dass jiddwieren dat e bësse lafe gelooss huet, an da soe mer, dass dee Projet hei... Ech wier scho frou, wa mer dee géifen esou duerchzéien. Ech soen lech, mir hunn e bësse Retard krut, an ech wier frou, wa mer deen hei géifen duerchzéien. Also hei: On a une belle carte à jouer, mais il faut la jouer!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Minister. Domat hätte mer dese Punkt ofgeschloss. Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Strategie vum Stat bei der Reorganisatioun vun EnergieverdeelersRéseauen ugefrot. D'Riedezäit ass esou festgehalten, dass déi Fraktioun, déi déi Aktualitéitsstonn ufreet, zéng Minutten huet; déi jeeweileg Fraktiounen fënnf Minutten an d'Sensibilitéit politiquen zwou Minutten; an d'Regierung och fir des Kéier eng Véirelstonn. D'Wuert huet elo den honorebelen Här Kox, als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, fir des Aktualitéitsstonn ze presentéieren. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

## 8. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la stratégie du Gouvernement en relation avec la réorganisation des réseaux de distribution d'énergie au Luxembourg

### Exposé

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Madame Présidente. No villen erneierbaren Energie wéll ech dann awer nach eng Kéier den Iwwerbléck iwwert d'Energieversuergung hei am Land maachen. Also, d'Energieversuergung ass am 21. Jorhonnert zur wichtigster Problematik ginn. All wirtschaftlech oder sozial Problemer hänken enk mat der Energiefro zesummen.

Virun allem eis terribel Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger mécht eis staark krisenuefällg; dat hu mer jo an de leschte Jore schon emol hei a Lëtzebuerg gemierkt. Duerfir ass de Wiessel vun de fossilen Energieträger eriwuer zu den erneierbaren Energien, a virun allem och zu méi Energieeffizienz déi bedeutendst Strukturreform vun eiser moderner Industriegesellschaft.

Fir dese Strukturwandel hinzekréien, sinn d'Energieversuergungsnetzer am Allgemengen, an d'Stroumversuergungsnetzer am Spezielle vu grousser Bedeitung. An Zukunft wäerten des net nëmme einfach Leitung sinn, am Sënn vun der Versuergung, neen, des Netzer wäerte bei der Aspeisung vun der Energie duerch eng Vielzahl vu Mikroanlage bei deem Strukturwandel eng bedeutend Roll spillen.

Deen d'Soen iwwert d'Netzer huet, dee kann net nëmme decidéieren, wouhin d'Energie geliwwert gëtt, mä e spillt och ëmmer méi eng grouss Roll, zu wéi enge Konditiounen d'Energie agespeist ka ginn. Et ass fir déi gréng net un den Energiekonzerner, dëst ze decidéieren, mä un der Politik, dëst am Sënn vun enger nohalteger Energieversuergung. Fir déi gréng ass et duerfir extrem wichtig, dass d'Netzer ënnert der Kontroll vun der öffentlecher Hand bleiwen.

Duerch d'EU-Liberaliséierung ass eng ganz nei Organisatioun an e ganz nei Wettbewerb am Secteur entstanden. Net nëmme muss de Verkauf vun der Verdeelung getrennt ginn, mä déi nei Spillregeln hunn

de Marché komplett liberaliséiert an och net méi einfach gemaach.

De Minister Krecké hat duerfir och virun e puer Joer bei eisem Europa-Deputéierte Claude Turmes eng Etüd bestallt, déi sech mat der Problematik vun den Netzer am Kontext vun der Liberaliséierung beschäftigt huet. Aus där Etüd sinn zwou wichteg Konklusiounen zréckzebehalen. Fir d'Versuergungssécherheet wier et wichtig, dass mer hei am Land all eis Netzer an eng national Gesellschaft zesumme géife féieren. An zweetens, déi öffentlech Hand misst d'Kontroll iwwert dat Netz hunn an am beschten natierlech zu honnert Prozent Aktionär sinn oder awer zumindest majoritär dra sinn.

Duerch déi nei gegrennte Gesellschaft Creos, déi sougenannten Netzgesellschaft, huet de Stat de Gros vun den Netzer an eng Hand bruecht an huet haut iwwert Enovos International ech mengen ëm 37% Aktien doran. An direkt iwwert d'SNCI an d'Luxgaz, oder mat de Gemengen zesummen, nach eng Kéier ëm 5,6%; wat deemno ëm, mengen ech, 43% vum gesamten Aktiëpak bei Creos ausmécht.

Dir wësst, d'Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg ass scho wäit fortgeschritt. Wann déi elo an déi nei Netzgesellschaft géif bäistoussen, géif deen Undeel no eisem Wëssen ëm 54% insgesamt leien, a souguer nach direkt um Creos-Netzverdeeler ëm 24,5%.

Fir déi gréng ass dat e wichtige Schratt, fir dass d'öffentlech Hand d'Kontroll iwwert d'Netzer kriit. Duerfir direkt emol déi éischt Fro un de Minister, wat d'Bedeitung vun deem Bättréit fir de Minister ass, wann d'Stad Lëtzebuerg an d'Creos ernaageet an doduerch dat nationaalt Netz ëmsou méi staark mécht.

Doriwwer eraus gëtt sech an der Öffentlichkeet eng Rei vu Froen gestallt, déi mir berechtigt fannen a wou mir mengen, dass et gutt wier, wann de Minister och do der Chamber nach eng Kéier konkret kéint Äntwerte ginn. Wat sinn d'Garantien zum Beispill, déi d'öffentlech Hand huet, fir dass d'Versuergungssécherheet fir jiddwieren iwwert d'Netz garantéiert ass, dat heescht och am Fall, wou de Stat an d'Gemengen net iwwer 50% vun den Aktiën vu Creos hätten? Dëst virun allem weinst der Garantie, an dat ass fir eis ganz wichtig, fir d'Energienetzer opzemaache fir d'erneierbar Energien. An och am Fall, wou e privaten Aktiëbesëtzer vu Creos wëllt Parten ofstoussen: Wéi eng Roll oder wéi huet de Stat do d'Virkaftsrecht?

### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et stellt sech eiser Meenung no weinst der Bedeitung vun den Netzer haut awer och nach ëmmer d'Fro vun der nationaler Netzgesellschaft, déi jo nach net ganz, eiser Meenung no, realiséiert ass. Duerfir och do nach d'Fro: Sinn nach Pourparlers mat deenen aneren Acteuren am Land? Wéi wichtig ass et, wat sämtlech Acteuren um nationalen Niveau do zu där Struktur, där Creos-Struktur kënnen bäidroen?

Virun an der Debatt hu mer iwwert de Strukturwandel duerch d'erneierbar Energie geschwat, duerfir och ass et wichtig, wéi den Zougank vun den erneierbaren Energien zu den Netzer garantéiert ass. Oft ass e Projet net wirtschaftlech, wann d'Netzkäschten zu dem Produzent higerechen ginn. Do gëtt et Beispiller am Ausland, wou dat net de Fall ass. An duerfir och eng weider Fro un de Minister: Ass de Minister gewëllt, den Ausbau zum Beispill vun den Netzer ze finanzéieren an domat d'Netzkäschte souzesoen ze sozialiséieren, esou dass domat d'Potenzial an d'Wirtschaftlechkeet vun der Netzaspeisung vun erneierbaren Energie substanzuell kann erhéicht ginn?

Et gouf och eng Studië viru Jore gemaach vun der deemoleger Cegedel, déi sougenannten „Netzstudie“ bis 2025, déi dovunner ausgaang ass, dass mer weider Steigerungen am Energiesektor, oder insbesondere am Elektrosector hätten. Ënner anere soll déi Studië da gesot hunn, dass en Ausbau no Frankräich virgesi wier. Elo beim Ausbau vum SOTEL-Netz no Frankräich, fir de Stroum direkt vu Cattenom ze bezéien, wat mir als katastrophal ugesinn, huet Creos awer no mengen Informatiounen en eidele Rouer mat an de Buedem

leeë gelooss. Duerfir och hei eng Rei vu Froen: Wien huet...

Wann de Minister vläicht nach wéilt no-lauschteren, dann...

### (Interruption)

Här Fraktiounsprésident vun deene Gréngen, entschëllegt eng Kéier ze stéieren... Dann nach just zum Schluss eng Rei Froen betreffend deesen eidele Rouer an der SOTEL-Leitung, déi elo a Frankräich geluecht gëtt, déi mir jo als Gréng nach weiderhin ebe veruerteelen. Also do eng Rei prinzipiell Froen: Wien huet déi Décisioun getraff, do en eidele Rouer mat an de Buedem ze leeën? Ass déi Décisioun mam Accord vum Minister getraff ginn? Firwat gouf et do keng öffentlech Debatt iwwert dese méiglechen Uschloss? Ass deesen direkten Uschloss, wann et eng national Netzgesellschaft gëtt - a soll och ginn, no eiser Meenung, an dat ass jo, deelt jo och de Minister -, ass dat dann net contraire zu der Lëtzebuerg Anti-Atom-Politik?

Esou wäit zu den Netzgesellschaften. Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henri Kox. Als éischt Riednerin ass déi honorebelen Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, den Här Kox huet genuch Froen gestallt. Ech wëll also just e puer allgemeng Remarqué maachen. Mir hu virun ongeféier, neen, viru genee engem Joer hei an der Chamber e Gesetz gestëmmt, dat de Gemenge rechtlech erlaabt, Beamten u Privatgesellschaften auszelageren, dëst am Kader vun den europäeschen Direktiven iwwert d'Liberaliséierung vum Stroum- a Gasmaart, also vum Energie- a Gasmart, obwuel eng Auslagerung vun de Réseauen net iwwert déi europäesch Direktiv gefuerdert ass.

Dëst Gesetz huet deemools zu engem grousser Widerstand gefouert. Mir kënnen ons nach all gutt drun erënneren. D'Gewerkschaften hunn eng Rei Rechter, déi op hirem Personalstatut als Gemengebeamte baséiert hunn, a Gefor gesinn. A si hu sech awer och Gedanke gemaach iwwer aner Froen, déi och den Här Kox ugeschwat huet: Den Déngscht um Bierger - dee laut Ëmfro hei bei ons an der Stad an engem héijen Ausmooss zefridden ass mat de Leeschtungen vun hirem Gas- a Stroumwierk -, ob den Déngscht also géif déi nämlech Qualitéit behalen.

Den Här Rapporteur hat a sengem Exposé eng Rei vun dese Froen scho beäntwert, dass dat ausgelagert Personal déi Rechter a Pflichten, déi u sengem Statut hänken, alleguer behält. Dës Fro war fir d'CSV-Fraktioun eng wesentlech, souwuel hei an der Chamber, wou mer dat Gesetz matgestëmmt hunn, wéi och spéider an onser Gemengefraktioun um Knuedler. Wa mir ons deem nämlech net sécher gewiescht wieren, hätte mir dëst Gesetz an och déi Schrëtt, déi doropshi geholl gi sinn, net matgedroen. D'Méiglechkeet, d'Personal auszelageren, ass a bleift strikt reservéiert op de Beräich vun deenen Aktivitéiten. Dorop hat och deemools d'Regierung insistéiert. Et handelt sech also net ëm e generell Gesetz, mä eng speziell Léisung fir deesen Domän.

Drëttens. D'Auslagerung kann nëmme da gemaach ginn, wann d'Gemeng eleng oder mat aneren öffentlechen Träger iwwer méi wéi 34% vum Kapital verfügt vun där Gesellschaft, an déi d'Personal ausgelagert gëtt. Och dese Punkt war fir ons ee wesentlechen.

Ech wéilt an deem Zesammenhang un déi auslännesch Gemengen erënneren, nottamment an Däitschland an an Holland, wou no enger grousser Privatisierungswell vill Gemengen hir Réseauen fir deiert Geld vun de Privatgesellschaften hu missen zréckkafen, well et mat dem Service un de Bierger einfach net geklappt huet, souwuel wat d'Sécherheet vum Approvisionnement ugeet wéi och wat d'Investitiounen an d'Reseauen betrëfft.

Mir schwätzen hei awer an onsem Lëtzebuerg Fall net vun iergendenger Privat-

gesellschaft, mä mir schwätze vun der fréierer Cegedel, haut Enovos, an der Netzgesellschaft Creos, déi ee groussen Deel vun onsem Land mat Energie versuergt. An ech wëll lech soen, ech si selwer e Weekend-Client an deem Buttek a wëll lech matdeelen, dass, wat de Service um Bierger ubelaangt, fir mech keen Ennerscheid besteet tëschent deem hei an der Stad an deem vun der Enovos. Ech sinn also iwwerzeegt, dass d'Clienten vun der Enovos, wa si géife gefrot ginn, eng ähnlech Zefriddenheet mat hirem Lieferant géifen zum Ausdruck bréngen, wéi dat hei bei de Clienten vun der Stater Gemeng de Fall war.

Déi öffentlech Hand huet eng Spärminoritéit am Enovos an eng Majoritéit am Creos. Ons Gemeng ass de Moment a Verhandlung mat der Enovos, wéi hir Particiation wäert ausgesinn, well deesen Hierscht wäert do eng Décisioun falen. Well mir schwätzen als Client ëmmerhi vun engem Véirel vum nationale Stromverbrauch a vun ongeféier 22% vum nationale Gasverbrauch. Duerfir wäerte mir weiderhin des Diskussioun opmierksam verfollegen an uecht ginn, dass bei där Décisioun, déi deemnächst soll falen, d'Gemeng, an domadder och all Gemengen hir Responsabilitéiten net ofginn, mä nëmme just op en aneren Niveau stellen.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en nationale Réseau verfügt iwwer aner Méiglechkeeten, nottamment beim Akaf vun Energie oder awer bei der Ennerstëtzung vun der sougenannter grénger Energie hei am Land, fir d'Energieversuergung nei opzestellen.

Mir als CSV-Fraktioun sinn der Meenung, dass et nëmme an Zesummenarbecht mat allen Acteuren, Stat, Gemengen, Clienten, an - net ze vergiessen - an der Consultatioun vun de Leit, déi an deem Beräich um Terrain schaffen, hir Erfahrung gesammelt hunn, dass et nëmme esou wäert méiglech sinn, eng Entwécklung op eng méi nohalteger Energieversuergung hei zu Lëtzebuerg virunzebréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Paul Helminger (DP).** - Här President, villmoos Merci. Neierdëngs, wann d'Leit hir Stromrechnung kréien, da kréie se zwee Präisser virgehale: Si kréien e Präis fir d'Utilisatioun vum Réseau a si kréien e Präis fir d'Energie. Et ass eben, well dee Maart gespléckt ass. Et gëtt engersäits de fräie Maart vun der Beschaffung a vum Verkauf vun der Elektrizitéit, do ka jiddwieren wielen, ob en dee bëllegste Stroum wüelt oder dee gréngste Stroum oder wat och ëmmer, do besteet also Konkurrenz. An op där anerer Säit gëtt et Réseauen, do besteet, ob mer et elo wëllen oder net, en territoriale Monopol de fait, wou dee jeeweilege Gestionnaire de réseau ënnert der Kontroll vum ILR, ganz strikter Kontroll vum ILR - wat wou investéiert gëtt, wat dofir därer verrechent ginn, wat de Benefiss dierf sinn, wat als Käschten dierf verrechent ginn -, dee Marché finanzéiert.

Op deem éischte Marché, deem vun der Konkurrenz vun der Stroumlieferung, vum Stroumakaf a vum Stroumverkauf, do brauch een eng gewësse kritesch Mass, fir do op deem Maart kënnen eng Influenz ze hunn an déi Politik ze bedriewen, déi een ebe wëllt bedriewen.

Mir sinn eis als gréisste Gemeng hei am Land eigentlech net ze schued, fir - no deems mer erfollegräich an dem Marché eng Rei Jore geschafft hunn - awer ze realiséieren, datt op laang Siicht mer net déi kritesch Mass hätten, fir eleng op eis gestallt do kënnen eng Roll ze spillen.

A wat d'Reseauen ubelaangt, wou jo keng Konkurrenz spillt, wou et also just drop ukënnt, datt een en effikasse Réseau huet, e Réseau vun héijer Qualitéit, e Réseau, deen de Bierger de Stroum dann och an d'Haus bréngt zu méiglechste gënschtege Käschten, datt do voll d'Économie d'énergie a Synergie kënnen spillen.





Dat erkläert, woufir datt mer déi Invitatioun, déi Ouverture, déi mer vun der Regierung kruten, fir eis an där nationaler Gesellschaft kënnen ze bedeelegen, datt mer déi als Alternativ an d'A gefaasst hunn an datt mer och ugefaangen hunn, dorwuer ze diskutieren, an ech kann lech soen, datt déi Diskussiounen och ganz no elo virun engem glécklechen Ofschloss stinn.

Déi Alternativen; d'Wuert Récommunalisation ass an de Mond geholl ginn, dat ass richteg, mä et muss ee just bedenken, datt emol éischtens déi Gemengen, vun deenen do an Däitschland geschwat gëtt, éischer Stied sinn, an datt déi Stied éischer d'Dimensiounen hu vun eisem ganze Land, wéi datt se d'Dimensioun hu vun deene Gemengen, déi mer eben hei zu Lëtzebuerg hunn - éischte Punkt.

Zweete Punkt, datt och déi Gemengen, fir kënnen iwwerhaupt op deem Marché aktiv ze sinn, sech privatrechtlech Struktur ginn hunn. Dat si Stadwierker, déi ënner enger Form vun enger privater Gesellschaft funktionnéieren, quitte datt do d'Gemengen och nach net iwwerall zu honnert Prozent, mä awer jiddfalls maassgeblechen Aktionär sinn. Hei zu Lëtzebuerg ass dee Wee net méiglech, well mer als Gemengeverwaltung zur Konkursioun komm sinn, datt mer net kéinten op deem Marché bestoen, compte tenu vun deenen Obligatiounen, déi hei op de Gestionnaire de réseau zoukommen; zweetens, well mer ganz einfach, an trotz allem, wat hei gesot gëtt, déi néideg rechtlech Moyenen, zum Beispill d'Comptabilité commerciale, net kënnen aféieren.

Et ass och eigentlech schued, datt do um Niveau vun der Regierung déi Kontradiktioun besteet, datt mer op där enger Säit vum Energieminister, vum Ëmweltminister opgefuerdert ginn, fir als Gemeng eng Roll doranner ze spillen, an op där anerer Säit awer vum Innenminister jiddfalls et ganz, ganz schwéier gemaach gëtt, fir eis dann och esou kënnen opstellen, datt mer déi Roll kéinten erfëllen.

Mir haten also hei zwee Objektiver. Éischtens - d'Madame Mergen huet et scho gesot -, d'Rechter vun eisem Personal ze garantéieren. Dat Gesetz engersäits an déi Konventioun, déi mer um Punkt si fir ofzeschléisse mat Enovos, Creos, déi wäerten derfir suergen, datt déi Rechter voll gewahrt ginn, net nëmme statutaresch - Carrière, Rémunératiounen -, mä och Conditions de travail. Do hu mer e ganz flott Entgéintkomme fonnt, an och e ganz flotten Accord wäerte mer do déi iwwernächst Woch am Gemengerot kënnen virstellen.

An deen zweeten Objektiv war nämlech genau deen, deen hei schonn e puermol elo ernimmt ginn ass, dat heescht, fir sécherzestellen, datt d'Kontroll esou wäit wéi méiglech iwwert d'Energieversuergung hei am Land géif an öffentlecher Hand bleiwen.

Ech wëll lech do just mat e puer Zifferen déngen. Mir hunn et jo finalement fäerdeg bruecht, datt mer och als Stad Lëtzebuerg um Niveau vun Enovos International, also uewe vum Holding, kënnen mat eraklammen, also do och e Wuert kënnen matschwätzen iwwert d'Ausrichtung vun der Energiepolitik op deem Niveau. Do geet duerch d'Prise de participation, duerch Abréngung vun eisem Leo geet do déi Participatioun vun der öffentlecher Hand vun 39,09% op 43,45% an d'Luucht, an um Niveau vum Verwaltungsrot wäerte mer och zesumme mat de Personalvertrieder d'Majoritéit vun de Memberen do duerstellen.

Um Niveau vu Creos, wat jo deen eigentleche Réseau duerstellt, do gi mer effektiv vun 42,44% op 57,24% erop, hu mer also souwuel am Kapital eng Majoritéit, an och um Niveau vun dem Conseil d'administration ass dat deeselwechte Fall.

Et wonnert eis am Fong, datt an enger Saach, wou um nationale Plang d'Objektiver ganz kloer sinn, mer géifen eis jo net wonneren, mir hoffen nach ëmmer, datt, wa mer dat dann och an der Stad zur Ofstëmmung bréngen, mer dann do och déi Unanimitéit fannen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Helming. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, an deenen zwou Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just eng Fro opwerfen, déi vläicht Konsequenzen huet um juristesche Plang.

Wann een e Réseau an eng öffentlech Hand gëtt, quitte datt d'Gesellschaft en tant que telle eng Société anonyme ass, déi europäesch Geriichter hu festgehal, datt, wann eng Société anonyme majoritär öffentlech Kapital huet oder wa se d'Majoritéit vun den Administrateure stellt, wa se e Pacte d'actionnaires huet vun der öffentlecher Hand, wou déi sech eeneg ginn, wéi soll investéiert ginn an der S.A., datt deen Ablack d'Gesetzgebung iwwert d'Marchés publics muss spillen.

Dat ass eng Fro, déi bis elo nach zu Lëtzebuerg net duerch d'Gerichter tranchéiert ginn ass, mä wann d'Situatioun esou gëtt, wéi den Här Buergermeeschter se elo virdrun an de Prozenter erkläert huet, datt mer also iwwer 57% bei Creos kommen an esou weider, datt mer d'Majoritéit vun den Administrateure stellen, da wäert dat e puer Froen opwerfen, wou ech elo net als Riichter dorwuer ka soen, mä et misst op jiddwer Fall op deem Gebitt awer no-geduecht ginn. An ech wollt froen, ob d'Regierung sech där Problematik do bewosst ass.

Déi aner Problematiken, déi sech bei engem nationale Réseau stellen, dat ass, datt nach e puer Gemengen awer nach Situatiounen hunn, wou se versichen, méi oder wéineger iwwer lokal a kommunal Réseauen ze goen. Ech wollt do d'Regierung froen, ob do an nächster Zukunft vläicht e Fortschritt ze bemerken ass oder wéi déi Négociatiounen...

(**Interruptions**)

...op de Gemenge verlafen.

► **Une voix.** - Dat wier de Fortschritt!

► **M. le Président.** - Sou, Merci dem Här Henckes. Den Här Haagen huet nach d'Wuert gefrot. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruptions diverses**)

► **Plusieurs voix.** - Här Angell!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President.

► **Une voix.** - Et ass kee Verlooss méi op d'LSAP.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Dir Dammen an Dir Hären,...

(**Interruptions**)

...am Kader vun der europäescher Liberalisierung vum Stroum- a Gasmarché huet Lëtzebuerg - an et ass scho gesot ginn hei - eng Rei vun Adaptatiounen virgeholl oder misse virhuelen.

D'Chamber huet zu deem Zweck zwee Gesetzer iwwert d'Organisatioun vum Elektresch- respektiv vum Gasmarché gestëmmt, déi den 1. August 2007 a Kraaft getruede sinn. Mat deene Gesetzer verfollegt de Stat zwee grouss Ziler: genuch Investitiounen an e qualitativ héichwärtetg Netz, dat ass deen éischte Punkt, an dat zweet, eng geséichert Energieversuergung, woubäi d'Clienté jiddwerzäit zu engem rationnelle Präis Stroum a Gas kréien.

Wat fir eng Strategie huet d'Regierung sech ginn, fir des Ziler ze erreechen? De Wirtschaftsminister huet d'Entstoe vun Enovos als Gas- a Stroumlieferant, och dat ass ugeschwat ginn, respektiv vu Creos als Netzbedreier an d'Wee geleet an eng Fusioun vu verschiddene groussen Acteuren op deem Marché ënnerstëtzt.

Genausou wéi de Stat hunn och déi puer Gemengen, déi iwwer een eegent Netz verfügt hunn oder nach ëmmer verfügen, sech misse Gedanke maachen, wéi si an Zukunft hir Servicer an deem neie gesetzleche Kader géife garantéieren. De Stat stoung an der Pflicht, hinnen d'Moyenen ze ginn, fir op déi nei Erausforderung kënnen ze reagieren. Dobäi ass a war et awer de Gemengen iwwerlooss, ze decidieren, wat fir eng Optioun fir si an hir Bierger déi beschte ass a nach ëmmer wier.

De 14. Oktober d'lescht Joer - an dat ass och scho vun der Virriednerin ugeschwat ginn - hu mir hei no kontroversen Diskussiounen an der Öffentlechkeet e Gesetz gestëmmt, dat et de Gemengen erlaabt, ënner bestëmmte Bedéngungen d'Ge-

mengepersonal un eng privatrechtlech gefouert Sociéitéit ze détachieren. Speziell Léisunge wéi Konventiounen an deem Domän waren a sinn och fir d'LSAP-Fraktioun eng Prioritéit. Eng iewescht Prioritéit.

D'LSAP-Fraktioun war deemools der Meinung, dass d'Gemenge sollten d'Méiglechkeet hunn, sech fir déi Léisung ze entscheeden, déi si fir déi beschte halen, am Intérêt vun hire Bierger, hire Clienten an deene betraffene Mataarbechter.

Souwuel bei Enovos wéi bei Creos sinn d'Interesse vu Stat a Gemengen, déi bedeelegt sinn, gutt vertraueden. Ech denken, datt et net un der Chamber ass, fir d'Déci-siounen vun der Stad Lëtzebuerg oder anere Gemengen ze bewäerten oder ze diskutieren, ob se besser gefuer wieren, wa se hire Réseau an Eegeregie gefouert hätten oder net.

► **Une voix.** - Eng elegant Tournure.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Ech hunn ëmmer elegant Tournuren.

(**Interruption**)

Et bleift awer ee Fakt, datt d'Déci-sioun, déi d'Stad Lëtzebuerg geholl huet, d'Positioun vun der öffentlecher Hand wäert stärken. Op alle Fall ënnerstëtzt d'LSAP dem Wirtschaftsminister seng Strategie, ee méiglechst groussen Afloss vun der öffentlecher Hand an deem existenziell wichtege Bereich vun der Energieversuergung ze behalen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Haagen. An da kritt d'Wuert elo den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dir Dammen an Dir Hären, den Här Helming huet eng ganz Rei Saache gesot, déi mir et erlaben, méi kuerz ze sinn. Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass déi Fro vun de Réseauen eng Fro ass vun engem reguléierte Marché. Dat ass kee Konkurrenz-marché.

Ech menge souguer, d'Kommunikatiouns-an d'Telekommunikatiounsnetzer, wa mer virdru wieren, wieren déi frou, wa mer en ähnliche Wee gemaach hätte wéi deen heiten, nämlech keng Konkurrenz an den Netzer a probieren d'Konkurrenz an de Servicer, an de Produkter, déi een ubitt. Mä dat war antérieur zu deem, wat an der Energie geschitt ass.

Duerfir, mengen ech, ass dat hei wärscheinlech déi beschte Solutioun. Dir hutt de reguléierte Marché, do soll weiderhin d'öffentlech Hand déi wichtegst Roll spillen. Mir probieren do och elo nei Weeër ze goen. D'Reseauen, esou wéi se haut bestinn, wäerte mat deene Belaaschtungen, déi op eis zoukommen, a mat de Restriktiounen, déi een huet am Moment fir Héichspannungsleitungen oder aner Réseauen ze dévelloppieren, muss een einschalten an dat, wat een haut nennt „smart grid“.

Ech sinn amgaangen, mat enger Gesellschaft ze verhandelen - eng amerikanesch -, déi do eng nei Technologie huet an déi gegebenfalls op Lëtzebuerg souguer kënn, fir se hei zu Lëtzebuerg ze probieren. Ech drängen am Moment am Fong geholl e bëssen eis Opérateuren, fir dass se dat solle probieren an zur gläicher Zäit dann eng Plattform huelen, vu wou déi kéinte schaffen.

„Smart grid“ - dat ass also de Réseau, deen intelligent ass - ass d'Zukunft. Et ass am Moment nach e bëssen Angscht, dass domat ze vill Données personnelles vun de Konsumente géifen dévoiléiert ginn. Mä ech mengen, deem kann een entgéintwieren. Wann een dat do nämlech net mécht, briechen iergendwann eis Réseauen zesummen - dat muss ee wëssen -, net nëmme hei an Europa, mä iwwerall. Obscho mir hei, géif ech soen, zu Lëtzebuerg, mat déi beschte Qualitéit vu Réseau hunn, déi et an Europa iwwerhaupt gëtt.

Bon, dann de Stroummarché als solchen ass eben e fräie Maart, wou Konkurrenz ass. An do muss jiddweree wëssen, wat e wëllt. Ech kommen zréck op dat, wat de Claude Turmes an deem Rapport, deen ech e gefrot hat ze maachen, gesot huet.

En huet zwou Saache gesot: Eng national Réseausgesellschaft. Bon, déi national Réseausgesellschaft - considéieren ech -, déi hu mer quasi. Ech ka kee forcieren an ech hu refuséiert, fir een ze forcieren. Ech kéint jo den Här Braz forcieren, dass Esch, déi si jo am Moment net doranner an hunn och net wëlles dranzekommen - hu se mer gesot, op alle Fall fir de Moment -, ech géif se net gesetzlech forcieren, do dranzegoen. Dat géif ech net maachen.

Also kann ech net per Gesetz dat, wat den Här Turmes gefrot huet, maachen.

Wësst Der, hei ass et e bëssen, wéi wann ee sech als Mann eng Fra eraussicht: D'Fra muss wëllen. Ëmgedréit och.

(**Hilarité**)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Dir fannt et awer eng gutt Saach, wann nach anerer derbäikommen. Do si mer ons jo emol...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, dat ass natierlech... Bei mengem Beispill geet dat net, wann nach vill Frae bei ee Mann kommen, dat geet awer dann net. Neen, mä elo oui Witz.

Et ass sécher, dass dee muss wëllen. Dat heescht, ech forcieren keen, hunn op alle Fall net wëlles, e Gesetz eranzebriengen, wou mer muer de Félix Braz forcieren, eran an déi national Gesellschaft ze kommen.

Da wëllt Der d'öffentlech Hand ënner Kontroll hunn, well dat eng gewësse Bedeutung huet. Ech behaupten, dass dat haut de Fall ass.

(**Interruption**)

Wann d'Stad Lëtzebuerg, dat fir mech en Deal ass, dee gelaf ass, deen ass am Moment per Handschlag. Ech weess net, ob dee leschte Pabeier gemaach ass, mä och per Handschlag géllt dat. Da si mer esou wäit, dass mer et an öffentlecher Hand hunn. Dann hues de déi zwee Punkten, déi de Claude Turmes sech virgestallt huet, déi sinn erfëllt. Dann hu mer am Fong geholl am Stroum nach just een Eenzegen, dat ass zu Miersch, eng eenzeg Gemeng, wou ee ka soen, dat ass privat. Dat ass e private Réseau. All déi aner sinn entweder haut scho bei Enovos, Creos amgaangen oder si schonn dran.

Ech mengen, dat Lescht, wat mer jo gemaach hunn...

(**Interruption**)

Gelifft?

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - ...awer an öffentlecher Hand.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, dat hunn ech gesot.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Voilà!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Och wann Esch, esou wéi ech se kennen, wëllt dann dobausse bleiwen, dann ass et d'öffentlech Hand fir mech nach ëmmer.

(**Interruption**)

Mä, duerfir mengen ech, dass een dat ënner Kontroll soll hunn an dass dat zu Lëtzebuerg de Fall ass an dass een elo net muss en Hochstand drécken.

Ech si frou, wann anerer bäikommen. An déi Diskussioun féiere mir am Moment mat deenen anere Gemengen. Ech mengen, iergendwa mierkt jiddwereen, dass en awer vläicht ze kleng ass an deem ganze Spill an dass e vläicht besser huet, Synergie ze maachen. Also, et geet hei em d'Qualitéit. An et geet och em de Präis.

Also, eent steet fest: Wann Dir esou vill Unitéiten hutt, déi d'Reseau verwalten, da gëtt dat méi deier, wéi wann Der se zesummeschléisst. Dat ass evident. Mir hunn nëmme, fir op de Präis ze drécken. Dat ass engersäits, wou mer akafen. Bon, op den Taxe selbstverständlech, mä dat ass dann op den Netzkäschten, an et ass zum Deel op deem, wat Der bezuelt, fir an de Fonds de compensation.





An do sinn ech jo och amgaangen, en neie Wee ze goen, dass eng Zousazfinanzierung iwwer en anere Wee kënn, déi et erlaabt, de Präis dann - ech wëll net soen, dass en net an d'Luucht geet, well dat hânt jo och vun anere Saachen of -, mä zumindest net an deem Mooss sech entwéckelt, an dass mer domat e bësse Rou kréien an där Sait.

Et ass also och eng Fro vum Präis, wann een déi Synergie mécht, well een einfach méi effikass ka schaffen.

D'Versuergungssecherheet war d'Fro. Also, d'Versuergungssecherheet hu mer 2007 am Gesetz kloergestallt, wat dat ass. Mir hunn all kéiers gesot, wann een net beliwert gëtt oder wann en Acteur dat net wëllt - wat dann ze geschéien huet, steet am Detail am Gesetz vum Juli 2007. Et steet do, den Zougank vun den Énergies renouvelables. Do gëtt et och nach eng Émsetzung vun enger Direktiv, déi elo kënn, fir dat ze....

#### (Interruption)

Neen, do kënn jo eng... Ech waarden elo nach déi 2009er Direktiv...

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- An der Praxis vum Terrain.

#### (Interruption)

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Wann déi ëmgesat gëtt, Här Gira, da gitt mer eng Chance. Mir hu fënnf Direktiven elo ëmzesetzen. Also, dat kënn.

#### (Interruption)

Dat Zweet ass d'Virverkaufsrecht (*lire: Virkafsrecht*). Mir hu bei Creos eis am Pacte d'actionnaires d'Virverkaufsrecht (*lire: Virkafsrecht*) ausgehandelt. Also, ech ka leider de Pacte d'actionnaires net op den Dësch leeën. Dat geet net. Do sinn déi aner Acteuren (*lire: Aktionären*) net domat d'accord. Mä ech kann lech et awer soen, an ech mengen, ech hu souguer Zeien, déi et konnte liesen. Mir hunn also d'Virverkaufsrecht (*lire: Virkafsrecht*). Wa mir wëllen a mir hunn Angscht, dass do iergendeppes geschitt op den Netzer, kënnen mer zougräifen an et einfach kafen. Dat Recht hu mer eis gi gelooss. Ech mengen, méi kann een do net maachen.

Et sinn Einzelner, déi dreeme vun de Stadwierker. Ech mengen, den Här Helminger huet et an d'Plaz gesat: Déi Stadwierker, déi hunn eng Envergure, dat ass eppes aneschtens wéi bei eis, éischtens. An dann, zweetens, mir si jo ganz vill aktiv am Moment am Saarland an a Rheinland-Pfalz. Mir erliewe jo déi Stadwierker. Wie sinn dann déi Stadwierker ganz oft? Ma déi hunn dat erausginn un iergendeen. Un RWE, un VSE, un Enovos gëtt dat erausginn. Also loosse mer och net dreemen!

#### (Interruption)

Neen, jo, jo, jo. Déi hunn et och net erausginn. Also leet Äre Kapp a Rou! Do sinn der nëmmen e puer, déi dat gemach hunn. Déi aner, déi hunn et just fiktiv gemach. Also, si hunn et herno erëm iergendengem anere ginn. Si wollte just net deene grouse Konzern - E.ON, RWE - et ginn. Dat versteet een. An do ass och d'Chance vun Enovos International, do ass d'Chance vun haaptsächlech Enovos Däitschland a Creos Däitschland, fir ze kucken, do an d'Geschäft eranzekommen. Wat mer amgaange sinn ze maachen.

Wat ech net wëlle hunn, dat ass am Moment den Ausbau vun den Netzer ze finanzéieren. Also, do weess ech awer net, bis elo hu mer dat fäerdeg bruecht, den Ausbau vun den Netzer ze finanzéieren iwwert déi Gesellschaften, déi mer hunn, déi an öffentlecher Hand sinn. An dat wäerte mer och esou weidermaachen. Ech gesinn net an, dass een elo do eppes änert. Dat huet fonctionnéiert bis elo. Mir hunn eng exzellente Qualitéit. Ech mengen, mir haten ee wierklech décke Problem. Bon, mir haten nach zwee, dräi kleng Hickhacken, mä awer vis-à-vis vum Ausland si mir, wat d'Qualitéit ubelaangt, absolut an der Rei.

Bon, et bleift déi Fro vun der SOTELs-leitung. Do ass et fir mech ganz kloer: Ech ënnerstëtzen all Uschloss un d'Ausland am Moment, deen d'Versuergungssecherheet besser mécht. Ech ënnerstëtzen domat eppes, wat an der Tripartite vun 2006 ganz kloer gesot ginn ass. Ech ënnerstëtzen domat eppes, wat op deem Forum pentalatéral..., deen hei zu Lëtzebuerg kee Mënsch kennt, mä wat ech awer schonn e puermol ernimmt hunn, deen och kee Mënsch zur Kenntnis hält.

Dat ass dee Forum, deen am Moment an Europa als déi fortschrëttlechsten Aart a Weis gesi gëtt fir regional Zesummenaarbecht. Do schafft d'Benelux zesumme mat Frankräich, Däitschland, ganz einfach, fir d'Versuergungssecherheet kloerzestellen. Dat geet vu besser Ubannung, sief et am Gas, do si mer nach net esou wäit wéi am Elektreschen, wou mer scho méi wäit sinn. Do geet et ëm d'Zesummenaarbecht vun de Régulateuren. Do geet et ëm d'Zesummenaarbecht vun deenen, déi déi grouss Réseau bedriewen. Do geet et ëm d'Zesummenaarbecht vun deem, deen um Knäppche sëtzt, wann iergendeppes schifgeet.

Wann do an Däitschland ee säi Problem beschreift an de Fransous versteet et net, dann hu mir e Problem. Da kann alles zesummebréchen. Dat geet also bis an deen doten Detail erof, wat déi Leit vum Forum pentalatéral maachen. An duerfir, do ass et ganz kloer, do ass de Mot d'ordre eraus vun alle Länner: eng besser Ubannung, méi Interconnexiounen.

Wéi gesot, mir probéieren och elo en ähnleche Forum ze kréien am Gas, well och do si mir am Moment... Mir hu keng Duerchleitung. Mir hu lauter Blinddarmen. Dat heescht, bei eis kënn et eran an et geet net méi eraus. Dat heescht, mir hu Schwieeregkeeten, mä dat kascht. Dat kascht effektiv. A mir probéieren awer an deem ganze Gasnetz och muer matzemaachen, fir dass een och „reverse“ ka schaffen. Dat heescht, dass een eppes... net Gas kritt, mä dass ee Gas ka schécken, wann ee beispillsweis aus der Belsch kritt, well an Däitschland een e Problem huet.

Dat kënnen mir am Moment net. Dat ass e Problem, dee mer mussen ugoen, deen och eppes kascht, mä dee mer wäerte kucken. Duerfir, déi Leitung a Frankräich, déi ënnerstëtzen ech. Ech stinn dozou. Dat huet näischt elo...

Also, wann Dir gär hätt, well et Atomstrom ass, dass mer Leitunge kappen, da kappe mer déi an d'Belsch an da kappe mer déi an Däitschland. Well iwverall ass Atomstrom dran.

#### (Interruption)

Iwwerall ass es dran. An duerfir, kommt, mir erzielen de Leit awer elo keng Mäercher! An et ass ganz kloer och erkannt ginn an enger Tripartite, wou jo awer net nëmmen Daboe sëtzen, dass dat do eng Noutwendegkeet ass, dass déi Ubannung...

#### (Interruptions)

...u sämtlech Netzer eng wichteg Komponent ass vun der Versuergungssecherheet, och vum wirtschaftlechen Deel hei zu Lëtzebuerg. An da géif ech soen, kommt, mir kucken, dass mer do de Leit net elo Geschichten erzielen! Dir kritt jo an nächster Zäit d'Méiglechkeet, op de Facturë genau feststellen, wat ee muer vun Atomstrom bezéiungsweis erneierbarem Energie-Stroum huet.

Dir wësst, dass et e Règlement grand-ducal gëtt, wou dat muer definéiert gëtt. An da ka jiddweree wien. Dat wiert en eben dee Provider,...

#### (Interruption)

...deen an deem Moment him dee gënschtegste Mix ubitt. Also, ech mengen, d'Transparenz ass garantéiert, wann dat Règlement bis an Applikatioun ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder ass dese Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour, eng Question avec débat N°15 vum Här Robert Weber iwwert de Conseil supérieur de la Mutualité. Dem Auteur vun der Fro sti fënnf Minutten Zäit

zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

### 9. Question avec débat n°15 de M. Robert Weber relative au Conseil supérieur de la Mutualité (CSM)

► **M. Robert Weber** (CSV).- Merci, Här President. Här Minister, d'Gesetz vum 7. Juli 1961 regelt d'Existenz an de Fonctionnement vun de Mutualitéitsgesellschaften. Dëst Gesetz gesäit a sengem Artikel 14 d'Schafe vun enger Commission supérieur d'encouragement des sociétés de secours mutuels vir. D'Organisation an de Fonctionnement vun dëser Kommissioun ginn duerch e Règlement d'administration public geregelt.

Här Minister, wéini ass dese Règlement d'administration public geholl ginn? Géift Der der Chamber vläicht all Reglementer, egal wellecher Natur, wann ech gelift matdeelen, well eleng d'LECTURE vum Mémorial weist sech hei als riseg lückenhaft op.

Da gëtt et hei nach zwee Organer: De Conseil supérieur vun der Mutualitéit, do kann ee mat engem Fragezeche soen, dass seng gesetzlech Basis den Artikel 11 an den Artikel 14 vum Gesetz vum '61 eventuell ass. An d'Fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise fënn hir gesetzlech Basis am Artikel 13 erëm.

De Conseil supérieur vun der Mutualitéit ass laut sengem Internetsite en Département ministériel vum Ministère vun der Sécurité sociale. Seng Missioun sinn eng Mission de conseil an eng Mission de contrôle. Wat de Conseil ubelaangt, esou liesen ech dat an ech zitieren dat: «De nos jours le principal rôle assumé par le Conseil supérieur de la Mutualité consiste à orienter les responsables des sociétés dans leurs décisions à prendre pour le développement de leurs prestations et surtout à l'extension de celles-ci et à la création de services nouveaux à rendre à leurs affiliés.»

Wat de Contrôle ubelaangt, esou ass dat virun allem e Contrôle financier. De Conseil supérieur vun der Mutualitéit ass mindestens an enger Mutuelle am Comité vertrueden, a verschidde Mutualitéitsgesellschaften, souguer d'Presidenten an d'Comitésmemberen, sinn am Conseil supérieur vun der Mutualitéit vertrueden. Hei kënn et engem vir, wéi wann d'Controlleure sech awer géife selwer kontrolléieren.

Grondsätzlech wëll ech de Minister froen, ob hien net och menger Meenung ass, dass déi ganz Mutualitéitsgesetzgebung misst grondleeënd reforméiert ginn. A wat seng Virstellungen dann, vläicht zumindest ganz graff eng kéier gesot, hei sinn.

D'Generalversammlung vun der Fédération nationale vun der Mutualitéit huet den 8.5.2010 hirem Caissier keng Décharge ginn, wourophin de ganze Comité démissionéiert huet. Üblech wär, wann hei deen ale Comité misst d'Geschäfte viruféieren an eng Assemblée générale extraordinaire organiséieren, well sech hei am Kader vun de Statute vun der Fédération nationale de la mutualité muss beweegt ginn.

Nun ass et awer esou, dass de Conseil supérieur sech hei amëscht an eng Assemblée générale extraordinaire fir den 29. November 2010 aberiff mat engem Ordre du jour, deen zwou Mutualitéiten, nämlech d'Fédération an de Fonds de garantie mutuel, matenee vermëscht. Dat Ganzt ass also zimlech konfus a juristesch héich diskutabel a leeft och Gefor, dass et e juristescht Nospill kritt.

Meng Fro un den Här Minister, déi sech a véier Punkten opdeelt.

Éischtens, de Conseil supérieur conseilléiert d'Mutualitéitsgesellschaften a kontrolléiert d'Mutualitéitsgesellschaften. De Conseil supérieur agéiert awer anscheinend am Numm vun Minister. Ass dës Situatioun net eng Vermëschtung vun Attributiounen, déi eigentlech no der heiteger Rechtslag net zoulässeg ass?

Zweetens, de Conseil supérieur vun der Mutualitéit kontrolléiert d'Mutualitéitsge-

sellschaften, d'Fédération, de Fonds de garantie mutuel, d'Caisse chirurgicale. Och dat si Mutualitéitsgesellschaften op der Basis vum Gesetz vum '61. De Conseil supérieur kontrolléiert also dës Mutualitéitsgesellschaften nieft all deenen aneren, mä no wat fir Kritären?

Ech wëll hei un d'Gesetz vum 6.12.1991, wat e koordinéiert Gesetz ass, iwwert den Assurancësecteur erënnere. Hei huet de Commissariat aux assurances eng kloer Aufgab definéiert kritt. An am Kapitel 4 ass eng Marge de solvabilité an e Fonds de garanties reglementéiert. Missten dës Kritären net och fir d'Mutualitéitsgesellschaften gellen, wëssend, dass d'Mutualitéitsgesellschaften net ënnert d'Gesetzgebung awer vum Assurancësecteur falen? Mä ech mengen, d'Garantien, déi u sech den Assurancësecteur senge Clientë gëtt, sinn a sech gutt geregelt. An d'Fro stellt sech, ob dat net als Virbild kéint déngen.

Drëtte Punkt: Ass d'Kompositioun vum Conseil supérieur vun der Mutualitéit als Département ministériel mat Leit aus der Zivilgesellschaft, déi sech selwer kontrolléieren an déi och an anere Mutualitéitsgesellschaften am Comité siégéieren, eng normal Saach?

Véiertens, de Fonctionnement vun de Mutualitéitsgesellschaften an de Conseil supérieur vun der Mutualitéit werft vill Froen op. Misst hei net en Débat de fond gefouert ginn um politeschen Niveau? Wat fir eng Mutualitéit mir muer brauchen, mengen ech, dat misst e wéineg d'Thema vun esou engem Débat sinn; wéi se fonctionnéiert, wat hir Obligatiounen vis-à-vis vun hire Memberen als Assureur sinn, an och, wéi se kontrolléiert gëtt.

Ech ginn dervun aus, dass den Här Minister, grad wéi ech selwer, eng kloer positiv Attitud zum solidaresche Gedanke vun der Mutualitéit hei zu Lëtzebuerg huet. Ech waarde mat Spannung op seng Äntwerten.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Weber. An elo kritt den Här Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Weber gesäit dat ganz richtig, dass ech ganz staark mat dem Mutualitéits- an dem Solidaritéitsgedanke verbonne sinn an dofir och alles wäert maachen, fir dee Gedanken oprechtzeerhalen. Den Här Weber weess grad wéi ech, dass d'Mutualitéiten, déi viru laanger, laanger Zäit entstane sinn, net ëmmer sou ganz gärsi sinn, an och am europäesche Concert - Concert mat „o“ - eng Rei vun Damoklesschwärter iwwert deenen traditionell gewuessenen, op Solidaritéit opgebaute Mutualitéiten sinn, déi deen een oder deen anere stéieren.

Ech muss da soen, dass hei zu Lëtzebuerg - an ech sinn och ganz frou doriwwer - eng gutt Entente ass an hoffentlech och bleift zwëschent de Mutualitéiten a private Versécherungen. Ech gesinn dat am Moment och ganz gär. An ech géif och mengen, dass dat kee gutt Zeeche wär, wann aus där Bonne entente eng Mauvaise entente géif ginn. Ech droe mäint dozou bäi, dass de géigesäitege Respekt eriwwekënn.

Ech wollt vläicht preziséieren zu deem, wat den honorabelen Här Weber gesot huet, dass et effektiv richtig ass, dass et Meenungsverschiddenheete gi sinn zwëschent der Fédération nationale de la mutualité luxembourgeoise an dem Conseil supérieur. Ech géif awer net soen, dass am Moment dat nach de Fall ass, vu dass d'Fédération sech - de Comité - selwer opgeléist huet.

Ech wollt e klengen historeschen Exkurs maachen. D'Fondatioun ass 2007 vun de Mutualitéiten mat der Gestiou vum Fonds de garantie mutualiste chargéiert ginn. Dat ass dee Fong, deen deene Leit, déi a Mutuellé waren, déi an der Zwëschenzäit opgeléist sinn oder opgeléist gi sinn, hir Droit-acquisé garantéiert. De Conseil supérieur, Dir hutt dat richtig gesot, dee soll Facilitateur sinn, eng Hëllefstellung de Mutualitéiten ginn, soll awer och eng Mission de contrôle haaptsächlech iwwert de Respekt vun de Statuten an och de Res-





pekt vun deene finanzielle Gepflogeneete sécheren.

Do wësst Dir wéi ech, dass et - ech soen dat emol, ech stufen dat emol wohlwollend an de Beräich vun de Malentenduen an - Schwierigkeete gi si bei der Erfëllung vun deene Missioun beim Contrôle. Dee Contrôle, deen huet sech net an deene Forme gemaach, wéi vläicht déi zwou Säite sech gewënscht hunn. Mä Fait ass, dass en net an där Form konnt stattfannen, an dass och d'Auditeurs externes, d'Auditeurs internes keng Décharge, kee positive Rapport zum Décompte vum Fonds de garantie gemaach hunn.

Duerno koum et zu enger Generalversammlung, bei där d'Generalversammlung dem Trésorier net d'Décharge ginn huet, an doropshin ass de Conseil d'administration en bloc zrëckgetrueden, huet mer dat mat engem Brëif vum 11. Mee 2010 matgedeelt no där leschter Sitzung vum Conseil d'administration. En huet mech gebieden, en ze déchargéiere vu senger Missioun mat Wierkung vum 22. November un, a mech och gebieden, fir d'Successioun ze suergen.

Vu dass kee Conseil d'administration do war, huet de Conseil supérieur d'Mutuelen ugeschriwwen a gefrot, fir eng Spezialkommissioun, eng Commission spéciale mat der zäitweileger Gestiou vun den Affären ze chargéieren. Déi Mutuellen hunn ofgestëmmt. 38 Mutuellen hunn ofgestëmmt. 34 ware mat där doter Proposition d'accord, véier dergéint. An der Zwëschenzäit huet déi Commission spéciale hir Aarbechte gemaach a si huet d'Gestion courante iwwerholl, d'Gehälter bezuelt, huet d'Cotisationsen zu 90% vun de Joren 2007 bis 2010 konnte clôturieren, huet e Bilan presentéiert, an déi Décompte si positiv vun de Commissaires aux comptes begutacht ginn.

D'Presidente vun de Mutualitéiten hu sech begéint an hu proposéiert, fir eng Gene-

ralversammlung vun der Federatioun den 29. November 2010 anzeberuffen. Déi wäert dann d'Décharge musse ginn, oder net, där Commission spéciale - vu dass awer all Préliminaire gemaach sinn, schwätzt näischt dergéint, dass do eng Décharge kënn - an doriwwe mussen d'cidéieren, wéi d'Federatioun restrukturéiert gëtt a wie gegebenenfalls de Fonds de garantie iwwerhëlt.

Den Här Weber huet eng Rei vu Froe gestallt, wou ech ganz gär och drop äntweren. Ech mengen, dass mer laanscht eng Reform schonn eleng am europäesche Kontext vun eise Mutualitéiten net kommen. Dat ass net einfach. Dat ass net evident. Well an deem komplexe Feld vun och de private Versécherungsgesellschaften eng uerdentlech Plaz ze fannen, dat ass net evident. An ech gesinn et um Gesichtsausdruck vum Paul-Henri Meyers, dass dat hei e Beräich ass, wou een, wann een ze vill reforméiert, op eemol ewechreforméiert huet. Dat ass e ganz seriöse Risiko. Ech wëll just dorop hiweisen.

Selbstverständlech sinn ech ganz gär bereet,...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- D'Sozialklausel musst Der zitieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Déi berühmten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo, jo.

An ech si ganz gär bereet, dem Här Weber all Reglementer op den Dësch ze leeën. Selbstverständlech, déi sinn alleguer disponibel.

Ech wollt och ganz kloer soen, dass ech an deene Joren, wou ech d'Responsabilitéit an deem Ministère hunn, déi Responsabel vum Conseil supérieur als ganz loyal, engagiert Leit gesinn hunn, wou ech och -

bis zu enger Ausnahm, dat ass dee Konflikt, dee sengerzäit entstanen ass an dee mer allen zwee kennen - ni eng Reklamatioun vun iergendenger Mutualitéit kritt hunn iwwert de Rôle vum Conseil supérieur de la mutualité.

Ech ginn dovun aus, an ech kann, souwäit wéi ech dat konnt suivéieren, dass de Conseil supérieur ëmmer seng legal Missionen agehalen huet, dass en déi Surveillancemissioun erfëllt huet an dass en och d'Mutualitéite conseilléiert huet.

Ech wëll awer pour la bonne forme och soen, dass de Conseil supérieur net eng Emanatioun aus dem Ministère eleng ass. Jo, et sinn zwee Statsbeamten, déi vum Minister vun der Sécurité sociale designéiert sinn. Dat sinn de Michel Schmitz, deen d'Présidence iwwerhëlt, an den Thierry Ries, deen d'Sekretariat iwwerhëlt. Mä derniewent sinn dat engagiert Leit aus der Mutualitéit wéi de Romain Clees, de Jean-Pierre Seil, den Albert Glod, den Arthur Müller.

Ech gesinn hei, wann Der mer et erlaabt, jiddefalls kee Broch mat deem gesetzleche reglementaresche Kader. Et gëtt natierlech ëmmer e bësse méi speziell, wann och Persounen an d'Spill kommen. An dat hei war eng relativ perséinlech Diskussioun. Et war eng vun deenen, där ech der net gär vill a menger Aarbecht materliwien.

Ech wëll just zur Konklusioun soen, dass et hei an deem klenge Land net onüblech ass, dass ee méi wéi eng Kap huet. Ech mengen, dofir misst den Här Weber eigentlech Verständnis hunn.

**(Hilarité)**

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister. Vu datt den Här Weber an den Här Gesondheitsminister hir Zäit largement utiliséiert hunn...

**(Interruption)**

Jo, da ganz kuerz nach eng Kéier, Här Weber.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Ech wollt ganz kuerz äntweren. Ech mengen, ech wollt hei kee perséinlechen Débat iwwer iergendeng Persoun féieren. Ech hunn dat och net gemaach a mengen Ausféierungen. Duerfir bedauern ech u sech déi lescht Tournure, déi den Här Minister gemaach huet.

Ech muss awer soen, dass ech mat sengen Äntwerte ganz weineg ufänke kann. Ech fannen et net normal, dass do, wou Milliounen ronderëmgedréit ginn, dass u sech déi Leit, déi anerer solle kontrolléieren, sech selwer kontrolléieren. Duerfir sinn ech och mat där Ausso, déi den Här Minister gemaach huet, net averstanen.

► **M. le Président.**- Gutt. Ech mengen, domadder... Et war eigentlech keng richtig Fro,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President!

► **M. le Président.**- ...déi den Här Weber gestallt huet, et war éischer eng Appréciatioun. Ech mengen, Här Minister, mir fänken d'Diskussioun elo net nach eng Kéier un.

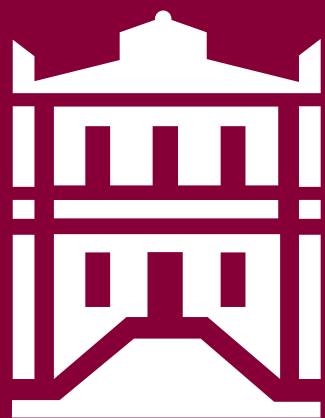
► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech si selte sprachlos!

**(Interruption)**

► **M. le Président.**- Domadder, mengen ech, wär d'Diskussioun fir den Owend ofgeschloss. An domadder si mer och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 18.32 heures)**



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun

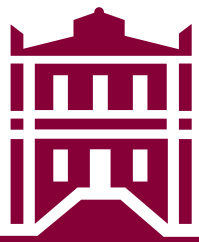
all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





## Sommaire

- Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (document COM (2010) 537 final)
  - M. le Président
  - Vote (résolution adoptée)
- Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs (document COM (2010) 539)
  - M. le Président
  - Vote (résolution adoptée)
- Résolution relative aux propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil
  - modifiant le règlement (CE) n°1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (2010) 522),
  - sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro (COM (2010) 524),
  - modifiant le règlement (CE) n°1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (COM (2010) 526),
 ainsi que d'une proposition de directive du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres (COM (2010) 523)
  - M. le Président, M. André Hoffmann, M. François Bausch
  - Vote sur la proposition de la Conférence des Présidents (adoptée)
  - Vote sur la résolution (adoptée)
  - M. André Hoffmann, M. Gast Gibéryen (motivent leur abstention)
- Communications
  - M. le Président
- Ordre du jour
  - M. le Président
- Heure de questions au Gouvernement
  - Question n°89 du 30 novembre 2010 de M. Roger Negri relative aux récents développements concernant l'installation d'un radar sol à l'aéroport de Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Question n°90 du 29 novembre 2010 de M. Fernand Etgen relative aux délégués de sécurité dans les établissements scolaires communaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
    - M. Fernand Etgen - M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
  - Question n°91 du 24 novembre 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux conducteurs de train, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Gast Gibéryen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Question n°92 du 29 novembre 2010 de M. André Bauler relative à la carte de légitimation des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale
    - M. André Bauler - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
  - Question n°93 du 29 novembre 2010 de M. Eugène Berger relative au revêtement obligatoire de pneus d'hiver, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
    - M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
  - Question n°94 du 29 novembre 2010 de M. Xavier Bettel relative aux observations et filatures des services de sécurité de l'Ambassade des États-Unis et la protection des données à caractère personnel, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias
    - M. Xavier Bettel - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
- 6145 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques
    - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Marcel Oberweis
    - Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Eugène Berger, M. Ben Fayot, M. Claude Adam, M. Jean Colombero
    - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - 6198 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, fait à Bruxelles, le 23 juin 2010
    - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot
    - Discussion générale: Mme Lydie Polfer
    - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - 6186 - Projet de loi portant approbation des Amendements aux Annexes II et III de la Convention de Paris du 22 septembre 1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans les formations géologiques, adoptés lors de la réunion de la Commission OSPAR, qui s'est tenue à Oostende (Belgique) du 25 au 29 juin 2007
    - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis
    - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. Ben Scheuer, M. Camille Gira, M. André Hoffmann
    - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - 6192 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°1007/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur le commerce des produits dérivés du phoque
    - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis
    - Discussion générale: M. Eugène Berger, M. André Hoffmann
    - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Marco Schank, Ministres.
- (Début de la séance publique à 15.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

**1. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (document COM (2010) 537 final)**

An hirer Réunioun vum Donneschdeg, de 25. November, huet d'Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Déve-

loppement rural décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten. D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritésprinzip mat engem législative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft de Fonds européen agricole pour le développement rural.

D'Agrikulturkommissioun kouw zur Konklusioun, datt de Subsidiaritésprinzip hei géif verletzt ginn. D'Prozedur, déi appliquéiert gëtt, ass geregelt am neien Artikel 168 vun eisem Règlement. Den Avis motivé vun der Agrikulturkommissioun läit lech a Form vun enger Resoloutioun vir. E Vote sans débat gëtt virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

**Résolution**

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règle-

ment du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (document COM (2010) 537 final);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté lors de sa réunion du 25 novembre 2010 un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide de faire sien cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural exprime ses réserves au sujet de la proposition sous rubrique pour les raisons suivantes:

Remarques préliminaires:

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural constate l'absence de motivation de ce texte au regard du principe de subsidiarité.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste sur

le fait que l'alignement de la législation européenne au Traité de Lisbonne doit être basé sur l'assurance d'une stabilité législative suffisante et adéquate.

Or, le recours aux actes délégués (article 290 du TFUE) implique la possibilité de modifications fréquentes des textes de base, alors que les entreprises et les administrations nationales ont besoin de stabilité dans la mise en œuvre des politiques. Des modifications trop fréquentes des règles nuisent à leur bonne application et donc à leur efficacité.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que des modifications importantes au niveau économique et politique des actes de base doivent se faire par la procédure législative normale.

Exercice de la délégation:

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, sachant que le recours aux actes délégués est réservé aux seuls cas où il serait nécessaire de compléter ou de modifier certains éléments non essentiels de l'acte législatif de base, souligne que le choix du recours aux actes délégués doit se faire avec circonspection et doit être réservé à des cas précis et limités.





• En outre, vu qu'une méthode claire et générale pour établir une délimitation précise entre les différentes procédures fait défaut, il faudra décider au cas par cas sur l'opportunité de la délégation de pouvoir à la Commission.

• Finalement, afin d'assurer aux actes délégués la qualité et l'applicabilité nécessaires, les experts des États membres doivent être consultés en temps utile et leurs avis pris en compte par la Commission.

Analyse de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement avec le principe de subsidiarité et de proportionnalité:

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural prend note (i) de la nécessité d'une adaptation de la législation agricole suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne modifiant le Traité instituant la Communauté européenne en Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et (ii) du contenu de la proposition de règlement qui envisage en conséquence de déléguer un large pouvoir à la Commission pour adopter diverses règles et modalités, notamment en vue d'une application cohérente des mesures au regard des exigences politiques et législatives.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement estime que certaines dispositions de la proposition de règlement sous examen ne sont pas compatibles avec le principe de subsidiarité.

Ainsi, notamment l'article 36bis nouvellement introduit prévoit que la Commission puisse adopter au moyen d'actes délégués des „règles particulières” d'application des mesures prévues à l'article 36, „afin d'assurer une utilisation efficace et ciblée des fonds ainsi qu'une approche cohérente du traitement des bénéficiaires”.

Or, les mesures prévues à l'article 36 regroupent l'ensemble des instruments de l'axe 2 du développement rural, dont notamment les mesures agro-environnementales et le soutien aux agriculteurs dans les zones défavorisées, mesures d'une importance essentielle pour l'agriculture luxembourgeoise.

Ces mesures sont depuis toujours mises en place par les États membres en réponse aux nécessités et spécificités nationales, régionales et locales, dans l'esprit de la subsidiarité.

Ces mesures sont d'ailleurs reprises dans les programmes nationaux du développement rural des États membres, approuvés par la Commission.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que la disposition précitée, en vertu de laquelle la Commission peut adopter au moyen d'actes délégués des règles particulières de façon généralisée et non précisée, tel qu'envisagé par l'article 36bis de la proposition de règlement sous examen, est susceptible de ne respecter ni le principe de subsidiarité, ni le principe stipulant que des actes délégués doivent se limiter à des éléments non essentiels du dispositif.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural s'interroge dans ce contexte sur la signification exacte de la notion de „règles particulières”, concept trop vague et jugé inapproprié.

• En outre, le recours aux actes délégués ne peut se faire que pour des éléments d'application générale. Or, comme indiqué plus haut, les mesures du deuxième pilier et notamment celles relatives à l'agroenvironnement sont établies en prenant en compte les besoins locaux, qui diffèrent par nature fortement d'une région à l'autre. Le recours aux actes délégués, d'application générale, risque d'entraver cette flexibilité nécessaire.»

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Claude Haagen, Ben Scheuer.

#### Vote sur la résolution

Da géif ech all déi bieden, déi mat där Resolutioun, déi Der misst virleien hunn, d'accord sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Resolutioun à l'unanimité ugehol.

Ech soen lech Merci an ech leeden deen Avis dann un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.

## 2. Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs (document COM (2010) 539)

An hirer Réunioun vum Donneschdeg, de 25. November, huet nach eng Kéier déiselwecht Kommissioun, also d'Agrikulturkommissioun, decidéiert, en zweeten Avis un d'Europäesch Kommissioun ze riichten. D'Agrikulturkommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritésprinzip mat engem législative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaast. Dee Virschlag betrëfft d'Subsidie fir d'Landwirtschaft am Kader vun enger gemeinsamer landwirtschaftlecher Politik.

D'Agrikulturkommissioun koom och hei zur Konklusioun, datt de Subsidiaritésprinzip géif verletzt ginn. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass am neien Artikel 168 vun eiseem Règlement geregelt. Den Avis motivé vun der zoustänneger Kommissioun läit lech a Form vun enger Resolutioun vir. Hei gëtt och e Vote sans débat virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

#### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a été saisie d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs (document COM (2010) 539);

- constatant que la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a adopté lors de sa réunion du 25 novembre 2010 un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide de faire sien cet avis de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

«La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural exprime ses réserves au sujet de la proposition sous rubrique pour les raisons suivantes:

Remarques préliminaires:

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural constate l'absence de motivation de ce texte au regard du principe de subsidiarité.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste sur le fait que l'alignement de la législation européenne au Traité de Lisbonne doit être basé sur l'assurance d'une stabilité législative suffisante et adéquate.

Or, le recours aux actes délégués (article 290 du TFUE) implique la possibilité de modifications fréquentes des textes de base, alors que les entreprises et les administrations nationales ont besoin de stabilité dans la mise en œuvre des politiques. Des modifications trop fréquentes des règles nuisent à leur bonne application et donc à leur efficacité.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que des modifications importantes au niveau économique et politique des actes de base doivent se faire par la procédure législative normale.

Exercice de la délégation:

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, sachant que le recours aux actes délégués est réservé aux seuls cas où il serait nécessaire de compléter ou de modifier certains éléments non essentiels de l'acte législatif de base, souligne que le choix du recours aux actes délégués doit se faire avec circonspection et doit être réservé à des cas précis et limités.

• En outre, vu qu'une méthode claire et générale pour établir une délimitation précise entre les différentes procédures fait défaut, il faudra décider au cas par cas sur l'opportunité de la délégation de pouvoir à la Commission.

• Finalement, afin d'assurer aux actes délégués la qualité et l'applicabilité nécessaires, les experts des États membres doivent être consultés en temps utile et leurs avis pris en compte par la Commission.

Analyse de la compatibilité des dispositions de la proposition de règlement avec le principe de subsidiarité et de proportionnalité:

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural prend note (i) de la nécessité d'une adaptation de la législation agricole suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne modifiant le Traité instituant la Communauté européenne en Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et (ii) du contenu de la proposition de règlement qui envisage en conséquence de déléguer un large pouvoir à la Commission pour adopter diverses règles et modalités, notamment en vue d'une application cohérente et d'une bonne gestion du régime de soutien direct aux agriculteurs.

• La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement estime néanmoins que certaines dispositions de la proposition de règlement sous examen ne sont pas compatibles avec le principe de subsidiarité.

Ainsi, le paragraphe (3) nouveau de l'article 6 prévoit que la Commission puisse adopter au moyen d'actes délégués „des dispositions comportant, notamment, les obligations individuelles à respecter par les agriculteurs lorsqu'il apparaît que la proportion de terres consacrées aux pâturages permanents diminue”.

Or, en l'état actuel, les règles relatives aux obligations individuelles en ce qui concerne le maintien des pâturages permanents sont fixées au niveau des États membres, selon le principe de la subsidiarité. Ceci s'explique notamment par le fait que les conditions géographiques et pédoclimatiques varient d'un État membre, voire d'une région à l'autre.

En outre, des mesures individuelles à respecter par les agriculteurs sont actuellement intégrées dans le cadre de différentes mesures agro-environnementales, respectivement dans la législation relative à la protection de la nature, de sorte que les spécificités nationales, régionales et locales, en ce qui concerne la protection des pâturages au niveau individuel des exploitations agricoles, sont prises en compte de manière adéquate et suffisante.

Cette disposition est susceptible de ne pas respecter le principe de subsidiarité.

• À l'article 45bis, paragraphe (1), a) de la proposition de règlement sous examen, il est prévu que la Commission puisse adopter des règles relatives à l'admissibilité des agriculteurs et à l'accès de ces derniers au régime de paiement unique.

Cette disposition est également susceptible de ne pas respecter le principe de subsidiarité.

En effet, la législation luxembourgeoise a précisé les règles relatives à l'admissibilité des agriculteurs aux divers régimes de soutien, dont le paiement unique, à la satisfaction de tous les acteurs concernés. Une action de l'Union européenne n'apporte dès lors pas de valeur ajoutée pour le Luxembourg.

Il en va de même pour les règles relatives à l'établissement et au calcul de la valeur et du nombre de droits au paiement ou à l'augmentation de la valeur des droits reçus au départ de la réserve nationale (article 45bis, paragraphe (1) d) de la proposition sous examen).

L'article 17 du règlement grand-ducal du 24 novembre 2005 portant mesures complémentaires d'application, au Grand-Duché de

Luxembourg, du régime de paiement unique et de la conditionnalité, et exécution du système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre de la politique agricole commune réglemente l'utilisation de la réserve nationale des droits au paiement unique, notamment en ce qui concerne l'attribution de droits au paiement aux jeunes agriculteurs nouvellement installés. Une action de l'Union européenne n'est donc pas nécessaire et n'apporte pas de valeur ajoutée. Elle enfreint partant le principe de subsidiarité.

• Finalement, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est d'avis que la disposition prévue à l'article 45bis, paragraphe (3) a) en vertu de laquelle la Commission peut adopter au moyen d'actes délégués des règles relatives à la définition dans la législation nationale des notions „d'héritage” et „d'héritage anticipé” est clairement en contradiction avec le principe de la subsidiarité.

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste sur le fait qu'il convient d'utiliser les définitions des termes „d'héritage” et „d'héritage anticipé” tels qu'ils figurent dans les législations nationales.

Il est inconcevable que la Commission adopte des dispositions dans une telle matière de droit civil.»

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Claude Haagen, Ben Scheuer.

#### Vote sur la résolution

Wien da mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Och dës Resolutioun ass dann à l'unanimité ugehol. Ech géif lech och dofir Merci soen an ech leeden dann och dës Resolutioun un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.

## 3. Résolution relative aux propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil

- modifiant le règlement (CE) n°1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (2010) 522),

- sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro (COM (2010) 524),

- modifiant le règlement (CE) n°1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (COM (2010) 526),

ainsi que d'une proposition de directive du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres (COM (2010) 523)

An hirer Réunioun vum Freideg, de 26. November, huet d'Commission des Finances et du Budget eestëmmeg decidéiert, en Avis politique un d'europäesch Instanzen ze riichten iwwert d'Proposition de règlement COM 522, COM 524 a COM 526 an d'Proposition de directive COM 523 iwwert d'Budgetskontroll.

D'Finanzkommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritésprinzip ugeet, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eiseem Chambersreglement. Den Avis vun der Finanzkommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn. Och hei gëtt e Vote sans débat virgeschloen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)



Dann ass datt esou décidéiert.

#### (Interruption)

Ah, den Här Hoffmann freet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Mir sinn hei konfrontéiert mat enger Resolutioun, déi näischt mat dem Subsidiaritätsprinzip ze dinn huet. Mir si konfrontéiert mat enger Resolutioun mat engem politeschen Inhalt. Ech ka mer net virstellen, dass mir dat hei an der Chamber ofstëmmen ouni Débat.

Wann dat awer sollt elo hei majoritär beschloss ginn, dann enthalen ech mech. Ech hätt dergéint gestëmmt. Dann enthalen ech mech. An da wëll ech bei der Begrënnung vu menger Enthalung Stellung zu där Resolutioun huelen. Awer nach eng Kéier: Déi do Prozedur zu enger politescher Resolutioun, déi ass fir mech net kompatibel mat den demokratesche Gepflogenheeten.

► **M. le Président**.- Den Här François Bausch freet dozou d'Wuert.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ech wollt dem Här Hoffmann just soen: Zu där Fro do kréie mer mat Sécherheet hei en Débat, zu deem, wat an der Resolutioun do ernimmt ass, mä et huet awer kee Wäert, à ce stade doriwwer ze diskutéieren. Dat ass déi Resolutioun aus der Finanzkommissioun.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Dach!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ma neen, mir wëlle jo elo emol ganz schnell op Bréssel matdeelen, datt mer net d'accord sinn, datt iwwert d'Parlamentar ewechgefuert gëtt. Dat ass jo am Fong den Objektiv.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Deen éischten Turet, Här Bausch. Net em deen zweeten. Et geet em deen éischten: sanctions automatiques. Em dee geet et.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, mir hunn och kee Problem, doriwwer ze diskutéieren.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Et ass eng inhaltlech Fro.

► **M. le Président**.- Gutt, ech géif da virschloen, mir géifen iwwert déi Proposition ofstëmmen, déi hei vun der Presidentekonferenz gemaach gëtt, nämlech datt hei e Vote sans débat soll virgeschloen ginn.

#### Vote sur la proposition de la Conférence des Présidents

Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Wien ass do dergéint?

Domadder wär dat dann esou mat enger Géigestëmm décidéiert.

#### Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission des Finances et du Budget a été saisie des propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil

- modifiant le règlement (CE) n° 1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (2010) 522),

- sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro (COM (2010) 524),

- modifiant le règlement (CE) n° 1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (COM (2010) 526),

ainsi que d'une proposition de directive du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres (COM (2010) 523),

propositions émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission des Finances et du Budget a adopté lors de sa réunion du 24 novembre 2010 à l'unanimité un avis politique au sujet de l'initiative précitée;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission des Finances et du Budget ayant la teneur suivante:

«La Commission des Finances et du Budget, tout en marquant son accord avec l'approche globale reflétée par les propositions sous rubrique, exprime ses réserves pour les raisons suivantes:

• Les éléments correctifs envisagés risquent de rester lettre morte tant que les sanctions prévues ne sont pas déclenchées de façon automatique selon une procédure précise fixée d'avance.

• L'implication des parlements nationaux dans le processus décisionnel en matière d'établissement de l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) devrait se faire à un stade précoce de la procédure afin que l'exercice des prérogatives constitutionnelles en matière budgétaire soit assuré.

Pour les raisons reprises ci-dessus, la Commission des Finances et du Budget est d'avis qu'il faudrait clarifier les propositions dont question, y apporter les ajustements qui s'imposent et veiller à un équilibre aussi judicieux qu'efficace entre les différents intervenants dans la procédure budgétaire conformément à leurs prérogatives respectives.»

(s.) Lucien Thiel, François Bausch, Lucien Lux, Claude Meisch, Michel Wolter.

Da kéime mer elo zum Vote iwwert d'Resolutioun selwer.

#### Vote sur la résolution

Wien also mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien ass mat der Resolutioun net averstanen?

Wien enthält sech?

Domadder wär dann déi Resolutioun ugeholl mat 4 Enthalungen.

Den Här Hoffmann hat schonn ugekënnegt, datt e seng Enthalung wëllt begrënnen. Här Hoffmann, Dir kritt also d'Wuert.

► **Une voix**.- Fënnf Enthalungen.

► **M. le Président**.- Jo, ech hu gesot, fënnf Enthalungen.

#### (Interruption)

Neen, fënnf hat ech gesot. Den Här Hoffmann kritt dann elo emol d'Wuert, fir seng Enthalung ze begrënnen.

#### (Interruption)

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Also, ech si scho méi wéi erstaunt, a wéi enger Form dass mir hei ouni en Débat, ouni eng Erklärung, ouni Motivatioun, ouni Rapport eng Resolutioun ofstëmmen, an där mer eis ausschwätze fir Sanctions automatiques am Kader vun der Prozedur par rapport zu den nationale Budgeten!

Ech wëll nach eng Kéier präziséieren - ech hunn dat hei schonn e puermol gesot: Ech si kengeswees en Unhänger vun enger systematescher Verschëldungs- oder Defizitpolitik an den Nationalstaaten.

Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass een op d'mannst misst zur Kenntnis huelen, dass et zur Bewäertung vun der Schold a vun den Defiziter vun Nationalstaaten ënnerschiddlech Opfaassungen an ënnerschiddlech Bewäertunge gëtt. An zwar net nëmmen innerhalb vun der politescher Kreesser, sondern och innerhalb beispillsweis vun Ekonomisten, datt heescht also vun Experten.

Et misst ee sech op d'mannst d'Fro stellen, an dat hätte mer hei da misse kënnen diskutéieren: Wou kommen déi Defiziter dann iwwerhaupt hier? Et misst ee sech d'Fro stellen, wa mer fir Sanctions automatiques sinn: Op wem seng Käschte geet dann eng relativ rigouréis oder souguer staark rigouréis budgetär Politik? Wie muss d'Laaschten droen, déi am Endeffekt aus der Kris entstane sinn?

Wat mer am Moment feststellen an deene verschidde Nationalstaaten an Europa, dat ass, dass do, wou eng rigouréis Budgetpolitik gemaach gëtt, do geet et haaptsächlech op d'Käschte vun Salariat respektiv op d'Käschte vun deene Leit, déi am schlechsten dru sinn a wierklech net verantwortlech si fir d'Kris.

Ech kann also mat esou enger ondifferenziertes Resolutioun an nach ouni iergenden Débat op kee Fall averstane sinn.

Dir hutt also verstanen: Meng Abstentiuon heescht a Wierklechkeet neen.

► **M. le Président**.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Ech wëll soen, datt mer an der Kommissioun eng Diskussioun haten: De Kolleg Lucien Thiel huet eis e Rapport gemaach iwwert déi Texter. A mer waren och duerfir an der Kommissioun eestëmmegeg der Meenung, datt ee sollt en Avis politesche maachen. Deen ass och vun eiser Säit aus matgedroen ginn.

Mir hunn awer ähnlech Bedenken och, wat ënnen d'Formuléierung vun den Texter ubelaangt. Duerfir hu mer eis enthalen. Net well mer géint den Prinzip sinn, mä well mer awer soen, dat hei ass am Fong scho quasi en Engagement vun engem Parlament zu enger Ausriichtung vun Texter, déi zu Bréssel solle verfaasst ginn, wou mer der Meenung sinn, wou et awer wichteg wier, datt een den Detail an d'Konsequenze vun deenen Texter géif kennen, ier ee géif e Feu vert ginn.

Duerfir hu mir eis bei dëser Resolutioun enthalen.

► **M. le Président**.- Gutt, ech leeden dann dës Resolutioun un déi zoustänneg europäesch Instanze weider.

#### 4. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert a gëtt un d'Fraktioun verdeelt.

Zweetens, folgend Projete goufen um Greffe vun der Chamber déposéiert: den 18. November vun den Häre François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Jean-Louis Schiltz a mir selwer den Ofännerungsvorschlag vun eise Chamberreglement 6221 iwwert d'Proposition de loi; deeselwechten Dag vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6222, eng Ofännerung vum Code du Travail, a schlussendlech de 26. November vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6224, eng Direktiv iwwert d'organesch Schuedstoff.

#### Communications du Président - séance publique du 30 novembre 2010

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

**6222** - Projet de loi modifiant les articles L.222-4 et L.222-9 du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.11.2010

**6221** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Dépôt: MM. Jean-Louis Schiltz, Lucien Lux, Xavier Bettel, François Bausch, Laurent Mosar, Députés, le 18.11.2010

**6224** - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°85012004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 26.11.2010

#### 5. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6145 iwwert d'elektronesch Medien, nom Modell 1; de Projet de loi 6198 iwwert d'Zusammensetzung vum Europaparlament, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6186 iwwert d'Amendement zur der Konventioun iwwert de Schutz vum nordöstlechen Atlantik, och nom Basismo-

dell; an dann de Projet de loi 6204 iwwert den Handel mat Robbeprodukten, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6118 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen, nom Modell 1; duerno de Projet de loi 6135 iwwert d'Ekono-Konzeptioun, nom Basismodell; de Projet de loi 6203 iwwert d'Accisen, nom Modell 1; de Projet de loi 6153 iwwert d'Kontovum Exercice 2009, och nom Basismodell; duerno d'Chamberskonte vum Joer 2009, och nom Basismodell; a schlussendlech d'Resolutioun iwwert d'Kontovun der Cour des Comptes fir d'Joer 2009.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6166 iwwert d'Steierlech Moosname während der Finanzkris an de Projet de loi 6167 iwwert d'Mammerent, déi zesummen an enger Diskussioun behandelt ginn, alles nom Modell 3.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

#### 6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiesseend vun der Majoritéit an der Oppositioun, an als Éischt hu mer d'Fro N°89 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Installatioun vun engem Buedemradar um Findel. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

#### - Question n°89 du 30 novembre 2010 de M. Roger Negri relative aux récents développements concernant l'installation d'un radar sol à l'aéroport de Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Här President. Ech wollt den Här Nohaltegkeetsminister just froen, wéi wäit et mat dem Dossier vun der Installatioun vun engem Buedemradar um Lëtzebuerger Flughafen ass.

Ech hat am Mäerz 2010 an deem Sënn eng Question parlementaire gestallt, wou den Här Minister gesot huet, et misst eng Evaluatioun vun deem Dossier gemaach ginn, a vu dass ech mengen, dass dat e wichtegen Dossier ass, wollt ech den Här Minister froen, wéi et domadder ass.

Villmools Merci!

► **M. le Président**.- D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Merci, Här President. Eng kuerz Fro, eng kuerz Äntwert: Nom Mäerz 2010, wou ech déi Äntwert ginn hunn, déi den Här Negri elo genannt huet, sinn effektiv déi Aarbechte lassgelaft. Se waren esou, datt de Juli 2010 den Dossier fir d'Exigences opérationnelles an déi technesch Exigence vun engem Buedemradar fäerdeg gestallt ginn ass vun der ANA, der Administration de la navigation aérienne. Duerno ass am Juli 2010 direkt eng Présoumissioun publizéiert ginn, fir esou en neie Buedemsystemradar ze kafen.

D'Estimatioun vun esou engem neie System ass ronn e Coût vu fënnf Milliounen Euro Investissement, déi mer bereet sinn, do ze maachen. Doropshin hu 15 Gesellschaften e Bordereau gefrot, aacht hunn der un der Soumissioun participéiert, fënnf hu sech qualifizéiert, an et ass elo am Prinzip esou, datt den Dossier, dee leschten Dossier muss bis den 10. Dezember 2010 déposéiert ginn, a wann alles riichtgeet, bis den 31. Januar 2011 d'Soumissioun ofgi sinn. Duerno wäert eng Installatioun kommen. Déi wäert bis 2012 fäerdeg sinn.

D'Mise en opération vun esou engem Buedemradar muss a fënnf Phase gemaach ginn, à partir vun ufanks 2012, wou fir d'Éischt eng Mise en service vum System ass, duerno eng Intéegratioun vun de Systemen de données de vols, eng Transition an den neie Prozedur vum Contrôle sol





an duerno eng Mise en service vun alle Sécuritéssoutillen an d'Finalisatioun vum Projet mat der Mise en service vun deenen neie Positions de contrôle.

Et ass also eng laang Prozedur, fir en, wann e bis do ass, en service ze setzen. Dat wäert dann 2014 ofgeschloss sinn.

Also, 2011 am Januar ass d'Prozedur vun der Soumissioun ofgeschloss; d'Installatioun am Laf vun 2011. 2012 misst en dosto, an da fënnf Etappen, fir en definitiv en fonction ze setzen, mat allen Technicitäten, déi hannendru sinn. Mä à partir vun 2012 sinn déi éischt Donnéeën dovunner disponibel a benotzbar.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°90 vum Här Fernand Etgen un de Minister vun öffentliche Dénsgsch iwwert d'Sécherheetsbeoptragten an de Schoulen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°90 du 29 novembre 2010 de M. Fernand Etgen relative aux délégués de sécurité dans les établissements scolaires communaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, d'Uerteel am sougenannte Fall Luca suergt fir vill Opreegung am Schoulmilieu. Ganz besonnesch betraff sinn d'Sécherheetsdelegéiert an de Schoulen, vun deenen och schonn eenzelner demissionéiert hunn.

Ech wollt an deem Kontext folgend Fro un de Minister vun der Fonction publique stellen: Wat geschitt am Fall vun enger Demission vun engem Sécherheetsdelegéierten, ouni dat ee Successeur fonnt gëtt? Fält dann d'Responsabilitéit fir d'Sécherheet an engem Schoulgebai automatesch un de Schäfferot? Wat fir Konsequenzen zitt de Ministère aus deem Uerteel? Wéi wëllt ee verhënnern, dass an Zukunft ëmmer manner Leit sech fir d'Tâche vum Sécherheetsdelegéierten zur Verfügung stellen?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Elo kritt den Här Minister vun öffentliche Dénsgsch, François Biltgen, d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol wëll ech soen, dass et jo verständlech ass, ëmsou méi wou ech och nach Justizminister sinn, dass et net un engem Minister ass, fir an e lafend Verfahren anzegräifen. Dat Verfahren ass nach net ofgeschloss.

Wat d'Froen ubelaangt, déi den Här Etgen gestallt huet, sinn d'Antworten am Gesetz vun '88 concernant la sécurité dans la fonction publique nozeliesen, sou wéi et den 8. Juni 1994 ëmgeännert gouf.

Den Artikel 6 seet: «Les personnes chargées de mettre en œuvre et de promouvoir la sécurité visée par la présente loi et par les règlements pris en son exécution, désignés ci-après par „responsables“...» - an da kënnst eng Opzielung, an da kënnst déi, déi den Här Etgen interesséiert - «...en ce qui concerne les communes, y compris les écoles communales, le collègue des bourgmestre et échevins et en ce qui concerne les établissements communaux, les présidents ou préposés chargés de la direction.»

Den Artikel 7 seet, wat déi Responsabel solle maachen. Den Artikel 9, dee schwätzt dann eréischt vun den Délégués: «Sans préjudice des obligations retenues aux articles qui précèdent...» - dat sinn da 6, 7, 8, déi ech elo net zitieret hunn, ech hunn net esou vill Zäit - «Sans préjudice des obligations retenues aux articles qui précèdent à leur égard en matière de sécurité, les responsables désignent une ou plusieurs personnes pour s'occuper des activités de protection et des activités de prévention des risques professionnels dans leurs établissements respectifs. Ces personnes font office de délégués à la sécurité désignés ci-après par „délégués“...»

De ganzen Artikel 9, deen ech och net virlesen - ech mengen, Dir kennt d'Gesetz -, dee seet dann, wat den Délégué kann a wat e muss maachen. Wichteg ass dann och nach ze gesinn, eng Aufgab vum Délégué am Artikel 16: «Les responsables» - dat ass also de Schäfferot respektiv fir en Établissement communal ass et dann de President - «Les responsables et leurs délégués sont tenus d'informer au préalable l'inspecteur général de tout projet visé à l'article 13 et de lui faire tenir les dossiers nécessaires en vue des examens, expertises et réceptions y prévus.» Den Inspecteur général, dat ass à ce stade e Beamte vum Ministère de la Fonction publique, well mer jo hei eng Trennung hunn zwëschent de Kompetenz vum der ITM a vun, ech wëll net soen, dem öffentliche Dénsgsch, mä vun de Leit, déi ënnert dem öffentliche Statut schaffen - eppes, wat jo och zur Diskussioun steet.

Weider Dispositiounen fannt Der am Règlement, wat '95 ëmgeännert gouf. Dat sinn awer elo méi Detailbestëmmungen, mä d'Kompetenzenopdeelung sti ganz kloer am Gesetz.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Minister François Biltgen. Da komme mer elo zu der Fro N°91 vum Här Gast Gibéryen un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Lokführer. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°91 du 24 novembre 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux conducteurs de train, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Den 12. Oktober hat ech schonn eng Question parlementaire un den Här Minister gestallt, déi en och beäntwert huet, awer nëmmen op deem Punkt, wat déi fest Astellung vu Lokführer oder Mécaniciens, wéi mer soen, bei der Eisebunn ubelaangt, also wat déi fest Astellungen, déi normal Astellung ubelaangt.

Net geäntwert ass ginn, an duerfir wollt ech dat hei nofroen: Wéi een aus der Press konnt erfueren, opgrond vum neie Fahrplang, dee soll den 12. Dezember ulafen, hätt d'Eisebunn net méi genuch Mécaniciens oder Lokführer, fir d'Servicer alleguer ze garantéieren a géif duerfir op franséisch Mécaniciens zréckgräifen. Sou stoung an der Press.

Duerfir meng Fro: Déi franséisch Mécaniciens, sinn dat Mécaniciens, déi bei der franséischer Eisebunn oder eventuell der belscher Eisebunnsgesellschaft ugestallt ginn? Wéi vill där Lokführer gesäit d'CFL vir, an de Joren 2010 oder 2011 ze beschäftegen? Wat fir eng Ausbildungen hätten déi an och wat fir eng Sprooch géifen déi Lokführer da schwätzen?

Eng aner Fro ass, wat fir ee Statut datt déi Leit kréien. Si gi jo wahrscheinlech dann net definitiv agestallt, mä ob se dann awer zumindest datselwecht Gehalt an déiselwecht Sozialleeschtunge kréien, wéi dat bei de Lokführer, déi fest ugestallt si bei der Eisebunn, ausmécht.

An dann eng lescht Fro: Ob - wann déi Leit eventuell kee Lëtzebuergesch géife schwätzen - dat net géif e Risiko bedeuten, an der Kommunikatioun zum Beispill, an Noutfäll, wa séier misst reagéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler kritt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Och hei e puer Wieder, fir ze soen, datt effektiv de Mangel u Lokführer zu Diskussiounen gefouert hat tëschent der CFL an der SNCF, fir eng Rei Fahrte vun der CFL d'SNCF fueren ze loosse. Dee Moment sollt et sech ëm reng Prestatiounen handelen, déi d'SNCF fir d'CFL sollt fueren. Et ass awer ni zu deene Prestatiounen komm, an d'SNCF ass net fir d'CFL gefuer, esou datt déi Froen, déi elo gestallt ginn, sech am Fong op deem doten Domän net als pertinent erweisen.

Awer trotzdem e puer Antworten, well et mer net onwichtig ass, fir e wéineg méi an den Detail vun der Problematik eranze-

goen. Et ass esou, datt eng Rei Mécaniciens, Lokführer Enkpäss do waren, och nach do sinn, an duerfir sinn an der leschter Zäit - d'selwecht wéi déi Jore virduer - vun der CFL eng Rei Rekrutementer gemaach ginn.

Mir hunn notament fir 2010 dräi Klasse vu ronn 18 neie Mécaniciene lafen. Wann do e Rekrutement gemaach gëtt, da gëtt dat Rekrutement esou gemaach, datt op Concoursen, Ustellungsgesprécher déi Leit an déi Klassen erageholl ginn. An do ass et indépendant, wat fir eng Nationalitéit een huet. Do muss een EU-Bierger sinn an et muss een déi dräi Sprooche kennen, fir rekrutéiert ze ginn. Dee Moment kommen déi Leit alleguer an de Centre de formation vun der CFL, ginn do ausgebild an agesat. Dat stellt sécherlech och, well se déi dräi Sproochen hunn, keng Sécherheetsfroen.

Ech muss awer och hannendru soen, datt awer souwiso, och wa se déi eng oder déi aner Sprooch net géife kennen, déi Fro vun der Sécherheet net domat beanträgt ass, well mer selbstverständlech eng Rei auslännesch Gesellschaften hunn, déi op eiselem Réseau souwiso fueren an nécessairement net Lëtzebuergesch kënnen an nécessairement nëmmen eng vun de Sprooche kënnen. De Fait, datt am Stellwierk Leit sëtzen, déi dräi Sprooche kennen - an dee Moment déi Kontakter kënnen oprechterhalen -, ass garantéiert; déi Fro, an dat ass par ailleurs nach ëmmer esou behandelt ginn.

Dat ass de Fall bei der „CFL Voyageurs“, d'Fro, déi Der gestallt hutt. Si falen also ënnert deen normale Statut vun der CFL.

D'Fro ass e wéineg anescht bei der „CFL-Cargo“. Do fale se selbstverständlech ënnert de Statut vun der CFL-Cargo, an a leschter Zäit ass och de Rekrutement e wéineg anescht gemaach ginn, well do och auslännesch Lokführer mat Formatioun agestallt gi sinn.

Mä, vu datt mer hei zwee separat Statuten hunn, dat eent klasescht, traditionell CFL-Statut an dat anert CFL-Cargo-Statut - wat an den Tripartite-Diskussiounen vun 2005 entstanen ass -, huet dat näischt mat Nationalitéit ze dinn, mä kënnst dat aus deenen zwee separate Statuten, déi momentan op der CFL an der CFL-Cargo bestinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°92 vum Här André Bauler un de Gesondheetsminister an un de Minister vun der sozialer Sécherheet iwwert d'Carte de légitimation des médecins. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°92 du 29 novembre 2010 de M. André Bauler relative à la carte de légitimation des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. D'Lëtzebuergesch Dokterer hunn d'Erfahrung am europäeschen Ausland an och an Iwwerseelänner gemaach, datt si sech net ausweise konnten, wa si plötzlech als Dokter, beispillsweis bei engem Accident, zum Asaz koumen. Ausser enger Carte de légitimation, déi een ouni Problem fälsche kéint, gëtt et fir eis Dokterer heiheem keen international unerkannt a kaum ze fälschenden Ausweis - een „Arzteausweis“, wéi déi Däitsch dat nennen a wéi en an anere Länner scho laang existéiert.

Ech wollt dofir den Här Gesondheetsminister froen, wat hie bis ewell dovunner ofgehalen huet, esou en Ausweis anzeféieren. Ob hie gewëllt ass, esou en unerkannt Ausweis ze schafen. A wa jo, bis wéini datt en dësen Doktesch-Pass aféiere wëllt.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den honorabelen Här Bauler gesot huet, gëtt et esou eng Carte de légitimation. Hei ass keng Foto drop, well ech jo...

► **Une voix.**- Hutt Dir och eng?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Neen, neen. Et ass keng Foto drop. Et ass just e Beispill vun enger Kaart. Déi ass effektiv an d'Jore komm, an duerfir ass et sënnvoll, fir eng nei, méi modern Kaart ze entwéckelen.

Esou Gedanke sinn et och schonn op europäeschem Plang ginn. Mä dat léisst op sech waarden. An duerfir wäerte mer, mat den Dokterer zesummen, eng méi modern Legitimationskaart entwéckelen. Ech soen lech keen Datum, da braucht Der mech och net a sechs Méint ze froen, firwat dass se nach net do ass.

Villmools Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°93 vum Här Eugène Berger un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Wanterpneuen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aaahhh! D'Wanterpneuen!

► **Une voix.**- Alle Jahre wieder.

**(Hilarité)**

**- Question n°93 du 29 novembre 2010 de M. Eugène Berger relative au revêtement obligatoire de pneus d'hiver, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Effektiv, alle Jahre wieder kréie mer Wanter hei zu Lëtzebuerg. A säit e puer Deeg hu mer jo och hei elo Schnéi a Keelt zu Lëtzebuerg, mat deene Konditiounen, déi mer da kennen op eise Stroossen, déi méi schwierig ginn, eben duerch de Schnéi an awer och duerch méi glat Stroossen.

Bon, d'Experten, déi si sech eeneg, datt d'Wanterpneuen - an Däitschland nennt een dat MS-Pneuen oder och déi All-Weather-Pneuen -, datt déi besser gräifen um Schnéi an um Äis, an datt also Wanterpneuen e grouse Plus virun allem si fir d'Sécherheet. Bei eisen däitschen Nopeeren, ënner anerem, ass jo elo säit dem 29. November, dat heescht also säit ganz zent, ass et do obligatoresch, datt d'Leit alleguer mussen esou Pneuen opleeën.

Duerfir meng Froen, déi vläicht net déi éischte Kéier hei gestallt ginn: Wat gedénkt d'Regierung ze maachen an deem Domän? Denkt se och drun, fir d'Wanterpneuen obligatoresch hei zu Lëtzebuerg ze maachen?

Et si jo och an der Vergaangenheet schonn Initiativen ergraff ginn. Ënner anerem kann ech mech erënneren un den honorabelen Deputéierte Carlo Wagner, deen eng Proposition de loi dovunner gemaach hat.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).**- An ech hunn och gelies a fréiere Questions parlementaires, datt emol eng Kéier 2006, mechen ech war dat, en Aarbechtsgrupp domadder chargéiert gi war.

Duerfir meng Froen och, ob do Resultater erauskomm si bei deem Aarbechtsgrupp. Sinn och Bestriewungen op europäeschem Plang, fir do eventuell op deem Niveau eng Harmonisatioun respektiv eng Obligatioun anzeféieren? A wéi wier dann do d'Positioun vu Lëtzebuerg an deem Dossier?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eugène Berger. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Et ass richtig, datt déi Fro all Joers gestallt gëtt. Et ass och all Joers aktuell, géift Der soen, an duerfir probéieren ech och de Point all Joers ze maachen, wou mer do dru sinn.

Ech si wierklech der Meenung, datt d'Wanterpneuen, wa se hei obligatoresch wieren, sënnvoll wieren an eis och géifen an der Stroossesécherheet e Stéck weiderhëlfen. Elo muss een awer zwou Saache bedenken. An déi zwou Saachen, dat sinn déi,



déi eis och säit enger ganzer Rei Joren an där doter Diskussioun ophalen.

Éischt Saach, déi ee muss bedenken, dat ass, datt d'Belsch, Frankräich déi Obligatioun net hunn. Frankräich huet d'Méiglechkeet, fir an Alpegebiddere oder a Biergebiddere verschidde Ketten-Obligatioun an Ähnlechkeet ze maachen. Mä eng allgemeng Wanterpneuen-Obligatioun hu se net. Mir sinn en Transitland, notament mat Autobunnen téschent der Belsch a Frankräich, an d'Fro ass, wéi een am Fall, wou ee fir déi puer Kilometer, déi hei zu Lëtzebuerg ze fuere sinn, wann een do Obligatiounen hätt, déi een iwwert d'Grenz eraus net huet, ass dat net onschwierig, fir et an der Praxis ëmzesetzen.

Dat Zweet, dat ass, mir hu jo och gekuckt, wat an Däitschland elo dat Uerteel war, wat vum Oberlandesgericht Oldenburg ausgeschwat ginn ass am Juli 2010, wat am Fong seet, datt déi Obligatioun, déi an däitsche Gesetzgebunge war an déi gesot huet, datt ee misst adequat Rieder hunn, wiederugepasste Rieder um Auto hunn, datt déi net prezis genuch wier. Duerfir ass dann elo eng méi prezis Léiglatioun erauskomm, déi u sech seet, datt d'Sommerpneuen net erlaabt wiere bei „Glatteis“, „Schneeglätte“, „Schneematsch“, „Eis- und Reifglätte“. Dat ass u sech dat, wat den däitschen Text seet.

Dir hutt virdu geschwat, 2006 wieren Diskussiounen gewiescht. Et war och esou, datt mä Virgänger schonn eng Propositioun erabruucht hat, wou de Conseil d'État eng ganz Rei prezis Froe gestallt huet. An déi prezis Froen, komescherweis, déi de Conseil d'État 2007 gestallt huet zu der Propositioun sengerzäit vum Här Lux, dat ware genau déi Froen, déi elo dat däitscht Geriicht opgeworf huet, fir ze soen: Mä wéi ass et da mat der Prezisioun vun deenen Aussoen?

De Conseil d'État, dee seet hei da genau dat, dee seet: Wéini ass dann elo wat fir eng Situatioun antriedend, a wéini stelle sech wat fir eng Responsabilitéitsfroen? Wéini kann een dat nowiesen? Wéi soll dat alles goen? An op Basis vun all deene Froen an där juristescher Onsécherheet, déi aus deene Froen erauskomm ass, ass dee Moment entscheed ginn, datt op deem Projet net géif weidergefuert ginn.

Nach eng Kéier, ech sinn der Meenung, datt dat eis e Plus u Sécherheet sécher géif bedeuten. Ech hunn och gesot, d'Commission de circulation soll op Basis vun där neier däitscher Léiglatioun nach eng Kéier driwwerkucken. Ech maachen awer drop opmierksam, datt de Fait, datt mer en Transitland sinn téschent zwee Länner, déi et net hunn, an déi juristesche Schwierigkeete vun der Prezisioun vun der Ausso et relativ schwierig maachen, esou eng Gesetzgebung och fir Lëtzebuerg ze maachen. Falls dat am europäesche Kader géif kommen, mengen ech, wier eis Positioun éischter positiv dozou.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegekeetsminister. Da komme mer zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°94 vum Här Xavier Bettel iwwert d'Iwwerwaachung duerch d'amerikanesch Botschaft, un de Medien- a Kommunikationsminister. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°94 du 29 novembre 2010 de M. Xavier Bettel relative aux observations et filatures des services de sécurité de l'Ambassade des États-Unis et la protection des données à caractère personnel, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias**

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Merci, Här President. Déi Fro, firwat? Mir konnten an engem Artikel an der Lëtzeburger Press lisen, dass d'amerikanesch Ambassade virun hire Gebailechkeeten, dat um Lampertsberg an an der Stad, Observatiounen organiséiert huet. Gëschter krute mer och vum Ausseminister verschidden Erklärungen, dass dat eng zéng Leit wieren, déi dat géife maachen, dass déi Leit och net de Statut diplomatique haten. An deem Zeitungsartikel, wou jo eng Persoun ge-

schwatt huet - déi selwer am Service jo mat agebonne war -, huet déi jo behaupt, dass och do Autosplacken opgeschriwwen gi wieren, dass Fotoe gemaach gi wieren, dass se Leit nogaange wieren.

Fir eis fällt dat, Här President, ouni Zweifel ënner eng Datebank, déi gemaach ginn ass, op jiddwer Fall eng Lëscht, déi gemaach ginn ass. De Minister sot eis och gëschter, dass, wa suspekt Leit do gewiescht wieren, déi un d'Police weidergeleet gi wieren, an dass dann och d'Police dem Parquet d'Informatioun sollt weiderginn.

Wéi vill där Fäll et gi vu soi-disant suspekter Leit, déi um Lampertsberg do ronderëm-spadséieren, konnt een net gewuer ginn. Wat do erauskomm ass, kann een och net gewuer ginn. Mir hunn d'Chance, dass de Minister, deen d'Medien an d'Kommunikatioun ënner sech huet, och de Garant vum Rechtsstat ass als Justizminister.

Duerfir, Här President, wollt ech him e puer Froe stellen. Déi éischt Saach ass, wann esou e Listing gemaach gëtt, misst jo selbstverständlech eng Autorisation préalable gemaach ginn. Et steet do vun enger Deklaratioun zum Beispill bei der CNPD. Ass dat gemaach ginn? Et si jo souguer Sanctions pénales virgesinn am Text, wann een et net mécht. Huet de Minister do schonn d'CNPD op d'mannst fir en Avis gefrot? Ass, wéi den Ausseminister deemools reagiert huet, och direkt d'CNPD informéiert ginn iwwert déi Traitement? Huet d'CNPD och kënnen da bei der Ambassade en Abléck hunn?

Firwat, Här President? Well, wéi gesot, eng Autorisation préalable ass fir eis selbstverständlech eng Musse-Saach. Mä de Contenu, et weess keen haut, wat d'amerikanesch... also déi Gesellschaft oder déi Leit, déi zéng Leit, déi do engagiert gi sinn, geknipst hunn, opgeschriwwen hunn, ob se de Leit nogaange sinn oder net.

A selbstverständlech, Här President, hu mer hei och vis-à-vis vun der Chamber eng... Jo, e Geheimdängscht, deen och heiansdo Observatiounen mécht, mä do gëtt et eng Kontroll, e Kontrollorgan, an dat ass eng Commissioun, déi mer hei an der Chamber hunn. A selbstverständlech ënnerleien déi heite Praktike vun der amerikanescher Ambassade kengem.

Duerfir wier ech frou, Här President, ze wëssen, ob des CNPD kontaktéiert ginn ass? Ob déi en Avis ginn hunn? Ob de Minister beim Parquet - e ka jo Injonctiounen och ginn als Ministere de la Justice - gefrot huet, wann do Infractionne sinn, fir dass déi och sollte poursuivéiert ginn. Well esou Observatiounen, esou eng Ättitud an esou Praktike kënnen mir net hei an engem Rechtsstat akzeptéieren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Kommunikationsminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech soen, dass d'CNPD, obwuel mir e ganz strengt Gesetz hunn, net fir alles zoustänneg ass. Mir sinn zum Beispill, wat d'Videokameraen ugeet - dovunner huet awer den Här Bettel elo net geschwat - eent vun deenen eenzege véier Länner an Europa, wou ee muss eng Autorisation préalable hunn.

Ech hunn och mat der CNPD Kontakt opgeholl, net als Justizminister, mä als zoustännegen Telekomminister, an do fir Dateschutz zoustänneg. Éischters ass keng Plainte bis elo erakomm. Och net, kann ech och soen, beim Parquet.

Zweetens ass et esou, dass hei eng komplizéiert juristesche Sachlag sech feststellt, nämlech déi all aner Länner och hunn. An deene Länner, ville Länner ass versicht ginn, e Modus vivendi ze fannen. Eist Gesetz ass nämlech nëmme op eisem Territoire uwendbar. Mir hunn also hei e Problem vun Extraterritorialitéit. A bei Kameraen, do si mer an enger Grauzon. Wann natierlech an engem Haus Banques de données sinn, dann ass dat en anere Problem.

A verschide Länner a mat Europa gëtt et do eng spezifesch Léisung. Nämlech do ass et och esou, dass fir Europa hiren Dateschutz zoustänneg ass. Wat ech wëll mat der Dateschutzkommissioun als Telekomminister maachen, dat ass zesumme mat den Affaires étrangères ze schwätzen, fir ze

kucken, wat fir e Modus vivendi mer kënnen fannen.

Ech wëll lech zum Beispill soen, dass keng eenzeg Ambassade eng Demande gestallt huet, obwuel se se géif kréien, wa se géif eng Demande stellen, no de Gepflogenheeten, déi d'Dateschutzkommissioun huet. Keng eenzeg Ambassade zu Lëtzebuerg huet eng Autorisation fir eng Kamera ugefrot. Obwuel och Ambassade Kameraen hunn, ebe well mer hei an enger Situatioun sinn, déi e bësse méi komplex ass.

Et ass also duerfir och richtig, an ech wäert mech där Saach och unhuelen, dass mer zesumme mat dem Ausseministere kucken, ob een net ka Modus-vivendi fannen, fir de richtigen Équilibre ze fannen téschent, engersäits, der noutwendeger Sécherheet vun Ambassaden - déi jo net a Fro ze stellen ass, dass déi mussen eng gewësse Sécherheet garantéiert kréien -, an natierlech dem Recht vum Bierger, seng Date reservéiert ze kréien.

Dat ass d'Sachlag, an duerfir huet d'Dateschutzkommissioun, opgrond vun der aktueller Gesetzgebung, do e gewësser Problem. Mir wäerte versichen, eis mat där doter juristescher Fro auserneezen, a gegebenfalls wäert ech dann och erëm eng Kéier hei an des Chamber zrëckkommen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hunn... Virun der Ambassade. Am Artikel steet, dass se als Studente getarnt Fotoe vu Leit bausse bei der Ambassade gemaach hunn, Här Minister, net bannen. Ech verstinn, bannen enger Ambassade ass eng Ambassade responsabel fir hir Sécherheet. Mä bausse, Här Minister, hunn ech lech d'Fro gestallt. An do hutt Der mer net drop geäntwert. Et ass extraterritorial.

► **M. le Président.** - Ech weess zwar elo net, a wat fir enger Debatt mer sinn. Den Här Minister kann nach eng Kéier ganz schnell äntwerten.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, wann Der an Zukunft och esou kulant sidd, wann d'Regierung emol gär d'Wuert ausserhalb vum Reglement hätt...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ma neen, mä dat... Ech hunn eng Fro gestallt. Ech hätt gären eng Äntwert.

► **M. le Président.** - Neen, ech mengen, Här Minister, et ass eng wichteg Fro. Dir äntwert elo nach eng Kéier, an dann ass d'Diskussioun ofgeschloss.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Wann een eng Foto mécht, ass dofir d'Dateschutzkommissioun net zoustänneg. D'Dateschutzkommissioun ass zoustänneg, wann ee Banques de données uleet. Eng Foto, déi virun, déi op engem öffentliche Domaine public gemaach gëtt, do si mer am allgemengen Zivilrecht respektiv och Penalrecht, nämlech d'Protektioun. Dat huet näischt mat Dateschutzkommissioun ze dinn.

Dir hutt mer hei eng Fro gestallt iwwert d'Dateschutzkommissioun, an ech hunn lech zu der Dateschutzkommissioun geäntwert. D'Fro vun der Foto ass keng, déi den Dateschutz interesséiert. D'Fro vun der Foto ass eng, déi d'Sphère privée ubelaangt, an do gëtt et déi néideg gesetzlech Bestëmmungen.

(**Interruption**)

► **M. le Président.** - Elo ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir sinn domadder och um Enn vun der Froestonn.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6145 iwwert d'elektronesch Medien. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Berger, Fayot, Adam a Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

## 7. 6145 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

**Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Esp**

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister.

Mat dem virleiende Gesetzestext soll déi europäesch Direktiv 2007/65, déi hirersäits déi europäesch Direktiv aus dem Joer 1989 N°552 modifizéiert, an eist nationaalt Recht ëmgesat ginn. Et geet am Speziellen ëm d'Koordinatioun vu verschide legislativen, reglementareschen an administrativen Dispositiounen am Zesammenhang mat de Servicer mat den audiovisuelle Medien, ënner anerem Radio a Fernseh. Dës Transpositioun verlaangt d'Upassung vum Gesetz, mat Datum vum 7. Juli 1991, iwwert déi elektronesch Medien.

D'Welt vun de Kommunikatiounen hei zu Lëtzebuerg ass mat dem Gesetz vum 19. Dezember 1929 iwwert d'Radiostatiounen agelaut ginn. Dat war en historescht Gesetz, well mat him gouf déi éischt Konzessioun fir eng Radioemissioun iwwer Laangwellen un d'CLT den 29. September 1930 verginn. Lëtzebuerg konnt domat zum Pionéier am private Radioswieschen an Europa eropwuessen.

D'Gesellschaft CLT ass an de Joren d'Gesellschaft RTL an domat ee vun de gréisste Playere op dësem Gebitt ginn. Däerf ech hei kuerz - wéi déi Eeler ënner ons - erënnere un d'Zäit vun engem Léon Moulin, engem Pier Kremer, a besonnesch dem Pilo Fonck, wann hien e Fussballmatch iwwerdroen huet. Dat ware ganz spannend Momenter. Lëtzeburger Radiogesellschaft!

Datselwecht Gesetz huet och erlaabt, d'Konzessioun fir d'Satellitgesellschaft, d'SES, den 9. September am Joer 1988 ze verginn. De 27. Juli am Joer 1991 huet d'Chamber en neit Gesetz gestëmmt, dat eng éischte Kéier den 2. Abrëll 2001 modifizéiert ginn ass.

Mat deem Gesetz ass et engersäits zu der Liberaliséierung an der Diversifikatioun vun eiser Radioslandschaft komm, ouni awer de Pluralismus an der geschriwwener Press opzeginn. Anerersäits ass déi éischt europäesch Direktiv, déi sougenannt „Télévision sans frontières“ aus dem Joer 1989 ëmgesat ginn. Et gouf festgeluecht, wien hei am Land wellech Aufgaben am Beräich vun de Konzessiounen an de Permissiounen ze iwwerhuelen hätt.

D'Konzessiounen woren am Beräich vun der Regierung, an d'Permissiounen sinn an de meeschte Fäll vun der onofhängeger Kommissioun vun der Radiodiffusioun verdeelt ginn. Et muss awer ënnerstrach ginn, dass d'Surveillance vun de Programmen entweder duerch déi zitiert Kommissioun oder vum Minister mat Hëllef vun dem nationale Rot fir d'Programme geschitt ass.

An de Joren 2002 bis 2005 koum et dann zu weiderer Konsultatiounen iwwer eis Mediälandschaft an et huet sech erausgeschield, dass nach weider Ännerungen ubruucht wieren. Et goung ëm d'Responsabilitéit vu Programmen, déi aus eisem Land an d'Nopeschlänner iwwert de Wee vun Antenne geschéckt goufen. Duerch d'Aféierung vun enger Regulatiounsinstanz sollten déi néideg Amendementen am Fall vun Infractionen ausgesprach kënnen ginn.

De 26. November 2008 huet déi deemoleg Regierung e Gesetzestext mat der Nummer 5959 déposéiert. A mat deem Gesetz sollt dunn d'Gesetz vum 27. Juli 1991 eng weider Kéier adaptéiert ginn. De But vun där Modifikatioun sollt d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv vum 11. Dezember 2007, bekannt ënner dem Numm „Services de médias audiovisuels“, sinn. Awer duerch eng Rei vun Opposition-formellen am Avis vum Statsrot mat Datum vum 6. Oktober 2009 huet d'Regierung gemengt, et wier besser, d'Gesetz zrëckzezéien, fir keng weider Zäit ze verléieren.

Et koum dunn zur Opspléckung vum Gesetzestext.

Deen éischten Deel, d'Ëmsetzung vun der ugeschwate europäescher Direktiv, behandle mir haut.

Deen zweeten Deel, d'Reform vun dem Iwwerwaachungssystem an de Sanktiounen, wëllt d'Regierung an engem weidere Gesetzestext durchféieren.

Dee virleiende Gesetzesprojet ass de 4. Juni vun dësem Joer vum Minister fir d'Kommunikatiounen an der Chamber dé-





posiert ginn. Den 12. Juli ass de Gesetzesprojet an den 23. September den Avis vum Statsrot mat Datum vum 16. Juli konsultéiert ginn. Well nach e weideren Avis vum Conseil d'État nogereecht gouf, ass deen an der Kommissioun de 26. Oktober d'Joer verschafft ginn, an de Rapport konnt dunn den 8. November ugeholl ginn.

Wat elo d'Transposition vum der europäescher Direktiv ubelaangt, esou wëll ech hei - ech kann dee ganze Rapport net zitieren - nëmme déi wichtegst Elementer eraushiewen. D'Direktiv mécht opmierksam, dass de Begrëff „Programm“ nëmme als en Element aus engem Katalog, deen en Ubidder vum engem Service de médias audiovisuels ubitt, behandelt gëtt. An dem aktuelle Gesetz, dat mir haut da reforméieren, steet de Begrëff „Programm“ awer fir en Ensembl vum Elementer.

An der Zukunft gëtt enner anerem vum dem „Service de médias audiovisuels ou sonores“, dem „Service de télévision“ an dem „Service de radio“ geschwat. Mir splécken dat Ganzt also an e puer Elementer op. An dat bréngt mat sech, dass vum elo un nëmme nach „Fournisseurs de services de médias audiovisuels“ existéieren, zum Beispill den „Fournisseur de services de télévision“.

E weidere Punkt stellt den Ënnerscheid tëschent dem Ubidder vum einfachen Televisionssendungen an dem Ubidder vum engem neien Outil, der „Télévision sur demande“, duer.

Am éischte Fall entscheet den Éditeur vum der Television, wat fir eng Sendung ugebuede gëtt. En huet also d'Kontroll dorwäert. Den zweete Fall decidéiert de Konsument awer aus engem Katalog, wat hie wëllt gesinn. A well den technesche Fortschritt net an der Mediëwelt ophält, ass och d'Definitiou vum dem verkabelte Réseau ëm d'Komponent vum IPTV vergréisert ginn. Dobäi steet IPTV fir den „Internet Protocol Television“.

Wat elo déi europäesch Regel am Kontext mat de Servicer fir déi audiovisuel Medien ubelaangt, esou suivéiert de virleiende Gesetzestext déi europäesch Direktiv ganz genau. Als Definitiou ass festgehale ginn, dass déi Servicer fir déi audiovisuel Medië vum enger Entreprise ausginn, déi als Ubidder enner hirer Responsabilitéit de Public informéiert, ennerhält oder éduquéiert. Et gëtt och drop higewisen, dass d'Entreprises aus dem Mediëberäich hei am Land net méi schlecht behandelt dierfe ginn, wéi hir Konkurrenten am europäeschen Ëmfeld.

Déi europäesch Direktiv encouragéiert duerfir d'Kooperatioun tëschent den nationalen Autoritéiten, a besonnesch am Fall, wou an engem État membre d'Fournisseure Sendungen ausstrahlen, déi fir en aneren État membre bestëmmt sinn. Et gëtt drop higewisen, dass en État membre géint de Fournisseur vu Sendungen an engem État membre Mesuren ergreifen dierf am Fall, wou dës Sendungen seng Populatioun touchéieren.

Dat géllt awer strikt nëmme dann, wann de Fournisseur a sengem État membre, dem Empfängerland vu Sendungen, fortgaangen ass, fir do d'Regelen ze ëmgoen. Dës Dispositioun ass awer net an d'Gesetz ageschriwwen ginn, well eist Land en offenen Himmel wëllt hunn. Doriwäert eraus gouf dat schon am Gesetz vum 27. Juli am Joer 1991, also scho wäit viraus, geregelt.

Dee wichtegste Punkt an der Modifikatioun vum deem virleiende Gesetzestext ass d'Ëmsetzung vum Paragraph 4 am Artikel 2 vum der europäescher Direktiv. Hei gëtt den État membre determinéiert, dee kompetent ass fir de Fall, dass Servicer aus engem Drëttland kommen, mä déi awer iwwer e Satellit aus engem État membre vum der Unioun diffuséiert ginn.

Well et vill audiovisuel Servicer gëtt, déi déi lëtzebuergesch Satellitcapacitéite brauchen - mir kennen dat -, kënn dem Paragraph eng grouss Bedeitung zou. Dës Modifikatioun dréit derzou bäi, dass d'Zuel vum de Fäll, wou Lëtzebuerg eng Jurisdiction op déi iwwerdreien audiovisuel Servicer aus Drëttlänner hätt, reduzéiert gëtt.

Et soll awer vermiedt ginn, dass déi lëtzebuergesch Satellite bal nëmme Servicer iwwerdreien, wou de Fournisseur säi Sëtz

an engem État membre vum dem europäeschen Espace économique huet. An dee Stat huet d'Flicht, déi diffuséiert Servicer jo richtig ze kontrolléieren. Dat bréngt domat eng grouss Erlichterung fir eis Autoritéiten.

Niewent der Ëmsetzung vum der europäescher Direktiv iwwerhëlt de virleiende Gesetzestext och nach e puer Elementer aus dem Gesetzestext 5959, wou ech gesot hat, deen zréckgezu ginn ass.

Am Artikel 16 vum Gesetz vum 27. Juli am Joer 1991 gëtt bäigesat, dass déi onofhängeg Radiokommissioun déi Frequenzen, déi fir déi Radiosendere mat klenger Leeschtung reservéiert sinn, méi effikass gëiere kann. Am Paragraph 2 vum Artikel 18 vum deemselwechte Gesetz ginn déi deemools festgehale Restriktiounen mat Bléck op déi finanziell Participatioun an de Radioen ofgeschaaft.

De Statsrot hat a sengem Avis awer d'Ursache vum deem Schrëtt hannerfrot. An der Chamberskommissioun ass du matgedeele ginn, dass déi Restriktiounen bei der Grënnung vum de véier Radioe wuel eng wichteg Roll gespillt hunn. Am Laf vum de Joren ass awer festgestallt ginn, dass déi sech kontraproduktiv ausgebild hunn. Zum Beispill kann een Associé seng Parten net un en aneren Associé, dee selwer schon d'Limite vu 25% errecht huet, verkafen. Hei muss duerfir en aneren Investisseur sichen; wat an deene meeschte Fäll net einfach ass.

Wann dann eng Augmentation de capital an der Gesellschaft duerchgefouert soll ginn, da kënnen déi Aktionären, déi d'Limite vu 25% errecht hunn, nëmme proportionell dorun deelhuefen. Wann zum Beispill ee vun den Associéen net un der Augmentation de capital deelhuefe wëllt, da muss en aneren Associé, deen nach keng 25% huet, sech erabréngen. Am anere Fall kann dës Augmentation de capital net duerchgefouert ginn. Domat kënn et dann zu Schwierigkeiten am Betrieb.

Déi Dispositiounen, déi am Joer 1991 schon deemools zréckbehalde goufen, kann een deemno haut a Fro stellen. Deemools sollt et zu engem Pluralismus an der Radioslandschaft kommen. Mir hunn awer festgestallt, dass een Associé mat enger Participatioun vu 25% de Contrôle iwwer d'Radiosendungen an hir Qualitéit kann exercéieren, wann hien op e puer Kollegen um Dësch ziele kann.

Am Paragraph 2 vum Artikel 18 gëtt nach e weidere Punkt verbessert. Bis elo konnt keen eng Gesellschaft dru hënneren, an dat iwwer Filialen, eng méi héich Participatioun an enger bestëmmter Radiogesellschaft ze huelen. Esou kann et virkommen, dass ee Radiosender mat enger héijer Sendeleeschtung och an de regionale Sendere bis zu 25% vertrueden ass an do souguer d'Politik bestëmmen kéint.

En fin de compte, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ass an der Chamberskommissioun festgehale ginn, dass déi Restriktiounen, déi am deemolege Gesetzestext ageschriwwen waren, hirer Roll haut net méi nokommen.

Nach e puer Wierder zu de Modifikatiounen, déi un d'Evolutioun vum den Telekommunikationsberäicher gebonne sinn. Am Gesetz vum 30. Mee 2005 ass d'Ëmsetzung vum éischte „Paquet Telecom“ an de Mëttelpunkt geréckelt ginn. Domat war dee legale Kader vum der Verdeelung vu Lizenzen geschaf ginn, duerch deen en aval déi enzel Radiosfrequenze benotzt goufen.

Am Gesetz vum 27. Juli 1991 war d'Verdeelung vu Permissiounen a Konzessiounen, fir Radios- oder Televisionsfrequenzen ze notzen, virgesinn. Am Artikel 5 vum deem Gesetz war festgehale ginn, dass den eenzelne Bénéficiairen duerch dës Verdeelung och d'„autorisation d'émettre“ accordéiert gouf. Am Artikel 5 vum deem virleiende Gesetzestext gëtt elo festgehale, dass déi „autorisation d'émettre“ duerch den Term „licences accordées“ ersat gëtt.

Déi Frequenzen, déi am Règlement grand-ducal am Zesammenhang mat dem Artikel 4 vum Gesetz vum 27. Juli 1991 virgesi waren, verbleiwe weiderhin an den deemools festgehale Prozeduren. Mä déi Frequenzen, déi deemools net ageschriwwen goufen, kënnen haut verdeelt

ginn, an dat opgrond vum Artikel 3 aus dem Gesetz vum 30. Mee 2005.

De leschte Punkt aus dem Gesetz vum 27. Juli 1991 traitéiert nach de Radio socioculturel. Elo soll am Artikel 14 „une ou des fréquences“ ageschriwwen ginn. Domat soll dann dem Radio déi Méiglechkeet ageginn ginn, fir eng zweet Frequenz ze kréien, fir esou seng Sendungen duerch d'ganzt Land op all Plazen ze bréngen.

Am Artikel 16 vum Gesetz vum 27. Juli 1991 ginn nach zwee nei Paragraphen derbäigesat. Den éischte behandelt de Fall, wou e lokale Sender mat senger Frequenz net seng ganz Lokalitéit ofdecke kann. Do kann him dann, vum der onofhängeger Kommissioun, eng nei Frequenz aus dem virleiende Frequenzspektrum zougedeele ginn. Deen zweete Fall handelt dervun, wou e Radiosender mat senger oder senger Frequenzen net d'ganzt Land ofdecke kann. Do kann déi onofhängeg Kommissioun déi bestehend Frequenz ersetzen oder souguer eng aus dem Frequenzspektrum zoudeelen.

Ouni op all d'Detailer vum modifizéierte Gesetz anzegoen - ech verweisen duerfir op de schréffleche Rapport -, wëll ech nach den Artikel 40, deen den Artikel 20 aus dem Gesetz aus dem Joer 1991 behandelt, ervirhiewen. Et ginn am Artikel 28ter, dat ass en neien, déi „droits d'accès“ vun Extraiten aus Sendungen iwwer gréisser Evenementer behandelt. Wichtig ass, dass déi Extraiten net méi wéi 90 Sekonnen daueren däerfen. Déi Dauer kann iwwer e Règlement grand-ducal geännert ginn. An deem kann eng maximal Dauer fir d'Diffusioun awer festgeluecht ginn.

Am Avis vum Statsrot ass ennerstrach ginn, dass en aval vum der Promulgatioun vum deem Gesetz, dat mer haut stëmme wäerten, een Texte coordonné am Mémorial publizéiert soll ginn.

No dësen dach villen techneschen Ausféierungen wëll ech lech da Merci soe fir d'Nolauschteren. No mir schwätzt nach mäi Kolleg Lucien Thiel do derzou.

Merci villmools!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis. Als éischte Riedner ass effektiv den honorabelen Här Lucien Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, dee Gesetzesprojet, deen eis de Kolleg Marcel Oberweis a senger gewinnt magistraler Akribie elo virgestallt huet, ass eigentlech schon - wéi hie gesot huet - den zweeten Ulaf, fir dat Gesetz vum 1991, mat deem d'Direktiv iwwer d'„télévision sans frontières“ sengerzäit ëmgesat gouf, ze aktualiséieren an den Zäitëmstänn, déi jo grad an deem Beräich zimlech séier evoluéieren, Rechnung ze droen.

Schliesslech dréit et sech hei ëm eng Matière, déi grad vum eisem Land net op d'liicht Schëller geholl däerf ginn, well mir als Televisions- a Satellitestanduerter jo e ganz besonneschen Interess an deem audiovisuelle Sujet mussen hunn. Duerfir hat d'Regierung scho virun zwee Joer de Projet de loi 5959 op de Wee geschéckt, mat deem d'Gesetz vum 1991 ofgeännert a virun allem där besonnescher Responsabilitéit vu Lëtzebuerg als internationalem „TV-hub“ Rechnung gedroe sollt ginn.

Mä well entre-temps eng nei Direktiv, dës Kéier iwwer d'Services des médias audiovisuels op hirem Dësch gelangt war, gouf dee Projet zréckgezunn an duerch en neien ersat, an deen d'Direktiv agebaut ginn ass an iwwer dee mir haut ze befannen hunn. En zweeten Text - de Marcel Oberweis huet drop higewisen - soll nach spéider nokommen, fir déi aner Aspekter vum ale Gesetz ze adaptéieren.

Ee vun de relevante Punkten an deem Gesetzesprojet huet awer näischt direkt mat där Direktiv vum Dezember 2007 ze dinn, mä mat enger Fro, déi och schonns an där éischter Versioun vum Projet op d'Tapët komm war. Et handelt sech ëm d'Ophiewe vum där Klausel, déi et am ale Gesetz den eenzelnen Aktionäre vum de sougenannte Réseau-Radioen ënnersot hat, méi wéi 25% Participatioun bei esou engem Radiosbedreier ze hunn. Just zur Erënnung: Am 1991er Gesetz war enner ane-

rem och d'Dier fir zousätzlech Radioen - nieft RTL an deem dunn och gegrennten 100,7 - opgemaach ginn, wat dann zur Folleg hat, datt eng Rëtsch vun neie Sender gegrennt gi sinn, déi säithier eis Mediëlandschaft méi oder manner beräicheren.

Da kann ee sech natierlech froen, firwat déi Klausel, op déi deemools esou insistéiert gouf, elo op eemol net méi gëlle soll. Entweder gouf se deemools als onverzichtbare Garant fir de Meenungspluralismus ugesinn - an da misst dat och nach haut de Fall sinn -, oder awer et war sech eppes vum där Restriktioun erwaart ginn, dat sech nodréiglech als iwwerflësseg oder souguer als illusoresch erausgestallt huet, esou datt een haut oui Weideres drop verzichte kann.

Well de Radio an d'Television, am contraire zu de Printmedien, op Sendefrequenzen ugewise sinn, iwwer déi d'Länner d'Souveränitéit hunn, hat de Stat ëmmer iergendwéi den Domm op den audiovisuelle Medien a konnt dese Beräich iwwer de Wee vu Konzessiounen an der Gitt halen. Well awer d'Liberaliséierung der staatlecher Tutelle en Enn gemaach huet, gouf deemools drop gehal, datt dës Mediëspart op d'mannst gesetzlech encastréiert sollt ginn, a sief et och nëmme, fir dee sougenannte Pluralismus ze garantéieren, wéinst deem jo och gutt 15 Joer vir-drin, an de 70er Joren, d'Pressehëllef fir d'geschriwwen Press agefouert gi war.

Et sollt sech allerdéngs erausstellen, datt déi Gefor vum enger geféierlecher Konzentration, wann net souguer enger Monopoliséierung vum der Radios- an Televisionslandschaft, déi deemools de Législateur ëmgedriwwen hat, a Wierklechkeet net gi war, an domat déi Aschränkung vum der 25%-Klausel eigentlech iwwerflësseg war.

Op där anerer Säit hat sech awer ganz séier erausgestallt, datt dës Aktionariatsbegrenzung en ekonomesche Klompfouss duergestallt huet, deen d'Entwécklung vum deene betreffende Radioe gehënnert huet. D'Aktionäre haten d'Hänn gebonnen, si goufen an all méiglech Allianzen an Tours de table gezwongen, déi de Radioen näischt bruecht hunn, déi awer op där anerer Säit eng rationell a wirtschaftlech sënnavoll Gestiou gestéiert oder souguer onméiglech gemaach hunn. Sou koum et dann, datt - 25%-Limite hin oder hier - déi Ëmstrukturéierung sech am Aktionariat vum de Radioe gemaach hunn, déi sech aus wirtschaftleche Grënn opgedrängt hunn, ouni datt duerfir dann den Équiliber an der Radioslandschaft nohalte gestéiert gi wier.

Wat elo geschitt, oder wat elo geschéie soll, nämlech d'Ofschafe vum der 25%-Klausel, bedeit deemno soss näischt, wéi datt der Realitéit elo Rechnung gedroe gëtt an déi Steng aus dem Wee geraumt ginn, déi bei vläicht nach ustoende Restrukturierungen hënnere géifen. Mä dat wëllt nach laang net heeschen, datt domat de Pressepluralismus a Fro gestallt wier, och wann dee bei den audiovisuelle Medien net esou kloer ofgeschert ze si schéngt wéi bei de Printmedien.

Déi Zeitungen an déi Zäitschrëften, déi sech der Informatioun am breede Sënn verschriwwen hunn, gi bei eis, an net nëmme bei eis, vum Stat subsidiéiert, fir datt de Meenungsspektrum erhalte bleibt, dee bei eiser geschriwwener Press e ganz anert Gewiicht huet wéi bei den neie Medien. Ëmmerhi gutt aacht Milliounen Euro ass déi Meenungsvillfalt eisem Stat haut-dësdags all Joer wäert.

Deemools - dat war 1977, wann ech mech gutt erënneren - housch et zu Recht, e schlecht informéiert Vollek versteet schlecht, jugéiert schlecht an decidéiert schlecht. An duerfir gouf dunn déi Presshëllef agefouert, déi et nach haut gëtt an ouni déi eis Presselandschaft ganz bestëmmt wesentlech méi eesäitig a méi monoton wier, wéi se et ass.

Mä och fir de Printberäich ass d'Welt säithier net stoe bliwwen. Kierzlech hu sech op engem Symposium am CNA zu Didde-



leng d'Experte mat der Fro auserneegesat, wéi et mat den Zeitunge weidergeet, wa sech ëmmer méi iwwert den Internet informéiert gëtt, an nei Instrumenter op de Maart drängen, déi riskéieren, d'Zeitungen um Pabeier iwwerflësseg ze maachen.

Och wa feststoen dierft, datt d'iPhonen an d'iPaden, a wéi se och all heeschen, kuerzfristeg d'Zeitunge gradesou wéineg erstéck wäerten, wéi d'Radioen an d'Televisioun d'geschriwwene Press ewechgedréckt kruten, muss een awer esou realistesch sinn, fir unzëerkennen, datt d'Informationsgewinn ëmmer méi enk fir déi traditionell Medië gëtt. Vlächicht wäert et nach e Strapp daueren, bis datt d'elektronesch Tabletten d'Zeitungen total ofgeléist wäerten hunn, well si ganz einfach méi bëlleg a méi séier wéi de Pabeier sinn. Mä d'geschriwwene Press kennt net derlaanscht, sech mat där Entwécklung auserneenezesetzen an op déi nei Instrumenter ëmzesiedelen.

Déi traditionell Pabeiermedien hu jo scho bewisen, datt si verstanen hunn, wat d'Stonn geschloen huet a wat do op si zoukënn, well si ouni laang ze zécken op den Zuch gespronge sinn. Haut kann een eis Zeitunge schon op sengem iPad oder -firwat net - och op sengem Handy liesen. A wa mir, wéi mir all hei sinn, och nach um Pabeier hänken, wäerten déi nächst Generatiounen, déi souwisou mat Écranen an Xboxen an esou weider opgewuess sinn, wuel net méi deeselwechten nostalgische Bezoch zum Pabeier hu wéi mir.

Mä wat huet dat elo alles mat eisem Sujet vun haut ze dinn? Ech mengen awer vill! Wat nämlech den Transport vun der Informatioun méi einfach, méi séier an domadder och méi bëlleg gëtt, wat d'Ugebuert un Informatioun méi grouss an d'Versuerung vun eenzelne Bierger méi voluminéis, méi variéiert a méi intensiv gëtt, wéi mer et dëser Deeg jo erëm mat deene pikante Révélatiounen aus dem amerikaneschen „State Department“ virgefouert kruten.

Eng nach méi breet Informatioun dank deenen neien Instrumenter kann eigentlech keng schlecht Saach sinn, oder? Dat Eenzegt, wourop allerdéngs nach méi misst géuecht ginn, ass, datt d'Informatioun an domat d'Meenungsbildung bei de Leit net an d'Manipulatioun ofruuscht, well eenzel Pressemogule sech de Maart ënnert den Nol räissen. Et ass um Stat duerfir, fir derfir ze suergen, datt et net zu iwwerméissege Pressekonzentratiounen oder souguer zu Monopolen kënn, wat nëmme doduerch ze verhënneren ass, datt d'Konkurrenz voll a ganz spille gelooss gëtt. Ech kéint mir virstellen, datt grad déi Iwwerleung och bei deemem Gesetz a besonnesch bei der Ofschafung vun der 25%-Klausel matgespillt huet.

Här President, d'Viraussetzung fir esou eng Iwwerwaachung sinn erfëllt, och bei eis, well mir hei Kontrollorganer hunn, déi am Eeschtfall agräife kënnen, wa si dann iwwert déi néideg Kompetenzen a Moyeren verfügen. Si sinn net ëmmer där Meenung; si mengen, si missten do nach e bësse gestärkt ginn. Mä zu esou engem Agrëff an d'Medië muss et emol guer net kommen. Et muss guer net derzou kommen, wann d'Press sech hirer wichtiger a verantwortungsvoller Roll richteg bewusst gëtt - oder ass - an hir Missioun entsprechend ugeet. A wa si net vergësst, datt hir Zukunft an alleréischter Linn vun hir selwer ofhänkt: Ech menge vun der Qualitéit vun hirer Aarbecht.

Fir de Rescht gesäit d'CSV-Fraktioun an deemem Gesetz e ganz sënnevolle Schrëtt an engem net ze ënnerschätzende Gesellschaftsthema an huet duerfir och kee Problem dermat, fir him zouzestëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëilt fir d'Éischt och dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht.

Här President, d'Ëmsetze vun der Direktiv iwwert d'Médias audiovisuels ass net onwichtig fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat als Mediëstanduert schlechthin an Europa gëllt. Dese Mediëstanduert ass iwwert d'Jore gewuess, a Lëtzebuerg war vun Ufank u beméit, e flexibele Kader ze schaffen, fir dese Mediëstanduert auszubauen. Duerch des Flexibilitéit konnt een am europäeschen Ëmfeld dann e Secteur hunn, dee regelméissege gewuess ass, mat Aarbechtsplazen an och mat enger Rei Recetten, an dee Standuert ass och geprägt vun engem Haaptacteur - Dir wësst et allequerten: vun RTL.

Erlaabt mer, just kuerz op d'Entstehungsgeschicht vun deemem wichtege Acteur zu Lëtzebuerg anzegoen. Den honorabele Rapporteur hat scho kuerz verschidden Akzenter oder verschidden Elementer hei och a sengem mëndleche Rapport duerbruecht. En huet vum Pilo Fonck a vun anere Leit geschwat. A sengem schrëftleche Bericht, do ass en awer e bësse méi wäit no hanne gaangen an do huet en och den historesche Kader ugeschwat.

En huet am Rapport gesot, datt mam Gesetz vun 1929 Lëtzebuerg zu engem Pionier am Beräich Privaträdio gouf. Dat wëilt ech awer e bësse nuancieren. Et gouf nämlech scho virun 1929 eng ganz Rei privat a kommerziell Radiostatiounen, haaptsächlech an Europa, notamment a Frankräich. A well d'Radiolandschaften awer Enn den 20er Joren ëmmer méi verstaatlecht goufen, a kommerziell Senderen, déi och deemools scho vu Reklamme gelieft hunn, verbuede goufen, hunn eng Rei Investisseuren, déi un esou Sendere bedeelegt waren, hire Bléck dunn op eist Land geworf. Firwat op eist Land? Well bei eis deemools, also virun 1929, e Vide juridique bestanen huet an deemools nach villes hei erlaabt war.

Et muss een awer soen, datt d'Lëtzebuerger Autoritéiten allerdéngs schnell d'Saach an d'Hand geholl hunn a léigiféiert hunn, ebe mam Gesetz vum 19. Dezember 1929. De Stat huet dunn enger Privatentreprise bestehend aus franséischen Investisseuren - der SLER, spéider CLR - e Sendemonopol erdeelt, an de kommerzielle Sender, deen dunn entstanden ass, de Radio Lëtzebuerg, deen ass a groussen Deeler vun Europa diffuséiert ginn. En huet net nëmme e Service public assuréiert, mä de Stat huet em eben och erlaabt, vun de Recetten ze profitieren an eben och am Ausland ze senden.

Et kéint een eigentlech soen, datt dat esou eng Aart „public private partnership“ avant la lettre war, wéi mer wëssen, déi jo och dann e groussen Erfolleg hat, wou awer och déi open Approche vum Lëtzebuerger Stat oder vum Lëtzebuerger Sender derzou bäigedroen huet.

De lëtzebuergesche Sender konnt europawäit ausgestrahlt ginn, a verschidden Empfaangslänner, zum Beispill Groussbritannien, wou jo d'BBC de Monopol haten, déi waren net ëmmer ganz frou doriwuer.

Dese kuerzen historeschen Exkurs, fir ze illustrieren, datt d'Problematik vun de Bezéiungen tëschent Empfängerland a Senderland keng nei ass, déi awer elo hei an dëser Direktiv da soll e bësse méi nach regléiert ginn. Et muss een awer soen, datt och haut den Aspekt, wann een iwwert d'Medië schwätzt, ëmmer manner, zwar och nach de Radio betrëfft, mä ëmmer méi déi visuell Medië betrëfft, wou dann de Fernseh am Vierdergrond steet.

Wéi gesot, bei dëser Direktiv, do geet et och ëm de Prinzip vum Pays d'origine par rapport zu deem Pays, wou ee seet, wou dann de Sender empfaange gëtt, an d'Kommissioun plädéiert, fir datt hei d'Memberlänner ënner sech - wéi se dat nennen - kooperieren. Dat heescht, et bleift och ganz vill Fräiraum. Meng Fraktioun kann deem Prinzip am Fong geholl zoustëmmen, well d'Direktiv gëtt doduerjer och nëmme minimal an d'Lëtzebuerger Recht transposéiert. Et ass eben évitéiert ginn, fir méi strikt Regele virzugesinn, ech mengen, dat virun allem och am Intérêt vun der Kompetitivitéit vun eisem Site.

Sou seet d'Direktiv zum Beispill, d'Zesummenaarbecht tëschent den nationalen Autoritéiten soll encouragéiert ginn, awer ouni Obligation de résultat. D'Fournisseuren de services, dat heescht also d'Senderen,

sollen „éventuellement“ méi strikt Regeln am Empfängerland bëuechten. Och hei keng Obligatioun. An d'Kooperatioun, wa se da gewënscht ass, soll um Niveau vun de Memberstate stattfannen, an d'Privatentreprise sollen also wäitestméiglech a Rou gelooss ginn.

D'Responsabilitéit vun Lëtzebuerg a puncto Iwwerwaachung vun de Programmer, déi ënner lëtzebuergescher Lizenz an d'Ausland diffuséiert ginn, an eventuell Sanktiounen, déi musse geholl ginn, solle mer awer trotzdeem net op d'licht Schëller huelen. Et schéngt evident, an dat ass dat hei: Eisen Iwwerwaachungssystem muss renforcéiert ginn; haaptsächlech op essenzielle Punkte wéi deem vum Respekt vu legalen a reglementären Dispositiounen, awer och deontologesche Froen.

Ech wëll an deem Kontext och un den - fir dat e bësse ze bebilleren - Litige tëschent der RTL-TVI, also an der Belsch, an dem belsche Conseil supérieur de l'audiovisuel erënneren. Den CSA huet dem Sender, also RTL-TVI, 2006 eng Strof vu 500.000 Euro, also enger hallwer Millioun, operluecht, well RTL-TVI d'Sendeautorisation vum belschen CSA net ugefrot hat. Dëst huet dunn den RTL-Grupp contestéiert mam Argument, hir Lëtzebuerger Autorisation géif jo duergoen an d'Politique éditoriale géif zu Lëtzebuerg ausgeschafft ginn.

De belsche Statsrot huet dem Grupp dunn och Recht ginn a sech notamment op d'Libre circulation vun de Services innerhalb vun der EU baséiert. Dat heescht, datt et kloer un de Lëtzebuerger Instanzen ass, datt si also och dann dee Sender musse kontrolléieren.

Et kann ee sech also och an deemem Kontext froen, firwat RTL-TVI léiwer vun de Lëtzebuerger kontrolléiert gëtt wéi vun de Belsch, un déi sech jo awer am Endeffekt haaptsächlech d'Programmer richten.

Et muss ee wëssen, datt de Sender an der Vergaangenheet déi eng oder déi aner Kéier vum belschen CSA op d'Fangere geklappt krut. Duerfir erwaart e sech vlächicht vun de Lëtzebuerger Autoritéiten eng manner streng Kontroll oder Handhab.

A mir wëssen, ronn, ech mengen, also d'Lëtzebuerger, et si ronn 39 Televisiouns-Chäinen an 32 Radiosenderen, déi vum RTL-Grupp ënner Lëtzebuerger Lizenz diffuséiert ginn, an am Prinzip misste se also och alleguer déi Senderen, souwuel Fernseh wéi Radio, iwwerwaachen a kucken, datt do och net ze vill komesch Saachen diffuséiert ginn.

Dobäi dierf een dann och net vergiessen, datt dann hei zu Lëtzebuerg och nach déi national a lokal ausgestrahlte Sendere sinn. Duerfir musse mer einfach och awer d'Kontrollorganer an de Système de surveillance esou professionaliséieren, datt déi och kënnen hir Aarbecht maachen.

Do bedauert d'DP, grad wéi och d'Chambre de Commerce an hirem Avis, och de Statsrot, datt d'Reform vun den Iwwerwaachungsinstanzen net mat an dese Projet de loi agebaut gouf an op spéider vertaagt gouf. Well Lëtzebuerg, ënnert deem senger Lizenz eng Rei Senderen eben am Ausland diffuséieren, dierf sech senger Responsabilitéit hei net entzéien an de Senderen egal wat duergoe loossen. Lëtzebuerg muss derfir suergen, datt awer minimal Regele respektéiert ginn, soss risquéiert een à long terme, datt et dem Mediëstanduert och e bësse kéint goe wéi der Bankeplaz, an datt mer en Image-Problem kéinte kréien.

Konkret muss een eben och soen, wann ech dauernd hei vun Iwwerwaachungs-Mechanismen schwätzen, datt et hei ënner anerem och ëm den CNP, d'Commission nationale des Programmes, geet. Mir hatten dee jo och an der Kommissioun empfaang, an et ass festgestallt ginn, datt eng Diskrepanz ass, am Fong geholl, tëschent den Aufgabe vum CNP an de Moyenen, déi se hunn. Ech hu virdru vun deene sëlliche Fernseh- a Radioprogramme geschwat, déi se eigentlech missten iwwerwaachen, déi a ganz Europa ausgestrahlt ginn, an et ass eigentlech och esou ze bedauern, datt elo hei an deemem Projet de loi dat net mat agebonne ginn ass, datt hei och keng finanziell a personell Onofhängegkeet geschaf ginn ass vis-à-vis vun de Senderen.

Här President, ech wëilt zum Schluss nach zwou, drai méi spezifesch Remarquë maachen. D'Direktiv, déi gesäit vir, datt en Empfängerland Moossnamen ergräife ka géint e Sender, deen aus engem anere Land diffuséiert. Et kéint een also mengen, do wier eis Positioun, oder den RTL-Grupp kéint do dann awer Schwieregkeete kréien.

Mä wann een eben dat kuckt, dat Beispill vun RTL-TVI, da brauch ee sech awer net vill Suergen ze maachen, well d'Direktiv gesäit och elo vir, datt sech dëst net fir Senderen applizéiert, déi historesch an engem anere Memberstat etabléiert sinn. An et kann ee jo awer wierklech dovunner ausgoen, ech hat am Ufank e bësse den Historique gemaach, datt dat „historesch etabléiert“ sech op déi bestehend Sender hei zu Lëtzebuerg, déi ënner Lëtzebuerger Lizenz ausgestrahlt ginn, applizéiert.

Et kann een och d'accord si mat där neier Dispositioun betreffend d'Ophiewe vun der 25%-Klausel vum Aktionariat.

Ech wëilt awer zum Schluss och nach méi eng spezifesch Fro un de Minister stellen. Dat ass mer opgefall am Text, wéi ech deen nach eng Kéier iwwerlies hunn. Do schéngt et esou ze sinn, datt, oder do hunn ech dann och an iergendenger Note, déi e Mataarbechter mer ginn hat, gelies, datt de PDG vum RTL-Grupp viru kuerzem annoncéiert hätt, datt an Zukunft gekuckt géif ginn, datt d'Fournisseuren de services, also d'Senderen, elo vun de Câblo-opérateure solle rémunéiert ginn, amplaz, wéi et elo nach meeschtens de Fall ass, ëmgedréit. Do wëilt ech froen, wéi de Minister dozou steet a wéi eng Konsequenzen dat eventuell am Endeffekt fir de Verbraucher hätt.

Ech mengen, et kéint een natierlech elo och nach weiderfuere a méi eng allgemeng Diskussioun féieren iwwerhaapt iwwert d'Valeur, iwwert d'Wichtigkeet vun Televisioun a Fernseh par rapport zum Internet. Et ass kloer, mä Virriedner huet dat och kuerz ugesprach, datt ëmmer méi Informatiounen iwwert den Internet verbreet ginn, d'Leit sech och ëmmer méi iwwert den Internet informéieren. Ech wëll awer net weider op déi Diskussioun agoen, mä dat wäert awer sécherlech och an Zukunft eng Erausforderung sinn, sécherlech fir all Mediëstanduert.

Ech wëilt also awer den Accord vu menger Fraktioun hei zu deemem Projet de loi abrëngen, an ech wëilt awer och drop insistéieren, datt de Corollaire zu deemem Gesetz, nämlech eng effizient Kontroll, och muss schnellstens per Gesetz an d'Wee geleet ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, den Här Rapporteur, dee war esou komplett an esou ausféierlech, dass ech em just hei kann natierlech Merci soen a net weider nach op Eenzelheete vun deemem Gesetz agoen.

Ech wollt awer zwou Remarquen an der Haaptsaach maachen. Awer éier ech déi zwou Remarquë maachen, wollt ech eigentlech eng allgemeng Remarque iwwert d'Mediëlandschaft zu Lëtzebuerg maachen.

Et gëtt jo gesot, mir wäeren e Mediëstanduert. Dat ass sécher eng wichtege wirtschaftlech Aktivitéit. D'Gesetz vun 1929 huet jo Lëtzebuerg iwwert d'CLT e bësse als Freibeuter duergestallt vis-à-vis vun zum Beispill Frankräich. De franséische Statsmonopol vum Radio hu mer opgebrach mat der Laangwell vun 1929 un, an domat ass dann natierlech RTL, d'CLT eng grouss privat Gesellschaft ginn, déi dee Secteur opgebrach huet an déi natierlech och e groussen europäesche Maart brauch, wéi aner grouss Gesellschaften, fir Mediëpolitik ze maachen.

Dat war also déi Schinn vun der liberaler, oppener Mediëwelt, an déi Schinn vun der Lëtzebuerger Mediëwelt, dat war eng vu Monopol, bis 1991. Esou oppen an esou liberal d'RTL-CLT jo no baussen an Europa war, esou monopolistesche war se am Fong geholl hei zu Lëtzebuerg, well se ëmmer de Grapp wollt op d'Medien halen. An et huet jo schon en zolitten Drock vun enne





gebraucht, an den 80er, 90er Joren, fir dass endlech dee Monopol zu Lëtzebuerg fir de Radio opgebrach ginn ass.

Ech wollt dat trotzdem erënneren, drun erënneren. Ech fannen dat eng interessant Attitüd. Mir sinn ëmmer dorobber op zwou Schinne gefuer, wann et ëm d'Medië gaangen ass.

Iwwert de Problem vun der Surveillance zu Lëtzebuerg sinn och de Mëtteg schonn eng Partie Saache gesot ginn. Ech wëll trotzdem drun erënneren, Här President, dass et hei an dëser Chamber 2002 e groussen Débat ginn ass iwwer zéng Joer Mediëgesetz vun 1991, wou den heitege President jo Rapporteur war an och eng interessant Motioun virgeluecht huet. Dat war deemools eng grouss Debatt. Haut hu mer en éischter technesch Gesetz, an déi Debatt ass e bësse flaach, fannen ech, well mer eigentlech net méi déi Enjeuen hunn, déi mer 1991 haten an och 2002 ugedeit hunn.

Well d'Chamber huet an där Motioun, déi den 13. Juni 2002 ugeholl ginn ass, eng ganz Partie Demanden un d'Regierung deemools gericht. Ech mengen, den Här Biltgen war och souguer schonn deemools Mediëminister. An et ass natierlech eng interessant Fro fir d'Chamber an och vläicht fir déi Mediëkommissioun, déi mer haut hunn, emol déi Motioun ze kucken a sech ze froen, wat da vun deene Saachen do realiséiert ginn ass.

Eng wesentlech Saach, déi, wéi gesot, schonn ugeschwat ginn ass, dat ass de Contrôle an d'Surveillance zu Lëtzebuerg selwer. Mir hu jo, nom Mediëgesetz vun 1991, dräi Instanzen, dräi Gremien, wourënner déi fir d'Surveillance vun de Programmer jo de Conseil national des Programmes ass, eigentlech e bénévolé Organ, wat aus de Forces socioculturelles vun der Gesellschaft zesummegesat gëtt. An dat Organ ass relativ, loosse mer soen, wat d'Ressources humaines ugeet a wat d'Moyenen ugeet, schlecht opgestallt.

Déi Importenz vun deem Conseil national des Programmes gëtt jo méi grouss fir Lëtzebuerg als Mediëstanduert an Europa, well dee Conseil national des Programmes kann ons do eng Kredibilitéit ginn, eng Seriositéit an der Iwwerwaachung vun deene Programmer, déi vu Lëtzebuerg aus eropgeschéckt ginn.

An där Motioun vun 2002 war jo eng Autorité de régulation proposéiert ginn, eng Aart CSA, wéi et se a Frankräich gëtt, wou iwwerengs och d'Lëtzebuerg Chamber sollt mat implizéiert ginn, och bei der Nominatioun, fir eben déi öffentlech Hand vis-à-vis vun de Medien ze stäerken an och vis-à-vis vun der Regierung eng gewëssen Distanz ze kréien.

Dat ass bis elo net geschitt. Dat war jo an deem Projet 5959 ugeschwat ginn. Dat gëtt sécher keng einfach Saach, well jo déi dräi Gremien, déi mer bis elo hunn, jiddwereen eng eege Finalitéit huet. A fir déi Finalitéiten zesummen ze kréien, wäert net einfach ginn.

Mä ech mengen awer, Här President, fir deem ze follegen, wat Der deemools als Rapporteur hei an dëser Chamber gesot hutt, wär et gutt, wann ee vun der Regierung géif héieren, wéi se wëlles huet weiderzegoen, wat d'Autoritéit ugeet, déi zu Lëtzebuerg iwwert d'Medië soll d'Hand halen, natierlech fir de Pluralissem enger-säits ze garantéieren, an anerersäits fir d'Seriositéit vun deem, wat vu Lëtzebuerg aus fortgeschéckt gëtt, och ze garantéieren.

Déi zweet Remarque, déi ech wollt maachen, betrëfft déi Problematik vun der Konzentratioun. Den Här Thiel ass schonn am Detail dorobber agaangen. Mir hu jo 1989 déi éischt Direktiv... Déi Direktiv, déi mer 1991 transposéiert hunn, dat war d'Direktiv Télévision sans frontières, déi jo eigentlech den europäesche Maart richteg eréischt ugefaangen huet ze organiséieren.

An et ass awer net parallel zu där Direktiv zu engem Ufank vu Mesures anti-concentration komm, well et gëtt wuel kee Beräich, deen esou ufällig ass fir Konzentratioun, déi de Pluralissem vun de Medië kann hënneren, wéi ebe just de Mediëberäich. Well wann ee gesäit, wat sech an de leschte Jore gemaach huet, sinn ëmmer méi grouss Gruppen entstanen, wou Print-

medien, audiovisuell Medien, Internet, Film, all méiglech Elementer vun dem Mediëberäich sech zesummegedoen hunn a wou et natierlech och um europäesche Plang keng Méiglechkeete gëtt, fir abusiv Konzentratiounen ze verhënneren.

Dat, wat mer am Industrieberäich hunn, gëtt et um Plang vun de Medien net, trotz enger ganzer Partie vun Efforten, déi um Europaparlament am Laf vun deene Jore gemaach gi sinn.

Hei zu Lëtzebuerg schafe mer jo elo mat dësem Gesetz déi Klausel of, dass bei deene véier Réseausradioe kee méi wéi 25% däerf hunn. D'Explikatiounen - muss ech lech éierlech soen -, déi souwuel am Exposé des motifs vum Projet de loi sti wéi och am Rapporteur sengem Exposé des motifs oder sengem Commentaire des articles, stelle mech net ganz zefridden, well et gëtt gesot, elo no 1991 huet sech eng Mediëlandschaft hei zu Lëtzebuerg gebilt.

Mir hunn elo déi véier Réseauen, déi véier Radioen am Réseau, mä wa mer natierlech elo déi 25% ewechhuelen, ka jo kee méi dru gehënnert ginn, fir lues a lues déi véier Réseausradioen ënner een Hutt ze kréien an dann dat ze maachen, wat am Fong geholl zum Beispill an Däitschland mat verschiddeenen Zeitunge geschitt, wou een e puer Zeitungstitel keeft an déi puer Zeitungstitelen als eng Zeitung oder mat e puer Encarté verkeeft.

Ech war awer trotzdem an der Kommissioun d'accord, dass mer dat sollen ewechhuelen, well ech mengen, dass haut fundamental d'Mediëlandschaft eng aner ass, well et vill méi Mëttele gëtt, fir ebe monopolistesche Tendenzen ze verhënneren. Souguer zu Lëtzebuerg, wou mer relativ dominant Medien hunn, gëtt et haut duerch verschidde Radioen, duerch Bloggen, duerch Internetsiten, duerch all méiglech Mëttele en echte Pluralismus vun de Meenungen. An ech mengen schonn, dass jiddwereen net nëmme seng Meenung kann ausdrécken, mä dass e se och zur Kenntnis kann huelen, wann en dat nëmme wëllt.

Duerfir war ech domat d'accord, well ebe säit 1991 an der Mediëwelt extrem vill geschitt ass. An ech mengen net, dass mer ons Suerge mussen maachen. Nach muss een en A drop halen, dass et net eng Kéier zu enger iwwerdriwwener Konzentratioun kënn.

Dat gesot, Här President, wollt ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem éischter technesch Gesetz ginn, dat awer hoffentlech an enger relativ kuerzer Zukunft eng Suite vun der Regierung wäert kréien.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Mat dem Projet de loi 6145 ännere mer d'Gesetz vum 27. Juli 1991 iwwert déi elektronesch Medien. Dat ass noutwendeg, well mer zwou europäesch Direktive mussen ëmsetzen a well mer hei an engem Beräich sinn, wou villes evolueiert, zum Beispill och d'Terminologie. Duerfir muss mer eis national Gesetzgebung der Evolutioun upassen. Ech deelen och dem Här Fayot seng Aschätzung, dat mer et hei wierklech mat engem éischter technesch Gesetz ze dinn hunn.

Well d'Regierung de Projet de loi 5959 vun 2008, deen zimlech ëmstridde war, ënner anerem och eng Rei formell Oppositione vun dem Conseil d'Etat kritt hat, zréckgezunn huet, ginn och e puer Punkte vun dësem Projet de loi, an zwar déi, déi net ëmstridde waren, am Projet de loi 6145, deen mer haut wäerte stëmmen, iwwerholl.

De Rapporteur, deem ech hei wëll Merci soe fir seng gutt Aarbecht, huet dat schonn alles gesot. E war wéi ëmmer ganz an den Detail gaangen, esou dat ech mech kann op ee graffe Résumé beschränken a just e puer Punkten ervirhiewen.

Déi zwou europäesch Direktiven, déi an der Direktiv „Services de médias audiovisuels“ verschmolz gi sinn, droen haapt-sächlech der Erweiterung vun de Méiglechkeeten am audiovisuelle Beräich Rechnung, den „Médias audiovisuels à la demande“.

Wat d'Terminologie betrëfft, och dat huet de Rapporteur gesot gehat: Mir haten eng aner Definitioun vun „Programme“ am Lëtzebuergeser Gesetz wéi an der Direktiv. Mir passen eis un. Mir halen och elo d'Be-grëffer „Services de télévision“, „Services de radio“ an „Services de médias audiovisuels à la demande“ fest a sinn domat konform zu der Direktiv.

D'Regierung huet probéiert, esou mann wéi méiglech restriktiv ze si bei der Ëmsetzung vun der Direktiv. Et geet drëm, de Mediëstanduert Lëtzebuerg ofzesécheren an ausbauen. An deem Sënn ass et och gutt oder souguer iwwerliewenswichtig fir de Mediëstanduert Lëtzebuerg, dat d'Direktiv dem Prinzip vum Pays d'origine weiderhi Rechnung dréit.

Allerdéngs encouragéiert d'Direktiv d'Zesummenaarbecht vun de Länner, zum Beispill am Fall, wou ee Sender vun engem Territoire aus Sendunge geziilt an een Nopeschland schéckt. Dat ass an eisen Aen och berechtigt, an dat weist och d'Wichtigkeet vun engem starken onofhängege Régulateur och hei zu Lëtzebuerg op.

D'Regierung huet decidéiert, déi Fro net an dësem Projet de loi ze regelen, mä spéiderhin en eegene Gesetzesprojet op den Instanzewee ze ginn; dovu gi mer emol aus. déi gréng mengen, dat et ganz wichtig ass, ee seriöse Régulateur ze schafen. E Régulateur, dee vill Ressourcen huet, mënschlecher an och finanzieller, dat e ka professionell schaffen, an deen och d'Méiglechkeet huet, fir Sanktiounen auszuschwätzen.

Mir sinn dervun iwwerzeegt, dat esou eng Institutioun, fir Lëtzebuerg als Mediëstanduert ofzesécheren, ganz wichtig ass. An eigentlech ass et verwonnerlech, dat mir am Secteur un de Medien, dee sech esou rasant verännert, esou lues léigiféieren. Esou huet et jo bis haut gedauert, bis eng Rei Recommandatiounen, déi d'Chamber an enger Motioun am Juni 2002 - och den Här Fayot hat se ernimmt - am Uschloss un en Débat d'orientation iwwert de Bilan vum Mediëgesetz vun '91 ugeholl hat, ier do emol iwwerhaupt éischt Recommandatiounen zu iergendwelleche Konsequenze gefouert hunn.

Schon an dëser Motioun hat d'Chamber nämlech verlaangt, dat mir een onofhängege Régulateur mat deenen néidege Moyenen a Kompetenze géife kréien. Mir mengen, dat an dësem Beräich scho vill ze vill Zäit verluer gaangen ass.

Här President, aus dem Projet de loi 5959, dee jo zréckgezogen ginn ass, hu mer bäibehalen, dat mer déi Restriktiounen ofschafen, déi am Gesetz '91 iwwert d'Participatioun an de Radioe stinn. Et geet ëm de Paragraph 2 vum Artikel 18 vun dësem Gesetz. Mir hunn eis an der Kommissioun vill domat beschäftegt. Et ass och laang doriwwer diskutéiert ginn, ënner anerem och, well do op eemol eng Rei onglécklech Formulatiounen am Raum stoungen, déi mer esou net konnte stoe loosson an déi och glécklecherweis geännert gi sinn.

Et geet engersäits drëm, dat eng Personne physique ou morale net méi wéi an enger Sociéitéit däerf dra sinn an och net méi wéi 25% vun de Parten an den Droits de vote an esou enger Gesellschaft däerf hunn. D'Argument, dat kéint een ofschafen, well jo haut och kee sech méi drun hält, dat kënne mer natierlech net gëlle loosson.

D'Argument, dat et schwierig ass, ee Verwaltungrot vun engem Radio schaffen ze loosse mat deene Contrainten, déi hei opgezielt sinn, dat huet schonn däitlech méi Gewiicht. Déi Beispiller, déi am Exposé des motifs vum Gesetz opgezielt sinn, treffe genausou gutt déi kleng Radiostatiounen wéi déi grouss. Eng weider Tatsaach ass, datt een och mat manner wéi 25% oder mat 25% schonn e ganz gewaltigen Afloss op eng Gesellschaft kann huelen.

Bleift dann nach d'Fro, ob déi Mesure, déi 1991 an d'Gesetz geschriwwen gouf, fir e gewësse Pluralismus ze garantéieren, éischtens zu deem gewünschte Pluralismus gefouert huet an zweetens haut nach noutwendeg ass. Fir eis ass et kloer, dat d'Wichtigkeet vun Pluralismus vun de Meenungen an der Presselandschaft net kann a Fro gestallt ginn.

Vun deene ville Radioen aus den 80er Jore sinn der vill verschwonnen. Lokalradioe gëtt et der nach 17, déi op d'ganz Land

verdeelt sinn an op ganz begrenztem Raum senden. Zum Beispill gëtt et de Radio vum Wëlzer Lycée, de Radio Lora zu Dikrech, Lokalradioen zu Miedernach, Reckeng, an der Gemeng Suessem..., fir der nëmme just e puer ze nennen. Da gëtt et nach déi véier Programmes de radio à réseau d'émission an déi dräi sougenannte Grouss: den 100,7, de Lëtzebuergeser RTL an den DNR.

Et gëtt also nach ëmmer eng gewësse Villfalt, awer d'Entwécklung ass an eng Richtung gaangen, wou et schwéier ass, déi gréisser Radioe lassgëlést vun de verschidde Pressehaiser ze gesinn. D'Radioen hu sech engem grouse Partner, sief et der CLT oder dem Groupe saint-paul, ugeschloss. Just de fréiere Radio „Gréng Fluesfénelchen“, dee sech zum Radio ARA entwéckelt huet, ka sech haut nach ëmmer als onofhängege fréiere Radio bezeichnen, mat aller Freed an allem Leed, dat esou e Statut nun eemol mat sech bréngt.

Ech sinn als gréngen Deputéierten och esou fräi, hei op déi Pionéieraarbecht hinze weisen, déi vun - ënner anerem - gréng Kolleegen an den 80er Joren am Beräich vun de Pirateradioe gemaach ginn ass, fir dem Monopol, deen d'CLT hei am Land zënter 1929 hat, entgéintzewierken. Datt den Erfolleg vun deene Beméiungen net ëmmer genial war, dat weist och e Bléck op déi aktuell Mediëlandschaft. Datt de Radio ARA nach ëmmer engagéiert an innovativ schafft, weist zum Beispill de Projet „Graffiti“, wou mat Ënnerstützung vum Familljeministère Radio mat a fir Jonker gemaach gëtt.

Et ass och duerch ubruch ze ënnersichen, ob den nationalen 100,7, deen zënter September 1993 sent, déi Erwaardungen, déi un hie gericht gi sinn, erfëllt. Ass et gutt, dat eist Land just eng Televiounschaine huet? An anere Länner, déi net onbedéngt méi grouss si wéi Lëtzebuerg, ass de Pluralismus awer méi grouss. Wéi steet et zu Lëtzebuerg - oder wéi steet et mat Lëtzebuerg - als Produktiounsstanduert am Beräich Medien? Wéi pluralistes ass dann dee Pluralismus vun eiser geschriwwener Press?

Och wa mir der Meenung sinn, datt dës Froen a schéiner Regelméissegkeet sollen a mussen gestallt ginn, si mer allerdéngs och zu der Konklusioun komm, datt de Paragraph 2 vum Artikel 18 vum Gesetz vun 1991 keen effikasse Moyaen ass, fir zu méi Pluralismus bäizetroen. Duerfir kann ech och den Accord vu menger Partei zu dësem Projet de loi ginn, a mir waarden dann elo mat Interessi op déi ugekënnegt Oprüstung vun Lëtzebuergeser Régulateur am Mediëberäich.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Jo, Här President, vu dass dat heiten e ganz technesch Gesetz ass an ech näischt méi derbäizefügen hunn, wëll ech gär fir d'Éischt dem Här Marcel Oberweis Merci soe fir säi schrëftlechen a mündlechen Bericht. Mir wäerten dann als Fraktioun dat heite matstëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Da kritt elo d'Wuert den Här Medien- a Kommunikatiounsminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Merci, Här President. Et ass wuel en technesch Gesetz, wat mer haut maachen, déi Ëmsetzung vun der Direktiv. Et ass awer och - esou, wéi mer déi Direktiv ëmsetzen - e wichtigen Text fir de Standuert Lëtzebuerg. Grad d'Mediëlandschaft - a verschidde Virriedner hunn et scho gesot - zu Lëtzebuerg ass nach ëmmer e Wirtschaftsfacteur gewiescht, zënterdeem mer ebe scho vu virum Krich u gekuckt hunn, dass mer hei de Prinzip vum Pays d'origine héichgehale hunn. Och dat ass ëmmer erëm hannendrun, hannert dësem Gesetz an hannert dësem Text ass dat ënnerschwellig: de Principe du pays d'origine.





Et ass vir drun d'Fro gestallt ginn: „Jo, woufir geet dann RTL-TVI léiwer op Lëtzebuerg sech kontrolléiere loosse wéi an d'Belsch?“ D'Fro fir eis als Regierung ass net, wat RTL-TVI wëllt, d'Fro fir eis als Regierung ass, wat mir wëllen. Mir wëllen, dass déi Programm vu Lëtzebuerg aus kënnen am Ausland empfaange ginn, nom Principe du pays d'origine, fir iwwert dee Wee ze verhënnere, dass herno alles délocaliséiert gëtt, wat vu Lëtzebuerg aus komm ass.

Dat ass e wesentleche Punkt vun der Lëtzebuurger Regierung. Dofir - dat wëll ech och am Numm vu mengem Nofolger a Virgänger soen, dem Jean-Louis Schiltz, dee bei dëser Direktiv mäin Nofolger war an elo mäi Virgänger ass erëm als Telekommunikationsminister - war e wesentleche Element, wéi mer un där Direktiv geschafft hunn an Europa, fir effektiv ze kucken, dass mir hei de Principe du pays d'origine kënnen bäibehalen a weider eise Mediëstanduert kënnen ausbauen.

Dofir och natierlech dat, wat vir drun ugeklongen ass, nämlech dass mer versicht hunn, hei esou manner restriktiv wéi méiglech ze ginn, fir ebe kënnen ze kucken, och an Zukunft attraktiv ze ginn.

Dat ass meng éischt Virbemierkung.

Fir de Rescht wëll ech eigentlech net op de Projet selwer agoen. Ech mengen, Äre Rapporteur, den Här Oberweis, huet dat alles am Detail gesot. Et sinn dräi Froen, op déi ech just wëllt äntwerten. Fir de Rescht, mengen ech, hätt ech dem Här Oberweis näischt bäizefügen, wat den Inhalt ubelaangt vun der Direktiv.

Dat Éischt ass déi: D'Chambre de Commerce huet gesot - et ass ganz witzeg, dass just d'Chambre de Commerce dat kritiséiert huet -: Woufir hu mer elo hei nëmmen, oder bal nëmmen d'Direktiv ëmgesat an net och de Rescht vum 5959 vu mengem Virgänger iwwerholl? Ech muss scho soen, dass ech et ganz witzeg fannen, dass just d'Chambre de Commerce seet: „Ma woufir hutt Der net d'Direktiv benotzt, fir all de Rescht och ze léisen?“ Just d'Chambre de Commerce, déi ëmmer mat deem lapidare Saz kënnt, d'Direktiv 1:1 ëmzesetzen.

Ech ginn net midd ze soen, dass et dat net gëtt, eng Direktiv 1:1 ëmzesetzen. Et muss ee se intelligent ëmsetzen an et muss ee se séier genuch ëmsetzen. Mä ech mengen, hei hu mer wierklech versicht, elo emol d'Direktiv ëmzesetzen. Mir hunn natierlech déi puer manner ëmstridden - elo manner ëmstridden, dat ass jo aus der Debatt erauskomm - Punkte vum 5959 iwwerholl. Mä déi grouss Fro vun der Regulatioun vun eiser Landschaft, déi wëlle mer à part traitéieren, an dat ass déi drëtt Fro, op déi ech wëll agoen. Do kommen ech herno nach eng Kéier drop ze réck, fir lech ze soen, wéi mer eis dat an der Regierung virstellen.

Also nach eng Kéier: Mir hunn hei emol versicht, déi Direktiv esou séier wéi méiglech an esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen, fir weider konkurrenzfähig an Europa ze bleiwen als Mediëstanduert. Dat ass deen éischte Punkt. Dofir ass dat Gesetz, och wann et technesch ass, awer en extrem wichtegt Gesetz fir d'Wirtschaftsliewen hei zu Lëtzebuerg.

Déi zweet Fro, déi hei ëmmer erëm komm ass, déi sech - wou ech ganz frou sinn - och méttlerweil gekläert huet: Dat ass déi vun der 25%-Klausel, déi '91 fir déi sougenannten „Réseaux régionaux“ - e falschen Term - gebraucht gouf. Et sinn der vill heibannen, déi kënnen sech net méi un d'91er Debatten erënneren. Dat ware ganz spannend Debatten, well déi Zäit hate mer e Monopol, an et wäert versicht ginn, nottamment iwwer Piratesenderen, dee Monopol opzebriechen.

De Problem war, dass et déi Zäit net d'Lëtzebuurger Regierung war, déi négociéiert huet bei der UIT, mä et war d'Post, déi négociéiert huet fir d'Lëtzebuurger Regierung, an d'Post huet awer haaptsächlech négociéiert am Opdrag vun RTL. Sou dass all déi Frequenzen, déi mer och déi Zäit négociéiert haten, eigentlech haaptsächlech ganz kleng lokal Frequenzen waren, déi

awer manner gefrot ginn. A grouss Balungsgebiddere wieren d'Leit frou, wa méi lokal Frequenzen do wieren. A kleng Balungsgebiddere ass oft guer keen Demandeur do, fir esou eng Frequenz ze iwwerhuelen.

Mä mir haten net an hunn nach haut net genuch national Frequenzen, fir ebe méi Pluralismus ze maachen, esou dass engersäits gesot ginn ass, RTL behält seng Frequenzen - déi och ausgebaut goufen -, zweetens, mir maachen dann eng Frequenz fir 100,7. Ech wëll drun erënneren, dass mer eis an dësem Gesetz d'Basis ginn, fir eventuell 100,7 an enger zweeter Periode och eng zweet Frequenz ze ginn, well och 100,7 net iwwerall uerdentlech empfaange gëtt.

An da sinn dann déi véier sougenannten „regional Senderen“ geschaf ginn, déi keng regional Senderen sinn. Just well déi Frequenzen net kënnen un Maximum benotzt ginn, sinn dann déi Frequenzen mat méi kleng Senderen regional zesummegestréckt ginn, fir eng uerdentlech Écoute ze kréien. De Problem ass ganz einfach, dass och déi Écoute fir kee vun deene véier haut optimal ass.

Mir sinn amgaangen, mam ILR ze kucken, wéi een dat ka verbessere, fir deenen eng besser Frequenzméiglechkeet - oder Sendungsméiglechkeet, besser ze soen - ze ginn, deene véier Senderen. Mä déi hunn alleguer relativ wéineg Parts de marché. Ech mengen, deen, deen déi meeschten huet, dat ass den Eldorado, an da kommen déi aner hannendrun, mä si hu wéineg Part-de-marchéen.

Dofir soen ech och: Déi Angscht, déi '91 bestanen huet, fir ze soen, elo gruppéiert een alles respektiv een iwwerhëlt alles, ass eng falsch Angscht gewiescht. Ofgesinn dovun ass et wirtschaftlech wierklech Nonsens. Mä déi Zäit war dat politesch net aneschtens dran.

Et ass Nonsens ze mengen, Pressepluralismus géif ee kréien doduerch, dass een d'Kapital zerstückelt. Pressepluralismus kritt een nëmmen, andeem ee ville Leit d'Méiglechkeet gëtt ze senden, an och ënner enger gewëssener Ligne éditoriale ze senden. Wann ee seet, do mussen 25%, véier verschidden Iddien am Sender sinn: Et ass net doduerch, wou ee Pressepluralismus kritt. Pressepluralismus kritt een, andeem ee méi Senderen huet. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass déi Angscht, déi vir drun och ugeklongen ass, fir ze soen: Kéint dann elo net ee kommen, dee géif déi véier huelen? '91 war ëmmer d'Angscht, een - nottamment eng geschriwwene Press - iwwerhëlt ee ganz. Elo ass gesot ginn, et ass eng Angscht do, dass een déi véier iwwerhëlt. Ech mengen, déi véier wiere frou, wann ee se géif iwwerhuelen. Ech soen dat elo emol e bësselche karikatural, well déi véier, déi schwammen net am Geld. Also just, fir dat ze soen! Dat ass kee Geschäft, wat déi maachen, a fir de Pressepluralismus ass et vläicht elo gutt, dass mer de Leit propper d'Méiglechkeet ginn, dran ze investéieren.

Souwisou, wann ech emol kucken, wat geschitt mat deene véier, ass et eigentlech manner d'Kapital, wat wichteg ass, mä éischer d'Publizitéitsagencen, déi hannendru Packagen ubidden. Dat spillt vill méi eng grouss Roll. Also, ech mengen, dass mer hei näischt Geféierlech maachen. Et kënnt keen, deen déi véier wëllt opkafen.

Da kënnt jo nach derbäi, dass hei eent vun eise wichtege Regulatiounsorganer, nämlech d'Commission indépendante de la radiodiffusion, d'Roll ze spillen huet. Déi huet och mam '91er Gesetz ebe gekuckt, dass déi véier Senderen complémentaire waren: en DNR, deen am éischten allgemenge Sender war, den Eldorado, deen op déi Jonk achséiert war, de Radio ARA, deen dann éischer en alternative Sender war, an de Radio Latina, dee virun allem - net nëmmen, mä och - d'portugisesch Bevölkerung ugesprach huet.

2012 lafen déi Konzessiounen erëm aus, an da stellt sech dann d'Fro, wéi dann d'CIR déi ausschreift oder net. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass d'CIR schonn deemools immens vill Wäert drop geluecht huet, fir ze kucken, dass déi véier net alle véier géifen datselwecht maachen, mä dass doduerch d'Radiolandschaft zu Lëtzebuerg beräichert gouf.

Wien herno wat lauschtert, dat ass eng aner Fro. Dat huet engersäits natierlech eppes ze di mam Empfank, an ech mengen, do muss d'Regierung mat deenen zoustännegen Instanzen dru schaffen, um Empfank. Mä op där anerer Säit ass et dann natierlech och esou, dass déi eng déi eng léiwer lauschteren an déi aner déi aner léiwer lauschteren. Ech mengen, dat gehéiert och zu engem gewëssene Pressepluralismus, dass ee sech och Radiosenderen erlaabt, déi net 20% Écoute hunn, mä wou déi Leit, déi se lauschteren, awer gäre lauschteren, a wou déi dann och Informatiounen kréien, déi se soss net kréien.

Ech wëll dat besonnesch soen, well jo den 100,7 eng grouss Missioun huet, mä zum Beispill den 100,7 elo awer haaptsächlech méi e lëtzebuergeschsproochegt Publikum interesséiert, während aner Senderen dann och aner Publikum usprechen. Sou dass ech och mengen - an ech sinn och frou, dass dat méttlerweil esou an der Chamber gesi gëtt -, dass d'Ofschaf vum der 25%-Klausel eigentlech éischer eppes iwwerfälliges ass an op alle Fall näischt Geféierlech.

Dann déi lescht Fro, op déi ech wëllt agoen, dat ass déi: Wat maache mer elo mat deenen Elementer vum 5959, wou de Statsrot Opposition-formellen hat, nämlech d'ganz Regulatiounslandschaft? Do ass et esou, dass et net esou einfach ass, fir einfach ze soen: Elo kritt e Régulateur vill Pouvoiren. Et muss een dräi Saachen kucken.

Dat Éischt ass - do muss ee vir ufänken -: Wie gëtt dann eng Konzessioun? Zurzäit ginn zwee Organer eng Konzessioun: d'CIR, dat ass fir d'lokal Senderen respektiv déi sougenannten - fälschlecherweis genannten - regional Senderen, an d'Regierung, fir all déi aner. D'Fro stellt sech an enger fräier Pressewelt, ob zum Beispill d'Regierung nach weider soll Konzessiounen ginn. Déi éischt Fro fir ze stellen ass also: Wie gëtt Konzessiounen; respektiv: Muss ee Konzessiounen ginn? Kann een net iwwer Autorisation-généralé fueren a soen: Wann s de dat respektéieren, kriss de et?

Natierlech, wann et rar Gidder sinn, wéi zum Beispill analog Frequenzen - wa mer bis digital sinn, gëtt et souwisou aneschtens, mä analog Frequenzen sinn natierlech e raart Gutt -, da muss een d'Décisioun huelen; dohier och d'CIR. D'Fro stellt sech zum Beispill: Soll dann an Zukunft wéi elo zwee Organer? Dat ass also déi éischt Fro, déi mer muss klären: Wie gëtt d'Autorisationen?

Déi zweet ass: Wie kontrolléiert? Wou och d'Fro sech stellt: Soll dann deen, deen d'Autorisationen gëtt, och kontrolléieren? Ech soen lech ganz éierlech, dass ech éischer der Meenung sinn, dass een dat soll trennen, dass deen ee se soll ginn an deen anere se soll kontrolléieren.

Da kënnt dat Drëtt, dat sinn d'Sanktiounen, wou och d'Sanktiounen sech folgendermoosse stellt: Wéini maache mer Sanctions pénales a wéini maache mer Sanctions administratives? Ech sinn der Meenung, dass Sanctions pénales do mussen kommen, wou den Ordre public a Fro gestallt ginn ass. Wann et allerdéngs ëm d'Uechtung oder d'Mëssuechtung vu staatleche Regele geet, sinn ech éischer fir Sanctions administratives.

Wann een also elo awer wëllt engem Régulateur - wat éischer a menger Philosophie ass - Sanctions administratives ginn, da muss een natierlech kucken, dass dee Régulateur och esou opgestallt ass, dass e kann en toute indépendance an en toute sécurité juridique Sanctions administratives ginn. Sanctions administratives, dat ass net einfach de béise Fanger maachen. Dat ass effektiv eppes, wat wéi deet, an dat muss och juristesche ofgekläert sinn.

Mir schaffen am Service des médias et communications un deenen dote Froen. Dir musst verstoen, dass ech ufank vum nächste Joer dann endlech e bësselchen déi Rekonvaleszenz maachen, déi ech scho laang hätt misse maachen. Wann ech da vum Februar un erëm disponibel sinn, wäert ech och souwuel d'Regierung wéi dann och nach virun der Ouschtervakanz d'Chambre konsultéieren iwwert déi

Iwwerleeungen, déi mer gemaach hunn, mat dem Wunsch, dass mer effektiv nach kënnen virun der Sommervakanz e Projet de loi hei deponéieren.

Mä wéi gesot, ech wäert mat dem Service des médias et communications eng Partie Iwwerleeunge maachen, kucken, ob ech an der Regierung do Secours kréie vun de Kolleegen, an dann, ier dass mer en definitive Projet maachen, awer zum Beispill eng Zort Débat de consultation oder wéi och ëmmer aleeden, op alle Fall d'Chamber schonn emol am Virfeld mat abannen, well d'Chamber jo och ëmmer ganz vill zu deenen dote Froen gesot huet, fir dass mer da vläicht kënnen e Projet de loi maachen, deen och politesch kéint e large Konsens kréien.

Well ech mengen, dass et just an enger Mediëlandschaft scho wichteg wier, dass mer eis hei net tëschent Majoritéit an Opposition opdeelen, mä dass mer versichen, hei e large Konsens ze maachen. Wéi gesot, Dir wäert also vun eis am Joer 2011 an der éischer Halschent héieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Medien- a Kommunikationsminister François Biltgen. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6145.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6145 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6145 est adopté par 56 voix pour et 1 abstention.*

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Raymond Weydert), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Mersch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

*S'est abstenu: M. André Hoffmann.*

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

#### **(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6198 iwwert d'Zesummesetzung vum Europaparlament. Et sief hei drop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration ass bei dësem Projet net erlaabt. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: just d'Madame Polfer. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.



## 8. 6198 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, fait à Bruxelles, le 23 juin 2010

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Här President, bei dësem Projet handelt et sech ëm Iwwergangsbestëmmunge fir d'Zesummesetzung vum Europaparlament während der Mandatur 2009 bis 2014. D'Zesummesetzung vum Europaparlament ass säit jeehier en Objet vu politescher Ausenansetzung an Europa gewiescht. Déi grouss Länner hu fonnt, si hätten ze wéineg Deputéierter am Verhältnis zu der Bevëlkerungszuel, an déi kleng hu gefaart, hir Deputéiertenzuel géif hinnen net erlaben, sech an deem groussen Europaparlament politesch ze artikulieren.

E puer Zuele beleeën dee Problem: Bei enger Bevëlkerung vun 82 Milliounen Leit huet Däitschland 99 Sëtz bis elo gehat, dat ass also ee Sëtz fir 832.000 Awunner. Wann et der dräi manner kritt, wéi et am Traité vu Lissabon virgesinn ass, geet déi Zuel op 858.000 erop. Frankräich hat bis elo ee Sëtz op 873.000 Awunner. Wann et der, wéi den Traité vu Lissabon virgesäit, zwee méi kritt, geet dee Ratio op 849.811 erof.

Lëtzebuerg huet fir eng Bevëlkerung vun enger hallwer Millioun sechs Sëtz. Dat waren no de Bevëlkerungszuele vun 2006 76.667 Awunner fir ee Sëtz. Och wann déi Awunnerzuel eropgeet, bleiwe mer nach wäit ewech vu siwe Sëtz, déi Slowenien mat zwou Milliounen Awunner zegutt huet. Haut kann ee soen, dass déi Ausenansetzung sech berouegt huet.

D'Europaparlament selwer huet dobäi eng wichteg Roll gespillt. Et huet an engem Bericht vun den Häre Lamassoure a Severin vum Oktober 2007 d'Notioun vun der degressiver Proportionalitéit agefouert, déi och am Traité vun der Europäescher Unioun am Artikel 14 festgehal gouf.

Derniewent ass e Plaffong vu 96 Sëtz fir dat bevölkerungsräichst Land - haut ass dat Däitschland - festgehal ginn, an en ënneschte Seuil vu sechs fir déi véier klengste Memberlänner, ënner anerem also och fir Lëtzebuerg.

Schliesslech ass e Plaffong vu 750 Membere festgeluecht ginn, fir dass d'Europaparlament net ze grouss gëtt an also net méi funktionsfäeg ass. Déi Zuel ass schliesslech am Endspurt iwwert den Traité vu Lissabon op 751 festgeluecht ginn. Dat heescht 750 plus de President. An der Deklaratioun N°5 gouf dee Sëtz Italien zouerkannt.

Bei zukünftigen Erweiderunge bleift dës Plaffong bestoen, kann awer zäitweilg iwwerschritt ginn, wann dann e Memberland während enger Mandatur nei bäitritt. Wat zum Beispill dës Kéier geschéie kéint, wa Kroatien an dëser Zäit bis 2014 géif bäitrieden.

D'Europaparlament vun 2009 bis 2014 hätt no de Bestëmmungen, déi ech vir drun duergeluecht hunn, kënne gewielt ginn, wann den Traité vu Lissabon net am Laf vun der Ratifikatioun duerch Irland Retard krut hätt an erëischt den 1. Dezember 2009 a Kraaft getratt wär. Ze spéit also fir d'Wahl vum Juni 2009. Sou dass déi Wahlen also no de Bestëmmunge vum Traité vun Nice ofgehal goufen, fir 736 Sëtz ze bestëmmen, an net 751.

Et gouf dunn decidéiert, Iwwergangsbestëmmunge fir d'Zesummesetzung vum Europaparlament festzeleeën. D'Ursach war, d'Vertriedung vun deene Länner, déi méi Deputéierten zegutt gehat hätten, wann den Traité vu Lissabon bei de Wahlen vum 9. Juni 2009 a Kraaft gewiescht wär, ze erhéien. De Conseil huet den 11. an 12. Dezember 2008 eng Deklaratioun ugeholl, fir d'Gesamtzuel vun de Mandater am Europaparlament zwëschen 2009 an 2014

op 751 ze erhéien. D'Zil war et, dës Augmentatioun am Laf vun 2010 ofzeschlëssen.

Zu dësem Zweck gouf den 23. Juli 2010 e Protokoll ënnerzeechent, zu deem de Conseil europäen am Juni 2010 en Accord politique fonnt huet an d'Europaparlament de 6. Mee 2010 eng zoustëmmend Resolutioun ugeholl huet.

Dës Protokoll ass eng Ëmännerung vum Protokoll 36 sur les dispositions transitoires. Dee Protokoll soll an der Laf vun der Period vun 2009 bis 2014 18 weider Sëtzer u verschidde Memberlänner verdeelen, déi déi duerch de Prinzip vun der degressiver Proportionalitéit respektiv duerch den ënneschte Seuil, deen op sechs eropgehuewe gouf, zegutt hunn.

Et sinn dat:

Bulgarien: 1 Sëtz

Spuenien: 4 Sëtz

Frankräich: 2

Italien: 1

Lettland: 1

Malta: 1

Holland: 1

Éisträich: 2

Polen: 1

Slowenien: 1

Schweden: 2

Groussbritannien: 1.

Dat ginn also: 736 plus 18 ass 754. Also dräi méi wéi déi 751, déi am Traité festgeluecht sinn, wat doduerch ze erklären ass, dass Däitschland seng 99 Sëtz bis 2014 behält an duerno erëischt op 96 zrëckgeet. Déi dräi Sëtz kommen also an der Iwwergangphas derbäi, verschwannen dann no de Wahlen vun 2014.

Am Protokoll gëtt och festgehalen, dass d'Länner déi zousätzlech Sëtzer fir dës Mandatur duerch Direktwahlen oder par référence op d'Resultater vun de Wahlen vun 2009 oder duerch eng indirekt Benennung vun Deputéierten duerch d'Nationalparlament kënne bezechnen. D'Konditioun muss an alle Fäll sinn, dass et gewielte Vertrieeder sinn.

Da seet den neien Text och nach, dass de Conseil europäen mat Zäit virun den Europawahl vun 2014 d'Zesummesetzung vum Europaparlament entsprechend dem Artikel 14 vum Traité iwwert d'Europäescher Unioun festleeën muss.

Här President, dës Protokoll bréngt keng Ännerung a keng nei Obligatioun respektiv Dévolution de souveraineté fir Lëtzebuerg mat sech. Duerfir hat de Statsrot gemengt, mir kéinten d'Gesetz mat enger einfacher Majoritéit stëmmen. No Récksprouch mam Generalsekretär vun der Chamber hu mer gemengt, et wär virsiichteg, eng Ofstëmmung nom Artikel 114 vun der Verfassung hei virzehuelen.

Här President, dat ass also d'Presentatioun vun deem Rapport, deen ech ze maachen hunn. Ech wollt och dann zum Schluss den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Als nächst an eenzeg Riednerin ass d'Madame Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Très bien!

### Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Fayot Merci, fir versicht ze hunn, op eng relativ iwwersiichtlech Aart a Weis dat erëmginn, wat an deem Protokoll hei virgesinn ass. Ech sinn och bal mat allem d'accord. Just mat eppes net, well et einfach der Wourecht net entsprécht.

Wa fir Lëtzebuerg nämlech an dësem Protokoll sech näischt ännert, dat heescht, wa mer eis sechs Deputéierte behalen, da verdanke mer dat net dem Europaparlament. Da verdanke mer dat ganz eenzeg an eleng de Conférence-intergouvernementalen, déi herno eng éischte Kéier zu Nice dat do am Traité festgehalen hunn, duerno am Traité constitutionnel, deen herno jo

de Lissabon-Traité ginn ass, an do stinn eben zwou Saache fest: éischtens de Minimum, dee muss sechs sinn, an eben de Maximum vu 96.

Den Här Schmit war derbäi, wéi mer déi éischte Kéier eis schrecklech hu missen asetzen, fir déi, jo, fir déi sechs ze halen. Firwat déi sechs? Firwat war et dës Kéier, firwat war et zu Nice esou komplizéiert? Mä well bis dohinner all Kéiers, wann d'Europäescher Unioun sech vergréissert huet, einfach Sëtz derbäikomm sinn. Erënnere mer eis, mir hunn 52 ugefaange mat enger Assemblée commune vun 142 Memberen. A vun deenen 142 ware schonn déi Kéier sechs Lëtzebuurger. Duerno sinn déi successiv Élargissementer komm, a mir sinn du bis 2004, bis zu deem ganz groussen Élargissement, ware mer zu 626 am Europaparlament. Dat heescht, déi aner kruten der ëmmer bäi, a mir si bei eise sechs bliwwen.

An dunn, wéi mer dee ganz groussen Élargissement sollte virbereeden, an dorëm ass et jo zu Nice gaangen, dunn ass et drëm hiergaangen, fir ofzebauen. An natierlech wollte se dunn och ons ewechhuelen. Mä mir hunn ons geschloen. Mir hate virun allem, an dat muss een, wéll ech awer och nach eng Kéier ënnersträchen: Mir hate gutt Frënn. Mir haten déi Zäit nach gutt Frënn, déi eis bäigestoen hunn an déi ons gehollef hunn,...

### (Interruption)

...zu Nice eben de Minimum vu sechs anzuschreiwen.

An dunn, erlaabt mer, dat awer och nach ze soen, du koum jo déi berühmte Konventioun, déi dem Här Fayot gutt bekannt ass. Hie war dran an nach eng Rei anerer. Do war vum Här Giscard d'Estaing virgeschlo ginn, an engem éischten Text, dat mer sollten op véier erofgoen. An du war versicht ginn, ons ze amadouéiere mat fënnf. Mir hunn ons och dunn net ginn. An den Traité constitutionnel ass ugeholl gi mat sechs als Minimum, dat drastoe komm ass. An dunn ass aus dem Traité constitutionnel dat ginn, wat mer wëssen, den Traité vu Lissabon, an do stoung a sinn eben déi sechs Minimum festgehal ginn.

An duerno huet - an dat ass dat, wou den Här Fayot drop ugeschwat huet - den Här Lamassoure am Europaparlament 2007 eben d'Propositioone gemaach, wéi een dann déi - déi Zäit hu mer nach vu 750 geschwat an net vun 751, mä wéi een déi eben an der degressiver Proportionalitéit soll verdeelen. Mä wéi gesot, déi sechs, déi hate mir vir drun. Well gleeft mer, wann d'Europaparlament eis se hätt misse ginn, dann hätte mer se net kritt. Well, fir laang genuch derbäi gewiescht ze sinn, weess ech, wéi vill mer do jalouéiert ginn, fir déi sechs ze halen. Duerfir, dat hei ass elo eben dann d'Mise en musique vun dem Traité vu Lissabon, fir dann no 2014, mä fir eben elo scho kënne fir déi, déi méi Sëtz am Traité vu Lissabon kruten, wéi zu Nice virgesi waren, fir deenen déi Sëtz ze ginn. Plus dann eben déi dräi, op déi Däitschland à ce stade net wëllt verzichten.

Wéi gesot, et gesäit een, ech erënnere nëmme nach eng Kéier drun, wéi schwéier et ass, Texter ausaarbechten an, wa se da bis do sinn, se och nach en musique ëmzesetzen. Dat hei ass e gutt Beispill dofir.

Mir ginn - ons Fraktioun gëtt natierlech hiren Accord zu dësem Protokoll. Mä nach eng Kéier, ech hoffen, dat mer net méi müssen iwwert déi do Zuele schwätzen, well se stinn elo als Minimum fest. A Malta kann ons dankbar sinn, well Malta hat der bis elo jo nëmme fënnf, an duerch dës Protokoll kritt Malta een derbäi, an dat eenzeg an eleng, well mir drop gehalen hunn, dat sechs als de Minimum drastoe géif. Si wollten der fënnf huelen a si hunn eis souguer en catimini versprochen: „Kommt, mer schreiw fënnf als Minimum dran, an da kritt Dir awer Är sechs.“ Och domat ware mer net d'accord, duerfir stinn elo sechs als Minimum dran...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Ech sinn doriwier ganz frou, an dee Protokoll hei...

### (Interruptions)

...wäert dat hei och elo eben esou ausféieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Polfer. Ech mengen, duerno wär alles zum Projet de loi gesot, ausser den Här Minister Schmit wëllt a Vertriedung vum Aussemister...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech soe just dem Här Fayot Merci fir säi Rapport. An déi Remarque complémentaire vun der Madame Polfer, ech mengen, soss hunn ech näischt dozou ze soen.

► **M. le Président.**- Merci dann och nach dem Minister Nicolas Schmit.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dat mer eng Majoritéit vun zwee Drëttel brauchen an de Vote par procuration net erlaabt ass. D'Ofstëmme fänkt un.

► **Une voix.**- Hei steet „Énergie atomique“ op eisem Schierm.

### (Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Jo, dat ass richteg, do steet dat.

### (Brouhaha général et hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- „Énergie“!

► **Une voix.**- De Computer ass geckeg...

► **M. le Président.**- Jo, et huet iergendwéi eppes de Computer duerjernebruecht. Mir stëmmen awer elo of iwwert...

### (Interruption)

...den 6198, och...

► **Une voix.**- Et ass bestëmmt WikiLeaks, déi hei erakommen.

### (Interruptions)

► **M. le Président.**- Sou, also mir wëssen, iwwer wat mer ofstëmmen, nämlech de Projet de loi 6198.

Den Vote ass ofgeschloss, an de Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Lucien Thiel, Robert Weber, Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Paul Helmingier, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Da komme mer elo zu deem Projet, wou verschidde Kolléeg sech jo schonn drop freeën ze schéngen, dat ass de Projet de loi 6186 iwwert d'Amendementen zu der Konventioun iwwert de Schutz vum nordöstlechen Atlantik. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hunn sech schonn ageschriwwen: déi Häre Berger, Scheuer, Gira an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.





**9. 6186 - Projet de loi portant approbation des Amendements aux Annexes II et III de la Convention de Paris du 22 septembre 1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans les formations géologiques, adoptés lors de la réunion de la Commission OSPAR, qui s'est tenue à Oostende (Belgique) du 25 au 29 juin 2007**

**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister.

Mat deem virleiende Gesetzesprojet sollen d'Amendementer zu der Annex II an der Annex III vun der OSPAR-Konventioun ugeholl ginn. Dës Konventioun behandelt d'Protektioun vun der Biodiversitéit an der Ëmwelt am Nordost-Atlantik. Si ass eng Suite vun hiren zwou Virgängerkonventiounen, der Oslo-Konventioun aus dem Joer 1972, der sougenannter OSCOM, an der Paräis-Konventioun aus dem Joer 1974, der PARCOM.

D'OSPAR-Konventioun ass den 22. September 1992 ugeholl ginn an de 25. März am Joer 1998 a Kraaft getrueden. Lëtzebuerg huet d'Konventioun duerch d'Gesetz vum 8. September 1979 (*veuillez lire 1997*) approuvéiert.

An der OSPAR-Konventioun si wuel 16 Länner engagéiert, déi allegueren eng Küst um Nordost-Atlantik hunn oder onmittelbar drustoussen, wéi d'Schwäiz an och Lëtzebuerg. Eist Land ass iwwer seng Flëss mat dem Atlantik verbonnen, duerfir musse mir alles ennerhuelen, dass keng

gëfteg Substanzen iwwer eis Baachen a Flëss an d'Mier kommen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), *rapporteur*.- Mir wëssen awer, wéi schwéier mir eis domat heiansdo dinn.

D'OSPAR-Konventioun enthält fënnf Annexen, déi d'Protektioun vum Nordost-Atlantik an de Mëttelpunkt stellen. Dës Konventioun reit sech an d'Gedankewelt vun der Rio-Konferenz aus dem Joer 1992, an hei am Speziellen der Konventioun fir d'Erhale vun der Biodiversitéit. Si ass fir alles zoustänneg, wat an d'Nordsee respektiv an den Nordost-Atlantik ageleet, versenkt oder op soss eng Aart a Weis abruecht gëtt.

Dozou gehéieren zum Beispill och de Bau vun Äerdulechbuerinselen, d'Abréngung vu gëftege Substanzen aus den Industriebetriber oder Schëffer wéi och d'Opriichte vun den Offshore-Wandparken.

**(Interruption)**

Et ass jo mëttlerweil bekannt, dass sech de Klimawissel net nëmmen op d'Atmosphär an de Buedem auswierkt, mä och op d'Waasser an domat och op déi verschidden Ozeanen. D'Erwärmung vum Mier, an domat d'Erhéijung vum Mieresniveau an d'Versauerung si sichtbar Konsequenze vun enger net nohalteger Wirtschaft. Dat alles strapazéiert d'Déieren- an Planzewelt am Mier iwwert d'Grenzen eraus. De Verloscht vun der Biodiversitéit ass eng direkt Folleg.

Op der Réunioun vun der OSPAR-Konventioun zu Ostende vum 25. bis 27. Juni am Joer 2007 stoung d'Aleedung an d'Oflagerung vun dem Kuelendioxid, engem Dräifhausgas, an déi geologesch Schichte vun dem Mier am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen. Dës Technologie, CCS genannt, soll et erlaben, deen aus de Kraaftwierker an den Industriebetriber austriedende Kuelendioxid ze fänken, ze cap-

téieren an enner héijem Drock an déi ennerierdesch Gestengsformatiounen eranzepressen. Do soll en da permanent iwwer e ganz laangen Zäitraum stockéiert ginn a net méi mat der Ëmwelt a Verbindung triede kënnen.

Mëttlerweil ginn och schonn déi éischt Versich um Terrain probéiert, esou zum Beispill am Kuelekraaftwierk „Schwarz Pompel“ an der Lausitz, wou en an den Äerdbuedem eragedréckt gëtt. Méi no bei eis, an der Lorraine, wëllt e grouse Stolproduzent de Kuelendioxid an eng Salzsäure an 1.000 bis 2.000 Meter Déift erapressen. Nach lafen d'Ënnersichungen. De Berechnunge vun der „Boston Consulting Group“ no misste ronn 500 Milliarden Euro bis 2030 an dës Technologie am Beräich vun der Stromproduktioun an de Kuelekraaftwierker investéiert ginn.

Kuckt ee sech den Undeel vu ronn 48% vun der Kuel an der weltwäiter Stromproduktioun un, da kann ee sech virstellen, wéi vill Kuelendioxid hei ufält.

Et soll hei och drop higewise ginn, dass awer scho momentan aner Fuerschungen vun der Fixatioun vum Kuelendioxid an der Planzewelt ëmmer méi Friichte weisen. Doriwwer eraus bericht och dës Woch d'ETH vun Zürich iwwer nei Fuerschungen am Beräich vun der Ubannung vum Kuelendioxid. Si entwéckelen hei op der Universitéit Materialien, déi de Kuelendioxid direkt aus der Atmosphär erausfilteren a festbannen, an déi benéidegt Energie dofir gëtt mat der Solarenergie gewonnen.

Während hiner Réunioun zu Ostende sinn d'Amendementer zu der Annex II an Annex III ugeholl ginn. Et gëtt eendeiteg hei verlaangt, dass et nëmmen zur Oflagerung vu Kuelendioxid an de geologesche Couchéi kennt an net an d'Mierwaasser selwer, well do wier eng erhéichte Versauerung eng direkt Folleg.

De Kuelendioxid dierf nëmmen dann an de Gestengsformatiounen stockéiert ginn,

wa séchergestallt ass, dass et zu kengen negative Konsequenzen op d'Mieresëmwelt an en aval op d'Gesondheet vun de Mënsche kennt. Et gëtt festgehalen, dass nëmme Kuelendioxid stockéiert a keng aner schiedlech Gase mat bäibemengt dierfe ginn. De Stockage muss permanent sinn an enner gréisster Sécherheet, dat heescht ouni Gefor fir d'Ëmwelt, oflafen.

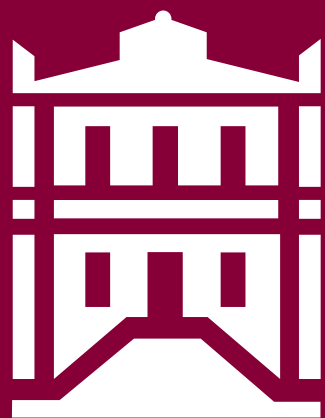
Et soll hei awer och nach dann drop higewise ginn, dass zënter där Réunioun vun Ostende nach weider Schrëttler ennerholl si ginn. An der europäescher Direktiv 2009/31 gëtt kloer definéiert, wellech Autorisatiounen virleie mussen, fir de Kuelendioxid ennerierdesch ofzelagere. Och gëtt definéiert, wat fir eng Qualitéit déi ennerierdesch biologesch Formatiounen mussen hunn, a wien d'Surveillance vun dem Site duerchféieren dierf.

An deem Zesammenhang huet d'Regierung e Règlement grand-ducal am Mee vun dësem Joer ugeholl, wou sech mat dem Stockage vu Kuelendioxid aus de Grousskraaftwierker mat enger elektrischer Leeschtung mat méi wéi 300 MW beschäftegt gëtt.

Op hiner leschter Konferenz zu Bergen a Norwegen am September dëst Joer hunn d'Ministere vun den OSPAR-Länner sech kloer derfir ausgeschwat, dass alles ennerholl muss ginn, fir dass et zu kengen negativen Aflëss op d'Fauna an d'Flora an dem Nordost-Atlantik kommen dierf. Lëtzebuerg huet wuel nëmmen en indirekten Zougang zum Nordost-Atlantik, mä als Member vun der OSPAR si mir opgeruff, dës Amendementer unzehuelen.

Mat dësem Detailer zum Gesetzesprojet ginn ech och dann den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis. Als éischte Riedner ass den Har Eugène Berger age-droen.



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



**Discussion générale**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt déi OSPAR-Konventioun, déi huet als Hauptzil, fir de Mieresmilieu am Nordost-Atlantik ze schützen, an ech muss soen, dat ass en Uleies, dat d'DP och ka voll ënnerstëtzen. Mir hunn zwar als Lëtzebuerg kee Mier, mä mir sinn och concernéiert doduerjer, datt mer d'Musel, déi an de Rhäin leeft an duerno an d'Nordséi, datt mer also do awer och e Lien hunn an eben och da mat an der OSPAR-Konventioun figuréieren.

D'Zil also vun där OSPAR-Konventioun ass de Schutz vum „milieu marin“, mä et schéngt mer awer net kohärent mat deem Amendement, dee mer dann elo hei solle stëmmen, wou et ëm de Captage an de Stockage vun CO<sub>2</sub> ënner, um Mieresbuedem oder ënnert dem Mieresbuedem geet. Dës sougenannte CCS-Technologie sinn éischtens emol wéineg erprooft. Et sinn also nach eng ganz Rei Risiken do.

An déi ganz Technologien, fir den CO<sub>2</sub> ënnert dem Buedem, ech soen emol ze verstoppen, ass och net kohärent mat den allgemenge Bestriewungen am Klimaschutz. Well d'Zil am Klimaschutz ass, fir CO<sub>2</sub> insgesamt ze reduzéieren. An hei mussen also d'Efforté gemaach ginn!

Ech erënneren och drun, datt jo elo an dësen Deeg d'international Klimaschutzkonferenz zu Cancún a Mexiko ass, wou also do weider dru geschafft gëtt. An do muss een also d'Efforten drop konzentréieren, CO<sub>2</sub> ze reduzéieren, an net einfach nach méi CO<sub>2</sub> ze produzéieren, an dann eben ze kucken, fir dat iergendwou, ënnert dem Mier zum Beispill, ze versenken an dann den Teppesch driwwer ze leeën, mat all deene Risikoën, déi déi Technologien och mat beinhalten.

Mir haten als Demokratesch Partei an eise Wahlprogramm och kloer Positioun bezunn. Mir hu kee Versteesdemech fir déi CCS-Technologien. A mir betounen och do, datt mer sollen Efforté maachen, fir CO<sub>2</sub> ze reduzéieren. Dat ass de richtige Klimaschutz, an net eben, fir dat Ganzt ënnert dem Buedem ze vergreuen.

Dat ass och d'Ursaach, Här President, firwat meng Fraktioun sech wäert hei bei dësem Projet enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen emol als Éischt dem Marcel Oberweis Merci fir säi gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport. Lëtzebuerg ass Member vun där OSPAR-Konventioun, well et iwwert d'Musel zum Anzuchsgebiet vum Rhäin gehéiert. Och wa mir keng Küst hunn an nëmmen indirekt betraff sinn, si mir awer opgefuerdert, d'Amendementer zu zwou Annexe vun der Konventioun ze ratifizéieren.

An der EU hu mir schon eng Direktiv, déi de Stockage vun CO<sub>2</sub> am Buedem regelt. An de Considéranté vun der Direktiv gëtt de Stockage vum CO<sub>2</sub> als Iwwergangstechnologie bezechent, déi soll hëllefen, de Klimawandel ofzeschwächen. Am gläichen Otemzuch gëtt festgehalten, dass dës technesch Méiglechkeet net däerf als Usporn gesi ginn, fir Kraaftwierker auszebauen, déi fossil Energiequellen notzen. Dat ass a mengen Aen e ganz wichtege Punkt.

D'OSPAR-Konventioun huet de Schutz vum Mier respektiv vum Nordost-Atlantik als Zil a beschäftegt sech dofir net mat der Reduktioun vum CO<sub>2</sub>. Soubal mir vum Stockage vum CO<sub>2</sub> schwätzen, muss awer kloer sinn, dass dat allerwichtigst Zil vun dem Klimaschutz d'Reduktioun vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen ass a bleift.

Wa mir als Chamber den Amendementer zu den Annexe vun der OSPAR-Konventioun zoustëmmen, bedeit dat net, dass mir de Stockage vun CO<sub>2</sub> fir onproblematesch halen. An och net, dass mir doran eng Zauberformel gesinn, fir eis Problemer

ze léisen. Trotzdeem ass et wichteg, dass eng rechtlech Basis geschaf gëtt, déi d'Entwécklung vun dëser Technologie encaféiert, a méiglechst streng Norme festleet, déi de Schutz vun der Ëmwelt an der Gesondheet garantéieren.

An deem Sënn ginn ech dann och elo den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Scheuer. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och déi gréng Fraktioun wäert dës Projet net stëmmen, an zwar aus enger Rei Ursachen.

Éischtens si mer der Meenung, dass nach vill ze vill Onsécherheete bei der Technologie vun CO<sub>2</sub>-Späicherung existéieren, fir se elo schon op industrieller Basis och nach ganz déif an de Mierer ze applizéieren. Fir eis ass dat do en ongedeckte Scheck fir d'Zukunft, ähnlech wéi dee vun der Atomindustrie.

Dir musst lech einfach am Mond zergoe loossen, wann ee bedenkt, dass mer elo scho 40, 45 Joer Atomzentralen hunn, an nach ëmmer, Här President, nach ëmmer gëtt et weltwäit keng Léisung fir Atom-müll! Dee franséischen, deen trëllt iergendwou a Russland op enger Deponie. Wat déi Däitsch mat hirem maachen, dat kréie mer jo heiansdo gewisen, wann den Zuch aus Frankräich hin an hier fiert. Dat muss Der lech virstellen: Do ass e Fliger gestart op engem Flughafen, an dee Flughafen, wou de Fliger soll ukommen, deen ass bis haut nach net gebaut!

An hei ass et e bëssen ähnlech. Hei hunn e puer Leit entdeckt, dass hei ganz vill Geld ze verdéngen ass mat enger neier Späichertechnologie. Si kënnen déi Minnen, déi se fréier eidel gemaach hunn, elo vläicht erëm voll maachen. Hei sinn erëm e puer Zauberlehrlingen amgang ze zauberen. A mir fäerten, dat do wäert gradesou schif ausgoen, wéi bei aneren Techniken.

Et ass e bëssen, jo, wann et net esou schlëmm wier, misst ee bal driwwer laachen, dass dann an deem Kontext hei d'Uelechbuerungen an der Nordséi a soss anzwousch erwähnt ginn. Wéi fest mer déi am Grëff hunn, dat hu mer jo viru kuerzem vu BP am Golf vu Mexiko gewise kritt! Also, mir géifen op jiddwer Fall do virdu warnen, fir elo schon d'Dier esou wäit opzemaachen, fir iwwerall mat där Technik do ëmzegoen. Et ass nach guer net gekläert, wéi dat soll vir sech goen, iwwer wäit Strecken ze transportéieren. An et ass keen, dee weess, wéi een dann derfir suergt, dass déi Entlagerung och sécher ass.

Mir sinn och der Meenung, dass dat hei u sech eng Technik ass, déi per se net nohalteg ass. Well fir eis heescht nohalteg, dass dës Generatioun keng Décisiounen hëlt, wou se deenen nächste Generatioun kee Choix méi léisst, fir hir Décisiounen ze huelen. Dat ass esou bei der Atomenergie, dat ass och hei. An duerfir ass dat äusserst problematesch, wat do amgang ass ze geschéien.

Zweet Ursach, firwat mer net frou si mat deem Wee, deen do gaange gëtt. Mir sinn der Meenung, dass dat do alt erëm e weidere Virwand ass, fir net genuch an aner Beräicher vun der Klimaschutzpolitik ze maachen. Wann ee bedenkt, dass nach aner Zauberlehrlingen amgang si sech virstellen, dass mer solle Schwefel an ech weess net wat an d'Welt blösen, fir dass e bësse manner Sonnenenergie erfökent! Wat losse mer eis net alles afalen, fir dass mer näischt mussen un eisem iwwerméis-sege Liewensstil änneren! Hei ass e weidere Virwand.

Wat awer kee Mënsch derbäi seet, dass, wann een déi Technik hei u Kuelekraaftwierker uschlëisst, da falen déi mat hirer Effizienz an d'50er Joren zréck! Da bréngt se nëmme méi 35% Produktivitéit, amplaz dass se awer haut scho bei iwwer 45 sinn. Dat schwätzt keen. Et ass eigentlech pervers, dass mer eng Technik, déi mer weiderentwéckelt hunn, mat där heiter Tech-

nik erëm an d'50er Joren zréckschrauwen! Wann ee bedenkt, dass eng gutt Cogeneration op d'mannst 75, heiansdo souguer 80% vu Wierkungsgrad huet, dann ass dat do d'Zukunft net.

An déi drëtt Ursach, firwat mer dat hei net stëmmen, well mer fäerten, an dat ass schon amgang ze geschéien, dass dat alt erëm eng Technik ass, déi ganz vill Geld, ganz vill Fuerschungsgelder weltwäit, och vun der Europäescher Unioun unzitt, an déi sinn da verluer fir Recherche an aner Beräicher. Wann een emol géif, vläicht zéng oder 15 Joer, och nëmmen e Brochdeel vun de Fuerschungsgelder an d'alternativ Energie stiechen, déi mer all déi Joren an d'Atomenergie, a vläicht deemnächst an déi hei Technik géife maachen, da géife mer ganz séier weiderkommen. Duerfir mengen ech, dass dat hei och an deem Sënn net glécklech ass.

Wéi séier mer op där anerer Säit awer och weiderkommen an den alternativen Energien, dat kann ee gesinn eleng un enger Präisentwicklung. Wann ech lech soen, dass mer zu Biekerech 2008 am Dezember nach eng Fotovoltaikanlag vun 30 Kilowatt op enger Holzhackschnitzelanlag opgeriicht hunn, do huet de Kilowatt nach 5.000 Euro kascht. Ech hu viru kuerzem mat eise Leit geschwat: Déi neiste Präisser um Maart sinn 2.500 Euro. Dat heescht, do gesitt Der, do si mer am Beräich vun der Economie d'échelle, souguer schon an der Fotovoltaik. An dräi Joer sinn d'Präisser ëm d'Halschent gefall!

Elo kommen d'Chineesen op de Marché. Et sinn aner Leit, déi do aklammen. Dat sinn d'Marché vun der Zukunft, an d'Technik vun den alternativen Energien ass eigentlech do. A wa mer e bësse Geld géifen an d'Fuerschung stiechen, da géifen déi Produktivitéitsgewënner, déi mer brauchen, vill méi séier kommen.

Dat ass eis Visioun vun der Zukunft: Net weiderhin CO<sub>2</sub> ausstoussen an dann deenen nächste Generatiounen et an iergendwellechen eidele Grouwen oder ënnert dem Mieresbuedem ze hannerloossen. Dat ass net esou, wéi mir eis d'Zukunft virstellen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gira. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech wäert mech enthalten aus deeneselwechte Grënn, déi scho vum Här Gira a vum Här Berger genannt gi sinn. CO<sub>2</sub> ze stockéieren ass net d'Solutioun. CO<sub>2</sub> ze reduzéieren ass d'Solutioun. Et besteet souguer d'Gefor, dass een do eng Schändier opmécht, an domadder d'Be-reetschaft, fir aner Weeër ze goe fir d'Reduktioun, ofhëlt.

Ofgesinn dovunner sinn ech äusserst skeptesch, wat d'Sécherheet betrëfft. Et gëtt keng absolut Sécherheet. An deem dote Beräich net, esou och, wéi den Här Gira et gesot huet, esou wéi et se och beim Atom-müll net gëtt, c'est le moins qu'on puisse dire!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Da kritt den delegéierten Nohaltegkeetsminister, den Här Marco Schank, d'Wuert.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Jo. Merci, Här President. Ech wollt fir d'Éischt dem Rapporteur Marcel Oberweis Merci soe fir säin detailléierte Rapport. An da wollt ech soen, datt et bei den Amendementer fir d'Annexen net drëm geet, fir alles méiglech ze maachen, mä datt et virun allem och drëm geet, fir der OSPAR d'Méiglechkeet ze ginn, an hirer Aktioun weiderzefueren, wat de Miereschutz ubelaangt, souwuel an der Nordséi wéi am Nordost-Atlantik, an eben datt mer déi Virusatzung schafen, datt dee Stockage ka mat méiglechst vill Ëmweltschutz geschéien.

Wat elo den CCS selwer ubelaangt - de Ben Scheuer huet et gesot -, natierlech soll een do eng ganz gesond Skepsis hunn. Mä ech wëll lech awer soen, wat déi Technologie ubelaangt, déi ass, wann ech international Ofkommes kucken, wann ech déi kucke vun der Organisation maritime in-

ternationale, vun der OMI, do hu mir 2006 eng Kéier Jo gesot. An ech muss och soen, datt dat gemaach gëtt.

Nach sinn ech der Meenung, datt een, wéi gesot, eng gesond Skepsis soll hunn, datt dat och net d'Léisung ass vun eise Problemer, fir géint de Klimawandel ze wierken. Ech mengen, bei dem CCS muss de Principe de précaution ugewannt sinn. Dat ass, mengen ech, ganz, ganz wichteg.

A wa mer vu Laangzäitsécherheet schwätzen, do ass bei mir och eng gewësse Schell, déi ugeet. Net fir näischt ass och virun de Lien gemaach gi mat dem Stockage vun Atomoffäll, obwuel dat nach eng aner Qualitéit ass. Nichtsdestotrotz muss mir a wëlle mir och als Regierung do an deem, wat mat där Technologie weider geschitt, wéi gesot, eng gesond Skepsis walte loossen.

Ech sinn och gär bereet, datt mer eng Kéier méi detailléiert doriwwer schwätzen. Ech mengen, datt elo déi Amendementer vun deenen Annexen, déi mer haut un-huelen, net d'Plaz wäeren, fir dat ze maachen. Ech sinn awer ganz gäre bereet, datt mer op déi Diskussioun zréckkommen. Duerfir och Merci deenen anere fir déi verschidden Diskussionsbäitrag.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6186 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a 17 Enthaltungen.

*Ont voté oui:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

*Ont voté non:* MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

*Se sont abstenus:* MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zum leschte Projet de loi fir haut, den 6192 iwwert den Handel mat Robbeprodukter. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

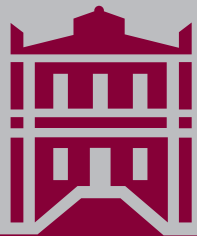




■ L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)

■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.



d'Chamber online op  
[www.chd.lu](http://www.chd.lu)

### 10. 6192 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur le commerce des produits dérivés du phoque

**Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, nodeems mer elo am Mier waren, gi mer bei en Déier am Mier. Dat sinn dann d'Robben. Mat dem virleiende Gesetzesprojet soll dat europäescht Reglement N°1007 aus dem Joer 2009 an nationaalt Recht emgesat ginn. Et geet am Speziellen em d'Sanktiounen am Handel mat de Produkter vun de Robben.

D'Juegd op déi ausgewuessen Déiere respektiv déi jonk Déieren, déi virun allem an den nordesche Länner bedriwwen gëtt, ass eng grausam Praxis. Déi ugewannte Methoden, mat deenen d'Déieren ofgeschluecht ginn, sinn an de meeschte Fäll guer net aartgerecht a stousse bei ville Regierungen a bei deene meeschte Matbierger uechtert d'Welt op eng grouss Oflehnung.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- D'Doutschloen ass gewéinlech net aartgerecht!

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), rapporteur.- E puer Wiederer iwwert dës desartéris Praxis. Den internationale Fong fir de Schutz vun den Déiere schreift, dass ronn 1,5 Milliounen Robbe bannent de leschte fénnef Joer eleng a Kanada masakréiert goufen, an dat nëmme, fir de Pelz vun dësen Déieren ze kréien an deen op de Marché ze werfen. Déi 30 Aarte vu Robben, déi an de Mierer schwammen, weisen haut nach eng Populatioun vu ronn 16 Milliounen op. U sech sinn et Kanada, Grönland an Namibia, eent vun onse Pays cible vun der Drëttwelthëllef, déi ronn 60% vun den 900.000 Déiere pro Joer ofschluechten.

A senger Deklaratioun vum 26. September 2006 iwwert de Verbuuet vun Handel mat de Produkter aus dem net aartgerechten Handel hat d'Europaparlament scho virgeschloen, dass eng appropriéiert Reglementatioun an dësem Beräich geholl sollt ginn. Och de Conseil de l'Europe huet sech fir esou en Handelsverbuuet ausgeschwat. Hien huet a senger Recommendation vum 17. November 2006 déi Länner opgefuerdert, déi dës net aartgerecht Juegd erlaben a praktizéieren, all Juegdmethoden ze verbidden, déi net den direkten Doud vun Déier zur Folleg hunn.

D'Europaparlament ass weider géint esou eng Zort vu Juegd an huet duerfir a senger Deklaratioun vum 16. September 2009 iwwert de Verbuuet vu Produkter aus dem

Handel mat Robben an der Europäescher Unioun déi Europäesch Kommissioun nach eng Kéier opgefuerdert, endlech e Reglement auszuschaffen. Dat soll souwuel de Verbuuet, den Import, den Export an de Verkauf vun de Produkter vun deenen Déiere verbidden, déi op dës Manéier erschoss respektiv erschloe goufen.

Nodeems d'Wëssenschaftler an de leschte Jore festgestallt hunn, dass een d'Robben och ouni Péng, Stress a soss eng Souffrance doutmaache kann, huet d'Europäesch Unioun dat Reglement 1007 vum 16. September 2009 publizéiert, déi den Handel mat de Produkter vun de Robbe streng regelt. Dat Reglement ergänzt déi kommunautär Gesetzgebung an dësem Beräich aus dem Joer 1983, wou et em den Importverbuuet vun dem Pelz vun de Baby-Phoquë geet.

Mat dem virleiende Gesetzestext setze mer haut verschidde Modalitéite vun dësem Reglement em. Deen ass den 20. September vun dësem Joer vun dem delegéierten Nohaltegkeetsminister hei an der Chamber déposéiert ginn. An der Réunioun vun der Kommissioun fir nohalteg Entwécklung ass de Rapport den 11. November 2009 uegholl ginn.

Dat europäescht Reglement, wat mer duerch dës Gesetzestext emsetzen, harmoniséiert d'Regelen an der Europäescher Unioun, virun allem d'Wuel vun den Déieren, d'Juegdmethoden an d'Formatioun vun de Jeeër, d'Iwwerwaachung, dat heescht den Import, den Export, den Transit an d'Veermaartung vun de sougenannte Produits dérivés vun de Robben. De Projet de loi gesäit och d'Identifikatioun vun de kompetenten Autoritéite fir d'Exekutioun vum Reglement vir.

Derniewent ginn d'Infractionen, déi sech mat der Applikatioun vun dem Projet de loi erginn, prezisiéiert. Ausserdeem si penal Strofe virgesinn, wa géint dëst Reglement verstouss gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hale mer just fest, den Import, den Export, den Transit an d'Veermaartung bannent der Europäescher Unioun si verbueden, ausser dës Produkter stame vun traditionelle Juegden, wéi se enner anerem vun den Inuit oder aneren indigene Populatiounen praktizéiert ginn.

Den allgemenge Verbuuet zielt och net, wann d'Produkter aus enger reglementéierter Juegd stamen oder aus enger Juegd, déi aartgerecht ofgelaf ass, dat heescht ouni Péng fir d'Déieren. Dës Ausnahm zielt nëmme dann, wann duerch e Certificat, eng Étiquette oder eng Mark nogewise ka ginn, dass déi virgenannte Kritären erfëllt goufen.

Wat de Gesetzestext selwer ubelaangt, deen duerch den Avis vum Statsrot op verschidde Punkten huet missen emgeännert ginn, hei déi wichtegst Elementer:

Am Artikel 1 ginn d'Kompetenze vun den Autoritéite festgeluecht, déi sech mam Emsetze vum Reglement beschäftegen.

Den Artikel 2 regelt déi administrativ Mesuren, déi getraff musse ginn, wann eng Infraction bei der Vermaartung vun de Produkter am Robbenhandel festgestallt ginn ass.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Déi Fonctionnaire, déi mat der Feststellung an der Recherche vun Infractionen beoptraagt sinn, ginn am Artikel 3 definiéiert. Si hunn d'Qualifikatioun vum Officier de police judiciaire, OPJ.

Am Artikel 4 ginn d'Konditiounen festgehale, no deenen déi am Artikel 3 genannte Fonctionnaire den Zoutrëtt fir eng Kontroll kréien. Et ginn hei zwou Zorte vu Kontrollen: éischtens, a Gebaier, wou Mënsche wunnen; an zweetens, do, wou keng wunnen. Am éischte Fall dierf eng Visite nëmme mat engem Duerchsuchungsbefehl tëschent hallwer siwe moies an aacht Auer owes geschéien. Am zweete Fall kënnen dës Kontrolle ronderem d'Auer gemaach ginn.

Am Artikel 5 ginn d'Modalitéite festgeluecht, wat fir Piécè bei der Kontroll virgeluecht musse ginn. Och kënnen d'Agente Prouwen op der Plaz huelen, fir eng Analyse duerchzuféieren.

Am Artikel 6 gëtt op den Droit d'agir en justice fir déi agréiert Ëmweltassociatioun higewisen; an dat am Geescht vum modifizéierte Gesetz vum 19. Januar 2004 an dem Gesetz vum dem 15. März 1983 vun den agréierten Associatiounen.

Am leschten Artikel ginn dann explizit Strofe festgeluecht, déi ee sech zouzéie kann, wann ee géint de Gesetzestext verstéisst. Dës Strofe kënnen sinn: eng Prisonsstrof vun aacht Deeg bis zu engem Mount oder Amendë vu bis zu 100.000 Euro.

Mir sollten och net vergiessen, dass mer am Joer vun der Biodiversitéit stinn, wou et em d'Protektioun vun den Déieren an der Planzwelt geet. Däerf ech hei just nach eng Kéier kuerz erënneren un déi vill Deklaratiounen vun der Konferenz vun Nagoya a Japan? Mir sollten eis zur Devise maachen, dass mer alles drusetzen - dat fält heiansdo schwéier -, dass d'Planzenan hei am Speziellen d'Déierewelt net mat Féiss getréppelt solle ginn.

Mat dëse puer Detailer zum Gesetzestext, Merci fir d'Nolauschteren, an den Accord vun der CSV ass heimat och derbäi.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis. Als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Ech weilt och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen awer ausféierleche Bericht.

Här President, mir kennen alleguerten déi - ech géif soen - dramatesch Biller, wann zu honnerten oder zu dausende Robben op eng brutal Aart a Weis niddergemaach an ofgeschluecht ginn. Ech hätt am léifsten, wann d'Juegd op dës Déierenaart weltwäit komplett géif verbuede ginn, an ech bedauern, dass an dës Froe wéi och beim Schutz vun aneren Aarten aus dem Mieresmilieu keng international Accordé fonnt ginn.

Ech mengen, déiselwecht Fro stellt sech zum Beispill beim Offëschesche vum Thon. Ouni an all déi Dossieren anzegoen, kann ech einfach nëmme relativ pessimistesche feststellen, dass hei am Endeffekt d'Konklu-

sioun ass: De Benefiss an de Fric, déi gi virun der Moral an dem Schutz vun den Déieren an der Biodiversitéit.

Bon, dat Reglement hei gesäit vir, dass hei nëmme solle Produit-dérivéé benotzt ginn. Et muss ee sech iwwerhaupt froen, firwat dat een dann d'Produkt vu Robbe brauch an eiser moderner Zivilisatioun. Kéinte mer net iwwerliewen ouni Produkt vu Robben? Ech mengen, hei geet et haaptsächlech em Luxusartikelen, wéi zum Beispill Feller, oder och zum Deel aner méi dubiéis Produkter, wou et dann em d'Potenz an ech weess net wat geet.

D'Reglement gesäit elo hei méi streng Regelen bei där Juegd op d'Robbe vir. Am Rapport geet da Rieds vun „Bien-être animal lors de la mise à mort“. Et muss een eigentlech soen, et ass eng relativ perfid Formulatioun, fir dat Ganzt dann op e méi - wéi soll ech soen? - verdaulechen Nenner ze bréngen. Hei kann ee sech zum Beispill d'Fro stellen: Wéi gëtt dann herno kontrolléiert, wa weiderhin d'Juegd op d'Robbe gemaach gëtt? Ass do bei all Jeeër een derbäi, deen dat da kontrolléiert?

Virrun ass och Rieds gaangen, dass jo eigentlech dann och nëmme solle Produit-dérivéé vu Robbe benotzt ginn, déi no enger traditioneller Aart a Weis gejot gi si vun Inuiten. Mä d'Inuiten, déi joen dach nëmme fir sech selwer, fir z'essen. Déi brauchen näischt an Europa oder soss an d'Welt ze verkafen! Also huet dat Ganzt eigentlech e gewëssenen Non-sens.

Bon, fir et kuerz ze maachen, mir kënnen also net hei zu Lëtzebuerg genuch drop awierken, fir dass dat weltwäit soll verbuede ginn. Dat heiten ass alt weinstens e kleng Schrëtt an déi richteg Richtung, dass mer hei op europäeschem Niveau eis Aufgab - eis kleng Aufgab - maachen. Mä mir musse weiderhin derfir œuvréieren, dass mer hei an Europa a weltwäit eis derfir asetzen, dass schlussendlech d'Juegd op déi Déierenaart, op d'Robbe komplett verbuede gëtt. Dat gesot, géif ech dann och den Accord vu menger Fraktioun derzou abréngen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Här President, engersäits kann een natierlech net géint déi Restriktiounen sinn, déi hei virgesi sinn an där Léiglatioun, déi mer hei solle stëmmen. Op där anerer Säit stellen ech mer déiselwecht Fro awer, déi den Här Berger gestallt huet: Brauche mir dann iwwerhaupt hei Produkter vu Robben? Brauche mer se?

Dass ee Leide bei Déiere vermeit, och dann, wann ee se dout mécht, dat ass och an der Rei. Awer ech fannen eigentlech ganz oft an offiziellen Texter - och vun der Europäescher Unioun -, wann et em d'Déiere geet en Zynismus oder eng Hypokrisie, déi dem deklaréierten Zweck net ka gerecht ginn. Den Här Berger huet schonn dorobber higespillt, wann do steet «les produits proviennent...» - also, et wier erlaabt, wann - «...les produits proviennent de phoques morts dans des conditions res-





## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 6, 7, 8 et 9

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen (document COM (2010) 475 final) p. 65-66

Résolution relative à la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant le premier programme en matière de politique du spectre radioélectrique - COM (2010) 471 p. 67

Ordre du jour p. 67

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 67-71

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 71

Communications p. 72

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 72-84

Communication

- Remplacement d'un Conseiller à la Cour des Comptes p. 85

Question urgente n°1014 de M. Félix Braz relative au budget de l'OLAI p. 85-86

6137 - Projet de loi relatif à l'aménagement du boulevard Raiffeisen et du boulevard Kockelscheuer dans le cadre de la construction du réseau routier du ban de Gasperich et

6146 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 86-90

Constitution de la «Sous-commission Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises de la Commission juridique (SCC)» p. 90

5993 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de la construction à Gasperich de nouveaux bâtiments pour l'École Française de Luxembourg et pour le Lycée et Collège Vauban p. 90-93

5976 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les entreprises modifiant

1. la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

2. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

3. l'article 13 du Code de Commerce p. 93-94

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables p. 94-98

Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la stratégie du Gouvernement en relation avec la réorganisation des réseaux de distribution d'énergie au Luxembourg p. 98-100

Question avec débat n°15 de M. Robert Weber relative au Conseil supérieur de la Mutualité (CSM) p. 100-101

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (document COM (2010) 537 final) p. 102-103

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n°73/2009 du Conseil établissant des règles com-

munes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs (document COM (2010) 539) p. 103

Résolution relative aux propositions de règlement du Parlement européen et du Conseil

- modifiant le règlement (CE) n°1467/97 du Conseil visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs (COM (2010) 522),

- sur la mise en œuvre efficace de la surveillance budgétaire dans la zone euro (COM (2010) 524),

- modifiant le règlement (CE) n°1466/97 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques (COM (2010) 526),

ainsi que d'une proposition de directive du Conseil sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres (COM (2010) 523) p. 103-104

Communications p. 104

Ordre du jour p. 104

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°89 du 30 novembre 2010 de M. Roger Negri relative aux récents développements concernant l'installation d'un radar sol à l'aéroport de Findel, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 104-105

- Question n°90 du 29 novembre 2010 de M. Fernand Etgen relative aux délégués de sécurité dans les établissements scolaires communaux, adressée à M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative p. 105

- Question n°91 du 24 novembre 2010 de M. Gast Gibéryen relative aux conducteurs de train, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 105

- Question n°92 du 29 novembre 2010 de M. André Bauler relative à la carte de légitimation des médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 105

- Question n°93 du 29 novembre 2010 de M. Eugène Berger relative au revêtement obligatoire de pneus d'hiver, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 105-106

- Question n°94 du 29 novembre 2010 de M. Xavier Bettel relative aux observations et filatures des services de sécurité de l'Ambassade des États-Unis et la protection des données à caractère personnel, adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 106

6145 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques p. 106-110

6198 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, fait à Bruxelles, le 23 juin 2010 p. 111

6186 - Projet de loi portant approbation des Amendements aux Annexes II et III de la Convention de Paris du 22 septembre 1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans les formations géologiques, adoptés lors de la réunion de la Commission OSPAR, qui s'est tenue à Oostende (Belgique) du 25 au 29 juin 2007 p. 112-113

6192 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°1007/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur le commerce des produits dérivés du piquet p. 114-115

pectant le bien-être de l'animal». Respecter le bien-être de l'animal en l'abattant: Dat geet einfach net! Da muss een op d'mannst déi Texter anescht formuléieren, fir dass se e bësse méi éierlech kléngen.

Ofgesinn dovunner froen ech mech, ob wierklech déi Kontrollen dann esou herno fonctionnéieren, dass ee sech op déi Certificatë ka verloossen. Ech woen dorunner e bësse ze zweifelen.

An da mengen ech zum Schluss, dass mer an deem Beräich vum Déiereschutz - oder wéi een et ëmmer wëllt nennen - eigentlech nach vill nozehuelen hunn, souwuel wat Importer betrëfft wéi och wat eis eege Praxis hei innerhalb vun der Europäescher Unioun betrëfft. An deem Sënn wënschen ech lech alleguerten elo scho gudden Appetit fir dee Foie gras, deen elo bei deene Festdeeg op den Teller kënn.

### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Da kritt nach d'Wuert den delegierten Nohaltegeektsminister.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech mengen, datt deene verschiddene Bäitrag näischt bäizefügen ass. Och Merci dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis. Dat Eenzeit, wat mer agefall ass, wéi ech elo den Här Berger an och den Här Hoffmann héieren hunn, dat ass, datt et vläicht eng Kéier spannend kéint sinn, och eng Kéier hei am Haus iwwert d'Erhale vun der biologescher Villfalt ze diskutéieren.

Ech muss soen, datt ech jo viru kuerzem zu Nagoya war, a wann een héiert, wat weltwäit, awer och um Niveau vun der EU,

sech beweegt respektiv wat och zum Deel katastrophal ass, wéi eis biologesch Villfalt eigentlech zum Deel d'Baach erofgeet, da mengen ech, datt et schonn eng Kéier sënnvoll kéint sinn, fir op dee Sujet zrëckgekomen.

Ansonste Merci nach eng Kéier fir déi verschidde Bäitrag.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procurat. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6192 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen an 8 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Raymond Weydert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol),

MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.38 heures)**

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

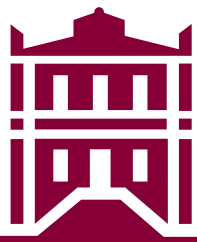
### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg





## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
<b>Session ordinaire 2009-2010</b>		
0812	Marc Spautz	Modération d'impôts pour enfant sous forme de dégrèvement
0897	Gast Gibéryen	«Modal split»
0899	Fernand Kartheiser	Statut unique
0902	Jean Colombero	Lifelong learning (rectificatif)
0904	Ben Scheuer	Tarifs du contrôle technique des véhicules
0907	Anne Brasseur et Félix Braz	Réédition du manuel dit «Majerus» - ouvrage de référence unique dans le domaine du droit constitutionnel et administratif du Luxembourg
0908	Camille Gira et Jean Huss	Fabriques des églises
0914	Jean Colombero	Traitement de la pédophilie
0916	Gast Gibéryen	Nouveau tarif «Regiozone»
0918	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans le système judiciaire
0923	Gast Gibéryen	Roms installés sur un camping luxembourgeois
0935	Fernand Kartheiser	Foire d'entreprises féminines à Redange
0936	Claude Haagen	Taxe communale d'inoccupation ou de non-affectation de terrains à bâtir
0937	Marc Spautz	Allocations familiales
0938	Fernand Kartheiser	Contrat d'accueil et d'intégration
0941	Fernand Kartheiser	Mariages simulés
0942	Fernand Kartheiser	Évolution de la composition de la population luxembourgeoise
0943	Gast Gibéryen	Déclarations du Président de la Banque centrale européenne sur l'index luxembourgeois
0944	Jean Colombero	Comptabilité des établissements hospitaliers
<b>Session ordinaire 2010-2011</b>		
0945	Gast Gibéryen	Recrutement de conducteurs de train
0946	André Bauler	Transports scolaires
0947	André Bauler	Lycée de Clervaux (LCL)
0948	Jean Colombero	Analyse de sang
0949	Jean Colombero	Compagnies aériennes à bas coûts
0951	François Bausch	Nouveaux tarifs transfrontaliers uniformes pour bus
0952	Carlo Wagner	Différences des amendes en cas d'infractions du Code de la Route
0953	Fernand Kartheiser	Usage des langues sur le site officiel du Gouvernement
0954	Fernand Kartheiser	Utilisation de la langue luxembourgeoise dans la publicité et dans l'étiquetage des produits
0955	Eugène Berger	Partenariat pour la mobilité entre l'Union européenne et le Cap-Vert

### Session ordinaire 2009-2010

**Question 0812** (29.7.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **modération d'impôts pour enfant sous forme de dégrèvement**:

L'article 122 alinéa 3 de la loi concernant l'impôt sur le revenu prévoit que, «si aucun boni au sens de l'alinéa 2 n'a été attribué pour un enfant au titre d'une an-

née déterminée, les contribuables visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> obtiennent sur demande, après la fin de l'année d'imposition, la modération d'impôt pour enfants sous forme d'un dégrèvement d'impôt, à imputer, dans la limite de l'impôt dû (...).

Sont visés par la modération sous forme de dégrèvement, les enfants qui n'ouvrent pas droit aux allocations familiales, notamment

les enfants majeurs de moins de 21 ans qui ne font pas d'études.

Le droit au dégrèvement d'impôt ne naît qu'à partir du moment où l'enfant en question n'est plus tributaire d'un boni pour enfant et sur demande expresse du contribuable concerné. Une modération d'impôt sous forme d'un dégrèvement fiscal ne peut cependant être accordée pour un en-

fant pour lequel un boni a déjà été attribué durant l'année en cours. En d'autres termes, un contribuable dont l'enfant perd en cours d'année fiscale le droit au boni pour enfant ne pourra pas bénéficier du dégrèvement fiscal pour le reste de l'année d'imposition en cours, puisqu'il a déjà touché une ou plusieurs tranches mensuelles de boni correspondant aux mois précédant l'arrivée à échéance du droit au boni pour enfant.

La législation actuelle est ainsi à l'origine d'une situation quelque peu paradoxale dans la mesure où le dégrèvement fiscal ne produit ses effets qu'à partir de l'année d'imposition suivante, année pour laquelle aucun boni n'a été versé. Il s'ensuit que le contribuable perd inévitablement le montant des tranches de boni dues entre l'échéance de son droit au boni pour enfant et le début de la nouvelle année d'imposition.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances, s'il n'estime pas qu'il faille interpréter, voire adapter l'article 122 de la loi concernant l'impôt sur le revenu afin de permettre l'extension du bénéfice du dégrèvement d'impôt à la partie de l'année d'imposition au titre de laquelle aucun boni n'a été versé?

**Réponse** (18.11.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Il a été décidé en 2007, au moment de l'introduction du boni pour enfant, de garder le système du dégrèvement d'impôt, pour le cas où les enfants ne sont pas ou plus bénéficiaires des allocations familiales, dans une forme légèrement adaptée, mais dans les mêmes limites et conditions en vertu desquelles ce dégrèvement avait été accordé dans le passé.

Or, en vertu du concept de la modération d'impôt pour enfant sous forme de dégrèvement, si les conditions d'octroi de la modération d'impôt sous forme de dégrèvement d'impôt sont remplies, la modération est prise en compte après la fin de l'année d'imposition, soit dans le cadre de l'imposition par voie d'assiette, soit, si les limites d'assiette ne sont pas atteintes, dans le cadre d'une régularisation de la retenue d'impôt par voie de décompte annuel. La modération est alors imputée, dans la limite de l'impôt dû, sur la cote d'impôt du contribuable.

Le dispositif actuel dans le cadre duquel, d'une part, le boni pour enfant et, d'autre part, le dégrèvement d'impôt peuvent être ac-

cordés uniquement au titre d'années successives, résulte des décisions prises au moment de l'adoption de la loi du 21 décembre 2007 par laquelle a été introduite une modération d'impôt pour enfant sous forme de boni avec l'objectif d'accorder celui-ci sur une base mensuelle à partir de 2009, et qui a en même temps maintenu le système du dégrèvement d'impôt, et ceci dans les limites et conditions du passé.

Le boni est ainsi versé sur une base mensuelle depuis 2009, et ceci exclusivement pour les mois pendant lesquels un droit aux allocations familiales est ouvert. Si le versement du boni cesse en cours d'année parce que le droit aux allocations familiales n'est plus ouvert, le dégrèvement d'impôt, dont le concept a donc été entièrement maintenu par le législateur, ceci dans la continuation du régime des modérations d'impôt existant dans le passé, et donc assorti notamment des mêmes limites et modalités, peut ainsi être accordé au titre de l'année qui suit, et n'intervient pas à titre de complément au titre d'une même année.

L'attribution du dégrèvement d'impôt pour la partie de l'année d'imposition au titre de laquelle aucun boni n'a été versé soulève de nombreux problèmes de technique fiscale et n'est pas possible sous la législation actuelle. J'ai néanmoins demandé à mes services d'examiner la faisabilité d'une modification du système actuellement applicable.

**Question 0897** (15.09.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le «**modal split**»:

Bei der Virstellung vun der Mobilitéitswoch huet de Minister zwou Grafike presentéiert iwwert de „modal split“, dat heescht d'Veerdeelung vum Verkéier op den öffentlechen Transport an de motoriséierten Individualverkéier.

Eng éischt Grafik bezitt sech op 2002 („modal split“ vun 12% fir den öffentlechen Transport), den zweete gëtt den Objektiv vu 25% fir d'Joer 2020 un.

An dësem Kontext géif ech dem Minister dës Froe stellen:

1) Gëtt et méi aktuell Zuelen, wéi déi vun 2002?

2) Wa jo, wéi ass d'Evolution vun den Zuele fir den öffentlechen Transport respektiv den motoriséierten Individualverkéier an de Joren 2002 bis elo? Firwat ginn dës Zuelen net publizéiert?

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.



- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



3) Wann neen, wéi wëllt d'Regierung eng korrekt Verkéierspolitik steieren, ouni op konkret Daté kënnen zréckzegräifen? Wat ënnerhëlt de Minister fir d'Donnéen iwwert d'Veerdeelung an d'Evolution vum Verkéier ze aktualiséieren?

4) Wann en Deel Donnéeën zur Verfügung stinn, kann de Minister Tabelle matdeelen z. B. iwwert d'Zielungen am Stroosseverkéier, d'Zuel vun de Passagéier an den Zich, d'Zuel vun de Passagéier an de Bussen, d'Zuel fir d'Joren 2002 bis elo?

**Réponse** (12.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Als Äntwert op d'parlamentaresch Fro vum 15. September 2010 vum honorablen Deputéierten Här Gast Gibéryen kann ech folgend Renseignement ginn:

No enger Estimatioun vum Ceps/Instead vum 2008 ass de „modal split“ Wäert fir d'Trajeten domicile-travail bei de Frontalieren tëschent 2003 an 2007 vu 15,2% ëm 1,4% op 16,6% geklomm.

Fir den nationalen an och de grenziwwerschreidenen „modal split“ Wäert kënnen ze aktualiséieren huet den Nohaltegekeetsministère eng Mobilitéitsenquête geplangt, déi fir e bestëmmten Dag all Déplacementer um Territoire vum Lëtzebuurger Land an doriwwe eraus erhieft.

A puncto Autostrafic léisst sech op eisen Haaptautobunne folgend Croissance feststellen:

- Op der A1 tëschent Irgarten a Croix de Gasperich ass d'Unzuel vum duerschnëtlechen deeglechen Trafic vu 46.200 Gefierer (2002) op 63.200 (2009) geklomm, wat enger Croissance vu 37% entsprécht (béid Richtungen).

- Wat d'A3 betrëfft, stellt een op der Héicht vu Bettembourg eng Croissance vun 20% tëschent 2002 an 2009 fest, sou dass een 2009 op 60.700 Gefierer kënnt (béid Richtungen).

- D'A4 op der Héicht vu Foetz verzechent um Niveau vun de Gefierer eng Croissance vu 15%. (vun 48.100 Gefierer (2002) op 55.500 (2009)/béid Richtungen).

Wat d'Unzuel vun de Passagéier am öffentlechen Transport ugeet, sinn am Joer 2009, 86.000.000 Leit am öffentlechen Transport gezielt ginn. Dës Zuel kéint op déi zwee Transportmëttel Zuch a Bus opgedelt ginn: deemno huet den Zuch ronn 17 Milliounen Leit transportéiert, während de Bus 69 Milliounen befördert huet. Op déi verschidde Bus-Opérateuren opgedelt, gesäit d'Resultat folgendermoossen aus: 35 Milliounen hunn den RGTR genotzt (inklusiv d'Lignes coordonnées an ouni de Schülertransport), 21,6 Milliounen den AVL (ze bemerken, datt den AVL ëmmer e Wäert publizéiert, den d'Lignes coordonnées (9,9 Milliounen) beinhaltet, sou dass dee fir d'Joer 2009 bei insgesamt 31,5 Milliounen läit), 7,4 Milliounen den TICE a fënnf Milliounen si mat de Busse vun der CFL gefuer.

Par rapport zum Joer 2006 ass beim RGTR an der CFL d'Unzuel vun den transportéierte Persounen ëm 28% geklomm.

**Question 0899** (16.9.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **statut unique**:

En amont de l'introduction du statut unique et, plus précisément, du statut du salarié en remplacement de ceux du travailleur et de l'employé privé, les représentants du patronat avaient fait état de sérieuses réserves à son encontre notamment en raison des risques d'abus qui pourraient, à leur avis, naître de son introduction. Le patronat se montrait préoccupé par la possibilité d'abuser des dispositions en matière du congé-maladie («Lohnfortzahlung») et ce plus particulièrement pour les salariés qui résident à l'étranger où les services du contrôle médical luxembourgeois ne peuvent opérer.

Le rapport commun de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et de la Commission du Travail et de l'Emploi a retenu:

«À ces fins, il échet également de noter l'institution d'un groupe de haut niveau, composé des ministres compétents, des partenaires sociaux, qui établira une étude de l'impact respectif des différentes causes de l'absentéisme. Dans un deuxième temps, l'élaboration d'un programme d'action devra mener à améliorer la maîtrise de l'absentéisme.

Il convient de préciser dans le contexte que les travailleurs frontaliers ne sont pas dans une situation fondamentalement différente de celle des travailleurs résidents et qu'ils peuvent parfaitement être soumis à des contrôles et être convoqués par le contrôle médical, ceci notamment dans le cadre de l'entraide administrative avec les instances de sécurité sociale du lieu de résidence des travailleurs frontaliers. D'après les auteurs du projet de loi sous rubrique, le Gouvernement est en train de renforcer la collaboration avec les services de contrôle de nos pays voisins. À noter encore que les compétences du contrôle médical de la sécurité sociale sont étendues aux périodes d'incapacité de travail à charge de l'employeur et que les moyens de contrôle des malades seront renforcés.»

Dans son rapport oral, le rapporteur du projet a affirmé:

«Doriwwer eraus huet d'Regierung sech engagéiert, fir an der Groussregioun ee System vu Kontrolle méiglech ze maachen.»

Dës lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale relative au statut unique:

1. Le «groupe de haut niveau» devant établir une étude des différentes causes de l'absentéisme a-t-il été constitué? Si oui, à quels résultats a-t-il abouti et l'étude prévue a-t-elle été publiée, ou sera-t-elle publiée à court terme? Si non, pour quelle raison cette partie de l'accord entre partenaires sociaux n'a-t-elle pas été respectée?

2. Quelles sont les mesures que le Gouvernement a prises depuis l'introduction du statut unique pour lutter contre d'éventuels abus du congé-maladie par des salariés?

3. Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques relatives à l'évolution des absences des salariés pour raisons de maladie et peut-il

établir une comparaison entre la situation avant et après l'introduction du statut unique?

4. Le Gouvernement peut-il analyser plus précisément ces informations, en distinguant notamment entre les salariés résidents et les salariés frontaliers?

5. Est-ce que le Gouvernement a conclu, comme il s'y est engagé, des accords avec les pays limitrophes en matière de contrôle médical des salariés frontaliers? Si oui, avec quels pays frontaliers et avec quels résultats? Si non, le Gouvernement entend-il respecter ses engagements vis-à-vis des partenaires sociaux et de la Chambre, et ce dans quel délai?

**Réponse commune** (9.11.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

1) Le «groupe de haut niveau» s'est réuni pour la première fois en juillet 2007 pour arrêter les grands axes de l'étude à réaliser afin de tenir compte de tous les aspects du problème de l'absentéisme. Après la validation du cahier des charges afférent le 25 octobre 2007, les membres se sont réunis régulièrement pendant ces trois dernières années. Le rapport sur les travaux du groupe est sur le point d'être finalisé.

2) Pendant les discussions au sein du groupe, les partenaires sociaux ont convenu de mettre en place un «observatoire de l'absentéisme» dont les missions seront précisées dans le rapport final.

3) Le Gouvernement dispose bien de statistiques relatives à l'évolution des absences des salariés pour raisons de maladie. Si l'on compare les années 2008 et 2009, on constate que le taux d'absentéisme est stable autour de 3,3%.

4) Toujours entre 2008 et 2009, le taux d'absentéisme des résidents est resté stable autour de 3,2% tandis que le taux d'absentéisme des frontaliers est passé de 3,4% à 3,5%. À noter que ces taux ne tiennent pas compte des différences structurelles (âge, proportion de travailleurs manuels, ...) entre les deux populations en question.

5) Nous renvoyons à notre réponse à la question parlementaire n°0826 du 4 août 2010 de Monsieur le Député Carlo Wagner (cf. *compte rendu n°3/2010-2011*).

**Question 0902** (17.9.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **lifelong learning**:

In einem SPIEGEL-ONLINE-Beitrag vom 30. August 2010 mit dem Titel „Lebenslanges Lernen - Studie bescheinigt Deutschland nur Mittelmaß“ wurde über eine vergleichende Bildungsstudie berichtet und auf soziale und wirtschaftliche Folgen hingewiesen. In der von der Bertelsmann Stiftung erstellten Bildungsstudie kommt auch Luxemburg in diesem Vergleich vor. Gute Grundvoraussetzungen zu schaffen für Bildung, Aus-, Fort- und Weiterbildung, das ist heute eine anerkannte politische Herausforderung, unter anderem deshalb, weil es darum geht, auf wirtschaftlicher Basis die Wettbewerbsfähigkeit gegenüber Mitstreitern auf den Märkten Europas und darüber hinaus zu gewährleisten und zu verbessern.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie sehen die einzelnen Resultate in dieser Studie für Luxemburg aus?

2) Welche Schlussfolgerungen werden von den betroffenen und interessierten Ministerien gezogen?

3) Wo bleibt akuter Handlungsbedarf? Wie und wie viel müssen wir uns in den bestimmten noch verbesserungsbedürftigen Bereichen steigern, um mit den Bestplatzierten mithalten zu können?

4) Welche Mittel werden kurz- und mittelfristig zur Verfügung gestellt? Gibt es innovative Projekte in dieser Hinsicht?

5) Haben sich die Reformansätze im Anschluss an das PISA-Desaster bereits ausgezahlt? Gibt es Verbesserungen von Resultaten im Vergleich zu früheren Studien?

6) Existiert eine Studie, welche die Anzahl der PC-Games pro Jugendlichen in den einzelnen europäischen Ländern zum Objekt hat?

7) Existiert eine Studie, welche die Anzahl der pro Jahr gelesenen Bücher in den einzelnen europäischen Ländern zum Objekt hat?

**Réponse** (10.11.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Lebenslanges Lernen ist der zentrale Hebel, um die Qualität des Sozial- und Humankapitals nachhaltig zu steigern und damit sowohl wirtschaftlichen Wohlstand als auch menschliches Wohlergehen zu fördern. Je mehr das Tempo der Globalisierung zunimmt und je stärker die Volkswirtschaften der Welt sich auf Wissen und Fertigkeiten konzentrieren, desto mehr wird Lernen zu einem der beherrschenden Faktoren, der über den Erfolg von Menschen und Staaten sowie die Nachhaltigkeit dieses Erfolges entscheidet.

Der European Lifelong Learning Index (ELLI; Europäischer Index des lebenslangen Lernens) misst einmal pro Jahr den Stand des Lernens in den verschiedenen Lebensphasen, sozusagen „von der Wiege bis zur Bahre“, und in den verschiedenen Lernumgebungen Schule, Gemeinschaft, Arbeitsplatz und Privatleben. Der ELLI erfasst das Lernen in vier verschiedenen Bereichen, die dem von Jacques Delors entworfenen UNESCO-Rahmen entstammen: Lernen, zusammen zu leben, Lernen, Wissen zu erwerben, Lernen, das Leben zu gestalten, und Lernen, zu handeln.

In einem zweiten Schritt wird der Einfluss der Resultate auf das „gesellschaftliche Wohlergehen“ untersucht, welches ebenfalls mit Hilfe ausgewählter Kennzahlen beschrieben wird.

In den vier Lerndimensionen belegt Luxemburg Platz 10 (learning to know), Platz 4 (learning to do), Platz 6 (learning to live together) und Platz 4 (learning to be) und befindet sich immer in der Gruppe der „above average performer“. Ein leichter Einbruch in der Dimension „Lernen, Wissen zu erwerben“ ist dadurch zu erklären, dass dieser Index maßgeblich auf den Resultaten der PISA-Studien 2000, 2003 und 2006 beruht. Hier führt das nur mittelmäßige Abschneiden Luxemburgs bei den PISA-Studien auch zu einem schwächeren Abschneiden in dieser Lerndimension.

Die Gesamtergebnisse des ELLI bestätigen die Anstrengungen der Luxemburger Regierung im Bereich des lebenslangen Ler-

nens. Ein Referenzrahmen diesbezüglich ist in Ausarbeitung und wird im Laufe dieser Legislaturperiode noch publiziert.

Akuter Handlungsbedarf im Sinne von Sofortmaßnahmen und Abänderung des Regierungsprogrammes besteht zurzeit nicht. Viele innovative Projekte werden vom Unterrichtsministerium verfolgt und diese gilt es zu unterstützen und weiterzuentwickeln.

Die Resultate aus der letzten PISA-Untersuchung werden am 7. Dezember 2010 veröffentlicht. Die Reaktionen auf die Resultate von PISA 2003 und PISA 2006 sind allgemein bekannt. Ich bin nicht der Ansicht, dass die diesbezüglichen Resultate als Desaster bezeichnet werden können. Luxemburg hat eine sehr spezifische Schülerpopulation, die sich nicht ipso facto mit anderen Schülerpopulationen vergleichen lässt.

Zurzeit sind mir keine europäischen Studien über die Anzahl der PC-Games pro Jugendlichen und die Anzahl der pro Jahr gelesenen Bücher bekannt.

(Les tableaux peuvent être consultés auprès de l'administration parlementaire.)

**Question 0904** (20.9.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant les **tarifs du contrôle technique des véhicules**:

Le Conseil de Gouvernement vient d'adopter un projet de règlement grand-ducal qui aura pour effet entre autres de majorer de 14,94% les tarifs du contrôle technique des véhicules par rapport aux tarifs actuellement applicables et qui introduira une clause permettant l'adaptation automatique des tarifs en question à l'évolution de l'échelle mobile des salaires.

- Dès lors, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre estime que cette décision gouvernementale est compatible avec l'accord tripartite intervenu en date du 28 avril 2006 qui stipule, d'une part, que «Le Gouvernement poursuivra une politique prudente et évitant les à-coups au niveau de l'adaptation des prix administrés» et, d'autre part, qu'«il sera procédé à la désindexation des contrats conclus par l'État en limitant la répercussion de l'indexation sur le seul volume de la masse salariale incluse dans les contrats».

- Le projet de règlement grand-ducal précité prévoit aussi une amélioration du service fourni par la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT). Quel sera, selon les prévisions de Monsieur le Ministre, le coût annuel des nouveaux services offerts, tels que la prolongation des heures d'ouverture?

- Enfin, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si la SNCT dispose d'une réserve financière et, dans l'affirmative, à combien celle-ci se chiffre?

**Réponse** (9.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député s'enquiert au sujet de l'adaptation des tarifs du contrôle technique des véhicules. Le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec une augmentation forfaitaire des tarifs du contrôle technique des véhicules. Une clause d'adaptation automatique à l'évolution de l'échelle mobile des salaires n'est pas prévue.



La hausse tarifaire à intervenir s'impose pour prendre en compte l'évolution des charges à supporter par l'organisme de contrôle technique depuis l'introduction des tarifs actuellement en vigueur, à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Il s'agit en l'occurrence:

- des charges salariales, avec depuis 2006 notamment l'échéance de quatre tranches indiciaires;

- l'évolution des charges d'exploitation autres que les charges salariales;

- la hausse du taux de la TVA de 12% à 15% sur les prestations de contrôle technique.

Par ailleurs, les améliorations de service à mettre en œuvre dès 2011, à savoir notamment l'ouverture prolongée de la station «Centre» à Sandweiler et la mise en œuvre d'un système pour la prise de rendez-vous par Internet, engendrent des frais supplémentaires à charge de l'organisme de contrôle estimés à plus de 500.000 euros par an. Parallèlement ces améliorations de service permettront la création de nouveaux emplois.

Enfin, il y a lieu de relever que la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) s'autofinance et que, depuis sa création en 1958, la distribution de dividendes aux associés s'est limitée au strict minimum imposé par les statuts, à savoir 12,39 euros par part, soit un montant annuel de 6.195 euros. Pour autant qu'il y en a eu, les bénéficiaires qui ont été réalisés ont été entièrement réinvestis dans la société soit sous la forme d'améliorations infrastructurelles dans l'intérêt tant du personnel que de la clientèle, soit sous forme d'un renouvellement régulier et continu des équipements techniques de contrôle, de manière à maintenir le contrôle technique automobile au Luxembourg à hauteur de l'évolution technologique concomitante au plan des véhicules routiers soumis au contrôle technique.

En vue de faire face aux grands investissements d'extension en cours à la station de Sandweiler et à ceux programmés par ailleurs jusqu'en 2014 dans les centres de contrôle à Esch-sur-Alzette (notamment remise à neuf de plusieurs éléments structurants de l'immeuble) et à Wilwerwiltz (construction d'une annexe destinée à décongestionner la partie bureaux de la station) ainsi qu'à l'acquisition des équipements (coûteux) qui seront requis en vue de l'introduction, dans les années à venir, de l'inspection des équipements électroniques à bord des véhicules routiers soumis au contrôle technique, le conseil d'administration de la SNCT a décidé de constituer une réserve spéciale pour ces investissements de 3,3 millions d'euros. Hormis la réserve légale et la réserve pour impôt sur fortune le bilan au 31 décembre 2009 comporte par ailleurs une réserve libre de trois millions d'euros, en présence d'une somme bilantaire de 13,22 millions.

**Question 0907** (21.9.2010) de **Mme Anne Brasseur** (DP) et **M. Félix Braz** (déi gréng) concernant la **réédition du manuel dit «Majerus» - ouvrage de référence unique dans le domaine du droit constitutionnel et administratif du Luxembourg**:

En relation avec l'apprentissage et la consultation du droit consti-

tutionnel et administratif du Luxembourg, le manuel dit «Majerus» servait pendant de longues années comme une aide très précieuse (Majerus Pierre, «L'État luxembourgeois. Manuel de droit constitutionnel et de droit administratif»). Entre-temps le manuel en question - ouvrage de référence unique dans ce domaine du droit luxembourgeois - n'est plus en vente.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État et Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Messieurs les Ministres partagent notre opinion que le manuel en question devrait être actualisé et réédité?

- Dans l'affirmative, est-ce que Messieurs les Ministres sont d'accord de charger un juriste ou un groupe de juristes en la matière avec les travaux d'actualisation de ce manuel et d'organiser la réédition de l'ouvrage?

**Réponse** (23.11.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

La question des honorables Députés relative au manuel de droit constitutionnel et de droit administratif édité par Monsieur Pierre Majerus, réédité et mis à jour par Monsieur Marcel Majerus, est pertinente dans la mesure où il serait effectivement utile que ce manuel puisse être réédité dans une version revue et complétée eu regard aux nombreuses modifications de la Constitution en particulier.

Comme il s'agit toutefois d'un ouvrage édité par une personne privée jouissant de droits d'auteur, il n'appartient pas à l'État de rééditer, sauf demande et accord exprès de l'éditeur, le livre en question.

Il est par ailleurs permis de se poser la question s'il rentre dans la mission de l'État d'éditer des ouvrages de doctrine et s'il ne serait préférable de laisser cette initiative soit à un juriste ou un groupe de juristes soit à l'Université du Luxembourg.

**Question 0908** (21.9.2010) de **MM. Camille Gira** et **Jean Huss** (déi gréng) concernant les **fabriques des églises**:

L'article 106 de la Constitution luxembourgeoise prévoit que «Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à charge de l'État et réglés par la loi.», pendant que le décret de 1809 concernant les fabriques des églises définit que les communes sont chargées entre autres «de fournir au curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un logement, ou, à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire;».

En tenant compte du fait que les salaires des ecclésiastiques ont évolué depuis l'époque du décret en vigueur et par conséquent que ce double financement (un salaire et la mise à disposition d'un logement gratuit) n'est plus justifié, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Dans le cadre de la crise économique et des contraintes budgétaires, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas qu'il serait judicieux d'abolir l'obligation pour les communes de mettre à disposition des ecclésiastiques un logement gratuit?

- Dans l'affirmative et sachant qu'une modification du décret de 1809 ne requiert pas une révision de la Constitution, Messieurs les Ministres ne partagent-ils pas l'avis que dans une première phase il serait opportun de rajouter le décret en vigueur avant d'appréhender le contexte constitutionnel?

**Réponse commune** (18.11.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le décret de 1809 ne peut pas être abordé de manière isolée et tiré de contexte. Son éventuelle refonte pose toute une série de questions juridiques extrêmement complexes découlant entre autres de son lien étroit avec le Concordat de 1801. Ainsi le décret contient-il un certain nombre des transcriptions du Concordat, ou des textes constituant une mise en œuvre du Concordat; l'article 92 notamment du décret de 1809 concernant la mise à disposition de presbytères par les communes découle de l'article 72 du Concordat dont il constitue la mise en œuvre. Une éventuelle refonte du décret de 1809 présuppose donc une étude juridique poussée. Le Gouvernement estime qu'une approche isolée d'un article du décret de 1809 serait incorrecte et inopportune.

Il est cependant vrai que le décret de 1809 pourrait être retravaillé en entier. À cette fin et au vu de la complexité de la matière, le Gouvernement réfléchira sur l'opportunité de commander une étude approfondie afin de clarifier la situation sur l'ensemble des questions théoriques et des implications pratiques d'une telle approche.

**Question 0914** (22.9.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **traitement de la pédophilie**:

In medizinischen Kreisen definiert man die „Pädophilie“ als chronische Krankheit, in der krankhaft veranlagte Männer ihre Fantasien nicht in den Griff bekommen und ihre geballte sexuelle Energie als triebhafte Impulse an Jugendlichen ausgelassen wird. Das Problem, das sich stellt, ist: Wie hoch ist das Risiko, dass der Triebtäter zum Wiederholungstäter wird, und was soll die Gesellschaft unternehmen, damit es nicht mehr zur Wiederholung kommt? Was die Therapie angeht, gibt es verschiedene Möglichkeiten, wie zum Beispiel die Wegsperrung, die antihormonelle Behandlung oder die Kastration. Interessanterweise hat sich das Züricher Modell unter der Leitung von Dr. Urbaniok als relativ wirksam herausgestellt, da es mit dieser Herangehensweise 50% weniger Rückfälle gibt im Vergleich zu anderen betreuenden Methoden, wo die Erfolgsquote nur bei 13% liegt. Sicher ist, dass - wenn es keine Behandlung gibt - der impulsive Handlungstrieb stärker wird und die Rezidive fast unausweichlich sind. Die Therapie muss allerdings im frühen Stadium erfolgen und nicht erst bei der Entlassung aus der Strafanstalt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie steht es mit den Therapiemöglichkeiten und mit den Therapieplätzen hier im Lande?

2) Gibt es ausgebildete Sexualmediziner, die sich mit der Problematik befassen können?

3) Gibt es ausgebildete Gutachter, die eine Therapie in die Wege leiten können?

4) Gibt es Chroniker-Programme für Pädophile?

5) In welchen Strukturen werden diese Therapien durchgeführt?

6) Wie viele haben schon von diesen Programmen profitiert?

7) Was hält die Regierung vom Züricher Modell?

**Réponse commune** (24.11.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Zu den Fragen des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombero über die Behandlungs- und Therapiebedingungen für Pädophiliestraftäter in Luxemburg sei einleitend bemerkt, dass im Allgemeinen die medizinische Behandlung aller Gefängnisinsassen in Luxemburg ein wesentlicher Teilbereich der laufenden Gefängnis- und Strafvollzugsreform ist. In diesem Sinne haben bereits Gespräche stattgefunden mit Vertretern des CHL (Centre Hospitalier de Luxembourg) und des CHNP (Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique), die auf vertraglicher Basis mit dem Justizministerium die Gefängnisinsassen medizinisch betreuen.

Im Rahmen des SMPP (Service médico-psychologique pénitentiaire) werden dahingehend heute bereits therapeutische Unterstützungs- und Behandlungsmöglichkeiten für Pädophiliestraftäter angeboten, die von den Ärzten und Psychologen des CHNP (Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique) durchgeführt werden, wobei dieses Angebot natürlich nur einen Teil des Gesamtangebotes für Sexualstraftäter darstellt. Diese Behandlungen werden teils in den Strukturen des Justizvollzugs, teils in den Strukturen des CHNP durchgeführt, jeweils bedingt durch die individuelle Situation des betroffenen Täters.

Die Fragen bezüglich ausgebildeter Sexualmediziner und Gutachter müssen eindeutig vor dem Hintergrund betrachtet werden, dass eine effiziente Behandlung und Rückfallprävention von Pädophiliestraftätern nur von sogenannten „forensischen“ Medizinern, Therapeuten und Gutachtern durchgeführt werden kann; etwaige Zahlen über in Luxemburg praktizierende Allgemeinsexualmediziner zum Beispiel sind in diesem Sinne irrelevant. Das von dem ehrenwerten Abgeordneten zu Recht erwähnte „Züricher AIP-Modell“, das heißt, das „Ambulante Intensiv-Programm“ des Psychiatrisch-Psychologischen Dienstes (PPD) des Justizvollzugs des Kantons Zürich - auf das weiter unten noch zurückgekommen wird - sowie insbesondere das Ausbildungsprofil der Mitglieder des PPD<sup>1</sup> zeigen dies zweifellos.

Aussagekräftige Zahlen über Gefängnisinsassen, die von dem bestehenden Angebot Gebrauch gemacht haben, stehen nicht zur Verfügung, da die Gefängnisverwaltungen über keinerlei Angaben verfügen dürfen, die unter die ärztliche Schweigepflicht fallen. Besonders sei in diesem Zusammenhang auch noch erwähnt, dass Behandlungen, die natürlich bereits während des Gefängnisaufenthaltes beginnen, nur erfolversprechend sind,

<sup>1</sup> Siehe die Internetseite des PPD: <http://www.zurichforensic.org/index.cfm?&content=home&spr=de&CFID34284640&CFTOKEN=d35bef79abb435b1-167B1636-13D4-FEF5E136E795D5224C5>.

wenn sie längerfristig auch nach dem Gefängnisauftenthalt fortgesetzt werden. Diese Fragen werden natürlich ebenfalls erörtert im Rahmen der medizinischen Versorgung der Gefängnisinsassen, welche ein wichtiger Teilbereich der laufenden Gefängnisreform ist.

Es sei auch noch erwähnt, dass im Moment nur ein Teil der Täter das bestehende Angebot wahrnimmt; nach der jetzigen Gesetzeslage können solche Behandlungen auch nur auf freiwilliger Basis erfolgen. Etwaige Zahlen wären somit irreführend, da es zu erwarten wäre, dass bei 100% freiwillig teilnehmenden Straftätern die Erfolgs- oder Misserfolgsquote entscheidend abweicht von der, die bei einer zu behandelnden Tätergruppe, die zumindest teilweise verpflichtet ist, an einer Behandlung teilzunehmen, zu erwarten wäre. Dies verhindert nicht, dass auf Maßnahmen zurückgegriffen werden sollte, mit denen der Täter ermutigt werden soll, an einer solchen Behandlung teilzunehmen. In diesem Sinne sind die Behandlungsanordnungen („injonctions de soins“) zu verstehen, wie sie im Gesetzesentwurf 6017 über die Rückfallprävention von Sexualstraftätern bereits angedacht worden sind.

Das „Züricher AIP-Modell“ des PPD ist augenblicklich tatsächlich wegweisend in Europa. Dementsprechend wird im Rahmen der laufenden Gefängnis- und Vollzugsreform untersucht, wie dieses Modell, gegebenenfalls mit den nötigen Anpassungen, auf Luxemburg übertragbar ist. In diesem Sinne haben Beamte der Gefängnisse an einem Seminar in Zürich teilgenommen und es gab auch bereits Kontakte zwischen Beamten der Gefängnisleitungen und dem Leiter des „AIP-Modells“, Herrn F. Urbaniok.

Das Kernstück des „AIP“ besteht aus einer deliktorientierten und persönlichkeitskonzentrierten Therapie, in der sich der Täter unter anderem intensiv und ganz konkret mit seiner Tat auseinandersetzen muss. Dies beinhaltet im Rahmen einer Gruppenbehandlung auch die detaillierte Rekonstruktion seiner Tat; er soll erkennen und verstehen, was vor, während und nach der Tat bei ihm, aber auch beim Opfer, emotional geschieht. Zudem soll der Täter ein Bewusstsein und Kontrollmöglichkeiten für jene Persönlichkeitsmerkmale, welche die Begehung eines Deliktes fördern. Ziel ist es, durch die Senkung der Tatmotivation und durch die Erhöhung der Steuerungsfähigkeit in kritischen Situationen Rückfälle zu vermeiden.

Im Sinne einer effizienten Behandlung und Rückfallprävention wird augenblicklich ebenfalls untersucht, wie das vom PPD angewendete sogenannte FOTRES („Forensisches operationalisiertes Therapie-Risiko-Evaluations-System“) in den luxemburgischen Strafvollzug übernommen werden kann. Es handelt sich dabei um ein Programm, mit dem bereits bei Strafeintritt das Rückfallrisiko eingeschätzt werden soll, damit dementsprechend eine zielführende Behandlung frühestmöglich eingeleitet werden kann.

Eine eventuelle Übernahme des „Züricher AIP-Modells“ muss je-



doch vor dem Hintergrund folgender Zahlen erwogen werden<sup>2</sup>:

- Das heutige Behandlungsangebot des PPD, wovon das „AIP-Modell“ ein Teil ist, ist das Resultat einer Entwicklung, die im Kanton Zürich bereits seit 1997 konsequent verfolgt wird;

- der Züricher PPD<sup>3</sup> besteht augenblicklich aus rund 12 Mitgliedern, die eine größtenteils spezifisch forensische Ausbildung absolviert haben;

- der PPD betreut jährlich 1.300 Straftäter, davon 160 Sexual- und Straftäter, wovon 12 bis 14 Täter im sogenannten „AIP-Modell“ behandelt werden.

### Question 0916 (23.9.2010) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le nouveau tarif «Regiozone»:

Vum 1. September u gëtt et den neien Tarif «Regiozone» fir Reesender, déi mam Bus iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg eraus fueren. Do gëllt den «Tarif national» iwwert d'Grenz eraus, an der Belsch z. B. bis op Baaschtnech a Messancy; a Frankräich bis op Lonkech, Däitsch-Ooth an Ètting; an Däitschland bis op Nettel, Wënscher, Nennig a Perl.

Dëst féiert fir vill Grenzgänger - och déi mat der lëtzebuergescher Nationalitéit - zu komesche Situationsen. E Billjee z. B. vun Temmels op Gréiwemaacher (Distanz: dräi Kilometer) kascht méi, wéi z. B. e Billjee vu Baaschtnech an d'Stad. Dëst gëllt fir all d'Billjeeën, déi ënnert de «Regiozone»-Tarif falen (Kuerzstreck, Eendagesbilljee oder Abonnement fir ee Mount).

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un de Minister vun der nohalteger Entwécklung:

1. D'Kaart um Mobilitéitssite weist, dass e klengen Deel vun der Belsch a grouss Deeler vun Däitschland net an den «Tarif national» falen. Wéi sou gëllt den «Tarif national» net fir all Uertschaften an der direkter Noper-schaft vu Lëtzebuerg?

2. Op der Kaart vum Mobilitéitssite ass Arel net ernimmt. Fält dëse wicthegen Zentrum an der Provënz Lëtzebuerg net ënnert de «Regiozone»-Tarif, weder «National» nach ënner Zon 1 oder Zon 2?

3. Wéi sou gëllt den Tarif «Regiozone» net an den Zich?

4. Wéi gouf den Tarif «Regiozone» mat den Nopeschlänner an Nopeschregioune verhandelt?

5. Traditionell gëtt den öffentliche Transport subventionéiert. A wat fir engem Mooss steiere Lëtzebuerg an d'Nopeschregioune finanziell Mëttele bäi op de Buslinnen, déi vum «Regiozone»-Tarif betraff sinn?

**Réponse** (9.11.2010) de M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Den Här Deputierte Gast Gibéryen bezitt sech bei senger Ufro op déi rezent Aféierung vun engem Zone Billjee op de grenziwwerschreidende Buslinnen tëschent Lëtzebuerg an de Regioune Rheinland-Pfalz, Saarland a Lothringen. Vun der Belsch wor dobäi keng Rieds, well d'Verhandlungen dorüwwer mat eise westlechen Noperen nach net ofgeschloss sinn.

Do gëllt, wéi bei deenen aneren Nopeschlänner, de Lëtzebuerg Tarif fir all déi Uertschaften, déi no oder direkt op der Grenz mat Lëtzebuerg leien, souwäit wéi si vun enger öffentlecher Buslinn aus Lëtzebuerg bedéngt ginn.

Zur zweeter Fro, wëll ech nach drop hiweisen, dass Arel net vun enger Lëtzebuerg Buslinn bedéngt gëtt, an dofir och net op enger Kaart vun Zonentariffer am Bus ernimmt ka ginn.

Ech hat bei der Presentatioun drop higewisen, dass dëst eng éischt Etapp duerstelt an eisem Bestriewen, eng besser regional Ubannung am öffentlechen Transport ze realiséieren. Sou gëllt et och um Eisebunnsnetz mat de Gesellschaften vun eisen Noperen DB, SNCF an SNCB eng Eenegung ze fannen.

Déi nei grenziwwerschreidende Bestëmmungen am Tarif goufen iwwert déi lescht Jore mat de Bedreiwere vun de Regioune Lothringen (SMITU), Saarland (Saar Pfalz Bus) a Rheinland-Pfalz (Rhein-Mosel Bus GmbH) op e gemeinschaftlechen Nenner bruecht, wat natierlech fir Lëtzebuerg bedeit, dass déi grenziwwerschreidende Buslinnen, no de Kritären aus dem nationale RGTR, finanziell musse gedroe ginn.

Entsprechend Vereinbarung goufen dofir mat de Bedreiwere aus dem däitsche Grenzgebitt ausgehandelt an ënnerschriveen.

Momentan gëtt en Accord iwwert d'Finanzéierung souwuel vu Lëtzebuerg, wéi och vu franséischer Säit ausgeschafft, dee bis Enn 2010 tëschent mengem Departement an der Regioun Lorraine ënnerschrive soll ginn.

### Question 0918 (23.9.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans le système judiciaire:

L'Ordre des avocats a, dans une récente conférence de presse, informé le public qu'une grande partie des avocats inscrits au Grand-Duché sont en fait des francophones. En outre, l'Ordre des avocats s'est référé à l'exemple de la Suisse pour s'interroger sur l'opportunité de traduire certains textes législatifs dans des langues autres que le français, probablement l'anglais.

À cet égard, il y a lieu de veiller à ce que la pluralité linguistique luxembourgeoise soit pleinement respectée et que tout Luxembourgeois doit pouvoir parler luxembourgeois devant les tribunaux, en particulier les membres de la Force publique. Ceci entraîne bien évidemment que tout avocat devrait maîtriser la langue luxembourgeoise.

En outre, la situation en Suisse diffère de celle au Luxembourg dans la mesure où les textes législatifs helvétiques sont disponibles de toute façon dans les langues du pays. Au Luxembourg, par contre, la législation

n'est publiée actuellement qu'en français. S'il est évident qu'une seule version d'un texte législatif doit faire foi, en principe sa version française, on ne peut nier l'utilité de pouvoir disposer d'une version luxembourgeoise ou allemande de certaines dispositions légales. Il faut tenir compte que nombre de Luxembourgeois ne maîtrisent pas suffisamment la langue française pour bien comprendre les lois et règlements. En outre, l'Allemagne et d'autres pays germanophones représentent ensemble le plus important partenaire économique du Luxembourg et il serait donc utile de disposer d'une version traduite en allemand de certaines de nos dispositions légales, surtout dans les domaines non réglés par des actes européens.

Dans le domaine financier, des textes en anglais auraient certainement leur utilité. Il faut garder à l'esprit que les professionnels du droit et de la finance réclament régulièrement des traductions de certains textes en anglais.

À ce titre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Parmi les avocats inscrits au Luxembourg, combien parlent le luxembourgeois et quel est leur niveau de connaissance?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que le Ministère de la Justice devrait publier sur la toile une liste des avocats parlant le luxembourgeois en précisant leur niveau de connaissance linguistique?

3. Est-ce qu'un avocat ne parlant pas suffisamment le luxembourgeois engage sa responsabilité vis-à-vis de son client? Quels sont les droits de recours des clients contre les avocats ne parlant pas suffisamment le luxembourgeois pour bien défendre leurs intérêts?

4. Est-ce qu'il est possible dans le système actuel qu'un inculpé luxembourgeois reçoive un avocat commissionné d'office qui ne parle pas le luxembourgeois? Si oui, que fera le Gouvernement pour remédier à cette situation?

5. Est-ce qu'il reste acquis que tout Luxembourgeois peut s'exprimer librement et exclusivement en luxembourgeois devant les tribunaux, en particulier les membres des Forces de l'ordre? Est-ce que les membres de la Force publique peuvent faire leur déposition en luxembourgeois, même s'ils ont rédigé leurs procès-verbaux en français ou en allemand?

6. Est-ce que le Gouvernement promeut l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans le système judiciaire?

7. Monsieur le Ministre envisage-t-il de faire traduire des textes législatifs du Grand-Duché de Luxembourg dans des langues autres que le français, la version française faisant foi? Est-ce qu'il envisage, par exemple, de faire publier des brochures en luxembourgeois et en allemand présentant et expliquant les points principaux de lois particulièrement importantes?

8. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre donnera-t-il une priorité à la langue nationale et aux langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg avant de faire effectuer des traductions vers l'anglais ou d'autres langues tierces?

**Réponse** (23.11.2010) de M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*:

Les questions posées par l'honorable Député Fernand Kartheiser

suscitent les observations suivantes:

1) Concernant la question de savoir combien d'avocats inscrits aux barreaux de Luxembourg et de Diekirch parlent la langue luxembourgeoise, aucune statistique n'est disponible.

La loi prévoit que les avocats inscrits aux listes I et II du tableau de l'Ordre doivent notamment maîtriser la langue luxembourgeoise (art. 6 (1) d) de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, telle que modifiée). La maîtrise des langues administratives et judiciaires n'est pas requise pour les avocats exerçant sous leur titre professionnel d'origine, inscrits à la liste IV du tableau de l'Ordre.

À l'heure actuelle, sur les quelque 1.750 avocats que compte le Barreau, 303 sont inscrits à la liste IV.

2) Eu égard aux observations sub 1) et au vu du libellé de l'article 8 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, le Ministre de la Justice n'estime pas opportun de publier une liste des avocats parlant le luxembourgeois.

3) Telle qu'elle est posée, cette question appelle l'observation suivante: il va de soi qu'un avocat qui accepterait un dossier pour le bon traitement duquel la maîtrise de la langue luxembourgeoise ou de n'importe quelle autre langue est requise, et qui du fait de lacunes dans la maîtrise de cette langue causerait un préjudice à son client, serait susceptible d'être reconnu responsable de ce préjudice. Sa responsabilité relèverait du droit commun.

4) En théorie oui, par exemple si l'avocat désigné d'office est inscrit à la liste IV du tableau de l'Ordre. À noter que l'exigence de maîtrise des langues administratives et judiciaires pour l'accès à la liste IV du tableau, naguère inscrite dans la loi, fut abandonnée suite à deux arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes<sup>4</sup>. En pratique l'Ordre des avocats veille à ce qu'il n'y ait pas de problèmes de communication entre les clients et leurs avocats.

5) Tout Luxembourgeois peut s'exprimer en luxembourgeois devant nos juridictions. Il en est de même pour les membres des Forces de l'ordre (ainsi désigné par l'honorable Député - corps qui s'appelle «La Police grand-ducale» de nos jours) même si le procès-verbal a été rédigé en français ou en allemand.

Il importe de noter que toutes les personnes qui sont à même de s'exprimer en luxembourgeois peuvent ce faire devant les juridictions, même si elles ne sont pas de nationalité luxembourgeoise.

6) Au vu de l'article 3 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, il paraît inutile de «promouvoir» la langue luxembourgeoise dans le système judiciaire, alors que la loi consacre déjà le principe de l'usage de la langue luxembourgeoise en matière judiciaire.

7) En vertu de l'article 2 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, les actes législatifs et leurs règlements d'exécution sont rédigés en français. Lorsque les actes législatifs et réglementaires sont accompagnés d'une traduction, seul le texte français fait foi.

<sup>4</sup> Arrêts des 19 septembre 2006 de la Cour de justice des Communautés européennes dans les affaires C-506/04 Graham J. Wilson c/ Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg et C-193/05 Commission des Communautés européennes c/ Grand-Duché de Luxembourg

Le Ministre de la Justice n'envisage pas à l'heure actuelle de faire traduire des textes législatifs relevant de ses domaines de compétence dans d'autres langues.

En ce qui concerne des brochures, depuis de longues années déjà des brochures expliquant les points principaux de lois importantes sont publiées régulièrement et ceci tant en langue française, qu'en langue allemande.

### Question 0923 (27.9.2010) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les Roms installés sur un camping luxembourgeois:

Laut Informationen aus de Medie sollen zu Lëtzebuerg eng 20 Roma op engem Camping sinn. Si hätte gefrot «fir eng Zäitche kënnen ze bleiwen».

Dofir géif ech dem Här Minister vun der Justiz an dem Här Minister vun der Immigratioun dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministèren dës Information bestätegen?

2. Wat sinn am Ament d'Bedéngunge fir EU-Bierger mat der rumänischer oder bulgarescher Nationalitéit, fir sech zu Lëtzebuerg opzehalen?

3. Wéi laang kann ee sech als Tourist op engem Camping ophalen?

4. Wie kontrolléiert, ob dës Bestëmmungen och agehale ginn?

5. Mussen «Touristen» aus aner EU-Länner, déi «eng Zäitche» wëllen zu Lëtzebuerg bleiwen, nowise kënnen, dass si déi néideg finanziell Mëttele hunn, fir hei «Vakanz» ze maachen? Hunn dës «Touristen» am Noutfall en Usproch op Sozialhëllef aus nationale Mëttele?

6. Mussen esou Touristen op Ufro noweisen, dass si z. B. an enger Krankeess verséichert sinn? Wann neen, wie kënn z. B. am Fall vun enger Urgence op, wann dës Touristen am Land musse behandelt ginn?

7. Wann ënnert deem Grupp vun Touristen och Kanner am schoulpflichtegen Alter sinn, gëtt da kontrolléiert, z. B. mam Land wou se hierkommen, ob dës Kanner net mussen an d'Schoul goen? Kënnen esou Kanner a Schoulen zu Lëtzebuerg opgeholl ginn?

**Réponse** (9.11.2010) de M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La question parlementaire sous rubrique appelle de ma part la prise de position suivante.

1. Le Gouvernement ne peut pas confirmer qu'à un moment ou un autre quelque 20 Roms auraient séjourné sur un camping luxembourgeois.

2. Les citoyens européens, quelle que soit leur nationalité, ont le droit, conféré par les Traités de l'Union, de circuler librement pendant trois mois dans les autres États membres de l'Union, et d'y séjourner (également sur un camping) pendant la même période s'ils sont munis d'un passeport ou d'une carte d'identité nationale. Aucune preuve concernant les moyens d'existence ne peut être exigée.

3. Cette preuve n'est exigée que si le séjour devait dépasser une période de trois mois. Conformément à l'Accord d'adhésion, les citoyens bulgares et roumains, doivent pendant une période transitoire, être autorisés à accéder au marché de l'emploi s'ils

<sup>2</sup> Siehe dazu: „Das Züricher Ambulante Intensiv-Programm (AIP) zur Behandlung von Sexual- und Gewaltstraftätern. Teil 1: Entstehungsgeschichte und methodische Grundlagen / Teil 2: Spezifisch deliktpräventive und therapeutische Konzeption“, in „Schweizer Archiv für Neurologie und Psychiatrie“, 2006; 157:103-133.

<sup>3</sup> Siehe dazu Fußnote 1.



entendent se procurer en tant que travailleur salarié les moyens d'existence requis. Il incombe au Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions de contrôler si les conditions à la base d'un séjour supérieur à trois mois sont remplies.

4. Le 11 octobre 2010, j'ai informé la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés des aspects en relation avec la libre circulation des personnes ou l'immigration qui se poseraient en présence de Roms à Luxembourg, soient-ils des citoyens de l'Union ou des ressortissants de pays tiers. À cette occasion la commission a décidé d'entendre également d'autres membres du Gouvernement en ce qui concerne leurs compétences et responsabilités en la matière.

**Question 0935** (4.10.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la foire d'entreprises féminines à Redange:

Il ressort d'échos de presse que Madame la Ministre de l'Égalité des chances a été présente lors de l'ouverture d'une foire d'entreprises féminines organisée sous le thème «Staark Fraen - staark Regioun» début octobre à Redange.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. D'après les dictionnaires les plus fréquemment utilisés le sexisme serait une attitude «discriminatoire» entre ce qui est appelé des «genres». La critique du sexisme dénonce l'idée selon laquelle les caractéristiques différentes des deux genres masculin et féminin impliqueraient l'attribution de rôles et droits distincts dans la société. Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que l'organisation d'une exposition - avec le concours des instances publiques - excluant des exposants masculins en raison de leur sexe correspond à cette définition et est donc sexiste par nature?

2. Est-ce que cette foire a bénéficié d'un soutien matériel quelconque - fût-il en nature ou en espèce - de la part des instances publiques?

3. Est-ce que Madame la Ministre de l'Égalité des chances envisagerait de soutenir à l'avenir - dans un esprit de stricte égalité des chances - des foires permettant exclusivement à des personnes de sexe masculin de présenter leurs entreprises et de créer des réseaux commerciaux?

**Réponse** (9.11.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

1. L'activité entrepreneuriale en Europe et, en particulier, au Luxembourg n'est pas suffisante pour relancer la croissance économique. Les femmes sont encore moins enclines que les hommes à créer une entreprise.

Ainsi, pour les huit premiers mois de l'année 2010, les chiffres sont suffisamment parlants: le service des autorisations d'établissement du Ministère des Classes moyennes a délivré

- 304 autorisations en nom propre à des entrepreneurs femmes contre

- 1.158 autorisations à des entrepreneurs hommes.

Il s'y ajoute

- 602 autorisations en qualité de gérant technique délivrées à des femmes contre

- 2.839 autorisations de même type délivrées à des hommes.

Les autorisations d'établissement délivrées à des femmes représentent donc 20,79% de toutes les autorisations délivrées en nom propre et 17,49% de celles délivrées à des gérants techniques de société.

Soutenir activement un sexe, sous-représenté dans un certain domaine, dans ses démarches et activités afin d'atteindre une égalité de fait entre hommes et femmes dans la société ne constitue pas une discrimination ni aux termes de la législation et réglementation communautaire ni aux termes des textes nationaux applicables en la matière.

Promouvoir l'entrepreneuriat féminin ne signifie par ailleurs pas défendre une cause idéologique, mais exploiter un potentiel de compétences et de savoir des femmes, absolument nécessaire à la relance respectivement la croissance économique.

2. J'ai accordé un soutien financier au «Gender-Haus», organisateur de la foire «Staark Fraen - staark Regioun». Le montant exact du subsidie ne sera déterminé qu'après réception d'un état détaillé des recettes et des dépenses de l'évènement respectivement des factures y relatives.

3. Le jour où seulement une autorisation d'établissement sur cinq serait délivrée à un homme, je soutiendrai évidemment un projet permettant exclusivement à des personnes de sexe masculin de présenter leurs entreprises et d'échanger leurs expériences.

**Question 0936** (4.10.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **taxe communale d'innocuation ou de non-affectation de terrains à bâtir**:

La loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes autorise les communes à percevoir une taxe communale spécifique d'innocuation ou de non-affectation à la construction de terrains à bâtir, ainsi qu'une taxe annuelle en cas de non-respect de l'obligation de construire déclarée par le conseil communal. Ajoutons que l'application de ces mesures est également inscrite dans les conventions «pacte logement» conclues entre l'État et les communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur le nombre de communes ayant entre-temps introduit les taxes précitées?

- Les communes ayant signé une convention «pacte logement» se sont-elles toutes conformées aux obligations en ce qui concerne les taxes à introduire? De combien de temps disposent-elles pour ce faire, à partir de la signature d'une convention «pacte logement»? De quels moyens de sanction dispose le Gouvernement en cas de non-respect de ces obligations?

- Quelle est, pour chaque commune concernée, la hauteur des taxes communales précitées par mètre carré, ou, le cas échéant, par immeuble bâti?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le niveau moyen des taxes est suffisant pour atteindre l'effet désiré, à savoir notamment la réduction de la rétention immobilière?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la hauteur des recettes générées par ces taxes? Dans l'affirmative, de combien s'agit-il?

- L'introduction de ces taxes nécessitant un vote du conseil communal, j'aimerais savoir si les membres du conseil communal, propriétaires d'immeubles ou de terrains susceptibles d'être taxés, peuvent participer au vote?

**Réponse** (24.11.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La question de l'honorable Député concerne deux points de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes.

Plus précisément, l'honorable Député s'interroge sur la mise en œuvre des dispositions autorisant les communes à introduire une «taxe annuelle spécifique sur certains immeubles» (art. 15 de la loi précitée du 22 octobre 2008) et une «taxe annuelle de non-affectation à la construction» (art. 104 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, introduit par la loi précitée du 22 octobre 2008).

Jusqu'à présent le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région n'a pas été saisi de délibérations de conseils communaux visant à introduire une des taxes communales prévues par la loi précitée du 22 octobre 2008.

Dès lors, les points 1, 3, 4 et 5 de la question parlementaire sont sans objet.

- Concernant le deuxième point de la question parlementaire, je précise que la convention-type «pacte logement» ne prévoit pas de délai pour l'introduction des taxes en question alors que ces dernières ne constituent qu'une mesure parmi beaucoup d'autres permettant d'atteindre les objectifs fixés. La convention-type prévoit cependant, qu'en cas de non-respect par une des parties de ses obligations, l'autre partie pourra mettre unilatéralement fin à la convention avec effet au 31 décembre de l'année en cours. En outre, je renvoie à l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 22 octobre 2008 qui dispose que la contribution financière de l'État doit être restituée, soit totalement, soit partiellement, si la commune n'atteint pas l'objectif concernant l'augmentation de la population ou si elle ne réalise pas l'ensemble des projets d'équipements collectifs auxquels elle s'est engagée.

- Concernant le dernier point soulevé par l'honorable Député, je précise que l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi communale du 13 décembre 1988 dispose comme suit:

«Art. 20. Il est interdit à tout membre du corps communal, au secrétaire et receveur:

1.° d'être présent aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'au vote.»

Selon les documents parlementaires, «par intérêt direct, au sens de la loi, on entend un intérêt matériel, né et actuel, appréciable en argent» par opposition à «un intérêt indirect et éventuel» lequel ne suffirait pas pour donner lieu à l'interdiction prévue par l'article 20.

En outre, l'intérêt direct «doit être personnel par opposition à l'intérêt collectif qui affecte toute une catégorie d'habitants d'une commune» (Jean Thill, «L'art d'être édile communal» Ed. de l'Imprimerie Saint-Paul, 1989, p. 29 sqq.).

La doctrine belge, face à une législation similaire, retient que «l'intérêt doit être personnel, c'est-à-dire que l'intérêt - outre qu'il doit résulter immédiatement de la décision prise - doit affecter exclusivement le patrimoine du conseiller communal ou de ses proches. L'intérêt collectif n'est pas pris en compte (...)» (P. Blondiau et alii «La commune», Union des villes et communes de Wallonie a.s.b.l., 2000, p. 28 et 29).

Il résulte des développements précédents que le simple fait pour un conseiller communal d'être propriétaire d'un immeuble inoccupé ou d'un terrain situé sur le territoire de la commune n'entraîne pas la prohibition de l'article 20, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi communale lorsqu'il s'agit de délibérer et de voter sur des taxes communales applicables à toute personne se trouvant dans la même situation ou dont les immeubles se trouvent dans la même situation.

En effet, la «taxe annuelle spécifique sur certains immeubles» s'appliquera de façon indistincte à tous les propriétaires d'immeubles inoccupés ou de terrains à bâtir non affectés à la construction.

De même, la «taxe annuelle de non-affectation à la construction» portant sur certains terrains déterminés s'appliquera de façon indistincte à tous les propriétaires dont un terrain a fait l'objet d'une procédure d'affectation à la construction.

Dans les deux hypothèses, l'intérêt éventuellement invoqué à l'encontre du conseiller communal se confond avec l'intérêt collectif qu'auraient tous les propriétaires concernés de la commune.

**Question 0937** (4.10.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **allocations familiales**:

La loi du 26 juillet 2010 dispose dans son article V point 2:

«À l'article 271, l'alinéa 3 est modifié comme suit: «Le droit aux allocations familiales est maintenu jusqu'à l'âge de 27 ans accomplis au plus pour les élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique s'adonnant à titre principal à leurs études. Sont assimilés aux élèves de l'enseignement luxembourgeois les jeunes fréquentant, dans les mêmes conditions, un enseignement non luxembourgeois de même niveau préparant à un diplôme équivalent pour autant qu'ils ne relèvent pas personnellement de la législation d'un autre État en raison de l'exercice d'une activité professionnelle. Un règlement grand-ducal peut déterminer les conditions d'application des présentes dispositions.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éduca-

tion nationale et de la Formation professionnelle et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Comme les dispositions citées ci-dessus s'appliquent également aux enfants des travailleurs frontaliers, il m'importe de connaître les critères objectifs appliqués par la Caisse Nationale des Prestations Familiales, respectivement le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, pour déterminer quel type d'enseignement secondaire et d'enseignement secondaire technique dans nos trois pays avoisinants, l'Allemagne, la Belgique et la France est éligible au maintien des allocations familiales au-delà de l'âge limite de 18 ans accomplis.

- Aussi aimerais-je recevoir des renseignements sur la méthode appliquée pour communiquer les décisions respectives aux particuliers avec indication, le cas échéant, des voies de recours.

**Réponse** (17.11.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

La disposition légale visée à l'article V point 2 de la loi du 26 juillet 2010 modifie l'article 271, alinéa 3 du Code des assurances sociales en ce sens que le texte d'origine de cette disposition a été simplifié, ne maintenant plus le droit aux allocations familiales jusqu'à 27 ans que pour les élèves de l'enseignement secondaire ou secondaire technique et qui s'adonnent à titre principal à leurs études. La question soulevée n'est donc point nouvelle.

Conformément au principe communautaire de l'assimilation des faits et droits des autres États membres au regard de ces dispositions nationales (voir p. ex. les considérants 9 et 10 ainsi que l'article 5 du règlement communautaire 883/2004) ou pour reprendre l'expression de la CJUE de «l'équivalence de situations» sur le territoire communautaire, le dispositif légal a été complété en précisant les critères suivant lesquels les études non luxembourgeoises comparables sont susceptibles d'entraîner les mêmes droits.

Le texte précise ainsi que les élèves étrangers sont assimilés aux élèves de l'enseignement secondaire ou secondaire technique lorsqu'ils fréquentent, dans les mêmes conditions, un enseignement non luxembourgeois de même niveau préparant à un diplôme équivalent.

Quant aux apprentis majeurs étrangers, si ceux-ci relèvent personnellement d'une affiliation obligatoire à la sécurité sociale étrangère, ils pourront être considérés comme «travailleurs» par le droit communautaire et soumis au droit de l'État de leur emploi. Le texte tient donc compte du règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier.

Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2010 ayant pour objet de déterminer les conditions d'application de l'octroi des allocations familiales en faveur des élèves dépassant l'âge de 18 ans est encore venu préciser les dispositions légales précitées.

Contrairement à ce que la question parlementaire entend suggérer, il n'appartient pas à la Caisse Nationale des Prestations Familiales de déterminer des «critères



objectifs» pour déterminer quel type d'enseignement étranger serait équivalent aux études secondaires et secondaires techniques luxembourgeoises après 18 ans, mais il appartient au demandeur de rapporter, le cas échéant, selon les principes généraux du droit, la preuve de cette équivalence par rapport à la législation luxembourgeoise.

**Question 0938** (5.10.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **contrat d'accueil et d'intégration**:

Le contrat d'accueil et d'intégration (CAI) est l'un des points importants de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg. Un chapitre entier comprenant six articles y est consacré. Selon l'article 10: «Les conditions d'application et modalités d'exécution du contrat d'accueil et d'intégration sont fixées par règlement grand-ducal.»

Force est de constater que, près de deux ans après la publication de cette loi, le règlement grand-ducal auquel elle fait référence n'a toujours pas été publié.

Selon les renseignements publiés sur le site de l'Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration (OLAI), ce contrat - portant sur une durée de deux ans - porte notamment sur l'engagement de suivre «un cours de langue en luxembourgeois, allemand ou français».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Pour quelle raison le règlement grand-ducal portant sur le contrat d'accueil et d'intégration n'est-il pas encore publié?

2. Dans quel délai ce règlement grand-ducal sera-t-il publié?

3. La Chambre sera-t-elle consultée sur la rédaction du contrat d'accueil et d'intégration, texte important dans le contexte d'un petit pays qui connaît un important flux d'immigrés?

4. Madame la Ministre partage-t-elle la proposition de l'OLAI de ne proposer l'apprentissage de la langue luxembourgeoise qu'en option (marquée par le terme «ou») alors que cette durée d'apprentissage porte sur une durée de deux ans?

5. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'apprentissage de la langue luxembourgeoise est le meilleur moyen pour une bonne intégration et une participation active au sein de la société luxembourgeoise?

**Réponse** (23.11.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Au-delà de la rédaction proprement dite du règlement grand-ducal portant sur le contrat d'accueil et d'intégration (CAI), il s'agit de créer les conditions permettant la mise en œuvre dudit contrat en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

2. L'avant-projet de règlement grand-ducal fixant les modalités du CAI, élaboré en concertation avec le Ministère de l'Éducation

nationale et de la Formation professionnelle a été approuvé en date du 12 novembre 2010 par le Conseil de Gouvernement. Avant toute publication du règlement sur le CAI au Mémorial, le projet de règlement va suivre la procédure normale et être avisé par les chambres professionnelles et le Conseil d'État.

3. La Chambre ne sera pas consultée dans le cadre de l'élaboration du CAI. En vertu du principe consacré de la séparation des pouvoirs, il appartient au pouvoir exécutif d'élaborer, en exécution de la loi, des mesures et actions jugées pertinentes.

4. La formation linguistique proposée dans le cadre du CAI donne la possibilité aux étrangers signant un tel contrat d'apprendre la langue luxembourgeoise, française ou allemande. Le choix laissé au candidat pour une, voire plusieurs des trois langues officielles du pays - la vitesse de l'apprentissage dépend évidemment du passé scolaire de la personne concernée - s'inscrit dans la prise en compte de ses besoins personnels et professionnels.

5. Dans un pays multilingue tel que le Luxembourg, l'usage quotidien des trois langues constitue une réalité. Elles se partagent les rôles de langue de rédaction, de travail et de communication. Dans une société multiculturelle qui connaît une forte augmentation du plurilinguisme, il faut laisser à toute personne le choix d'apprendre la ou les langues lui permettant de réussir son intégration. Ceci dit, il ne reste pas moins que l'intérêt pour l'apprentissage de la langue est grandissant. Il ressort de l'étude «Baleinebis» menée par Fernand Fehlen, qu'actuellement plus de 400.000 personnes parlent notre langue nationale.

**Question 0941** (6.10.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **mariages simulés**:

Le Gouvernement estime, dans l'exposé des motifs de son projet de loi 5908 ayant pour objet «de lutter contre les mariages et partenariats forcés ou de complaisance ainsi que de modifier et compléter certaines dispositions du Code civil, du Nouveau Code de procédure civile et du Code pénal», que:

«Au Grand-Duché, les mariages simulés constituent un phénomène régulier. Dans son état actuel, le droit luxembourgeois ne permet pas de lutter efficacement contre les mariages simulés.»

À ce titre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Est-ce que le Gouvernement dispose de données chiffrées sur les mariages simulés au Luxembourg?

2) Est-ce que le Gouvernement dispose de tels éléments pour les partenariats?

3) Est-ce que le Gouvernement possède des indications sur l'existence éventuelle d'une pratique où certaines personnes concluraient des mariages ou partenariats simulés en série, éventuellement à des fins commerciales, pour faciliter par ce biais l'immigration de ressortissants de pays tiers au Luxembourg?

4) Est-ce que le Gouvernement dispose d'indications chiffrées sur

les nationalités des ressortissants d'États tiers bénéficiant d'un mariage ou d'un partenariat simulé pour obtenir un titre de séjour légal au Grand-Duché?

5) De quelle façon et selon quels critères les autorités compétentes suivent-elles la durée des mariages, respectivement des partenariats, et se forment-elles une opinion sur le caractère simulé ou non d'un tel lien légal?

6) Dans les cas où les autorités compétentes sont d'avis qu'un mariage ou qu'un partenariat a été simulé et a été conclu simplement pour obtenir, pour un ressortissant d'un État tiers, un titre de séjour légal sur le territoire luxembourgeois, est-ce qu'elles ont, après le divorce respectivement la dissolution du partenariat, continué à autoriser ou à tolérer la présence de ce ressortissant d'un État tiers au Luxembourg? Si oui, dans combien de cas et pour quelles raisons?

**Réponse commune** (2.12.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Questions n°1 et 2:

Le concept de mariage simulé vise à la fois le mariage de complaisance et le mariage forcé. Ces deux phénomènes peuvent se recouper dans la mesure où un mariage de complaisance peut être contracté sous l'emprise de la violence physique ou morale.

Il n'existe pas de statistiques ou autres données chiffrées sur les mariages simulés. Il en est de même pour les partenariats.

De l'avis des autorités concernées, le dispositif juridique actuel est insuffisant et ne permet pas de lutter efficacement contre les mariages simulés. À l'instar des trois pays voisins, le Gouvernement a proposé de légiférer en la matière. La finalité principale du projet de loi n°5908 est la prévention de mariages simulés. En d'autres termes, il s'agit de détecter si possible les mariages simulés et d'éviter la célébration de tels mariages. Enfin, des sanctions civiles et pénales sont prévues.

Questions n°3 et 4:

Le Gouvernement ne dispose ni d'indications sur l'existence éventuelle de la conclusion de mariages ou de partenariats simulés en série à des fins commerciales pour faciliter par ce biais l'immigration de ressortissants de pays tiers, ni d'informations chiffrées sur les nationalités de ressortissants de pays tiers concluant des mariages ou des partenariats simulés pour entrer dans le bénéfice d'une autorisation de séjour.

Question n°5:

Concernant la durée des mariages, grâce au portail des statistiques du Luxembourg ([www.statistiques.public.lu](http://www.statistiques.public.lu)), il est possible de suivre la durée des mariages. Pour la période de 1950 à 2009, un tableau précise le nombre de divorces, qui sont ventilés par année et par durée du mariage.

Question n°6:

L'article 75 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que «l'entrée sur le territoire luxembourgeois peut être refusée et le séjour du membre de famille peut être refusé, et, sans préjudice de l'article

101, le titre de séjour peut être retiré ou refusé d'être renouvelé lorsque: (...) 2. le regroupant et les membres de sa famille n'entretiennent pas ou plus une vie conjugale ou familiale effective, sans préjudice de l'article 76; (...) 4. le mariage ou le partenariat ou l'adoption ont été conclus uniquement pour permettre à la personne concernée d'entrer ou de séjourner sur le territoire luxembourgeois.»

**Question 0942** (6.10.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**évolution de la composition de la population luxembourgeoise**:

D'après la publication du Statec «le Luxembourg en chiffres», la proportion des étrangers au Luxembourg a atteint, en 2010, le niveau de 43,1% de la population résidente (estimation au 1<sup>er</sup> janvier).

Il serait donc intéressant de connaître les estimations du Gouvernement quant aux évolutions de la population, compte tenu, entre autres, des facteurs suivants: taux de natalité et de mortalité des Luxembourgeois respectivement des étrangers, solde

des migrations (émigration de Luxembourgeois et immigration d'étrangers), impact de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise (double nationalité).

Plus concrètement, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Quelles sont les estimations du Gouvernement sur l'évolution de la population luxembourgeoise par nationalité pour les dix années à venir?

2. A quel moment le Gouvernement estime-t-il que la proportion de Luxembourgeois dans la population résidente tombera en dessous du seuil de 50%?

**Réponse commune** (16.11.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

L'évolution démographique du Luxembourg au cours des 30 dernières années est marquée par une croissance très importante due essentiellement à l'immigration (voir tableau). La part de la population étrangère passe de 26,3% en 1981 à 43,7% en 2009.

## Chamber TV

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Biermereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Conter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Population du Grand-Duché de Luxembourg, 1981-2010

Année	1981	1991	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Population totale (x 1.000)	364.6	384.4	439.5	444.1	448.3	455.0	461.2	469.1	476.2	483.8	493.5	502.1
Luxembourgeois (x 1.000)	268.8	271.4	277.2	277.3	277.6	277.2	277.5	277.8	277.9	277.9	278.0	285.7
Étrangers (x 1.000)	95.8	113.0	162.3	166.7	170.7	177.8	183.7	191.3	198.3	205.9	215.5	216.4
Étrangers en %	26.3	29.4	36.9	37.5	38.1	39.1	39.8	40.8	41.6	42.6	43.7	43.1

À l'heure actuelle, il est cependant impossible de faire des estimations sur l'évolution de la population par nationalités. On constate en effet que, pour la première fois depuis de nombreuses années, la population de nationalité luxembourgeoise a connu une augmentation significative en 2010 et ce malgré des soldes naturel et migratoire négatifs. La part des étrangers a diminué en passant de 43,7% à 43,1% en 2010.

Il s'agit des effets de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise qui permet aux étrangers d'acquérir la nationalité luxembourgeoise tout en conservant leur nationalité d'origine. Le nombre de naturalisations/options a connu un envol sans précédent en 2009 (voir graphique).

Évolution des naturalisations et options 2000-2009



En 2009, 4.022 personnes âgées de 18 ans et plus ont acquis la nationalité luxembourgeoise, contre 1.215 en 2008. À ce nombre s'ajoutent encore les 1.335 enfants mineurs automatiquement naturalisés avec leurs géniteurs. À ces 5.357 personnes, il faut encore ajouter celles bénéficiant du double droit de sol: 3.414 personnes sont devenues Luxembourgeois, du fait qu'elles sont nées au Luxembourg entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 2008 de parents non luxembourgeois dont un au moins est également né au Luxembourg. En bref, en 2009, 8.771 personnes sont devenues Luxembourgeois. Sachant que les soldes naturel et migratoire étaient négatifs en 2009 (-309 pour le solde naturel et -732 pour le solde migratoire) on arrive à une augmentation du nombre des nationaux de 7.730 personnes.

Étant donné qu'on ne saurait préjuger de l'évolution future en matière de naturalisations et de la profondeur de ce mouvement, il est difficile de réaliser des projections par nationalités à l'heure actuelle.

Par ailleurs, il est également impossible de dire combien de personnes ont fait usage de leur droit de conserver leur(s)

nationalité(s) antérieure(s). La loi sur la nationalité luxembourgeoise dit en effet dans son article 28: «Sous réserve des conventions internationales et des lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, toute personne possédant, outre la nationalité luxembourgeoise, une ou plusieurs autres nationalités, est considérée par les autorités du Grand-Duché de Luxembourg comme exclusivement Luxembourgeoise».

Le recensement de la population - qui aura lieu le 1<sup>er</sup> février 2011 - permettra au Statec de répondre à cette interrogation et d'analyser en détail la question de la multiple nationalité.

Compte tenu des problèmes méthodologiques exposés ci-dessus,

il n'est guère possible de donner actuellement une réponse solide fondée sur la question de savoir à quel moment la population luxembourgeoise tombera en dessous du seuil de 50% de la population résidente. Une extrapolation, basée sur la croissance de la part des étrangers dans la population, risque d'être trop incertaine. Le Statec proposera une projection mieux étayée, une fois que les données du recensement de la population de 2011 auront été exploitées.

**Question 0943** (7.10.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **déclarations du Président de la Banque centrale européenne sur l'index luxembourgeois**:

D'Medien zitieren den Här Jean-Claude Trichet, President vun der Europäescher Zentralbank, am Zesammenhang mam Lëtzebuenger Indexsystem: „Das Ende der Indexierung ist unabdingbar.“ Dës Praxis wier „in einer einheitlichen Währungszone keine gute Sache.“ Den Här Jean-Claude Trichet gëtt weider zitiert: „La fin de ce système s'impose.“ Dës Aussoe goufen no enger informeller Réunion vum de Finanz-

ministere vun der Eurozon den 31. August gemaach, eng Réunion, déi vum Lëtzebuenger Premierminister presidéiert gëtt.

Dozou hätt ech folgend Froen un den Här Premierminister:

1) Deelt de Lëtzebuenger Premierminister d'Meenung vum President vun der Europäescher Zentralbank?

2) Deelt d'Lëtzebuenger Regierung d'Meenung vum President vun der Europäescher Zentralbank?

3) Kann de Lëtzebuenger Premierminister mer soen, wéi d'Meenung vum President vum Eurogrupp an dës Fro ass?

4) Wann de Premierminister an/oder d'Lëtzebuenger Regierung d'Meenung vum President vun der Europäescher Zentralbank net deelen, wat fir Schrëtt hu se dann ënnerholl, fir de Prinzip vun der automatischer Indexierung zu Lëtzebuerg an den europäeschen Instanzen ze verdeedegen?

**Réponse** (24.11.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

De President vun der Europäescher Zentralbank mécht schon zënter Joren drop opmierksam, datt eng automatesch Indexierung vun de Léin zu méi héijer Inflation féiert. Seng Meenung gëtt vu villen aneren Zentralbanker, och vun deene meeschten Euro-Finanzministeren, gedeelt. Och d'Lëtzebuenger Regierung ass der Meenung, datt eng ze héich Inflation an der Kombinatioun mat enger automatescher Indexierung vun de Léin d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuenger Economie negativ beaflosst. Dofir huet de Finanzminister an de Sitzunge vum Eurogrupp d'äitlech gemaach, datt der Inflation bekämpfung fir d'Lëtzebuenger Regierung éischt Prioritéit zoukënn an datt si gewëllt ass, mat de Sozialpartner iwwer eng Modulatioun vun der Indexierung vun de Léin ze verhandelen, am Fall wou d'Inflation zu Lëtzebuerg riskéiere géif, méi héich ze bleiwe wéi déi an den Nopeschlänner. D'Regierung huet net wëllen, déi automatesch Indexierung vun de Léin ofzeschaffen. Si kann och net vum Eurogrupp dozou gezwonge ginn. Den Eurogrupp a säi President insistieren allerdéngs op d'Verbesse- rung vun der Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg an an anere Länner vun der Eurozon.

**Question 0944** (11.10.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **comptabilité des établissements hospitaliers**:

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers prévoit dans son article 34 notamment que ces établissements doivent tenir une comptabilité «complétée par une partie analytique uniforme pour tous les hôpitaux» et que «la partie analytique de la comptabilité doit faire

apparaître le coût des services et des prestations hospitalières».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Tous les établissements hospitaliers respectent-ils cette obligation légale?

Si oui:

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les tableaux analytiques et, le cas échéant, comparatifs permettant de suivre l'évolution des coûts et prestations retenus à l'article 34, par années successives et en comparaison entre les établissements hospitaliers?

2) Quels sont les enseignements concrets de ces tableaux analytiques qui ont été retenus dans le cadre de la réforme du système de soins de santé (projet de loi 6196)?

Si non:

1) Quels sont les établissements hospitaliers qui n'ont pas respecté cette obligation?

2) Quelles sont les raisons pour lesquelles cet aspect important de la loi du 28 août 1998 n'est pas respecté? Qui est responsable? Des sanctions ont-elles été prises?

3) L'obligation de tenir une comptabilité analytique est-elle maintenue dans le cadre de la réforme annoncée? Si oui, quels seront les moyens mis en place pour s'y conformer et, le cas échéant, les sanctions prévues pour les établissements hospitaliers qui ne s'y conformeraient pas?

4) Monsieur le Ministre peut-il au moins nous fournir des tableaux partiels permettant de suivre l'évolution des coûts ci-dessus?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir imposer à la fois une hausse des cotisations aux assurés et aux entreprises, une augmentation des participations des malades ainsi que des efforts financiers importants aux prestataires de soins libéraux pour équilibrer le budget de la Caisse Nationale de Santé dès lors que les établissements hospitaliers - qui représentent près de 50% de l'ensemble des dépenses de santé - ne peuvent pas fournir une analyse détaillée et objective du coût des services et des prestations?

**Réponse** (24.11.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Sécurité sociale:

L'obligation légale des hôpitaux et des établissements hospitaliers spécialisés de tenir un plan comptable uniforme complété par une partie analytique uniforme est respectée, étant donné que les données comptables réparties par centre de frais sont à la base de l'établissement des budgets des hôpitaux négociés annuellement entre la Caisse Nationale de Santé et les établissements individuels. Les détails relatifs à la présentation des données sont contenus dans la convention du 16 février 1996 conclue entre

l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois et la Caisse Nationale de Santé. Y sont consignées notamment:

- la définition des centres de frais,

- des précisions sur la nature des frais,

- les unités de mesure des prestations.

Il faut remarquer que le plan comptable uniforme de l'EHL continue à être la base de référence. En effet, le règlement grand-ducal prévu à l'article 34 de la loi sur les établissements hospitaliers n'a pas été pris jusqu'à présent. Les négociations annuelles des budgets des hôpitaux ont néanmoins apporté une amélioration de la cohérence des données comptables des différents établissements. Actuellement, la CNS dispose des coûts unitaires réels par centre de frais de tous les établissements hospitaliers budgétisés de 1993 à 2008.

La présentation actuelle des tableaux analytiques montre les coûts moyens par unité d'œuvre de chaque centre de frais d'un hôpital. Cette présentation est suffisante, si la nature de l'activité du centre de frais est homogène. Tel est par exemple le cas pour le centre de frais «hémodialyse», où les frais par séance de dialyse ne varient que faiblement. Dans ces cas-là, la comparaison entre centres de frais de même nature est aisée. Par contre, si l'activité d'un centre de frais est très hétérogène, comme par exemple pour les salles opératoires, l'information comptable par coût moyen est peu utilisable. Ceci a notamment pour conséquence que les coûts des différents traitements chirurgicaux ne peuvent être établis sur base de l'information collectée. Le projet de loi 6196 prévoit de transférer la compétence pour la définition de l'information comptable des hôpitaux à la CNS dans le but de faire avancer l'établissement des coûts par traitement hospitalier selon les pathologies concernées.

**Session ordinaire 2010-2011**

**Question 0945** (12.10.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **recrutement de conducteurs de train**:

Vum 12. Dezember un, beim Fahrplanwiessel, ginn ënner anere méi Zich op der Streck Lëtzebuerg - Rodange agesat. Wéi an der Press se lisen ass, huet d'CFL awer net genuch Lokführer, fir dës nei Leeschtungen ze assureieren, a muss op franséisch Mécaniciens zréckgräifen.

Dozou hunn ech dës Froen un den Här Minister vun der nohalter Entwécklung an den Infrastrukturen:

1) Wéi vill auslännesch Lokführer wëllt d'CFL am Joer 2010 an 2011 beschäftegen? Wou komme se hier? Wat ass hir Ausbildung? Wat fir Sprooch schwätze se?

2) Wat fir e Statut kréien dës Lokführer? Gi se definitiv agestalt? Kréie se datselwech Gehalt an d'Zocialleeschtunge wéi am Statut vun der CFL festgehalen? Wann neen, firwat net?

3) Wéi sou feelen nach ëmmer Lokführer bei der CFL, wou de Problem dach zënter Laangem



bekannt ass? Wat sinn d'Be-  
méiung vum der CFL, fir aus dë-  
ser Situatioun erauszekommen?  
Gëtt et eng Zesummenaarbecht  
mat der ADEM, wou dach d'Zuel  
vum de Chômeure permanent  
klëmmt?

4) Wier et net laangfristeg senn-  
voll, erëm „d'Léierbud“ vun der  
CFL opzemaachen an esou Jug-  
endlecher op verschidde Beruf-  
fer vun der Eisebunn virzubere-  
den, besonnesch op de Beruff  
vum Lokführer?

5) Kann d'Beschäftegung vun  
ausländesche Lokführer kee Risiko  
fir d'Sécherheet duerstellen, z. B.  
wann et am Noutfall op eng  
schnell verbal Verständegung  
ukënn? Wéi steet et mat der  
Kommunikatioun mat de Reesen-  
den an deem aneren CFL-Perso-  
nal, wéi z. B. de Rangéierer?

**Réponse** (17.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

A senger parlamentarescher Ufro  
wollt den Här Deputéierte Gast  
Gibéryen sech iwwert d'Atstellung  
an de Statut vun neie Mécani-  
ciene bei den CFL informéieren,  
fir datt dës genuch Mécaniciene  
sollen hunn, fir all d'Préstatione  
garantéieren ze kënnen.

D'CFL fuere virun, jonk Leit ze  
rekrutéieren, déi déi néideg For-  
matioun am „Centre de Forma-  
tion“ kréien, wéi dat och schonns  
an der Vergangeneit de Fall  
war. Dës Formatioun dauert néng  
bis zéng Méint.

D'Kandidate mussen eng Natio-  
nalitéit vun engem EU-Member-  
land hunn a Lëtzebuergesch,  
Franséisch an Däitsch schwätze  
kënnen. Dëst garantéiert och eng  
gutt Kommunikatioun ënner-  
eneen.

All dës nei Mécaniciene kréien de  
Statut vum CFL-Beamte mat all  
deem, wat do drunnerhängt.

E puer Emstänn hunn derzou ge-  
fouert, datt et Engpäss bei de  
Mécaniciene bei den CFL gëtt.  
De grouse Succès vun der CFL-  
Cargo huet derzou gefouert, datt  
net esou vill Leit wéi uganks ge-  
duecht no kuerzer Zäit nees zréck  
bei d'Mammegesellschaft trans-  
féiert konnte ginn.

Derbäi kommen nach eng Erhé-  
jung vun de Préstationen am  
Persouneverkéier, déi begrenzt  
Kapazität vum virdu genannten  
„Centre de Formation“ an  
de parallelen Départ vum Mécani-  
cienen an d'Pensioun. Wann elo  
zousätzlech Zich op verschidde  
Strecke vu Mëtt Dezember 2010  
un ugebuede ginn, da wäert et  
nees zu engem Engpass kom-  
men, deem am Februar 2011 an  
definitiv Mëtt vum Joer 2011, wa  
Jonker hir Formatioun ofgeschloss  
wäerten hunn, awer wäert be-  
hewe sinn. Da kënnen och déi  
ugesammelt Roudeeg nees era-  
gehol ginn.

Wann all Joer zwou Klasse mat 18  
jonke Leit dës Formatioun kréien,  
wäerten an Zukunft genuch Mé-  
canicienen zur Verfügung stoen.  
Op laang Zäit kann d'Unzuel vu  
jonke Leit op déi ablécklech Si-  
tuatioun ugepasst ginn. Ze be-  
mierken ass, datt ënnert de Kan-  
didate regelméisseg Chômeure  
vum Aarbechtsamt derbäi sinn.

All Joer stellen d'CFL och sechs  
bis aacht Léierbouwen an, déi hir  
theoretisch Formatioun an  
engem technesche Lycée ma-  
chen an hir praktesch Formatioun  
bei den CFL kréien, an dat haapt-

sächlech am „Centre de Remi-  
sage et de Maintenance“.

**Question 0946** (12.10.2010)  
de **M. André Bauler** (DP)  
concernant les **transports sco-  
laire**s:

Je viens d'apprendre que certains  
autobus chargés de transporter  
les élèves qui fréquentent les lycées de la région Diekirch/Ettelbruck souffrent de problèmes de capacités.

Voilà pourquoi je m'empresse de  
poser les questions suivantes à  
Monsieur le Ministre du Dévelop-  
pement durable et des Infrastruc-  
tures:

- Monsieur le Ministre peut-il  
confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont  
les navettes (ou lignes) de bus  
concernées? Quelles en sont les  
raisons?

- Monsieur le Ministre peut-il  
fournir des statistiques sur l'évo-  
lution du nombre d'élèves inscrits  
dans les établissements postpri-  
maires de la Nordstad et qui sont  
transportés en bus?

- Pour quand Monsieur le Mi-  
nistre entendra-t-il remédier à  
cette situation?

- Est-ce que d'autres régions du  
pays sont aussi confrontées à ce  
problème de capacités?

**Réponse commune** (1.12.  
2010) de **Mme Mady Delvaux-  
Stehres**, *Ministre de l'Éducation  
nationale et de la Formation pro-  
fessionnelle*, et de **M. Claude  
Wiseler**, *Ministre du Dévelop-  
pement durable et des Infrastruc-  
tures*:

Monsieur le Député André Bauler  
s'enquiert au sujet d'éventuels  
problèmes de capacités dans les  
autobus scolaires à destination  
des lycées sis à Diekirch et à Ettel-  
bruck.

Selon les constats de mon ser-  
vice, les autobus autour de la  
Nordstad, tout comme ceux  
autour de la ville de Luxembourg,  
souffrent plutôt de problèmes de  
circulation que de problèmes de  
capacité.

Depuis septembre, mon départe-  
ment ne cesse d'avancer les  
heures de départ des autobus  
scolaires afin de garantir une arri-  
vée à l'heure devant les lycées.

Suite à une augmentation des ca-  
pacités, réalisée en début de  
cette année scolaire sur la rela-  
tion Brandebourg - Bastendorf -  
Diekirch et l'année passée sur la  
relation Wemperhardt - Diekirch,  
aucune surcharge d'un bus sco-  
laire dans la région de Diekirch -  
Ettelbruck n'a pu être constatée.

Il se fait toutefois que la ligne ré-  
gulière 502 Beaufort - Diekirch -  
Ettelbruck souffre ces dernières  
semaines d'une utilisation par les  
élèves inscrits aux lycées de Die-  
kirch, qui préfèrent utiliser ces  
courses plutôt que la ligne sco-  
laire 503.

Par conséquent, un renfort des  
capacités de la prédite ligne 502  
est prévu pour début novembre.

Suivant les données statistiques  
fournies par le Ministère de l'Édu-  
cation nationale et de la Forma-  
tion professionnelle, 5.873 élèves  
sont inscrits aux différents lycées  
de la Nordstad pour l'année sco-  
laire 2010/2011. L'année passée,  
ce nombre était de 5.807 élèves.

Malgré la mise en service d'un  
nombre d'autobus supplémen-  
taires dès le 15 septembre vers  
les sites scolaires à Redange, Ma-  
mer, Perl, Luxembourg/Limperts-

berg et Geesseknäppchen,  
d'autres problèmes de capacités  
ont été signalés depuis à mes  
services. Il s'agit de courses  
d'autobus vers les lycées de Pé-  
tange, Redange et Esch/Alzette.  
Des renforts y seront prévus, au  
plus tard après les vacances de la  
Toussaint.

**Question 0947** (12.10.2010)  
de **M. André Bauler** (DP)  
concernant le **Lycée de Cler-  
vaux (LCL)**:

Il me revient de la presse quoti-  
dienne du 6 octobre 2010 que  
les travaux concernant la  
construction du Lycée de Cler-  
vaux (LCL) débuteraient au plus  
tôt en l'an 2018.

Voilà pourquoi je m'empresse de  
poser les questions suivantes à  
Monsieur le Ministre du Dévelop-  
pement durable et des Infrastruc-  
tures et à Monsieur le Ministre  
des Finances et du Budget:

- L'annonce que les travaux en  
question seraient seulement lan-  
cés en 2018 est-elle basée sur des  
informations fournies par le Mi-  
nistère du Développement du-  
rable et des Infrastructures?

- Suite aux travaux de démolition  
effectués récemment sur le site  
du futur lycée à Clervaux, Mon-  
sieur le Ministre du Dévelop-  
pement durable et des Infrastruc-  
tures peut-il fournir des précisions  
sur les étapes suivantes du pro-  
cessus de planification?

- Quelles études devront être  
abordées dans les temps à venir  
et selon quel calendrier seront-  
elles mises en œuvre? Quelles  
sont les conclusions de l'étude  
hydrologique?

- Vu que le nombre d'élèves ha-  
bitant le canton de Clervaux et  
fréquentant les lycées de la ré-  
gion Diekirch/Ettelbruck est en  
croissance depuis plusieurs an-  
nées, le Gouvernement n'est-il  
pas disposé à repenser sa déci-  
sion de reporter les travaux de  
construction du LCL à une date  
ultérieure?

- Le programme de construction  
du LCL ayant été élaboré par les  
services compétents du Ministère  
du Développement durable et  
des Infrastructures, quelle est la  
durée maximale probable du  
chantier?

- Messieurs les Ministres se sont-  
ils penchés entre-temps sur des  
concepts de financement alterna-  
tifs afin de faire progresser la ré-  
alisation concrète du LCL?

**Réponse commune** (15.11.  
2010) de **M. Claude Wiseler**,  
*Ministre du Développement du-  
rable et des Infrastructures*, et de  
**M. Luc Frieden**, *Ministre des Fi-  
nances*:

Dans sa question parlementaire  
l'honorable Député souhaite  
avoir des précisions sur la  
construction du Lycée de Cler-  
vaux.

À préciser tout d'abord que la  
démolition du hall de CTI Sys-  
tems étant achevée, l'assainisse-  
ment de la zone du terrain res-  
pectif (partie CTI Systems) se  
poursuivra jusqu'à la fin de l'an-  
née 2010.

L'avant-projet sommaire («l'APS»)  
du lycée Clervaux est en élabora-  
tion. Comme le terrain se situe  
dans une zone inondable à risque  
moyen, des études hydrauliques  
sont en cours sur demande de  
l'Administration de la Gestion de  
l'Eau; les résultats de cette étude,  
attendus pour la fin 2010, auront

également une influence sur le  
concept constructif du bâtiment.  
La zone d'étude comprend des  
terrains appartenant à l'État, à la  
commune de Clervaux ainsi  
qu'aux CFL.

L'étude de suivi hydrologique de  
longue durée a d'ailleurs confirmé  
la présence de composés PAK  
(polycycliques aromatiques Koh-  
lenwasserstoffe) dans les rem-  
blais, amenés probablement sur  
le terrain lors de travaux d'infra-  
structures. Ces composés ne sont  
pas détectés de façon régulière.  
Par conséquent, un plan d'assai-  
nissement définitif sera élaboré  
sur base d'un projet d'aménage-  
ment concret du site et ceci en  
commun avec l'Administration  
de l'Environnement ainsi que  
l'Administration de la Gestion de  
l'Eau.

La durée probable du chantier est  
de quelque trois ans, comme  
pour tout autre lycée d'envergure  
similaire, à compter à partir de  
l'obtention de toutes les autorisa-  
tions nécessaires à la réalisation  
d'un tel projet.

Le département des Travaux pu-  
blics n'a aucunement avancé la  
date de 2018 comme début des  
travaux. Celle-ci sera cependant  
fonction, d'une part, de l'obten-  
tion des autorisations et question  
et, d'autre part, des disponibilités  
budgétaires à partir de 2014.

À rappeler encore dans ce  
contexte que dans la Nordstad,  
priorité est accordée d'abord aux  
infrastructures scolaires du nou-  
veau Lycée technique Agricole à  
Gilsdorf, au Lycée Technique  
pour Professions de Santé à Ettel-  
bruck, au Nordstadlycée à Ettel-  
bruck ainsi qu'au CNFPC Ettel-  
bruck.

En ce qui concerne enfin la ques-  
tion de l'honorable Député rela-  
tive aux «concepts de finan-  
cement alternatifs pour faire pro-  
gresser la réalisation concrète du  
LCL», inutile de remarquer que  
de tels concepts ne doivent en  
aucun cas contourner la politique  
budgétaire prudente du Gou-  
vernement destinée à maîtriser  
ou à réduire les dépenses éta-  
tiques, en étalant simplement,  
sur une durée plus ou moins pro-  
longée, les dépenses d'investisse-  
ment d'un tel projet, augmen-  
tées, le cas échéant, de frais fi-  
nanciers.

En ce qui concerne plus particu-  
lièrement la réalisation du LCL,  
le département des Travaux publics  
estime qu'une réalisation du pro-  
jet par voie de PPP (partenariat  
privé public) n'est pas indiquée  
au vu notamment des contraintes  
spécifiques découlant du choix  
du terrain d'implantation retenu.

**Question 0948** (12.10.2010)  
de **M. Jean Colombero** (ADR)  
concernant l'**analyse de sang**:

In der Versorgung kritisch wie  
auch chronisch Kranker ist es  
wünschenswert, dass entspre-  
chende Laborergebnisse in  
kürzester Zeit vorliegen. Bei der  
konventionellen Laborversorgung  
bedarf es der Blutentnahme an  
einem gegebenen Ort und des  
Transports dieser Blutprobe in ein  
analysierendes Labor. Dabei gibt  
es heute Diagnosesysteme, die  
am sogenannten Versorgungs-  
punkt zum Einsatz kommen kö-  
nnen. Derweil dies in Kliniken für  
gewisse Situationen immer mehr  
zum Standard wird, scheint es in  
der ambulanten, extrahospitalären  
Versorgung eher noch die  
Ausnahme darzustellen.

Dabei könnten Zeit und Geld ein-  
gespart werden, während auf der

anderen Seite die Befundwerte  
den Beteiligten zeitnah zur Verfü-  
gung stehen würden und so Ent-  
scheidungen über die Fortset-  
zung von Therapien getroffen  
werden könnten.

Bei den von Allgemeinärzten ver-  
sorgten Menschen gibt es viele,  
die sich einer Koagulationsthera-  
pie unterziehen müssen. Um die  
Dosen der zu verabreichenden  
Pharmaka immer bestmöglich  
dem Bedarf anzupassen, müssen  
die Blutwerte regelmäßig kont-  
rolliert werden.

Darüber hinaus sind auch viele  
dieser Patienten in der Lage, das  
Selbst-Management dieser Gerin-  
nungstherapie in Abstimmung  
mit dem behandelnden Arzt für  
sich selber zu organisieren. Auch  
bezüglich des Aspektes einer stär-  
keren Patientenverantwortung  
wären die Verbreitung und der  
konsequente Einsatz dieser Appa-  
rate im extrahospitalären Bereich  
womöglich angebracht.

In diesem Zusammenhang möch-  
te ich folgende Fragen stellen:

1) Wie viele Menschen unterzie-  
hen sich einer Gerinnungsbe-  
handlung und müssen gleichzei-  
tig Laboranalysen anstellen las-  
sen, um ihre laufende Therapie  
kontinuierlich anzupassen?

2) Bei wie vielen Personen wird  
zu Hause die Blutentnahme vor-  
genommen?

3) Wie viele dieser Blutproben  
werden in Kliniklaboratorien und  
wie viele in Privatlaboratorien  
analysiert?

4) Wie viele betroffene Patienten  
haben einen sogenannten „Point  
of care analyser“ zu Hause, mit  
dem sie den Gerinnungstest auf  
der Stelle durchführen können?

5) Werden heute bereits die Kos-  
ten für die Zurverfügungstellung  
dieses mobilen „Point of care“-  
Analyseapparates von der CNS  
zurückerstattet?

6) Wenn nein, wie viel würde die  
Zurverfügungstellung dieses Test-  
apparates pro Patient die CNS  
kosten?

7) Wie viel kosten die Laborana-  
lysen im Schnitt/pro Patient  
im konventionellen Laborversor-  
gungsmodell?

8) Ist der Minister nicht der Mei-  
nung, dass die Dienste der „Soins  
à domicile“ mit solchen Appa-  
raten ausgerüstet werden sollten,  
um die Gerinnungstests durch-  
führen und die Resultate an den  
behandelnden Arzt weiterleiten  
zu können?

**Réponse** (16.11.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Depuis juin 2002, l'appareil et les  
tests sanguins pour la mesure du  
temps de thromboplastine sont  
pris en charge par la Caisse Na-  
tionale de Santé (CNS) suivant  
les tarifs décrits ci-dessous. Par  
ailleurs, l'accord préalable de la  
CNS est lié à l'accomplissement  
des conditions suivantes.

L'appareil inscrit sous le code  
groupe «N01E2» n'est pris en  
charge que pour des personnes  
sous traitement au long cours par  
anticoagulants de type antivita-  
mine K, possédant eux-mêmes  
ou un membre de leur famille les  
facultés nécessaires à la compré-  
hension et à la manipulation de  
l'appareil.

Le prescripteur doit:

1) certifier que la personne pro-  
tégée ou un membre de sa fa-  
mille a reçu une formation théo-  
rique et pratique du volet médi-  
cal et technique;

2) certifier que la personne pro-  
tégée ou un membre de sa fa-





mille est apte à l'utilisation correcte de l'appareil;

3) assurer le suivi de la personne protégée utilisateur de l'appareil.

L'évolution du nombre de patients et du montant net pris en charge depuis 2005:

	Nombre de patients	Montant net en €
Médicaments antagonistes de la vitamine K ATC B01AA*	12.639	807.000
Appareils de mesure	1.000	600.000

En ce qui concerne l'infirmier, celui-ci est habilité de par ses attributions au recueil de données biologiques par technique de lecture instantanée sur les urines, le sang et les selles.

Comme les tests de coagulation peuvent présenter, tant d'un laboratoire à un autre que d'un appareil à un autre, de fortes variations, il est pourtant judicieux de faire vérifier ces paramètres par le même laboratoire, qui seul pourra garantir une continuité et une comparabilité des résultats. L'utilisation de ces appareils par les services de soins à domicile n'est par conséquent pas opportune.

Toujours est-il qu'à l'heure actuelle aucun acte n'est prévu dans la nomenclature des infirmiers alors que la mesure du temps de thromboplastine est assurée par la personne protégée elle-même.

**Question 0949** (12.10.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **compagnies aériennes à bas coûts**:

Vor ein paar Wochen kündigte die Billigflug-Airline „Iceland Express“ an, sich nach einer dreimonatigen Testphase vom Flughafen Findel zurückzuziehen und vom Flughafen Hahn aus zu fliegen.

Nun hat auch der Chef einer anderen großen, im Hunsrück stationierten Low-Cost-Linie angekündigt, in Zukunft größere Flughäfen anfliegen zu wollen. Der neue Flughafen Findel hat moderne Infrastrukturen, beherbergt jedoch keinen Low-Cost-Anbieter. Auf der anderen Seite scheint die Nachfrage im Einzugsgebiet des Flughafens Findel nach Niedrigpreisanbietern dennoch ungebremsbar hoch zu bleiben.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

1) Wer entscheidet schlussendlich über die Zulassung von neuen Fluggesellschaften auf dem Flughafen Findel (die Regierung, der zuständige Minister oder lux-Airport)? Wird der nationalen Gesellschaft direkt oder indirekt ein Vetorecht bei solchen Entscheidungen zugestanden?

2) Wie würde die Regierung auf eine Anfrage von einem Low-Cost-Anbieter für die Aufnahme des Flugbetriebs ab Flughafen Findel reagieren?

3) Könnte unser Flughafen der von Low-Cost-Linien normalerweise als Voraussetzung für den Flugbetrieb auf einem Flughafen gestellten Anforderung genügen, die darin besteht, die Turn-around-Zeit auf maximal zwanzig Minuten zu begrenzen?

4) Könnte die Ansiedlung eines Low-Cost-Anbieters auf dem Flughafen Findel einen Aspekt der Fortsetzung der nationalen Nischenpolitik darstellen, und

welche Auswirkungen könnte sie für die nationale Fluggesellschaft haben?

5) Wie hoch ist die Flugauslastung des Flughafens Findel?

6) Wie viele Arbeitsplätze könnten durch eine 10% höhere Auslastung zusätzlich geschaffen werden?

**Réponse** (17.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Der ehrenwerte Abgeordnete beschäftigt sich mit der Aussage der Gesellschaft Ryanair, in Zukunft „größere Flughäfen“ anfliegen zu wollen, wie z. B. Madrid.

Erstens muss erläutert werden, dass diese Aussage mit der dem 1. Januar 2011 in Kraft tretenden Luftverkehrsabgabe in Deutschland im Zusammenhang steht sowie mit der von Ryanair angekündigten eventuellen Einstellung von verschiedenen Flügen ab Frankfurt-Hahn.

Dabei ist festzustellen, dass diese Gesellschaft regelmäßig bei ihr unliebsamen Entscheidungen die Einstellung von Fluglinien in den Raum stellt (z. B. in Hahn oder in Charleroi bei angekündigten Erhöhungen der Flugabgaben oder auch zurzeit in Marseille wegen der Einleitung eines arbeitsrechtlichen Verfahrens), um mögliche Konzessionen zu erzwingen. Eine Überbewertung solcher Äußerungen ist demnach im Einzelfall nicht ratsam.

Zweitens ist ein Flughafen wie Madrid mit ungefähr 48 Millionen Passagieren im Jahr nicht vergleichbar mit einem Flughafen wie Luxemburg, sondern eher mit einem sogenannten Hub-Flughafen wie Frankfurt oder Paris.

Der europäische Flugverkehr ist seit 1993 liberalisiert, das heißt, dass jede Fluggesellschaft im Prinzip jeden europäischen Flughafen anfliegen kann. Die nötige Koordination der Zeitschichtenweisung („slot“) erfolgt durch die zuständige Betreibergesellschaft des Flughafens gemäß den anwendbaren europäischen Regeln (modifizierte Verordnung Nr. 95/93 des Rates vom 18. Januar 1993 über gemeinsame Regeln für die Zuweisung von Zeitschichten auf Flughäfen in der Gemeinschaft) unparteilich, nicht-diskriminierend und transparent. Dank freier Kapazitäten ist in Luxemburg diese Zeitschichtenkoordination nicht weiter problematisch.

Die nationale Fluggesellschaft hat diesbezüglich weder direkt noch indirekt ein Mitspracherecht.

Anfragen von sogenannten Low-Cost-Gesellschaften werden gemäß dem anwendbaren Recht nicht anders behandelt als die von anderen Fluggesellschaften. Jede neue Fluggesellschaft, welche die anwendbaren europäischen, nationalen und flughafen-spezifischen Regeln beachtet, ist demnach ein möglicher Kunde für den Flughafen Luxemburg. Dies ist anwendbar sowohl in der Passage, wo zurzeit 16 Fluggesellschaften den Flughafen regelmäßig anfliegen, wie im Bereich der Fracht, wo eine ähnliche Anzahl von Fluggesellschaften Luxemburg bedient.

Die Abfertigungszeiten und -modalitäten sind Verhandlungssache zwischen der Handling-Gesellschaft und der Fluggesellschaft. Gemäß Konzessionsvertrag mit dem Staat muss der Handling Agent die abgemachte Abfertigungszeit gemäß der materiellen und operationellen Durchführbarkeit erfüllen, sonst muss der Flughafenbetreiber davon in Kenntnis gesetzt werden. Gemäß dem Konzessionsvertrag muss der Handlingagent aber maximale Abfertigungszeiten für das Gepäck gewährleisten, welche abhängig von der Größe des Flugzeuges sind.

Eine gute Anbindung des Flughafens Luxemburg an Flugdestinationen in aller Welt erhöht die Attraktivität Luxemburgs, insbesondere für ausländische Investoren, und ist ein wichtiger Bestandteil für die wirtschaftliche und politische Entwicklung des Landes. Generell ist zu beachten, dass der Unterschied zwischen Low-Cost-Carrier und Legacy-Carrier außer bei ein paar Ausnahmen nicht mehr so deutlich ist, wie er es einmal war, mit öfters vergleichbarem Service und vergleichbaren Preisen, besonders bei späten Buchungen. Außerdem wurde das von den Low-Cost-Carriern eingeführte Frühbucher-Vorteilsystem von den meisten Legacy-Carriern zwischenzeitlich übernommen.

Die Konsolidierung sowie die Erweiterung des Streckennetzes ab Luxemburg ist das vorrangige Ziel der Flughafenpolitik. Anbindungen werden aber nur dann von den Fluggesellschaften angeboten, wenn im Einzugsgebiet genügend Nachfrage besteht, um die Aufnahme einer regulären Strecke wirtschaftlich durchzuführen. Durch ein relativ kleines Einzugsgebiet des Flughafens Luxemburg, welches sich auch noch teilweise mit dem anderer Flughäfen in der Großregion überschneidet, erweist sich dieses Anliegen aber als relativ schwierig.

Deshalb versucht sich der Flughafen Luxemburg bewusst durch die Qualität seiner Infrastrukturen und seinen hohen Servicestandard von den sogenannten Low-Cost-Flughäfen zu unterscheiden.

Die Auslastung der Piste des Flughafens Findel ist abhängig vom jeweils eingesetzten Fluggerät, vom Verkehrsmix (gewerblicher und nicht gewerblicher Verkehr) sowie von den Witterungsbedingungen. Generell liegt die Auslastung in den Hauptverkehrszeiten relativ hoch, wobei außerhalb dieser Hauptverkehrszeiten die Auslastung relativ gering ist und genügend Kapazitäten zur Verfügung stehen.

Die Auslastung des Terminals A liegt zurzeit bei etwas über 50%. Da das Terminal aber mit Kapazitätsreserven für eine Lebensdauer von ungefähr 30 Jahren ausgelegt wurde, ist eine Auslastung in dieser Höhe angemessen.

Eine Antwort auf die Frage, wie viele Arbeitsplätze eine 10% höhere Auslastung mit sich bringen würde, ist wegen der obengenannten unbekannteren Eckdaten sowie anderer Faktoren (Stationierung eines Flugzeuges oder nicht, Wartungsarbeiten in Luxemburg etc.) schwer zu formulieren. Generell wird in der Industrie aber davon ausgegangen, dass ein stationiertes Flugzeug, abhängig von seiner Größe, zwischen 50 und 100 direkte und indirekte Arbeitsplätze schaffen kann. Gemäß einer Studie von ACI (Airports Council International) werden im Durchschnitt pro Million Passagiere 950 „Vor-Ort-Arbeits-

plätze“ geschaffen, wobei jeder direkte Arbeitsplatz 2,1 indirekte und induzierte Arbeitsplätze mit sich bringt, sodass gesamtwirtschaftlich pro Million Passagiere um die 3.000 Arbeitsplätze geschaffen werden können.

**Question 0951** (13.10.2010) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant les **nouveaux tarifs transfrontaliers uniformes pour bus**:

En relation avec les nouveaux tarifs transfrontaliers uniformes pour bus, il nous a été rapporté que ce système a rendu plus cher les titres de transport de différents trajets, notamment entre Temmels et Grevenmacher (avant 1,5 € par course, après 4 € par course).

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Comment Monsieur le Ministre peut-il expliquer aux usagers ce changement de tarif dans cette région?

**Réponse** (12.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les nouveaux tarifs transfrontaliers uniformes pour bus.

Avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010, les tarifs transfrontaliers entre la Sarre et le Grand-Duché ont été harmonisés avec ceux déjà en vigueur dans les transports publics par route entre le Grand-Duché d'un côté et la Rhénanie Palatinat et la Lorraine d'autre part.

Les nouveaux tarifs appliqués aux lignes d'autobus en provenance de la Sarre sont en général plus favorables que ceux en vigueur avant cette date.

Rien n'a été changé aux prix des billets pour les transports vers la Lorraine et vers la Rhénanie Palatinat.

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député cite l'exemple d'une relation avec la Rhénanie Palatinat (Temmels), sur laquelle le tarif de 4,00 € valable deux heures aurait remplacé celui de 1,50 €.

Le tarif de 1,50 €, en vigueur sur le réseau national (pour deux heures), n'était pas valable sur le territoire allemand, sur lequel ne s'appliquait que le tarif à 7,00 € pour un billet valable un jour et à 75,00 € pour un abonnement mensuel.

Compte tenu d'une demande des voyageurs de la zone frontalière, le billet à 4,00 € a donc été introduit pour une validité de deux heures sur les lignes transfrontalières, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2010.

**Question 0952** (13.10.2010) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant les **différences des amendes en cas d'infractions du Code de la Route**:

Il me revient que les amendes pour excès de vitesse en France seraient plus élevées pour les ressortissants étrangers que pour les résidents français. Si une légère différence du montant des amendes pourrait s'expliquer par des frais administratifs plus élevés

en cas de non-paiement sur-le-champ, cet argument se voit cependant dénué de tout fondement lorsque les étrangers acquittent immédiatement le montant de leur amende. Même dans ce dernier cas, l'amende se verrait majorée pour les automobilistes étrangers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de cette pratique consistant à faire une distinction au niveau des amendes pour le même genre d'infraction?

- Qu'est-ce qui justifierait une telle majoration pour automobilistes étrangers?

- De telles pratiques ont-elles cours également au Luxembourg et dans d'autres pays européens? Dans l'affirmative, lesquels?

- De telles pratiques sont-elles conformes aux réglementations européennes?

**Réponse** (28.10.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la majoration des amendes encourues en cas d'excès de vitesse par les conducteurs étrangers en France.

Le département des transports n'a pas connaissance d'une telle pratique ni en France ni dans un autre État membre de l'Union européenne, pratique qui risquerait d'ailleurs d'être contraire au droit communautaire.

**Question 0953** (13.10.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**usage des langues sur le site officiel du Gouvernement**:

Force est de constater que les sites officiels visés par la présente question se servent quasi exclusivement de la langue française. Si l'usage du français, langue officielle du Luxembourg, ne doit en aucun cas être remis en question, il faut néanmoins s'interroger sur la place réservée aux deux autres langues administratives du pays dans la politique de communication du Gouvernement, à savoir le luxembourgeois et l'allemand.

La langue luxembourgeoise ne cesse de gagner en importance dans les communications électroniques au Luxembourg. Il serait dès lors utile pour beaucoup d'usagers de ces sites de pouvoir avoir recours sans traductions intermédiaires à des textes de source officielle formulés directement dans la langue nationale. En plus, les médias pourraient publier plus facilement des articles ou analyses en langue luxembourgeoise si les délais de traduction et les risques d'erreurs inhérents à une telle opération se trouvaient éliminés.

- C'est pourquoi j'aimerais poser la question à Monsieur le Premier Ministre, si le Gouvernement n'estime pas utile de diversifier et de compléter l'usage des langues sur les sites officiels du Gouvernement, respectivement de ses sous-entités, par des articles rédigés dans les deux autres langues administratives du Luxembourg, à savoir le luxembourgeois et l'allemand.





**Réponse** (16.11.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député constate que les sites officiels se servent quasi exclusivement de la langue française et demande s'il n'est pas utile de diversifier et compléter l'usage des langues sur les sites des ministères et administrations.

Je voudrais d'abord remarquer que les textes législatifs et réglementaires, ainsi que les documents en relation avec ces textes sont rédigés en français qui constitue la première langue administrative du pays. Il me semble donc évident que les sites officiels qui reprennent ces textes utilisent en premier lieu la langue française.

Dans les relations entre l'administration centrale et les administrés, c'est également la langue française qui prime, à l'exception des cas dans lesquels l'administré s'adresse dans une des deux autres langues officielles à l'administration, cas dans lesquels celle-ci est tenue d'utiliser la même langue pour sa réponse.

Le français constitue donc la première langue dans les relations entre l'administration et la population luxembourgeoise. Il s'ensuit que le français est la langue la plus utilisée sur les sites officiels.

Néanmoins, l'idée de Monsieur le Député est intéressante dans les cas où les caractéristiques de la population cible rendent opportun l'emploi d'une autre langue que le français. Ainsi, il me semble indiqué d'analyser quels contenus devraient être rédigés prioritairement en plusieurs langues.

Je voudrais par ailleurs attirer l'attention de Monsieur le Député sur les coûts engendrés par une telle démarche. À titre d'exemple, les coûts pour la seule traduction du site de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne en 2005 se sont chiffrés à 109.660€. Si l'on fait une extrapolation de ces coûts dans la perspective d'une généralisation de l'utilisation de plusieurs langues sur les différents sites officiels, on arrive à des sommes qui actuellement ne sont pas justifiables compte tenu de la situation budgétaire. À ces coûts s'ajouteraient des frais permanents supplémentaires en ressources humaines nécessaires pour la gestion quotidienne de ces sites.

À noter cependant qu'un certain nombre de sites utilisent déjà à l'heure actuelle plusieurs langues pour mieux atteindre leur public cible.

Je voudrais citer les sites suivants qui utilisent, outre le français, encore une ou plusieurs autres langues:

- <http://www.ivl.public.lu> (allemand);
- <http://www.cases.public.lu> (allemand);
- <http://www.asta.etat.lu> (allemand);
- <http://www.ivv.public.lu> (allemand);
- <http://www.ser.public.lu> (allemand);
- <http://www.myenergy.lu> (allemand);

- <http://www.luxsenior.lu> (allemand et pour certains documents italien et portugais);

- <https://www.rcsl.lu> (allemand);

- <http://www.aeroport.public.lu> (allemand et anglais);

- [www.tourisme.lu](http://www.tourisme.lu) (allemand, anglais et néerlandais);

- <http://www.cita.lu> (luxembourgeois, allemand et anglais);

- <http://www.velopisten.lu> (allemand et anglais);

- <http://www.portrait.public.lu> (allemand et anglais);

- <http://www.innovation.public.lu> (anglais);

- <http://www.bed.public.lu> (anglais, coréen, japonais, chinois);

- <http://www.cam.etat.lu> (anglais);

- <http://www.fnr.lu> (anglais);

- <http://www.restena.lu> (anglais);

- La publication «Luxembourg en chiffres» du Statec peut être consultée en français, allemand et anglais.

- L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines présente les documents concernant la e-TVA en français et en allemand et les informations concernant le remboursement de la TVA en français, allemand et anglais.

Dans un proche avenir, les sites suivants utiliseront également une deuxième langue à côté du français:

- [Guichet.lu](http://www.guichet.lu) (allemand/anglais);
- [Luxembourg.lu](http://www.luxembourg.lu) (anglais).

**Question 0954** (13.10.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans la publicité et dans l'étiquetage des produits**:

Le Luxembourg est un des rares pays où les produits en vente dans le commerce sont généralement dénommés, décrits et expliqués dans des langues étrangères sans traduction dans la langue nationale du pays. Malheureusement, ceci est également vrai pour un grand nombre d'articles produits au Luxembourg-même.

Les publicités à la radio, à la télévision, dans les cinémas ou dans les autres médias ayant des conventions avec l'État, qui sont subventionnés par les autorités publiques ou qui bénéficient d'une aide à la presse, sont formulées de plus en plus souvent, dans certains cas presque exclusivement, en luxembourgeois. Si on doit se féliciter de cette évolution, il faut toutefois regretter que, surtout dans les médias audiovisuels, la formulation des textes reste souvent insatisfaisante.

Ainsi, des expressions lexicales en provenance d'autres langues restent non traduites ou mal transposées, des structures syntaxiques ou morphologiques sont insuffisamment respectées et même si de belles expressions ou tournures luxembourgeoises existent, d'aucuns préfèrent recourir à des traductions boiteuses car hâtives et superficielles de locutions étrangères.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, Madame la Ministre des Classes moyennes, Madame la Ministre de la Culture et Monsieur le Ministre des Médias:

1. Le Gouvernement encourage-t-il les entreprises et les commerces à utiliser la langue luxembourgeoise dans l'étiquetage, la dénomination et la description des produits qu'ils produisent ou vendent?

2. Est-ce que le Gouvernement promeut l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans la publicité? Est-ce qu'il met des conseillers linguistiques à la disposition des entreprises et des médias intéressés qui n'auraient pas eux-mêmes les moyens de faire les traductions nécessaires ou qui chercheraient à améliorer le niveau linguistique des publicités?

**Réponse commune** (25.11.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme sont d'avis qu'ils ne doivent pas s'immiscer dans les stratégies de communication des entreprises pour autant que celles-ci ne soient pas en infraction avec la législation applicable. La langue étant le vecteur de communication par excellence, les entreprises restent libres de leur choix et les services des ministères ne font pas de recommandation quant à la langue à employer dans les campagnes publicitaires. Pour des raisons de simplification administrative, il n'est pas envisageable d'obliger les entreprises à utiliser la langue luxembourgeoise dans l'étiquetage, la dénomination et la description des produits. En outre, ni le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, ni le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme ne disposent de ligne budgétaire pour le financement de linguistes au service des entreprises. Finalement, il est étonnant de constater que la présente question parlementaire n'ait pas été posée en luxembourgeois.

**Question 0955** (13.10.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant **le partenariat pour la mobilité entre l'Union européenne et le Cap-Vert**:

Le Cap-Vert, le Luxembourg, l'Espagne, le Portugal et la France ont signé le 5 juin 2008 un «Partenariat pour la mobilité entre l'Union européenne et le Cap-Vert». Basé sur la réciprocité, il a pour objectifs de faciliter le mouvement des personnes et la migration légale entre le Cap-Vert et ces pays, de développer une véritable coopération sur la migration et le développement, ainsi que de prévenir et de combattre la migration clandestine, le trafic de migrants et la traite des êtres humains.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelles sont les activités qui se sont déroulées au sein de ce partenariat en 2009?

- Quels sont les moyens y affectés par le Luxembourg et quels sont ceux y affectés par les autres partenaires?

- Combien de citoyens capverdiens ont été touchés par les effets de ce partenariat en 2009?

- Quel est le suivi des personnes contactées par le bureau de Praia une fois arrivées à Luxembourg?

- Quel pourrait être l'intérêt mutuel d'un accord de main-d'œuvre avec le Cap-Vert?

**Réponse** (9.11.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Lors du lancement du partenariat pour la mobilité entre l'Union européenne et le Cap-Vert, les parties participantes, à savoir la République du Cap-Vert, d'une part, la Communauté européenne, l'Espagne, la France, le Luxembourg et le Portugal de l'autre ont convenu une liste d'activités qu'elles se proposent de réaliser. Le Luxembourg s'est ainsi engagé à étudier la possibilité de mettre en place une initiative en matière de migration circulaire à caractère temporaire avec le Cap-Vert et de renforcer le programme «Migrer les yeux ouverts», qui a été initialisé au Cap-Vert par la coopération luxembourgeoise et qui vise entre autres la familiarisation des futurs migrants capverdiens au titre du regroupement familial aux réalités sociales, linguistiques et autres de la vie au Luxembourg. Par ailleurs, le Luxembourg a proposé d'offrir un jumelage entre universités partenaires.

En 2009, le Luxembourg a poursuivi la mise en œuvre du programme bilatéral «Migrer les yeux ouverts». L'enveloppe budgétaire affectée à ce programme s'élève à 109.050 € pour la période 2008 à 2010. Le nombre de personnes qui ont participé aux activités d'information et de sensibilisation est estimé à 2.200. Entre décembre 2008 et octobre 2010, 216 personnes ont introduit une demande en obtention d'une autorisation de séjour en vue d'un regroupement familial via le Bureau de coopération du Luxembourg à Praia. 156 de ces demandes ont été avisées favorablement.

De sus, l'Université du Luxembourg et l'Université de Praia ont conclu en février 2009 un accord de coopération.

Par ailleurs, le Luxembourg a participé à la mise en place d'un centre commun de demande de visa et à la préparation d'un projet communautaire visant à renforcer les capacités du Cap-Vert en matière de gestion des flux migratoires.

Dans le cadre de son engagement d'explorer la faisabilité d'une initiative en matière de migration circulaire à caractère temporaire avec le Cap-Vert, le Gouvernement a eu en 2009 des contacts avec les autorités capverdiennes sur les possibilités de conclure un accord bilatéral en matière de migration. Étant donné que les négociations n'ont pas encore pu être lancées, il est prématuré, à ce stade, de se prononcer sur le contenu exact d'un tel accord. Cela étant dit, pour le Luxembourg, l'accord devra se baser sur les principes du partenariat et de la réciprocité, et sera donc différent d'un accord de main-d'œuvre. Le Luxembourg proposera plutôt d'y prévoir des dispositions favorisant les échanges migratoires entre le Cap-Vert et le Luxembourg, y inclus pour la diaspora capverdienne au Luxembourg.

Concernant les autres participants au partenariat, leurs activités portaient en 2009 sur les domaines suivants: l'élaboration d'un profil migratoire du Cap-Vert permettant une meilleure connaissance des flux migratoires (Commission européenne et Pays-Bas), la meilleure gestion de l'immigration légale et de l'emploi par, à titre d'exemple, le développement d'un Centre d'information sur la migration légale et l'encouragement de la réintégration sur le marché du travail au Cap-Vert (Portugal) et la signature d'accords bilatéraux sur la migration temporaire des travailleurs avec le Cap-Vert (Portugal et France), la mobilité à courte durée, par la proposition de la Commission européenne de lancer les négociations en vue d'un accord de facilitation de visas avec le Cap-Vert, le renforcement des capacités dans le domaine de l'immigration et de l'asile (Portugal, Commission européenne, Pays-Bas) et le renforcement des capacités en matière de lutte contre l'immigration illégale et la gestion des frontières (Portugal, France, Espagne, Commission européenne, Frontex).

Des données exactes sur le coût total de leurs contributions ne sont pas disponibles. De même, au vu de la diversité des activités réalisées au sein du partenariat, couvrant des études aussi bien que des accords bilatéraux et des projets de renforcement de capacités, il n'est pas non plus possible d'évaluer le nombre de citoyens capverdiens qui ont été touchés par les effets du partenariat.

## Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.